



Lucien BAROU

Mémoires de la Grande Guerre

187 Poilus du Forez et de sa périphérie témoignent...

Tome 1 : 1914

Introduction

J'aurais envie d'écrire : « *Ceci n'est pas un livre d'Histoire, c'est un livre d'histoires* », ne serait-ce que pour excuser ma prétention à traiter de l'Histoire sans en être spécialiste. Mais j'aimerais que le lecteur, à la fin de sa lecture, en conclue que c'était bien un livre d'Histoire, une Histoire vécue par les originaires d'un petit coin de France (le Forez et sa périphérie, en dehors de quelques témoignages de Poilus venant d'ailleurs) mais qui pourraient sans doute, dans leur diversité, donner une image assez juste de la Grande Guerre vécue par la plupart des combattants français.

La Grande Guerre n'appartenait pas à mon univers mental d'enfance. Mon grand-père paternel, né en 1865 (mort en 1929), était trop vieux en 1914 pour avoir été touché par la conscription. Mon grand-père maternel, né en 1878, l'avait faite, cette guerre, mais il ne vivait pas avec nous et il est mort en 1960, alors que je n'avais pas encore 14 ans, et que la guerre ne faisait pas partie de mes préoccupations.

Il a fallu, au terme de mes études de Lettres Modernes à l'ENS de Saint-Cloud, mon retour dans la Loire (en 1974) où résidait ma mère veuve (depuis que j'avais 7 ans) et mes beaux-parents, le choix d'une thèse de doctorat en dialectologie (qui marquait le retour au patois constamment entendu dans mon enfance rurale de Haut-Forézien du canton de Saint-Jean-Soleymieux, plus précisément de la commune de Chazelles-sur-Lavieu) pour que la guerre de 14-18 prenne place, indirectement, dans mes préoccupations. Le sujet précis portait sur un point de syntaxe qui peut paraître mineur, mais qui, dans la carte dialectale de la France, oppose les patois de langue d'oc aux patois de langue d'oïl : l'omission ou l'expression du pronom personnel sujet devant le verbe. Cela supposait que soient constatés, dans une bonne trentaine de localités où le patois s'était conservé, son usage grammaticalisé, en situation de conjugaison de type scolaire, puis son usage réel, dans une conversation à bâtons rompus, le tout enregistré au magnétophone. Comme l'organisateur de la réunion (généralement le maire) avait choisi les plus âgés de sa commune, meilleurs patoisants en général que les plus jeunes, et presque toujours des hommes, ce fut tout naturellement que la première guerre mondiale devint un des thèmes de conversation. Je fus étonné de l'acuité des souvenirs et de la vivacité de l'expression orale chez ces anciens combattants qui atteignaient ou dépassaient 80 ans.

Informée de mes recherches, Mlle Marguerite Gonon, ingénieur au C.N.R.S., grande figure de la recherche forézienne, me sollicita pour que je fasse une communication à l'Université de Saint-Etienne : elle fut faite en 1976 sous le titre : « *La guerre de 1914-1918 à travers les témoignages de paysans foréziens* » (24 p.) et publiée par la revue de l'université. La profession d'agriculteur y était archi-dominante, liée à la conservation du patois dans les communes visitées.

Parallèlement à la rédaction de la thèse (soutenue en décembre 1978, à Grenoble, sous la direction du Professeur Gaston Tuaille), j'ai pris part, à la même époque, à un projet d'ethnologie régionale initié par Mlle Gonon : enquêter en Forez sur des thèmes divers pouvant donner lieu à expositions et publications, le projet pouvant recevoir quelques subsides du C.N.R.S. Rhône-Alpes. L'équipe, d'abord informelle, constituée de 5 à 6 jeunes chercheurs, principalement enseignants (Bernard Blethon, Tony Kocher, Daniel Palmier, Marguerite Maurel, Jo Valézy, et moi-même) devint l'association Mémoire Forézienne en janvier 1982. Les thèmes principaux de recherche débouchèrent sur des expositions (réalisées par Daniel Pouget, alors conservateur des Musées de Saint-Rambert, de Montbrison et de Feurs) et sur des publications : « *Coutumes de Mariage en Forez* », « *Médecine populaire en Forez* », « *Jeux et Farces en Forez* », « *Et délivrez-nous du Mal* » sous-titré « *Signes et Rites de protection en Forez* » étagées de 1979 à 1998. Ces travaux d'enquêtes au magnétophone s'entremêlèrent avec mes enquêtes sur la Grande Guerre et contribuèrent sans nul doute à affiner ma manière d'interroger un témoin.

Les onze premiers Poilus (sur 160 interviewés) de mon « corpus » ont donc été interrogés en patois. Mais je perçus très vite les limites de ce procédé : exclusion de témoins non patoisants (donc limitation à un cercle social restreint), problème de compréhension entre l'enquêteur et les témoins (si leur patois respectifs différaient beaucoup), difficultés de traduction ensuite, notamment en niveau de langue (par exemple, le passé simple, très usité dans nombre de patois foréziens, donne au discours oral une tonalité guindée totalement artificielle dès lors qu'il est transposé en français). Et dans le cas d'entretiens collectifs, il n'était pas rare qu'un témoin intéressant, mais manquant d'assurance, soit éclipsé par un témoin plus audacieux, mais ayant vécu une guerre moins exposée au danger. Je résolus donc, au début des années 1980, de poursuivre mes enquêtes sur les Poilus du Forez, mais exclusivement en français, et en entretien individuel.

Encore fallait-il les trouver ! Ce qui était relativement facile dans mon canton d'origine (Saint-Jean-Soleymieux) ou de résidence (implanté à La Fouillouse, dans le canton de Saint-Héand, à Noël 1979) où le bouche à oreilles fonctionnait relativement bien, en une période où le Poilu survivant se faisait rare, ne marchait pas pour le reste du département. J'ai donc fait appel à la presse, essentiellement *La Tribune-Le Progrès*, et plus spécifiquement pour la partie nord du département, à l'hebdomadaire « *Le Pays Roannais* » dont j'ai pu constater qu'il avait un lectorat débordant largement sur l'Allier et la Saône-et-Loire, et même des lecteurs habitant des départements fort éloignés de la Loire. Par ailleurs, une de ses journalistes, Françoise Bouligaud (fille du fondateur du journal) consacra à mon travail des articles qui plurent, et

entraînèrent des propositions de témoignages. Ces appels touchèrent soit directement l'ancien combattant, soit sa famille, soit un responsable local le connaissant, soit un directeur ou une directrice d'une maison de retraite hébergeant le Poilu. La généralisation du téléphone dans ces années-là facilita grandement la prise de rendez-vous. Par ailleurs, l'appel dans la presse soulignait mon intérêt pour les récits de guerre rédigés par le vétéran, de sorte que j'eus parfois la communication d'une photocopie de ce récit. Dans le meilleur des cas, lors de ma visite, le témoin évoquait son récit, et acceptait de me le confier pour photocopie, de sorte que je disposais de deux versions : une rédigée pendant la guerre (lors d'un long séjour à l'hôpital), mais le plus souvent dans les années suivant la guerre, l'autre, orale, recueillie au magnétophone alors qu'il était octogénaire ou nonagénaire. Cette version écrite, plus fiable (le souci de s'y mettre en valeur y apparaît rarement) car bien plus proche des faits m'a permis plus d'une fois, après l'avoir lue, de faire un entretien complémentaire le jour où j'ai rendu l'original à son propriétaire. Mais plusieurs de ces récits, extrêmement fouillés - plusieurs centaines de pages, voire plus de mille - me vinrent de familles dont l'ancêtre combattant était mort, soit récemment, soit depuis des décennies, et ces familles y voyaient une façon de faire un peu revivre leur ascendant.

La chronologie des entretiens fait apparaître un très important regroupement dans les années 1987-1988, et leur datation fine les montrerait essentiellement groupés sur les vacances scolaires, d'été surtout, mais aussi de printemps et d'hiver :

1975-76 : 11 témoins (enregistrés en patois ; les suivants le sont tous en français) – 1984 : 4 – 1986 : 1
1987 : 67 – 1988 : 61 – 1989 : 11 – 1993 : 2 – 1996 : 1 – 1999 : 1 – 2005 : 1 = 160.

Ces entretiens ont duré en général 1h30 à 1h 45, mais certains n'ont guère dépassé une heure car le témoin avait une mémoire quelque peu défaillante. En revanche, certains ont atteint trois ou quatre heures, soit le même jour, soit en se fragmentant en deux, trois, voire quatre entretiens successifs, si la distance avec mon domicile n'était pas excessive, et si le témoin parlait d'abondance. La familiarité créée lors du premier entretien améliorait grandement l'atmosphère des suivants. J'ai évoqué la question des distances parcourues : c'est en effet en dizaines de milliers de kilomètres que doit se chiffrer le total de ces parcours, dans un département étiré comme la Loire, pour se rendre en Roannais, en Saône-et-Loire ou dans l'Allier. Le plus long trajet (120 km aller) est celui qui m'a conduit à Brioude (Haute-Loire) en décembre 2005, pour aller interviewer un des six derniers survivants de la Grande Guerre, Louis de Cazenave, ultime cohorte à qui Le Monde avait consacré une double page dans son numéro du 10 novembre 2005.

J'ai beaucoup appris lors de ces entretiens. J'ai approfondi ce que je connaissais de manière livresque, par l'enseignement de l'Histoire, mais aussi par les œuvres en partie ou totalement autobiographiques d'écrivains-combattants comme Le Feu d'Henri Barbusse, Les Croix de bois de Roland Dorgelès, Ceux de 14 de Maurice Genevoix ou Le Grand Troupeau de Jean Giono. J'ai aussi appris à mesurer la distance qui séparait une vie de fantassin et une vie d'artilleur (dure mais nettement exposée à la mort), vu la complexité des relations entre soldats et officiers (allant, de la part du soldat, de l'affection à la détestation), découvert la solidarité au sein de l'escouade...

Le travail de transcription des 149 enregistrements en français m'a pris de très longues années, bien que j'ai été un peu secondé par mon épouse Françoise et par une amie passionnée par ces témoignages, Janine Kocher, épouse de Tony Kocher, membre de Mémoire Forézienne. Qu'elles en soient remerciées ! L'objectif premier était de conserver l'authenticité de la parole, fût-elle prononcée dans un français maladroit, voire incorrect. Le va-et-vient questions-réponses devait être conservé, la question étant introduite par E (enquêteur), la réponse par T (témoin), ce que l'on retrouvera dans l'ouvrage.

Les transcriptions faites, avant d'arriver à la phase de rédaction, un travail intermédiaire indispensable s'imposait : le repérage des thèmes et sous-thèmes traités dans l'ensemble du corpus opéré par une mise en fiches systématique des extraits intéressants, réduits à un titre, avec un renvoi à la pagination de la transcription, et un système d'appréciation (de * à *****) de la qualité de l'extrait retenu. Cette classification me permit ensuite, au moment de la rédaction, de dégager des chapitres et des sous-chapitres, les uns correspondant à des événements bien répertoriés et datés de la Grande Guerre (par exemple, la bataille de la Marne en sept. 1914, les batailles de Verdun et de la Somme en 1916, le Chemin des Dames en 1917), les autres surgissant du thème abondant de certaines fiches et ayant donné des chapitres thématiques, recouvrant la durée de la guerre ou une bonne partie : ch. 9 : *La guerre des mines* – ch. 20 : *L'enfer des bombardements* – ch. 21 : *Sortir de la tranchée* – ch. 22 : *Mourir ou tuer* – ch. 23 : *Guérir* (étudiant le cas des blessés du moment de la blessure à la guérison, en passant par la très longue hospitalisation ; le plus long chapitre de l'ouvrage) – ch. 29 : *La haine des embusqués* – ch. 30 : *Politique et religion...*

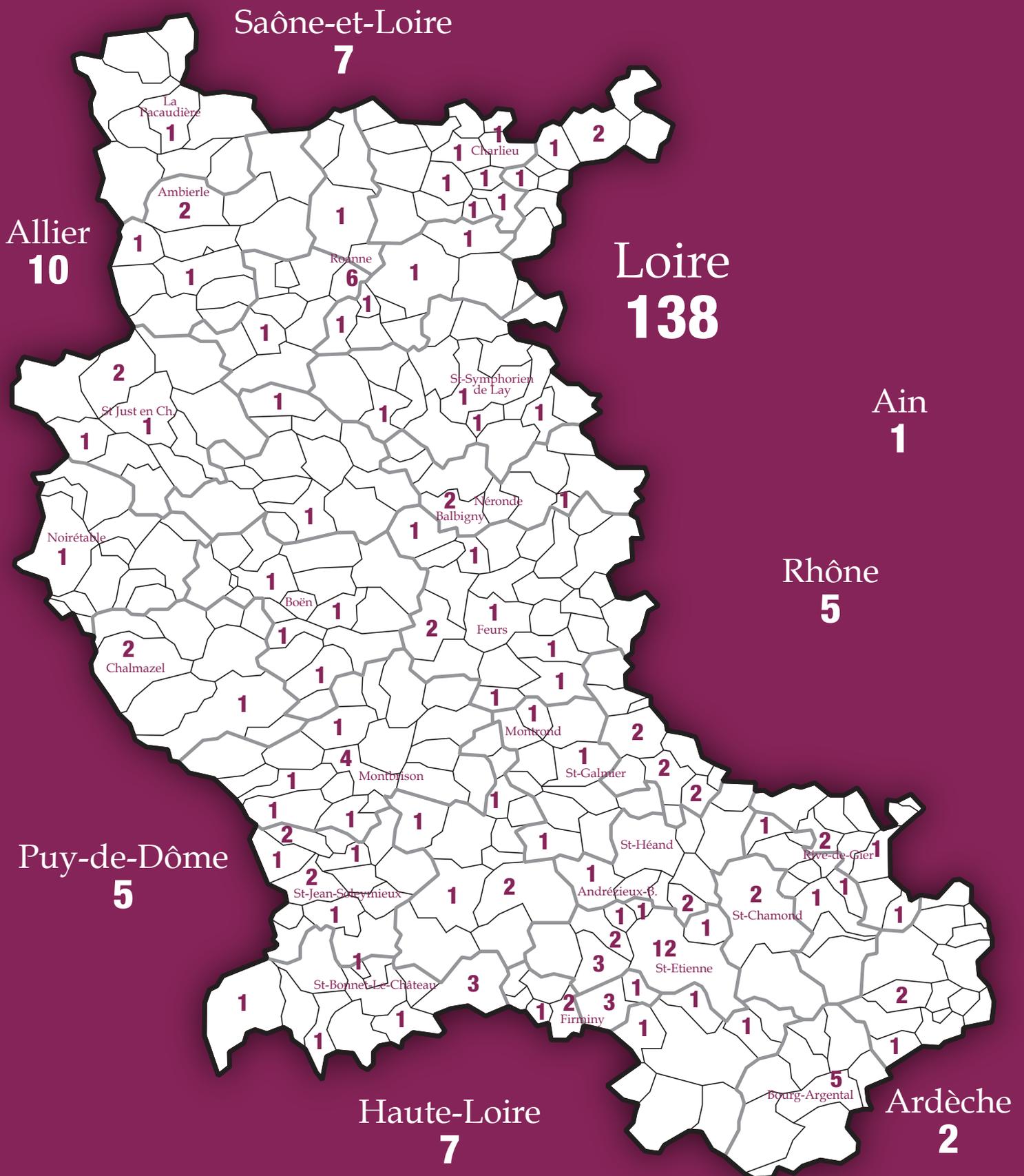
Au fur et à mesure de la phase d'écriture a surgi la nécessité d'éclairer les témoignages par des références historiques incontestables empruntées à des historiens de la Grande Guerre contemporains : nous citerons, entre autres, par ordre alphabétique, Stéphane Audouin-Rouzeau, le général André Bach, Jean-Jacques et Annette Becker, Bruno Cabannes, Jean-Baptiste Duroselle, Jean-Yves Le Naour, Pierre Miquel, Nicolas Offenstadt, Guy Pedroncini, Yves Pourcher, Christophe Prochasson, Anne Rasmussen, Denis Rolland, Frédéric Rousseau, leurs œuvres apparaissant dans l'ouvrage.

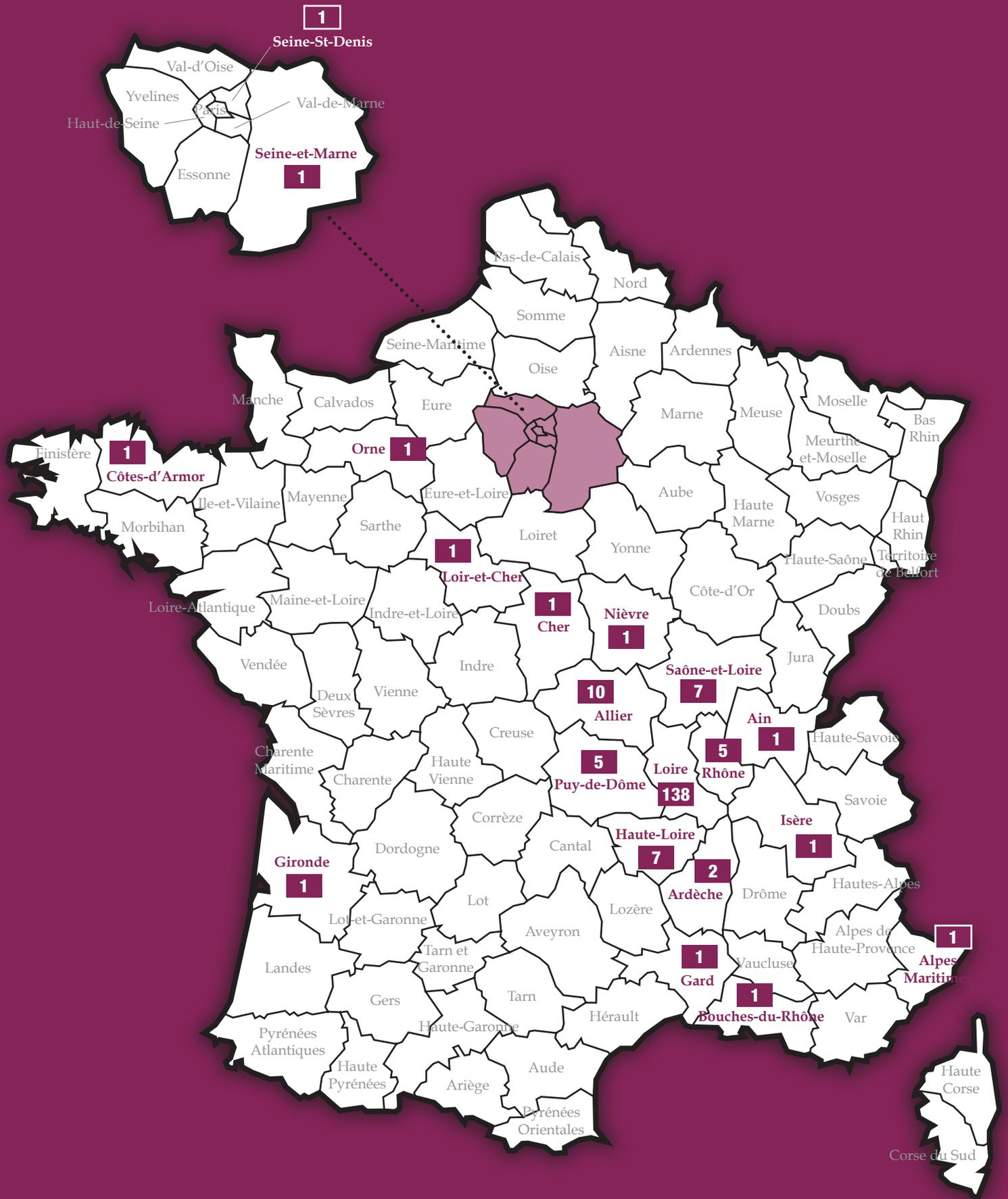
L'écriture, pendant une dizaine d'années, progressa selon un ordre chronologique de 1914 à 1919, avec de temps à autre, l'inclusion d'un chapitre thématique qui pouvait rompre avec la stricte chronologie. Ainsi, par exemple, le chapitre « *Prisonniers en Allemagne* » aurait pu être abordé dès 1914, mais il a été différé jusqu'en 1918 pour pouvoir inclure l'expérience de ceux qui ont été prisonniers entre 1915 et 1918 ; en revanche le sous-thème de la libération de ces prisonniers et de leur rapatriement a été détaché car il a suivi l'armistice. D'autres chapitres thématiques comme *La haine des embusqués*, *Politique et religion*, ou *Les Relations avec les femmes* pouvaient trouver leur place presque partout, mais supposaient tout de même un certain vécu, donc une durée depuis le temps de l'incorporation du soldat (leur insertion trop précoce aurait aussi rendu saugrenu le témoignage d'un soldat jeune, qui n'aurait été incorporé qu'en 1917 ou 1918) de sorte qu'ils ont été repoussés au début du dernier quart de l'ouvrage. La confrontation des témoignages, tantôt se corroborant, tantôt se contredisant, a été d'une richesse insoupçonnée avant cette phase de rédaction. Phase qui fut retardée au début et à la fin par deux cancers : un lymphome en 2001-2002, un thymome en 2008-2009 (retraite en septembre 2007) les deux générant une douloureuse période de stérilité intellectuelle, donc d'incapacité d'écrire pendant de très longs mois.

La très grande disparité dans les témoignages (en qualité et en longueur ; à l'oral ou à l'écrit : un carnet de 50 pages est infiniment moins riche qu'une correspondance de 820 lettres) explique naturellement que certains témoins reviennent bien plus souvent que d'autres. Chaque famille risque de trouver que « son Poilu » (qui est maintenant un arrière-grand-père décédé) n'est pas représenté à sa juste valeur et que tel ou tel autre l'est trop. J'assume la responsabilité du choix, mais je porte à tous une égale admiration, même si, au fil des entretiens, j'ai eu plus d'atomes crochus avec tel ou tel...

Cette première édition très restreinte relève d'une initiative du Conseil Général de la Loire. Que son Président, M. Bernard BONNE en soit vivement remercié, ainsi que les deux conseillers généraux qui ont pensé et soutenu le projet : M. Bernard JAYOL et Mme Michèle MARAS.

Loire : Répartition des témoins par communes
au moment de leur départ à la guerre.





Répartition des témoins par départements au moment du départ à la guerre.

Chapitre 0

Brève présentation
des 187 témoins

Avant-propos - Brève présentation des 187 témoins

Ce livre n'existerait pas sans ceux qui en ont fourni la chair, la matière, soit orale pour la plupart, soit écrite, matière qui est une somme d'observations, d'émotions, de réflexions de souffrances, de joies parfois extraites des mémoires d'octogénaires ou de nonagénaires ou couchées sur le papier d'une lettre à ses proches, d'un carnet de route ou d'un journal de guerre à l'époque même des faits ou quelques années plus tard. Il convient donc de les présenter au seuil de cet ouvrage, à titre d'hommage (posthume, hélas !) et pour donner au lecteur un aperçu de leur diversité. Une présentation beaucoup plus fouillée sera faite à la fin du livre pour rendre compte de l'itinéraire de guerre de chacun ; mais celle-ci sera malheureusement très inégalitaire en raison des déficiences plus ou moins prononcées de la mémoire qui ont pu oblitérer nombre de faits importants, en raison aussi des capacités plus ou moins grandes à l'expression spontanée (un témoignage oral arraché bribes par bribes à coup de questions laisse très peu de matière) ; la présence pour certains témoins de très longs témoignages écrits est la cause première de biographies plus détaillées. Par ailleurs, il ne saurait être question d'imposer en préambule à tout lecteur une centaine de pages de présentation de **187** témoins, alors que le lecteur concerné par un lien familial ou voulant davantage connaître l'auteur d'une citation qui l'aura frappé peut se reporter à la fin de l'ouvrage.

J'ai donc délibérément choisi de ne conserver que quelques renseignements essentiels dans cette brève présentation initiale :

- **la classe**, car elle détermine la date de l'appel sous les drapeaux¹, l'affectation dans un type d'armée (réserve de l'armée territoriale : classes 1887 à 1892, armée territoriale : classes 1893 à 1899, réserve de l'armée active : classe 1900 à 1910, armée active : classes 1911 – 1912 et 1913 au jour de la mobilisation) et renseigne, à travers l'âge du soldat, sur la probabilité de son statut matrimonial et familial (marié ou célibataire, avec ou sans enfants) qui implique une façon différente de vivre le fardeau de la guerre. Il va sans dire que les classes les plus jeunes (de 1912 à 1918) seront beaucoup plus représentées, les plus anciennes étant touchées par la mort parfois depuis des décennies lorsque mes enquêtes se sont systématisées, en 1985 - 90.
- **la date et le lieu de naissance** : ces renseignements servent de garantie pour la famille, et peuvent intéresser les lecteurs du Forez et de sa périphérie. Afin d'éviter des redites, chaque fois que le département n'est pas précisé, c'est qu'il s'agit du département de la Loire, ou que la ville est suffisamment importante pour être localisée. Une indication annexe importante, liée à la naissance, est **l'âge au moment de l'entretien enregistré**, dépassant presque toujours 90 ans (car le pic des entretiens a été atteint dans les deux années 1987-1988 : 67 témoins vus en 1987, et 60 en 1988, soit 119 sur les 160 interviewés entre le 11 novembre 1974 et le 19 décembre 2005) ce qui, indirectement, va montrer au lecteur, en lisant les propos authentiquement, scrupuleusement rapportés, sans la moindre réécriture enjolivante, comme dans pratiquement **tous** les textes de pseudo-oral journalistique, (quelle que soit la qualité du journal ou de la revue) l'incroyable vivacité d'esprit de nombre d'entre eux, derniers vétérans de la Grande Guerre! Ce qui constitue, pour ce lecteur, un espoir pour sa propre vieillesse...
- **la profession** avant et après la guerre : ce renseignement situe socialement le témoin – et parfois intellectuellement (encore qu'il y ait beaucoup à dire à ce sujet: des gens à métier modeste, on le verra, peuvent parler ou écrire superbement) et situe ensuite mon interlocuteur au terme de sa vie.
- **le type d'arme** (infanterie, artillerie, génie, train des équipages, marine, aviation) dans lequel a été enrôlé le soldat, conditionnant une pratique et une vision de la guerre très spécifique
- **le grade militaire** qu'il s'agisse de « simples gradés », - expression militairement péjorative, de sous-officiers ou d'officiers (le plus élevé étant un commandant d'infanterie) attendu que la grande majorité des témoins est constituée de soldats de deuxième ou première classe.
- **un résumé sommaire de l'itinéraire de guerre** qu'on retrouvera bien plus développé dans la biographie figurant au dernier chapitre de cet ouvrage, rassemblant les 188 biographies par ordre alphabétique
- **la participation à la guerre à l'étranger** : guerre d'Orient ou guerre en Italie, qui singularisent fortement l'expérience du témoin, même si le séjour a parfois été de moins d'une année (en Italie, de début novembre 1917 à fin mars 1918, pour seconder l'Italie après sa défaite de Caporetto face à l'armée autrichienne)
- **le fait d'avoir été prisonnier en Allemagne** constituant un vécu radicalement différent des autres combattants, surtout si la captivité a duré plusieurs années (cas de plusieurs de « mes » 17 prisonniers, certains ayant été captifs dès 1914)
- **les blessures reçues** : dans chaque témoignage, elles représentent le point fort, riche en émotions, constituant assez souvent un motif de fierté. Attention : si aucune blessure ne figure dans la présentation, il ne faut pas en conclure, sauf exceptions, qu'on ait affaire à un « embusqué » protégé des dangers du front ; le témoin a pu omettre de signaler telle ou telle blessure, ou a eu la chance d'échapper aux balles, aux éclats d'obus ou aux gaz, ce qui est bien rare pour ceux qui ont fait plusieurs années de guerre. Les **maladies** ont été associées aux

¹ La date d'incorporation qui figure dans cette liste peut varier pour chacun à quelques jours près, sauf cas particuliers ; celle qui est notée provient des renseignements du Ministère de la Guerre publiés à la « une » du journal « L'Excelsior » du 28 juillet 1919

blessures : les gelures aux pieds, la typhoïde, la gale ont fait des ravages sur le front français, tout comme le paludisme en Orient.

- **la nature de témoignage écrit.** Chaque fois qu'il est oral, pour gagner du temps, le témoignage n'est pas signalé, ce qui est le cas de plus de 80% (84,2%) des témoins. En revanche, s'il est écrit, il importe d'en connaître la nature –qui sera plus amplement détaillée à la fin de l'ouvrage- : un récit fait pour soi ne ressemble pas à une lettre adressée à sa femme ou à sa fiancée ; par ailleurs un soldat écrivant quelques centaines, voire plus de mille pages de carnet (cas de François Baizet : 1192 pages en 18 carnets) sera inévitablement plus souvent cité que celui qui ne laisse que quelques lettres ou un bref récit de 20 ou 30 pages...

Selon les renseignements fournis par le ministère de la Guerre au journal « *Excelsior* » (une du 28 juillet 1919), les classes de réserve de l'armée active (1900 à 1910) ont été incorporées entre le 3 et le 12 août 1914, et les classes de l'armée territoriale (1893 à 1899) entre le 3 et le 13 août ; mais les témoignages recueillis montre que les premières ont généralement été convoquées dès le premier jour de mobilisation.

- **parfois un jugement sur la qualité du témoignage, seulement si ce jugement est positif** (appréciation : bon, très bon témoin, voire témoin exceptionnel) : il va sans dire, sans vouloir offenser les familles de mes témoins – aucun d'entre eux, malheureusement, ne pourra lire cet ouvrage ! - qu'un témoin à la mémoire défaillante, dont j'ai dû faire accoucher péniblement le témoignage bribes par bribes – cela est arrivé plus souvent que je n'aurais désiré - laisse peu de matière une fois la transcription écrite faite, et ne sera jamais cité, ou très peu (sauf dans deux parties : cette brève présentation, et les biographies de la fin de l'ouvrage, mais cette biographie sera plus brève dans l'itinéraire de guerre). En revanche, un bon témoin, à la mémoire encore vive, à l'expression aisée (même si elle n'est pas faire en français « standard ») n'aura aucun mal à témoigner pendant une heure et demie, nourrira son récit d'impressions personnelles, d'anecdotes révélatrices, et sera plus souvent cité. Je ne parle pas des très bons témoins (il y en a une bonne quarantaine) ou des excellents –parfois exceptionnels - témoins (il y en a une bonne quinzaine, que je distingue de la liste des « très bons ») qui :

- quand, morts au moment de mes enquêtes, ils sont représentés par des documents **écrits** transmis par les familles : documents émergeant du lot soit par leur abondance doublée de pertinence (plus de 800 lettres entre un époux et sa femme, 1192 pages de carnets de guerre, etc.) soit par l'acuité de leur regard et de leur style sous un volume plus réduit, soit, pour un témoignage court (un carnet de route de 50 pages, deux lettres en tout et pour tout sur les conditions de vie dans des camps de prisonniers) par la densité humaine du document, les informations capitales qu'il contient : c'est le cas typique du carnet du sergent-fourrier **J.B. Grousson** – le plus âgé de nos témoins : cf infra- qui offre au lecteur informé, à la date du 4 décembre 1914- , en une page laconique de format très réduit, la description poignante de l'exécution des Martyrs de Vingré, rédigée le soir même du fait !

- quand, bien vivants, et désireux pour certains de faire de beaux centenaires (à ma connaissance, plus de 25 l'ont été, parfois 15 ans après mon passage, le record étant battu par celui qui fut, en mourant à 110 ans et trois mois, le 20 janvier 2008, l'avant-dernier Poilu de France : **Louis de Cazenave**, de Brioude, que j'avais interviewé à « seulement » 108 ans et deux mois, le 19 décembre 2005), ils parlent d'abondance pendant trois heures, quatre heures, voire cinq – avec quelques pauses consacrées à un café, ou à un bon « canon » de rouge à la campagne-, ou me forcent à revenir (et j'en suis ravi, même à 100 km de chez moi : cas de la région de Charlieu ou de la Pacaudière, ou de la Saône-et-Loire pour le Forézien du sud que je suis-) une autre fois, deux autres fois (jusqu'à quatre !) parce qu'ils n'ont pas pu tout dire ! Ceux-ci reviendront plus souvent dans l'ouvrage, et parfois sous la forme de longues plages de dialogue **E** = enquêteur- / **T** = témoin, presque ininterrompu². Ils peuvent être de toute classe sociale : simples paysans lumineux d'intelligence comme **Jean-Louis Monier** (né en 1894) de Marols (que j'ai bien vu quinze fois en neuf ans entre notre première rencontre dans sa ferme de Chabannes à notre dernière visite à la maison de retraite de Saint-Jean Soleymieux, l'ultime rencontre étant sa messe de funérailles à Marols) au soyeux stéphanois bachelier et polyglotte (trois langues, avec une scolarité complémentaire dans trois pays : Allemagne, Angleterre, Espagne), officier sorti du rang (qui fut capitaine en 1918, et commandant de réserve en 1934) plus fier de ses sept blessures que de sa pléthore de citations et de décorations, que j'ai interviewé en quatre fois suivies d'une douzaine de rencontres ultérieures chez lui, ou chez moi, à La Fouillouse, les années suivant notre découverte mutuelle : **Jean-François Ollier** (né en 1894 aussi, donc ayant vécu la totalité de la guerre, comme son « classard » J.L. Monier), que j'ai aussi accompagné dans sa messe de funérailles, à l'église Saint-Charles. Tout comme un témoin moins savant, moins disert que les deux précédents, mais très attachant, interviewé trois fois à 99, 100 et 101 ans à La Tuilière : l'agriculteur qui avait vocation d'être menuisier (il avait fabriqué pour lui des meubles simples, mais beaux, et parfaits dans leur exécution, mais il n'y avait plus que lui comme garçon pour reprendre la ferme familiale, son frère aîné ayant été tué à la guerre), l'artilleur - les précédents cités étaient dans l'infanterie - **Jean-Claude**

² Cas typique : le chap. XXIII **Guérir** où sont évoqués 14 itinéraires de blessés, de la blessure au retour au front ou à la réforme, en passant par l'évacuation, l'opération chirurgicale, l'hospitalisation dans divers hôpitaux, le plus souvent détournés de leur usage précédent (écoles, lycées, maisons bourgeoises, voire châteaux de province...), et la convalescence, avec une « *perm' de convalo* » chez soi comme ultime récompense... avant de repartir au front, ou d'être réformé, si la blessure rend inapte au combat...

Lafay (né en...1888 !), dont la famille (Mme et M. **Jean Barlerin**, du hameau du Rail, à La Tuilière) m'a fait l'honneur de me demander de prononcer l'éloge funèbre à sa messe d'enterrement, sous ce clocher de La Tuilière dont il était fier d'avoir refait toute la charpente, au début des années 1920 ; les relations avec la famille ayant continué annuellement depuis sa mort à 103 ans, le 24 mars 1991...

Il s'ensuivra nécessairement une très grande disparité dans le recours au témoignages : certains témoins seront souvent cités (et longuement) d'autres peu, voire très peu, voire (car exceptionnel, mais se présentant) pas du tout (témoignage très pauvre, arraché par bribes de phrases, avec une mémoire très défaillante) hormis dans les deux parties présentant tout le monde, les 187 témoins : « brève présentation... » au début, et « biographies » à la fin. Que les familles dont le parent est sous-représenté veuillent bien m'en excuser, mais il y a parfois bien loin du souvenir ébloui qu'elles ont conservé du « pépé » au résultat enregistré de l'entretien lors de mon passage...

Classe 1895 (39 ans en 1914) : 1 témoin

GROUSSON Jean-Baptiste né le 10 mai 1875 à Saint-Etienne ; gareur dans une usine de tissage de Bourg-Argental avant la guerre ; après guerre, devient négociant et représentant en textiles à Saint-Etienne ; propriétaire d'une usine de tissage à Bourg-Argental de 1936 à 1942.

Infanterie (territoriale puis active ; caporal puis sergent fourrier) ; témoin de l'exécution des six Martyrs de Vingré le 4 décembre 1914 = seul témoignage écrit fiable à ce jour³. Démobilisé de l'armée active en janvier 1917 et mobilisé en usine, à Saint-Etienne, comme gareur-tisseur pour câbles d'avions.

Document : carnet de route et de notes (75 pages) très précis, comme il sied à un fourrier...

Classe 1897 (37 ans en 1914) : 1 témoin

BAIZET François né le 26 octobre 1877 à Saint-Maurice-les-Chatelneuf (Saône-et-Loire). Agriculteur avant et après la guerre à la ferme familiale de Chassigny-sous-Dun (Saône-et-Loire). Décédé le 30 mars 1928.

Infanterie (territoriale, puis active, puis réserve de l'active, puis à nouveau territoriale dans le génie à la fin de 1916 ; sergent puis adjudant). Connaît des secteurs très divers : Belgique dans l'hiver et au printemps 1915 (blessé au genou le 8 avril 1915, à Zonnebecke : hospitalisé à Malo-les-Bains, puis Paris), instructeur de la jeune classe à Béziers (dépôt du 153^e R.I.), en Champagne dans l'hiver 1915-1916 (blessé à l'épaule gauche par un éclat d'obus le 19 mars 1916, à Moussy vers Epernay : hospitalisé à Château-Thierry), Verdun (Ravin de la Mort, Cote 321) de mai au 14 août 1916), Argonne jusqu'en déc. 1916. Passé dans le génie, dirige une forte section de 65 hommes toujours à Verdun, puis à Vauquois en Argonne (février à sept.1917), puis retour au secteur de Verdun (Bois Bourru, puis Vaubécourt) d'octobre 1917 à avril 1918, puis en Picardie (mai-août 18), et termine vers Saint-Quentin. .

Documents : 18 carnets de guerre (1192 pages). Témoignage écrit absolument exceptionnel, très fiable, très précis, très profond dans les analyses stratégiques, et l'introspection, transmis tout photocopié par son fils Robert, industriel du textile en Vendée.

Classe 1898 (36 ans en 1914) : 1 témoin

REYMONDON Eugène né le 22 février 1878 à Saint-Maurice-en-Gourgois. Agriculteur à Saint-Maurice avant et après la guerre. Décédé en 1963.

Infanterie (territoriale, puis active : chasseurs alpins ; sergent). Mobilisé dès août 1914, comme sergent, au 12^e B.C. Alpins de Grenoble, puis versé en octobre au 23^e B.C.A. de Grasse. Monte au front en Belgique en novembre 1914 : y contracte la typhoïde en décembre ; hospitalisé à Saint-Riquier (Somme) jusqu'en 22 mars 1915, puis à Abbeville, enfin à Bayeux jusqu'en mai 1915. De retour au dépôt de Grasse, est nommé, début janvier 1916, sergent instructeur des nouvelles recrues de la classe 1917 (incorporée le 7 janvier), dans les Alpes-Maritimes (à Cabannes-Vieilles) au moins jusqu'en août. Suit une période où les lettres ont été perdues. Doit passer avec son régiment en Italie en novembre 1917, pour épauler l'armée italienne durement défaite par les Autrichiens à Caporetto, fin octobre

³ Ce carnet de guerre de 175 pages, (dont 78 personnelles seulement pour deux ans et demi de guerre, le reste - carnet ouvert à l'envers- étant constitué de notes très sèches, purement comptables, liées aux activités du fourrier : nombre de chevaux dans le régiment, de paires de chaussures disponibles, allocations de tabac, soldes des divers grades, etc.), de format très réduit, ne contient qu'une seule page consacrée à l'exécution inique des 6 Martyrs de Vingré (voir chap. VI) : 5 agriculteurs ; deux de la Loire – Ambierle-, trois de l'Allier, un de l'Eure, leur caporal, huissier de Justice) mais elle est bouleversante dans sa brièveté ! C'est le seul témoignage fiable sur ce drame provenant d'un homme du rang, que le hasard m'a fait découvrir en novembre 1989, à la suite d'un des multiples appels lancés dans la presse locale à l'occasion du 11 novembre : un des petits fils de **J.B. Grousson**, vétérinaire à La Talaudière, m'a informé qu'il détenait le carnet de guerre de son grand-père, et a bien voulu me laisser le photocopier. J'ignorais qu'il contenait une telle pépite ! J'en avais donné, en 1990, une photocopie à **Robert Bouiller**, propriétaire et conservateur du musée ethnologique Alice Taverne d'Ambierle, qui a fait du drame de Vingré son drame personnel, comme moi. Cette « pépite » a été incluse, en 2006, à la demande aimablement formulée de **Jean-Luc Pamart** (de la ferme de Confrécourt, proche de Vingré) charismatique président de l'association « *Soissonnais 14-18* » dans le recueil poignant consacré aux lettres - allant du 3 août 1914 à la nuit du 3 au 4 décembre, précédant de quelques heures l'exécution du 4 au matin- d'un des fusillés, **Jean Blanchard**, d'Ambierle, adressées à sa très jeune épouse **Michelle**, recueil intitulé « *Je t'écris de Vingré...* » (photocopie de la page de J.B. relatant l'exécution p. 120 de ce recueil)

1917 ; y est sergent fourrier préposé au décompte et à la fourniture de l'habillement des soldats. De retour en France, sans doute au printemps 1918, face à la grande offensive allemande de fin mars, toujours comme sergent fourrier, en ayant changé de régiment (63^e B.C.P.) qu'il suit dans ses combats au cours de l'été et de l'automne 1918 : Aisne, puis Somme, puis Oise, puis Belgique enfin, après l'armistice jusqu'à fin février 1919, date de sa démobilisation.

Documents: correspondance (confiée par son fils Antoine) très intéressante avec son épouse (107 lettres, 27 cartes postales ou militaires) et correspondance en retour de son épouse (178 lettres, 3 cartes), avec quelques « trous » dans la chronologie (lettres perdues).

Classe 1899 (35 ans en 1914) : **2 témoins**

BLANCHARD Jean né le 30 septembre 1879 à Ambierle. Agriculteur à Ambierle jusqu'à son départ en août 14. Fusillé à Vingré (Aisne) le 4 décembre 1914 à la suite d'un conseil de guerre inique : un des six « *Martyrs de Vingré* » thème sur lequel j'ai déjà, à la demande de diverses municipalités, inaugurant assez souvent une rue ou une place dédiée aux Martyrs de Vingré, présenté à ce jour une douzaine de conférences, de 2000 à 2012, un cas particulier étant une conférence en 2004, aux Archives Départementales de Saint-Etienne, pour la formation continue des professeurs d'Histoire-Géographie de la Loire.

Infanterie. Incorporé début août 1914 au 104^e R.I. Territoriale (camp de la Valbonne, dans l'Ain). Monte au front fin septembre, dans l'Aisne, à l'ouest de Soissons, à Nouvron (devenu Nouvron-Vingré) au 298^e R.I. de Roanne, réserve du régiment d'active, le 98^e R.I. Combats fréquents avec l'ennemi très proche et creusement des premières tranchées à Vingré. Le 27 novembre 1914, après plusieurs heures de bombardement ennemi, et la capture d'une demi-section favorisée par l'obscurité du soir, est surpris, avec sa propre demi-section de 24 hommes, par l'arrivée surprise des Allemands de l'endroit où trouvaient ses camarades de la demi-section déjà capturée. En l'absence d'un officier avec eux, mais incités à se replier par leur sous-lieutenant se reposant dans la tranchée de résistance, se replie en désordre. Malheureusement, leur capitaine, revenant de Nouvron survient, et s'enquiert énergiquement auprès du sous-lieutenant de la présence indue de ces hommes à l'arrière de la première ligne, sans son ordre. Le mensonge, pour se couvrir, du sous-lieutenant à son supérieur, va enclencher l'engrenage fatal, qui conduira, après un conseil de guerre expéditif, à l'exécution, « pour l'exemple », le 4 décembre 1914 au matin, de six innocents, qui seront réhabilités solennellement, après un intense combat juridique, le 21 janvier 1921, par la Cour de Cassation. Ce qui ne mettra pas fin au drame scandaleux appelé, pour l'Histoire, celui des « *Martyrs de Vingré* » (cf supra témoin le plus âgé, **J.B. Grousson**, témoin visuel de l'exécution).

Documents : correspondance poignante avec sa très jeune épouse Michèle (18 lettres, dont celle bouleversante, de la nuit précédent l'exécution⁴, et 7 cartes) et dossier du procès de réhabilitation de 1921 transmis par **Robert et Madeleine Bouiller**, Robert étant le propriétaire et conservateur du Musée Alice Taverne d'Ambierle.

DEVAUX Joseph né le 16 juillet 1879 à Belmont-de-la-Loire. Séminariste jusqu'en 1902, puis employé au Crédit Lyonnais de 1907 à 1914 (Roanne, Clermont-Ferrand, puis Annonay : chef du service des titres en 1914). Mort « *pour la France* », comme sous-lieutenant, le 6 novembre 1918.

Infanterie (territoriale puis active ; caporal en 1914, sous-lieutenant en 1918). D'abord « *embusqué* » malgré lui par le Crédit Lyonnais (cf chap. 29 sur « *La haine des embusqués* ») - dont il était un des cadres à l'agence d'Annonay - au régiment à Tulle, puis à Excideuil, en Dordogne d'août 1914 à fin août 1915, monte ensuite au front dans le Pas-de-Calais, puis dans la Somme, puis dans le secteur de Verdun (Vaux) : y a le nez traversé par une balle, le 10 mars 1916 : hospitalisation à Lyon, puis Valréas. Devient aspirant (concours en août 16), et reçoit sa longue formation (quatre mois) à Joinville-le-Pont, près de Paris. Instructeur de la classe 1917 pendant tout le début de l'année 1917, est de retour au front dans l'Aisne, en septembre 17 : est blessé à l'épaule par un éclat d'obus le 12 octobre 17 : opéré à Tricot (Oise) puis hospitalisation et convalescence. A nouveau instructeur (de la classe 1918) jusqu'à fin mai 1918. Rejoint le front comme aspirant faisant fonction de sous-lieutenant en Champagne, début juin 1918 ; dirige sa section dans les combats de l'été et de l'automne 1918 ; nommé sous-lieutenant, est très grièvement atteint le 31 octobre 1918 lors de l'attaque de Banogne dans les Ardennes : décède le 6 novembre 1918, cinq jours avec l'armistice ; sa mort sera connue à Belmont le jour de l'armistice (cf infra, témoignage **E. Troncy**, classe 1916).

⁴ Cette lettre, évoquée dans la note précédente, a (avec l'accord de la dernière fille de Michelle Blanchard, devenue, par remariage en 1922, Michelle Duverger) **Thérèse Duverger**, épouse **Guillalot** (née en 1931) été transmise par mes soins en mai 1988 à l'équipe de France-Inter/ France-Info, dirigée par **Jean-Pierre Guéno**, en vue de la réalisation d'une brochure commémorative de lettres de la Grande Guerre, devant paraître en novembre 1998, pour le 80^e anniversaire de l'Armistice, brochure devenue le petit recueil célèbre *Paroles de Poilus*, déjà tiré à plus de 2 millions d'exemplaires, et étudié dans la plupart des lycées de France. Ce recueil a sélectionné, sur les quelque 8 500 lettres de Poilus provenant de la France entière (remises finalement à l'Historial de Péronne) 120 lettres pour le petite édition Librio (à 2 euros), et, pour une édition de luxe, illustrée, en grand format, aux éditions Tallandier, 40 lettres seulement : elle figure dans les deux sélections, et, objectivement, comme la plus poignante, à tel point qu'elle a été incluse, depuis 1999, dans une quinzaine de spectacles ou lectures sur la Grande Guerre.

Documents : correspondance d'une valeur exceptionnelle (style très soutenu, parfois grandiose, culture éminente, foi vibrante, analyses d'une grande profondeur, densité humaine) de 692 lettres et cartes adressées à son épouse et à ses deux jeunes enfants et correspondance en retour de 132 lettres., confiée par son petit-fils **Jean Vermorel** et son épouse **Marie**, de Chandon, instituteurs à Charlieu.

Classe 1903 (31 ans en 1914) : **4 témoins**

DE LAMBERT Paul né le 3 septembre 1883 à Langeac (Haute-Loire). Cadre administratif à l'entreprise Schlumberger à Bordeaux avant guerre ; après guerre directeur d'une fabrique de soieries à Saint-Just-Malmont (Haute-Loire) provenant de sa belle-famille. Aurait été le doyen des mutilés européens de la Grande Guerre quand il est mort en août 1988, à 105 ans. Interviewé à Saint-Just-Malmont, chez ses enfants, moins d'un mois auparavant, le 22 juillet 1988... Représente la classe la plus ancienne de mes témoins oraux, mais pas le témoin le plus âgé interviewé, qui est **Louis de Cazenave** (classe 1917) de Haute-Loire aussi – Brioude – interviewé à plus de 108 ans, le 19 décembre 2005, et mort avant dernier Poilu de France, à 110 ans et trois mois, le 20 janvier 2008... Faut-il en conclure que la Haute-Loire conserve plus longtemps qu'ailleurs ses Poilus centenaires à particule nobiliaire ?

Infanterie (adjudant-chef). Relative imprécision quant à son itinéraire de guerre. Visage brûlé fin août 1914, vers Reims, par l'explosion d'un obus : hospitalisé à Paris. Commandant une section de mitrailleuses dès son retour au front en 1915. Le 11 juin 1916, à Verdun, a la jambe brisée par une balle ; atteinte de gangrène gazeuse, elle sera amputée en totalité à Saint-Germain-en-Laye ; hospitalisation se poursuivant à Lyon. Réformé⁵ fin 1917.

Bon témoin, à l'esprit vif.

GRANET Antonin né le 30 septembre 1883 à Savigneux. Instituteur avant guerre à L'Horme, Montrond-les-Bains, puis Chamboeuf à partir de 1912, poste qu'il reprend après-guerre jusqu'à sa retraite en 1940. Réside ensuite à Montrond-les-Bains jusqu'à son décès en 1959.

Infanterie (sergent). Combat dans l'Oise de l'automne 1914 jusqu'en octobre 1915 (divers endroits) , puis dans la Somme dans l'hiver 1915-1916. Régiment transféré à Verdun le 24 février 1916 ; combat vers le fort de Belrupt (ravin du Cabaret rouge). Le 19 mars 1916, vers le fort de Vaux, est blessé à l'épaule par une balle et fait prisonnier ; ne reviendra d'Allemagne que le 29 novembre 1918.

Documents variés de grande valeur (style remarquable, profondeur des analyses, souci scrupuleux de la précision, élévation d'esprit): un récit de guerre (186 pages), six carnets au contenu varié (composition des escouades, chansons, réflexions..) et une brève correspondance de captivité adressée à son épouse (2 lettres, 7 cartes).

GRAND Joannès né le 15 juin 1883 à Saint-Etienne. Ajusteur à Saint-Etienne avant guerre, activité reprise jusqu'en 1931 ; puis secrétaire de mairie à Feurs jusqu'en 1953. Décédé le 28 janvier 1966.

Infanterie. Soldat au 38^e R.I. de Saint-Etienne. Baptême du feu le 27 août 1914 à Doncières, vers Rambervillers, (Vosges): ce jour même, est fait prisonnier; demeurera en Bavière : dans plusieurs camps (Lechfeld, puis Bernau am Chiemsee, puis Landshut, puis Puchheim) , « séjours » en camps entrecoupés par des travaux dans des usines diverses, et enfin dans une ferme, du lieu-dit Erber, à Neuötting, à 95 km à l'est de Munich, du 23 mars 1917 jusqu'en décembre 1918.

Document : carnet de route et surtout de captivité (31 pages), intéressant malgré sa brièveté et intrigant par ses dernières pages arrachées, dont la famille (**Michel Grand**, son petit-fils, son épouse **Danièle** – devenus des amis depuis- et leurs deux enfants **Isabelle et Thierry**) , mon épouse Françoise (parlant allemand) et moi avons percé le mystère, en nous rendant ensemble en Bavière, en juillet 1988, dans la ferme de Neuötting où nous avons été superbement accueillis...pendant quatre jours ! (cf chap. 32 : « *Prisonniers en Allemagne* ») . A partir du carnet, et d'entretiens avec sa grand-mère, Michel a rédigé une biographie fort intéressante de son grand-père.

REGNY Pierre né le 21 décembre 1883 à Saint-Germain-Laval. Ouvrier agricole et vigneron à Saint-Germain avant et après-guerre, jusqu'à son décès le 4 avril 1930.

Infanterie. Incorporé au 298^e R.I. de Roanne, très éprouvé, début septembre 1914 à la bataille de la Marne, après cette bataille, arrivé à Nouvron-Vingré (à l'ouest de Soissons) le 16 septembre, y est fait prisonnier quatre jours après, le 20 septembre au cours d'une rude bataille (11 officiers, tués 600 soldats mis « hors de combat ») pour défendre les positions de Vingré. Envoyé dans deux camps du Brandebourg, au sud de Berlin (Zossen), puis en juin 1915 à l'ouest (Döberitz), et peu de temps après dans un grand domaine agricole au nord de Berlin, à Ebereschenhof où il restera vraisemblablement jusqu'à sa libération, fin décembre 1918 (arrivé chez lui le 4 janvier 19).

Document : carnet de 57 pages au contenu hétéroclite (mais contenant une partie sur le déroulement de sa captivité) transmis photocopié par son fils **Marcel**, instituteur, habitant à Saint-Germain-Laval, fondateur et rédacteur de la belle revue d'histoire locale Aix-Echos...

⁵ Dans cette liste, le terme « réformé » sera employé pour « réformé à titre définitif », attendu qu'on pouvait être aussi, et plus fréquemment, « réformé à titre temporaire »

Classe 1905 (29 ans en 1914) : **1 témoin**

MASCLAUX Joseph né le 6 juillet 1885 à Solignac (Haute-Loire). Mineur à Roche-la-Molière avant guerre ; même activité après guerre : devient sous-gouverneur en 1931, et chef de gare à la mine de Roche-la-Molière de 1934 à 1948. A vécu sa très longue retraite, active, à Roche-la-Molière. Décédé vers 104 ans.

Infanterie (caporal puis sergent). Combat en Alsace (fin août 1914) puis participe à la bataille de la Marne. Blessure au pied le 24 septembre 1914 vers Berry-au-Bac (Aisne) : hospitalisé à Evreux. De retour au front, en février 1915, aux Eparges (Marne); blessures graves reçues en sept. 1915 à Cormicy (Marne) : balle dans la hanche, éclats de grenade au visage et aux mains. Après sa longue hospitalisation de neuf mois (Provins, puis Brest, puis Saint-Etienne) sera, en juillet 1916, versé dans le service auxiliaire : mobilisé comme ouvrier métallurgiste en usine d'armement à Alfortville, puis à Paris.

Excellent témoin, ayant une mémoire exceptionnelle et s'exprimant bien, analysant bien faits et sentiments, parlant spontanément et d'abondance, vu très longuement chez lui deux fois, les 4 et 7 déc. 1987 (102 ans et demi !). A été le doyen des Poilus de la Loire.

Classe 1906 (28 ans en 1914) : **1 témoin**

PEILLON Joannès né le 13 décembre 1886 à Saint-Etienne. Employé à la Société des Tuileries de Roanne de 1908 à 1914 ; après guerre, boulanger à Saint-Etienne. Retraité à Montbrison.

Infanterie. Participe, avec le 38^e R.I. de Saint-Etienne, aux combats de Lorraine et d'Alsace du 20 août à début sept. 1914. Blessures multiples reçues le 6 septembre 1914, lors de la bataille de la Marne : éclats d'obus dans le bras droit et l'omoplate droite, deux balles dans le bras gauche ; au terme de son hospitalisation à Rennes, sera réformé en 1915.

Entretien (à 101 ans !) + bref document : récit de sa vie en 6 pages.

Classe 1908 (26 ans en 1914) : **4 témoins**

GIRODET Jean né le 29 août 1888 à Bourg-Argental. Employé à l'usine de tissage Gérosson de Bourg-Argental jusqu'en 1914 ; puis crée après guerre, à Bourg-Argental, sa propre entreprise de tissage de soieries qu'il dirige jusqu'en 1950. Retraité à Bourg-Argental. Décédé le 27 décembre 1992, à plus de 104 ans.

Infanterie (agent de liaison de son commandant). Combat en Alsace fin août 1914, puis dans la Somme (au sud de Péronne). Resté dans la Somme, mais ayant changé de secteur, reçoit le 14 décembre 1914, à Foucaucourt-en-Santerre, de graves blessures aux deux jambes occasionnées par des éclats d'obus; opéré à Villers-Bretonneux (Somme) et hospitalisé à Orléans jusqu'à l'été 1915 ; réformé à la fin de 1915. Bon témoin.

LAFAY Jean-Claude né le 2 juillet 1888 à La Tuilière. Menuisier-charpentier jusqu'à son départ à la guerre ; agriculteur ensuite à La Tuilière (Le Rail), car son frère aîné, devant reprendre la ferme familiale, a été tué à la guerre. Décédé à 103 ans.

Artillerie de Campagne (conducteur de chevaux tractant les canons et les caissons de munitions). Régiment porté dans les Vosges pour subir le choc de l'invasion allemande en août 1914 : lourdes pertes. Puis transféré dans l'Oise (Lassigny), dans la Somme en 1915 (y a un cheval grièvement blessé sous lui par un éclat d'obus), à Verdun à partir de février 1916 jusqu'à la fin de la bataille, en décembre. Incertitude totale sur son itinéraire de 17 et 18.

Témoin interviewé trois fois chez ses enfants, ayant repris l'exploitation de la ferme familiale, **M. et Mme Jean Barlerin**, à La Tuilière, en 1987 (avait 99 ans), 1988 et 1989. Devenu un ami, tout comme sa famille, vue très souvent après sa mort, survenue le 24 mars 1991 ; famille qui m'a demandé de prononcer son éloge funèbre, dans la petite église de La Tuilière, dont il était fier d'avoir refait la charpente, dans les années 20...

Bon témoin, non dans la précision des lieux et dates, mais dans l'évocation des émotions.

MOUNIOLOUX Antoine né le 3 juin 1888 à Saint-Priest-en-Jarez (mais dès 1889 installation de la famille dans une ferme de Saint-Romain-les-Atheux). Agriculteur à la ferme familiale avant et après guerre. Interviewé à la maison de retraite de Saint-Genest-Malifaux, le 16 novembre 1987, à 99 ans et demi... Avait été ajourné d'un an, en 1909, au moment de partir au service militaire, pour... faiblesse de constitution !

Artillerie Lourde (servant canonier au canon de 155) : en Champagne en 1914 et 1915 (Virginy, Minaucourt-lès-Hurlus), à Verdun dès la fin janvier 1916, un mois avant le déclenchement de la grande bataille : le régiment protégera successivement cinq forts de la couronne de défense entourant Verdun (surtout au nord et à l'est). Devenu tireur, subit l'éclatement d'un tympan. Dans la Somme (devant Péronne) en août 1916. A Valence (dépôt du 114^e RAL) dans l'hiver 1916 -17 : initiation au tir sur le nouveau modèle de 155, le Saint-Chamond. Participe à la bataille du Chemin des Dames (avril-mai 1917). Dans le Doubs (hiver 17-18) puis dans les Vosges au printemps 1918, puis en Belgique (bataille du mont Kemmel) ; y a, en juin, l'épaule blessée par un éclat d'obus : soigné en hôpital anglais du front. Retour au front, en Champagne : gazé fin juillet, au mont Cornillet, au sud de Reims : hospitalisé à Epinal, puis à Toulouse. De retour à Sedan (Ardennes) au moment de l'armistice.

Très bon témoin, très précis, sachant raconter, ayant la chronologie des faits et le souvenir des lieux.

POISSANT Gabriel né le 6 mars 1888 à Amplepuis (Rhône). Boulanger avant guerre à Cours-la-Ville (Rhône) ; après guerre, boulanger jusqu'en 1922, puis comptable et enfin chef comptable dans une entreprise textile de Cours-la-Ville. Décédé en août 1965.

Infanterie (caporal). Affecté au 158^{ème} R.I. de Lyon, puis en 1916, au 12^{ème} R. de Hussards de Gray, puis au 7^{ème} escadron du Train et enfin au 109^{ème} R.I. de Chaumont. Blessé le 24 septembre 1914 par des éclats d'obus et une balle de shrapnell ; blessé à nouveau le 27 mai 1918 par des éclats d'obus reçus à la face et aux deux mains.

Documents : deux longues lettres, très intéressantes, adressées l'une à sa femme (datée du 7 avril 1916) , l'autre à son très jeune fils (testament spirituel s'il venait à mourir).

Classe 1909 (25 ans en 1914) : **3 témoins**

CHANTELOUVE Jean né le 20 novembre 1889 à Chuyer. Cuisinier à Pélussin puis domestique à Chuyer avant guerre ; chauffeur de maître à Pélussin après guerre. Décédé le 11 juin 1991 (102 ans).

Infanterie. Incertitude totale sur son itinéraire de guerre ; sait qu'il a « fait » l'Alsace, l'Oise, la Somme, Verdun. Fait prisonnier le 20 mars 1916 à la Cote 304 (massif du Morthomme, à l'ouest de Verdun); demeurera en Allemagne (à Dortmund, le seul à effectuer le travail de mineur) jusqu'en décembre 1918.

GRANJON Marcel né le 24 janvier 1889 à Paris. Clerc de notaire à Saint-Etienne avant guerre, puis fonctionnaire de police après guerre, achevant sa carrière à Marseille. Décédé le 29 février 1948.

Infanterie (cycliste du colonel). Fait prisonnier le 17 septembre 1914. Prisonnier dans divers camps du Brandebourg, en Allemagne, puis envoyé en camp de représailles en Biélorussie, près de Grodno, puis ramené dans le Brandebourg, travaillant dans une sucrerie, puis une ferme. Rapatrié en janvier 1919.

Documents très intéressants: un résumé en 4 pages de son entrée en guerre, et deux lettres, dont l'une, datée du 26 juillet 1916, très détaillée, décrit ses conditions de captivité en Biélorussie.

GUILLIEN Georges né le 28 novembre 1889 à Bellegarde-en-Forez. Profession d'avant guerre inconnue ; militaire (termine comme adjudant-chef) de 1923 à 1940, puis gardien à l'usine France-Rayonne de Roanne jusqu'en 1953. Retraité à Riorges.

Infanterie (mitrailleur). Subit le choc de l'invasion ennemie en Alsace, fin août 1914 : retraite jusqu'à Remiremont. De septembre 1914 à février 1915 en Lorraine (Baccarat, Doncières Hablainville, Essey-la-Côte, Bériville, à nouveau Baccarat, puis Ancerville)

Document : carnet-journal (72 pages, dont les 20 dernières ne sont que notes éparées) couvrant la période 1^{er} août 1914 – 23 février 1915. Arrêt à cette date du journal. Des aspects très précisément décrits.

Classe 1910 (24 ans en 1914) : **10 témoins**

Père AVRIL André né le 25 mars 1890 à Landéhen (Côtes-du-Nord). Séminariste en Italie de 1910 à 1916. Après guerre, prêtre aumônier au patronage Saint Joseph de Saint-Etienne. Interviewé à l'âge de 98 ans.

Service auxiliaire (faiblesse de constitution et conjonctivite chronique). A son retour en France, en 1916, est d'abord affecté à la garde de voie de chemin de fer en région parisienne, à Saint-Denis, puis nommé secrétaire d'un vieux capitaine d'artillerie à Paris, rue de Vaugirard. Bon témoin, mais n'a pas vraiment connu la guerre...

DENIS Augustin né le 16 décembre 1890 à Roanne. Fumiste⁶ à Roanne avant guerre.

Infanterie (caporal). Fait prisonnier le 1^{er} avril 1918 dans la Somme, à Hangard, avec toute son escouade et la section ; à pied jusqu'à Péronne, en train jusqu'à Cambrai. Après un tri des prisonniers, le 16 mai, ramené à Péronne dans une équipe chargée du nettoyage du canal du Nord, ou de la Somme. Souffrant d'un furoncle purulent à une jambe, est expédié par train sanitaire en Allemagne. Arrive au camp de Giessen le 27 juin. Envoyé le 1^{er} août dans une fonderie de Weidenau, en Westphalie (80 km au nord-ouest du camp) ; y est brutalisé et mal nourri. S'y trouve encore quand le journal s'arrête... N'est jamais rentré en France, mais son carnet a été renvoyé à la famille...

Le seul de mes 17 prisonniers à être décédé en captivité

Document : journal de captivité (31 pages) commencé le 19 juillet 1918 (avec récit rétrospectif décrivant sa capture, et son itinéraire de captif) et s'achevant fin octobre 1918.

FAURE Frédéric né le 21 novembre 1890 au Chambon-Feugerolles. Ajusteur au Chambon-Feugerolles avant guerre. Disparu au combat le 25 septembre 1914.

Infanterie (caporal). Incorporé au 99^e R.I. de Vienne (lourdes pertes dans les Vosges et en Alsace fin août 1914) , puis passant au 22^e R.I. de Bourgoin le 9 septembre 1914. Porté disparu le 25 septembre 1914 dans la Somme, vers Foucaucourt-en-Santerre, et ultérieurement (en 1920) déclaré mort à cette date.

Documents : quatre lettres à son épouse, et documents administratifs relatifs à la recherche d'un disparu à la guerre + informations complémentaires fournies par sa fille, **Clotilde**, née le 20 décembre 1914, qu'il n'a jamais connue ! **Clotilde Faure, épouse Besson**, est restée domiciliée au Chambon-Feugerolles. Illustre bien le drame de la disparition pour la famille, qui espère toujours, malgré le temps qui passe...

⁶ Fabriquant des poêles et des cuisinières, simples ou « à feu continu », mais pas du tout « fumiste » dans son approche du travail !

GIRARD Gaston né en 1890 à Nevers, mais jeunesse passée à Cluny (Saône-et-Loire). Divers métiers exercés avant guerre : cordonnier, tonnelier, charron. S'installe en 1917 dans une ferme de Sainte-Croix-en-Jarez et devient agriculteur et apiculteur. Interviewé à l'âge de 97 ans.

Infanterie. Chargé de l'embarquement des chevaux dans son régiment (10^e R.I. d'Auxonne, vers Dijon) à la mobilisation de début août 1914. Premiers combats à partir du 20 août en Lorraine. Grave blessure reçue à l'est de Baccarat, fin août 1914 : jambes et reins criblés d'éclats d'obus, balle dans la colonne vertébrale ; après un an et demi d'hospitalisation (Lunéville, Lyon surtout), réformé en 1916. Sa balle n'a jamais pu être extraite...

GUINAND Marius né le 24 octobre 1890 à Sorbiers. Berger et valet de ferme jusqu'en 1911, puis mineur à Saint-Jean-Bonnefonds jusqu'en 1914. Après sa réforme définitive, reprend l'activité de mineur dans le même puits jusqu'en 1925, puis celle d'agriculteur à Sorbiers jusqu'à sa retraite. Interviewé à Saint-Héand, à l'âge de 97 ans.

Infanterie coloniale. Combat dès le 21 août 14 en Alsace. Grave blessure par balle au visage (mâchoire brisée, joue arrachée) reçue dans les Vosges le 1^{er} septembre 14 : sommairement pansé à Autrey-Sainte-Hélène (en baraque Adrian), puis évacué par train sanitaire, par Besançon, jusqu'à Lyon : enfin opéré (gangrène à la joue) puis onze mois d'hospitalisation à Lyon aussi. Réformé fin 1915. Bon témoin, racontant sa brève guerre avec beaucoup de vivacité.

JOIE André né le 8 juin 1890 à Pralong. Employé administratif à la mairie de Montbrison après 1911 ; en devient après guerre le secrétaire général, poste qu'il occupera jusqu'en 1953. Interviewé chez lui, à Montbrison, à l'âge de 94 ans.

Infanterie coloniale (caporal, puis sergent). Combat en Alsace fin août 1914, puis en Belgique, vers Ypres, à la mi-septembre 1914 (y est promu sergent). Demeure près d'un an en Argonne (multiples escarmouches, ou petites attaques). Y est fait prisonnier en août 1915 alors qu'il était sentinelle dans un petit poste ; ne reviendra d'Allemagne que le 10 décembre 1918. Bon témoin, très précis.

LAROUX Louis né le 23 janvier 1890 à La Tour-en-Jarez. Mineur aux Houillères de la Chazotte à Saint-Jean-Bonnefonds avant guerre. Après guerre, devient contremaître chargé du boisage aux mines de la Chazotte, tout en résidant à Sorbiers. Interviewé à l'âge de 98 ans.

Infanterie. Au front en Lorraine en 1914, en Champagne et dans la Somme en 1915, dans plusieurs secteurs (Fleury, Tavannes, Vaux-Chapître) de Verdun en 1916, dans la Somme en 1917. Très grave blessure au bras droit provoquée par une bombe d'avion reçue, devant Saint-Quentin, le 25 mars 1917, entraînant une amputation du bras droit et de deux doigts de la main gauche. Réformé en 1918.

A la demande de sa famille, à Sorbiers, pour son centenaire, en janvier 1990, j'ai fait une évocation de sa guerre, devant l'assistance et la presse locale.

MEUNIER Jean-Baptiste né le 5 février 1890 à Bard. Profession avant guerre inconnue ; après guerre, agent de l'E.D.F. chargé des relevés et recouvrements, résidant à Montbrison. Marié à une jeune fille de Verrières-en-Forez, née en 1901. Décédé en décembre 1960.

Infanterie. Enrôlé dans le corps expéditionnaire français des Dardanelles en mars 1915 ; blessé au front par un shrapnell à Seddul-Bahr (presqu'île de Gallipoli) le 28 avril 1915 ; soigné à Alexandrie puis rapatrié en juillet 1915. Repart en Orient en novembre 1915 (comme ordonnance de son lieutenant) ; blessé au pied droit en Macédoine le 19 septembre 1916. Rapatrié en août 1917 pour paludisme, entérite et myocardite ; hospitalisé plusieurs fois avant l'armistice.

Document : récit fort intéressant de son itinéraire de guerre (61 pages) transmis, pour photocopie, par sa veuve en 1987.

RICHIER Camille né le 2 février 1890 à Saint-Julien-Chapteuil (Haute-Loire). Agriculteur à Saint-Julien-Chapteuil avant et après guerre. Décédé d'un cancer, le 3 juin 1954.

Artillerie de montagne au 19^e R.I.M. de Grenoble (servant d'un canon et conducteur d'un mulet, puis téléphoniste). Baptême du feu le 28 août 1914 vers Rambervillers, en Lorraine. En Alsace ensuite (Le Vieil Armand), puis dans les Vosges (Celles-sur-Plaine) ; y reste jusqu'à fin août 1915. Devient téléphoniste à la batterie dans une nouvelle position, face au col de Sainte-Marie. Participe à la guerre d'Orient d'octobre 1915 à l'automne 1916 ; atteint d'un ictère le 2 octobre, est hospitalisé à Salonique puis rapatrié en décembre 1916. De retour au dépôt de Grenoble en février 1917, après son hospitalisation à Cannes, est affecté en équipe agricole dans les Alpes, puis, début septembre 1917, rejoint son régiment dans les Vosges, vers Saint-Dié. Participe aussi, à la suite du désastre italien de Caporetto face aux Autrichiens) à la guerre en Italie de novembre 1917 à novembre 1918 (en Vénétie, puis dans les Dolomites, puis au lac de Garde, enfin dans la vallée du Piave) comme ordonnance de son commandant.

Document : récit de guerre d'une grande richesse documentaire et humaine (rédigé en 1919) très détaillé, bien écrit, très cohérent (213 pages) transmis en 2000 pour photocopie, pour sa partie consacrée à la guerre en France (131 p.) par les **parents** (habitant Chevrières) de **Perrine Richier**, arrière-petite-fille de Camille, élève de mon collègue de Lettres Christian Denis au lycée François-Mauriac-Forez d'Andrézieux, puis, pour sa partie consacrée à la guerre en Italie (84 p.), par le propre fils de Camille, **Robert Richier**, receveur des P.T.T. en retraite, à Saint-Etienne.

VRICEL Claudius né en octobre 1890 à Grammond. (Combélagier). Agriculteur à Grammond avant et après guerre. Décédé en septembre 1961.

Infanterie coloniale (2^e R. de zouaves d'Oran ; caporal en 1918). Participe au corps expéditionnaire français des Dardanelles de mai à novembre 1915 ; rapatrié pour maladie. Puis combat sur le front français comme grenadier, toujours dans les zouaves : dans la Somme à l'automne 1916 – y est soulevé et projeté en l'air par un obus allemand de 210 ! - En décembre 1916 en Meurthe-et-Moselle (Haussonville), puis Bourg-et-Comin au sud du Chemin des Dames (Aisne) en janvier 1917. Participe à l'offensive du Chemin des Dames à la mi-avril 17 (vers Vendresse) où le bataillon subit de lourdes pertes ; est témoin du mécontentement général et des essais de mutinerie. De juin à septembre en Meurthe-et-Moselle dans le secteur de Bois-le-Prêtre , puis dans la Marne. A Verdun de janvier à mars 1918 puis dans l'Oise (vers Compiègne) puis en Picardie (Rubempré, au sud d'Amiens) pour faire face à l'avancée allemande. Affecté d'un abcès au cou en juin 1918 : hospitalisé à Issoire, et convalescence chez lui. De retour au front, combat vers Berry-au-Bac (Aisne) où son bataillon est décimé. Nommé caporal en octobre 1918, vit l'armistice près de la Fère-en-Tardenois dans l'Aisne..

Document : récit de guerre (48 pages) intitulé « *Souvenirs* » écrit en 1919 dans un fort beau style, avec des qualités d'analyse indéniables qui montrent que son rêve (devenir instituteur) était tout à fait à sa portée, après avoir été le premier du canton de Saint-Galmier au certificat de fin d'études primaires. Document confié par sa veuve **Marie**.

Classe 1911

(appelée au service militaire le 1^{er} octobre 1912 et pas encore démobilisée en août 1914 ;
restera incorporée près de 7 ans jusqu'à sa démobilisation définitive le 22 août 1919)

12 témoins

BEYRON Amand né le 21 juillet 1891 à Viricelles. Etudiant à l'Ecole Supérieure de Tissage de Lyon avant guerre ; après guerre, directeur de plusieurs entreprises de tissage (Lyon, Dolomieu en Isère, Régny dans la Loire). Retraite passée à Roanne.

Infanterie (musicien-brancardier). Dans les Vosges (Saint-Dié) puis en Alsace (Sainte-Marie-aux-Mines) en août 1914 ; régiment décimé, puis reformé, transporté dans la Somme (Framerville, à l'est d'Amiens) où il est à nouveau décimé fin septembre 1914. Reste dans la Somme (Chuignes) jusqu'en août 1915, puis participe, dans la Marne (vers Somme-Suippes) à la grande offensive de Champagne de fin septembre 1915 où il reçoit une blessure à la mâchoire. Hiver 1915-16 passé dans les Vosges, puis transféré à Verdun début mars : combats très meurtriers dans divers secteurs (fort d'Houdainville, Watronville, Ravin de la Mort, ferme de Thiaumont) en alternance avec des phases de demi-repos (camp de la Chiffour). Dans l'Oise, puis dans la Somme de décembre 1916 à mars 1917. Bataille du Chemin des Dames en avril 1917 (700 morts et blessés, 200 prisonniers environ) → travail des brancardiers exténuant et périlleux. Offensive du fort de la Malmaison en octobre 1917. Hiver 1917-1918 passé en Alsace (Altkirch) Début avril 1918, transfert du régiment en Belgique (mont Kemmel), puis retour dans la Marne, puis en Lorraine. Participation à la contre-offensive française et alliée en Champagne. Double blessure : gazé à l'ypérite et blessé par des éclats d'obus le 9 octobre 1918 au moulin de Herpy (Aisne) : hospitalisé à Reims, puis Orléans, puis Pau (armistice).

Entretien + journal de guerre de 392 pages réécrivant des carnets antérieurs, tenus pendant la guerre. Journal extrêmement précis, très personnel, mais notant aussi les réactions de son entourage, les discussions, l'évolution du conflit d'après la presse.

Témoin exceptionnel, plus à l'écrit qu'à l'oral.

FAVIER Pierre né le 7 décembre 1891 à Bordeaux. Ajusteur aux chantiers navals de Gironde avant guerre ; conserve la même activité aux Aciéries de la Marine à Saint-Chamond à partir d'août 1916 puis devient contrôleur et chef d'équipe, s'installant définitivement en Forez. A atteint au moins 108 ans (article de « *La Tribune- Le Progrès* » du 11 novembre 1999)

Artillerie (chargé de la pose et de la réparation des lignes téléphoniques entre les divers postes de commandement des batteries éloignées) en Champagne principalement ; a pris part à la bataille de Verdun ; puis mobilisé comme métallurgiste en août 1916 aux Aciéries de la Marine de Saint-Chamond. Bon témoin.

GAMET Joannès né le 7 mai 1891 à Lorette. Fils de boucher, boucher avant guerre, boucher-saisonnier et marchands de bestiaux à Lorette après guerre. Retiré chez ses enfants qui ont repris la boucherie familiale. Interviewé à 96 ans, à Lorette.

Infanterie. Incorporé en octobre 1912 au 11^e Régiment de Chasseurs à cheval de Vesoul. S'y trouve lorsque la guerre éclate. Participe aux premiers combats au col du Bonhomme en août 1914, dans les Vosges. Ne parvient pas à reconstituer son itinéraire pendant la période de guerre. N'a pas été blessé. Se trouve à Pélussin le jour de l'armistice.

GIRAUDON Jean né le 16 décembre 1891 à Saint-Etienne. Etudes de dessinateur en passementerie avant guerre ; après la guerre, effectue une double carrière : militaire jusqu'en 1928 (achevée comme adjudant-chef, devenant lieutenant de réserve en 1935), civile ensuite (inspecteur des Postes à Lyon, Chamonix, Givors et Saint-Etienne). Retraite prise à Bourg-Argental, où je l'ai interviewé à 96 ans.

Infanterie (caporal puis sergent à la guerre). Baptême du feu en Lorraine, vers Sarrebourg, le 20 août 1914 : y une côte brisée par une balle : évacué et hospitalisé à Vichy. Promu sergent, de retour au front en novembre 1914,

dans l'Aisne, au bois des Loges. Année 1915 passée essentiellement en Picardie, près de Montdidier, avec des attaques meurtrières. Combat dès le 3 mars 1916 dans le secteur ouest de Verdun (Cote 304, sur le massif du Morthomme) : lourdes pertes. Dans la Somme à l'été 1916, puis dans l'Aisne (vers Villers-Cotterêts) en novembre. Second séjour à Verdun en juin 1917 : reçoit un éclat d'obus sur l'arcade sourcilière : hospitalisé à Berk-Plage. A nouveau en Argonne à l'automne 1917, puis dernier hiver de guerre passé vers Verdun (Vaux, Bezonvaux, Douaumont). En 1918, participe à la fois à la tentative de résistance à l'avancée allemande, dans l'Aisne, et à la contre-offensive française et alliée à partir de la mi-juillet : prise d'un nid de mitrailleuses avec le seul secours de son agent de liaison...

Très long entretien : excellent témoin, très au fait des réalités militaires, tout en conservant une sensibilité « civile »...

GONDY Marius né le 31 août 1891 à Chassigny-sous-Dun (Saône-et-Loire). Valet de ferme en Saône-et-Loire puis valet de chambre dans le Cher et à Paris avant guerre ; après guerre reste jusqu'en 1925 valet de chambre à Paris chez la baronne Seillière, puis devient hôtelier, d'abord à Annecy, de 1925 à 1934, puis à Chauffailles en Saône-et-Loire (Hôtel de la Gare, repris par ses enfants) jusqu'à sa retraite. Interviewé à 96 ans.

Infanterie. Subit l'invasion allemande en Lorraine fin août 1914 (lourdes pertes du régiment). Participe à la bataille de la Marne, début septembre 1914, puis transféré en Belgique, vers Ypres : y contracte la fièvre typhoïde : soigné à Dunkerque, sur un navire-hôpital, puis à Rouen. En mai 1915, monte au front en Champagne (ferme de Beauséjour) y reste l'été 15, et est engagé dans la grande offensive de Champagne de fin septembre : le 30, à la Main de Massiges, a le poumon traversé par une balle ; resté deux jours sur le champ de bataille, finit par être capturé par des patrouilleurs allemands, et être hospitalisé en secteur occupé, dans les Ardennes (Vouziers). Sera ensuite emmené en Allemagne et y demeurera - en Bavière, vers Würzburg - jusqu'en décembre 1918.

Très bon témoignage sur la captivité en Allemagne : esprit vif, capacité d'analyse, bonne mémoire.

GONON Antoine dit Tony né le 20 février 1891 à Roziers Côtes d'Aurec. Agriculteur et serrurier à Roziers avant et après la guerre, ainsi que facteur après guerre.

Infanterie (3 régiments successifs). Reçoit le baptême du feu fin août 1914 en Alsace (à Lutterbach, vers Mulhouse). Passe le premier hiver de guerre dans le Pas-de-Calais. Incertitude quasi totale sur son itinéraire de guerre. A été gazé, et blessé au cou par des éclats de grenade en 1916, vers le fort de Vaux (secteur de Verdun) Aurait été au dépôt de Montluçon (121° R.I.) lors de l'armistice.

MARCHAND Léon : né le 7 juin 1891 à Jeansagnères. Agriculteur dans le même village.

Infanterie coloniale. Parti au régiment dans l'infanterie classique, le 7 octobre 1912, à Moulins. Puis passe dans l'infanterie coloniale, au 35° R.I.C. ayant alors son dépôt à Lyon, mais qu'il rejoint à Fèz, au Maroc, où se trouve un de ses bataillons. Le protectorat français ayant été établi en 1912, sous l'autorité du résident général, le maréchal Lyautey, les forces françaises (11 000 hommes selon le témoin) s'efforcèrent, sous la direction du colonel Mangin (futur général) de briser la résistance des tribus berbères du Moyen-Atlas, notamment les Zayanes (première guerre du Rif). Léon y demeura pendant toute la guerre (comme sa classe 1911, restée sept ans sous les drapeaux en France métropolitaine) et ne fut démobilisé qu'en juillet 1919, après la signature du traité de Versailles, le 30 juin.

Témoin dont le récit, très abrégé, a souffert de l'ignorance et du peu de considération des autres témoins (enquête collective en patois à Chalmazel) et de l'enquêteur envers cette « pré-guerre », qui s'est continuée de manière larvée, mais aurait fait au moins 3 000 morts, selon Léon.

PLAGNIAL Louis né le 9 février 1891 à Devesset (Ardèche). Valet de ferme en Ardèche puis mineur à Saint-Etienne avant guerre ; après guerre devient gérant d'une épicerie Casino (Le Mont-Dore puis Villefranche-sur-Saône), puis inspecteur de la société Casino jusqu'à sa retraite, prise à Roanne. Interviewé chez lui à 97 ans.

Infanterie (caporal brancardier). Régiment transporté dans les Vosges, ayant un engagement farouche dès le 15 août 1914, soit 5 jours avant la plupart des autres unités. Echappe à l'affrontement en Alsace ; replié sur la Somme, y passe l'hiver 1914-1915, puis retourne en Lorraine. Souvenirs imprécis ensuite. Combat au massif du Morthomme, lors de la bataille de Verdun en 1916, puis au Chemin des Dames au printemps 1917 ; reste de l'année 17 sans doute en Alsace. En 1918, transféré en Belgique (mont Kemmel) puis retour en Lorraine à l'été et à l'automne. N'a pas été blessé. Bon témoin.

PINAY Antoine né le 30 décembre 1881 à Saint-Symphorien-sur-Coise (Rhône). Avant guerre, après ses études secondaires, travaille à la fabrique familiale de chapeaux de paille. Après avoir été réformé, en 1917, devient cadre à la tannerie Fouletier de Saint-Chamond qu'il dirige à partir de 1920. Elu maire de Saint-Chamond en 1929, le reste jusqu'en 1977 ; député de la Loire en 1936, est réélu plusieurs fois et devient président du Conseil Général de la Loire ; ministre des Travaux Publics de 1950 à 1952, Président du Conseil (Premier Ministre) du 6 mars au 23 décembre 1952, ministre des Affaires Etrangères de février 1955 à février 1956 et ministre des Finances de janvier 1958 à janvier 1960. Interviewé longuement à 96 ans ; décédé à 103 ans, le 12 décembre 1994.

Artillerie de Campagne (maréchal des logis = sergent). Participe aux combats d'Alsace en août 1914. Grièvement blessé au bras droit le 9 septembre 1914 à la bataille de la Marne ; échappe de justesse à l'amputation et au bout de

deux ans d'hospitalisation (Le Havre, puis Dieppe, puis Chartres où il est opéré, puis Lyon) est réformé en 1917.⁷ A gardé trois doigts de la main droite immobiles (nerfs coupés)..

Bon témoin, dont il est regrettable pour l'enquêteur (pas pour lui !) que sa guerre ait été si courte... Vues intéressantes et originales sur divers aspects de la guerre, sur les mentalités du temps, sur quelques aspects de son action politique (notamment le droit à la retraite d'anciens combattants de l'armée française des « *Malgré nous* » alsaciens de la II^{ème} Guerre, mesure rendue très difficile auprès de l'opinion publique après le procès des massacreurs d'Oradour-sur-Glane, en 1952).

RICHARD Claude né le 13 février 1891 à Cuzieu. Agriculteur à la ferme familiale de Cuzieu avant et après guerre. Retiré à Cuzieu, puis le grand âge venant, chez sa fille et son gendre **Mme et M. Séon**, à Salt-en-Donzy. Interviewé à 98 ans.

Artillerie de montagne (maître pointeur au canon de 65). Itinéraire incertain en 14-15. A Verdun, en juin 16, vers le fort de Tavannes, voit trois canons sur quatre de sa batterie détruits par les tirs d'obus ennemis, et les servants tous tués ou grièvement blessés ; en réchappe par miracle. Aurait passé les années 17-18 principalement dans les Vosges, en bordure d'Alsace (Le Vieil Armand).

SIBERT Antoine né le 28 avril 1891 à La Cula (= Génillac). Agriculteur et forgeron de chaînes à la ferme familiale du hameau de Tapigneux, à Génillac.

Artillerie de Campagne. Participe aux premiers combats d'août 1914 vers Lunéville, en Lorraine. Grave blessure reçue le 4 septembre 1914 à la Ferté-Gaucher, vers Coulommiers (Seine-et-Marne) : poumon gauche perforé par de multiples éclats d'obus ; réformé en 1916 au terme d'une très longue hospitalisation (Nantes, puis Bourgneuf-en-Retz). A souffert toute sa vie d'une grande gêne respiratoire. Bon témoin, racontant bien, avec une bonne mémoire.

SURIEUX Jean-Pierre né le 9 novembre 1891 à Chazelles-sur-Lavieu (Vioville). Agriculteur à Margerie-Chantagret (Rossigneux). Mon grand-oncle maternel et premier témoin, interviewé en patois (enquête de thèse de linguistique-dialectologie) le 11 novembre 1974, alors qu'il avait porté le matin le drapeau français au monument aux morts de Margerie. Avait « seulement » 83 ans. Décédé à 90 ans, le 30 décembre 1981.

Infanterie. Est au régiment, à Colmar, lors de la déclaration de guerre. Premiers combats en Lorraine fin août 1914 En septembre, participe à la bataille de la Marne, puis aux combats dans l'Aisne, vers Berry-au-Bac. Fait prisonnier le 18 octobre 14. sur la route de Lens et envoyé en Allemagne. Captif dans les camps de Parchim et de Bad Odesloe (entre Hambourg et Lübeck) ; puis passe trois ans dans une ferme proche de Bad Odesloe. Revenu de captivité en décembre 1918, à bord du navire américain « Oriziba »...

Très bon témoin, m'aimant bien, très positif dans ses jugements, et s'exprimant dans un patois très savoureux, riche en archaïsmes...

Classe 1912

(appelée au service militaire le 8 octobre 1913 et se trouvant sous les drapeaux en août 1914 ;
restera incorporée près de six ans avant sa démobilisation définitive fin août 1919)

8 témoins

CHARAT Justin né le 24 mai 1892 à Montagnieu (Isère). Tailleur de pierres – appareilleur avant guerre ; après son amputation et sa réforme devient en 1917 comptable puis chef comptable à Décines (Rhône) puis Crémieu (Isère) ; puis rentre dans l'administration du Trésor Public : de percepteur à Bourgoin-Jallieu, devient inspecteur central du Trésor en Isère. Résistant sous l'Occupation allemande de 1940 à 1945. Retraite à Bourgoin-Jallieu, puis avec son épouse, chez leur fille à Saint-Etienne. Commandeur de l'ordre national du Mérite et officier de la Légion d'Honneur. Interviewé à 95 ans, juste après le 70^{ème} anniversaire de mariage du couple...

Infanterie (chasseur alpin puis chasseur à pied - caporal, sergent, puis adjudant). Baptême du feu le 13 août 1914 vers Gérardmer. Participe à la bataille de la Marne où, bien que simple caporal, il commande une compagnie, les officiers ayant été tués. Ensuite connaît divers secteurs du front, dans la Somme, en Belgique, puis dans le Pas-de-Calais. Blessures dans le dos par éclats d'obus en décembre 1914, à Carency (vers Arras) puis à la cuisse en février 1915 dans les Vosges (col de la Schlucht) : hospitalisé à Riquewihr, puis Lyon. Jusqu'en septembre 1915. Formateur tout l'hiver 1914-19 des recrues de la classe 16 au camp de la Valbonne. Puis arrive à Verdun le 15 mars 1916, trois semaines après le déclenchement de la grande bataille. Très grave blessure reçue vers Fleury-devant-Douaumont le 23 juin 1916 : une bombe exterminant toute sa section lui broie la jambe et lui arrache une partie de l'épaule, ce qui entraîne l'amputation totale de la jambe droite ; au terme de plus d'un an d'hospitalisation (Vadelaincourt, puis Paris, puis Lyon) est réformé en 1917.

⁷ Antoine Pinay a eu une attitude très simple, très sympathique, pour me mettre à l'aise alors que je ne pouvais manquer d'être impressionné (j'avais alors, en ce 19 septembre 1987, pas tout à fait 41 ans, alors que lui approchait des 96, étant né fin décembre – le 30- comme moi –le 19-) par un homme politique de ce calibre et de cette hauteur de vue. Il a été mon 54^e témoin, sur 160. Je ne regrette qu'une chose : qu'il n'ait pas écrit la préface que j'ai osé lui demander, plus tard, en lui renvoyant la transcription fidèle de notre entretien, dont au moins deux biographes ultérieurs se sont inspirés, à en juger par des expressions précises employées, alors que son état de santé s'était un peu dégradé, donc qu'il était moins vif d'esprit...

Témoin totalement exceptionnel, (plus de 4 heures d'entretien en continu) tant par sa hauteur de vue, sa mémoire, son langage, ses capacités d'analyse, son parcours professionnel stupéfiant après guerre, pour un simple tailleur de pierre revenu dans le civil amputé d'une jambe et n'ayant qu'un usage très réduit de son bras, à cause de la détérioration grave de l'omoplate.

CHAUME Claude né le 8 décembre 1892 à Bully. Aide ses parents agriculteurs – vignerons à Bully avant guerre, puis, malgré son amputation, reprend la ferme familiale après guerre. Interviewé à l'hôpital de Bonvers, à Mably, à 95 ans.

Infanterie (chasseur à pied du 5^e BCP de Remiremont). Baptême du feu à Saint-Dié, dans les Vosges, le 1^{er} septembre 1914. Dans les Vosges, puis en Alsace (Bitchwiller) pendant l'hiver 1914-1915 : blessé à la cuisse par un éclat d'obus le 19 janvier 1915 : descendu à dos de mulet à Moosh (Haut-Rhin) puis évacué, via Bussang, jusqu'à Lyon : opéré et soigné pendant un semestre. Bref retour au dépôt de Besançon : y contracte les oreillons, d'où une quarantaine. N'est de retour au front qu'en décembre 1915 dans les Vosges : combats autour du Vieil Armand (Hartmanwillerkopf). En 1916, participation à la bataille de la Somme : très lourdes pertes du bataillon. Durant le terrible hiver 1916-17, a un pied gelé, mais évite de justesse l'amputation. Nouvelles pertes énormes au Chemin des Dames en avril-mai 1917 ; resté dans ce secteur, est gravement blessé à l'épaule, traversée par un éclat d'obus, le 31 juillet 1917 : hospitalisé à Laval (Mayenne). De retour au front en novembre 1917, en Alsace, au Vieil Armand (quartiers d'hiver du bataillon). Au printemps 1918, combat avec une division américaine dans l'Aisne, puis dans la Somme (été 1918). Très grièvement blessé par un obus vers Saint-Quentin le 25 octobre 1918 : le pied droit broyé doit être amputé ; sera hospitalisé un an à Paris.

Excellent témoin, à la mémoire vive et aux propos précis, sachant faire revivre ses actions et ses émotions.

FONTANEY Jean né le 25 août 1892 à Montrond-les-Bains. Instituteur dans la Loire avant guerre ; reprend ce métier après guerre, devient professeur à l'Ecole Normale d'Instituteurs de Montbrison, puis inspecteur primaire, puis directeur successivement des Ecoles Normales d'Instituteurs de Parthenay et de Poitiers. Retraite prise à Montrond-les-Bains. Interviewé chez lui à 95 ans.

Infanterie. Malgré son exemption pour troubles cardiaques au conseil de révision de 1913, s'engage volontairement en septembre 1914. Blessé au bras et fait prisonnier le 9 juin 1915 ; sélectionné, à cause de sa blessure infectée, par une commission suisse inspectant les camps de prisonniers en Allemagne et ramené en Suisse en décembre 1916 (le seul des 17 prisonniers à avoir eu cette chance) . Rapatrié en septembre 1918, trois mois avant ceux qui étaient captifs en Allemagne.

Excellent témoin, alliant la qualité de la langue à l'acuité de l'analyse (très long entretien).

GENESTIER Jean né le 16 septembre 1892 à Saint-Anthème (Puy-de-Dôme), au hameau de Seignibrard.. Ouvrier agricole à Saint-Anthème jusqu'en 1913.

Infanterie (chasseur alpin : caporal puis sergent). Le prototype du soldat patriote dans ses lettres. En Alsace dès le 4 août 1914 ; son bataillon y livre « *des combats terribles* » jusqu' à fin mars 1915. Blessure, de nature inconnue, reçue toujours en Alsace à la mi-juin 1915 : évacué par train sanitaire jusqu'à Bourg d'Oisans (Isère). Retour au front dans les Vosges à l'automne 1915. Tué le 7 janvier 1916 pendant une attaque sur les hauteurs de l'Hartmannwillerkopf.

Documents : correspondance (8 lettres, 18 cartes postales) adressée à sa mère et à sa sœur, transmise par **M. Gérard Chantegret**, de Saint-Just-Saint-Rambert, natif de la Sauvetat, hameau de Saint-Anthème (Puy-de-Dôme), dont j'avais interviewé le père, Arthur, sur sa captivité en Allemagne lors de la Seconde Guerre mondiale, et dont j'ai eu les deux fils comme élèves au lycée François Mauriac-Forez d'Andrézieux-Bouthéon.

GILAUD Joseph né le 29 novembre 1892 à Ambierle. Vigneron puis jardinier avant guerre ; épicier à Ambierle après guerre. Interviewé à l'hôpital de Bonvers, à Mably, à 96 ans.

Infanterie. Son régiment (le 17^e R.I. d'Epinal) pénètre en Alsace le 15 août 1914, mais doit battre retraite. Dans les Vosges, à Raon-l'Étape, est blessé aux deux mains et à la poitrine et fait prisonnier le 24 août 1914 (celui qui a été fait prisonnier le plus tôt des 17 prisonniers présents dans les 190 témoins). Emmené en captivité en Allemagne, est enfermé dans le camp de Grafenwöhr (vers Nüremberg) puis placé comme ouvrier dans une carrière de granit, puis dans une scierie, dans le nord de la Bavière ; demeurera en Allemagne jusqu'en décembre 1918. Bon témoin.

GUILLET Jean né le 28 janvier 1892 à Chazelles-sur-Lavieu. (Fortunières). Agriculteur à la ferme familiale de Chazelles-sur-Lavieu, ma commune natale, avant et après guerre. Décédé en janvier 1975.

Infanterie (caporal) . Déjà dans les Vosges en août 1914 ; gravement blessé à un bras le 31 août : évacué par train sanitaire jusqu'à Moûtiers (Savoie) où il est soigné jusqu'à fin janvier 1915 (convalescence à Aix-les-Bains). Est changé de régiment, promu caporal, occupe divers secteurs en 1915, dont l'Alsace pendant l'hiver 1915-16. Y est blessé au coude par une grenade le 2 janvier 1916 (on ne sait où il a été opéré et hospitalisé). Participe à la bataille de la Somme dans l'été 1916. Fait prisonnier dans l'Aisne le 4 avril 1917 ; envoyé d'abord en camp de représailles en territoire français occupé, puis transféré en Prusse Orientale (camp de Preussich Holland, puis ouvrier dans une ferme à Marienburg). Rapatrié par navire américain en décembre 1918.

Documents : récit de retour de captivité (6 pages), cahier de chansons, et nombreux renseignements donnés oralement par sa fille, **Thérèse Lyonnet**, de Margerie-Chantagret, commune voisine de Chazelles.

JACON Jean né le 4 août 1892 à Saint-Bonnet-le-Château. Bottier- cordonnier à Saint-Bonnet-le-Château avant et après guerre. Interviewé à deux reprises, à neuf mois de distance, à 95 et 96 ans, à l'Hospice de Saint-Bonnet-le-Château.

Infanterie, puis infanterie coloniale vers la fin de 1915 ; exerce tout au long de la guerre l'emploi de cordonnier dans les deux régiments (38^e R.I. de Saint-Etienne, et 6^e R.I.C. de Lyon)

Document : carnet de chansons (27) et de monologues (10)

PRIMPIER Armand né le 10 novembre 1892 à Roanne. Compagnon horloger avant guerre ; par incapacité d'exercer ce métier (gazé aux yeux) deviendra après guerre représentant en textiles résidant à Roanne. Interviewé chez lui, Faubourg Mulsant, à Roanne, à l'âge de 95 ans

Infanterie (musicien –brancardier). Baptême du feu pour le brancardier : bataille de Cirey en Lorraine, fin août 1914. Le régiment combat ensuite, en 1914, dans l'Oise et en Belgique. Itinéraire assez incertain ensuite, dans sa mémoire : serait passé quatre fois à proximité plus ou moins grande de Verdun, entre 1915 et 1918 (Morthomme, bois des Caures, Vauquois en Argonne, étang de Vaux) et aurait « *fait la Somme* » dans le second semestre de 1916. Gazé en mars 1918 à l'étang de Vaux, vers Verdun, et brûlé gravement aux yeux et aux poumons : évacué à Roanne par train sanitaire. S'y trouve au moment de l'armistice.

Très bon témoin, (malgré quelques défaillances de mémoire concernant les dates), racontant bien, sachant faire ressentir impressions et sentiments, dans un très long entretien.

Classe 1913

(incorporée par anticipation le 26 novembre 1913 en application de la loi dite « *des trois ans* » :
comme la classe 1912 incorporée deux mois plus tôt, restera près de six ans
sous les drapeaux jusqu'à sa démobilisation en sept.1919) :

16 témoins

BECOUSE Etienne né le 29 avril 1893 à Lyon. Après ses études secondaires, dessinateur industriel à Lyon avant guerre ; après guerre, contremaître aux usines Seguin à Lyon jusqu'en septembre 1939, puis vigneron « gentleman-farmer » à Saint-Nizier-sous-Charlieu à partir de 1941 (libéré de captivité en tant que vétéran de la Grande Guerre).

Artillerie de Campagne d'abord (36^e R.A.C de Moulins) puis Lourde ensuite (maréchal des logis, adjudant puis lieutenant dans la première guerre ; capitaine en 1939 dans la seconde) . Premiers combats à Saint-Maurice-sur-Mortagne, en Lorraine, en août 1914 ; retraite jusqu'à Compiègne ensuite. Passe dix mois ensuite dans l'Oise, dans le secteur de Conchy-les-Pots, avec la bataille de Crapeaumesnil. Promu sous-lieutenant en novembre 1915, puis officier orienteur pour le contingent partant pour l'Orient : départ pour Salonique, de Marseille, le 7 janvier 1916 : séjour à Salonique, en Grèce, puis départ pour la Serbie (surveillance de la frontière serbo-bulgare à Moyadag). Promu lieutenant, revient en France en novembre 1917, aussi pour y soigner son paludisme (hôpital Desgenette à Lyon). Passe dans l'artillerie lourde (114^e R.A.L. de Valence, puis 102^e R.A.L. de Vanves). Régiment s'efforçant de résister à l'offensive allemande du printemps 1918 à Grand-Rozoy dans l'Aisne. Puis, faisant déjà fonction de capitaine, Etienne commande sa batterie, dans l'été 1918, en Champagne, puis à l'automne, en Lorraine, en forêt de Parroy, au nord de Lunéville. Se trouve en stage de commandants de batterie à Belfort lorsque survient l'armistice.

Deux entretiens séparés de 12 jours, à plus de 94 ans + document lu et photocopié entre les deux entretiens: récit de guerre dactylographié (182 p.)« *Souvenirs de guerre du capitaine B.* ». portant sur sa participation aux deux guerres mondiales., rédigé d'après ses carnets de guerre tenus au jour le jour.

Excellent témoin, doté d'une très bonne mémoire, du sens de la narration, tant orale qu'écrite. Beaucoup d'humour. Beaucoup de connivence entre nous (courriers échangés).

BRAVARD Jean né le 9 mars 1893 à Cunlhat (Allier). Chiffonnier dans l'Allier et scieur de long avant guerre ; après guerre, chiffonnier (« patère » en français local) dans la Loire, à Sury-le-Comtal. Interviewé à 94 ans.

Infanterie (60^e R.I. de Besançon d'abord). Participe à la bataille de la Marne, au début de septembre 1914. Mémoire très incertaine pour la suite, sauf la certitude qu'il a participé à la grande bataille de Champagne de fin septembre et octobre 1915. Passe au 15^e R.I. d'Albi à une date indéterminée, sans doute après sa première blessure reçue à la cuisse ; sera blessé aussi une autre fois, à l'épaule. Part dans l'armée d'Orient à la fin de 1917, et s'y trouve au moment de l'armistice.

BUSSY Baptiste né le 26 octobre 1893 à Régnay. Mécanicien sur cycles au Coteau et à Roanne. Interviewé à l'hôpital de Bonvers, à Mably, à 94 ans, en présence de sa « *filles adoptive* », **Mlle Odette Brun**, qui le faisait manger chaque jour, se rendant de Roanne à Mably...

Artillerie. Déserteur presque malgré lui dès avril 1914, alors qu'il était au 4^e R.A. de Besançon, à cause d'un conflit au régiment avec un sous-officier → décide de passer en Suisse, puis d'y rester à la déclaration de guerre → contraint de se réfugier en Italie, dont il doit partir quand elle s'engage dans le conflit aux côtés des Alliés, fin mai 1915 → rentre en France et bénéficie d'un conseil de guerre étonnamment clément → envoyé au front, puis promu brigadier dans l'artillerie de tranchée fin 1915 ! Participe à la bataille de Verdun de 1916 → très grave blessure au

visage par éclat d'obus (faisant de lui une « gueule cassée ») reçue le 15 décembre 1916 à Verdun, entraînant 27 mois d'hospitalisation (opéré d'abord à Bras-sur-Meuse, puis transféré à Vichy, dans un hôpital réservé aux blessés de la face et de la tête). Réformé seulement en février 1919.

Bon témoin, d'une franchise surprenante (épisode de la désertion, etc.).

DELAYGUE Pierre né le 23 mai 1893 à Montregard (Haute-Loire). Mineur à La Ricamarie avant et après guerre, jusqu'en 1929, puis surveillant en Asie dans les Charbonnages d'Indochine jusqu'en 1946. De retour en France, devient tuyauteur à la mine de Montrambert, jusqu'en 1949. Retraite prise à Saint-Genest-Lerpt, puis se retire à la maison de retraite de Saint-Rambert. Y a été interviewé à 94 ans et demi, en présence de son fils qui a fourni l'essentiel des précisions, la mémoire du témoin étant défaillante pour lieux et dates...

Infanterie (caporal puis sergent). Déjà incorporé au 23^e R.I. de Bourg-en-Bresse à la déclaration de guerre. Combat dans les Vosges en août 1914. Mémoire très défaillante : reconstitution d'après son fils, présent à l'entretien. Blessé au bras en septembre 1914, puis à la tête en 1915. Participe à la guerre d'Orient à partir de 1917, au 171^e R.I. de Belfort (un bataillon à Gannat, dans l'Allier), où il sera promu sergent : contracte le paludisme en Grèce.

DELOULE Edmond né le 27 novembre 1893 à Saint-Martin d'Ardèche (Ardèche). Maçon avant guerre, puis employé d'octroi à Paris de 1919 à 1940. Retraite prise en 1940 à Saint-Martin d'Ardèche. Y décède le 10 novembre 1981.

Infanterie (chasseur alpin ; caporal puis sergent). Premier combat le 19 août 1914 à Dieuze, au nord de Nancy : lourdes pertes. Bataillon reformé remportant une éclatante victoire (980 prisonniers allemands) à Lamath (sud de Lunéville) le 27 août. Reste en Lorraine jusqu'au 11 novembre, puis part en Belgique (Ypres, puis Dixmude) : lourdes pertes encore ; puis gelure aux pieds fin novembre 1914, mais échappe à l'amputation. Retour en décembre dans le Pas-de-Calais, puis transfert dans les Vosges (col de Bussang) à la mi-janvier 1915, pour une période de repos. Début mars, promu sergent, contracte une rougeole (évacuation). De retour vers le Honeck, puis au lac de Schiesserot. Nouvelles pertes en juin, à l'attaque du bois de l'Eichenwald. Puis en Alsace, au Linge fin juillet : grièvement blessé le 15 août 1915 au crâne, et à l'oeil gauche, crevé par des éclats d'obus : trépané à Gérardmer, puis, évacué par train sanitaire, énucléé à Carcassonne. Réformé en janvier 1917 au terme de 18 mois d'hospitalisation.

Documents : récit de sa guerre (7 pages) + 4 longues lettres récapitulatives adressées à ses parents, + biographie détaillée, le tout transmis par sa petite-fille, ma collègue au Lycée B. Fourneyron de Saint-Etienne, **Christiane Ivoll**, professeur de mathématiques, décédée d'un cancer en 1993...

DUCHAMP Edouard né le 8 février 1893 à Saint-Etienne. Lycéen jusqu'au baccalauréat (N.D. de Valbenoîte) puis clerc d'huissier à Saint-Etienne avant guerre ; huissier à Saint-Etienne après sa démobilisation, en 1919, puis à partir de 1927, à Montbrison où il décède le 2 novembre 1931 des séquelles d'attaques aux gaz.

Infanterie (caporal fourrier puis sergent fourrier au 98^e R.I. de Roanne, où, ayant devancé l'appel – donc assimilé à la classe 1912- il se trouve dès le 20 octobre 1913). Baptême du feu le 20 août 1918 à Sarrebourg : très lourdes pertes. S'ensuit une retraite jusqu'à Saint-Maurice-sur-Mortagne (Vosges) ; au cours de l'attaque de Xafféwillers, est blessé par balle le 9 septembre 1914 : évacué par train sanitaire jusqu'à Lyon. Rejoint son régiment début novembre aux tranchées du bois des Loges (ouest de Noyon) en Picardie : y occupe l'emploi de téléphoniste ; en juillet vers Conchy-les-Pots ; y demeure jusqu'en février 1916, où le régiment est transporté à Verdun, où la grande bataille va commencer le 21 février. Combat dans le secteur du massif du Morthomme (ouest de Verdun) puis au bois des Corbeaux. Après une période de repos, promu sergent fourrier, se retrouve à Nouvron (Vingré), à l'ouest de Soissons, dans l'Aisne, en juillet (y enlève un petit poste allemand). Combat ensuite vers Montdidier jusqu'à la mi-décembre, où le régiment est transféré en bordure des Vosges (Blévaucourt) pour revenir fin janvier dans l'Oise (vers Crépy-en-Valois). Par suite du repli stratégique allemand de mars 1917 sur la ligne Hindenburg, le 98^e RI progresse de Noyon aux abords de Saint-Quentin, puis s'installe vers Ham. En juillet 1917, est envoyé dans la Meuse. Edouard y est gazé le 20 août 1917 dans le secteur de Verdun ; part en Argonne, puis revient à Verdun en décembre, pilonné par les obus allemands. Arrêt inexplicable du journal à la date du 21 janvier 1918.

Document : carnet de route (28 pages) transmis par son fils **Henri Duchamp**, administrateur d'immeubles à Saint-Etienne, président de LIGER (résidant à Saint-Galmier) devenu un ami proche, entre 1987 et son décès. M'a transmis un document militaire et familial de première valeur : l'étude approfondie faite par son gendre, alors colonel (maintenant **général**) **Patrick Sans**, sur l'itinéraire du 98^e R.I. de Roanne, fait à partir du commentaire du carnet d'Edouard, grand-père de **son épouse Elizabeth** (mémoire dactylographié, richement illustré, de 404 pages, s'appuyant aussi sur l'*Historique* du 98^e RI et son *J.M.O.* (« *Journal des Marches et Opérations* »).

GIRARD Léon né le 14 décembre 1893 à Olloix (Puy-de-Dôme). Avant guerre comptable à son compte à Olloix puis à Paris, activité poursuivie jusqu'en 1939 ; ensuite comptable à l'Arsenal de Toulon jusqu'en 1959. Retraité à Olloix, puis à Andrézieux-Bouthéon. Interviewé à 94 ans, en présence de sa fille, **Mme Serciron**, à la maison de retraite d'Andrézieux.

Service auxiliaire (déficience pondérale) ; commis aux écritures dans divers régiments d'infanterie, d'active ou territoriale (152^e R.I. / R1e R.IT. / 46^e R.I.T. / 139^e R.I.T.)

Entretien enregistré + document = carnet de 50 pages sur ses diverses activités pendant la guerre.

MOLIERE Armand né à Bussières le 30 mars 1895 (mais ayant devancé l'appel de deux ans, donc assimilé à la classe 1913). Comptable puis chef comptable à l'entreprise Poizat de Cours-la-Ville (Rhône), où il a résidé puis pris sa retraite. Interviewé chez lui à 95 ans, en présence de son épouse.

Artillerie Lourde. (canons de 155). Engagé volontaire en octobre 1913. Plusieurs emplois successifs à la guerre : observateur des batteries ennemies pour le réglage de nos tirs, téléphoniste chargé de la réparation sur le terrain de bataille des lignes téléphoniques, agent de liaison. Secteurs de combat très variés : en 1915, à la Montagne de Reims, puis en Artois (Neuville-Saint-Vaast), puis plateau de Lorette. En 1916, dans la Somme (Rosières-en-Santerre, vers Roye) puis, la bataille de la Somme s'étant déclenché le 1^{er} juillet, le régiment se trouve vers Lihons, et subit d'importantes pertes. En 1917, au printemps, participe à l'offensive Nivelles du Chemin des Dames, puis en septembre, est transféré à la Cote 304, sur le massif du Morthomme, à l'ouest de Verdun. Y contracte la dysenterie : évacué successivement à Rambervillers, puis Nantua, puis Angoulême puis Nontron (Dordogne). Est réformé temporaire, et bénéficie de trois mois de convalescence chez lui. Renvoyé dans l'été 1918 au dépôt d'Angoulême, y contracte la grippe espagnole ; s'y trouve alité lorsque survient l'armistice.

Excellent témoin, doté d'un extraordinaire mémoire des lieux, des faits, des émotions ressenties, et s'exprimant avec une grande aisance, ce qu'il a fait pendant plus de trois heures ! En possession d'un petit carnet où tous ses déplacements avaient été notés, mais dont je n'ai pas retrouvé la photocopie...

MONIER Jean-Louis né le 22 juin 1893 à Marols. Agriculteur à Marols (Chabanne) avant et après guerre. A eu ses deux frères tués à la guerre, en 1916 (Jean-Pierre) et 1917 (Eugène). A été maire de Marols de 1952 à 1959. Décédé le 20 janvier 1988 (presque 95 ans).

Train des équipages, puis artillerie, puis infanterie, et enfin retour dans l'artillerie à la suite d'un conseil de réforme en 1917. Depuis l'automne 1915 au Train des Equipages à Clermont-Ferrand, suit le XIII^{ème} corps dans les Vosges en août 1914, puis transféré, en septembre 1914, dans l'Oise (vers Beauvais), puis en décembre dans la Somme (Fontaine-sous-Montdidier) jusqu'à...fin décembre 1915 ! Touché par la loi Dalbiez, Jean-Louis est incorporé en juillet 1916 dans l'artillerie (53^e R.A. de Clermont-Ferrand), puis un mois après (erreur administrative) dans l'infanterie, au 363^e R.I. de Nice : tient les tranchées en Argonne, à la fin de 1916, puis dans la plaine de Reims au printemps 1917 : grièvement blessé par de multiples éclats d'obus le 2 avril 1917 à Villers-Franqueux (nord-ouest de Reims) : hospitalisé à Château-Thierry, puis Poitiers, puis Parthenay. N'est pas réformé, mais bénéficie, après sa convalescence, d'une longue affectation en équipe agricole dans l'arrière-pays niçois. Changé à nouveau d'arme par le conseil de réforme : reversé dans l'artillerie, au 38^e R.A.C de Nîmes ; passe l'hiver 1917-1918 au dépôt, puis participe, au printemps 1918, dans l'Oise, à la résistance contre la vigoureuse offensive de printemps allemande, et en juillet, dans l'Aisne, au début de la contre-offensive française. A partir d'août, en considération de la mort de ses deux frères et de ses propres capacités intellectuelles, devient secrétaire du brigadier fourrier de son régiment, jusqu'à l'armistice.

Très longs entretiens (en patois et en français) à partir de 1980 (87 ans, jusqu'à 92) dans sa ferme de Marols, où il demeurait avec son **fils Joseph** et **sa belle-fille**, puis à la maison de retraite de Saint-Jean-Soleymieux (chambre 415). Témoin tout à fait exceptionnel, par sa mémoire très vive, son langage choisi, son humour, son humanisme... Devenu un ami, revu aussi, en fin de vie, à la maison de retraite de Saint-Jean-Soleymieux. J'ai assisté à sa messe de funérailles, à Marols...

OLLIER Jean-François né le 27 décembre 1914 à Saint-Etienne (mais appartenant à la classe 13 pour avoir devancé d'un an l'appel sous les drapeaux). Après des études secondaires brillantes et accélérées chez les Jésuites , au Collège Saint-Michel de Saint-Etienne, étudie en Allemagne (deux ans à Hambourg) puis en Angleterre (deux ans aussi), tout en passant ses vacances d'été en Espagne, à Valence chez des amis de la famille, (d'où sa maîtrise de trois langues étrangères !) travaille avant guerre à Saint-Etienne dans l'entreprise familiale de fabrique de rubans qu'il reprend à son compte après guerre, puis la crise venue, la fait évoluer vers une fabrique d'écharpes de soie et de laine qu'il dirige jusqu'à la fin des années 1960.

Infanterie (chasseur alpin puis chasseur à pied; sergent en 1914 devenu capitaine en 1918, et commandant de réserve en 1934). Blessé à six reprises, mais une comporte deux blessures : au poignet par un shrapnell le 24 août 1914 ; à l'épaule et au cou par une balle le 25 août 14 ; aux reins par une balle le 10 juillet 1916 ; contusionné par l'effondrement d'un abri en novembre 1916 ; atteint aux jambes par des éclats de grenade le 8 mai 1917 ; gazé en août 1918. Itinéraire de guerre très complexe (cf biographie à la fin de l'ouvrage)

Témoin tout à fait exceptionnel aussi : 4 entretiens pendant les vacances de Pâques 1988 (avait alors 94 ans) plus de multiples petits « rajouts » à son initiative, presque jusqu'à sa mort, en septembre 1992, qui commençaient au restaurant Vérot (fruits de mer !) à côté de l'Hôtel-de-Ville de Saint-Etienne, puis se terminaient chez lui, place Marengo, devenue Jean Jaurès (mais il tenait au premier nom !) en compagnie de son **épouse** et d'une de ses filles (**Mme Rivière**) voire chez moi, à La Fouillouse... Devenu aussi un ami. J'ai été très touché qu'il ait demandé à son épouse, quand il est décédé, à 98 ans, le 5 septembre 1992, de m'appeler pour qu'une dernière fois, je le voie, dans son cercueil encore ouvert...en uniforme gris-bleu de la Grande Guerre, de capitaine de Chasseurs à Pied ! J'ai aussi assisté à sa messe de funérailles, à l'église Saint-Charles à Saint-Etienne, à 100 m de chez lui...

PELISSIER Antoine né le 2 août 1893 à Firminy. Employé à l'usine de tissage Araud à Firminy avant guerre ; après guerre devient glaceur (maître teinturier) puis contremaître dans cette même entreprise jusqu'en 1958. Décédé le 30 août 1975 à Firminy.

Infanterie (signaleur puis mitrailleur ; caporal puis sergent). Effectue tout le parcours de son régiment, le 98^e R.I. de Roanne, déjà amplement représenté par nombre de témoins précédents jusqu'au 15 novembre 1915, puis du 16^e R.I. de Montbrison (idem) jusqu'au 12 février 1916, puis enfin du 40^e R.I. de Nîmes jusqu'au 9 juillet 1918, peu représenté, dont il accompagnera les deux bataillons sur trois en Orient. Mais auparavant, il aura été gazé en 1916 à Berry-au-Bac, dans l'Aisne. Suivons-le en Orient, s'embarquant à Marseille, le 15 janvier 1917, sur le « Paul Lecat » qui l'emmène à Salonique. Il montera à la mi-juillet 1917 jusqu'à Florina, en Macédoine, puis à Monastir, en Serbie, où il restera jusqu'en juin 1918, en tentant avec ses camarades d'y fortifier le Fort National. Rapatrié fin juin sur le « Guichen », il sera reversé en septembre dans le troisième régiment d'active de la Loire, le 38^e R.I. de Saint-Etienne, juste à temps pour combattre en octobre en Alsace à Metzeral, et y être gazé, et y contracter, presque en même temps, la grippe espagnole...

Documents transmis par sa fille, **Mlle Marie-Louise Pélissier**, de Firminy: un récit (43 pages) de ses deux premiers mois de guerre, une correspondance avec sa **fiancée Hélène** (devenue son épouse) relative à la guerre d'Orient (12 longues lettres et une centaine de cartes postales) et un carnet de cours d'élève-mitrailleur (54 pages).

PENET Jean-Marie né le 4 septembre 1893 à Cusset (Allier). Graveur-lithographe à Roanne, Mâcon et Saint-Etienne avant guerre ; après guerre, ayant épousé une pharmacienne, devient gérant de pharmacie à Chazay d'Azergue (Rhône), puis à partir de 1937, à Feurs ; officine transmise à son fils Jean-Marcel. Interviewé chez lui à 94 ans.

Infanterie (caporal puis sergent) puis versé dans l'aviation, après un conseil de révision, à la fin de l'été 1916. Blessure à la jambe le 27 août 1914 en Lorraine (Ancerviller, vers Baccarat) : hospitalisé à La Bourboule, puis à la poitrine - au cœur - au printemps 1915 en Belgique (au nord d'Ypres) : hospitalisé à Honfleur. Sa nouvelle faiblesse cardiaque le fait affecter au service auxiliaire (gardien de prison de la subdivision à Troyes) mais il s'y ennue et demande l'aviation : affecté à l'escadre F24, à Faverolles, à l'ouest de Reims, chargé, avec sa demi-section, d'une activité de rapatriement dans les ateliers de réparation des avions endommagés par les tirs allemands (ou ayant mal atterri) récupérables, qu'il exercera presque jusqu'à l'armistice, celui-ci le trouvant au parc d'aviation du Plessis-Robinson, en banlieue de Paris.

Très bon témoin, doté d'un regard et d'un langage incisifs, prenant des positions souvent anticonformistes...

PETIT Henri né le 18 mai 1893 à Cuinzier. Boulanger à Cuinzier avant guerre ; après guerre alterne les activités de tisseur et de boulanger à Cuinzier et/ou à Saint-Hilaire-sous-Charlieu (malgré son coude bloqué mais bénéficie alors d'un pétrin électrique). Interviewé chez ses enfants à Cuinzier à 94 ans.

Infanterie (caporal) puis service auxiliaire. Baptême du feu en Lorraine, à Ancervillers (vers Baccarat), le 20 août 1914. Puis participe à la bataille de la Marne, début septembre. A Dreslincourt (au nord de Compiègne) est grièvement blessé au coude par une balle, le 16 septembre 1914 ; après deux ans d'hospitalisation (à Paris, Vichy, puis Clermont-Ferrand), est versé dans le service auxiliaire, d'abord à Saint-Etienne, chargé de la transmission des consignes aux usines d'armement, puis dans la région parisienne, à Creil puis Levallois-Perret, comme employé en usines d'armement. Bon témoin, éclairant bien un aspect méconnu du service auxiliaire.

POUZERAT Jean né le 26 septembre 1893 à Arfeuilles (Allier). Travaille à la ferme de ses parents, métayers, avant guerre et dans les années 20 ; puis s'installe comme agriculteur au Breuil (Allier). Revient résider à Arfeuilles à sa retraite. Interviewé chez lui à 95 ans.

Infanterie (caporal). Parmi les 187 témoins, est le seul cuirassier (10^e R.C. de Lyon) à cheval avant la guerre, mais versé aussitôt dans l'infanterie. Monte au front à la fin de 1914, dans l'Aisne, y passe l'hiver, puis son régiment est transféré dans la Somme, puis dans le Pas-de-Calais à l'automne 1915. Gravement blessé à la tête et aux jambes par une grenade reçue le 20 octobre 1915 : hospitalisé à Béthune, puis au Havre. De retour au front en mars 1916, juste au début de la bataille de Verdun : devient agent de liaison entre les commandants de compagnie vers Douaumont. Participe à la bataille de la Somme (été 1916) puis le régiment est envoyé en semi-repos en Alsace jusqu'au printemps 1917 ; le 21 juin est blessé à l'épaule par un éclat d'obus le 21 juin 1917 : hospitalisé à Soissons, puis à Nantes. Incertitude ensuite sur son itinéraire au front jusqu'en juin 1918. En juillet, blessé une troisième fois par des éclats d'obus, un s'insérant dans le cœur, un autre perforant le gros intestin : opéré dans une ambulance à proximité du front, est, au bout de deux mois, évacué jusqu'à l'hôpital de Pamiers (Ariège) où l'armistice le trouve.

Très bon témoin, à l'esprit clair et à la mémoire ayant bien enregistré les faits et sensations (un peu moins les dates et lieux près sa blessure de juin 1917).

SABATIER Pierre né le 31 mars 1893 à Firminy. Exerce divers emplois avant guerre (agriculture, maçonnerie, mine, métallurgie à l'usine Holtzer) ; après guerre métallurgiste à l'usine Holtzer d'Unieux tout en résidant à Firminy. Interviewé chez lui à l'âge de 96 ans. Décédé à l'âge de 101 ans.

Mobilisé comme métallurgiste à l'usine Holtzer jusqu'en 1917, puis, en application de la loi Dalbiez, est envoyé au front à la fin du printemps 1917 : en Belgique, au mont Kemmel. Combat comme grenadier voltigeur au sud

d'Ypres, et y fait des prisonniers. Incertitude presque totale sur les secteurs parcourus ensuite : surnagent Vosges, Champagne, Aisne... Bon témoin, un peu gêné par sa longue période de « mobilisation en usine »...

SOUCHON Antoine né le 5 septembre 1893 à Lentigny. Boulanger à Neulise avant guerre, à Roanne après. Interviewé à 96 ans, à la maison de retraite de La Providence, au Coteau.

Infanterie en France puis en Orient Baptême du feu en Alsace fin août 1914. Ensuite, après la retraite, transfert du régiment dans l'Aisne, puis dans la Somme où se livre une grande bataille (qui paraît être celle de Framerville/Herleville) fin septembre 1914, occasionnant de lourdes pertes au régiment. Automne et hiver passé dans l'Aisne. Ne se souvient pas des secteurs où il a combattu du début de 1915 au début de 1917, où il part en Orient. Embarqué à Toulon sur « *L'Indiana* » ; arrivé à Salonique, le régiment monte en Macédoine serbe. Antoine y demeure jusqu'en 1918, où le paludisme contracté le fait redescendre, accompagné, à dos de mulet à Salonique, en un long trajet très pénible, puis est rapatrié en France sur « *Le France* » et hospitalisé à Nice. En convalescence dans le Cantal, vers Aurillac, quand arrive l'armistice.

Classe 1914

(incorporée à 20 ans début septembre 1914 et généralement envoyée au front fin novembre 1914 après deux mois d'instruction)

16 témoins

AUROY Jean né le 16 août 1894 à Montaiguët-en-Forez (Allier). Berger puis ouvrier agricole à Arfeuilles (Allier) avant guerre ; agriculteur à Arfeuilles après guerre. Interviewé chez lui à 93 ans.

Infanterie. Incertitude sur les secteurs où il a combattu et sur les dates. Blessé dans l'Aisne au printemps 1915 : des côtes cassées par l'explosion d'une grenade : hospitalisé à Troyes, en convalescence au Mont-Dore, puis réhospitalisé à Montpellier. De retour au front en 1916, y est gazé. En février 1917, aux Eparges, a un pied gelé, mais échappe à l'amputation. En 1918, à nouveau évacué et hospitalisé pour une faiblesse générale chronique.

BARRIER Félix né le 16 mai 1894 à Saint-Bonnet-le-Courreau (Pramols). Ouvrier agricole à Saint-Bonnet-le-Courreau avant guerre, puis agriculteur après-guerre à Saint-Bonnet-le-Courreau (Planchat). Incorporé avec la classe 1915 en décembre 1914 à cause d'un ajournement pour déficience pondérale : 48 kg.

Infanterie (caporal puis sergent). Ajourné pour déficience pondérale au conseil de révision de la classe 1914, pris à celui de la classe 1915, donc incorporé en décembre 1914. Incertitude relative sur son itinéraire de guerre. Dans la Marne en 1915, où il est blessé par éclats d'obus à l'épaule et à la cuisse droite : hospitalisation à Châlons-sur-Marne. Passage à Verdun, au fort de Souville, en 1916 : blessé à l'épaule par une balle et hospitalisé à Carcassonne. En 1918, dans la Somme, devant Ham, troisième blessure, à nouveau à l'épaule. Ne sait pas où il a été hospitalisé.

BON Jules né en 1894 à Mâcon. Valet de ferme en Saône-et-Loire puis ouvrier vers Charlieu avant guerre ; factotum au pensionnat Saint Gildas de Charlieu après sa réforme en 1916.

Infanterie (chasseur alpin). Au front dans les Vosges (vers Gérardmer) fin novembre 1914. Y passe l'hiver et y a, en février 1915, un poumon perforé par un shrapnell (bille de plomb contenue – par centaines- dans un obus à fragmentation). Après un an d'hospitalisation (Gérardmer, Châlons-sur-Marne, puis Besançon) sera réformé en 1916.

DAMON Jean né le 23 août 1894 à Champdieu. Agriculteur à Montbrison.

Infanterie coloniale (caporal puis sergent au 9^e Régiment de Zouaves algériens). Ne se souvient pas du tout de son itinéraire de guerre, sauf que le régiment serait parfois revenu en Algérie. A encore en mémoire quelques épisodes épars de sa guerre. Est dans les Ardennes lorsque survient l'armistice...

DELOIRE Louis né le 1^{er} mars 1894 à Cordelle. Agriculteur avant guerre et au début des années 20 à la ferme familiale de Cordelle ; après guerre, agriculteur à Lay de 1925 à 1937, puis de nouveau à Cordelle, de 1937 à 1960.

Artillerie de Campagne en 1914, puis de la fin du printemps 1915 à la fin de la guerre, avec un bref intermède d'artillerie Lourde au début de 1915 (conducteur de chevaux tractant les canons et les caissons d'obus). Contracte une grave bronchite en 1915 en couchant dans les granges humides : hospitalisé à Grandville. Incertitude relative sur son itinéraire après : second hiver de guerre dans les Vosges ? Verdun puis la Somme en 1916 ? Craonne en 1917, mais pas de participation directe à la bataille dite du Chemin des Dames. En Belgique, sans doute en 1918. En 1918, à Suzanne, dans la Somme, subit un bombardement aux gaz, qui l'incommoderont fortement, mais brûle gravement un nombre important de ses camarades de demi-section, et tue des chevaux.

FIASSON Jean né le 28 décembre 1894 à Saint-Priest-en-Jarez. Mécanicien ajusteur à Saint-Etienne avant guerre et au début des années 20, puis marchand de vin en gros à Saint-Priest-en-Jarez.

Marine : mécanicien sur plusieurs navires de la flotte de la Méditerranée (la canonnière « *l'Aldébaran* », les cuirassés « *Le Provence* » et « *le Bretagne* ») en opération de patrouille maritime pour débûsquer les navires et sous-marins allemands, et de sécurisation des convois marchands pour l'Orient, de l'automne 1914 à l'armistice. Mémoire défaillante.

GRAND Mathieu né le 17 décembre 1894 à La Tuilière. Agriculteur à La Tuilière avant guerre et dans les années 20, puis devient facteur, d'abord à Montargis, ensuite à Panissières. Retraité à Roanne, puis à Panissières.

Infanterie (chasseur alpin, caporal). Au front le 17 novembre 1914, dans les Vosges. Combats dans les Vosges, à Saint-Dié (cote 766) notamment le 18 février 1915 ; puis en Alsace, participation à la grande attaque française du 18 juillet 1915 à Metzeral (proche de Colmar) et à celle du Linge le 20 : y est blessé à la jambe par un éclat d'obus ; hospitalisé à Bruyères (Vosges), Epinal, puis Arbois (Jura) où il séjourne trois mois. Promu caporal, au dépôt du 22^e BCA d'Albertville, il fait en 1916 l'instruction des classes 16, puis 17 (les « Bleuets »). Après l'hiver 1916-1917 passé, comme d'habitude dans les Vosges, le régiment est positionné pour participer à l'offensive du Chemin des Dames, mais finalement, sa compagnie n'attaque pas. Le reste des deux autres bataillons subit de lourdes pertes, et le régiment est envoyé au repos vers Reims. Puis à l'automne, en raison du désastre italien de Caporetto du 24 octobre, le régiment est dirigé sur l'Italie (au mont Tomba) pour aider à lutter contre l'armée autrichienne. De retour en France en mai 1918, il est transféré en Belgique, au mont Kemmel, où l'armée anglaise a reculé. Subit la dernière grande attaque allemande du 15 juillet, et commence la contre-offensive française, tout le reste de l'été 1918. Mathieu a le genou traversé par une balle le 2 octobre 1918. à Marcourt, près de Saint-Quentin : hospitalisation à Sées (Orne) jusqu'à fin novembre 1918.

Témoin de très grande qualité, par sa mémoire très vive, la précision de ses souvenirs quant aux lieux et aux dates, l'acuité de son langage, vu à Roanne. A atteint au moins 106 ans (article du journal local pour son 106^e anniversaire)

GUILLOT Antoine né le 11 novembre 1894 à Perreux. Cordonnier à Perreux avant et après guerre, jusqu'en 1935 ; puis employé à l'arsenal de Roanne (mécanicien puis chef de groupe) jusqu'en 1954. A toujours résidé à Perreux.

Infanterie (cordonnier, puis en Orient agent de liaison), puis versé dans l'artillerie par un conseil de réforme à son retour en France (à nouveau cordonnier). Participe à la guerre d'Orient d'octobre 1915 à mars 1917, dans l'infanterie A le bras traversé par une balle en octobre 1915 en Macédoine ; à nouveau blessé en Macédoine le 18 mars 1917 : poumon traversé par une balle qui atteint la colonne vertébrale et le laisse paralysé pendant deux mois ; rapatrié en juillet 1917 et changé d'arme à nouveau par le conseil de réforme : versé dans l'artillerie où il continue d'exercer sa profession.

MARTEL Jean né le 11 mai 1894 à Bourg-Argental. Agriculteur à la ferme familiale de Bourg-Argental (La Siauve) avant et après guerre jusqu'en 1958. Retraité à Colombier chez sa fille et son gendre.

Artillerie (signaleur par planchettes, puis servant de canon dans trois régiments d'artillerie lourde). Ne se souvient pas de son itinéraire de guerre, sauf un séjour de trois mois en Italie à l'été et à l'automne 1918.

MARTINON Claude né le 16 juillet 1894 à Rive-de-Gier. Ajusteur et électricien avant guerre ; manutentionnaire aux Postes à Rive-de-Gier après guerre, tout en résidant à Châteauneuf.

Infanterie (caporal puis sergent). Le 20 juillet 1916 dans la Somme est grièvement blessé au visage (front fracturé, nez arraché, œil droit crevé) par des balles de mitrailleuse, ainsi qu'au pied gauche par des éclat d'obus ; après deux ans d'hospitalisation et de multiples opérations, devenu une « gueule cassée », est réformé en 1918.

Documents : papiers militaires et dossier d'invalidité de « gueule cassée » fournis par ses enfants.

MAZIOUX Jean-Baptiste né le 25 août 1894 à Saint-Clément (Allier). Sabotier dans l'Allier à Saint-Clément puis dans la Loire aux Noés jusqu'en 1914 ; après guerre entre à la compagnie du P.L.M. et est employé à la formation des trains en gare de Roanne jusqu'à sa retraite en 1950. A résidé au Coteau.

Infanterie, puis artillerie en fin de guerre d'Orient (brigadier). Au front en novembre 1914, dans le nord de l'Oise (au Bois des Loges) ; y demeure jusqu'au printemps 1915. Ne se souvient pas des autres secteurs occupés en 1915. Régiment présent le 25 février 1916 au tout début de la bataille de Verdun au bois des Corbeaux : y perd, début mars, le tiers de son effectif. Participe aux deux derniers mois (de mi-octobre à mi-décembre) de la bataille de la Somme, dans le secteur de Chaulnes. Ne se souvient pas des secteurs occupés en 1917, avant le retour à Verdun fin juillet : combat au bois d'Avocourt, prise de 300 prisonniers allemands. Repos en Argonne, puis lignes reprises aussi en Argonne, au secteur de la Fille Morte, en octobre. A ce stade, Jean-Baptiste se porte volontaire pour l'armée d'Orient : est envoyé à un dépôt de Grenoble, puis de Marseille ; traversée de la Méditerranée avec un navire italien, arrivée à Salonique, départ pour la Macédoine serbe (secteur de Monastir) où il reste jusqu'à la reddition de la Bulgarie, fin septembre. Le régiment traverse alors la Bulgarie jusqu'aux Portes de Fer du Danube. Pénètre en Hongrie le jour de l'armistice : l'occupation durera six mois.

Très bon témoin, vif d'esprit, s'exprimant bien, avec le sens de l'anecdote.

POTIN François né le 29 avril 1894 à Gennetines (Allier). Ouvrier agricole jusqu'en 1914 ; après guerre agriculteur métayer dans l'Allier puis ouvrier du bâtiment en divers lieux ensuite. Retraité à Saint-Just-en-Chevalet.

Infanterie. Un des très rares à avoir fait toute la guerre au même régiment : le 85^e R.I. de Cosne-sur-Loire. Baptême du feu en novembre 1914, en forêt d'Apremont, vers Saint-Mihiel, dans la Meuse, où le régiment séjourne longuement en 1915. Y échappe à la mort deux fois de façon miraculeuse : a son fusil coupé en deux dans ses mains, par un éclat d'obus, et, plus rare encore, voit s'enterrer sous lui un obus de 150... qui n'explose pas ! Présent à Verdun le jour même du début de la grande bataille, le 21 février 1916 : assiste, révolté, à la prise du fort de Douaumont, laissé mal protégé. A demi enterré par un obus, plus tard, vers le fort de Vaux. Après deux mois de séjour dans le secteur de Verdun de retour aux Eparges, puis en Argonne, vers Sainte-Menehould. Aurait en 1917, combattu à Craonne, à l'extrémité est du Chemin des Dames. Nouveau retour à Verdun en 1918, puis en Champagne,

où il est très sérieusement gazé : hospitalisation à Castelnaudary, puis à Sète. Est juste de retour en Champagne lorsqu'arrive l'armistice.

Témoin exceptionnel : très long entretien en juin 1987 (93 ans) chez lui, avec le sens du récit, la description vivante de sentiments très tranchés, le ton révolté d'un pacifiste, une mémoire très vive...

REDON Marius né le 13 mai 1894 à Grand-Croix. Chaudronnier aux Aciéries de la Marine à Saint-Chamond avant guerre ; après avoir été versé dans le service auxiliaire en 1916, revient aux Aciéries de la Marine et y travaille jusqu'en 1930, puis entre dans les Postes : 24 ans de service comme facteur à Rive-de-Gier, ensuite à Saint-Chamond où il prend sa retraite.

Infanterie (caporal)- Au front en novembre 1914 à Bully-Grenay, vers Lens, dans le Pas-de-Calais ; premier hiver passé dans ce secteur. Puis régiment transféré dans la Somme, vers Abbeville. Y est blessé grièvement à un œil par un éclat d'obus le 9 juin 1915; après trois mois d'hospitalisation à Abbeville, rejoint son régiment à Verdun à l'automne 15 ; évacué début 1916 dans le Cantal à la suite d'une fièvre persistante, puis versé dans le service auxiliaire. Est alors mobilisé comme métallurgiste aux Aciéries de la Marine à Saint-Chamond, où il demeure jusqu'à la fin de la guerre.

Bon témoin, ayant une bonne mémoire, racontant bien.

ROCHE Jean né le 20 novembre 1894 à Saint-Symphorien-de-Lay. Ouvrier dans une filature de coton de Lay avant guerre ; après guerre, employé à l'usine de crayons Conté à Régný, puis à la fabrique d'éponges Jalla ; à partir de 1935 employé à l'arsenal de Roanne jusqu'en 1955. Retraité à Roanne.

Infanterie (promu caporal dès fin octobre 1914) → instruction des recrues de la classe 1915, incorporées en décembre 1914. Au front le 6 avril 1915, à Conchy-les-Pots, dans le nord de l'Oise : y découvre la guerre des mines.

Blessure à la jambe par éclats d'obus de crapouillot le 3 juillet 1915 à Beuvraignes (Somme): opéré et hospitalisé à Montdidier. Retour à Beuvraignes, et au Bois des Loges, en août 1915 jusqu'au début de 1916. Fin février, le régiment est transporté à Verdun : le 8 mars, grande attaque au Bois des Corbeaux ; fait prisonnier le surlendemain 10 mars 1916 ; ne reviendra d'Allemagne que le 19 décembre 1918.

Très bon témoin, avec une excellente mémoire donnant un éclairage très précis sur les combats en France et la captivité en Allemagne

SALANON Jean né le 17 mai 1894 à Saint-Georges-Hauteville. Agriculteur à Saint-Georges-Hauteville avant et après guerre, ainsi que garde-champêtre.

Infanterie (chasseur alpin). Au front le 8 décembre 1914 dans le Pas-de-Calais. En janvier 1915, le régiment arrive dans les Vosges, vers Gérardmer, et en février, en Alsace, à Stasswihr (Haut-Rhin). Y est fait prisonnier le 23 février 1915 et envoyé en Bavière ; sera rapatrié le 25 décembre 1918.

Très bon témoin : excellente mémoire, narration vivante des situations et des sentiments à propos de sa captivité en Bavière

SOULIER Louis né le 24 octobre 1894 à Tarentaize. Apprenti mécanicien à Saint-Etienne avant guerre ; mécanicien et garagiste à Saint-Etienne après guerre, garage qu'il transforme en une importante concession automobile.

Marine (quartier maître mécanicien sur le cuirassé « *Le Provence* » d'octobre 1914 à l'armistice). Participe, en 1915, à la bataille des Dardanelles, puis à celle de l'Adriatique. Revient une fois en permission en France, en 1916. Après, jusqu'à l'armistice, patrouille dans la mer Egée pour contrecarrer les plans des navires de guerre allemands.

Bon témoin, sachant expliquer la spécificité de la guerre maritime

Classe 1915

(incorporée à la mi-décembre 1914, soit l'année des 19 ans, et généralement envoyée au front au printemps 1915)

20 témoins

BADIOU Florent né le 20 décembre 1895 à Saint-Jean Bonnefonds. Mécanicien et électricien avant guerre ; après guerre électricien (monteur-bobineur) à l'E.D.F. à Saint-Etienne.

Génie (téléphoniste-télégraphiste) en France jusqu'en août 1915, puis en Orient jusqu'en juillet 1916 ; rapatrié pour avoir contracté le paludisme et hospitalisé plusieurs fois jusqu'en avril 1918 ; termine la guerre dans le génie comme télégraphiste.

COTE Antonin né le 12 juin 1895 à Laprugne (Allier). Agriculteur à la ferme familiale de Laprugne avant son incorporation ; après guerre, s'établit dans la ferme de son épouse à Saint-Priest-la-Prugne (Loire).

Infanterie. Incorporé en décembre 1914. Au front au printemps 1915, dans la Somme, à l'ouest de Roye : y demeure toute l'année 1915. Transporté à Verdun (secteur 101) au printemps 1916, où Antonin opère comme « nettoyeur de tranchées » : lourdes pertes du régiment. En 1917, régiment principalement dans la Somme. En 1918, le 5 avril, un peu après le déclenchement de la grande offensive allemande, Antonin, revenu dans le secteur de Verdun, est sérieusement gazé à Bezonvaux (juste au nord du fort de Douaumont) : hospitalisé un mois à Montigny-le-Roi, en

Haute-Marne. Prend part aux combats de l'été et de l'automne 1918. Juste de retour d'une permission chez lui quand survient l'armistice.

Très bon témoin, très vif d'esprit, ayant très longuement témoigné (près de deux heures en continu) en présence de son épouse, qui semblait tout connaître de sa guerre. Couple soudé dans la douleur par un drame familial : leur fils aîné, né en 1930, est mort de façon inexplicquée, alors qu'il était au régiment en Allemagne. L'armée a gardé le silence sur les conditions de sa mort, mais l'enquête d'un cousin bonnetier du Coteau, qui voyageait fréquemment en Allemagne pour ses affaires, et y a rencontré des officiers ayant commandé au jeune homme (très gênés par sa curiosité !) aurait conclu à un accident de tir dans un exercice de patrouille...Le cadavre du fils est revenu d'Allemagne dans un cercueil plombé, en 1951, et ils n'ont pas eu le courage de faire sauter les scellés, ce qu'ils regrettaient amèrement lors de mon passage dans leur ferme, le 23 décembre 1987. l'avant-veille de Noël, qui ne leur apportait plus aucune joie...

COUPADE Claude né le 24 mai 1895 à La Ricamarie. Ajusteur avant guerre à Saint-Etienne, mécanicien au P.L.M. (puis à la S.N.C.F.) à la gare de Chateaufort de Saint-Etienne après guerre. A résidé à La Ricamarie. Artillerie, puis infanterie alpine à partir d'avril 1915 (mitrailleur) puis aviation (mécanicien) à partir de juillet 1916. Incorporé le 14 décembre 1914, au 5^e R.A.L. de Valence, puis transféré en avril 1915 au 157^e R.I.Alpine de Gap ; Arrivé au front à Flirey, vers Pont-à-Mousson, en Lorraine, le 10 juillet 1915, puis en Argonne, en secteur assez calme, puis retour au vrai front en forêt d'Apremont, du 8 octobre 12915 au 8 janvier 1916. Arrivé le 11 mars 1916 dans le secteur de Verdun, après une violente bataille le 29 en forêt de Hesse, y est, le lendemain 30 mars, gravement blessé au visage et à la main gauche par des éclats d'obus : hospitalisé à Aix-les-Bains. De retour au dépôt du régiment, est affecté, le 3 juillet, au 2^{ème} groupe d'aviation de Lyon ; envoyé à l'aéroport du Bourget, est versé le 1^{er} novembre à l'escadrille F24 de Vadelaincourt (Meuse), à 20 km au sud de Verdun ; y subit le froid extrême de l'hiver 1916-1917. Y restera jusqu'en mars 1918, révisant les moteurs d'avion et aidant à fixer les bombes sous les appareils, quand ils sont de bombardement. Après un stage en mars 18, retrouve début avril son escadrille à La Fère-en-Tardenois (Aisne) d'où elle doit déménager précipitamment, en incendiant ses hangars, devant la percée allemande ; s'installe à Vertu, vers Vitry-le-François (Marne). Le 12 octobre, Claude épouse sa fiancée Geneviève à La Ricamarie, puis retrouve son escadrille au camp de Châlon, vers Mourmelon. Y contracte la grippe espagnole...
Document : cahier de souvenirs de guerre fort documentés (79 pages) transmis par sa fille Mme Lavial, de La Ricamarie

DELIME Marc né le 10 juin 1895 à Boën-sur-Lignon. Cordonnier jusqu'en 1915 ; après guerre affûteur-outilleur à l'usine Gauchon de Boën-sur-Lignon.

Infanterie (caporal puis sergent) ; ajourné au conseil de révision de la classe 1915 pour déficience pondérale, n'est recruté qu'avec la classe 1916, partant au printemps 1915. Au front en été 1915, en Belgique. Itinéraire de guerre très incertain. Serait allé trois fois à Verdun (dont deux fois pendant la grande bataille de 1916) : y reçoit une blessure légère à l'épaule (non évacué). Sauve de la noyade, sans doute en 1918, deux camarades tentant de traverser un canal à la nage, les ponts ayant été détruits.

DESSEIGNÉ Benoît né le 28 juillet 1896 à Villers. Menuisier à Villers. Infanterie coloniale (agent de liaison). Incorporé le 4 avril 1915 au 6^e R.I.C. de Lyon, passant au 5^e R.I.C., de Lyon aussi le 14 septembre : y fera toute sa guerre. Au front le 18 septembre, dans la Somme (vers Barleux, au sud-est de Péronne). Alterne entre Somme et Oise toute l'année 1916. Passe l'hiver si rude de 1916 à 1917 aux tranchées de Troyon-Vendresse dans l'Aisne, à proximité du Chemin des Dames (des camarades meurent de froid). Régiment prenant position en avril à proximité du Chemin des Dames, en vue de la préparation de la grande offensive Nivelle ; Benoît agent de liaison les bataillons du 5^e R.I.C. et du 6^e R.I.C.(est apprécié de ses officiers). Blessé à l'épaule gauche, par un éclat d'obus, le jour du déclenchement de l'offensive, le 16 avril 1917 au matin, vers Cerny-en-Laonnois (= objectif à enlever) → gagne à pied le poste de secours du bataillon → à pied encore rejoint l'ambulance d'Oeilly, submergée par les blessés → transporté en camion à l'ambulance principale de Courlandon → évacué par train, en 3 jours, à Vittel (hospitalisé un mois dans un casino reconverti). De retour (après permission de convalescence chez lui) au bataillon le 2 juin → en Lorraine trois mois (forêt de Parroy) → secteur de Verdun début octobre 17 (bois des Caurières) ; bombardement intense sur 9 jours (202 morts et blessés à son bataillon) ; en part le 26 décembre + permission chez lui → retour au tranchées fin janvier vers Saint-Mihiel (Meuse) → en avril 18 dans les Vosges (Corcieux, vers Gérardmer), puis transport rapide vers la Somme (contrecarrer la grande offensive allemande déclenchée le 21 mars), puis dans l'Oise (idem) : pertes ! → 29 mai : retour dans la Somme (Saint-Saulieu/ Mailly-Raineval/ Rouvel au sud d'Amiens) : pertes ! A la mi-juillet, 5^e R.I.C désigné pour faire partie de la contre-offensive française, (et alliée) qui va se développer jusqu'à l'armistice : plusieurs attaques victorieuses du 12 juillet au 8 août => secteur sous Verdun en septembre (les Eparges, tranchée de Calonne = St-Rémi de Calonne)→ plus de 200 habitants libérés (occupés depuis 4 ans !) puis secteur des Bois Bourrus en octobre ; le 31, Benoît manque d'être tué : un avion américain s'écrase à 15 m de lui ! Armistice à Peuvillers (30 km au nord de Verdun, en zone tenue par Allemands depuis début de la guerre)

Document : journal -carnet de route de 79 p., très précis sur lieux, dates, faits, rédigé en 1919-1920 d'après carnets de route tenus au jour le jour pendant la guerre. Remis par ses neveux habitant sa maison à Villers.

EQUY Auguste né le 6 mai 1895 à Usson-en-Forez ; agriculteur à Usson-en-Forez avant et après guerre. Génie (chef d'équipe d'une escouade de sapeurs, creusant des abris, des sapes lors de la guerre des mines de 1915, aménageant ensuite des voies ferrées étroite pour chemin de fer Decauville). Incertitude totale sur son itinéraire de guerre. Enterré par un obus à Tahure, en Champagne, à une date non précisée. Aurait été prévenu de l'armistice avec un retard de trois jours pour qu'il continue à faire un travail important de déminage, effectué par des prisonniers allemands qu'il surveillait..

FOURNEL Jean né le 11 février 1895 à L'Etrat. Ajusteur à Saint-Etienne fondant après guerre une fabrique de joints industriels.

Artillerie intermédiaire. Au front au printemps 1915, d'abord observateur « aux lueurs », puis pointeur au canon de 105 (le plus petit calibre des canons « lourds »). N'a aucun souvenir des divers secteurs où s'est installée sa batterie, hormis la Somme en 1918, où il est gravement blessé à la tête, quatre jours avant l'armistice : longue hospitalisation.

FRENEAT Antoine né le 28 janvier 1895 à Sainte-Colombe-sur-Gand. Ouvrier agricole jusqu'en décembre 1914, puis employé au chemin de fer (Balbigny, Saint-Etienne, Paris) jusqu'en 1940. Retraité à Montrond-les-Bains.

Infanterie. Guerre en France : Lorraine en 1915, début de la bataille de Verdun au printemps 1916., puis va dans les Vosges. Participe à la guerre d'Orient de janvier 1917 à l'armistice : Macédoine, frontière albanaise ; pénètre en septembre 1918 en Bulgarie, en novembre 18 en Roumanie. Bon témoin, ayant une bonne mémoire, très sensible (a toujours souffert d'un emprisonnement injuste qu'un jeune lieutenant, qui n'avait pas fait la guerre, lui a infligé en Roumanie, pour avoir pris des biscuits tombés d'un camion : a plusieurs fois tenté, au cours de sa vie, par des lettres aux hommes politiques, tenté de se faire laver de ce déshonneur...)

GAGNAIRE Marius né le 18 juin 1895 à Merle. Agriculteur et serrurier avant et après guerre.

Atteint de la maladie d'Alzheimer (vu dans un très bref entretien à la maison de retraite d'Usson-en-Forez, où je venais d'interviewer Pierre Bost -cf classe 1916-, sur la suggestion de la directrice). Aucun souvenir précis sauf...les bruits des divers types d'obus, ennemis et français ! Son livret militaire a permis de savoir qu'il avait été successivement dans l'infanterie (121^e R.I. de Montluçon) puis dans l'artillerie (36^e R.A.C. de Moulins) où il a été chargeur du canon de 75, d'où une surdité précoce. Gagé mais pas évacué ; blessé à la poitrine par un éclat d'obus, à Compiègne (dates ?).

GUICHARD Léon né le 14 septembre 1895 à Iguerande (Saône-et-Loire). Agriculteur à Iguerande jusqu'en 1938, puis à Briennon, puis à Saint-Hilaire-sous-Charlieu.

Infanterie coloniale (5^e R.I.C. de Lyon). Au front dans l'Argonne et la Champagne en 1915, dans la Somme en 1916, au Chemin des Dames en avril-mai 1917, comme mitrailleur. Volontaire pour l'armée d'Orient, débarque à Salonique début août 1917. Combat en Macédoine serbe ; y contracte la dysenterie. En sept. 17, son régiment (le 41^e R.I.C.) entre en Bulgarie après 44 jours de marche forcée.

Bon témoin, qui aurait été très bon s'il avait pu parler à loisir (mais vu chez un autre Poilu de Saint-Hilaire, de trois ans plus jeune - Cl.M. Ginet : cf infra- qui a aussi raconté sa guerre) ; esprit vif, bonne mémoire, formules choc.

JOURJON Jean-Baptiste né en 1895 à Villars. Aurait été employé à la Manufacture d'Armes et de Cycles de Saint-Etienne.

Infanterie. A dû être incorporé en décembre 1914, avec sa classe (1915). Versé au 140^e R.I. de Grenoble en janvier 1916. Début juin 1916, à Verdun, un obus de gros calibre tue l'essentiel de sa section, mais il s'en sort indemne. Enterré par un obus le 20 août 1916 à Fleury-devant-Douaumont et fortement commotionné : hospitalisé à Vittel. Rejoint son régiment vers le 20 septembre 1916. Dans l'hiver 1917, longues marches épuisantes par un froid rigoureux. Aux tranchées dans la Somme de février à mai 1917. Hiver 1917-1918 passé dans une baraque en planches, dans un forêt non localisée. Affecté par une forte bronchite en janvier 1918, suivie d'une dépression nerveuse. Epuisé par les marches consécutives à la grande offensive allemande du printemps 1918. En août, 1918, pris de fièvres, est hospitalisé à Grenoble fin août-début septembre (dernière carte datant du 18 septembre). Suite de la guerre inconnue, mais pas tué, car décédé en 1964 et enterré au cimetière de Villars.

Document : correspondance lacunaire (en ma possession : achat chez un antiquaire) de 63 cartes postales envoyées à sa fiancée, Claudine P., de Villars aussi, contenant peu de renseignements précis sur sa guerre, mais beaucoup de sentiments, exprimés de manière maladroite et touchante.

MATHEVON Pierre né le 5 septembre 1895 à Sorbiers. Mineur à La Talaudière avant guerre ; après guerre agent de maîtrise aux Houillères de la Chazotte, à Saint-Jean-Bonnefonds, tout en résidant à Sorbiers.

Infanterie. Chassé-croisé entre deux régiments : d'abord incorporé au 38^e R.I. de Saint-Etienne, puis versé au 86^e R.I. du Puy, puis retour au 38^e R.I. En première ligne en septembre 1915. En 1916, deux séjours dans le secteur de Verdun : vers Fleury-devant-Douaumont, puis au Bois d'Avocourt : y a la paume de la main gauche perforée par une balle, paralysant définitivement deux doigts : hospitalisé à Bar-le-Duc, puis dans divers hôpitaux dont il ne souvient pas (onze mois d'hospitalisation). Versé, par le conseil de réforme, dans le service auxiliaire en 1917, ce qui l'autorise à retourner à la mine.

RECORBET Claudius né le 5 avril 1895 à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône). Fils de garde-chasse, venu en Forez quand Claudius était enfant. Ouvrier à Sury-le-Comtal, où il a pris sa retraite.

Infanterie puis artillerie de D.C.A. (Défense Contre Avions) à la suite d'une grave blessure à une jambe reçue le 16 octobre 1916, lui valant un an d'hospitalisation. Auparavant, incorporé le 17 décembre 1914. Au front au printemps 1915 dans l'Aisne (Grand-Rozoy). Participe à la grande offensive de Champagne de fin septembre et octobre 1915, et à la bataille de Verdun dans l'été 1916. A été grièvement blessé à une jambe, par l'explosion d'une mine, le 16 octobre 1916 : hospitalisé à Clermont-Ferrand, puis Saint-Flour, et enfin en mécanothérapie à Vichy. Maintenu dans le service armé, mais versé dans la D.C.A. : de retour au front en février 1918. Reste dans cette affectation jusqu'à l'armistice.

Bon témoin, à l'esprit vif, et excellent patoisant (enquête de thèse).

Père RENESSON Jean né le 18 avril 1895 à Chevrières. Séminariste jusqu'à son incorporation ; ordonné prêtre en 1923 : vicaire à Saint-Genest-Malifaux (1923-24), Fraisses (1925-26), Fleurie (Rhône : 1926 – 1933) ; curé de Dancé de 1933 à 1975. A continué à résider dans cette paroisse à sa retraite, à la cure, par dérogation spéciale de son évêque (mais n'avait pas été remplacé comme prêtre à demeure...)

Infanterie (caporal). Avoue curieusement qu'à Chevrières, les « classards » de 1915 (avaient 19 ans alors) voyant partir les soldats à la mobilisation d'août 1914, espéraient que la guerre durerait suffisamment longtemps pour la connaître aussi ! Ont été exaucés ! Incorporé au 98^e R.I. de Roanne en décembre 1914. Au front en avril 1915, en bataillon de marche du 16^e R.I. de Montbrison puis affecté au 96^e R.I. de Béziers en septembre, peu avant le déclenchement de la grande offensive de Champagne : en fait partie, à Tahure. Au début de 1916, manque d'être enterré par l'explosion d'une mine à côté de Vauquois, en Argonne. Début août 1916, énormes pertes du régiment (et compagnie de Jean décimée en trois jours) dans le secteur de Verdun (Fleury, et redoute de Thiaumont, vers Avocourt). Reformé, le régiment est transféré dans la Somme, où la grande bataille a commencé le 1^{er} juillet : combat à Moreuil, à 14 km au sud-est d'Amiens, où il subira après les rigueurs extrêmes de l'hiver 16-17 et y restera le printemps. Retour au secteur ouest de Verdun (Cote 304, Massif du Morthomme) à l'été 1917. Jean, devenu caporal, y est gazé le 20 août, mais refuse d'être évacué => citation. Transféré dans l'Oise, puis en Alsace (Bourbach-le-Haut) pendant l'hiver 1917-18 ; Au printemps, transféré vers le mont Kemmel, en Belgique. Incertitude sur été et automne 1918. Apprend l'armistice à Paris, en revenant de permission.

Très bon témoin, décrivant avec verve l'itinéraire d'un baroudeur patriote, surprenant chez un futur ecclésiastique !

RIVOLLIER Pierre né le 18 décembre 1895 à Saint-Just-sur-Loire (Etrat). Ses parents agriculteurs s'étant installés en 1896 à Saint-Victor-sur-Loire (Chénieux) travaille à la ferme familiale jusqu'à son incorporation, puis la reprend à son compte après la guerre.

Infanterie. En zone des armées, dans l'Aisne, à Grand-Rozoy, au printemps 1915. Offensive de Champagne de fin septembre 1915, où le régiment combat à la Butte de Tahure, en Argonne. N'a aucun souvenir de son année 1916. En 1917 et 1918, aurait passé treize mois en tout dans le secteur de Verdun, sur la rive droite, puis la rive gauche de la Meuse. Blessure à l'aîne par un éclat d'obus en 1917, mais sans évacuation. Au printemps 1918, est en Belgique, au mont Kemmel, puis en Lorraine en fin d'été. Echappe à la fin des combats pour cause d'eczéma géant : hospitalisé à Nancy, puis envoyé en convalescence chez lui, à Saint-Victor, où il apprend l'armistice.

Assez bon témoin, malgré ses incertitudes.

SORGUES Joseph né le 13 février 1895 à Romanèche-Thorins (Saône-et-Loire). Instituteur dans l'enseignement privé à Neuville-sur-Saône de 1912 à 1914 ; professeur puis directeur de l'école Saint-Nizier de Lyon jusqu'en 1928 ou 29 ; puis professeur d'enseignement général à l'Ecole professionnelle des usines Péchiney à Saint-Auban (Alpes-Maritimes) de 1928 /29 à 1962. A pris sa retraite à Manosque.

Infanterie. Incorporé le 20 décembre 1914. Instruction militaire au Valdahon, dans le Doubs, jusqu'au 21 avril 1915 Au front le 25 mai, dans le Pas-de-Calais, vers Arras ; au tranchées, le 15 juin, vers Neuville-Saint-Vaast. Passage par la Picardie ; arrive en Lorraine, à Gerbéviller fin juillet, puis va cantonner vers Baccarat, avant de revenir en Champagne, à Herpont ; aux tranchées début septembre à Somme-Bionne, à l'ouest de Sainte-Menehould. Le 25 septembre au matin, jour du déclenchement de la grande offensive de Champagne, au nord du massif de la Main de Massiges, à Ripont, reçoit une balle qui se loge contre la colonne vertébrale. Elle met fin à sa guerre, et ne pourra être extraite, au risque de le paralyser, que le 12 avril 1916. Hospitalisation à Hans (ambulance), puis à Revigny (Meuse) au Val-de-Grâce, à Paris, où il demeure un an, pour finir enfin par être opéré de sa balle, puis en convalescence dans une villa luxueuse près de Saint-Malo, du 22 mai à la mi-septembre. Obtient une permission de convalescence de 45 jours chez lui, puis revient au dépôt du 160^e R.I., à Saint-Pierre-le-Moûtier, dans la Nièvre. Versé dans le service auxiliaire par le conseil de réforme, y demeurera jusqu'à l'armistice, comme secrétaire du commandant du dépôt.

Document tout à fait exceptionnel : journal de guerre tenu jour par jour composé de 7 carnets et 2 cahiers (1456 pages, écrites en lettres très fines !). Témoin exceptionnel, écrivant dans une langue soutenue (proche du style de Chateaubriand !), avec un sens aigu de l'observation. Foi chrétienne irradiant ses carnets. Reste passionnant à lire, même après son retrait du front, tant il est informé (presse, communiqués militaires, conversations diverses avec des combattants de tous grades). Journal de guerre, puis d'hospitalisation, de convalescence, puis de « dépôt » d'une ampleur inégalée parmi mes témoins, communiqué en 2005 par des amis et voisins, François et Paulette MERLE, qui le tenaient eux-mêmes d'amis de Lyon, à qui ils avaient parlé de mon travail sur la Grande Guerre.

THORAL Albert : né le 14 octobre 1895 à Mably. Parents agriculteurs, fermiers à Briennon, puis Mably. A la sortie de l'école primaire, Albert travaille à la ferme familiale de Mably jusqu'à son départ à la guerre en décembre 1914. Après sa réforme définitive en octobre 1917, consécutive à la grave blessure reçue au ventre en octobre 1915, retourne à la ferme de Mably, puis après son mariage avec une fille d'agriculteurs de Saint-Germain-Lespinnasse, s'installe dans la ferme de ses beaux-parents que le jeune couple reprendra plus tard à son compte. Y a passé toute sa vie. Retraité à Saint-Germain-Lespinnasse puis à l'hôpital de Bonvers à Mably.

Infanterie - Incorporé en décembre 1914 au 142^{ème} R.I. de Mende, replié à Lodève. Monte au front, en Champagne, au printemps 1915. Y reçoit une première blessure : un petit éclat d'obus dans le pied, pour laquelle il est soigné mais pas évacué. Est versé ensuite au 122^{ème} R.I. de Rodez à son retour au front. Participe à la grande offensive de Champagne lancée à la fin septembre 1915 ; y reçoit une seconde blessure, beaucoup plus grave, à Tahure, le 6 octobre 1915 au matin : a le ventre traversé par une balle qui lui endommage le bassin ; opéré dans un hôpital provisoire du front où il est opéré ; est évacué ensuite par train sanitaire jusqu'à Chambéry, où il est hospitalisé, puis à Lyon, passant en tout près d'un an et demi en hôpital. A l'issue de sa convalescence, est réformé à titre définitif le 2 octobre 1917. Bon témoin, ayant conservé une bonne mémoire.

VIALON Francisque : né le 5 juin 1895 à Chalmazel (Lauvaudan). Agriculteur puis entrepreneur de transports (transports de voyageurs et de marchandises).

Infanterie coloniale- Incorporé le 14 décembre 1914 au 22^o R.I Coloniale à Marseille. Arrivé au front le 22 avril 1915 au 42^o R. I. Coloniale, vers Ypres, en Belgique, puis à Nieuport en décembre 1915. Participe à la bataille de Verdun au printemps 1916, notamment à la tentative, en juin, pour délivrer les soldats assiégés dans le fort de Vaux ; est blessé au cours de l'attaque ; hospitalisé à Bar-le-Duc puis à Vittel. De retour dans le secteur de Verdun, participe à l'attaque de Fleury-devant-Douaumont le 17 août 1916, puis à la reprise du fort de Douaumont le 27 octobre. Dans l'Aisne, en 1917, participe à l'attaque et à la reprise du fort de la Malmaison (à l'extrémité ouest du Chemin des Dames). Blessé à nouveau en août 1918, se trouve hospitalisé à Bayonne lorsque survient l'armistice. Démobilisé en 1919.

Excellent témoin, à la mémoire vive, ayant vécu dans la « Coloniale » une guerre de baroudeur. N'a malheureusement pas pu expliquer sa guerre en détail car inclus dans une enquête collective, en patois (thèse) à Chalmazel, avec quatre autres participants

VILLETTE Félix : né à Saint-Etienne le 2 mars 1895. Parents passementiers. Après sa scolarité primaire, devient coursier dans une fabrique de rubans, puis métallurgiste jusqu'à son départ à la guerre. Après la blessure de 1915 qui lui vaudra une réforme définitive, sera passementier à son compte jusqu'en 1935, puis employé municipal à Saint-Etienne, d'abord à l'octroi, puis aux abattoirs, jusqu'à sa retraite en 1960. A toujours résidé à Saint-Etienne.

Infanterie - Incorporé le 14 décembre 1914 au 159^{ème} R.I. de Briançon. Monte au front au printemps 1915 dans la Somme. Gravement blessé le 13 juillet 1915 par une balle qui lui perce le poumon dans la Somme, à Harbonnières (à 10 km au sud de Bray-sur-Somme) ; est hospitalisé dans une ambulance militaire, puis à l'hôpital d'Amiens jusqu'en février 1916 où il rentre à Saint-Etienne. Réformé à titre définitif à la fin de 1916. Bon témoin.

VOLDOIRE Jean-Pierre : né le 28 octobre 1895 à Valcivières (La Faye) dans le Puy-de-Dôme. Parents agriculteurs. Lui-même agriculteur à Valcivières.

Infanterie. Incorporé le 16 décembre 1914 au 80^{ème} R.I. de Narbonne. Arrivé au front le 1^{er} mai 1915. Blessé le 25 mai 1915 par de nombreux éclats de grenade à Perthes-les-Hurlus, en Champagne. Hospitalisé pendant deux ans : à Châlons-sur-Marne, puis à La Bourboule, puis à Narbonne et Carcassonne. Réformé à titre définitif au terme de son hospitalisation ; a conservé comme séquelles une main estropiée et de fréquentes pleurésies consécutives aux éclats restés dans les poumons..

Bon témoin, dont le récit aurait pu être beaucoup plus détaillé s'il n'avait pas été inclus dans un entretien collectif, en patois (thèse) avec cinq autres participants.

Classe 1916

(incorporée début avril 1915, soit à 18 ans et demi – pour les soldats nés dans le second semestre de 1896 – ou 19 ans, et généralement envoyée au front à l'automne 1915 après l'instruction)

33 témoins

BAROU Antoine : né le 25 mai 1896 à Chalmazel. Agriculteur au lieu-dit « Les Fougères ».

Infanterie, puis régiment intégré, en 1918, au 2^e C.A.C (Corps d'Armée Colonial), comportant 8 régiments d'infanterie classique. A dû être incorporé, comme sa classe 1916, à la mi-avril 1915. Peu de renseignements sur sa guerre car « écrasé » dans la conversation par les quatre autres interlocuteurs (dont 3 autres Poilus) de cet entretien collectif fait à la mairie de Chalmazel le 20 décembre 1975 (enquête de thèse en patois). Parvient à expliquer sa participation à la célèbre attaque et prise du saillant de Saint-Mihiel, en septembre 1918 (du 12 au matin au 13 au soir) aux côtés de l'armée américaine dirigée par le général Pershing. La réduction du fameux « saillant de Saint-Mihiel » (poche d'avancée allemande, conquise à la fin août 1914, interrompant pendant quatre ans - mesurant 35 km environ de Fresne-en-Woëvre à Pont-à-Mousson, avec 30 km d'avancée au point extrême du saillant, Saint-

Mihiel - la ligne de front assez régulière allant de Verdun à Belfort) fait partie des hauts faits de l'armée américaine (216 000 hommes) assistée par 48 000 soldats français du 2^e C.A.C.. Les forces alliées eurent ensemble un peu plus de 7000 tués. 13 200 Allemands furent faits prisonniers (nombre de morts pas trouvé) et plus de 400 de leurs canons furent pris. Aurait pu être un bon témoin si on l'avait laissé parler!

BEAL Joannès né le 20 novembre 1896 à L'Hôpital-sous-Rochefort. Tailleur avant et après guerre dans cette localité.

Infanterie. Ajourné en 1915, en tant que soutien de famille (père mort en 1915, frère aîné Claudius, tué le 25 sept. 1915, jour du déclenchement de la grande offensive de Champagne, et frère cadet Adrien plus jeune) et prolongation de cet ajournement au début de 1916. Incorporé en août 1916 seulement. Monte au front en juin 1917, dans l'Aisne, au 279^e R.I., qui est dirigé sur la Somme en août, où il reste jusqu'en fin janvier 1918 Hospitalisé longuement à la suite d'une très méchante grippe à Bruyères (Vosges). Rejoint son régiment dans les Vosges l'été 1918. Combat comme jusqu'en octobre 1918. Armistice vécu à Laifour (Ardennes) Est alors atteint par une crise de rhumatisme aiguë et une arthrite à la jambe se transformant en coxalgie, longtemps après en mal de Pott : près de deux ans d'hospitalisation. Réformé le 10 février 1920, à Montpellier.

Document : correspondance avec sa mère et/ou son jeune frère (78 lettres, 222 cartes) confiée par sa fille **Andrée**, institutrice retraitée, qui a été maire de L'Hôpital-sous-Rochefort.

BLONDEAU Georges né le 16 janvier 1896 à Sambin (Loir-et-Cher). Valet de ferme puis garde-chasse dans le Loir-et-Cher avant guerre ; après guerre, garde-chasse à Romorantin (Loir-et-Cher), puis dans la Loire à Saint-Laurent-la-Conche jusqu'en 1961. Retraite prise à Feurs.

Infanterie coloniale : 5^e R.I.C. de Lyon. Année 1915 passée dans le secteur de Verdun, puis année 1916, au moment de la grande bataille : lourdes pertes pour défendre les forts de Douaumont, vite perdu, puis de Vaux. 1917 : Somme, puis Alsace. Régiment tentant de s'opposer à la grande offensive allemande du printemps 1918. Gazé le 4 septembre 1918 : hospitalisé à Montluçon au moment de l'armistice.

Très bon témoin, très précis, sachant raconter

BOST Pierre né le 21 octobre 1896 à Sauvessanges (Puy-de-Dôme). Travaille à la ferme familiale jusqu'à son incorporation ; après guerre, tout en conservant son activité d'agriculteur à Sauvessanges, devient expert-géomètre et négociant en bois.

Infanterie (téléphoniste réparateur de lignes rompues, et radio-télégraphiste après sa blessure). Incorporation le 9 mars 1915, alors que deux de ses frères ont déjà été tués. Envoyé en zone des armées au début de 1916, dans l'Aisne, vers Château-Thierry. Monte au front en juillet 1916, toujours dans l'Aisne ; entre Craonne et Berry-au-Bac, à l'extrémité est du Chemin des Dames. A l'automne, est envoyé dans le secteur de Verdun à Tavannes (connu pour son fort et surtout son fameux tunnel ferroviaire converti en hôpital provisoire) : y est grièvement blessé le 10 novembre par un éclat d'obus qui lui traverse la jambe : évacué à Chaumont-sur-Aire (entre Verdun et Bar-le-Duc) où il demeure un mois en « ambulance », puis évacué par train sanitaire jusqu'à Clermont-Ferrand, où il est hospitalisé près d'un an, en incluant la phase de mécanothérapie. De retour au dépôt de son régiment à Quimper (le 118^e R.I) au printemps 1918, y devient radio-télégraphiste, chargé des communications en alphabet morse. Combats de son régiment dans la Marne, en été 1918, puis, avec la retraite allemande, dans les Ardennes en octobre. Le jour de l'armistice, se trouve à Semide, à 10 km au sud de Charleville-Mézières.

Très bon témoin, à la mémoire vive, s'exprimant très bien. (entretien ayant eu lieu en présence de sa mère et de sa fille, qui veillaient sur leur époux et leur père...devenu aveugle !)

DAVAL Antoine né le 18 avril 1896 aux Salles. Avant guerre, chauffeur de maître à Noirétable ; après guerre cafetier-aubergiste et agriculteur à Saint-Priest-la-Vêtre (Pragniot).

Artillerie, ensuite affecté, en raison de la possession (très rare) du permis de conduire, comme moniteur de conduite automobile à Paris et convoyeur de camionnettes américaines débarquées dans les grands ports français de la côte Atlantique, puis versé dans le Génie (entretien d'un tracteur électrogène pour alimenter en électricité les lignes téléphoniques).

Incorporé en janvier 1915 au 1^{er} R.A. de Montagne de Grenoble. Au bout d'un mois, est sélectionné, avec une trentaine d'autres recrues ayant le permis de conduire, pour aller à Paris, au Champ-de-Mars, servir de moniteur de conduite à des soldats blessés, inaptes au combat, mais pas réformés, qui pourraient faire d'utiles chauffeurs de camions ravitaillant le front. Puis convoie jusqu'à Boulogne-Bilancourt des voitures-camions américaines débarquées au Havre, à Saint-Nazaire et à Bordeaux, chargées de barres de fer destinées aux usines Renault de Billancourt. A la fin de 1915, est envoyé au front, au service électrique du Génie (cf supra) ; a surtout supervisé le fonctionnement de ce tracteur électrogène à Bois-le-Prêtre, en face de Pont-à-Mousson, mais aussi à Saint-Mihiel, et à Flirey, en Lorraine, où il devait se trouver, à la survenue de l'armistice.

Très bon témoin, très facétieux, « blagueur », me connaissant bien avant cette enquête (mon épouse Françoise avait eu son premier poste d'institutrice, à 22 ans, à Pragniot, en 1968-69, et avait « pris pension » chez les Daval, très accueillants, qui aimaient bien la « *Demoiselle* » (« *M'zelle !* ») de Feurs, dont le fiancé était étudiant « à Paris » (« *pas fier : c'est un fils de paysans comme nous ! Et qui parle le patois !* »), jeune institutrice sortant de l'ENF, venue enseigner dans leur petite école de hameau, à 9 élèves cette année-là, de 6 divisions différentes... Et de fait,

cette enquête sur la guerre d'Antoine Daval a eu lieu entièrement en patois (enquête de thèse) aux vacances de Pâques 1975.

DELOY André né le 21 mai 1896 à Fraisses. Dessinateur industriel puis agent technique à l'usine Holtzer d'Unieux.

Infanterie (normale, puis chasseur à pied – « nettoyeur de tranchées » puis agent de liaison). Incorporé le 3 avril 1915. A changé six fois de régiment. Monte en zone des armées en Champagne, fin juin 1915. Peu de souvenirs précis sur son itinéraire de guerre, sauf pour l'année 1917 : participe à l'offensive Nivelles au Chemin des Dames dès le jour de son déclenchement (16 avril) : sa compagnie est décimée → brève révolte du régiment (le 9^{ème} B.C.P. alors) en mai : officiers conspués, « *L'Internationale* » chantée, mais pas de répression des mutins. Régiment partant pour la Belgique à la fin de l'été 1917 : André y reçoit, le 8 octobre, une blessure à l'œil provoquée par un éclat d'obus et a les tympanes crevés par l'explosion de l'obus : hospitalisé à Zuydcoote, à côté de Dunkerque, puis évacué par train sanitaire à Rennes. Ne remonte au front que le 3 avril 1918. Est à Poitiers, effectuant un stage de mitrailleur, lorsque survient l'armistice. Bon témoin.

DUBUIS Marius né le 17 mars 1897 à Coutouvre. Agriculteur-vigneron à la ferme familiale de Coutouvre avant et après guerre.

Infanterie coloniale (caporal au 5^e R.I.C. de Lyon). Incorporé en avril 1915. Classes, puis 5 mois d'équipe agricole dans le Beaujolais, avec quatre autres vigneron. Fin 1915, rejoint son régiment dans la Marne, le suit dans la Somme (Moreuil) → plusieurs attaques. Puis dans le secteur de Verdun de l'automne 1916 au printemps 1917 (Cote 304, sur massif du Morhomme, puis Cote 344) ; attaques... 16 avril : régiment engagé dans offensive du Chemin des Dames pertes énormes → prend (encore simple soldat) l'initiative d'encadrer une section dans la bataille, car officiers tués (section = 48/50 hommes = rôle d'un sous-lieutenant voire lieutenant) => sera promu caporal. Mitrailleur, participe à une bataille en Lorraine, vers Domrémy. Hiver 1917-1918 passé en forêt de Parroy (Vosges). Participe aux combats du printemps et de l'été 18. Le 23 octobre 18, dans secteur de Verdun (Bois-le-Prêtre) blessé par un éclat d'obus qui lui traverse la cuisse : hospitalisé à Dôle, où il apprend l'armistice.

Bon témoin, avec de la mémoire, et racontant bien.

FANGET Antoine né le 16 juin 1896 à Saint-Sauveur-en-Rue. Valet de ferme à La Versanne jusqu'en 1915. Agriculteur à Burdignes (de 1922 à 1942, puis de 1948 à sa retraite) et à Saint-Marcel-lès-Annonay dans l'intervalle .

Infanterie (grenadier, ensuite mitrailleur puis agent de liaison). Incorporé en avril 1915. Au front, dans la Somme, en septembre 1915, jusqu'au printemps 16. Grenadier, puis mitrailleur à la grande bataille de Verdun de 1916 : à Vaux, anéantit un groupe important d'ennemis ; échappe de justesse à la mort : un obus déchiquète plusieurs de ses copains, qui étaient près de lui. En 16 aussi, dans la Marne, gazé → cécité durant 2 mois. Hiver 16-17 : pieds gelés, mais échappe à l'amputation. Puis offensive du Chemin des Dames, où sa compagnie (250 hommes) aurait perdu les 3/4 de son effectif ; assommé par le coup de crosse d'un ennemi → fait le mort pour ne pas être achevé ! Promu agent de liaison de son capitaine. En 17 encore : blessé au poignet droit par un éclat de métal de son fusil, touché par une balle allemande. Versé ensuite dans le Train, pour le protéger un peu : deux de ses frères déjà tués. En 18 conduit un attelage de chevaux tractant le convoi fournissant le régiment en nourriture et munitions.

Bon témoin, ayant de la mémoire et racontant bien les faits.

FARIGOULES Jean né le 7 avril 1896 à Saint-Pierre-du-Champ (Haute-Loire). Apprenti boulanger en Isère, à Alleverd, jusqu'en 1915, puis après guerre boulanger-pâtissier à Brives-Charensac (Haute-Loire)

Infanterie (mitrailleur / agent de liaison). Incorporé le 7 avril 1915, à Narbonne ! (80^e R.I., puis versé au 53^e R.I. de Perpignan). Au front le 9 déc. 1915 dans l'Aisne. Au printemps 1916, affecté en renfort du 67^e R.I. de Soissons (y restera toute la guerre). En ligne en Champagne pouilleuse (Tahure) en avril-mai 16, puis transféré dans le secteur de Verdun (Souville, Tavanne, Bois Firmin) : énormes pertes le 19 juin par un tir de barrage (37 hommes sur 175 de la compagnie arrivent à l'objectif assigné !) ; en 3 jours de bataille, le 67^e R.I. est décimé → sera mis au repos (au sud de Bar-le-Duc) et reformé. Le 23 juin, Jean blessé à l'œil droit par un éclat d'obus. Régiment envoyé à Chantilly pour (honneur !) être passé en revue par général Joffre, puis dans la Marne (Tramery) en juillet-août, et dans la Somme (vers Sézanne) à la mi-septembre → le 25 sept ; compagnie de Jean à nouveau décimée à Bouchavesnes (nord de Péronne) ; Jean gazé, mais pas évacué. Début octobre, régiment constamment bombardé devant Péronne → beaucoup de pertes. Le 15 nov. Jean enterré par un obus et sauvé de justesse de la mort par ses copains d'escouade : hospitalisé dans casino de Dieppe jusqu'en janvier 1917. En Champagne, puis dans l'Aisne, à Dhuzel, vers Fismes ; pendant 2 mois, Jean agent de liaison entre les 2 colonels commandant le 67^e R.I. et le 350^e R.I. de Soissons aussi (+ un bataillon à Chartres). Participe à l'offensive du Chemin des Dames dès le début (16 avril) : avancée de 4 km (plus de 400 prisonniers, 3 canons + 8 mortiers pris) mais échec sanglant en général. Régiment transféré dans les Vosges, vers Saint-Dié (secteur calme = mi-repos pour le régiment). En novembre : Jean fait un stage de mitrailleur (perfectionnement) à Nompelize. A partir du 14 déc., 17 jours de marche forcée dans froid et neige épaisse → Belfort, puis Sochaux (travaux de bûcheronnage) → Haute-Alsace (Seppois-le-Haut) à la frontière suisse : tranchées nouvelles + réseaux de barbelés → Vesoul. Déclenchement le 21 mars 1918 de la grande offensive allemande → régiment transféré dans la Somme (Montdidier, mais ville déjà prise par l'ennemi !) → combat et victoire à Grivesnes (10 km au nord de Montdidier) → retour en Lorraine le 22 avril (Reillon, 20 km à

l'est de Lunéville). Juillet 18 : après 20 jours de permission agricole (le double de la « perm » normale) à la ferme familiale, Jean retrouve le régiment dans l'Aisne, à Villemontoire (10 km au sud de Soissons) en piètre état (sort d'une bataille). Durs combats, mais victorieux, dans l'Aisne en août et septembre. Une période de repos, et puis combats en Belgique flamande (Nieuwpoort / Houthulst/ Roselaere = Roulers) sous bombardements allemands. Armistice à Woordebeke.

Documents : deux carnets dactylographiés (très serrés !) par son petit-fils Jean-Paul Montcoudiol (53 pages A4). Texte extrêmement précis et détaillé (donnant une TB idée de la mobilité d'un soldat et d'un régiment pendant la GG, et des pertes !), très bien écrit = qualité rare.

FERRET Francisque né le 8 novembre 1896 à Coise (Rhône). Valet de ferme à Coise et à Châtelus jusqu'en 1915, puis agriculteur à Saint-Christo-en-Jarez après guerre, dans la ferme lui venant de son épouse.

Infanterie. Incorporé le 10 avril 1915. Monte le 5 décembre en zone des armées. Neuf premiers mois de 1916 : divers travaux de seconde ligne. Au front le 36 septembre 1916, à Pont-à-Mousson → y reste jusqu'en janvier 1917. Régiment transporté dans l'Aisne en avril (Château-Thierry, puis Fismes) : combats. Le 4 mai 1917, le bras transpercé par une balle : évacué, hospitalisé à Angers, puis Cholet → après sa convalescence, chez lui, bénéficie de deux permissions agricoles (en Côte d'Or, puis dans les Vosges) = sans doute épargné un peu, car son frère aîné déjà tué en 1915, en Champagne. De retour au front au printemps 1918, tente de résister à la grande offensive allemande lancée le 21 mars. Blessé au bras par un éclat d'obus le 19 juillet, vers Licy-Clignon (Aisne) : hospitalisé à Poitiers, puis Bazas, en Gironde, jusqu'en octobre 1918. Remonte au front dans les Ardennes : y arrive la veille de l'armistice !

Excellent témoin, très précis, très engagé religieusement, (très profond culte voué à la Vierge et à Jeanne d'Arc, dont il a visité la maison du père), très hostile aux mutins « communistes » de mai-juin 1917, restituant bien ses émotions (a plusieurs fois pleuré à l'évocation de son frère tué, dont il pense qu'il le protégeait « du Ciel ») Entretien enregistré d'une longueur exceptionnelle (nettement plus de 3 h)

GAYET Antoine né le 11 octobre 1896 à Mionnay (Ain). Ouvrier agricole à Mionnay et Trévoux, puis employé d'un coquetier à Parcieux (Ain) jusqu'à son incorporation ; après guerre fraiseur-tourneur aux usines Berliet à Vénissieux, puis ajusteur-raboteur aux ateliers ferroviaire du P.L.M. à Oullins. Retraite prise à Feurs.

Infanterie. Incorporé le 9 avril 1915 (connaîtra 3 régiments). Après son instruction, monte au front le 20 octobre 15, dans l'Aisne (vers Château-Thierry). Reste dans l'Aisne jusqu'en 1916. Dans l'été 1916 participe à la bataille de la Somme, à Bouchavesnes (6 km au nord de Péronne) comme servant de fusil-mitrailleur. Reste devant Saint-Quentin jusqu'au printemps 1917, où il est engagé dans l'offensive du Chemin des Dames → lourdes pertes. Lui-même est grièvement blessé à la cuisse (très gros morceau de chair enlevé : ai vu la cicatrice !) par un éclat d'obus, le 5 mai 17 : opération en baraque Adrian, hospitalisé à Alençon, puis à Saint-Jean-de-Luz jusqu'au 20 octobre 17. Conseil de réforme → affecté à la D.C.A. + aussi nommé infirmier vers le camp de Mailly (Marne) : y reste toute l'année 1918.

Très bon témoin, ayant un jugement sûr, et un sens aigu de l'observation. Raconte bien, et longuement (près de 3 h d'entretien).

GIROUD Pétrus né le 15 janvier 1896 à Chambost-Longessaigne (Rhône). Travaille jusqu'en 1915 à la fabrique familiale de soieries ; après guerre fonde avec son beau-frère une entreprise de tissage à Rozier-en-Donzy tout en dirigeant une fabrique personnelle à Cottance.

Infanterie. Incorporé le 9 avril 1915 (55^e R.I. de Pont-Saint-Esprit) → longue période d'instruction, puis versé, pour aller au front, au 60^e R.I. de Besançon, le 13 mars 1916. Itinéraire de 1916 et début 1917 : aucun souvenir. Fait prisonnier le 16 avril 1917, à Berméricourt (Marne) → interné au camp de Darmstadt où la famine aurait fait périr environ 400 prisonniers français. Rapatrié le 1^{er} décembre 1918.

GROSJEAN Gaston né le 9 février 1896 à Salornay-sur-Guye (Saône-et-Loire). Employé dans une fabrique de soieries de Lyon jusqu'en 1915 ; après guerre chef de service dans deux fabriques lyonnaises de soieries (Ducharne jusqu'en 1937, Vautheret-Gros-Laforge de 1940 à 1963) avec un intermède à Londres de 1937 à 1940 pour fonder une filiale de l'entreprise suisse Stunzi. A résidé à Lyon et à Passy (Saône-et-Loire)

Infanterie (normale, puis chasseur à pied – ordonnance de son lieutenant – puis dans les chars dans l'été 1918. A combattu dans l'Oise, puis l'Aisne en 1916 (blessé à la poitrine), à la Cote 304 (secteur de Verdun) en 1917. A participé en 1919 au corps expéditionnaire international (mission Loubignac pour la France) visant à soutenir les Russes blancs contre les bolcheviks : New York => San Francisco => Vladivostok => le Transsibérien => Ekaterinbourg (Oural) => échec total => retour par le Transsibérien encore => Chine (Moukden) => Inde => canal de Suez => Marseille...

Document : journal de guerre tenu régulièrement (120 pages) d'un très grand intérêt, par sa précision et sa qualité de style, confirmant, mais assez souvent infirmant le témoignage de **Joseph Kessel**, aussi membre de l'expédition, dans Dames de Californie (1928) et Les Temps Sauvages (1975), suivi aveuglément pour ce qui est de cette expédition par son biographe **Yves Courrières** dans « Joseph Kessel ou Sur la piste du Lion » (éditions Plon, Paris, 1985)

LESTAGE Auguste né le 5 novembre 1896 à Sancoins (Cher) Marchand forain avant et après guerre établi au Coteau puis à la Pacaudière ; retraité à Saint-Victor-sur-Rhins, puis à Régnv.

Infanterie. Incorporé en avril 1915. Monte en zone des armées dans la Meuse, puis au front aux Eparges (20 km au sud-est de Verdun), vers la fin de 1915 ? En 1916, régiment envoyé en Argonne, au nord de Sainte-Menehould (Vienne-le-Chateau) : y tiennent assez longtemps les tranchées. Envoyé en juillet 1916 à Verdun (bois Fumin, en face du fort de Vaux) : y est gazé et blessé aux jambes → hospitalisé à Bourges. Retour en 16 encore à Verdun à Belrupt – 3 km est de Verdun), puis grand repos pour un mois. Hiver rigoureux 1916-17 passé en Argonne, à la Main de Massiges. Envoyé dans l'Oise, à Tricot (printemps 1917 ?) : y reçoit un petit éclat d'obus dans le genou droit : opéré et hospitalisé à Moulins, convalescence dans le Morvan (St-Honoré-les-Bains). Retrouve le régiment à Aumale (Seine-Maritime). Ne se souvient pas des secteurs de combat de sa fin de guerre. A appris l'armistice chez lui, au Coteau (en permission)

Plus d'incertitude sur les dates que sur les lieux, mais des aspects intéressants.

MAILLET Claude né le 12 décembre 1896 à Montbrison. Typographe à l'imprimerie Robert à Montbrison jusqu'à son incorporation en avril 1917 (ajourné deux fois). Conducteur typographe dans cette imprimerie jusqu'en 1930, puis employé au tri postal ambulant dans les wagons postaux. Réside à Montbrison.

Train des équipages. Ajourné deux fois au conseil de révision : part avec la classe 1918 ! Chargé dans les trains et gares régulatrices de vérifier les ordres de mission des régiments voyageant ou passant en gare. Participe en 1919 à la mission Loubignac en Sibérie pour laquelle il était volontaire. (cf supra **Gaston Grosjean**).

Bon témoin, interviewé deux fois.

MATHIEU André né le 18 janvier 1896 à Landos (Haute-Loire). Boulanger à Landos jusqu'en 1915 ; après guerre boulanger à Saint-Haon (Haute-Loire) de 1920 à 1930, puis facteur : auxiliaire en Haute-Loire jusqu'en 1936, titulaire dans la Loire à Saint-Germain-Laval jusqu'en 1958. Y réside à sa retraite.

Infanterie (chasseur alpin). Incorporé en avril 1915. Instruction dans la Drôme, puis dans un bataillon de marche à Epinal. Au front en novembre 1915 dans la Somme (Cappy, à l'est de Bray). Y passe tout l'hiver 1915-16 dans des conditions très difficiles. Année 1916 : aurait été toute passée en Alsace (surprenant !) Ne se souvient pas des secteurs occupés en 1917, sauf du départ du bataillon en Italie, après la débâcle italienne de Caporetto (cf bios de **Mathieu Grand** et de **Georges Montagne**). Retour du mont Tomba en avril 1918 : en Alsace, puis dans l'Aisne. Gravement blessé, le 16 juin 1918, par un éclat d'obus qui se fiche dans son genou gauche : opéré en baraque Adrian, puis hospitalisé à Roanne, puis Vichy, en mécano-thérapie. . Se trouve en permission à Landos, chez lui, quand survient l'armistice.

Bon témoin bien qu'il n'ait guère la mémoire des dates, et parfois des lieux.

MESTRALLET Claudius né le 4 janvier 1896 à Roche-la-Molière. Mineur à Roche-la-Molière avant et après guerre (termine sa carrière comme chef d'équipe).

Artillerie de Montagne, puis de Campagne (téléphoniste) – A connu 3 régiments d'artillerie. Incorporé en avril 1915 au 1^{er} R.A.M. de Grenoble ; reste dans les Alpes jusqu'au 1^{er} juillet 1916. Monte au front dans la Somme, vers Amiens : chargé de réparer les lignes téléphoniques coupées par les obus. . En octobre, 16, 2^e régiment transféré dans l'Oise un mois de grand repos). Versé dans un 3^e régiment (205^e RAC, réserve du 5^e R.A.C.). Hiver 1916-17 dans l'Aisne, en avant de St-Quentin. Repli allemand sur ligne Hindenburg, en mars 1917 => régiment poursuivant les Allemands en repli stratégique. Va au Chemin des Dames en août 17 (vers Caverne du Dragon puis au tunnel Bugeaud), jusqu'en mars 1918 → rég. transféré en Belgique, vers Mont Kemmel : y est gazé, mais pas hospitalisé = manque être pulvérisé par une bombe d'avion ! Rég. revenant dans le Nord, à Bergues. Nouvel obus qui le rate : pulvérise la baraque où il se trouvait juste avant ! Derniers combats en octobre 1918, dans les Ardennes. Armistice appris dans une gare régulatrice (Plailly, dans l'Oise) alors qu'il partait en permission.

Bon témoin, précis, énergique dans la narration.

MICHEL Pétrus né le 18 janvier 1896 à La Fouillouse. Reprenant le fonds de son père, est boulanger à La Fouillouse avant et après guerre.

Infanterie. Incorporé le 15 janvier 1915 au 86^e R.I. du Puy => au 38^e R.I. de Saint-Etienne après ses classes. Au front dans la Somme en mai 1915, où il combat comme mitrailleur (spécialité qu'il gardera). En renfort dans le secteur de Verdun au printemps 1916 (tireur à la mitrailleuse), dans la Somme en été 1916, avec son 3^e régiment : le 273^e R.I. de Béthune. Combat dès le début (16 avril 1917) à la bataille du Chemin des Dames : enterré dans l'abri des mitrailleuses, qu'un obus a fait s'effondrer : secouru, se retrouve sain et sauf ! Régiment allant ensuite en Belgique. Suite de l'année 1917 : ne sait pas. Au printemps 1918, face à la grande offensive allemande débutant le 21 mars, est blessé à la tête (début juin) dans l'Aisne, vers Soissons : hospitalisé à Crépy-en-Valois. Revient à son unité un peu avant l'armistice

Bon témoin, précis, s'exprimant bien, émotif parfois... Entre nous, une connivence de Feuillantins, lui d'origine, moi d'adoption (depuis Noël 1979).

MONTAGNE Georges né le 27 avril 1896 à Bussières. Tisseur à Bussières jusqu'en 1915. Fonde une fabrique de tissage de soie à Bussières après guerre jusqu'en 1936, puis dirige l'usine de tissage de son beau-père, à Bussières aussi, de 1936 à 1964.

Infanterie de montagne (chasseur alpin ; caporal). Incorporé le 9 avril 1915. Un an d'instruction (longueur rare) dans les Alpes, incluant un stage de 6 mois (rare aussi comme durée) à Valréas (Vaucluse) Monte au front en juillet 1916 dans la Somme, vers Péronne : d'abord creusement de tranchées en arrière des lignes, pour repli éventuel, puis offensives : est mitrailleur ! Aurait passé un mois et demi en 1^{ère} ligne ! (en général 8-10 jours, parfois moins) ; Automne et hiver en Alsace, à Altkirch. Aucun souvenir des secteurs tenus dans l'année 1917, en dehors du Chemin des Dames de mi-avril à mi-mai. Mais est témoin du « refus de remonter » au front, à Craonne, sur le plateau de Californie, des 12^e B.C.A. d'Embrun et 30^e B.C.A. de Grenoble, formant division avec son régiment (le 11^e BCA d'Annecy) : conseils de guerre et exécutions... En novembre 1917, après le désastre italien de Caporetto (24-25 oct.) face aux Autrichiens, le régiment est envoyé en Italie (col du Brenner, la Piave, mont Tomba : 550 prisonniers autrichiens faits par le seul 11^e B.C.A. reformé => devenu le 51^e B.C.A.). Retour en France au printemps 1918, combats face à la vaste offensive allemande, puis dans l'Aisne en juillet-août (vers Château-Thierry) : Georges est enterré vivant par un obus de 150 qui tue deux de ses camarades, mais dégagé à temps par d'autres copains (il en restera une surdité partielle qui s'aggravera avec le temps). Sept-oct : le 51^e BCA pourchasse l'armée allemande qui bat en retraite (nord de l'Aisne : forêt d'Hirson). Apprend l'armistice en gare de Besançon : venait à l'enterrement de sa sœur morte de la grippe espagnole ! Apprend que leur frère aîné Joanny vient d'être tué à la guerre.

Très bon témoin à l'excellente mémoire, n'hésitant pas à exposer des conceptions hardies, marginales par rapport aux autres Poilus. Vu deux fois dans de longs entretiens. Grand-oncle d'une collègue de mon épouse, Mme Mireille BARLAND (née à Bussières).

MORIN Antonin né le 15 mai 1896 à Pralong. Ouvrier agricole à Pralong, puis mineur au Chambon-Feugerolles. Après guerre, conduit les locomotives aux Houillères de La Loire, à la gare du Clapier à Saint-Etienne. Resté veuf, a pris sa retraite à Champdieu, dans une famille amie.

Génie (sapeur : creusement de tranchées, d'abris et de galeries de sapes pour les mines). Incorporé au 86^e R.I. du Puy. Se porte volontaire quand paraît une demande de mineurs volontaires pour aller au Génie : transféré au 4^e R. du Génie de Grenoble. Au front en décembre 1915, en Meurthe-et-Moselle, au Bois-le-Prêtre (proche de Pont-à-Mousson). Y participe comme sapeur au creusement de galeries pour la guerre des mines qui fait rage alors, et au creusement d'abris souterrains. Passe au 110^e R. du Génie de Toul. Part du Bois-le-Prêtre au printemps 1916 => forêt de Parroy, en Lorraine, au nord-est de Lunéville : y creuse des abris pendant un an. Été 1917 passé en Champagne, hiver 1917-18 en Alsace, à Pfetterhouse (Haut-Rhin) à 2 km de la frontière suisse : y construit des blockhaus en béton. En 1918, la mobilité du front rend son travail caduc : participe alors à l'installation des ponts provisoires de bateaux sur les fleuves et rivières dont les ponts ont été minés par les Allemands. Début octobre 1918, dans les Ardennes, est blessé au visage par plusieurs éclats d'obus : hospitalisé un mois à Troyes ; rejoint son régiment juste avant l'armistice.

Bon témoin, décrivant bien une spécialité assez rare (le seul parmi tous mes témoins, sauf travaux occasionnels faits par des fantassins classiques, notamment au moment de la guerre des mines de 1915) et indispensable, bien que peu glorieuse...

MURAT Claude né le 6 août 1896 à L'Etrat. Agriculteur à L'Etrat avant et après la guerre.

Infanterie. Incorporé en avril 1915 (140^e R.I., puis 340^e R.I., tous deux de Grenoble) Mémoire défaillante : incertitude sur son itinéraire avant sa capture. Fait prisonnier le 6 décembre 1916 à la Cote 304 (ouest de Verdun) ; captivité en Rhénanie, puis en Hesse ; reviendra d'Allemagne le 6 décembre 1918.

Entretien + document : cahier (32 pages) où Claude a recopié le courrier envoyé à sa mère du 3 mars au 3 novembre 1918. : très révélateur de la préoccupation essentielle du prisonnier : manger → compte sur les colis de sa mère, et en même temps honteux de la solliciter (a pleuré à cette évocation) car elle se prive...

PAILLARD Joseph né le 8 décembre 1896 à Ecoche. Travaille avant guerre à l'entreprise familiale de fabrique de soieries à Saint-Denis-de-Cabanne et en prend la direction à partir de 1923 jusqu'en 1966 (renseignements fournis par sa fille assistant à l'entretien).

Infanterie. Mémoire très, très défaillante : incertitude totale sur son itinéraire. Aurait été clairon et aurait sonné l'armistice pour son régiment (36^e R.I. de Caen d'après le livret militaire)

PRECHONNET Marcel né le 13 juillet 1896 à Marcillat (Allier). Métier non précisé avant guerre ; après guerre, résidant à Montbrison, lieu de son régiment (a épousé une Montbrisonnaise) ; est d'abord gardien à la perception, puis employé à la régie des tabacs, comme son épouse.

Infanterie. Incorporé en avril 1915, à Roanne, puis passe du 98^e R.I. de Roanne au 16^e R.I. de Montbrison. Au front en avril 1916 dans l'Aisne (Vic-sur-Aisne, à l'ouest de Soissons). Gazé à Braine (18 km est de Soissons). Participe dans l'été 1916 à la bataille de la Somme. Hiver 1916-17 passé dans la caserne de Chasseurs, dans la ville de Verdun. A nouveau gazé en 1917 : évacué, hospitalisé à Cholet, puis Tarbes. Après la fin de sa convalescence (quand ?) transféré au 105^e R.I. de Riom. Doit être à nouveau hospitalisé en 1918 ; apprend l'armistice à l'hôpital.

De bons renseignements, mais avait quelques défaillances mémorielles quant aux dates, et parfois aux lieux.

RICHARD André né le 25 avril 1896 à La Valla-en-Gier. Apprenti chaudronnier à Saint-Etienne jusqu'en 1915 ; après guerre employé au P.L.M. devenant chef de gare (Bouthéon, Saint-Etienne, gare de la Terrasse). Retraite prise à Andrézieux-Bouthéon.

Génie (réfection des voies ferrées bombardées, création de voies ferroviaires circulaires pour canons de très gros calibre). Incorporé en avril 1915 au 5^e R. du Génie à Versailles. Année 1915 passée surtout à Versailles, puis mesure prise: les 3 000 soldats du Génie sont répartie en 16 compagnies du Génie au front. En 1916, réfection de voies détruites par bombardements : à partir de 1917, sa compagnie est spécialisée dans l'installation au front de canons de très gros calibre (305 et 320) venant des navires de guerre désarmés : création d'affûts de canons spéciaux, de voies ferroviaires circulaires permettant aux canons de tirer à 360°. Opère dans la Somme en 1917, dans l'Aisne en 1918. Part en Orient à la fin de novembre 1918.

Bon témoin, mais trop modeste : tendance à minimiser sa guerre, qu'il sent manquant de panache et de danger par rapport à l'infanterie, et même à l'artillerie...

RICHARD Joseph né le 2 décembre 1896 à Bourg-Argental. Agriculteur à la ferme familiale de Bourg-Argental (Le Perron) avant et après guerre.

Infanterie coloniale (zouave ; agent de liaison). Incorporé en avril 1915 au 2^e R. de Zouaves de Lyon, censé être un « régiment d'attaque ». Monte à l'automne 1915 en zone des armées, dans les Flandres, vers Dunkerque. Aux tranchées à Zuydcoote, à proximité de la frontière belge : hiver et printemps 1916. En juillet 1916, le régiment arrive à Verdun, vers Douaumont (Terremorte) : la compagnie de Joseph y perd les ¾ de ses effectifs, dont cinq officiers. Décimé, reformé, le régiment est envoyé en Alsace, mais revient à Verdun en novembre (bois de la Caillette) où Joseph devient agent de liaison ; attaque meurtrière. Troisième séjour à Verdun en fin de la grande bataille, le 15 décembre 1916 ; Joseph y a le mollet transpercé par une balle : soigné à Bar-le-Duc, hospitalisé à Troyes, jusqu'à la fin du printemps ; bénéficie d'un long congé de convalescence chez lui. Retour au régiment, à Nancy, dans l'été 1917. Se porte volontaire pour l'Orient : pris, va en décembre 17 à Marseille par train, continue en train jusqu'à traverser l'Italie et parvenir à Tarente où il embarque pour Salonique, en Grèce. Y est nommé...ordonnance du cheval du commandant de sa compagnie ! Le régiment (1^{er} R. de Marche d'Afrique) monte en Macédoine serbe (secteur de Monastir) et y reste jusqu'à l'armistice signé par la Bulgarie, fin septembre 1918. Joseph, souffrant d'inflammation arthritique des genoux, est rapatrié en navire-hôpital au début de 1919, et hospitalisé à Hyères.

Très bon témoin, ayant retenu les lieux, les faits et les sensations.

RIVET Jean né le 15 novembre 1896 à Pouilly-sous-Charlieu. Coquetier en gros dans cette localité avant et après guerre (entrepris ayant beaucoup prospéré ensuite avec son fils et sa descendance)

Infanterie. Incorporé le 9 avril 1915, à Montluçon (121^e R.I.). Monte en zone des armées (au 105^e R.I. de Riom) fin décembre 1915 dans l'Oise (vers Thieux) ; y passe l'hiver et le printemps 1916. En juillet (début de la grande bataille de la Somme) régiment envoyé dans la Somme à Pierrepont-sur-Avre, ouest de Roye), en arrière des lignes, pour décharger les trains chargés de matériel et de munitions, puis au front à Lihons (Somme) jusqu'à fin novembre. Long repos accordé au régiment dans les Vosges. De retour au front dans l'Oise, à Lassigny fin février 1917 ; Jean y contracte les oreillons : soigné en baraque Adrian, puis convalescence chez lui. Retour au régiment en mai, en Argonne. Le 8 août, transféré en forêt de Hesse, dans le secteur élargi de Verdun ; gazé le 21 août : soigné en hôpital provisoire à Tricot, puis nouvelle convalescence chez lui. Retrouve son régiment en Argonne, aux Islettes (vers Clermont-en-Argonne). Se porte alors volontaire pour l'Orient : même itinéraire que Joseph Richard (cf supra) : embarque le 3 janvier 1918 à Tarente, sur le « Timgad » => Corfou => Salonique => affecté au 210^e R.I. (d'Auxonne, vers Dijon) => Monastir, en Macédoine Serbe : y sera téléphoniste jusqu'en septembre 1918. Le 30 septembre, signature de l'armistice par la Bulgarie → marche forcée (24 jours) de l'armée française d'Orient vers Kyustendil, en Bulgarie, puis en direction du Danube : entrée en Roumanie le 10 novembre => cantonnent à Georghiu (Roumanie) jusqu'au 24 décembre (suite : dans biographie, en fin de cet ouvrage).

Très bon témoin. La précision du parcours et de la datation des événements tient grandement à l'écriture, en 1919 ou 20, d'un aide-mémoire de 14 pages, très détaillé, utilisé pendant le long entretien.

ROY François né le 18 mars 1896 à Lyon. Peintre sur automobiles jusqu'en 1915 ; puis peintre sur wagons de chemin de fer à Oullins, tout en résidant à Pierre-Bénite (Rhône). A pris sa retraite dans la Loire, à Saint-Georges-Hauteville.

Infanterie (chasseur alpin). Incorporé en avril 1915 au 12^e B.C.A. d'Embrun. Au front à la fin de 1915 au 14^e B.C.A. de Grenoble (passera ensuite dans sa réserve, au 54^e B.C.A.). Incertitude sur son itinéraire en 1916 et 17 et surtout sur les dates : Somme, Champagne (Tahure), puis Vosges (Moyenmoûtier). A la suite du désastre italien de Caporetto (fin octobre 1917) face à l'armée autrichienne, le 54^e B.C.A. part pour l'Italie en novembre 1917 à avril 1918. (cf bios de **Mathieu Grand, André Mathieu et Georges Montagne**), et en revient début avril 1918. De retour dans la Somme, le 14 avril, à Morvilliers. François participe comme téléphoniste réparateur de lignes coupées par les obus aux combats de 1918 (Somme, Aisne). A Paris, en permission, le jour de l'armistice !

SABOT Stéphane né le 11 mai 1896 à Roisey. Scieur à Roisey.

Artillerie lourde (conducteur de chevaux tractant les canons et les caissons de munitions). Incorporé en avril 1915 dans un régiment d'artillerie de Grenoble ; passe un an à Grenoble : six mois d'instruction et six mois à la remonte des chevaux ; puis affecté au 114^e Régiment d'Artillerie Lourde de Valence ; monte au front dans la Somme (secteur de Péronne) en décembre 1916 comme conducteur de chevaux pour l'artillerie. En deux ans de front, séjourne deux fois dans la Somme, deux fois en Belgique, une fois en Lorraine, une fois dans la région de Belfort.

N.B. Les lacunes tiennent beaucoup moins aux défaillances mémorielles éventuelles du témoin (qui n'avait « que » 79 ans en 1975 : le deuxième plus jeune de mes témoins après Jean Bajard qui participe aussi à l'entretien : classe 99 : « que » 76 ans : deux jeunots !) qu'au mode d'entretien, collectif, en patois (enquête de thèse) avec trois participants et moi-même, les quatre ne parlant que patois. Chacun intervenant selon son gré, Stéphane n'a pas pu développer son itinéraire de guerre selon une chronologie que j'aurais encadrée, balisée ; il a donc davantage traité (et de manière très intéressante) des thèmes : le vie dans les tranchées avec ses misères (poux, rats, boue, nourriture éloignée nécessitant des corvées) , le rôle de l'alcool dans les attaques, le calvaire des chevaux dans la boue de la Somme, l'usage du patois entre Poilus, l'usage des ballons d'observation et leur descente en flammes quand ils sont touchés, le bilan de la guerre qui lui paraissait déclenchée par le capitalisme apatride, etc.

SOLNON Alphonse né en 1895 à Deux-Chaises (Allier). Menuisier dans l'Allier avant guerre et dans les années 20 ; à partir de 1926 réside dans la Loire et travaille comme menuisier à Saint-Germain-Laval, Le Coteau puis Roanne. Retraité à Vougy.

Infanterie. Ajourné au conseil de révision de la classe 1915 (déficience pondérale ?). Incorporé en avril 1915 (avec la classe 16) au 121^e R.I. de Montluçon ; sera versé au 42^e R.I. de Besançon lors de sa montée au front, sans doute à la fin de l'année 1915. Relative incertitude sur les secteurs occupés, ainsi que sur les dates. A combattu dans l'Aisne en 1916, au Chemin des Dames en avril-mai 1917 : manque de mourir enlisé dans une sape allemande très profonde. Part ensuite en Belgique dans l'été 17 : gazé au mont Kemmel (Belgique), avec une partie importante de son régiment. Se trouve encore en Belgique en septembre-octobre 1918 : y reçoit une blessure au dos par un éclat d'obus => apprend l'armistice à l'hôpital.

Très bon témoin (malgré ses défaillances de mémoire) d'une franchise rare (faits délictueux collectifs avoués, comme l'exécution décidée et effectuée de leur capitaine « *charogne* »), racontant bien, de manière très imagée.

TRONCY Eugène né le 6 février 1896 à Belmont-de-la-Loire. Travaille à la ferme familiale de Belmont (Trémontet), puis se loue comme domestique à Jarnosse jusqu'en 1915 ; tisseur après guerre à Belmont.

Infanterie (mitrailleur, puis agent de liaison). Incorporé le 10 avril 1915. Après huit mois d'instruction, au front, en décembre 1915 dans l'Oise (Thieux), sans monter en première ligne, avec des activités diverses (transport de barbelés, travaux dans les fermes, etc.) qui l'occupent jusqu'en septembre 1916 : dans l'Oise d'abord, puis dans la Somme à Digeon (à 4 km d'Aumale). Retour dans l'Aisne en octobre 1916 : y a, le 21 octobre, la colonne vertébrale déviée par l'effondrement d'un abri bombardé : manipulé par un spécialiste de kinésithérapie, passe six semaines ensuite à l'hôpital de Villers-Cotterêts. Refuse d'être évacué à l'intérieur pour rester dans le même régiment (105^e R.I. de Riom) et y conserver ses camarades d'escouade et de section (dont beaucoup du Roannais et de sa région de Charliu). Hiver 1916-1917 marqué par un froid intense passé dans l'Oise, à Lassigny. Nommé agent de liaison du capitaine Liabeuf en mars 1917. Début avril 17, régiment transféré dans la Somme, vers Ham : y est témoin, en mai 17, de la révolte d'une centaine de soldats d'autres régiments de sa division, qui, surexcités, partent en camions militaires pour Paris, afin de se rendre à l'Assemblée Nationale. En juillet 1917, régiment envoyé dans le secteur de Verdun (Avocourt, proche du massif du Morthomme, à l'ouest de Verdun), avec la reprise du bois d'Avocourt les 20-21 août : 250 prisonniers, dont 3 officiers, 8 mitrailleuses prises, et 4 mortiers de tranchée : occupe ensuite un autre lieu (Germonville?) plus proche de Verdun. Hiver 1917-18 passé dans l'Aisne, en avant de Saint-Quentin. Au printemps et en fin d'été 1918, deux séjours au front à nouveau dans le secteur de Verdun, entrecoupés par un court passage (27 juillet-3 août) dans l'Aisne à Grand-Rozoy (11 km au sud de Soissons) ; y est gravement gazé : hospitalisé à La Courneuve, en banlieue de Paris. Retour au régiment début octobre 1918, dans les Ardennes : se trouve à 10 km de la frontière belge lorsque survient l'armistice.

Très bon témoin, narrant clairement les faits (long entretien chez lui, en présence de sa fille).

VERICEL Victor né le 21 juillet 1896 à Grammond. Agriculteur et tisseur à la ferme familiale de Grammond avant et après guerre.

Infanterie. Ajourné au conseil de révision de 1915⁸. N'est incorporé qu'en août 1916, au 38^e R.I. de Saint-Etienne : mitrailleur ; en zone des armées en octobre 1916 à Richemont (Seine-Maritime, en bordure de Somme). Y reste jusqu'au printemps 1916. Au front en août 1917 à la Cote 304 (massif du Morthomme, à l'ouest de Verdun) ; en novembre, retour à Verdun (Côte du Poivre) : intense bombardement d'obus à gaz ! Gazé grièvement, Victor est hospitalisé, puis envoyé en permission de convalescence chez lui, et, de retour au régiment, à nouveau hospitalisé, pour faiblesse générale, à Remiremont (Vosges). A la fin de l'hiver 1918, revient au bataillon de marche du 38^e R.I.,

⁸ Comme son cousin nommé aussi **Véricel**, de Grammond : quota de recrutement rempli avant la fin de la liste alphabétique des patronymes ! Comme l'a clairement expliqué un autre bénéficiaire (figurant juste au-dessous dans ma liste, bien que plus vieux d'un an) de cette incroyable mesure d'ajournement: René Villemagne, (né en 1895, donc de classe normale 1915) du même canton de Chazelles-sur-Lyon, au même conseil de révision de 1915 pour la classe 1916 et pour les « ajournés » de la classe 1915 ! Villemagne incorporé en août 1916, avec les « récupérés », quatre mois **après** le départ de la classe **1916** : pour lui, pas moins de 20 mois de présence au front gagnés par rapport à la date d'incorporation normale de la classe 1915 : mi-décembre 1914, et pour les cousins **Véricel**, 16 mois, la date d'incorporation de leur classe 1916 étant la mi-avril 1915, comme on a pu le voir. Que d'occasions de se faire tuer ont été évitées par le simple hasard d'une place de son patronyme au fin fond de la liste alphabétique ! Un **Barou** n'aurait pas eu cette chance !

comme chargeur de mitrailleuse. Dans l'Aisne, vers Château-Thierry, où le régiment s'efforce de résister à l'irrésistible avancée allemande démarrée fin mars, le 1^{er} juin, Victor reçoit de nombreux petits éclats d'obus dans le visage, entraînant la lésion définitive d'un œil (perte totale de la vue) : guidé et soutenu par un sergent, parvient à faire les 6 km qui le séparent de Château-Thierry où attend le train sanitaire : évacué jusqu'à Vienne, où il subit l'énucléation de l'œil droit, puis hospitalisé à Lyon. Réformé en août 1918. Est à Grammond, chez lui, le jour de l'armistice.

Bon témoin, sachant expliquer et s'expliquer.

VILLEMAGNE René : né le 11 septembre 1895 à Chazelles-sur-Lyon. Père menuisier, mère cafetière.

Fait un apprentissage de chapelier à la chapellerie Fléchet de Chazelles-sur-Lyon et y travaille jusqu'à son départ au régiment, en août 1916. Après la guerre, en raison de son amputation de la jambe gauche, se reconvertit et devient prothésiste dentaire, profession qu'il exercera à Saint-Etienne.

Infanterie (fantassin, puis musicien-brancardier) - Ajourné au conseil de révision de la classe 1915 (car venant à la fin de l'ordre alphabétique !), part quatre mois après le départ de la classe **1916**, avec les « récupérés » non incorporés natifs de 1895 ! Incorporé en août 1916 ; instruction à Varennes-sur-Allier (Allier), en novembre 1916 en zone des armées, en bordure de Somme, au nord d'Aumale (Vieux-Rouen-sur-Bresle), puis en renfort du 38^e R.I. de Saint-Etienne, où il continue l'instruction militaire jusqu'en avril 1917. En avril, après l'échec de l'offensive du Chemin des Dames, passe au 294^e R.I. de Bar-le-Duc qu'il rejoint dans les Vosges à Lesseux (10 km à l'est de Saint-Dié) ; y occupe l'emploi de musicien-brancardier. Le régiment tient les lignes dans ce secteur des Vosges limitrophe de l'Alsace à Lesseux, et au sud de Saint-Dié, à Corcieux et Mandray, jusqu'en mars 1918 où il est transféré d'urgence en camions dans la Somme pour s'opposer à l'offensive allemande lancée vers Montdidier, où le front a cédé ; il prend position à Hagicourt-Pierrepoint (8 km au nord de Montdidier) et commence la contre-offensive. Le 30 mars 1918 au matin, alors que comme brancardier il secourait un blessé, René est grièvement blessé par un obus de 105 qui crible d'éclats sa jambe gauche et lui perce le genou droit ; transporté pendant toute la journée par ses camarades brancardiers fuyant devant l'avancée allemande, est finalement conduit dans un hôpital temporaire de Beauvais : amputé de toute la jambe gauche. Après trois semaines d'hospitalisation, évacué par train jusqu'à Tours, y est soigné pendant deux mois, puis envoyé en convalescence vers Montauban. Réformé à la fin de 1918 (outre l'amputation, a gardé le genou droit ankylosé en permanence).

Très bon témoin, ayant la mémoire des dates et des lieux, et sachant raconter.

X (anonymat réclamé par le témoin) né le 24 janvier 1896 à Marseille. Fonctionnaire à Marseille puis à Gap jusqu'en 1915 ; après guerre journaliste à Saint-Etienne au quotidien «*La Tribune*» ; codirecteur du journal stéphanois «*L'Espoir*» de 1944 à 1951, puis directeur commercial des trois journaux du Forez (les deux cités précédemment et «*La Dépêche*» de 1951 à 1963. Adjoint au maire de Saint-Etienne de 1969 à 1977. Retraité à Saint-Etienne. Entendu (mais pas enregistré ! cf infra) à l'âge de 92 ans, à son domicile.

Infanterie (agent de liaison, puis caporal fourrier en 1916 et sergent fourrier en 1917). Incorporé en avril 1915 au 157^e R.I. de Gap ; y contracte la fièvre typhoïde (hospitalisé à Gap). Au front en novembre 1915, vers Flirey, en Lorraine ; y fait surtout un travail de brancardier : ramassage de cadavres sur les champs de bataille. Régiment envoyé dans le secteur de Verdun (Avocourt) : très lourdes pertes (203 morts en cinq jours, du 29 mars au 2 avril). Devient agent de liaison. Ensuite, dans les Vosges (col de la Chapelotte) où, en mai 1916, il est criblé d'éclats d'obus au front, au ventre et à un genou. Hospitalisé à Raon-l'Étape. Demeure dans les Vosges jusqu'à son départ en Orient, comme caporal fourrier : participe à la guerre d'Orient de fin décembre 1916 jusqu'en mai 1918. En 1917, se trouve successivement à Salonique, en Albanie (la Goritza), en Macédoine serbe (lac de Presba., puis Monastir : y est blessé et cité. De retour à Salonique en juin 1917, est embarqué pour Athènes y participe (sur le croiseur « Algérie ») au blocus maritime ayant pour but l'abdication du roi pro-allemand Constantin, obtenue le 22 juin. De retour à Monastir dans l'été 1917, puis en Albanie, au lac d'Ochrida : attaque des Trois Pitons. Hiver 1917-18 passé à Pogradec. De retour en France, en mai 1918, est nommé sergent fourrier au 148^e R.I. de Marseille, puis au 69^e R.I. de Nancy : combats de l'été 18 dans l'Aisne, puis en octobre-novembre en Belgique flamande, lorsque survient l'armistice.

Témoin m'ayant refusé l'usage du magnétophone ; en raison de ma prise de notes non professionnelle (pas un journaliste !), les deux heures d'entretien n'ont produit qu'un texte assez court, manquant cruellement de la vivacité, de la spontanéité de l'oral... Bénéficiait d'une excellente mémoire, et du sens du récit.

Classe 1917

(incorporée le 7-8 ou 9 janvier 1916, donc à moins de 19 ans (guère plus de 18 pour les natifs de fin d'année) sauf ceux nés en janvier 1897 ; instruction effectuée d'abord à la caserne, puis à l'arrière du front jusqu'à l'automne 1917, voire l'hiver 1917 – 1918) – Classe la plus jeune incorporée, d'où le surnom de «*Bleuets*» (les petits «*bleus*», les novices, plutôt que la fleur des champs)

19 témoins

BASTIDE Jean-Baptiste né le 8 janvier 1897 à Saint-Just-sur-Loire (Etrat). Avant son incorporation teinturier coloriste à Saint-Just, puis après guerre à La Fouillouse, puis à Chavanoz (Isère) et de 1929 à 1962 à Izieux. Retraité

à Saint-Chamond. Interviewé à 90 ans, à son domicile, en présence de son **épouse** et de son petit-neveu, mon collègue et ami **Etienne Bastide**.

Infanterie. Incorporé le 8 janvier 1916. Au front au milieu de l'année 1916, en Haute-Marne. Volontaire, en janvier 1917, pour l'armée d'Orient : bien que soldat au 9^e R.I. de Vienne, part avec 13 camarades de sa compagnie, avec le 175^e R.I. de Grenoble. Traversée de la Méditerranée, arrivée à Salonique (Grèce) puis montée en Albanie, vers le lac de Presba ; participe à l'attaque de la gare de Monastir, en Macédoine serbe. Après l'armistice, fera partie du corps expéditionnaire international visant à renverser les Bolcheviks, en Crimée, notamment à Sébastopol : voir le chapitre 39.

Bon témoin, ayant de plus vécu, avec la poursuite de la guerre au-delà de l'armistice, une expérience rare (cf aussi **Noël Botton**, de Charlieu, classe 1919)

BAYLE Léopold né le 2 septembre 1897 à Tresques (Gard). Travaille à la ferme familiale de Tresques jusqu'en 1916, puis effectue après guerre une carrière dans les Postes, de guichetier à inspecteur, surtout à Lyon. Interviewé très longuement à Feurs, chez **sa fille** et **son gendre, le Dr Porte**, chirurgien à l'hôpital de Feurs, à l'âge de 91 ans et demi.

Infanterie alpine (fusil mitrailleur). Incorporation différée de six mois en raison de la présence de son père au front (classe 1892). Sous les drapeaux en juillet 1917, au 61^e R.I. de Privas, en zone des armées au 58^e R.I. d'Avignon dans la Seine-et-Marne, vers Coulommiers. Au front au 297^e R.I. Alpine en octobre 1917, dans l'Aisne. Participe à la célèbre attaque du 22 octobre 1917 au plateau de Vauxaillon, dans l'Aisne, à l'extrémité ouest du Chemin des Dames : y découvre l'usage d'une arme barbare, -qui le répugne- le lance-flammes (seul témoin sur 187 à l'avoir vu en action : cf longue description au chap. 28 B). Régiment ensuite envoyé au repos, puis remontant au front, comme division volante, dans la Somme, en secteur anglais : combats communs. Hivers 1917-1918 dans la Somme. En avril 1918, face à la poussée allemande qui vient de commencer, est envoyé à Sttenvoorde (Nord) puis monte aux tranchées en Belgique flamande, vers Poperinge. Le 6 mai, combattant comme au fusil mitrailleur, est gazé avant d'être projeté en l'air par un énorme obus de 210 : en retombant, se brise le coude et le poignets droits + multiples éclats d'obus dans le corps : inconscient, ne reprend ses esprits qu'à l'hôpital de Zuuydcoote (Nord) ; opéré, après trois semaines, est transféré par train sanitaire à Flers, dans l'Orne, où il passe trois mois, puis, à la fin de l'été 1918, est envoyé en mécanothérapie à Deux, puis au Mans. Réformé à titre temporaire (définitif en 1919) , est chez lui, à Tresques, le jour de l'armistice.

Témoin exceptionnel, doté d'un sens rare de la narration et d'une très grande mémoire ; vif esprit critique.

BERNE Alphonse né le 26 juin 1897 à Poncins. Agriculteur à Poncins, où il a passé sa retraite. Interviewé en patois (enquête de thèse) à l'âge de 78 ans.

Infanterie coloniale puis artillerie. Incorporé le 7 janvier 1916. Au front en septembre 1916, en Argonne (Clermont-en-Argonne). Y passe une bonne partie l'année 1917, avec toutefois un séjour dans le secteur de Verdun (ravin des Vignes, à Belleville) où il subit d'intenses bombardements, classiques et aux gaz. S'étant donné (« fait », si l'on veut !) une entorse, est hospitalisé un mois à Nancy. Se fracture la jambe à la fin de l'automne 1917 : hospitalisé trois mois en baraque Adrian. Changé d'arme par un conseil de réforme début 1918 : versé dans l'artillerie, au 418^e R.I. de Bordeaux ; y termine la guerre, dans les Ardennes.

Bon témoin, stimulé par sa prestigieuse voisine de Poncins, présente à l'entretien, et patoisante aussi: **Marguerite Gonon** (1914-1996), docteur ès Lettres, spécialiste des archives médiévales foréziennes, Ingénieur au C.N.R.S., Compagnon de la Libération, conférencière hors pair devant tous les publics, et, jusqu'à sa mort, présidente d'Honneur de Mémoire Forézienne (dont je suis le président actif depuis sa fondation, en 1982).

CAILLOT Raymond né le 18 juillet 1897 à Tancon (Saône-et-Loire). Ouvrier agricole jusqu'en 1916 ; après guerre combine, à Tancon, les activités d'agriculteur et de tisseur. Décédé le 13 septembre 1963 (66 ans).

Infanterie. Incorporé le 11 janvier 1916 au 44^e R.I. de Lons-le-Saunier. Instruction poursuivie à Pontarlier, puis, en septembre 16, dans la Marne. Affecté au 73^e R.I. de Béthune qu'il rejoint au front le 25 janvier 1917 aussi dans la Marne (à La Veuve). Participe en avril-mai 1917 à la grande offensive Nivelles du Chemin des Dames, vers Craonne ; décimé, le régiment est envoyé au repos au camp de Mailly, puis transféré en Belgique en juillet 1917 (canal de l'Yser). Malade, Raymond est hospitalisé vers Calais ; ne rejoint son régiment que le 20 octobre en Belgique, en forêt d'Houthulst, en Flandre occidentale ; régiment revenant en France (à Meaux) pour une période de repos, à Noël 1917. Puis au retour au front dans l'Aisne. Fait prisonnier à Vic-sur-Aisne le 12 juin 1918 ; mais est conservé en France occupée dans les Ardennes, pour divers travaux utiles à l'armée allemande, dont le déchargement de wagons de madriers en bois (pour les ponts de bateaux provisoires, les ponts sur les rivières et les canaux ayant été minés, donc détruits). Le 1^{er} novembre 1918, sous la pression de l'avancée française et alliée, est emmené par les Allemands en retraite au Luxembourg, où il apprend l'armistice : est libéré, avec tous les autres prisonniers...

Document : notice biographique très détaillée établie par ses soins, transmise par sa famille, après un appel dans l'hebdomadaire de qualité « *Le Pays Roannais* », très lu aussi dans le sud de la Saône-et-Loire

COMPIGNE Antonin né le 29 janvier 1897 à Balbigny. Agriculteur à Balbigny jusqu'à la fin de 1916 puis après la guerre. Interviewé dans la ferme familiale à 91 ans.

Artillerie de Campagne, puis Lourde au retour d'Italie en 1918 (conducteur de chevaux tractant les canons et les caissons de munitions). Incorporé en janvier 1916 au 19^e R.A. de Campagne de Nîmes. Longue période d'instruction à Nîmes, écoles à feu, puis voyages réguliers en train vers Bordeaux ou La Rochelle pour prendre « livraison » de chevaux américains, et les ramener en train dans les dépôts des régiments d'artillerie de Nîmes et des alentours. Au front, le 1^{er} avril 1917, dans l'Aisne (Villers-Cotterêts), puis va dans la Marne (Fismes) : ravitaille les batteries en obus convoyés par attelages de chevaux depuis les gares proches. Avec le 219^e R.A.C., réserve du 19^e R.A.L., part en Italie fin octobre 1917, pour aider cet allié (depuis mai 1915) à surmonter le désastre de Caporetto (24 octobre) face à l'armée autrichienne ; cantonne presque quatre mois en Vénétie, à Monfumo, au nord de Castelfranco Veneto, où arrivent par train le ravitaillement et les munitions qu'il convoie jusqu'aux positions du régiment. Revient en France, dans la Somme, fin février 1918 ; exerce au 417^e R.A. Lourde (canons de 155 mm), issu du 219^e R.A. de Campagne (qui avait des canons de 75), sa fonction de conducteur de chevaux jusqu'à la fin de la guerre.

Bon témoin, ayant une bonne mémoire et le sens du concret.

CREPET Benoît né le 20 mai 1897 à Saint-Jean-Soleymieux. Agriculteur à la ferme familiale jusqu'à son incorporation, puis agriculteur à Saint-Georges-Hauteville (Le Cellier) après guerre. Interviewé, dans la ferme reprise par ses enfants, à l'âge de 90 ans.

Infanterie. Incorporé le 6 janvier 1916 au 61^e R.I. de Privas. Après une longue période d'instruction dans le Midi au front à la fin de l'année 1916. Dès le 16 avril 1917, participe à l'offensive du Chemin des Dames : régiment décimé. Y reçoit une balle perforant son carnet porte-feuille (porté du côté gauche, celui du coeur...) mais elle se serait arrêtée sur son drapeau français – scapulaire à Cœur Sacré de Jésus. Incertitude ensuite sur son parcours. En Belgique au printemps 1918 : y est gazé gravement : évacué et hospitalisé à Laval (Mayenne). Apprend la nouvelle de l'armistice au cours d'un stage de mitrailleur à Arbois, dans le Jura.

Bon témoin, vif d'esprit, racontant de manière très vivante.

DE CAZENAVE Louis né le 16 octobre 1897 à Saint-Georges d'Aurac (Haute-Loire). Commis guichetier au chemin de fer jusqu'en 1942. Retraité à Brioude (Haute-Loire). Sera l'avant-dernier Poilu de France, âgé de 110 ans et trois mois quand il décèdera le 20 janvier 2008 (vu le 19 déc. 2005, à « seulement » 108 ans et deux mois), le dernier étant son conscrit de la classe 1917, **Lazare Ponticelli**, du Kremlin-Bicêtre, décédé au même âge que lui, juste deux mois après, le 20 mars 2008.

Infanterie coloniale. Incorporé en janvier 1916 au 42^e R.I.C. de Marseille, et passé ensuite, en décembre 1916, au 5^e Bataillon de Tirailleurs Sénégalais, comme simple soldat, devenu agent de liaison. Participe à l'offensive du Chemin des Dames, en avril-mai 1917, où le bataillon est décimé. Reste de l'année 1917 : ne sait pas. Hiver traditionnellement passé à Fréjus (16-17 et 17-18) à cause de l'inadaptation des Sénégalais aux rigueurs de l'hiver en France. Versé dans l'artillerie de campagne à la fin de 1918. Bon témoin, mais fâché avec les dates...

DUBANCHET Pierre né le 12 février 1897 à Saint-Genest-Lerpt. Mineur à Roche-la-Molière jusqu'en 1916 ; après guerre alterne, selon la conjoncture économique, les activités de mineur et de passementier en résidant à Saint-Genest-Lerpt. Retraité à Saint-Genest où il a été interviewé à l'âge de 89 ans et dix mois...

Infanterie coloniale. Incorporé sans doute en janvier 1916. Versé au 5^e R.I.C. de Lyon le 8 août 16, monte au front au 6^e R.I.C. de Lyon (fin 1916 ?). Combat au Chemin des Dames en avril-mai 1917. Incertitude sur son itinéraire après, jusqu'à sa capture : fait prisonnier le 13 juillet 1918 aux environs de Reims. Reste en France occupée pour démonter des usines à Rethel (Ardennes). Puis transféré en Bavière pour y être soigné de graves maux d'oreilles. Rapatrié début janvier 1919.

ESTIENNE Robert né le 15 mars 1897 à Sées (Orne). Fils de cafetier-limonadier à Sées. Bachelier en juillet 1915, mais études supérieures interrompues par son incorporation. Elève d'H.E.C. (promotion spéciale 1920, réservée aux anciens combattants). Cadre administratif dans diverses entreprises, mais surtout à l'usine Holtzer d'abord à Paris au siège social comme chef du service étranger, puis, sous la pression de l'Occupation allemande, à Firminy (de 1940 à 1963) comme chef du service commercial. Retraité à Saint-Etienne où il a été interviewé à 92 ans au foyer de la Cerisaie (quartier de Montaud). Est mort l'année d'après, à 93 ans, le 16 mai 1990.

Infanterie (signaleur). Année 1916 passée dans la Somme, mais seulement dans la zone de armées. Transféré sur le site du Chemin de Dames en 1917, mais le régiment n'attaque pas. Ensuite la Meuse, puis Verdun, puis les Vosges. Atteint par la gale en 1917 et hospitalisé. Participe en 1918 à la contre-offensive française et alliée (Oise, Aisne, puis Lorraine).

Bon témoin, sachant analyser, et ayant soutenu la précision de sa mémoire par un bref récit de son itinéraire de guerre écrit vers 1950, récit souvent relu.

GACON Antoine né le 2 septembre 1897 à Lenax (Allier). Travaille jusqu'en 1916 à la ferme exploitée, comme métayers, par ses parents, d'abord à Lenax puis à la Pacaudière. Après guerre exerce successivement à La Pacaudière les métiers de charpentier et de maçon, tout en gérant une épicerie avec son épouse. Interviewé très longuement chez lui, à La Pacaudière, en présence de son fils, à l'âge de 91 ans

Infanterie. Incorporé le 3 janvier 1916 au 61^e R.I. de Privas ; versé en mars au 55^e R.I. de Pont-Saint-Esprit (complément d'instruction), puis monte au front à l'automne 1916 dans un 3^e régiment, le 119^e R.I. de Courbevoie, son régiment définitif, décimé en décembre par les derniers combats de la grande bataille de Verdun. En tranchées

pendant les rigueurs de l'hiver 1915-1917. Engagé dans l'offensive Nivelles du Chemin des Dames (Aisne - au ravin de Paissy, à 5 km à l'ouest de Craonne) dès le premier jour (16 avril 1917) jusqu'en mai : énormes pertes ! Pas de participation aux mutineries, mais aurait été engagé en mai, car un autre régiment (le 24^e R.I. de Bernay, dans l'Eure, aurait « *refusé de monter* », ou plutôt « *d'y remonter* » ! Au grand repos pendant l'été 1917 dans les Vosges, à Remiremont. Puis retour dans l'Aisne, vers Saint-Quentin, où Antoine est gazé (hospitalisation en baraque Adrian, en zone des armées). A son retour au régiment, combat à nouveau dans l'Aisne, près de Laon (Cerny), puis régiment envoyé, à la fin de l'hiver 1917-18, à nouveau en grand repos au camp de Mourmelon, dans la Marne. Incertain sur les secteurs où il a combattu en 1918. Est dans les Ardennes, à Chaumont-Porcien) quand survient l'armistice.

Très bon témoin, très précis, et cœur sensible...

MONTHELYMARD Antoine né le 20 juin 1897 à Terrenoire. Avant et après guerre, tourneur puis usineur à la Manufacture d'Armes et de Cycles de Saint-Etienne. Retraité à La Talaudière. Interviewé (brièvement : mémoire défaillante, mais renseignements pris sur papiers militaires) à 91 ans à La Talaudière (Longiron) chez sa fille et son gendre.

Infanterie (pourvoyeur au fusil-mitrailleur). Incorporé le 8 janvier 1916 au 17^e R.I. de Lyon., avec six mois d'instruction dans la Drôme, puis retour à Lyon. Au front à la fin de 1916 en renfort du 358^e R.I. de Lyon Incertitude totale sur son itinéraire, sauf sur deux secteurs : au mont Kemmel (Belgique) en 1917, et en Argonne au moment du début de la contre-offensive française et alliée de la mi-juillet 1918. Armistice vécu à Vitry-le-François (Marne).

PERRET Célestin né le 20 mai 1897 à Chalmazel. Etudes notariales, puis notaire à Chalmazel. Entretien collectif en patois le 20 décembre 1975 (enquête de thèse, avec 4 anciens Poilus et le fils du plus âgé d'entre eux) à la mairie de Chalmazel, à l'âge de 78 ans et demi.

Infanterie classique puis alpine. Incorporé le 7 janvier 1916, au 98^e R.I. de Roanne. Quatre ou cinq mois d'instruction au camp de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), instruction se prolongeant au camp de Mailly (Marne). Itinéraire de début 1917 non précisé., et changement éventuel (très fréquent au moment de la montée au front) non plus. A l'automne, est à Vauxaillon, à l'extrémité ouest du Chemin des Dames, pour la bataille (du 17 au 25 octobre) qu'il est coutume d'appeler « *de la Malmaison* »⁹. Le régiment y fut rudement éprouvé, mais pas Célestin. Qui se retrouve au printemps 1918 au mont Kemmel, en Belgique flamande, proche de la frontière française ; nouvelle bataille (avec beaucoup de gaz vésicants et asphyxiants, dont l'ypérite) dont les survivants, - avec Célestin- sont réunis à Malo-les-Bains, à côté de Dunkerque, pour une période de repos. Il y attrape la gale. Après une assez courte hospitalisation locale, il se retrouve affecté au 352^e R.I. Alpine dans la division commandée par le général Mangin, pour l'attaque du 11 juin 1918 à Méry-Courcelles (maintenant Méry-la-Bataille –nord de l'Oise- , à 16 km au sud de Montdidier – sud de la Somme-). Un obus fusant le blesse gravement à la jambe : évacué par train sanitaire sur Paris, hospitalisé au lycée Michelet reconverti, opéré par un chirurgien russe, il y sera encore à l'armistice.

Bon témoin, s'exprimant avec aisance et d'abondance.

PEYRARD Gabriel né en 1897 à Villars, près de Saint-Etienne. Profession des parents et métier personnel inconnu. Tué à la guerre à l'âge de 21 ans., le 28 mai 1918.

Infanterie classique, puis alpine. Incorporé début janvier 1917 au 98^e R.I. de Roanne. Instruction militaire au camp de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme) de mai à octobre 1916, avec un mois de travail en équipe agricole, en août, dans une ferme proche de la Bourboule; devient provisoirement l'ordonnance de son lieutenant; de retour au dépôt du 98^e R.I. de Roanne en novembre. Monte au front ensuite, soit avec le 98^e R.I., soit est versé au 37^e R.I. (dépôt à Troyes) dans les rangs duquel il se trouve en octobre 1917. Itinéraire et actions de 1917 inconnus, sauf la fin de l'année: passe en Italie en novembre 1917 soit avec le 37^e R.I. soit plus vraisemblablement avec le 13^e bataillon de Chasseurs Alpains de Chambéry. De retour en France au printemps 18, effectue en mars un stage d'artillerie de montagne (tir au canon de 37) sans quitter les Chasseurs Alpains. Passe en Belgique avec le 13^e B.C.A. en avril 1918. Trouve la mort en Belgique, au nord-est de Dikkebus, en Flandre occidentale flamande, le 28 mai 1918, comme l'atteste l'avis de décès émis le 19 juin par le chef de la comptabilité du 13^e B.C.A.

Document : correspondance de 143 cartes postales très inégalement réparties (la majorité pour 1916) allant de janvier 1916 à mai 1918, toutes adressées à sa soeur Claudine ("Glodine"), à Villars, à laquelle il associe parfois ses parents.

⁹ Ce fort de La Malmaison se trouvant à 5 km à l'est de Vauxaillon, donc au tout début du départ du Chemin dit « *des Dames* », par référence aux filles de Louis XV (appelées « *Mesdames filles du Roi* ») dont la duchesse de Narbonne, dame d'honneur de l'une d'entre elles (« *Madame Adélaïde* ») avait acquis en 1776 (donc deux ans après le début du règne de Louis XVI) le château de La Bove, situé à proximité de Bouconville et de l'abbaye de Vauclair, à 4 km au nord-est de Craonne. Ce chemin de crête modeste menait en 6 lieues (24 km) de La Malmaison au château de La Bove, mais La Malmaison est tout de même située à 6 lieues aussi (au nord-est) de Soissons, ville se trouvant à 26 lieues de la Cour de Versailles (un peu moins de Paris) soit plus de 100 km. Ce n'était donc pas une promenade habituelle de ces Dames, comme on le lit trop souvent. Il semble même qu'elles n'aient guère emprunté ce chemin, dont elle réclamaient à cor et à cris l'aménagement en route vraiment carrossable, aménagement longtemps différé qui s'effectua toutefois de 1785 à 1789. Il était plus que temps ! Et il ne semble pas non plus que cette appellation romantique ait beaucoup soulagé le calvaire des soldats qui s'y battirent, et pour beaucoup, s'y firent tuer ou mutiler en avril-mai 1917, sans compter d'autres combats moins renommés historiquement ayant pris place aussi le long de ce chemin de crête, en bordure sud du plateau qui s'étale au sud de Laon, planté sur sa butte.

Illustrations conventionnelles des cartes, à motif amoureux le plus souvent, et parfois patriotique, sauf neuf: cinq d'Italie (deux de Vérone: "*Saluti da Verona*"), deux de la caserne Werlé de Roanne, deux du château de Pierrefonds (vers Compiègne). Orthographe et style très déficients, contenu informatif faible sur ses activités de guerre. Collection personnelle de l'auteur.

POYET Etienne né le 16 décembre 1897 à Sail-sous-Couzan. Avant son incorporation, travaille à la ferme familiale de Pommiers-en-Forez. Après guerre, officier de police à Saint-Etienne puis à Saint-Bonnet-le-Château. Retraité à Saint-Bonnet-le-Château où je l'ai interviewé, à l'âge de 90 ans.

Artillerie (conducteur de chevaux tractant les canons et les caissons de munitions) Incorporé au 36^e R.A. de Moulins. D'abord longtemps affecté au dressage de chevaux canadiens venant d'être débarqués. Au front à l'automne 1917. Régiment affecté à la riposte à la grande offensive allemande lancée le 21 mars 1918. Gagé dans l'Oise (Dreslincourt) le 9 mai 1918, soigné dans une ambulance du front. Participe aux combats de l'été dans l'Aisne, en liaison avec les Américains. Grippe espagnole contractée à l'automne 1918, aussi dans l'Aisne (Crouy) : évacué à Cherbourg. Très bon témoin, très précis.

PIGERON Ernest né le 27 février 1897 à Montaiguët-en-Forez (Allier). Boucher à Moulins avant guerre ; après guerre boucher-charcutier au Coteau et à Roanne. Retraité à Renaison où je l'ai interviewé à l'âge de 91 ans et demi., en présence de **M. Henri Bertaud** (qui avait su le convaincre de témoigner), ancien maire de Renaison (de 1989 à 1995), lieutenant de réserve ayant combattu en Indochine, chef comptable , Président des Anciens Combattants de Renaison depuis 1988, et pendant plus de 20 ans, président des Amis du Musée d'ethnologie Alice Taverne d'Ambierle.

Infanterie coloniale (zouave). Incorporé le 8 janvier 1916 (2^e Bat. de Zouaves de Lyon). Longue instruction jusqu'à la fin de 1916 (camps de Sathonay puis de La Valbonne). Hiver 1916-17 au nord de Compiègne, dans l'Oise. Participe au Chemin des Dames en avril-mai 1917, où son régiment, décimé, se mutine, mais, encerclé par une unité de Sénégalais, se soumet. Gelure aux deux pieds fin novembre 1917 : hospitalisé en Haute-Marne, échappe de peu à deux amputations ; évacué par train sanitaire jusqu'à Albi. Est de retour au front fin avril 1918 (Aisne) , combats de l'été en division avec les Américains; en septembre 1918, à Vauxaillon (Aisne) bras et poumons traversés par une balle : hospitalisé dans le château de Pierrefonds, puis à Nantes, puis à Cholet, jusqu'au 2 septembre 1919 ...

Bon témoin.

QUET Jean-Marie né le 15 mai 1897 à Essertines-en-Châtelneuf. Carrier à Essertines avant guerre ; après guerre, scieur dans une scierie de Montbrison., enfin ouvrier agricole. Interviewé à 90 ans, à Montbrison.

Infanterie. Incorporé en avril 1916 au 22^e R.I. de Bourgoin-Jallieu. Incertitude totale sur son itinéraire de guerre, sauf, pour la fin de 1916, dans le secteur du Morhomme (ouest de Verdun) dont le nom très évocateur semble le hanter. Paradoxalement bon témoin, car sachant, au cours d'un très long entretien, exprimer avec beaucoup de sensibilité les émotions qu'il a vécues dans plusieurs circonstances dramatiques (mort de camarades, ou remords d'avoir tué à la baïonnette « *un bon père de famille* »)

ROCHETTE Marius né le 10 janvier 1897 à Gumières. Agriculteur à Gumières (Prolange) avant et après guerre. Ferme reprise par ses enfants, puis petits-enfants, où je l'ai interviewé à 90 ans.

Infanterie classique, puis coloniale. Incorporé en janvier 1916 au 98^e R.I. de Roanne ; monte au front au 6^e R.I. Coloniale de Lyon à l'automne 1916. Hiver 16-17 passé en Alsace : y a les pieds gelés, mais échappe de peu à l'amputation. Aurait fait un premier séjour en Belgique en 1917. Y retourne en 1918, au mont Kemmel : bras traversé par une balle le 22 avril 1918 : hospitalisé au Touquet, puis à Saint-Brieuc, puis à Rennes. Témoin intéressant.

SEUX Louis né le 7 mars 1897 à Saint-Apollinard. Travaille à la ferme familiale (père décédé en 1910) jusqu'à son incorporation ; après guerre devient comptable puis chef de fabrication aux Manufactures réunies de Tresses et Lacets de Saint-Chamond, où il réside. Interviewé chez lui à l'âge de 91 ans.

Infanterie (fusil mitrailleur). Incorporé le 16 juillet 1916 (a bénéficié d'un report de six mois comme soutien de famille : père décédé le 1^{er} janvier 1910 , avec 7 enfants vivants) au 23^e R.I. de Bourg-en-Bresse : instruction jusqu'à la fin de 1916. Versé au 35^e R.I. de Belfort pour sa montée en zone des armées en janvier 1917, au dépôt de Belfort. En juillet 1917, est envoyé en renfort du 360^e R.I. de Toul, qu'il rejoint à Soppe-le-Bas, vers Mulhouse ; tient les lignes vers Burnhaupt-le-Haut. Hiver 1917-18 passé dans les Vosges, vers Remiremont. Le 21 mars 1918, jour du déclenchement de la grande offensive allemande, le régiment est transporté en camion dans la Somme, vers Montdidier ; combat à Méry-Courcelle (plus tard Méry-la-Bataille). A les pieds abîmés pour ne pas avoir enlevé godillots et bandes molletières pendant deux semaines , mais pas évacué. Participe à la contre-offensive française et alliée en juillet-août → blessé aux chevilles par une rafale de mitrailleuse reçue le 13 août 1918 : hospitalisé en ambulance au front, puis à Nantes (armistice) puis à Saint-Etienne. Très bon témoin, avec des capacités d'analyse.

VERDIER Marius né le 22 juillet 1897 à Rozier-en-Donzy. Agriculteur dans la ferme familiale de Rozier avant guerre, puis jusqu'en 1923 ; après son mariage, s'installe dans la ferme de ses beaux-parents, à Rozier aussi. Interviewé chez lui, à l'âge de 91 ans.

Infanterie (mitrailleur). Incorporé le 8 janvier 1916 au 143^e R.I. de Carcassonne., puis après son instruction, est affecté à un nouveau régiment de Belfort, auprès du 35^e R.I. : le 171^e R.I. (ayant un de ses trois bataillons à Gannat,

dans l'Allier). Au front fin septembre 1916. Hiver 16-17 dans l'Aisne puis la Marne, puis retour dans l'Aisne au printemps 17 (beaucoup de pertes) ; enterré vivant dans l'effondrement d'une sape le 31 mai 1917 provoquant la mort de huit soldats et son lieutenant; s'en tire avec des contusions. Été et automne 1917 en Lorraine, vers Lunéville, puis hiver dans les Vosges. Printemps 1918, combat dans la Somme, pour tenter de colmater la brèche laissée par l'armée anglaise. Les six derniers mois, combat vers Saint-Quentin.

Bon témoin, très précis.

Classe 1918

(deux dates d'incorporation éloignées de quinze jours : mi-avril 1917 dans le cas général et 2-3 mai 1917 pour les agriculteurs afin de leur permettre d'effectuer des travaux agricoles de printemps ; les soldats sont donc incorporés dans l'année de leurs 19 ans, mais peuvent avoir moins de 18 ans et demi s'ils sont nés à la fin de l'année ; leur instruction sera relativement plus longue –sauf exception : cas de Pierre Néel parvenant au front seulement deux mois après son incorporation– que celle des autres classes : après leurs classes à la caserne, ils seront envoyés en exercice à l'arrière du front à l'automne 1917, et ne connaîtront le front qu'à la fin de l'année 1917, voire très souvent qu'au début de 1918, au moment de l'offensive allemande de mars) :

31 témoins.

BARAILLER Jules né le 5 avril 1898 à Saint-Paul d'Uzore. Ouvrier agricole, puis de 1915 à 1917 employé dans une usine d'armement à Sury-le-Comtal. Après guerre, ouvrier dans la même usine, fabriquant des cycles, tout en ayant un revenu complémentaire de maraîcher ; a terminé sa carrière comme jardinier dans cette entreprise. Retraité à Sury-le-Comtal. Interviewé à 101 ans et demi, le 19 novembre 1999, à la maison de retraite de Sury-le-Comtal¹⁰.

Infanterie (tireur au fusil mitrailleur). En janvier 1918, dans la Marne ; participe aux combats de mars-avril visant à enrayer la grande offensive allemande. Le séjour nocturne prolongé dans des caves humides lui fait contracter une suppuration maligne des oreilles : évacué jusqu'à Dax. De retour au régiment en juillet, participe à la contre-offensive française. Grièvement blessé le 6 octobre 1918, dans les Ardennes, au bras et à la jambe gauche par de multiples éclats d'obus. Opéré à Vitry-le-François (Marne) puis envoyé au centre de mécanothérapie de Mâcon : très longue rééducation. Bon témoin encore vif d'esprit à 101 ans...

BIOSSET Jean-Baptiste né le 9 octobre 1898 à Saint-Haon-le-Châtel. Travaille à la ferme familiale de Renaison jusqu'en 1915, puis devient garagiste, puis chauffeur d'un député jusqu'à son départ anticipé en décembre 1916 ; après guerre, exerce de nombreux métiers : ajusteur outilleur à Lyon (1921-22), vigneron à Renaison (1922-25), chauffeur-mécanicien à l'usine Schwab de Renaison (1925-32), gérant d'une épicerie-café-poste d'essence à Roanne (1932-36), propriétaire du Grand Café Central à Roanne (1936-1947), puis vigneron et éleveur de moutons à Renaison jusqu'en 1970. Retraité à Renaison., où je l'ai interviewé à 90 ans, en présence de **M. Henri Bertaud**, ancien maire de Renaison, qui avait su le convaincre de témoigner (cf aussi **Ernest Pigeron**, classe 1917).

Artillerie (engagé volontaire cinq mois avant l'incorporation de sa classe, en décembre 1916 ; maréchal des logis). D'abord instructeur en conduite automobile ; victime d'une crise cardiaque, en juillet 1917, refuse d'être versé dans le service auxiliaire et est affecté à la D.C.A., d'abord dans l'Aisne, en de fin août 1917 au 21 mars 1918, jour du déclenchement de la grande offensive allemande. Combat aussi en mai-juin vers Château-Thierry et Dormans. Promu maréchal des logis (= sergent) participe aux combats victorieux de l'été et de l'automne 1918. L'armistice le trouve son régiment au grand repos à Reims....

Témoin exceptionnel doté d'une grande vivacité d'esprit, d'une mémoire stupéfiante, sachant raconter sans besoin d'être questionné (entretien ayant duré 4 h 30 !)

BONNET Barthélémy né le 20 mai 1898 au Chambon-Feugerolles. Boucher avant son incorporation ; après guerre à la suite de son amputation du bras, devient employé municipal à La Ricamarie et y réside, y compris à la retraite. Interviewé à l'âge de 89 ans.

Artillerie. Ecoles à feu à Nîmes jusqu'à la fin de l'hiver 1918. En zone des armées au Bois Sacré (face au mont Cornillet) vers Reims. Y reçoit, le 19 mars 1918, de graves blessures au bras gauche, à une cuisse et une fesse par des éclats d'obus, entraînant l'amputation du bras. Réformé en février 1919. Bon témoin.

BRUN Jean né le 3 août 1898 à Saint-Maurice-en-Gourgois. Travaille à la petite ferme familiale (père aussi maçon) de Saint-Maurice jusqu'en 1917 ; après guerre, devient employé de bureau à l'usine Holtzer d'Unieux, tout en résidant à Fraisses, où je l'ai interviewé à l'âge de 91 ans, au domicile de ses enfants.

¹⁰ **Jules BARAILLER** a été pendant six ans mon 160^e et dernier témoin oral (et le dernier de la Loire) jusqu'à ce que j'apprenne l'existence de **Louis de CAZENAVE** à Brioude, qui était alors un des six derniers Poilus de France (article du *Monde* du 10 novembre 2005), qui voulut bien m'accorder un entretien le 19 décembre 2005, alors qu'il avait 108 ans et deux mois, et que je fêtais ce jour-là mon...59^{ème} anniversaire ! Un demi-siècle nous séparait...Mais le plus grand écart d'âge avec un témoin vivant est avec mon premier témoin, mon grand-oncle maternel **Jean-Pierre SURIEUX**, de Margerie-Chantagret, né le 9 novembre 1991, et interviewé à exactement 83 ans (+ 2 jours !), le 11 novembre 1974, (il avait été porte-drapeau des combattants de Margerie, au monument aux Morts, le matin même ! Et en était légitimement fier...) alors que je n'avais que 28 ans (enquête de thèse) : 55 ans de différence d'âge !

Service auxiliaire (oeil droit très déficient) ; magasinier dans l'aviation en France en 1916 et 1917 (Plessis-Belleville, dans l'Oise, Corcieux dans les Vosges) et aussi en Italie, de novembre 1917 à avril 1918, pour aider ce pays allié à lutter contre l'Autriche après sa défaite cinglante à Caporetto, fin octobre 1917 (Brescia, Vérone, Vicence, Padoue). Le 15 avril 1918, départ d'Italie et installation à Etampes (Seine-et-Marne). Magasinier ensuite sur divers sites de bases d'escadrilles : Somme (Candas-Fienvillers), Nord (Coudekerke), Oise (Etoy), Marne (Cézanne, puis Le Tilloy), Oise à nouveau, à la fin de l'été 18 (Avricourt), puis enfin Aisne en octobre-novembre (Fonsommes) au nord-est de Saint-Quentin, où il apprend l'armistice.

Bon témoin dont la mémoire est secondée par la possession d'un carnet où il a noté, au fur et à mesure, tous ses déplacements...

BUISSON Edmond né le 8 mars 1898 à Mars. Agriculteur à la ferme familiale de Mars avant et après guerre, malgré son amputation de l'avant-bras. Interviewé à la maison de retraite de Cours-la-Ville, à 90 ans. Infanterie (chasseur alpin ; pourvoyeur au fusil mitrailleur et nettoyeur de tranchées). En zone des armées dans les Vosges, à partir d'octobre 1917. Au front en juillet 1918 dans l'Oise (Bailleul-sur-Thiérain) ; première attaque dans l'Oise, à Belloy (nord de Compiègne) le 10 août ; compagnie décimée par trois attaques en août. Grave blessure reçue le 5 septembre 1918 : onze éclats d'obus dans le corps touchant notamment le bras et la main gauches ; sera amputé de l'avant-bras en 1930 à cause d'une inflammation chronique.

Très bon témoin, à l'esprit très vif et à la mémoire étonnante, sens de l'humour et esprit caustique...

CARTON Etienne né le 15 février 1898 à Poncins. Travaille à la ferme familiale de Poncins puis de Saint-Etienne-le-Mollard avant son incorporation ; après guerre, cantonnier dans le secteur de Feurs où il résidait. Interviewé à la maison de retraite de Feurs, à l'âge de 89 ans.

Artillerie lourde (engagé volontaire cinq mois avant l'incorporation de sa classe, en décembre 1916) ; conducteur de chevaux, puis tireur au canon de 120 long, puis agent de liaison du commandant Guillemet jusqu'à la fin de la guerre: Argonne fin 1917, Aisne au printemps 1918, Ardennes en automne 1918. Armistice appris vers Rethel (Ardennes). Très bon témoin, ayant des vues originales : le seul à regretter que l'armistice ait été signé top tôt, et que l'armée française n'ait pas vraiment envahi toute l'Allemagne...

Bon témoin, ayant écrit plusieurs carnets sur sa guerre auxquels il faisait souvent référence pendant l'entretien.

CHOSSY Jean-Marie né le 31 décembre 1898 à Saint-Maurice-en-Gourgois. Ouvrier agricole jusqu'en 1915, puis métallurgiste à l'usine Holtzer d'Unieux jusqu'en 1917 ; après guerre métallurgiste à l'usine Verdier de Firminy et acheteur de sabots auprès des agriculteurs les fabriquant l'hiver. A résidé à Unieux. Interviewé à Saint-Genest-Lerpt (résidence du Chasseur) à l'âge de 91 ans.

Artillerie. Longtemps maintenu loin du front : métallurgiste à l'arsenal de Grenoble, cantonnier faisant l'empierrage d'une route au col du Mont Genève. Atteint du croup fin 1917 puis de bronchite chronique début 1918. Sera ensuite, au printemps 18, tireur au canon de 105 : Aisne, puis Meuse (secteur de Saint-Mihiel) dans l'été 18. Gazé deux fois sans être hospitalisé. A les deux tympanes crevés par l'explosion d'un obus allemand le 25 septembre 1918. Bon témoin.

COLOMBIER Antoine né le 17 février 1898 à Montbrison. Ouvrier agricole dans les environs de Montbrison jusqu'à son incorporation ; reprend cette activité après guerre à Montbrison, avec des activités complémentaires occasionnelles : cueilleur de plantes médicinales pour les herboristes, ouvrier métallurgiste – ébarbeur de forêts – à Moingt. Interviewé à la maison de retraite de Montbrison, à 89 ans.

Artillerie Lourde (artificier aux obus de 155, puis conducteur de chevaux). En Champagne à l'automne 1917 (vers le mont Cornillet, au sud de Reims). Gazé deux fois : à la fin de 1917 et en avril 1918. Combat aussi au mont Kemmel (Belgique) en juin 1918, puis en Champagne dans l'été et l'automne 18, pour la contre-offensive française et alliée.

Bon témoin, à l'esprit vif.

DAMAS Antoine né le 20 août 1898 à Montverdun. Travaille à la ferme familiale à Montverdun, puis à Sainte-Agathe-la-Bouteresse jusqu'à son incorporation ; après guerre, est gérant d'épicerie à Montverdun jusqu'en 1928, puis négociant de charbon et produits agricoles à Montverdun, et à partir de 1938, à Boën-sur-Lignon. Interviewé chez lui, à Montverdun, à l'âge de 89 ans.

Infanterie. En zone des armées dans la Marne (vers Vitry-le-François) en décembre 1917, puis hors zone, dans l'Aube. Au front fin juin 1918, comme patrouilleur : forêt de Parroy, puis Baccarat (Lorraine), puis Marne, à Bazancourt. Gravement blessé par éclats d'obus le 28 septembre 1918 : hospitalisé à Châlons-sur-Marne (devenu « en Champagne »). Bon témoin.

DUBANCHET Pierre né le 5 juin 1898 à Saint-Genest-Lerpt. Passementier à Saint-Genest-Lerpt jusqu'en 1917 puis après guerre. Interviewé à la résidence du Chasseur, à Saint-Genest-Lerpt, à près de 92 ans.

Artillerie (artificier s'occupant de doser les charges de poudre des gargousses). En instruction jusqu'au printemps 1918 dans l'Aube, vers Troyes. Au front à Craonne (est du Chemin des Dames) ; en mai, au cours de la retraite devant l'avancée triomphale de l'armée allemande, est fait prisonnier à Craonnelle, le 27 mai 1918, mais gardé dans les Ardennes occupées pour démonter des machines refondues en Allemagne ; libéré au Luxembourg juste après l'armistice par les sentinelles qui tentaient de conduire le groupe de prisonniers en Allemagne.

Bon témoin.

N.B. A ne pas confondre avec son homonyme **Pierre Dubanchet** (cl. 17) de Saint-Genest-Lerpt aussi, passementier aussi, prisonnier aussi (le 13 juillet 1918 : un mois et demi après), aussi maintenu en France occupée pour y démonter des usines, mais qui, lui, connaîtra brièvement l'Allemagne, où il sera transféré en toute fin de captivité pour y soigner ses graves maux d'oreilles...

DUMAS Christophe né le 4 décembre 1898 à Bourg-Argental. Employé à l'usine de tissage Colcombet de Bourg-Argental de 1912 à 1917, puis de 1920 à 1969 : gareur puis contremaître. A résidé à Bourg-Argental, où je l'ai interviewé chez lui, à l'âge de 89 ans.

Infanterie (pourvoyeur au fusil mitrailleur). Incorporé le 17 avril 1917 au 86^e R.I. du Puy-en-Velay. Après l'instruction de six mois, versé au 38^e R.I. de Saint-Etienne rejoint à la fin de décembre 1917 : hiver 1917-1918, et printemps 18 en Seine-Inférieure (« Maritime » aujourd'hui !) Ne monte au front qu'en avril 18 en Flandres (vers Hazebrouck) en renfort du 321^e R.I. de Montluçon : aux tranchées pour la première fois le 17 avril 1918, en Flandres, à Méteren, vers Hazebrouck. Combat dans l'Aisne, à Tricot (vers Montdidier) en juillet-août 18. Gazé le 12 août 1918, vers Montdidier (hospitalisé à Troyes) puis victime d'une hémoptysie en septembre 1918 : hospitalisé à Bordeaux jusqu'à fin novembre 1918. Bon témoin, très vivant, jovial même...

DUTEL François né le 6 août 1898 à Valeille. Maçon dans l'entreprise familiale de Valeille qu'il reprend à son compte et agrandit après guerre. Interviewé à la maison de retraite de Feurs à l'âge de 89 ans.

Infanterie coloniale, en régiment dit « d'attaque » (zouave – « nettoyeur de tranchées »). Incorporé en avril 1917 au 3^e R. de Marche de Zouaves, au camp de Sathonay, vers Lyon. Au front dans l'Aisne, vers Soissons en juin 1917. Régiment aussitôt engagé dans la répression de la mutinerie d'un régiment « frère », le 1^{er} R. mixte de Zouaves, qui venait de refuser de combattre. Régiment de François victime de nombreuses attaques meurtrières, en 1917 et 1918 (ne les date pas précisément) successivement dans la Somme (vers Rubempré, puis vers Landifay), l'Aisne (Soissons, puis Berry-au-Bac), en Champagne (Fismes). Dans la Somme au moment de l'armistice.

Témoin de qualité, en dépit de son incertitude sur les dates. Des vues sans complaisance sur la brutalité de la guerre, qu'il assume, sur la haine de l'ennemi, sur sa fonction de « nettoyeur de tranchées »...

FAURE Pierre né le 10 octobre 1898 à La Chapelle d'Aurec (Haute-Loire). Ajusteur avant guerre, activité exercée après guerre à La Ricamarie (Montrambert), où il a résidé. Interviewé chez lui, à La Ricamarie, à l'âge de 89 ans

Infanterie jusqu'en juillet 1918 puis chars d'assaut. Incorporé le 2 mai 1917 (incorporation différée de quinze jours : travaillait dans la ferme de ses parents) au 16^e R.I. de Montbrison. Six mois d'instruction, puis envoyé en zone des armées fin décembre 1917 à Jouy-en-Morin, vers la Ferté-Faucher, en Seine-et-Marne. Part au front au 233^e R.I. d'Arras, dans l'Aisne (Coyolle, vers Villers-Cotterêts) fin mai 1918. Première attaque le 5 juillet 18, à la ferme de Vertefeuille (Aisne) comme chargeur de mitrailleuse. Volontaire pour le 500^e R. de Chars début août, mais retenu comme instructeur à la conduite automobile ; sera partant pour le 510^e R. de Chars peu de temps avant l'armistice. A eu son frère aîné tué en Champagne...

Bon témoin, ayant une bonne mémoire.

FRATY Charles né le 27 juin 1898 à Roanne. Compagnon horloger jusqu'à son incorporation ; après guerre horloger à Roanne. Interviewé dans son magasin, repris par son fils, rue Mulsant, à Roanne, à l'âge de 89 ans.

Infanterie alpine. Agent de liaison. Au front en été 1917. Incertitude sur son itinéraire. Enterré vivant par l'explosion d'un obus à la Montagne de Reims à la fin de 1917 (s'en sort d'extrême justesse) et gazé en 1918.

Bon témoin, en dépit des défaillances de sa mémoire sur les dates et les lieux. Evocation intéressante des sensations, des sentiments. Entretien interrompu par l'arrivée inopinée de son fils, propriétaire du magasin d'horlogerie, rue Mulsant, à Roanne...

FRERY Victor né le 9 mars 1898 à Saint-Jean Soleymieux (Le Lac). Cantonnier à Margerie-Chantagret après guerre jusqu'en 1930, puis chef-cantonnier, d'abord à La Pacaudière (1930 à 32), et à Boën-sur-Lignon, de 1932 à 1958. Retraité à Boën-sur-Lignon Interviewé à Boën, à la résidence « L'Astrée », à l'âge de 89 ans.

Infanterie. Incorporé le 2 mai 1917 (incorporation différée de deux semaines pour les agriculteurs, ce qu'il était à la ferme familiale) au 98^e R.I. de Roanne, puis après son instruction, versé au 16^e R.I. de Montbrison. En zone des combats, à l'automne 1917, vers Reims. Hiver 1917-18 et printemps 18 : confection de réseaux de barbelés. En juin 18, au front, en renfort au 147^e R.I. de Sedan : pourvoyeur de fusil mitrailleur. Participe aux combats de l'été 1918, lors de la contre-offensive française. Gazé à Tahure (Marne) le 25 septembre 1918 : hospitalisé à Bergerac (Dordogne) où il se trouve au moment de l'armistice.

Témoin de qualité, ayant avec moi une relation familière et presque familiale (parenté indirecte : époux de la soeur de la tante par alliance de mon père), avec de nombreuses connaissances communes, dont sa fille de Feurs, amie de ma belle-mère.

FRIDIÈRE Joseph né le 12 mars 1898 à La Chaulme (Puy-de-Dôme). Maçon à La Chaulme avec son père jusqu'en 1914, puis maçon à Saint-Etienne de 1914 à son incorporation en 1917 ; après guerre boulanger à Saint-Etienne, place Saint-Roch. Interviewé au Foyer des Roses, à La Tour-en-Jarez, à l'âge de 90 ans, en présence de sa fille.

Marine à sa demande : boulanger-coq sur le « *Consul Horn* », avec un équipage de fusiliers-marins, faisant (en convoi d'une trentaine de bateaux transporteurs protégés par des navires de guerre) régulièrement le trajet entre Cardiff et Salonique, pour transporter du charbon gallois pour l'armée d'Orient, à Salonique. Est à Bizerte quand survient l'armistice. Bon témoin, un peu timide, trop modeste...

GINET Claude-Marie né le 20 mai 1898 à Saint-Nizier-sous-Charlieu. Tonnelier à Pouilly-sous-Charlieu jusqu'en 1917 ; après guerre ouvrier vigneron dans la région de Charlieu, puis vigneron à son compte à Saint-Nizier-sous-Charlieu. Interviewé chez lui à 89 ans, avec un ami, autre Poilu plus âgé de trois ans, **Léon Guichard**.

Artillerie de Campagne. Incorporé début mai 1918 (report d'incorporation des agriculteurs) au 36^e R.A.C. de Moulins. Longue période d'instruction, avec interruption pour équipe agricole dans l'Allier, pour les fenaisons dans de vastes domaines, avec des prisonniers polonais. Au front dans la Somme, vers Montdidier en automne 1917. Puis passe l'hiver 1917-1918 à la construction, avec une dizaine de milliers de soldats - surtout artilleurs - de l'immense (48 km²) camp militaire jouxtant Bordeaux, destiné à recevoir un contingent de 100 000 Américains débarquant des Etats-Unis. De retour au front en avril 1918 dans la Marne (à Sézanne) puis dans l'Oise en juin (vers Lassigny), pour résister à l'avancée allemande entamée fin mars 1918. Participe à la reprise de Laon à l'automne 1918. Est à Morierval, vers Villers-Cotterêts quand survient l'armistice. Ne tarde pas à contracter la grippe espagnole : hospitalisé à Sierentz (Haut-Rhin) en janvier-février 1919. Partira ensuite en Orient, de juin 1919 à fin mars 1920 : menuisier du régiment à Salonique...

Bon témoin, ayant une excellente mémoire, très à l'aise à l'oral, mais un peu complexé par la guerre de « baroudeur » de son ami Léon...

GUILLAUME Louis né le 3 janvier 1898 à Mizérieux. Parents agriculteurs. Commis boucher à Feurs avant son incorporation ; après la guerre, reprend à son compte la ferme familiale de Mizérieux, reprise par ses enfants. Interviewé à l'âge de 89 ans, à la maison de retraite de Feurs

Infanterie. Incorporé le 2 mai 1918 (report de deux semaines pour les enfants d'agriculteurs) au 38^e R.I. de Saint-Etienne. Longue instruction. En zone des armées fin décembre 1917, en Seine-et-Oise (Richemont), puis au front : pose de barbelés entre les lignes, puis devient mitrailleur. En renfort au 321^e R.I. en Belgique (mont Kemmel) au printemps 1918. Y reçoit, le 28 avril, des blessures partout sur le corps par éclats multiples d'obus : opéré et hospitalisé à Dunkerque, puis Laval, puis Riom ; déclaré inapte au service armé, devient boucher du 121^e R.I. de Montluçon, à Clermont-Ferrand.... Bon témoin.

JACQUET Maxime né le 9 mars 1898 à Sail-sous-Couzan. Apprenti serrurier à Sail-sous-Couzan, puis de 1914 à 1917 ajusteur à la Manufacture d'Armes et de Cycles de Saint-Etienne ; après guerre, contremaître aux Ateliers du Furan à Saint-Etienne jusqu'en 1927, puis commerçant itinérant en laine et bonneterie sur les marchés foréziens, tout en résidant à Sail-sous-Couzan. Interviewé chez lui à 90 ans.

Aviation - Ajusteur, affecté à la fin de l'été 1917, au centre de formation des mécaniciens d'aviation à Vineuil, près de Châteauroux, puis mécanicien d'escadrille vers Reims. Mais, ayant contracté la dysenterie, est hospitalisé à Pau, et y reste après sa convalescence, à Pont-Long, comme mécanicien au centre de haute voltige aérienne. Reste dans l'aviation après l'armistice : affecté en Algérie (création d'une piste d'aviation à Maison Carrée), puis expédition de traversée du Sahara en voiture... Bon témoin ayant de la mémoire, et sachant raconter.

MOLLON Pierre né le 7 novembre 1899 à Feurs (mais engagé volontaire à 18 ans, en mai ou juin 1917 : appartient de fait à la classe 1918). Mécanicien-chauffeur à Feurs jusqu'en 1917 ; après guerre entrepreneur de transports à Feurs. Interviewé chez lui à 90 ans.

Artillerie lourde, puis versé, à l'automne 1917 (en raison de son aptitude à la conduite des camions) dans un régiment de chars d'assaut (504^e, puis 505^e) comme conducteur de tank Renault. Incorporé en mai 1917 renvoyé à Lodève où ont été repliés les dépôts de plusieurs régiments. Incertitude complète sur son itinéraire. En renfort d'une division américaine dans l'été et l'automne 1918. Se trouve près de Nancy au moment de l'armistice.

Témoin intéressant fournissant un éclairage sur la fonction méconnue de « tankiste ». et la vulnérabilité surprenante qui en découle....

NEEL Pierre né le 1^{er} juin 1898 à Verrières-en-Forez. Cantonnier avant et après guerre ; devient chef-cantonnier à Montbrison puis Saint-Georges-en-Couzan. Retraité à Moingt, puis à Margerie-Chantagret chez son fils et sa belle-fille, où je l'ai interviewé à 90 ans.

Infanterie (mitrailleur). Incorporé en avril 1917 au 38^e R.I. de Saint-Etienne. Instruction expéditive en moins de deux mois et arrivée au front le 1^{er} juin 1917 (le jour de ses 19 ans), ce qui est exceptionnel pour la classe 1918 - qui n'a souvent combattu qu'au printemps 1918 - dans un bataillon dit « d'attaque » (le 3^{ème} B. du 321^e R.I. de Riom), et ce dans la Somme (Mont Rouge) puis en Belgique (mont Kemmel) ; puis en Alsace, puis renvoyé en Belgique où il a dû passer l'hiver 1917-1918. Engagé au printemps 18 dans la résistance à la grande offensive allemande débutée le 21 mars. Participe aux combats de l'été et de l'automne 1918, notamment à la prise de Saint-Quentin (2 septembre)

Très bon témoin, ayant une mémoire très vive, le sens de l'anecdote, un franc parler qui lui fait dire des faits que beaucoup taisent ou tentent de dissimuler (ex. : blessés ou prisonniers allemands abattus de sang-froid...).

OLLIER Jean-Marie né le 24 mai 1898 à Saint-Marcellin-en-Forez. Travaille à la ferme familiale de Saint-Marcellin puis de Périgneux jusqu'en 1917 ; après guerre, tout en résidant à Saint-Marcellin, devient marchand de fromages itinérant sur les marchés du sud du Forez. Interviewé chez lui à 90 ans.

Infanterie (ordonnance de son commandant, puis, ayant changé de régiment, chargeur de mitrailleuse). Incorporé début mai 1917 au 38^e R.I. de Saint-Etienne. Longue instruction, principalement en Auvergne, à La Fontaine du Berger (12 km de Clermont-Ferrand). + équipes agricoles dans l'été (fenaïsons, puis battages) pendant deux mois dans la Loire. Au front au printemps 1918 au 283^e R.I. de Saint-Gaudens ; combat en Picardie et dans l'Oise (Ressons-sur-Matz, vers Compiègne) contre l'avancée allemande, puis participe à la contre-offensive française et alliée de l'été et de l'automne 1918 (Oise, vers Noyon), puis dans les Ardennes en octobre-novembre.

Bon témoin.

PIN Claude né le 17 octobre 1898 à Poncins. Agriculteur à la ferme familiale de Cleppé jusqu'en 1917 puis après guerre. Interviewé dans cette ferme, reprise par sa descendance, à l'âge de 89 ans.

Artillerie lourde. Incorporé en mai 1917, se trouve à la guerre en même temps que son père (classe 92 : territorial, mobilisé jusqu'à la fin de 1917). Itinéraire incertain. Reste à Issoire (113^e R.A.L.) toute l'année 1917. En 1918, serait d'abord allé au printemps dans le secteur de Verdun (février-mars) , puis dans l'Aisne au printemps, puis dans la Somme l'été (autour de Montdidier) où il reçoit de graves brûlures au visage par un retour de flamme d'un canon de 155 ; après hospitalisation, change de régiment à son retour au front.

REJONY Séraphin né le 30 juin 1898 à Roanne. Tapissier puis plâtrier jusqu'en 1917 ; après guerre employé aux papeteries Navarre à Roanne. Interviewé chez lui, à Roanne, à l'âge de 89 ans.

Infanterie (chasseur alpin, puis chasseur à pied). Incorporé le 17 avril 1917 au 22^e B.C. Alpains d'Albertville. Longue période d'instruction en 1917. Monte au front au 3^e B.C. à Pied de Langres, dans les Vosges, vers Epinal. En 1918, aurait surtout combattu, comme mitrailleur toujours, dans la Marne (Jonchery-sur-Vesle / Sommepy / Tahure) du printemps à l'automne. Se trouve à Somme-Suippe (Marne) le jour de l'armistice.

Bon témoin, sachant raconter, en dépit de ses défaillances de mémoire concernant les lieux et les dates...

RICHARDIER Jean-Louis né le 3 août 1898 à Chevrières. Etudiant jusqu'en 1917 ; après guerre instituteur puis directeur d'école dans l'enseignement privé : Bellegarde-en-Forez, Issy l'Evêque et Digoïn (Saône-et-Loire), Saint-Paul-en-Jarez et enfin Caluire (Rhône). Retraité à Bellegarde-en-Forez où je l'ai interviewé, à la maison de retraite, à l'âge de 98 ans, le 8 juillet 1896.

Artillerie (canonnier conducteur puis téléphoniste, réparant les lignes coupées par les bombardements). Incorporé le 17 avril 1917 au 36^e R.A. de Campagne de Moulins. Ecoles à feu à Nîmes en 1917, d'octobre 1917 à la fin de l'hiver 1918 Au front au printemps 1918, dans l'Oise, à Tricot. Echappe de justesse à la capture par les Allemands en juin 1918. En Argonne, puis dans l'Aisne en été 1918, participant à la contre-offensive victorieuse des Français et de leurs Alliés. Bon témoin, sachant raconter et analyser.

RIVEL Joseph né le 4 mars 1898 à Soleymieux. Agriculteur à la ferme familiale de Soleymieux (Les Niolays) jusqu'en 1917 et après guerre. En retraite au bourg de Soleymieux. Interviewé à 89 ans.

Infanterie alpine puis à pied (chasseur alpin ; tireur d'élite de son régiment, (concours de tir parfois entre les régiments) ce qui lui procure une légitime fierté). Incorporé en avril 1917 au 13^e B.C.A. de Chambéry, monte au front dans les Vosges (vers Epinal) à l'automne 1917. Monté en renfort du 18^e B.C.A. d'Amiens décimé dans le Nord, participe aux combats de 1918 (d'avril à début octobre) dans des secteurs non précisés. Blessé au visage par éclat d'obus le 2 octobre 1918 : hospitalisation à Paris (hôpital Rotschild). Est de retour au front début novembre, en Lorraine (vers Lunéville) lorsque survient l'armistice.

Très bon témoin (bien que fâché avec les dates et, un peu moins, les lieux) sachant raconter avec beaucoup de verve. La présence de son épouse (née dans la même commune que moi, Chazelles-sur-Lavieu, au hameau de Fortunières) et de leur fille, et nos connaissances communes ont créé d'emblée une atmosphère propice.

ROCHE Roger né le 30 décembre 1898 à Louroux-de-Bouble (Allier). Valet de ferme en Allier, à Lourou puis à Montmarault, jusqu'en 1917. Venu dans la Loire après guerre, s'établit, à la suite de son mariage en 1926 avec une jeune fille de Saint-Marcellin-en-Forez, dans la ferme de ses beaux-parents. Interviewé chez lui à 90 ans.

Infanterie. Incorporé le 3 mai 1917 au 99^e R.I. de Vienne; bénéficie de six mois d'instruction (à Lyon, puis dans le Vaucluse). En zone des armées, dans la Marne, en décembre 1917 ; y reste, ainsi qu'au camp de Mourmelon, jusqu'à la mi-mai 1918. Au front début juin 1918, en Lorraine, vers Lunéville, en forêt de Parroy. Y est blessé le 3 juin 1918 par une balle lui perforant la fesse et se logeant dans l'os iliaque. Après un mois d'hospitalisation, la balle ne pouvant pas être retirée, rejoint son régiment en juillet, combat avec lui en Lorraine, puis dans les Ardennes –vers Rethel) en octobre. Bon témoin.

ROUSSET Auguste né le 7 septembre 1898 à Roanne. Compagnon vitrier avant 1917 et dans les années 20 à Roanne, puis vitrier à son compte au Coteau, avec un commerce de miroiterie, tenu par son épouse.. Interviewé dans ce magasin, repris par son fils, à l'âge de 90 ans.

Artillerie de montagne (pointeur au canon de 65). Incorporé le 16 avril 1817 au 1^{er} R.A. de Montagne de Grenoble : écoles à feu dans le Vercors le second semestre de 1917. Brève participation à la guerre en Italie, de

février à avril 1918, vers le mont Tomba, (Asiago) contre les Autrichiens. De retour en France, combat surtout dans les Vosges (Raon l'Etape, puis Saint-Dié, où il se trouve le jour de l'armistice. Bon témoin.

SAURON Antoine né le 2 septembre 1898 à Saint-Etienne. Comptable à Saint-Etienne avant et après guerre. A pris sa retraite à Saint-Etienne. Interviewé à l'âge de 90 ans, à l'Hôpital de la Charité.

Service auxiliaire (déficience pondérale). Incorporé en avril 1917 au 14^e R.A. de Campagne d'Issoire. Après ses classes, est exempté du front pour raison médicale (poids trop faible). Secrétaire du régiment à Issoire jusqu'à l'automne 1917. Nommé ensuite secrétaire dactylographe au Grand Quartier Général (à Provins, puis à Chantilly, et à Metz après l'armistice). Affecté au secrétariat particulier du maréchal Foch à Paris en 1919.

Bon témoin, sur un aspect méconnu de la guerre ; a bien conscience d'avoir eu de la chance par rapport à ses camarades envoyés au front...

SUARD Charles né le 23 mars 1898 à Torcy (Seine-et-Marne). Serrurier jusqu'en avril 1917. Après guerre exerce divers métiers, d'abord dans la région parisienne: ajusteur à Courbevoie, monteur en rotatives, monteur de clips de bijoutier, monteur de métiers à tisser ; puis de 1945 à 1963 est concierge à l'hôpital Saint-Joseph de Lyon. Retraité à Marcilly-le-Châtel, dans la Loire, puis, le grand âge venant, à la Résidence « L'Astrée » de Boën-sur-Lignon, où je l'ai interviewé à l'âge de 95 ans.

Artillerie de forteresse d'abord, puis Lourde (deux emplois : artificier et observateur « aux lueurs » des positions des batteries ennemies). Incertitude totale sur son itinéraire de guerre. En septembre 1918, dans le secteur du Chemin des dames (Aisne), contracte une hernie en aidant à remettre en position un canon de 155 dérégulé par le recul : hospitalisé à Châtellerault. Rejoint son régiment début novembre 1919, dans les Ardennes, vers Vouziers.

Très bon témoin, naturellement disert, sachant bien exprimer sensations et émotions.

VIRIEUX Joseph né le 20 septembre 1898 à La Cula, ancien nom de Génillac. Travaille avant et après guerre à la ferme familiale de La Cula (Tarévieux). Interviewé chez lui à 89 ans.

Artillerie Lourde (conducteur de chevaux, puis servant de canon de 155). Incorporé en avril 1917 au 113^e R.A.L. d'Issoire. Ecoles à feu tout le second semestre de 1917. Est envoyé de décembre 1917 à mars 1918 à Bordeaux, pour y construire à proximité (avec environ dix mille soldats, la plupart artilleurs devenus cantonniers occasionnels) un gigantesque camp militaire d'accueil pour cent mille Américains. Arrivé au front, en mars 1918, au 107^e R.A.L., en forêt de Parroy, vers Lunéville (Lorraine) : y reçoit un complément d'instruction. . Combat ensuite dans l'Oise (juin - juillet) puis en Argonne (vers Montfaucon d'Argonne, à proximité du massif du Morthomme) à l'automne 1918 : lourdes pertes du régiment, dont plusieurs batteries sont détruites par le feu ennemi. Apprend l'armistice devant Nancy. Bon témoin, ayant le sens de l'observation et de la description.

Classe 1919

(incorporée à la mi-avril 1918 ; après quatre ou cinq mois d'instruction, participe parfois aux combats de septembre à novembre 1918) :

5 témoins

(NB - seulement cinq, alors que j'aurais pu en trouver dix fois plus dans les années 1980-1990, mais j'ai donné la priorité aux classes plus âgées, ayant vraiment eu l'expérience de la guerre)

BAJARD Jean né le 10 janvier 1899 à Roisey. Agriculteur à Roisey, au hameau de Goutasson. Vu à Roisey dans l'enquête de thèse en patois (enquête collective, avec trois autres participants), à l'âge de 77 ans, en janvier 1976.

Incorporé en avril 1918 au 10^e Régiment de dragons de Montauban. Après sa période d'instruction, est affecté à l'armée d'Orient ; y arrive après l'armistice. Cantonne à Salonique, puis participe à l'occupation de la Bulgarie. Va jusqu'à Odessa, en Crimée, en 1919 ; pendant trois mois, le régiment fait du maintien de l'ordre en raison de l'agitation révolutionnaire bolchevique. Ayant été remplacé par des troupes anglaises, le régiment rentre à Salonique, puis se déplace à Constantinople, pour revenir enfin à Salonique. A séjourné en Orient 19 mois (fin 1918 – milieu de l'année 1920). Démobilisé en 1921.

Témoin intéressant pour ses vues très personnelles sur l'Orient...

BOTTON Noël né en décembre 1899 à Charlieu. Tisseur de soieries à façon à Saint-Nizier-sous-Charlieu avant et après guerre. Résistant pendant l'Occupation, et 26 ans conseiller municipal à Saint-Nizier. Interviewé à la maison de retraite de Saint-Nizier, à l'âge de 89 ans.

Marine. Engagé volontaire au début de 1918 ; soutier (manutention du charbon pour les moteurs à vapeur du navire) à bord du cuirassier « Bretagne ». En Orient (en Grèce, à Salonique) toute l'année 1918. Au début de 1919, est affecté à l'équipage du « Jean-Bart » navigant vers la Crimée. Sera indirectement mêlé à l'épisode des mutins de la Mer Noire en avril 1919, à Sébastopol, en Crimée, sur le cuirassé « Jean-Bart » au grand mât duquel, à la demande de ses camarades, il parvient non sans mal à hisser le drapeau rouge, sans avoir la moindre motivation révolutionnaire. Au retour en France, paiera cet « exploit » de 45 jours de prison militaire, sans aucun jugement, ce qu'il a ressenti toute sa vie comme une iniquité et une humiliation. Bon témoin, très sensible...

COURPIERE Adolphe : né le 27 novembre 1898 à Vollore-Montagne (Puy-de-Dôme). Agriculteur. Vu dans un entretien collectif en patois, le 20 décembre 1975 (enquête de thèse) à l'âge de 77 ans, à Vollore-Montagne, où, pendant un moment, il a raconté sa guerre sans être interrompu.

Infanterie. Son père, appartenant à la classe 1887 (la plus ancienne à être mobilisée en août 1914) fut rappelé et incorporé sous les drapeaux dès le tout début de la guerre, comme Territorial. Adolphe, le fils, après son conseil de révision de la classe 1918 passé le 4 janvier 1917, alors qu'il venait seulement d'avoir 18 ans un mois et demi auparavant, bénéficia d'un ajournement car il était affecté d'une grave déficience pondérale, comme, selon lui, la majorité de sa classe d'âge dans son village (sur 13 conscrits de Vollore, 4 seulement auraient pesé plus de 50 kg, minimum requis pour être soldat !). Ajourné donc, puis incorporé en avril 1918 (avec la classe 1919), bénéficie d'une longue instruction et s'apprête à monter (alors au dépôt du régiment à Clermont-Ferrand) au front lorsque survint l'armistice. Part le 12 novembre, non à Verdun, comme prévu, mais pour l'Italie d'où il revient en 1920, pour garder des prisonniers allemands à Sète et surveiller leurs travaux agricoles.

Bon témoin, bon patoisant, mais aurait pu s'exprimer beaucoup plus précisément et longuement s'il avait été seul.

FAUGERE Lucien né en 1899 à Balbigny. Elève de l'Ecole Normale d'Instituteurs de Montbrison jusqu'en avril 1918. Après guerre, instituteur puis directeur d'école (à Moingt, puis Montbrison) ; achève sa carrière comme professeur de mathématiques au lycée de Montbrison de 1959 à 1965. Retraite prise à Moingt.

Artillerie de Campagne (brigadier puis aspirant ; lieutenant en 1921 lors de l'occupation de la Ruhr et capitaine en 1939 ; participe aux combats de mai-juin 1940 ; prisonnier en Allemagne de juin 1940 à août 1941). Pour la Grande Guerre : incorporé le 17 avril 1918. Suit le peloton d'élèves sous-officiers au GIAC (Groupe d'Instruction d'Artillerie de Campagne) du 20 juin au 25 septembre 1918 : nommé brigadier. Bénéficie d'une permission agricole de 20 jours pour vendanges à la ferme familiale. Arrive au front fin octobre dans le secteur de Verdun (Cote 3004, bois des Caures) et participe aux ultimes bombardements de la guerre.

Document : cahier de souvenirs (42 pages pour son itinéraire de 1918-1919, portant surtout sur la période d'Occupation en Allemagne) remis par son auteur (pour photocopie) qui m'a déclaré que tout ce qu'il aurait pu me dire s'y trouvait...

MONSCHEIN Albert né le 21 juillet 1899 à Grasse (Alpes-Maritimes). Père décédé en 1904, quand il avait 5 ans (était cuisinier sur un paquebot) ; mère commerçante à Grasse. Etudie avant guerre en vue de devenir instituteur ; change de voie après guerre et devient employé puis chef de service à l'usine Mimard de Saint-Etienne, puis à Manufrance, tout en fondant et en dirigeant à Saint-Etienne une petite usine sous-traitante de productions métalliques légères. Retraité à Saint-Etienne.

Artillerie de Campagne. Engagé volontaire en janvier 1918 (3 mois avant la date d'appel de la classe 1918) ; au front le 19 avril 1918, comme conducteur de chevaux tractant les caissons de munitions, dans la Marne (à Sézanne). Puis l'avancée allemande décide l'armée à replier les très jeunes soldats à Nemours (Loiret). Retour au front le 29 août 1918, au nord de Châlons-sur-Marne. Blessé au genou le 6 septembre en conduisant un convoi : hospitalisé à Troyes, puis à Toulouse (armistice), puis à Nice. Bon témoin.

N.B. **Pierre MOLLON**, de Feurs, bien que né le 7 novembre 1899, n'appartient pas à la classe 1919, mais bien à la classe 1918, car il s'est engagé à l'âge de 18 ans.

Je suis profondément désolé de ne pouvoir inclure dans cette liste de 187 témoins **deux autres Poilus** que j'ai pourtant vus, et qui se trouvent exclus pour deux raisons très différentes

- un a été vu au cours de mon enquête principale, au cours d'un entretien très bref quasi vide de contenu par défaillance totale de mémoire du témoin : **Fleury JACQUEMOND** né le 8 juin 1889 à Saint-Priest-en-Jarez, métallurgiste à Saint-Etienne, vu à la Maison de Retraite départementale de Saint-Rambert (j'étais venu interviewer un autre Poilu, et celui-ci m'avait été signalé sur place par la directrice de la maison de retraite)
- un a été interviewé pendant 1h 30 environ (bon témoin, vif d'esprit) à la maison de retraite de Feurs, juste après Louis GUILLAUME, le 28 août 1987 : **Jean-Marie GUILLERMIN** (classe 17, donc âgé de 90 ans), agriculteur à Villechenève (Rhône), le 52^e Poilu vu. Malheureusement, un incident technique s'était produit, et je ne m'en suis aperçu que neuf ans plus tard (le 12 oct. 1996) quand j'ai voulu transcrire son enregistrement : la bande magnétique était restée vierge, et le magnétophone avait tourné sans rien enregistrer, alors que l'aiguille du vu-mètre oscillait, ce qui était rassurant. Il était trop tard pour réinterviewer ce bon témoin, mort entre temps. C'est une de mes plus grandes déceptions, (d'autant plus que le témoignage était bon) et je présente toutes mes excuses à sa famille pour cette bévue technique, que j'aurais pu éviter si j'avais été plus minutieux, en revérifiant plusieurs fois sur place la qualité du son, en début d'enregistrement. C'est le seul incident très grave qui s'est/se soit (les deux sont corrects) produit au cours de mes 160 entretiens enregistrés...

Bilan des critères retenus

- **la classe.** Les classes antérieures à 1910, de la classe 95 (39 ans en 1914) à la classe 09 (25 ans en 14) ne sont représentées que par quelques témoins : 18 en tout pour 15 classes, la classe 08 émergeant avec 4 témoins, ce qui laisse plusieurs années non représentées. Mais cette relative rareté par rapport à l'ensemble du point de vue d'adultes installés dans la vie, voire d'hommes mûrs, est partiellement compensée par le volume des documents que certains d'entre eux ont laissés : les 18 carnets de guerre de François Baizet (classe 97), les 107 lettres d'Eugène Reymondon (classe 98), l'énorme correspondance de 692 lettres et cartes de Joseph Devaux (classe 99) adressées à son épouse. En revanche, à partir de 1910, chaque classe à partir de 1910 à 1918 a au moins 10 représentants, sauf la classe 12 qui n'en a que 8. Les plus représentées sont la classe 16 (33 témoins) et la classe 18 (31 témoins). Il semble que ce soit le hasard lié à ma recherche aléatoire de témoins qui ait abouti à ce que la classe 17 (avec 19 témoins) soit relativement sous-représentée par rapport aux deux classes qui l'encadrent, à moins qu'il ne faille y voir un effet d'une mortalité excédentaire qui aurait frappé la classe incorporée la plus jeune, début janvier 1916, à guère plus de 18 ans, sauf pour les natifs du début de l'année. Quant à la classe 19 (5 témoins), incorporée en avril, mais bénéficiant d'une longue instruction, je l'avais exclue de ma recherche en raison de la durée minimale – quelques mois de septembre à novembre 1918, voire pas du tout – de participation à la guerre.

64 de ces témoins (de la classe 95 à la classe 13) ont connu les premiers mois de guerre, vite rejoints en novembre 14, pour la plupart, par les conscrits de la classe 14 incorporés début septembre et qui ne bénéficieront que de deux mois d'instruction. Mais être présent dès la mobilisation ne signifie pas que l'on a plus d'années de combats que les classes postérieures ; les tout premiers mois de guerre ont été fort meurtriers ; cinq des témoins de cette liste ne dépasseront pas septembre 14, un étant déjà tué et quatre autres - leur identité sera précisée à la rubrique blessures - ayant reçu une blessure si grave qu'elle leur vaudra une réforme définitive après une longue période d'hospitalisation.

- **la date et le lieu de naissance.** Peu de chose à dire concernant la date de naissance qui ne soit pas une redite des remarques faites pour la classe, si ce n'est qu'une classe englobe des conscrits pouvant avoir pratiquement un an de différence, entre ceux nés début janvier et ceux nés fin décembre. Si cela importe moins à 21 ans, âge normal d'incorporation au service militaire jusqu'à la classe 13 incorporée l'année de ses 20 ans, à la fin novembre 1913, il n'en est pas de même lorsque, pour combler les pertes considérables occasionnées en début de guerre, l'envoi sous les drapeaux fera appel à des conscrits toujours plus jeunes : ce sont de grands adolescents qui seront recrutés ; le jeune homme né en décembre 1897 incorporé début janvier 1916 vient juste d'avoir ses 18 ans. Cela se traduit à l'extrême, au conseil de révision, par des cas d'ajournement pour insuffisance pondérale (moins de 50 kg) ou d'affectation dans le service auxiliaire

Concernant le département de naissance, il apparaît que 44 témoins sur 187 ne sont pas nés dans la Loire, épicerie de l'enquête ; 34 sont nés dans des départements limitrophes, que voici par ordre décroissant : Allier (11), Haute-Loire et Saône-et-Loire (6 chacun), Puy-de-Dôme (5), Rhône (3), Ardèche (2), Isère (1) ; un autre est né dans l'Ain, non limitrophe mais bien proche. Les 8 restants sont quasi essaimés sur tout le territoire national, un par département : Côtes-du-Nord, Orne, Seine, Seine-et-Marne, Cher, Gironde, Gard, Alpes-Maritimes. Ce sont les hasards de la vie qui ont conduit dans la Loire la plupart de ces hommes ; sur les 160 interviewés, seule une quinzaine l'a été en dehors de la Loire. Cet ouvrage représente donc essentiellement les témoignages de Poilus de l'est du Massif Central. Sont-ils représentatifs de l'ensemble des combattants français de la Grande Guerre ? Seule une étude comparative avec d'autres régions françaises pourrait le déterminer, mais il n'est plus temps de la faire...

Concernant la répartition des témoins dans le département de la Loire, elle est assez homogène, mais la ville de Saint-Etienne est nettement sous-représentée, eu égard à son importance (plus du quart) dans la population totale de la Loire. Cela a tenu à l'impossibilité de me faire communiquer la liste des Poilus stéphanois par les autorités administratives et à la nature des relations sociales dans une grande ville où les gens se connaissent moins ; alors qu'à la campagne ou dans des petites villes un Poilu interviewé se montrait capable de me fournir le nom de plusieurs autres poilus du canton ou de l'agglomération, cela n'a pas été le cas à Saint-Etienne, les liens de solidarité entre combattants par le biais des associations s'étant distendus pour ces nonagénaires interviewés principalement à la fin des années 80.

- **Les professions** des témoins font apparaître une très grande diversité : pas moins de 71 métiers sont représentés – et ceci sans entrer dans les variantes du métier d'ouvrier métallurgiste : tourneur, fraiseur, ajusteur, aléseur, affûteur, raboteur...- ; cette diversité se conjugue paradoxalement avec la domination écrasante d'une des professions, celle d'agriculteur (55 avant leur départ à la guerre, 44 après guerre comme métier définitif). Le métier d'agriculteur est parfois associé à une activité fournissant un revenu complémentaire : vigneron, tisseur, serrurier, forgeron, sabotier, cafetier. Cette domination de la profession d'agriculteur, dépassant un quart des témoins au moment de l'incorporation, et avoisinant ce quart après guerre, peut s'expliquer par un faisceau de causes très diverses : nature

très rurale du département de la Loire au début du XX^e siècle et encore maintenant en dehors de son agglomération principale, Saint-Etienne, prolongée par les vallées de l'Ondaine (La Ricamarie, le Chambon-Feugerolles, Firminy) et du Gier (Saint-Chamond, Rive-de-Gier), plus grande facilité à obtenir, par le bouche à oreille, le noms de Poilus à la campagne qu'à la ville, longévité plus grande des agriculteurs par rapport aux gens ayant eu des métiers manuels industriels plus exposés aux risques de mortalité. Ma propre origine rurale de fils d'agriculteur m'a rendu plus facile la collecte des témoignages dans mon canton d'origine, celui de Saint-Jean Soleymieux (je suis né dans la commune de Chazelles-sur-Lavieu, au hameau de Chatelville) et dans les cantons avoisinants. Mais cette domination du métier de paysan apparaît aussi pour les témoins que je n'ai pu rencontrer ni solliciter, puisqu'ils étaient morts, pour lesquels seuls des documents me sont parvenus, transmis par les familles qui avaient lu mon appel dans divers journaux : 10 sont agriculteurs sur 31. On peut regretter que la population ouvrière forézienne ne soit pas davantage représentée : 12 métallurgistes et 3 contremaîtres en usine, 3 mineurs et 4 autres mineurs montés en grade (2 agents de maîtrise, 2 conducteurs de locomotives aux Houillères de la Loire). Mais les appels à témoins parus dans la presse ne m'ont pas permis d'en recruter davantage. Il reste à se poser une question : une moindre représentation rurale et une plus grande représentation ouvrière auraient-elles modifié l'image globale de l'expérience de guerre transmise par ces témoignages ? Ce qui renvoie à une question de fond sur laquelle il est prématuré de se prononcer : y a-t-il, à niveau social comparable, une façon rurale et une façon citadine de vivre et de penser la guerre ?

Pour l'anecdote, notons que certaines des professions exercées fleurent bon le passé : chauffeur de maître, tisseur et passementier à domicile ou gareur en fabrique reflétant l'importance du tissage de la soierie et des rubans dans le département jusqu'à la crise des années 30, fumiste (fabricant de poêles et de fourneaux), chiffonnier appelé « *patère* » ou « *pati* » en français local, collectant chiffons et peaux de lapins, tailleur à domicile, sabotier, et même cordonnier occupé autant à la fabrication sur mesure des chaussures qu'à leur ressemelage...

Les professions intellectuelles sont peu représentées : un homme politique éminent devenu Président du Conseil (Antoine Pinay), un ex-élève d'H.E.C. promu chef de service commercial, un notaire, deux prêtres, un ex-séminariste à Saint-Sulpice devenu responsable de service bancaire, quatre enseignants, deux inspecteurs des Postes, un percepteur terminant sa carrière comme inspecteur central du Trésor. Mais, on le verra, cela n'exclut pas que des vues profondes et souvent bien exprimées se retrouvent dans des témoignages écrits ou oraux de gens à métiers modestes, notamment des agriculteurs.

- **Le type d'arme** dans lequel ces soldats ont été incorporés permet de dénombrer par ordre décroissant : l'infanterie qui occupe massivement (123) la première place¹¹, quatre fois plus représentée que l'artillerie (32) ; 7 autres témoins ont connu successivement ces deux armes, en général à la suite d'une décision du conseil de réforme constatant, à la suite d'une blessure grave, l'inaptitude à rester dans l'infanterie. Les autres armes sont extrêmement minoritaires : 4 dans le génie, 4 dans la marine (mais le Massif Central est loin de la mer !), 3 dans les chars, 2 dans l'aviation, non comme pilote mais un comme mécanicien et l'autre comme sergent venant de l'infanterie chargé d'encadrer une section récupérant sur le terrain les appareils endommagés, 1 dans le train des équipages. Quant au service auxiliaire, il a mobilisé 7 témoins. L'évolution technique de la guerre a pesé sur cette répartition : une affectation dans les chars ne peut concerner que la fin de 1917 et 1918. Mais la répartition d'affectation en infanterie ou artillerie reflète aussi l'évolution vers une guerre où l'artillerie prend une place de plus en plus importante après la relative pénurie en canons –surtout de gros calibre- de l'armée française du début de la guerre : si les classes 14 et 15, dans notre liste de témoins, sont affectées dans la proportion de 88% dans l'infanterie et 12% dans l'artillerie, la classe 18, en revanche, l'est dans l'incroyable équilibre 50% - 50% ; il n'est pas raisonnable de considérer cet équilibre comme représentatif de l'affectation générale de la classe 18 en France, l'infanterie ayant toujours eu des effectifs beaucoup plus nombreux que l'artillerie.
- La revue du **grade militaire** des 188 témoins fait apparaître une énorme majorité de « sans grade », simples soldats de 2^{ème} ou 1^{ère} classe : 152 soit 80% et ce particulièrement dans les classes les plus jeunes. En effet, les classes 16 – 17 – 18 19 ne comptent que 3 gradés¹², même modestes, sur un effectif total de 87 témoins, soit un pourcentage de simples soldats s'élevant à 96,5% ! On comprend aisément que les « anciens » en raison de leur âge un peu plus avancé, de leur expérience de la guerre, de la période d'observation plus longue laissée aux officiers pour repérer leurs mérites et les sortir du rang (à condition qu'ils l'acceptent, ce qui n'est pas toujours le cas), se retrouvent plus souvent caporaux, sergents, ou au-delà, que les jeunes, sauf si ceux-ci sont diplômés et compétents. Les grades relevés sont ceux atteints au cours de la guerre de 1914-1918 et non au cours d'une carrière militaire ultérieure en

¹¹ Notre éventail de témoins offrant une forte proportion de ruraux, il n'est pas étonnant de les retrouver massivement dans l'infanterie. Etudiant plus spécifiquement les classes 1907 et 1914, l'historien forézien **Henri Gerest** dans *Les Populations rurales du Montbrisonnais et la Grande Guerre* (édition du Centre d'Etudes Foréziennes, 1975) remarque à propos des ruraux du bureau de recrutement de Montbrison : « Plus des trois quarts sont versés dans des régiments d'infanterie, d'infanterie coloniale, dans des bataillons de chasseurs, voire dans les zouaves » (p. 114)

¹² Ces trois gradés sont pour la classe 16 un sergent fourrier (**X** : le seul témoin ayant réclamé l'anonymat) ; pour la classe 18 un maréchal des logis, **Jean-Baptiste Biosset**, de Renaison, engagé volontaire en décembre 1917, cinq mois avant sa classe ; pour la classe 19 un aspirant (devenu capitaine en 1939) **Lucien Faugère**, né à Balbigny mais ayant vécu à Montbrison ; **X** (journaliste) et **Lucien Faugère** (instituteur devenu professeur) ont tous deux achevé leurs études secondaires, ce qui facilite la montée en grade.

temps de paix ou au cours du début de la seconde guerre mondiale (la « drôle de guerre » de septembre 39 à mai 40, et les combats de mai-juin 40). Il va sans dire que cette distinction n'est pas exempte d'ambiguïté : si le témoin est interviewé dans les années 80, c'est avec la psychologie afférente à son grade le plus élevé qu'il répond à mes questions sur la guerre de 14, et non avec son grade de 1918. Mais ces cas de carrière militaire ultérieure sont hyper-minoritaires : quatre...

Cette liste de 187 témoins comporte 8 caporaux, 15 sergents¹³, 5 adjudants, 1 aspirant¹⁴, 1 sous-lieutenant¹⁵, 1 lieutenant¹⁶ et 1 capitaine¹⁷. Tous sont sortis du rang. On verra ultérieurement comment le fait de détenir un grade, surtout si l'on est officier, engendre nécessairement une vision différente de ses responsabilités, de la discipline militaire, de la relation avec la troupe et avec les gradés de rangs supérieurs, souvent issus de la caste militaire. Le fait d'être sorti du rang et de vivre avec les hommes les dangers quotidiens de la tranchée crée une solidarité inaliénable... Il n'y a eu de ma part aucune volonté délibérée d'écarter des officiers de plus haut rang, militaires de carrière : aucun n'a répondu aux appels lancés dans la presse, qui n'ont peut-être été lus par aucun d'entre eux !

- La participation à la **guerre à l'étranger** a été le fait d'une infime minorité de soldats : 16. 10 ont participé sur une période plus ou moins longue à la guerre d'Orient : 2 à l'expédition des Dardanelles à partir d'avril 1915, et 8 aux combats en Macédoine et en Serbie en 1917-1918 en ayant comme base de repli le camp retranché de Salonique où arrivaient les navires (il faudrait rajouter à ces 10 les 4 marins croisant en Méditerranée). 6 ont participé à la guerre en Italie après la déroute italienne de Caporetto contre l'Autriche de fin octobre 1917, poussant les Alliés à soutenir l'armée italienne par un corps expéditionnaire ; ces soldats sont restés en Italie, sauf une exception, de novembre 1917 au printemps 1918, leurs régiments étant alors rapatriés pour faire face aux grandes offensives de printemps de l'armée allemande.
- **La captivité** a été une expérience vécue par 17 témoins aussi sur des durées extrêmement variables allant de la quasi totalité de la durée de la guerre (capture dans les deux ou trois premiers mois) aux quelques mois séparant les offensives allemandes du printemps 1918, dont les avancées rapides ont surpris plus d'un régiment français, de décembre 18, l'armistice n'ayant pas déclenché aussitôt le rapatriement des prisonniers. Sur ces 17 soldats, 2 capturés à la fin de la guerre ont vécu la captivité dans les Ardennes, en France occupée par les troupes allemandes, employés à démonter des machines et des installations métalliques envoyées ensuite à la fonte en Allemagne.

La captivité en 1914 – 1918 est très différente de celle de 1940 – 45 car elle ne touche qu'une petite minorité de soldats : environ 560 000 sur plus de 8 millions de combattants français ayant participé à la Grande Guerre et non la grande majorité de l'armée française. Elle constitue, malgré les souffrances physiques (les mauvais traitements et surtout la famine dans les camps¹⁸) et morales (la coupure avec son pays et sa famille) communes aux deux guerres, une situation somme toute relativement privilégiée par rapport à celle des combattants risquant chaque jour de présence au front la blessure ou la mort. Mais la mort en captivité a touché un de ces 17 prisonniers : le caporal **Augustin Denis** (cl. 10), de Roanne, fait prisonnier le 1er avril 1918 et mort vraisemblablement à la fin d'octobre 1918, puisque son journal de captivité de 31 pages (transmis par son neveu Louis Denis) s'arrête brutalement le 13 octobre 1918...

Augustin Denis est un des cinq soldats morts à la guerre apparaissant dans cette liste de 187 témoins. Les quatre autres sont d'abord trois morts au combat : le caporal **Frédéric Faure** (cl. 10) du Chambon-Feugerolles, porté disparu le 25 novembre 1914 dans la Somme et présumé mort à cette date, le sergent **Jean Genestier** (cl. 12) de Saint-Anthème tué en Alsace le 7 janvier 1916, et le sous-lieutenant **Joseph Devaux** (cl. 99) de Belmont-de-la-Loire, mourant cinq jours avant l'armistice de ses blessures reçues dans les Ardennes, à la bataille de Bagnogne-Recouvrance. Le dernier mort est un fusillé inséparable de ces cinq camarades d'infortune – bien que la conservation d'une correspondance depuis la mobilisation nous permette de l'individualiser davantage - : **Jean Blanchard** (cl. 99) d'Ambierle, condamné à mort après un conseil de guerre inique et passé par les armes avec ses compagnons le 4 décembre 1914 à Vingré, village à l'ouest de Soissons ; le drame des six Martyrs de Vingré, que nous analyserons, constitue un des actes de déshonneur de l'armée française, qui n'a pas été lavé par la réhabilitation solennelle des victimes prononcée par la Cour de Cassation en janvier 1921. Dans le cas du fusillé Jean Blanchard comme des soldats morts au combat, ce sont des lettres à leurs proches, pieusement conservées par leurs familles respectives, qui

¹³ Un d'entre eux, le sergent Jean Giraudon (cl.11), né à Saint-Etienne mais ayant passé sa retraite à Bourg-Argental, a poursuivi une carrière militaire jusqu'en 1928 –terminée comme adjudant-chef – et est devenu lieutenant de réserve en 1935

¹⁴ L'aspirant Lucien Faugère (cl 19) né à Balbigny, résidant à Montbrison, nommé capitaine en 39

¹⁵ Le sous-lieutenant Joseph Devaux (cl. 99), né à Belmont, travaillant à Annonay en 1914, mort de la suite de ses blessures le 6 novembre 1918

¹⁶ Le lieutenant Etienne Becouse (cl. 13), né à Lyon, résidant à Saint-Nizier-sous-Charlieu depuis 1940, devenu capitaine en 39, auteur du récit dactylographié « *Souvenirs de guerre du capitaine B.* »

¹⁷ Le capitaine Jean-François Ollier (cl. militaire 13 par engagement anticipé, bien que né en 1914), devenu commandant de réserve en 1935, et représentant donc l'officier le plus gradé parmi ma liste de témoins, en même temps qu'un ami pendant ses dernières années de vie, à partir de nos entretiens de Pâques 1988...

¹⁸ Selon **Jean Jacques Becker**, 520 579 prisonniers rentrent d'Allemagne, au plus tard en janvier 1919, « *mais 40 000 autres y étaient morts* » (dans « La Première Guerre mondiale », éd. Le Monde de..., Paris 1985, p.150)

permettent de les évoquer. Il va sans dire que mon étude, se fondant principalement sur des témoignages oraux (160) recueillis entre 1974 et 2005, n'a jamais prétendu représenter proportionnellement les combattants qui n'ont jamais vu l'armistice. Mais, sur le plan du symbole, ces victimes nommées représenteront un peu les 1 350 000 victimes de plus en plus oubliées de la Grande Guerre.

- **Les blessures.** Peut-on avoir fait la guerre de 1914 – 1918, ne serait-ce que sur une partie de sa durée, sans avoir été blessé au moins une fois ? A priori, le fait paraît inenvisageable tant l'horreur des duels d'artillerie écrasant les positions et des attaques où les corps étaient livrés à la redoutable efficacité des mitrailleuses paraît interdire toute possibilité d'y échapper. La simple formulation de l'idée peut même paraître scandaleuse, comme si elle portait atteinte à l'admiration et au respect voués aux Poilus. Et pourtant la réalité statistique des chiffres nationaux¹⁹ comme la modeste revue des sorts individuels de ces 187 témoins montre qu'on a pu faire la guerre de 14 sans être blessé, mais de manière très inégale selon l'arme dans laquelle on était engagé, et bien sûr selon la durée de sa présence au front, et selon l'intensité meurtrière des combats se livrant dans tel ou tel secteur du front. Ne pas être tué ou blessé à Verdun pendant la grande bataille, entre fin février et décembre 1916, relève d'une chance incomparable, même (ce qui est le cas le plus fréquent) si on n'y a fait qu'un séjour de quelques semaines ; une erreur des plus communes dans le public consiste à croire que son ancêtre « *a fait tout Verdun* » et que les soldats étaient sans arrêt en première ligne, ce qui méconnaît la rotation première ligne – deuxième ligne – troisième ligne / petit repos – parfois grand repos d'un mois sans laquelle aucun régiment n'aurait pu tenir. A titre d'exemple, les Chasseurs Alpains retrouvaient assez souvent en hiver un « *secteur tranquille des Vosges* », comme l'indiquent les correspondances, qui pouvait à l'occasion redevenir meurtrier si l'entente relative entre les régiments ennemis venait à cesser pour une raison quelconque.

Sur les 187 témoins recensés, 41 n'ont pas eu de blessure répertoriée sur leur livret militaire (sauf erreur) ou de maladie entraînant évacuation et hospitalisation : 12 dans l'infanterie (sur 121) soit 10%, 9 dans l'artillerie (sur 32 n'ayant connu que l'artillerie) soit 28%, ce qui confirme un jugement bien ancré chez les fantassins sur lequel nous reviendrons : l'artilleur est moins exposé que le fantassin, ne serait-ce qu'en raison de la distance de quelques kilomètres qui le sépare de l'ennemi (distance variable selon la portée des canons appartenant à l'artillerie de campagne, avec le 75, ou à l'artillerie lourde) et de la possibilité de disposer d'abris plus solides, plus enterrés²⁰. 6 non blessés figurent parmi les 17 prisonniers, auparavant fantassins ou artilleurs, ce qui ne permet pas d'établir un pourcentage fiable ; mais être prisonnier en Allemagne pendant la majeure partie de la guerre préservait relativement en effet de la blessure et de la maladie. Les 4 soldats ayant servi dans la marine n'ont pas été blessés, car leurs navires ont échappé aux torpilles ennemies. On ne s'étonnera que les 4 autres ayant été versés dans le service auxiliaire –garde de voies ferrées, secrétariat, comptabilité- n'aient pas eu à verser leur sang... Les autres qui ont échappé à la blessure et à la maladie sont deux sapeurs du génie et un brancardier (alors que ces deux activités étaient exposées au danger), un mécanicien d'aviation, un soldat du train des équipages et un cordonnier resté au dépôt. Les emplois protégés du danger ne manquaient pas de susciter chez les combattants du front le qualificatif infamant d' « *embusqués* », c'est-à-dire de « *planqués* ». Une forme d' « *embusquage* » était aussi la « mobilisation en usine » dont pouvaient éventuellement bénéficier certains métallurgistes ; mais la loi Mourier votée en 1917 s'est efforcée de débusquer les embusqués...

Cette présentation qui n'a pas été si brève que je ne souhaitais : j'ai dû remanier la première version, trop brève (ce qui a contribué à en doubler la longueur !) qui s'avérait manifestement injuste, car elle excluait l'itinéraire de

¹⁹ Dans le même ouvrage de **Jean-Jacques Becker** (p. 158), qui évalue « seulement » à 1 300 000 morts les pertes totales françaises (au lieu des 1 350 000 ou 1 400 000 habituellement cités), il est précisé à propos du nombre de blessés : « *Aux morts se sont ajoutés les blessés, 2 800 000, qui ont pu l'être une ou plusieurs fois, pour l'armée française. Au 1^{er} avril 1919, on dénombrait en France 300 000 mutilés et deux millions d'hommes souffraient d'une invalidité d'au moins 10%* ». On ne peut s'empêcher de penser, en lisant ces chiffres « ronds », arrondis à la centaine de milliers, que la vie d'un homme ne compte guère dans les statistiques militaires... Mais 2 800 000 blessés, c'est plus d'un tiers des combattants de la Grande Guerre, attendu aussi que des blessures de gravité minimale ou presque moyenne n'étaient pas comptabilisées, car le soldat n'était pas hospitalisé.

²⁰ Sur ce déséquilibre quant aux risques de blessures et de morts entre fantassins et artilleurs, on peut se référer à une note figurant dans le bel ouvrage épistolaire du fantassin **Etienne Tanty** (1890-1970), né à Versailles, d'un père professeur au lycée Hoche, étudiant brillant admissible à Normale Sup Ulm, devenu professeur de Lettres classiques, enseignant après guerre successivement à Saint-Claude, au Puy-en-Velay, au Mans, puis de 1936 à 1955 à Saint-Germain-en-Laye : « *Les violettes des tranchées* » - *Lettres d'un Poilu qui n'aimait pas la guerre* » édité en 2002 par France-Bleu et les Editions Italiques . Tanty affirme dans sa lettre du 25 octobre 1914 à ses parents et à ses deux sœurs : « *Car si l'infanterie est l'arme la plus agréable en temps de paix, c'est la plus pénible et la plus ravagée en temps de guerre, et les pertes des autres armes ne lui sont pas comparables* ». La note 1 de cette page 114 chiffre cette différence : « *Au début de la guerre, l'infanterie a été, toutes proportions gardées, sept fois plus éprouvée que l'artillerie. Pertes éprouvées par la troupe en fin de campagne : infanterie 23%, artillerie 6%. (Général Percin, « Massacre de notre infanterie, annexe pp. 214-215).* Sept fois plus de morts fantassins qu'artilleurs en début de guerre (où le casque n'existe pas, et où la guerre de mouvement fait rage), quatre fois plus au bilan total de fin de guerre, c'est considérable, et cela alimentera bien des rancœurs, comme nous le verrons, ainsi qu'une prédisposition des engagés à choisir l'artillerie...

guerre (afin de ne pas faire double emploi avec le dernier chapitre de l'ouvrage présentant la biographie détaillée des témoins) que pour ne retenir que les blessures, ce qui faisait apparaître, paradoxalement, de « jeunes » soldats de la classe 1918, n'ayant, pour la plupart, vraiment combattu que six ou sept mois (de fin mars, date du lancement de la grande offensive allemande du printemps à l'armistice) et ayant eu deux blessures par exemple, comme plus valeureux que leurs aînés ayant fait la totalité de la guerre, soit plus de quatre ans, mais ayant eu la chance de ne jamais être blessé ! Un comble ! Il a fallu remédier à cette injustice.

Par ailleurs, l'inclusion de la précision de l'âge du témoin au moment de l'enquête orale m'a paru indispensable pour faire prendre au lecteur que ce sont, pour la grande majorité, des nonagénaires qui parlent, et qui s'expriment, sauf exception, avec une grande vivacité d'esprit et de propos, même si la mémoire n'est plus toujours conservée des dates et des lieux, sur plusieurs années de guerre, où l'on changeait souvent de secteur, surtout pour l'infanterie (car l'artillerie, avec la lourdeur de ses canons, tractés par des chevaux, dans des fondrières ou dans un terrain ravagé par des tranchées ou des trous d'obus, se déplace bien moins facilement !).

Quant au jugement sur la qualité du témoignage, il n'a été donné que s'il était positif, pour préserver la susceptibilité de certaines familles qui pourraient être affectées par un jugement négatif porté sur leur vétéran de la Grande Guerre. Mais si tous ont souffert, tous les témoignages objectivement ne se valent pas : les uns ont été arrachés par bribes, par le forceps de mes questions, de sorte que la transcription fait autant apparaître mes interventions que le témoignage, voire plus ; les autres, à l'autre extrémité, se développent longuement, à partir d'une question initiale, et le souvenir s'amplifie, se précise, s'enrichit de l'évocation de circonstances annexes, mais utiles, et cela fournit deux ou trois pages de transcription sans presque aucune intervention de ma part (parfois six ou sept, le cas le plus spectaculaire étant le témoignage sur l'horreur du lance-flammes superbement décrite par **Léopold Bayle**, au chap. 28B). La plupart des témoignages enregistrés ont duré entre une heure et une heure et demie ; mais certains ont largement atteint deux heures, voire trois, voire quatre, voire plus si l'on s'y prenait en deux fois, (surtout si un document écrit m'avait été remis par le témoin, - cas d'**Amand Beyron**, d'**Etienne Becouse** ou de **Lucien Faugère**, par exemple - et que je revienne pour le rendre après l'avoir lu et photocopié, et que j'interroge à nouveau le témoin pour préciser des points nouveaux apparus à la lecture) voire trois fois à quelques jours de distances, Le maximum a été atteint, comme, je l'ai expliqué avec **Jean-Claude Lafay** de La Tuilière, **Jean-Louis Monier** de Marols, et surtout **Jean-François Ollier**, de Saint-Etienne, tous trois devenus des amis, (malgré un bon demi-siècle de différence d'âge entre nous !) avec de nombreux entretiens, étendus sur plusieurs années, alors qu'ils avaient dépassé 90 ans, voire cent pour **J.Cl. Lafay**...

Il te reste maintenant, cher lecteur ou lectrice, (« *mon semblable, mon frère* » aurait dit **Baudelaire**, et ma soeur aussi, bien que je sois fils unique, on a vu pourquoi...) à entrer dans l'infinie richesse de ces témoignages, qui seront présentés selon un ordre chronologique, de 1914 à 1919, avec évidemment des chapitres traitant les faits éminents de la Grande Guerre, ses longues et célèbres batailles, qu'elle soit des victoires chèrement payées en vies humaines (la Marne en septembre 1914, Verdun dans toute l'année 1916), des semi-victoires semi-défaites (la Somme dans le second semestre 1916) ou des défaites mémorables (le Chemin des Dames en avril-mai 1917). Mais la chronologie s'interrompra pour présenter des chapitres thématiques, comme la vie à l'arrière des civils (et notamment des femmes), les rapports des soldats avec les officiers, ou avec les femmes, le rôle de la politique et de la religion, les prisonniers en Allemagne, etc.. Ou bien ces chapitres (chapitre Guérir) exploreront le trajet des grands blessés de la blessure reçue à l'opération, à l'hospitalisation, à la guérison...ou à la mort, au retour au front ou à la réforme définitive. Et au centre de cet ouvrage (chap. XX) le chapitre le plus profond, le plus crucial, posant le dilemme fondamental de tout soldat : mourir ou tuer ! Disparaître à jamais (parfois décheté au point d'être immédiatement mêlé à la terre !) en laissant tous les siens, dont souvent des enfants chéris en bas âge, dont on ne pourra plus assurer l'avenir, ses chers parents, sa fiancée ou son épouse aimée, ou devenir un meurtrier légal dûment décoré et cité s'il est efficace dans le meurtre, tuant des ennemis qui, dans le fond, ne voulaient pas plus la guerre que vous-même, en foulant aux pieds vos principes moraux et/ou religieux... Heureux sont ceux qui n'ont pas eu à vivre ce dilemme !

Chapitre 1

Avant août 1914 :
Les signes précurseurs de la guerre

Chap. 1 – Avant août 1914 : les signes précurseurs de la guerre

« Les gens de ma génération savaient, avaient l'impression qu'un beau jour il faudrait se battre pour récupérer l'Alsace et la Lorraine. » - **Antoine Pinay**, classe 1911, Saint-Chamond

« Il y avait un patriotisme formidable à ce moment-là. On nous apprenait à l'école la défaite de 70 avec la perte de l'Alsace et de la Lorraine. On lisait le livre qui s'appelait « Le Tour de France par deux enfants », je sais pas si vous l'avez connu, ce livre... On était élevé dans un esprit de revanche » - **Jean-Baptiste Biosset**, classe 1918, Renaison

« Monsieur, dans la classe où j'étais, qui préparait au certificat d'études, y avait des fusils en bois ! On nous faisait faire un peu d'exercice avec des fusils en bois, et y avait une culasse qui marchait ! Alors, on pensait bien à quelque chose ! » – **René Villemagne**, classe 1915, de Chazelles-sur-Lyon, puis Saint-Etienne

« L'année avant, en 1913, j'avais fait une période à Clermont. A la fin de la période, le capitaine nous a dit : « Mes enfants, on se retrouvera ; on sait pas la date, mais bientôt. Y a des murmures de guerre. ». – **Antoine Mounioloux**, classe 1908, Saint-Romain-les-Atheux

La guerre de 1914-1918 était-elle prévisible ? Il est facile de répondre oui a posteriori, en récapitulant tous les faits lointains (la défaite de 1870 et le besoin de Revanche qu'elle a engendré, avec la malheureuse perte de l'Alsace-Lorraine et la dette de guerre qui saigna les finances françaises, la rivalité économique franco-allemande au tournant du siècle), les faits plus proches avec la crise de 1905 où Guillaume II, faisant débarquer ses troupes à Tanger, se posa comme le défenseur de l'indépendance du Maroc, crise reprise en 1911 où l'Allemagne obtint la cession d'une partie du Congo en l'échange de la reconnaissance de l'établissement de la France au Maroc, ou faits très récents, avec comme conclusion provisoire des deux guerres balkaniques de 1912-1913 concrétisant la division de l'Europe en deux blocs antagonistes, l'assassinat à Sarajevo, le 28 juin 1914, du couple héritier de la couronne d'Autriche, l'archiduc François Ferdinand et son épouse. Cependant, il semble bien que la guerre, tant de fois annoncée par la presse, beaucoup plus lue dans les milieux populaires qu'on ne le croit généralement, le plus souvent sous la forme d'un hebdomadaire local ou micro-régional récapitulant les nouvelles de la semaine, ait surpris la plupart de nos témoins. Ils ne diffèrent pas en cela de la grande majorité des Français, car comme l'écrit **Jean-Jacques Becker** dans *1914 – Comment les Français sont entrés dans la guerre*¹ : « D'ailleurs, cette guerre, y croyait-on, y croyait-on surtout en ce mois de juillet 1914 ? L'opinion publique avait-elle conscience d'une « montée des périls » qui lui aurait imposé une vigilance sans relâche ? Il faut répondre non. La surprise provoquée par la crise, surprise générale car elle affecta autant les gouvernants que les gouvernés, n'est pas une des moindres explications des réactions ou du manque de réactions de l'opinion publique, en ce mois de juillet 1914 ». Et citant l'historien **Jules Isaac** dans *Un débat historique. 1914, le problème des origines de la guerre*² : « C'est vrai. Comment expliquer que la guerre, tant de fois prévue, prédite depuis 1905, quand elle éclata dans l'été 1914, parut tomber sur le monde comme une avalanche ? ».

Cependant, à la réflexion, et avec le recul du temps, certains de nos témoins trouvent des signes précurseurs à cette guerre qui, en se rapprochant de la date fatidique, la rendait de plus en plus prévisible.

La préparation de la Revanche dans les esprits des écoliers : l'histoire de la guerre de 1870, les chants et les livres patriotiques, les bataillons scolaires

Georges Montagne, né en 1896, tisseur à Bussières, déclare : « On parlait beaucoup de 70, on avait des leçons sur la guerre de 70. On nous racontait qu'on avait été vaincus³. Il y avait de la rancœur entre Allemands et

¹ Jean-Jacques Becker, *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1977, p.123

² Jules Isaac, *Un débat historique- 1914, le problème des origines de la guerre*, Rieder, Paris, 1933, p. 61 ; cité par J.J. Becker p. 125

³ « On avait été vaincus » : dans cet ouvrage constitué principalement de témoignages oraux, en langue familière, nous adopterons systématiquement avec « on » l'accord au pluriel du participe passé ou de l'adjectif par syllepse du nombre, car il paraît beaucoup plus naturel, étant l'équivalent de « nous ». Nous suivons en cela **Maurice Grévisse** dans *Le Bon Usage* (9^e édition de 1969, éditions Duculot-Hatier, Gembloux – Paris, § 587 c, p. 514) : « Quand les circonstances indiquent nettement qu'il s'agit de plusieurs personnes, l'attribut, l'apposition se rapportant à on se mettent au pluriel, par syllepse du nombre ; toutefois le verbe reste au singulier : « On dort entassés dans une niche.. » (Pierre Loti, *Vers Ispahan*) – « On était perdus dans une espèce de ville » (Henri Barbusse, *le Feu*).. Par ailleurs, nous omettrons après « On » l'expression du premier élément

Français. Mutuellement, les Français n'aimaient pas les Allemands et les Allemands n'aimaient pas les Français, au sujet de l'Alsace-Lorraine ».

Jean-Louis Monier, né en 1893, agriculteur à Marols revoit la carte de France amputée de ses deux provinces, exposée en dehors même des cours d'histoire : « *Il y avait un enthousiasme fou. Cet enthousiasme venait de longtemps, venait de très vieux. Quand nous allions à l'école, quand j'allais à l'école, on nous apprenait sur l'histoire. Il y avait la carte de France : l'Alsace et la Lorraine étaient peintes en gris, étaient pas de la même couleur. Et on nous apprenait : « Et la malheureuse guerre franco-allemande de 1870-1871 qui nous a privés de l'Alsace-Lorraine ».*

Antoine Pinay, né en 1891, maire de Saint-Chamond pendant des décennies, député, sénateur, ministre, et Président du Conseil en 1952, corrobore cette importance de la perte de l'Alsace-Lorraine dans la préparation des jeunes esprits à la Revanche : « *L'Alsace –Lorraine, c'était la grande question ! On n'évoquait que la question de l'Alsace et de la Lorraine, et les gens de ma génération savaient, avaient l'impression qu'un beau jour il faudrait se battre pour récupérer l'Alsace et la Lorraine. »*

C'est ce que dit de façon plus décidée encore le capitaine **Etienne Becouse** de Saint-Nizier-sous-Charlieu, né en 1893, originaire de Lyon : « *Nous, nous avons été élevés pour la Revanche, hein ! ... On avait perdu l'Alsace-Lorraine en 70, n'est-ce pas, et on voulait absolument reprendre l'Alsace-Lorraine ».*

En dehors de l'enseignement de l'histoire à l'école primaire pour tous les témoins, dans le primaire supérieur ou le secondaire pour quelques-uns d'entre eux, une autre façon de préparer les jeunes esprits à la Revanche comportait le livre de lecture et les chants à thème patriotique.

Selon **Jean Fontaney**, né en 1892 à Meylieu (aujourd'hui dans la commune de Montrond-les-Bains), instituteur, puis professeur et enfin directeur d'école normale, mais petit écolier vers 1900 : « *On était patriotes ! Nos livres de chevet, notre livre de lecture, c'était « Les enfants de Marcel », c'est-à-dire les enfants d'un sergent de la guerre de 70 ; et c'était patriotique un peu, et c'était civique, et moral en même temps... ».* Plus jeune de six ans, **Jean-Baptiste Biosset** de Renaison, a eu un grand classique de l'école de la III^e République comme livre de lecture, qu'il relie aussi explicitement à la formation du patriotisme : « *Il y avait un patriotisme formidable à ce moment-là. On nous apprenait à l'école la défaite de 70 avec la perte de l'Alsace et de la Lorraine. On lisait le livre qui s'appelait « Le Tour de France par deux enfants », je sais pas si vous l'avez connu, ce livre.... On était élevé dans un esprit de revanche ».*

Quant aux chants patriotiques, **Pierre Miquel**, dans *Les Poilus*⁴, en souligne l'abondance dans les écoles des deux bords : « *Depuis leur enfance, ils ont été bercés par la chanson patriotique, celle de l'école laïque ou religieuse, tout aussi transie de valeurs nationales ».*

Ces chants, se souviennent-ils encore de leurs titres ou mieux, de leurs paroles ? **Jean Roche** de Roanne, né en 1894, les englobe dans une appellation générique et les rapproche aussi de la fameuse carte aux deux provinces amputées : « *Je suis allé à l'école de Saint-Symphorien-de-Lay. On parlait de l'Alsace-Lorraine (l'Alsace-Lorraine était tachée en noir) ; on chantait des chants de la Revanche ».* **René Villemagne**, né en 1895, alors ouvrier chapelier à Chazelles-sur-Lyon, retrouve des paroles qu'il scande énergiquement : « *On chantait des chansons patriotiques :*

*« Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine
Et malgré vous, nous resterons Français
Vous avez pu germaniser la plaine
Mais notre cœur, vous ne l'aurez jamais »*

Quant à **Jean-Louis Monier**, né en 1893, agriculteur à Marols, il offre un exemple remarquable du travail de la mémoire chez un octogénaire. Au début de l'entretien, seul le titre d'une chanson lui revient, ainsi qu'une phrase d'un monologue, montrant que le répertoire patriotique enfantin se continuait à l'âge adulte, peut-être par l'entremise du régiment : *Et puis, il y avait tout un tas de chansons ! Mon père même en chantait une : « Ils ont brisé mon violon... ».* Des monologues : « *Je voudrais que chaque puits alsacien de sang prussien s'emplisse. ».* A la fin de l'entretien, quatre heures plus tard environ (car c'est un des témoins principaux, en tous points remarquable) c'est tout le refrain de la chanson de son père qui lui revient : « *Mon père, qui était pas plus patriote qu'un autre, chantait une vieille chanson qui est jolie, entre autres. Elle disait...c'était un instituteur de l'Alsace, c'était la guerre de 70 ; le refrain c'était :*

*« Ils ont brisé mon violon
Parce qu'il avait l'âme française
Et que, sans peur, aux éclats du vallon,
J'ai fait chanter la Marseillaise »*

« ne » de la négation quand le témoignage est manifestement en langue familière,, voire argotique, et que la suite montre l'omission de cet élément : « *On a pas eu le temps de se préparer ; on voyait pas quoi faire pour se tirer de ce merdier ».*

⁴ Pierre Miquel, *Les Poilus*, collection Terre Humaine – Plon, p. 95

« Ainsi parlait un maître de l'Alsace... »

La seule réserve quant au lien entre apprentissage scolaire de chants patriotiques et formation d'un esprit patriotique émane de **Jean Fontaney**, de Montrond (Meylieu), né en 1892 et élève-maître à l'École Normale d'Instituteurs de Montbrison quelques années avant la guerre : « On chantait « la Marseillaise » évidemment partout, « La Marche Lorraine », mais pas spécialement... Nous n'étions pas une génération (je connais surtout la génération des normaliens de ma promotion 1908 – 1911), nous n'étions pas cocardiers ! Nous avons plutôt une tendance antimilitariste, pas affirmée, mais le service militaire était pour nous une corvée et non une page de gloire. ».

Un signe précurseur encore plus explicite était la préparation des écoliers garçons au maniement des armes, fût-ce avec des fusils factices, voire de simples bâtons, dans ce qu'il est convenu d'appeler les « bataillons scolaires », créés officiellement en 1882, même si cet exercice prenait souvent un aspect plus improvisé, comme on le verra dans les témoignages, et ceci à l'instigation des autorités administratives de l'enseignement⁵.

René Villemagne, né en 1895 à Chazelles-sur-Lyon, n'hésite pas à qualifier de « propagande » la manipulation des petits écoliers, ce qui dénote un regard critique :

E–Est-ce qu'à l'école, on vous avait parlé de la guerre de 70 ?

T– Oh oui, monsieur ! Y avait une propagande dans les écoles : c'étaient pas « les Allemands », c'étaient « les Prussiens » !. Monsieur, dans la classe où j'étais, qui préparait au certificat d'études, y avait des fusils en bois ! On nous faisait faire un peu d'exercice avec des fusils en bois, et y avait une culasse qui marchait ! Alors, on pensait bien à quelque chose ! Est-ce que c'était un ordre du gouvernement ? Ça, je l'ignore ! Mais y avait les maîtres qui nous faisaient un petit peu manœuvrer, légèrement, comme on peut faire avec des enfants ! Mais y avait des fusils en bois : alors c'était bien pour quelque chose ! Les ordres venaient bien d'en haut ! »

Antoine Sibert, né en 1891 à La Cula (ancien nom de Genilac), agriculteur–forgeur dans cette même localité, décrit la récupération improvisée de certaines récréations par le maître afin de maintenir les petites troupes en éveil constant, comme à la guerre : « Oui ! On nous parlait de la guerre ! Même à ce moment-là, les instituteurs nous faisaient faire les petits soldats quand on allait à la création (sic) ...Attention ! L'instituteur, quand on était en récréation, il arrivait un peu par surprise : « Garde à vous ! » qu'il criait ! Alors on se mettait tous au garde à vous. « Attention : pied gauche en avant ! Allez ! Tendez les bras, baissez la tête ! Armez ! Feu ! » Il nous manoeuvrait comme ça ! Comme des petits soldats, quoi ! »

Certaines initiatives d'instituteurs de communes voisines faisaient sortir l'instruction militaire de l'école, en confrontant leurs élèves dans des exercices communs. **Jean Fontaney**, né en 1892 à Meylieu, équidistant de Montrond-les-Bains et de Cuzieu, évoque ces rencontres : « (La guerre) on la redoutait toujours puisque depuis 1870, on préparait sournoisement un peu la Revanche. J'ai connu à l'école primaire de Cuzieu les bataillons scolaires. Je me souviens : nous allions armés d'un bâton chacun, et nous étions allés de Cuzieu à Montrond à pied rencontrer les camarades de Montrond ».

Un degré supplémentaire dans l'initiation militaire, bien plus réaliste, était l'organisation de concours de tirs entre élèves, au niveau cantonal, mais il n'est pas possible d'affirmer si elle relevait d'une initiative locale isolée ou d'un programme systématique, inspiré par les autorités académiques ou politiques. **Jean-Baptiste Biosset**, né en 1898, a connu un de ces concours en 1910 : « J'ai grandi dans l'esprit patriotique d'avant 1914. Mon grand-père m'avait raconté ses sept années de campagne d'Afrique et d'Italie. Cela m'avait marqué. A douze ans, j'avais gagné un concours de tir scolaire : on nous préparait à la guerre. Après le concours, le conseiller général vint me taper sur l'épaule en disant : « Toi, tu feras un bon tireur pour les Prussiens ! ». On notera par ailleurs, dans ce témoignage, l'importance de la tradition orale familiale qui a dû s'exercer dans maintes familles.

Le vote de la loi de trois ans en 1913

Cette loi prolongeant d'un an le service militaire à partir de la classe 1913 fut votée par le Parlement le 7 juillet 1913 et promulguée le 8 août de cette même année ; elle rétablissait le service militaire de trois ans, qui avait

⁵ Certaines écoles prennent l'initiative de ces « bataillons scolaires » avant leur création officielle en 1882. Ainsi en 1876, l'instituteur Bergier de La Pacaudière (Loire) consigne dans un cahier d'« Organisation gymnastique », avec une gradation bien étudiée, les jeux militaires des garçons de son école, dont on va voir qu'ils sont loin de se limiter à un maniement sommaire de fusils factices en bois : « Construction et attaque d'une redoute en neige : les élèves doivent faire brèche et escalader les remparts – Combat de guérillas dans les montagnes ; les assaillants doivent forcer les guérillas à se disperser – Reconnaissance de francs-tireurs et enlèvement d'un poste ennemi : les assaillants doivent agir par ruse – Poursuite de déserteurs : les assaillants doivent capturer les déserteurs ou les mettre hors-jeu – Attaque d'un convoi ennemi : les assaillants doivent surprendre le convoi, disperser l'escorte et emmener le butin – Petite guerre, prise de villes, batailles : le terrain étudié à l'avance reçoit le nom d'un département frontière, des points fixés portent les noms des villes ouvertes et fortifiées et la campagne se fait comme en réalité ; les batailles sont des jeux de barre animés ». Document présenté dans la belle exposition (conçue par le conservateur **Robert Bouiller**) du Musée Alice Taverne d'Ambierle d'avril à novembre 2004 « Souvenirs familiaux de la Grande Guerre » et repris dans le cahier de l'exposition, p. 5.

été réduit à deux par la loi du 22 mars 1905. Pendant huit ans, le service militaire de deux ans était donc devenu la norme, et l'on conçoit que son allongement, voté dans la perspective d'une guerre prochaine, ait fait l'objet de nombreuses polémiques, tant au sein de la classe politique où le clivage « troisannistes – antitroisannistes » ne recouvrait pas exactement la répartition droite – gauche, qu'au sein de l'opinion publique. Il en résulta que la classe 1913 fut incorporée dans l'année de ses 20 ans, en décembre 1913, deux mois seulement après l'incorporation de la classe 1912, alors que la classe 1911, partie en octobre 1912, se préparait à achever sa durée de service militaire de deux ans...fin septembre 1914 ! Plusieurs témoins citent brièvement le vote de cette loi comme un signe précurseur de la guerre.

Les polémiques au sujet de la loi de trois ans repartirent de plus belle lors des élections législatives d'avril 1914⁶. Nous disposons d'un témoignage très vivant d'un agriculteur des environs de Feurs qui, sur ce point précis, a réclamé l'anonymat, ce que nous respecterons. Il s'agit d'un débat survenu à Feurs dans la campagne électorale précédant ces législatives d'avril 1914, entre le candidat de droite Ory, maire de Feurs, ex-député, et le député sortant Drivet, perçu comme socialiste par le témoin⁷: « *Ory, il lui disait : « Mais nous n'avons rien ! C'est le temps de nous préparer ! » (Je vous parle de ça la première année où ils sont partis) « Il fait faire trois ans » (ils ont quand même voté la loi de trois ans pour envoyer une classe de plus). Et j'entendais Drivet qui disait : « Mais non ! Ces jeunes gens qui n'ont pas vingt ans ! C'est honteux ! C'est honteux ! ». Et Ory disait : « Monsieur Drivet, vous m'en direz des nouvelles dans quelques jours ! L'Allemagne nous guette ! » Ah ! Je vous le dis tel que je l'ai entendu, je m'en rappelle ! Drivet lui a répondu : « Monsieur Ory, c'est pas vrai ! Nous sommes, nous socialistes, nous sommes alliés avec les socialistes allemands ! Et le socialiste allemand ne veut pas la guerre ! Nous sommes alliés avec lui ! ». Alors voilà ce que Ory a répondu : « Monsieur Drivet, le socialiste allemand, qu'il soit allié avec les socialistes français, le socialiste allemand, il est patriote ! » Et il faisait voir son doigt comme ça ! En réunion publique à Feurs ! A Feurs ! Oui, comme ça ! J'étais tout jeune, moi. Mon père avait mené un veau à Feurs, au marché de Feurs. Alors il aimait bien assister à des réunions comme ça »*

On devine aisément à qui va la préférence politique du témoin, dans ce débat qui préfigure les déchirements internes aux socialistes en juillet 1914...

Annnonce de l'imminence de la guerre faite par un officier lors d'une période militaire

On ne sait sans doute plus, sauf parmi les lecteurs âgés et les historiens, que les soldats n'étaient pas libérés de leur devoir militaire après la fin de leur service actif. Ils étaient astreints, tant qu'ils demeuraient mobilisables, à des « périodes » de 28 jours, revenant par intermittence, dans leur ancien régiment ou ailleurs, périodes pendant lesquelles ils refaisaient l'exercice militaire, s'initiaient aux dernières armes, et recevaient des consignes quant à l'évolution de la stratégie. Deux témoins parmi les plus âgés, ayant respectivement 26 ans et 29 ans en 1914, évoquent les confidences d'un officier faites à la fin de leur période, l'une en 1913, l'autre au printemps 1914.

Antoine Mounioloux, né en 1888, agriculteur à Saint-Romain-les-Atheux, se souvient : « *L'année avant, en 1913, j'avais fait une période à Clermont. A la fin de la période, le capitaine nous a dit : « Mes enfants, on se retrouvera ; on sait pas la date, mais bientôt. Y a des murmures de guerre. »*

Joseph Masclaux né en 1885, mineur puis sous-gouverneur à Roche-la-Molière, et enfin chef de gare aux Houillères de la Loire, a un témoignage plus circonstancié : « *Quand j'ai fait ma première période de 28 jours, nous étions à La Courtine⁸ au mois de mai-juin. Quand nous avons eu fini notre période (vous savez, à l'armée, il y a vingt ans, on disait « On fait la quille, on s'en va ! »), à ce moment-là, on disait : « On fait la croix, on n'y*

⁶ Jean-Jacques Becker, dans *1914- Comment les Français sont entrés dans la guerre*, op.cit. (p. 65) écrit à propos de ces législatives d'avril 1914: « *On se préparait évidemment de part et d'autre à l'échéance électorale, dont il était loisible de penser qu'elle serait dominée par la question des trois ans* » et corrobore le jugement des Renseignements généraux, qu'il présente comme approuvant l'avis du journaliste allemand Max Nordau, correspondant parisien de « La Gazette de Voss » qui écrivait : « *Trois ans ou deux ans de service, telle sera la question qui dominera tout* ». Analysant le premier tour des législatives, le plus riche en candidats, donc en positions identifiables, J.J. Becker obtient les résultats suivants pour la France entière (p. 74)

-Partisans du maintien des trois ans : 4 613 642 voix, soit 55,45% des suffrages exprimés

-Adversaires à des degrés divers de la loi militaire des trois ans : 3 617 780 voix, soit 43,48% des suffrages exprimés

-Douteux, inconnus, divers : 88 694 voix, soit 1,07%

Rappelons, pour mémoire, que les femmes à l'époque ne possédaient pas le droit de vote...

⁷ Henri Gerest, dans *Les Populations rurales du Montbrisonnais et la Grande guerre* (thèse de doctorat éditée par le Centre d'Etudes Forézienne en 1977) indique (p. 87) que Drivet, député sortant (ayant battu Ory en 1910) qui sera réélu, est radical et non socialiste; le candidat socialiste, Ledin, obtenant un score très faible de 3,61% au 1^o tour, fut sans doute éliminé du second tout. Selon un témoin, J. Bertholon, de Saint-Martin-Lestra, cité par H. Gerest (note 42, p.87), le thème de la guerre éventuelle contre l'Allemagne était bien central dans ces élections d'avril 1914 : « *Drivet déclarait : « Il ne faut pas avoir peur des Allemands » et Ory « Il faut les craindre »*

⁸ La Courtine : vaste camp militaire se situant dans la Creuse, à La Courtine-le-Trucq, dans l'arrondissement d'Aubusson

reviendra pas ». A la Courtine, on était content le lendemain de rentrer chez soi, et puis on était libéré. L'officier (nous avons un officier de réserve, comme nous, quoi !) qui était sous-directeur au Chemin de Fer du Nord, et ce type nous dit : « Vous êtes contents de rentrer chez vous, vous faites des croix en disant que vous êtes pas prêts à revenir (= pas sur le point de revenir) à La Courtine ! ». Eh bien, il nous a dit : « Il pourrait se faire qu'avant six mois, on revienne à la Courtine, mes amis ! »

Dans les deux cas, le ton est familier entre l'officier et les soldats de réserve : « mes enfants », « mes amis » ; l'âge plus avancé et l'appartenance à la vie civile expliquent sans doute ce ton et ces confidences...

On pourrait presque rapprocher de ces deux cas, mais dans un cadre civil : la fête patronale de la Saint-Aubrin dans la plus petite des sous-préfectures de la Loire, Montbrison, la réflexion d'un sergent du 16^e R.I. captée par l'adolescent qu'était en juillet 1914 **Pierre Néel**, né en 1898 à Verrières-en-Forez, futur chef cantonnier : « Il s'en murmurait bien un petit peu. J'en avais entendu murmurer par un sergent de Montbrison...du 16 de Montbrison. Au moins quinze jours avant (la mobilisation), c'était la fête ; il y avait l'artifice...Et j'étais à côté de ce sergent. Il se met à faire : « D'ici quinze jours, et peut-être avant, on nous enverra faire ailleurs faire le feu d'artifice ! ». Il était bien au courant, ce sergent ! »

Imminence de la guerre interprétée à partir des manœuvres spéciales en juillet 1914, par les soldats déjà enrégimentés

Dans les régiments, et particulièrement dans ceux qui gardent les frontières de l'Est, en juillet 1914, mais aussi ailleurs, les patrouilles d'observation et les manœuvres de simulation de la guerre se multiplient, et cela ne peut qu'attirer l'attention des soldats.

Justin Charrat né en 1892 à Montagnieu, dans l'Isère, jusque là tailleur de pierre, mais que son amputation contraindra à un changement de carrière et à une réussite spectaculaire due à son intelligence (voir sa biographie en fin d'ouvrage) se trouve, depuis octobre 1913 enrégimenté au 11^e Bataillon de Chasseurs Alpains d'Annecy, en manœuvre vers Bourg-Saint-Maurice, comme caporal: « Nous sommes donc arrivés là pour faire les manœuvres vers le 24 juillet 14 ; nous avons fait les manœuvres alpines, les véritables manœuvres qui précédaient la guerre...C'étaient des manœuvres de guerre, en somme la guerre ! Une petite guerre ! Alors nous avons les bérets bleus ; et puis les bérets blancs...Nous étions partis à minuit, nous avons marché toute la nuit et vers 7 h du soir, nous sommes arrivés dans ce pays, et nous avons chargé à la baïonnette, nous sommes montés à la baïonnette ; alors au clairon : « Taratata ! ». Nous sommes arrivés en haut, nous avons repoussé l'ennemi (qui étaient nos camarades : nous étions les bleus, eux étaient les blancs). Et puis ma foi, nous étions fatigués, j'ai fait former les faisceaux et puis nous nous sommes donc assis...Et puis tout à coup, j'ai vu une charge de cavalerie qui déboulait sabre au clair ! Alors j'ai crié : « Aux faisceaux ! ». Et puis on descend ! Et puis les autres sont arrivés comme nous étions descendus pour passer le coup de sabre. Mais nous avons su : notre matériel 60 de montagne⁹ avait été mis en batterie, et tirait à blanc pendant qu'on redescendait ! Alors à chaque coup qui partait, eh bien nous étions fauchés ! Nous sommes arrivés en bas ; eh bien ma foi, je me suis assis, j'en pouvais plus comme tout le monde. [...] Le général qui commandait la bataille a passé devant nous, est passé devant moi, qui étais assis là, comme je le suis maintenant. En passant devant moi et en parlant à d'autres officiers, il a dit : « Ca sera encore comme en 70 ! »

Cette dernière remarque, défaitiste, si elle a été vraiment faite, n'était pas du tout dans l'état d'esprit qui prévalait au sein de la haute hiérarchie militaire, en juillet 1914...

Antoine Sibert né en 1891, agriculteur-forgeur à Genilac, enrégimenté à Tarbes depuis 1912, témoigne aussi sur les préparatifs belliqueux des derniers jours de juillet, qui sonnent le glas de son espoir de libération en septembre, avec toute la classe 1911 : « La guerre est venue, j'allais être libéré. C'est alors que le rassemblement a sonné dans la cour, toutes les trompettes sonnaient le rassemblement. Et le capitaine nous avait dit : « C'est la guerre ! Les Allemands sont en France ! Il faudra les chasser ! » Et c'était la guerre. C'était le 25 juillet, ça. Et puis on est parti en guerre le 28. On avait tout chargé, là ! Les camions, les fusils, les obus, tout ! C'était le 28 juillet et la guerre n'était pas encore déclarée ! Elle s'est déclarée le 2 août ! Mais comme les Allemands avaient franchi la frontière, fallait partir ! ...On a parti avant que la guerre soit déclarée... Le train a sifflé pour partir ; il y avait des jeunes filles qui nous jetaient des fleurs : « A Berlin ! ».

Ces soldats en manœuvres de guerre, ou en patrouilles sur la frontière, écrivent à leurs parents et à leurs amis, et cela tisse à l'arrière un réseau d'initiés que l'arrivée de la guerre ne surprendra guère. C'est le cas de **Marius Verdier**, né en 1897, donc pas du tout mobilisable encore (il le sera en janvier 1916), grand adolescent de 17 ans travaillant dans la ferme familiale de Rozier-en-Donzy :

E : Est-ce que vous avez été surpris par l'arrivée de la guerre ?

⁹ Justin Charrat évoque le canon de « 60 de montagne » ; or les régiments d'Alpins avaient des canons de calibre 65, voire des 37 (d'artillerie de montagne) eux démontables et chargeables sur des mulets porteurs de bâts. Mais cela n'affecte pas la qualité du récit...

T – Ben, ça nous a surpris, oui, mais on voyait ben que ça arriverait... mais quelque temps avant, j'avais un cousin qui était au régiment (il était au 10^e...je crois.. Chasseurs à Pied de Saint-Dié¹⁰) et il écrivait à ses parents que ça le surprenait qu'ils lui parlent pas de la guerre. Parce que Saint-Dié, c'était près de la frontière là-haut. Ça l'étonnait qu'ils lui parlaient pas de la guerre ! Parce que tous les jours, tous les soirs, ils allaient en patrouille à la frontière. Déjà au mois de juin, juillet, il écrivait ça : « Nous, on travaille contre la guerre tous les jours, quoi ! ».

Un témoin unique, parmi les enrégimentés, s'inscrit en faux contre cette vertu prédictive des manœuvres. Il s'agit de **Claude Chaume**, né en 1892, agriculteur à Bully, futur amputé, soldat depuis octobre 1913 au 5^e Bataillon de Chasseurs à pied : « Je me rappelle qu'on a fêté le 14 juillet 1914 ; on l'avait bien fêté. On avait fait une belle fête ! Y avait des défilés ; y'avait des cuirassiers qui étaient venus à Remiremont, de Lunéville. On n'était pas loin de la guerre et on n'y pensait pas ! (...) On était en manœuvres dans les Vosges, à la frontière. On a même vu les Boches de l'autre côté qui étaient en manœuvres aussi. On s'était salué quelques jours avant la guerre ! Oui, oui, avec les Fridolins ! ». Est-ce l'euphorie du 14 juillet qui a coloré le souvenir des dernières manœuvres de juillet, ou l'atmosphère variait-elle d'un régiment à l'autre ?

Un autre signe précurseur de mobilisation militaire : le rappel anticipé de certains Territoriaux à la fin juillet 1914

Louis Seux, né en 1897, habite en août 14 (avec six frères et sœurs) dans la ferme familiale de Saint-Apollinard, vers Pélussin, et participe activement aux travaux agricoles du fait de la mort de son père en 1910 ; il sera plus tard chef de fabrication aux Manufactures Réunies de Tresses et Lacets de Saint-Chamond où il résidera l'essentiel de sa vie. Il voit clairement dans la mobilisation anticipée des territoriaux un signe avant-coureur de la guerre : « Y a déjà quelque temps que ça se goupillait. Y avait des vieux qui avaient été rappelés pour garder les voies à Saint-Pierre-de-Boeuf, là-bas...Des gens qui étaient au bout de leur carrière de soldat, quoi ! Ils sont partis au moins huit jours avant la déclaration de guerre. On les avait logés là-bas, à Saint-Pierre-de-Bœuf, dans un endroit qu'on appelle « Le grand magasin ». Alors, ils étaient pour surveiller la voie de chemin de fer. Tout ça, ça faisait pas bonne impression ! Et puis les journaux en parlaient aussi un peu...Nous on prenait le journal tous les jours : c'était « Le Nouvelliste », à ce moment, qui était édité à Lyon... ».

La lecture des journaux

Puisque la fin du témoignage précédent nous incite à parler des journaux, sujet très évasivement abordé en des bribes de témoignages, signalons ce qui pourrait apparaître un paradoxe : les témoins ruraux paraissent plus informés par les journaux que les témoins citadins, tout au moins dans le peuple, hormis ceux qui prenaient la peine de venir au local de publication citadin des journaux, consulter les exemplaires affichés. Chaque hameau compte au moins un abonné à un journal, quotidien ou hebdomadaire, pour rompre l'isolement et meubler les longs jours d'hiver, et ce journal circule de ferme en ferme. Citons le témoignage de **Jean Fridière**, né en 1898, donc jeune en 1914, habitant au hameau de Ferréol, dans la commune de La Chaulme (Puy-de-Dôme) où son père est maçon à la belle saison et sabotier en hiver. Le hameau comportait un paysan sabotier abonné à un journal quotidien (il n'en précise pas le titre) qu'il commentait au cours des veillées de sabotiers l'hiver, les femmes se réunissant alors dans des après-midi et des veillées de dentellières et commentaient aussi les nouvelles du monde arrivées par la même source, par le truchement ou non de leurs maris. La maçonnerie de son père périclitant ensuite avec la survenue de la guerre, Jean Fridière « descendra » à Saint-Etienne pour « faire le boulanger », profession qu'il exercera toute sa vie à Saint-Etienne, place Saint-Roch ; dans la grande ville, le jeune apprenti boulanger s'estimera moins bien informé sur l'évolution des événements nationaux et internationaux que dans son hameau perdu des Monts du Forez, le réseau de solidarité étant brisé : « y avait bien des journaux, mais on les lisait pas ».¹¹

Toujours dans le même secteur des Monts du Forez, **Pierre Bost**, né en 1896 à Sauvessange (Puy-de-Dôme), qui cumulera plus tard les activités de géomètre-négociant en bois et agriculteur dans cette même localité, se souvient bien de son père commentant les nouvelles du journal dans la ferme familiale dans la période précédant la guerre : « Mon père, qui avait son journal tous les jours, il disait bien : « Tiens... ». Je crois que c'était Paul Boncour qui était ministre des Affaires Etrangères à cette époque-là. Il disait : « Tiens, ça se passe pas tout seul à Genève. Y a Paul Boncour-ci, y a Paul Boncour-là ... mais est-ce qu'on fera la guerre, est-ce qu'on la fera pas ? »...

Un signe économique perçu comme précurseur : la mévente sur les marchés

¹⁰ Le 10^e régiment de Chasseurs à Pied avait son dépôt à Langres ; mais il se peut qu'un ou deux de ses bataillons ait(en)t été transféré(s) à Saint-Dié.

¹¹ Le témoignage de Jean Fridière étant constitué de bribes de phrases, il serait fastidieux de les donner telles quelles, et malhonnête de les mettre bout à bout pour reconstituer un témoignage d'un seul tenant.

Les agriculteurs sont particulièrement sensibles à la fluctuation du prix des animaux et des denrées qu'ils vendent dans les marchés hebdomadaires des petites villes, voire des bourgades chef-lieux de canton. Curieusement (mais il faut dire que je n'ai jamais posé la question sur ce point) parmi les 54 agriculteurs ou fils d'agriculteurs restés à la ferme avant 1914 figurant dans les 187 témoins, il ne s'en trouve qu'un pour désigner explicitement la mévente sur les marchés dans la seconde quinzaine de juillet 1914 comme un signe inquiétant annonçant l'imminence de la guerre. Il s'agit d'**Etienne Poyet**, né en 1897, fils de paysans de Pommiers, qui a fait ultérieurement une carrière dans la police, à Saint-Etienne dans la police des mœurs, puis à Montbrison, dans les renseignements généraux avant de se retirer à Saint-Bonnet-le-Château : « *Notez bien que les journaux faisaient part de la situation qui se dégradait d'un jour à l'autre. On s'y attendait un peu, à cette déclaration de guerre... Et puis alors, y a eu un malaise sur les marchés. Quelques jours avant, la marchandise ne se vendait plus ! Y a eu des échos. On a dit : « C'est très dangereux, c'est très mauvais signe ! La marchandise ne part plus, y a quelque chose qui couve...sous la cloche ! » Vous savez ce que c'est : les paysans se concertaient mutuellement, se voyaient. Alors, ils estimaient que ça allait d'un jour à l'autre...une déclaration... »*

Un signe céleste prémonitoire ?

Tous les signes ou indices répertoriés auparavant relèvent du rationnel. Aurait-on vu en Forez aussi un signe relevant de l'irrationnel, céleste pour tout dire, comme dans de nombreuses localités françaises ? **Yves Pourcher**, dans *Les Jours de guerre – La vie des Français au jour le jour entre 1914 et 1918*¹² constate, à partir de nombreux témoignages écrits et oraux : « *Et aux quatre coins du pays, les signes se multiplient : ici les animaux semblent prévenus, là les eaux prennent des couleurs singulières et puis dans le ciel de France, au cœur d'épais nuages, une trouée lumineuse entoure une longue épée* ». N'ayant jamais eu mention (car la lecture de l'ouvrage d'Yves Pourcher n'a été malheureusement faite qu'à l'issue des enquêtes) de ce phénomène de suggestion ou d'interprétation collective, à moins qu'on n'y voie un authentique message divin, je n'ai jamais songé à poser cette question, et aucun témoin sur les 187 n'en a spontanément parlé. C'est regrettable. Mais une collègue et amie du Lycée François-Mauriac Forez d'Andrézieux-Bouthéon, **Jacqueline Blanchardon**, agrégée d'anglais, m'a aimablement fourni un témoignage qu'elle avait enregistré en février 1981 avec une classe à La Chamba, commune de la Loire mais située sur le versant auvergnat des Monts du Forez, à 1200 m d'altitude, auprès de **Monsieur Gazel**, né en 1901, agriculteur et scieur, et de son épouse qui intervient épisodiquement. A la différence des témoignages relatés par les témoins cités par Yves Pourcher, celui-ci est daté par le témoin du jour de la mobilisation, donc ne peut à strictement parler être considéré comme prémonitoire, sinon des futures horreurs de la guerre qui commence, ce que déclare explicitement le locuteur « *nous en avons conclu qu'il y aurait des croix un peu partout* ». A moins que la mémoire de ce témoin n'ait inconsciemment post-daté la vision céleste, aperçue plus tôt dans divers coins de France, peut-être pour rendre plus spectaculaire la coïncidence : « *C'est une histoire authentique ! Ce n'est pas une légende ! Ça se passait le jour de la déclaration de guerre. Je sais pas si vous savez ce qui s'est passé ce jour-là ? Certainement non, ça m'étonnerait, parce qu'il y a très peu de gens qui le savent... Nous finissions de ramasser du foin, c'était au fond du pré, là, et nous étions en retard. Y a un voisin qui était venu nous donner un coup de main. C'était presque à la tombée de la nuit lorsque nous avons entendu sonner les cloches de La Chamba, les cloches de l'église qui sonnaient comme l'annonce d'un décès. Comme ça se parlait à ce moment de la déclaration de guerre, nous avons tous songé immédiatement que la guerre était déclarée... ».* Son épouse précise alors, en employant le mot approprié : « *Oui, on sonnait le tocsin* ». L'époux reprend : « *On sonnait le tocsin. On a parlé quelques minutes entre nous, et puis nous avons continué notre travail : qu'est-ce qu'il y avait d'autre à faire, que de continuer ? Je vous dis bien, c'était presque à la tombée de la nuit, la lune venait de sortir au-dessus du col là-haut*¹³ *lorsque l'un de nous a dit : « Regardez donc la lune ! ». Chose curieuse : la lune qui était au plan, toute ronde...y avait une croix qui traversait la lune ! Cette croix était formée de rayons bien plus lumineux que la lune elle-même : on les voyait même à travers la lune ! Et ces rayons, qui sortaient de chaque côté de la lune, égaux tous les quatre, ils avaient à peu près la longueur d'un tiers du diamètre de la lune. Alors nous en avons conclu qu'il y aurait des croix un peu partout. Et moi, je l'avais pas vu apparaître, ni personne d'ailleurs, comment ça avait commencé. Je me suis interrogé –j'avais treize ans à ce moment- je me suis interrogé, je me suis dit : « On n'a pas vu apparaître ces rayons ; comment vont-ils disparaître ? ». Je me suis pensé cela. Alors, tout en travaillant un petit peu, je surveillais ; eh bien ces rayons se sont tout doucement...ils ont disparu...ils se sont... ».* Son épouse récidive, avec le mot juste : « *Estompés !* ». Le mari reprend : « *Estompés. Ils ont disparu insensiblement... ».* Et **Madame Gazel** fournit un peu après une précision fort intéressante : « *Eh bien, ce phénomène, on a su cette année (donc en 1981)...Notre fils, il est dans l'Oise, lui, et alors son fils, notre petit-fils, s'est marié cette année avec une fille de l'Oise. Et je sais pas s'il leur racontait cette histoire. Eh bien la*

¹² Yves Pourcher « *Les jours de guerre...éd. Plon, 1994. Les « sombres messages » célestes vus en France sont décrits pages 8 à 12, la citation figurant page 12*

¹³ Le Col de la Loge, à 1253 m. d'altitude

grand-mère de cette petite, elle l'avait vu aussi ! Elle (la jeune mariée de l'Oise) a dit : « Ma grand-mère nous avait raconté ça aussi ! ». Eh bien moi, je suis native du Puy-de-Dôme, de La Renaudie, qui touche à la commune de La Chamba, et bien je m'en rappelle pas, je l'ai pas vu, moi ! ».

Quittons un instant la notion de signe annonciateur de guerre tout en restant dans le signe céleste surnaturel perçu comme prémonitoire. Alors que la guerre a commencé depuis un mois et demi, la jeune **Antonia Reymondon**, qui essaie de cultiver sa ferme de Saint-Maurice-en-Gourgois, au hameau de Sabonnaire, fait part (dans sa lettre du 17 septembre 1914) à son mari **Eugène** (cl. 1898, donc ayant 15 ans de plus qu'elle) alors sergent au 23^e Bataillon Territorial de Chasseurs Alpins à Barcelonnette, d'une vision durable (qui a pu précéder la déclaration de guerre) ayant fait l'objet d'une rumeur dans son secteur des Monts du Forez :

« Il y a quelque temps il nous a été dit que l'on voyait une étoile qui représentait le drapeau français. Nous en doutions. Mais il paraît que c'est réel. On ne peut la voir qu'avec une longue vue. Plusieurs personnes de la commune l'on* aperçue, et mardi dernier, Antony Neyron de la Rivière nous a dit qu'il l'avait vu* lui-même, qu'il distinguait parfaitement la lance et que la poignée du drapeau¹⁴ paraissait brillante comme de l'or. On prétend que c'est signe de victoire. Tu diras peut-être que je te conte une blague, mais c'est tel qu'on nous l'a dit. »

On sent tout de même un scepticisme discret de la part d'Antonia, qui voudrait ne pas paraître naïve aux yeux de son époux. Elle ne reviendra plus sur ce sujet dans son correspondance avec lui. On comprend aisément qu'en période de bouleversement des esprits, la quête de signes annonciateurs puisse être exacerbée. Et l'interprétation comme « *signe de victoire* » ne peut que rassurer ces esprits, légitimement inquiets...

Une longue analyse rétrospective non des signes précurseurs, mais des causes lointaines et proches du déclenchement de la guerre

Un de nos témoins parmi les plus cultivés, **Antonin Granet**, né en 1883 à Savigneux dans une famille paysanne, devenu instituteur, en poste à Chamboeuf en 1914, sergent au 38^e R.I. de Saint-Etienne, blessé et fait prisonnier le 9 mars 1916 à proximité du fort de Vaux, dans le secteur de Verdun, a laissé des écrits fort intéressants qu'a bien voulu me confier son fils, puisque lui-même est mort le 29 avril 1959. En 13 pages de carnet, en juillet 16, alors qu'il vient, après trois mois d'hospitalisation, d'être transféré au camp de Limburg an der Lahn, près de Coblenche, pour se désennuyer, sans documentation (« *Je n'aurai recours ici qu'à mon bon sens et à mes petites connaissances historiques* » écrit-il avec modestie) ce sergent enseignant de 33 ans, marié, ayant un enfant, revient sur l'histoire tumultueuse des relations entre la France et la Prusse-Allemagne, non sans faire précéder cette analyse d'un bref portrait qui en explique la teneur pour un improbable lecteur : « *Au cas où quelqu'un me ferait l'honneur de lire ces lignes, écrites pour occuper l'oisiveté de ma captivité en Allemagne, je déclarerais que je suis pacifiste à l'extrême et partant antimilitariste, que j'abhorre le chauvinisme et l'orgueil national outré. Ces idées sont les conséquences naturelles de mes principes socialistes et de ma conception libre-penseuse*. D'avouer cela, je ne manquerai pas d'être taxé d'antipatriote et de subversif. Peu m'importe.* » (carnet bleu, p.1). Il est malaisé de résumer treize pages écrites en lignes serrées sans trahir l'auteur ; tentons-le néanmoins.

La première cause nommée lui paraît être le patriotisme dénaturé (celui de ses « *compatriotes chauvins et revanchards* »), cultivé à l'envi par la presse française : « *La grande presse a pris d'ailleurs plaisir avant 1914 à exciter cet orgueil et à conduire l'Europe au gouffre. Elle a enflé le moindre malentendu diplomatique par des arguments tournés souvent à l'aigre, elle a trop souvent compliqué les difficultés au lieu de les aplanir. Elle a créé des mouvements d'opinion qui ne pouvaient manquer d'être contradictoires pour peu que le souvenir du passé ait été là pour aviver les haines anciennes* » (p.5)

Puis il dénonce l'héritage de l'histoire, en allant bien au-delà de la guerre de 1870 : « *Dans la querelle franco-allemande, nous ne remonterons qu'à 1806, époque où le tyran Napoléon écrasa sous sa botte la Prusse naissante et s'organisant. 1813 et 1815 ne furent pour l'Allemagne hétéroclite qu'une faible revanche que la politique de Bismarck vint compléter en faisant l'union d'un empire bâti sur l'écrasement de ses voisins. 1870 fut douloureux pour la France avec l'arrachement de 2 belles provinces et un traité économique désavantageux, asservissant. L'esprit de haine et de revanche naquit et se fortifia chez nous tandis que de l'autre côté la puissance militaire se développait pour faire face à tout essai de reprise du butin acquis.* p.7).

Le jeu des alliances et la politique étrangère de la France dans les années précédant le conflit précipitent pour lui la survenue de la guerre : « *Le régime des alliances étendit le malaise existant entre 2 nations à L'Europe entière. La guerre balkanique de 1913, les sympathies diverses pour les nations balkaniques envenimèrent encore les haines et furent le prétexte pour la protection plus ou moins manifeste accordée aux belligérants. Il m'apparaît également que notre politique extérieure depuis une vingtaine d'années fut dirigée plutôt contre l'Allemagne et les états du centre. La politique d'encerclement poursuivie par Delcassé et nos ministres d'affaires étrangères, entre autres Poincaré, isola l'Allemagne tout en la menaçant, de là, ses armements formidables. L'amitié de l'Angleterre*

¹⁴ La « poignée » du drapeau est la hampe. Quant à « la lance », il semble que ce soit la flèche métallique (souvent dorée) en bout de la hampe

nous fut assurée et sa rivale germane en commerce et marine en conçut un vif coup au cœur. Je ne cacherai pas aussi que notre action coloniale et la conquête du Maroc en particulier compliqua la situation en fournissant des occasions de vexation pour l'orgueil allemand se sentant tout puissant. »

Le lecteur aura senti sinon la germanophilie, tout au moins le regard compréhensif porté sur la position ennemie. Augustin Granet en a bien conscience puisqu'il écrit juste après : « jusqu'ici tout ce que j'ai dit paraîtrait comme un réquisitoire contre l'attitude de la France et j'entends déjà les récriminations autour de moi si je venais à soumettre aux camarades qui m'entourent des idées pareilles. J'ai voulu justifier l'attitude allemande me sentant ainsi près de la réalité de ses aspirations. J'ai voulu combattre cette opinion trop répandue qu'il fallait attribuer aux Germains seuls les sanglantes responsabilités. Celles-ci sont lourdes pour nos ennemis actuels. »

Ces responsabilités tiennent pour lui essentiellement à l'expansionnisme allemand des dernières décennies, mais celui-ci est en fait moins condamné qu'excusé comme inévitable, voire presque admiré : « Le développement formidable de l'empire allemand, son accroissement rapide en population, sa puissance industrielle et par là son progrès économique lui imposèrent au début du 20^e siècle une expansion extérieure. Etouffant chez eux, les Allemands ont envahi les nations voisines et le globe pour s'y créer des situations. Leurs qualités de sobriété, de persévérance, de ténacité, l'organisation de l'émigration, le* pléthore de leurs productions industrielles leur ont acquis une des premières places sur les marchés mondiaux* » (sic, p.9)

Il énumère rapidement les causes récentes avec les « incidents marocains » en doutant des intentions belliqueuses de l'Allemagne : « Libre à qui voudra de penser que les incidents de Tanger, d'Agadir, etc. n'étaient que des manifestations provocantes pour amener le conflit » et en dénonce aussitôt l'utilisation par l'Angleterre : « cette situation commerciale a été la seule cause à mon avis du rapprochement d'avec nous de l'intéressée Angleterre menacée elle-même par sa sœur germane en tant qu'industrie et commerce » (p.11)

Il tente de récapituler, tout en jugeant lucidement sa propension aux diversions (p.12-13) : « Je vais essayer de résumer succinctement les causes générales desquels* j'ai dévié trop souvent pour me laisser aller à ces réflexions d'à côté : Patriotisme d'orgueil animé trop souvent de haine au souvenir de fautes, erreurs historiques provenant de l'abus de la force – Orgueil national tenu en haleine par des partis militaires – dominant à outrance – Alliance à caractère offensif – Politique coloniale – Relations économiques entravées par traités internationaux et lésant les bénéfiques du capitalisme. On remarquera que ces causes ne sont explicitement attribuées ni à la France, ni à l'Allemagne, ce qui constitue au mieux un partage des responsabilités, au pire (pour un Français patriote du temps) une forme de trahison du patriotisme français, opinion que craignait le témoin au début de son analyse, malgré son « Peu m'importe ! ».

Il revient enfin sur les causes proches : « Les faits sont trop récents pour découvrir dans l'imbroglie obscur des complications diplomatiques des années précédant la guerre les véritables causes immédiates qui ont conduit à la déclaration de guerre de 1914. Je ne retiendrai que les incidents marocains, la guerre des Balkans, l'annexion de Bosnie-Herzégovine et enfin l'assassinat de Sérajevo* qui ne fut qu'un prétexte. »

Antonin Granet termine son analyse par un appel à la résistance pacifique du peuple et une profession de foi pacifiste et utopique que nous étudierons plus avant dans l'ouvrage, quand cet état d'esprit se sera diffusé dans une partie de l'armée française. Cet exemple, pas du tout représentatif de l'état d'esprit général des prisonniers (Antonin en a bien conscience) montre comment le pacifisme initial et l'humanitarisme de l'auteur, au demeurant soldat irréprochable pendant près de deux ans au 38^e R.I. de Saint-Etienne (jusqu'à sa capture en mars 1916), a pu se renforcer et de colorer de germanophilie pour avoir été soigné et globalement bien traité par l'ennemi.

Quant à « l'assassinat de Sérajevo » (cela a été la prononciation de l'époque, que conservent encore certains octogénaires, comme ma belle-mère!), le lecteur pourra s'étonner de n'en trouver nulle mention dans la revue des signes avant-coureurs de la guerre mentionnés par nos témoins : c'est qu'il n'en a pas été question, et que cet épisode semble s'être effacé des mémoires, même quand le témoin était sollicité par une interrogation de ma part.

Un signe précurseur immédiat : l'assassinat de Jean Jaurès le 31 juillet 1918

« L'assassinat de Jaurès, c'est la guerre » (Jean-Baptiste Mazieux, du Coteau)

L'historien et académicien **René Rémond**, préfaçant l'ouvrage de référence de **Jean-Jacques Becker** *1914 – Comment les Français sont entrés dans la guerre*¹⁵, écrit à propos de l'assassinat par Raoul Villain du leader et tribun socialiste Jean Jaurès : « Sur ce point, Jean-Jacques Becker corrige la légende pieuse : il n'est pas vrai que le pays ait tout entier communiqué dans le deuil ; trop occupés déjà par l'approche de la guerre, beaucoup n'y ont prêté qu'une attention distraite » (préface, p.4). Ayant notamment dépouillé les réponses de 628 instituteurs incités à décrire la mobilisation dans leur localité, J.J. Becker n'y trouve mention de la mort de Jaurès que 14 fois, et il note dans la presse de l'époque des réactions mitigées. Sans précision supplémentaire, il indique : « A Saint-Etienne, on en est venu aux mains » (p. 245), citation extraite du rapport du préfet de la Loire du 31 juillet (Archives nationales, F 7 12934), fait non mentionné par mes témoins stéphanois. Ce qui l'amène, après l'examen d'autres sources, à

¹⁵ Jean-Jacques Becker, op.cit., 1977 ; Citation de René Rémond : page 4 ; citations suivantes de J.J. Becker p. 245 et 248

conclure : « L'assassinat de Jaurès est loin d'avoir provoqué une émotion et une indignation générales : l'approbation de l'attentat fut seulement le fait d'une bien faible minorité, le chagrin et l'indignation furent vifs dans les milieux socialistes et syndicalistes – Jaurès n'y était pas seulement estimé, il y était réellement aimé -, l'émotion a certes largement dépassé les frontières des groupes d'opinion avancée, mais la réaction la plus répandue semble bien avoir été, non pas l'indifférence, mais un intérêt extrêmement fugace. L'opinion publique a craint que la mort de Jaurès n'entraînât des troubles, ceux-ci ne s'étant pas produits, l'événement a été biffé des esprits par les préoccupations de l'heure » (p. 248).

La question concernant l'assassinat de Jean Jaurès et sa relation avec le déclenchement de la guerre a été presque systématiquement posée, sauf omission fortuite ou quand l'état des souvenirs du témoin, dès le récit de vie précédant la relation de la guerre proprement dite, faisait apparaître une mémoire très défaillante, ou une incapacité manifeste à supporter un long entretien. Le nom est connu par beaucoup, mais seuls treize témoins sur les 160 interviewés et un sur les trente récits de guerre (dont ce n'est pas l'objet) fournissent des réponses circonstanciées. Il va sans dire que ces réponses ont une relation étroite avec les opinions politiques du témoin, soit de l'époque, soit plutôt contemporaines de l'entretien, mais la question directe sur l'option politique et la conviction religieuse n'ayant jamais été abordée, sauf parfois de biais, pour ne pas indisposer mon interlocuteur, il est souvent difficile d'établir cette corrélation.. Il apparaît que 8 réponses sont favorables à Jaurès, de manière enthousiaste ou modérée, 4 mitigées ou apparemment neutres (dont une paradoxale, puisque le témoin (**Jean Fontaney**, déjà cité), ayant 21 ans en 1914, instituteur puis professeur, déclare appartenir à une « *génération de normaliens ...pas cocardiens* » « *une génération orientée à gauche* », et 2 défavorables, une par sa sécheresse, l'autre par sa condamnation explicite de l'action de Jaurès. Mais l'examen en détail des témoignages fait apparaître un autre clivage : tout en admirant en en Jaurès soit l'homme, soit le politique, on peut douter que son action d'entente ultime avec les socialistes allemands ait pu se révéler efficace et empêcher la guerre. Il est aussi intéressant de voir, si l'idée est mentionnée, à qui on attribue la responsabilité de cet assassinat, les commanditaires au-delà de la main de son exécutant Raoul Villain, dont le nom n'est cité que deux fois, par **René Villemagne** et **Claude Chaume** : les militaristes patriotes « *qui voulaient absolument la Revanche* » (**Etienne Becouse**), la droite (**Georges Montagne**), les capitalistes du « *pogon* » (**Adolphe Solnon**) ou même « *les dirigeants allemands* » (**Joseph Masclaux**).

Nous avons éliminé les deux témoignages les plus anodins, un parmi les favorables, un parmi les mitigés. Les autres méritent d'être cités in extenso, ne serait-ce que pour montrer la complexité de réponses paraissant simples au premier abord. Ici, il s'avère souvent important de conserver le dialogue entre enquêteur (E) et témoin (T) pour faire saisir les nuances subtiles du témoignage dans son accouchement, phrase par phrase.

* Opinions favorables ou plutôt favorables à Jaurès :

Le seul témoin à aborder spontanément la question de cet assassinat est **Jean-Baptiste Mazioux**, né en 1894, sabotier dans l'Allier puis dans la Loire jusqu'en 1914, puis employé au chemin de fer de 1919 à 1950 en gare de Roanne, résidant au Coteau : au bout de deux heures d'entretien, il en arrive à ce point, qui avait été omis en début d'entretien – mené selon la chronologie de la guerre - et dévoile clairement son orientation politique :

T – *Le gros choc que j'ai ressenti, moi, c'est quand j'ai appris, avant la guerre, l'assassinat de Jaurès*

E – *Ah oui, je ne vous en ai pas parlé parce que ça n'est pas venu dans la conversation ; ça a été dur pour vous ?*

T – *Oui, oui., ça a été dur, parce qu'à ce moment-là je faisais déjà...J'avais déjà l'esprit de dire que les gouvernements qui nous gouvernaient à ce moment-là, ils étaient contre la classe ouvrière ! Avant la guerre, moi j'étais contre ces gens-là ! Parce que moi, pendant ma carrière, je vais vous dire que j'ai été pendant quinze ans délégué de ma catégorie à la S.N.C.F.*

E - *Délégué syndical ?*

T- *Oui ! Je défendais les copains.*

E - *Bien sûr... Donc vous avec l'impression que Jaurès aurait pu l'arrêter, s'il n'avait pas été assassiné ?*

T- *Je crois ! Je crois que peut-être...qu'il aurait peut-être pu arrêter la guerre ! Enfin, certainement que quelqu'un a été payé pour le débarrasser¹⁶ ! Parce que lui, à ce moment-là, c'était le vrai socialiste !*

E – *Donc, qu'est-ce que vous avez éprouvé à la mort de Jaurès ?*

T – *Vous savez, j'étais encore trop jeune pour dire...Mais quand j'ai appris la mort de Jaurès, j'ai eu l'occasion de parler à des gens plus âgés que moi et plus qualifiés que moi pour comprendre ce qui se passait. Je m'en rappelle, on a bien dit : « L'assassinat de Jaurès, c'est la guerre ! »*

Le jugement de **François Dutel**, né en 1898 à Valeille, entrepreneur en maçonnerie à Valeille, est bref, mais très clair : « *J'en ai bien entendu causer, de Jaurès ! C'était un de nos meilleurs, ça ! Jaurès, s'ils l'avaient pas assassiné, la guerre aurait peut-être pas éclaté !* ».

¹⁶ « *Le débarrasser* » au lieu de « *s'en débarrasser* », comme euphémisme de « *tuer* » est courant en français local forézien, parmi les personnes âgées. « *Cette vache, il a fallu la débarrasser* » : l'envoyer à l'abattoir. Voir aussi ci-dessous la fin du témoignage de Joseph Masclaux

L'admiration d'**Adolphe Solnon** né en 1896, ouvrier menuisier dans l'Allier puis dans la Loire, résidant à sa retraite à Vougy, va autant à l'homme qu'au chef de file socialiste, et c'est le plus affirmatif dans la possibilité de Jaurès d'éviter le conflit :

E – « Vous aviez 18 ans ; est-ce que vous avez entendu parler de l'assassinat de Jaurès ?

T – Ah ! Ça a été le premier son de cloche ! Ça a été la première victime du pays, Jaurès !

E – Est-ce que les gens le savaient ? Est-ce qu'on en parlait ?

T- Oh ! Y en avait qui savaient pas, qui étaient pas au courant !

E- Et vous ?

T- Moi, l'esprit était pour interdire ce qui allait arriver ! J'étais bien de l'avis de Jaurès !

E – Vous le connaissiez avant ?

T – Oui. Par son opinion et par sa vie aussi droite d'un homme...il n'en a pas existé plus que lui ! Il aurait pu empêcher ça ! Et le mieux...on l'a empêché de ... parce que c'est le pognon qui a mis ça en route ! Ils se sont dépêchés d'abord de le tuer, le premier jour ! Tu as entendu parler de ça...je te tutoie ? Jaurès, je le connaissais de réputation de vie parce que c'était un homme droit, comme une quille ! ».

Un autre témoignage admiratif, mais plus complexe car il constate l'appartenance de Jaurès à la bourgeoisie (« il avait une fortune soi-disant ») émane de **Georges Montagne**, né en 1896, tisseur à Bussières avant et après guerre, créateur et propriétaire d'une petite entreprise de tissage qui fut prospère, s'affichant militant républicain laïque convaincu dans sa biographie orale, partisan en 1914 de l'entente avec l'Allemagne, et vivant la même dichotomie que Jaurès (relativement fortuné mais de gauche)

E – « Est-ce que l'assassinat de Jaurès a fait beaucoup parler ?

T- Ah oui ! Beaucoup ! Enormément ! Je m'en rappelle comme si c'était aujourd'hui ! A ce moment-là, la guerre était inévitable. Sur toutes les lèvres, on entendait dire ça ! Ah ! Je m'en souviens très bien !

E- Qu'est-ce qu'il représentait pour vous, Jaurès ?

T- Il avait une fortune soi-disant, d'après ce que j'ai entendu dire, mais il représentait la France ouvrière

E- Donc son assassinat a produit un gros effet ?

T- Oui, ça a été la création de la haine entre l'Allemagne et la France beaucoup plus intense qu'auparavant.

E- Vous me disiez que quand vous avez su que Jaurès était mort, vous avez pensé que la guerre était inévitable. Donc Jaurès constituait un obstacle à la guerre ?

T- Oui. D'ailleurs, il l'avait dit lui-même à la tribune qu'il était hostile à la guerre, absolument !

E- Et vous pensez que Jaurès vivant aurait pu faire quelque chose ?

T- Je le crois ... [diverge assez longuement sur l'absence d'équivalent de Jaurès du côté allemand] Je crois qu'il aurait pu l'éviter, je crois. Si la droite n'était pas hostile, comme elle l'est encore à l'heure actuelle [entretien réalisé en mai 1988] à ne pas vouloir concéder quelque chose à l'autre côté. Ça a été une grave erreur de la faute des Français. [...]

E – Donc l'assassinat de Jaurès a été déterminant ?

T- Ah oui, déterminant ! Ça a été une haine pitoyable en France, ça a grossi la haine. Je vous le dis sincèrement !

E- Est-ce que Jaurès était populaire dans tous les milieux ?

T- Il était très populaire au point de vue républicain. Il était très sympathique, il était très estimé [considérations sur les divisions entre partis] Si du côté de l'Allemagne, il y avait eu des hommes aussi compétents que Jaurès, on aurait pu y arriver, je crois (à arrêter le déclenchement de la guerre).

Beaucoup moins affirmatif quant à la capacité de Jaurès d'éviter à la guerre, et assez circonspect en matière de prise de position politique, est le témoignage du troisième des témoins les plus âgés, **Joseph Masclaux**, né en 1885, mineur, puis surveillant à la mine de Roche-la-Molière en 1914 (deviendra sous-gouverneur à la mine, puis chef de gare aux Houillères), interrogé lui à plus de 102 ans, témoigne :

E – Est-ce que vous vous souvenez de l'assassinat de Jaurès ?

T - Ah ! Oui ! C'est ce qui a déclenché...

E- Comment est-ce que ça a été appris par les gens et qu'est-ce qu'ils ont ressenti ?

T – Ecoutez... Je faisais pas de politique parce que celui qui avait un certain grade à la mine était pas mal considéré ; ils aimaient les gens libres... Alors j'ai jamais fait de politique, mais n'empêche que je m'intéressais beaucoup à ce que je sentais. Ça avait fait fureur ! Vous savez que Jaurès, ça a été un champion pour le pacifisme ! Eh bien ! l'Allemagne aurait peut-être mieux hésité si Jaurès était resté, parce qu'il avait une autorité non pas mondiale mais européenne. Et alors quand on l'a fait tuer - vous savez qu'on l'a fait tuer ? – tout de suite les syndicats ont dit : « Voilà, on nous pousse à la guerre, on va la faire... ». Y a eu un entraînement favorable, vous savez !.

E - Qui est ce « on » qui l'a fait tuer ? Qui a fait tuer Jaurès à votre avis ?

T – Un badaud qu'on a payé !

E - Oui, mais qui est-ce qui l'a poussé ?

T – Les dirigeants allemands ! On l'a débarrassé pour pas avoir un type de haute autorité pour empêcher peut-être la guerre...

Un témoignage émouvant par la façon dont il exprime l'affliction permet de mesurer le poids de la tradition régionale dans la réaction à un événement politique : agriculteur dans ce « Midi rouge », ou socialisant, jusqu'à son départ à la guerre au printemps 1916, **Léopold Bayle**, né en 1897 à Tresques (Gard), travaillant à la ferme familiale de Tresques jusqu'à son départ à la guerre au printemps 1916, puis contraint après guerre, par suite d'une grave blessure au bras droit, à une reconversion professionnelle dans les Postes, principalement à Lyon qui l'amènera au grade d'inspecteur, montre que le monde paysan méridional a pu être touché par la mort de Jaurès, alors qu'aucun de nos témoins agriculteurs foréziens, ancrés plutôt à droite, n'a exprimé ce sentiment

E- *« Vous êtes le premier combattant du Midi que je vois [mon 143^e témoin, interrogé à Feurs chez sa fille et son gendre], et je vous pose la même question qu'aux gens de la région : est-ce que la mort de Jaurès dans les jours qui ont précédé la guerre a eu un retentissement ou non ?*

T – *Dans mon pays, énorme ! ...*

E – *« Ça s'est traduit par quoi ? ... Par des manifestations ? ... Des signes extérieurs de tristesse ?*

T- *Ah non ! C'était personnel. Il n'y a pas eu de manifestations extérieures, non... C'était un village. Mais les gens étaient touchés, énormément !*

E – *Dans notre région, ça a très peu touché le monde paysan, très peu !*

T – *C'était pas le cas. »*

L'émotion instaurée m'a fait omettre la question sur la capacité éventuelle de Jaurès d'influer sur le cours des événements...

Un seul témoin décrit l'annonce en direct de la mort de Jaurès, et ceci dans la préfecture du département de la Loire, Saint-Etienne. On verra que le témoignage, qui paraît être celui d'un militant socialiste convaincu, s'infléchit beaucoup plus tard dans l'entretien pour condamner ce que d'aucuns nommeraient « *le pacifisme bêlant* » ou « *utopique* » de Jean Jaurès. Il s'agit de **Félix Villetelle**, né en 1895 à Saint-Etienne, passementier, puis métallurgiste avant guerre ; passementier ensuite jusqu'en 1935, puis employé municipal à Saint-Etienne : « *J'étais devant La Tribune (le siège du journal portant ce nom) place Marengo. Y avait une rumeur qui courait, que l'Allemagne voulait la guerre, patali patala *. Alors tout le monde était mobilisé aux nouvelles, quoi ! Alors moi je connaissais pas mal de types, par exemple Ferdinand Faure. Je me présente devant le journal, je vois Ferdinand Faure, je me mets à côté de lui. Alors on annonçait les mauvaises nouvelles sur la guerre : « Les socialistes (allemands : le précise plus tard) ont accepté de faire partie de... ont approuvé la déclaration de guerre... ». C'était annoncé à voix haute ! Je me rappelle pas si c'était affiché. On était là à les écouter... C'était la foule, place Marengo, pas 50 000, bien sûr, mais c'était la foule...*

E – *Ferdinand Faure, quel était son parti ?*

T – *C'était le candidat socialiste, le patron socialiste. Je le connaissais d'abord comme cafetier ; j'avais été boire l'apéritif, plusieurs fois, les dimanches, comme ça, dans le troquet. Alors, je me trouvais là. Tout par un coup, on annonce, parmi toutes les nouvelles : « Jaurès vient d'être assassiné ! ». Alors : « A bas la guerre ! », moi je criais. Ferdinand Faure criait : « Vive Jaurès ! ». Vive Jaurès : il est mort ! Vive... pfff... Ça s'est passé comme ça !*

E – *Comment la foule a accueilli cette nouvelle ?*

T- *Oh ! C'était une rumeur : « Oh ben alors... Ça va être la guerre ! Ça va être la guerre ! » (suivent des considérations sur les socialistes allemands, puis sur les députés de la Loire)*

E – *Donc la foule a appris la nouvelle, je suppose, avec consternation ?*

T- *Ah oui ! C'était l'indignation ! Puis consternation ! Parce qu'on voyait que ça allait être la guerre ! »*

Il est clair, dans ce témoignage, que la consternation de la foule associée à l'imminence de la guerre, semblant désormais inéluctable, l'emporte sur l'indignation liée à l'assassinat de Jean Jaurès. Félix Villetelle paraît bien à l'unisson, bien que sincèrement affecté par la mort de Jaurès, et l'on ne sait que trop penser de la nature profonde de ses liens avec Ferdinand Faure : connivence socialiste ou camaraderie de bistrot ? Cependant, vers la fin de l'entretien, il reviendra sur le sujet et exprimera une condamnation nette du pacifisme socialiste français et de la position de Jaurès : « *Les socialistes allemands, dès qu'ils ont vu que c'était décidé, ils se sont rangés avec le gouvernement. Tandis que chez nous... Jaurès, d'ailleurs, c'est parce qu'il représentait un pacifisme intégral qui risquait de nous faire tendre la gorge au bourreau... (sous-entendu : qu'il a été tué). Vous comprenez ! »*

* Opinions mitigées ou apparemment neutres

Claude Chaume, né en 1892, amputé du bas de la jambe gauche, agriculteur à Bully toute sa vie, maire de 1940 à 1953, au régiment, le 5^e Bataillon de Chasseurs à Pied de Remiremont depuis octobre 1913, reconnaît la stature de Jaurès, l'émotion suscitée par sa mort, mais récuse toute efficacité de son action quant à la prévention de la guerre :

E – *« Il y a bien un assassinat qui a marqué...*

T – *Ah ! oui : Jaurès ! le 31 juillet 14, il a été assassiné dans un café par ... Villain*

E- *On en a parlé au régiment ? Ça a touché les gens ?*

T- *Ah oui ! On en a parlé parce que Jaurès était un homme populaire. On disait même que, s'il avait vécu, il aurait même empêché la guerre. J'y crois pas, mais on le disait. Jean Jaurès, c'était quelqu'un, dans toute l'Europe, je crois.*

E- Vous le connaissiez avant d'aller au régiment ?

T- Ah oui ! J'en avais entendu parler, forcément, par les journaux... »

Etienne Becouse, né en 1893, alors dessinateur industriel à Oullins, sera contremaître à Lyon après la guerre, puis propriétaire vigneron à Saint-Nizier-sous-Charlieu à partir de son retour de captivité en 1941 ; il finit la guerre de 14 comme lieutenant et combat à la guerre de 39-40 comme capitaine. Il déclare, à propos de l'imminence de la guerre :

T – « On la sentait venir, surtout depuis l'attentat de Sarajevo

E – Est-ce qu'un autre assassinat, l'assassinat de Jaurès, a eu un retentissement dans la population ?

T- Oh oui ! Oh oui ! Parce qu'il s'était rangé avec les socialistes allemands, mais les socialistes allemands lui ont dit : « Nous, on est d'abord patriotes avant... On est socialistes, mais patriotes avant. S'il y a la guerre, nous marchons ! » Alors, il était outré, lui ! Il croyait vraiment qu'il aurait pu s'arranger avec les socialistes allemands¹⁷.

[suivent des bribes infimes d'échange]

E – Pas seulement les ouvriers ? (qui connaissaient Jaurès)

T – Oh ! Pas seulement les ouvriers ! C'était un tribun, n'est-ce pas ... Alors, il faisait des discours tonitruants (rire) à l'Assemblée Générale * !

E- Donc son assassinat a été vu comme la proximité de la guerre ?

T – Comme une manœuvre de gens qui voulaient absolument la Revanche ! Parce nous, nous avons été élevés pour la Revanche, hein ! »

Assez neutre au premier abord, car reconnaissant la notoriété de Jaurès, l'impact de son assassinat sur la population, ses talents d'orateur, ce témoignage apparaît à l'examen implicitement défavorable : l'orateur est un « tribun » dont les discours sont qualifiés ironiquement de « tonitruants », avec une ponctuation de rire, il est naïf avec les socialistes allemands, et il constitue un obstacle à la fameuse Revanche pour laquelle la génération du futur capitaine Becouse a été formée...

Apparemment neutre aussi, car ne s'engageant pas personnellement sur le drame, mais ne fournissant que la position des ennemis de Jaurès, se trouve le témoignage succinct qui pourrait aussi servir de transition vers les avis clairement défavorables: celui de **Joseph Gilfaud**, né en 1892, enrégimenté au 17^e R.I. depuis octobre 1913, fait prisonnier le 24 août 1914, jardinier-vigneron à Ambierle avant guerre, épicier et vigneron dans ce même Ambierle après guerre :

E- « Est-ce qu'un événement qui concernait la politique vous a frappé dans les jours qui précédaient la guerre ? (pas de réponse) ; je vous mets sur la voie : un assassinat !

T – L'assassinat de Jaurès !

E- Oui. Ça a eu un retentissement, cet assassinat de Jaurès ?

T- Ben, ça dépend de la pensée des gens. Ceux qui n'étaient pas socialistes ont dit : « Ben, ça va bien ! Il est parti, il est parti ... Bon débarras ! »

E – Donc ça a été très mitigé comme réaction ?

T- Oh ! oui, très..

E- Est-ce qu'on a vu dans cet assassinat l'imminence de la guerre ?

T- Ça... Vous savez, mes souvenirs sont un peu vagues... »

* Opinions défavorables :

La première présentée l'est uniquement dans son laconisme, son absence totale d'apitoiement, et surtout dans le commentaire saluant, lors des obsèques de Jaurès, la conversion radicale des socialistes à la défense de la patrie. Il s'agit de celle de **Joseph Sorgues**, né en 1895, instituteur libre au pensionnat de Bellegarde de Neuville-sur-Saône depuis 1912, après guerre professeur puis directeur à l'Ecole Saint-Nizier de Lyon jusqu'en 1928-29, puis professeur d'enseignement général à l'Ecole professionnelle des usines Péchiney à Saint-Auban (Alpes de Haute Provence) jusqu'à sa retraite en 1962 ; il tient un journal quotidien depuis début août ; il note laconiquement à la fin de la page et demie de carnet écrite le dimanche 2 août (carnet 1, p. 4) : « Jaurès a été tué à coups de revolver dans un café de Paris, on ne sait par qui » et ne revient pas sur le sujet le lendemain, ni les jours qui suivent. Il faut attendre le vendredi 7 août pour que les funérailles de Jaurès et le discours de Léon Jouhaux, secrétaire de la C.G.T., le fasse revenir sur l'événement et saluer ironiquement la volte-face des socialistes : leur conversion à la guerre déjà engagée, et pour lui, au patriotisme (carnet 1, p. 11) : « Les antimilitaristes sont tous patriotes : Jouhaux, secrétaire de la C.G.T., a déclaré aux obsèques de Jaurès que toutes les organisations syndicales se lèveront et iront à la frontière pour repousser l'agresseur et il continue ainsi : « Nous serons les soldats de la liberté pour conquérir aux opprimés un régime de liberté comme le nôtre, pour créer l'harmonie entre les peuples par la libre entente des nations. Essayons dans ces heures difficiles de ne pas perdre notre foi dans

¹⁷ Jean -Baptiste Duroselle écrit *La Grande Guerre des Français* (édition Perrin, Paris, 1994, p. 54) :

« Jaurès a lutté jusqu'au bout contre la guerre. Mais il s'est fait les plus grandes illusions. Il a cru sincèrement que les sociaux-démocrates allemands voulaient, comme lui, empêcher le conflit et qu'une solidarité existait »

l'Internationale pour pouvoir défendre nos libertés et les donner à ceux qui les espèrent. » Langage assez différent de celui qu'il tenait ces jours derniers ; d'après lui, la guerre était une entreprise de gouvernants et de financiers pour s'enrichir et régner en versant le sang des prolétaires ; et il voit maintenant une grande œuvre à accomplir : se défendre d'abord contre l'agresseur pour sauvegarder sa liberté et pour délivrer ceux qui souffrent, ceux qui espèrent. Allons ! Cette fois-ci, je suis d'accord avec vous, Monsieur l'anarchiste ! »

De fait, Joseph Sorgues est foncièrement antisocialiste, comme le fait apparaître son journal, par conviction religieuse et idéal politique ; son journal cite plusieurs fois Maurice Barrès avec admiration.

La plus explicite des réactions défavorables est celle de **Louis Seux**, né en 1897, agriculteur dans la ferme familiale de Saint-Appolinard jusqu'à son départ à la guerre, comptable puis chef de fabrication aux Manufactures Réunies de Tresses et Lacets à Saint-Chamond jusqu'à sa retraite:

E – « *Est-ce que l'assassinat de Jaurès avait eu un retentissement dans les campagnes ?* »

T - *Oui et non. Pas au point de vue politique, non. Je crois que sans vouloir faire de prévisions... On disait : « Celui-là, il commence à nous casser les pieds ! » Il racontait des histoires, n'est-ce pas, que le socialisme devait amener la paix. C'est tout juste si on n'avait pas dit : « On a bien fait de le supprimer ! »*

E- *Donc vous pensez que l'impact a été plus grand dans les milieux ouvriers ?*

T - *Ah oui ! Dans les milieux paysans, on se rendait bien compte que c'était pas ce qu'il fallait faire, mais enfin... C'était pas non plus un salut que Jaurès ! »*

Cette disproportion entre réactions ouvertement favorables et réactions ouvertement défavorables à Jaurès est-elle révélatrice ? Il serait difficile de l'affirmer, d'autant que la grande majorité des témoins ne s'exprime absolument pas sur ce sujet, même sollicitée parfois : ignorance ou réticence ? Mais on a vu que pour la plupart des locuteurs cités, l'assassinat de Jaurès est l'ultime signe précurseur de la guerre, que l'on attribue ou non au chef de file socialiste la capacité d'infléchir le cours de l'Histoire...

Quant au sort réservé à son assassin, il faudra attendre presque cinq ans pour le connaître ; **Jean-Jacques Becker** dans *La France en guerre 1914-1918 – La grande mutation* signale brièvement : « *Agitation intérieure, avec d'importantes manifestations de protestation à la suite de l'acquiescement de Raoul Villain, le meurtrier de Jaurès, le 29 mars 1919. Agitation également très forte pour le 1^{er} mai 1919¹⁸* ». Le grand Jaurès était tué une seconde fois, cette fois-ci par un tribunal français...

¹⁸ Jean-Jacques Becker *La France en guerre 1914-1918 – La grande mutation* (coll. Questions au XX^e siècle, Editions Complexes, p. 183

Chapitre 2

L'entrée en guerre :
Réactions à la mobilisation,
patriotisme et illusions,
départ des soldats

Chap. 2 - L'entrée en guerre : réactions à la mobilisation, patriotisme et illusions, départ des soldats

« Ce jour-là, non ! Ce jour-là, j'avais plus le cœur à travailler ! Parce que j'étais à la veille d'y aller, moi, à la guerre ! J'avais vingt ans ! Hé, hé ! J'avais vingt ans ! » - **Jean Auroy**, classe 1914, Arfeuilles (Allier)

« J'étais en train de moissonner du blé, moi, après-midi, du blé à la faux, qui était couché : on n'avait pas de faucille. J'entends mon village de Coise qui sonnait le tocsin ; j'ai dit : « Ça y est, c'est le tocsin ! » Après y en a qui partaient ; alors les femmes pleuraient ben ! La voisine, elle disait à mon patron – elle pleurait par sa fenêtre : « Vous nous aiderez ben ? Je suis toute seule ! » - « Oui, oui, on vous aidera ! ».- **Francisque Ferret**, classe 1916, Saint-Christo-en-Jarez (mais ayant passé sa jeunesse à Coise, dans le Rhône)

« Et je les ai vus partir ! Ils passaient, on leur parlait, ils étaient peut-être 7-8 de Thélis ; ils passaient à la porte... Ils étaient contents ! Ils disaient : « On va faire notre période¹ ! Notre promenade ! » Ils s'attendaient pas à ça, quand même ! Et y en a pas bien qui sont revenus ! » - **Pierre Martel**, classe 1914, Bourg-Argental (mais évoquant ici Thélis-la-Combe)

« Attention ! On avait un patriotisme qui était...remarquable ! J'ai vu passer des trains, au départ (de la guerre) moi à Balbigny : « Train de plaisir – Aller et retour pour Berlin » On chantait déjà la victoire avant d'avoir revêtu la tenue militaire ! » - **Etienne Poyet**, classe 1917, Saint-Bonnet-le-Château (mais ayant passé sa jeunesse à Balbigny)

On confond souvent (et moi-même je l'ai souvent fait lors de mes questions dans les entretiens, surtout au début des enquêtes) le jour de l'annonce de la mobilisation par les fameuses affiches, le samedi 1^{er} août, indiquant que le lendemain, dimanche 2, serait « *le premier jour de la mobilisation* », et le jour proprement dit de l'entrée en guerre, le lundi 3 août, où l'ambassadeur d'Allemagne à Paris de Schoen notifia au Président du Conseil² René Viviani la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France (elle avait auparavant, le 1^{er} août, déclaré la guerre à la Russie), ce qui ne pouvait qu'entraîner la réciproque. Mais dans l'esprit de tous les Français, la mobilisation a signifié la guerre, même si le Président Poincaré déclarait encore « *la mobilisation n'est pas la guerre* ».

Les réactions à la pose des affiches de mobilisation et au tocsin

Le tocsin est beaucoup plus souvent cité par les témoins que les affiches de mobilisation, sans doute parce que sa signification sinistre en a immédiatement été perçue (à la fois entendue et comprise), quel que soit l'endroit où l'on se trouvait, en ville comme en campagne, quelle que soit l'activité que l'on avait, en cet après-midi du 1^{er} août, alors que l'affiche de mobilisation n'a été qu'assez rarement vue lors de sa pose, et lorsqu'elle l'a été, elle n'a fait que confirmer la nouvelle fatale que le tocsin avait déjà répandue. Les cloches ont sonné pendant longtemps, de clocher en clocher, dans une frénésie tragique bien différente du lent mouvement du glas funéraire, et s'il faut en croire le témoignage de **Camille Richier**, de Saint-Julien Chapeuil, en Haute-Loire, que nous lirons plus bas, elles ont encore sonné le tocsin le dimanche matin, au moment de la messe. Une chape de désarroi s'est abattue sur notre région comme sur la France entière. **Pierre Miquel**, dans *La Grande Guerre*³ note à propos des affiches de mobilisation et de l'atmosphère régnant en France, très différente entre ville et campagne: « *Les affiches n'ont guère étonné la foule parisienne qui disposait de tous les moyens d'information possible. Mais le tocsin a surpris les gens des campagnes qui rentraient leur foin ou leur grain* » [...] *A la fièvre des villes, on peut opposer la calme résignation des campagnes* » (p.18) *La tradition a gardé le souvenir d'une journée bruyante, exaltée, presque joyeuse. C'est vrai dans les grandes villes.* » Il rend hommage à son aîné dont nous avons déjà cité plusieurs ouvrages : « **Jean-Jacques Becker** a fort justement signalé combien l'agitation (d'ailleurs mesurée et inégale selon les villes) ne devait pas faire oublier le calme digne et résigné de la France profonde. Bien souvent, dans les campagnes, on ne s'attendait pas à la guerre » (p. 19).

Ce sont les paysans qui, dans l'ensemble, ont gardé le plus clair souvenir de l'endroit précis où ils se trouvaient et de l'activité qu'ils pratiquaient : en général la moisson, mais parfois la fenaison, car l'été mouillé avait retardé les travaux agricoles, et que les foins se fauchaient tard dans les communes élevées en altitude, dans les Monts de la Madeleine, du Forez ou du Pilat. Ils seront très majoritaires dans les témoignages cités.

¹ Une « période » était le nom donné à une séquence périodique d'entraînement militaire, après le service militaire, tant que l'on demeurait mobilisable

² Pour les jeunes lecteurs : « *Président du Conseil* » était alors l'appellation officielle de la fonction de Premier Ministre qui a perduré jusqu'à la fin de la IV^{ème} République. Mon témoin le plus connu, Antoine Pinay, a été Président du Conseil en 1952

³ Pierre Miquel, *La grande Guerre*, éd. Fayard, 1983, p. 18 et 19

Certains jeunes Poilus, nés en 1898, donc n'ayant que seize ans, n'ont pas pris immédiatement la mesure de la gravité de l'événement. C'est le cas d'**Edmond Buisson**, fils de paysans à Mars, dans la région de Charlieu, qui continuera l'exploitation de la ferme familiale malgré l'amputation de son bras gauche consécutive à une blessure reçue le 5 septembre 1918 : « *Je l'ai appris chez moi, chez mon père, par le tocsin, à 4 h du soir : mobilisation générale ! On était en train de charger du foin, le 2 août. C'était une mauvaise année, une année mouillée, alors les foins étaient pas finis.*

E – *Quand vous avez entendu le tocsin, est-ce que ça vous a surpris ?*

T – *Ben bien sûr ! Moi, je m'en foutais pas mal de la guerre, à seize ans ! Vous devez savoir ce que c'est : quand on a seize ans, on s'en fout pas mal ! Mais mon père a dit : « Eh ben, mon vieux, on est bien logés, avec la guerre ! ».*

Ce témoignage est à rapprocher de celui d'**Etienne Carton**, aussi né en 1898, fils de paysans, d'abord à Poncins, puis à Saint-Etienne-le-Mollard, dans la plaine du Forez, entre Feurs et Boën, avant de devenir cantonnier à Feurs après guerre : « *Le tocsin ! Toutes les églises ont sonné le tocsin ! Vous savez, c'était triste, le tocsin. Alors les parents nous faisaient comprendre que c'était triste, que c'était la guerre. Alors il fallait se défendre.* ».

C'est aux moissons, dans les Monts du Lyonnais, que le tocsin surprend **Francisque Ferret**, né en 1896 à Coise (Rhône), avant de suivre, du fait du décès de son père en 1902, sa mère et ses cinq frères et sœurs à Chatelus (Loire), et devenu ouvrier agricole avant de s'établir après guerre agriculteur à Saint-Christo-en-Jarez : « *J'étais en train de moissonner du blé, moi, après-midi, du blé à la faux, qui était couché : on n'avait pas de faucille. J'entends mon village de Coise qui sonnait le tocsin ; j'ai dit : « Ça y est, c'est le tocsin ! » Après y en a qui partaient ; alors les femmes pleuraient ben ! La voisine, elle disait à mon patron – elle pleurait par sa fenêtre - : « Vous nous aiderez ben ? Je suis toute seule ! » - « Oui, oui, on vous aidera ! ». Avec mon patron, on allait aider ; il était déjà âgé, il avait un bras qui était estropié, alors il est pas parti. Et en 14, sur la fin de 14, on a aidé à lever la récolte à nos voisins, quoi ! On s'était bien démené ! ».⁴*

De l'autre côté de la Loire, en bordure du plateau de Saint-Bonnet-le-Château, plus jeune de deux ans (né en décembre 1898), moissonne aussi **Jean-Marie Chossy**, de Saint-Maurice-en-Gourgois, alors jeune valet de quinze ans et demi à Chambles (il sera plus tard métallurgiste tantôt chez Holtzer, tantôt chez Verdier à Unieux) : « *Le jour de la déclaration de guerre, on moissonnait. Il (le patron) avait pris des moissonneurs : on était neuf, le patron, moi et les sept autres. Alors quand ils ont su la déclaration, à 6 h (du soir) à Chambles, ils ont dit : « On va finir de moissonner, et après vous vous débrouillerez comme vous voudrez au (avec le) patron »⁵. Alors y en a un qui était un peu plus vieux, cinquante ans passés, il me dit : « Petit, eh ben, on va lui lier les gerbes qui sont à lier et puis on fera les plongeons (petites meules) ». On a fait les plongeons jusqu'à une heure du matin. Alors, à 10 h (du soir) il s'est mis à jurer : « Nom de Dieu, on peut bien boire un canon, non ? » Il va trouver le patron : « Hé ! Faudrait nous donner un canon pour boire ! Et puis une portion (une petite collation, un goûter) pour ce petit ! Enfin, elle (la patronne) m'a donné un morceau de saucisson !*

⁴ Ce souci de la récolte à lever au cours du mois d'août 14 concerne de nombreuses familles, privées par la mobilisation du chef de famille et des grands garçons, sans compter les valets, d'autant plus que le temps n'a pas été favorable pour les fenaisons et pour les moissons. **Henri Gerest** note dans *Les populations rurales du Montbrisonnais et la Grande guerre* (op.cit) : « *Les hommes partis, il fallut bien terminer la moisson et faire les battages. Les travaux sont retardés par le mauvais temps. Le 6 août, le seigle n'est pas encore moissonné dans les monts du Forez et le maire de Lérigneux estime que la récolte restera probablement sur pied ; son collègue de Saint-Georges-Hauteville observe de son côté, qu'outre la moisson tardive, les battages seront difficiles à faire même à la batteuse, les pluies ayant pénétré les moyettes et le vent démoli de nombreuses meules. S'y ajoute la pénurie de main d'œuvre en grande partie compensée par de grands élans de solidarité : les vieillards et les enfants viennent aider les femmes de mobilisés à lever la récolte* » (p. 96)

⁵ Cette préoccupation des mobilisés paysans de travailler jusqu'à l'ultime heure se serait retrouvée dans la France entière, contrairement à l'image répandue qui les fait jeter leurs faucilles ou leurs faux (car on moissonne aussi à la faux « à bâtiment », avec un dispositif en bois de maintien des tiges de blé coupées pour amorcer les javelles, à chaque coup de faux) dès l'audition du tocsin, dans un geste qui aurait une portée symbolique évidente. **Pierre Miquel** observe, dans *La Grande Guerre* : « *A la campagne, le premier devoir est de rentrer les blés. On trouve cette notation dans tous les récits. Les mobilisés ne partent qu'au tout dernier moment. Ils travaillent jusqu'à l'heure même du départ. Les jeunes, les vieux, et surtout les femmes les remplacent* » (pp. 33-34). Mais on n'apprend pas aisément à manier la faux ou la faucille !

Et pourtant ce geste hautement symbolique a aussi existé, à l'image du père de **Pierre-Jakez Hélias**, qui dans son Pouldreuzic breton, en baie d'Audierne, est surpris par le tocsin alors qu'il moissonnait : « *A cinq heures de l'après-midi, les cloches de l'église paroissiale entrent en branle sur un mode à faire croire que le sacristain a perdu la tête. [...] Mon père donne encore quelques coups de faucille, de plus en plus lentement. Il met un genou en terre et baisse la tête. Et soudain, le voilà qui se lève tout droit, jette son outil loin de lui et s'en va vers le bourg à travers champs sans desserrer les mâchoires. Ma mère s'est assise par terre et pleure dans son tablier. Et alors ! Il faut bien finir de couper le blé, ce qu'elle fait avant de rentrer à la maison et après avoir recherché la faucille de son mari parmi les noisetiers du talus* ». *Le Cheval d'orgueil* (p.46) éd. Plon – Terre humaine, 1975. Le témoignage d'un paysan comme **Jean Auroy**, d'un instituteur comme **Antonin Granet**, ou d'un boulanger comme le patron d'**André Mathieu** atteste cet arrêt brutal du travail.

E - Parmi ceux qui étaient là, y en a qui allaient partir à la guerre ?

T - Bien sûr ! Tous ! Y en a qu'un qui est pas parti : celui-là que je vous ai dit ! [considérations sur le seigle qu'ils moissonnent et le « froment » qui n'est pas encore mûr] J'ai dit à un vieux qui était à côté d'un village : « Dis donc, Jean (on l'appelait Jean Toussaint) dis, Jean, tu me diras quand il faudra moissonner le froment : je le moissonnerai comme je pourrai avec la faux. Enfin je me débrouillerai comme je pourrai »

E - Mais alors, quand vous avez appris la déclaration de guerre, c'était par les cloches ? C'était comment ?

T - Par les cloches ! Mais là-bas, à Vassalieux, ils l'ont fait dire par un bonhomme, par le garde (champêtre), dans les villages (les hameaux).

E - Mais alors, comment les gens ont réagi, là, tout de suite ?

T - Ah ! y a du monde (des gens) qui ont réagi vraiment en sauvages ! Ils étaient complètement dé... Enfin, ils étaient comme fous ! La peur ! La peur ! Ils avaient peur ! »

Ce témoignage présente plusieurs intérêts : le travail normal prévu pour la journée (moissonner le seigle) n'est pas interrompu par le tocsin, mais la mise en gerbes puis la confection des meules incombent aux deux seuls qui ne sont pas mobilisables ; le plus jeune, le témoin âgé de quinze ans et demi, prend conscience de ses nouvelles responsabilités, et propose spontanément son aide à un vieux voisin ; quant à la « peur » qui gagne un certain nombre de gens, peur visible, elle est ici exprimée avec le plus de force.

Dans une localité semi-urbaine, à Saint-Genest-Lerpt, à 5 km de Saint-Etienne, localité peuplée surtout de mineurs et de passementiers, **Pierre Dubanchet**, né aussi en 1898, déjà passementier, se souvient de l'affiche de mobilisation et d'un détail qui lui est resté en mémoire : « Ça a été comme un feu de paille ! Tout le monde était dans les rues, tout le monde était aux fenêtres ! Y en avait d'abord qui partaient tout de suite ! J'avais un voisin... Y en a qu'il fallait qu'ils partent immédiatement ! Alors, vous pensez bien si ça a fait du bruit, hein ! (conversation sur le tocsin, qu'il ne se souvient pas d'avoir entendu)

E - Vous me parliez de ceux qui allaient partir : ils partaient avec quel moral ?

E - Ecoutez : y a pas de moral, là ! Tout le monde était devant cette affiche de mobilisation ! Et je me souviens d'une réflexion de jeunes gens qui disaient (c'était le samedi) : « Et nous qu'on avait prévu d'aller manger l'omelette à Saint-Victor ! ». Et ils partaient le lundi ! Et parmi ces jeunes gens-là, y en a qui sont pas revenus ! ... Ça m'a marqué, cette affaire d'omelette à Saint-Victor ! (à Saint-Victor-sur-Loire, localité située au bord de la Loire, à 7 ou 8 km de Saint-Genest-Lerpt).

Un bref témoignage concerne la ville de Saint-Etienne ; il s'agit de celui de l'épouse de **Maxime Jacquet**, né en 1898 à Sail-sous-Couzan ; après avoir travaillé à Sail comme serrurier avec son père, il se rend en 1913 à Saint-Etienne, pour travailler comme ajusteur de précision dans l'armurerie ; il reprendra cette activité après guerre, puis reviendra après son second mariage dans sa bourgade natale, avec une activité de commerçant itinérant en laine et bonneterie ; sa seconde épouse, née en 1901 à Saint-Etienne, témoigne : « Les cloches se sont mises à sonner ! C'est les cloches qui ont sonné, et tout le monde s'est mis à pleurer, à crier : « C'est la guerre qui est déclarée ! ».

Le dernier témoignage concernant la Loire est lui écrit ; il émane d'**Antonin Granet**, né en 1883 à Savigneux, instituteur, en poste à Chamboeuf, près de Saint-Galmier, depuis 1912, sergent au 38^e R.I. de Saint-Etienne, fait prisonnier à Verdun le 9 mars 1916, qui, on l'a vu dans le chapitre précédent, s'est mis à rédiger un journal dès les premiers mois de sa captivité à partir de carnets antérieurs ; il donne les impressions vécues à l'annonce de la déclaration de guerre :

« Le samedi 1^{er} août était fin des classes scolaires. La menace m'apparaissait si réelle que je ne sais comment je vécus cette dernière journée d'école. Je n'eus même pas le courage de procéder à l'habituelle distribution des prix et dès l'après-midi je donnais congé à mes bambins et j'allais à Saint-Galmier où j'étais presque certain d'apprendre l'affreuse nouvelle. Cela ne manqua point et à 4 heures du soir l'ordre parut : Mobilisation générale. A ces mots jetés de bouche en bouche, les gens restaient abasourdis, puis couraient à la poste où la dépêche officielle était affichée. La consternation suivait cette constatation douloureuse.

C'en était fait, l'immense machine de guerre était en mouvement. Malgré les nombreux signes avertisseurs l'émotion fut profondément d'une grande tristesse de déception. Comment concevoir la possibilité d'un déchirement pareil ? Les yeux féminins se remplirent de larmes, les hommes s'efforçaient de paraître enthousiastes. L'angoisse se lisait sur tous les visages. [...] Je sentis tout mon être sombrer dans cette effroyable situation et tout effondré je repris le chemin de mon cher petit village où j'arrivai à temps pour préparer avec M. Chauvin, maire, les placards convoquant les hommes mobilisables à compter du dimanche 2 août. Le petit bourg si calme d'ordinaire était en effervescence, les gens affairés avaient quitté leurs champs, leurs moissons pour se rendre compte, se renseigner. Les mobilisés se questionnaient sur leur destination, sur le jour de départ, l'affectation. Ils parlaient des mesures à prendre en leur absence. On scrutait les chances et les espérances de victoires allaient à la France aidée par ses puissantes alliées l'Angleterre et la Russie. »

On retrouve dans ce témoignage l'émotion intense, la consternation qui envahit les gens à la mobilisation, la volonté de s'informer davantage qui fait suspendre toute autre activité (à la différence des témoignages d'agriculteurs cités plus haut), mais aussi le clivage entre l'attitude féminine, qui témoigne sans fard sa détresse

par les pleurs, et l'attitude masculine qui affiche un début d'enthousiasme de façade, puis les supputations sur les chances de victoire.

Pour le Rhône, et plus précisément Lyon, nous disposons d'un extrait du journal d'**Armand Beyron**, né en 1891 à Viricelles, fils d'un fabricant de chapeaux de Chazelles-sur-Lyon ; il sera après guerre directeur de diverses usines de tissage puis retraité à Roanne ; incorporé depuis l'automne 1912 au 99^e R.I. de Vienne, comme musicien-brancardier, il se trouve à Lyon avec son bataillon, au fort Lamothe. Son journal de guerre (réécrit d'après des carnets, d'où parfois l'usage du passé) donne un aperçu synthétique de l'émotion créée par l'événement, annoncé au son du canon : « *Lyon- Samedi 1^{er} août. Depuis plusieurs jours, la mobilisation générale était inévitable. Ce jour, à 16 heures, le canon du fort St Irénée annonce l'état de guerre et la mobilisation par 21 coups. Emotion intense en ville. Les gens affolés se ruent dans les banques, les caisses d'épargne, pour retirer leur argent. Les gens suspects sont arrêtés par la police. Les affiches de mobilisation générale sont rapidement placardées. Consternation et enthousiasme. Des jeunes qui par groupes, avec drapeaux et pancartes, circulent en criant et chantant : Marseillaise et chants patriotiques. Grosse foule devant la caserne du fort Lamothe. Les sorties sont interdites et l'on finit de mettre en ordre les magasins d'habillement et habiller avant la nuit la troupe en caserne* » (journal, p.2)

Pour l'Allier, nous retiendrons le témoignage très vivant de **Jean Auroy**, né le 16 août 1894 à Montaiguët-en-Foréz, dont les parents s'intallent comme fermiers métayers à Arfeuilles, dans les Monts de la Madeleine en 1898 ; devenu jeune berger, puis valet, il est loué dans une ferme de Cusset, près de Vichy, au moment de la mobilisation ; il s'établira plus tard comme agriculteur à Arfeuilles, au hameau de la Bruyère. Son souvenir est aussi lié à un incident précis, mais dont il ne tire pas une interprétation symbolique : « *J'étais à Cusset ; on moissonnait sous des arbres, avec mon patron naturellement. Et ces arbres, y avait des fils de fer d'un arbre à l'autre. Alors, en coupant de la paille (parce que leurs blés, là-bas, y avait de la paille : en général, c'était tout versé, tout par terre), il a attrapé un doigt avec le volant⁶ ! Le doigt, il a pas tombé, mais il s'en est guère manqué ! (rire) Juste au moment que - on était pas loin de la ville (de Cusset)- que les cloches sonnaient, le clairon sonnait ! Y avait un tintamarre formidable ! On était pas loin de la ville, à 1 km, pas plus (longue digression sur l'école des Frères où il était allé ; je tente de le ramener sur l'épisode de la mobilisation)*

E – *Et qu'est-ce que vous avez fait ? Vous avez continué de moissonner ?*

T – *Je vous dis ben : mon patron s'est coupé le doigt ! Il a dit : « Je peux plus moissonner comme ça, il faut que j'aille y faire empatte⁷ ». Et j'avais un oncle qui avait un morceau de terre qui était à 4-500 mètres. J'ai vu mon oncle qui était dans sa terre. Mais je vous dis ben : juste comme les cloches et tout le bordel avait sonné, hein ! Alors je suis allé chez mon oncle ! On a causé tout le soir ! (ému). On a causé tout le soir ! On a causé de toute espèce... Parce que mon oncle était facteur à Cusset.*

E- *Il avait fait la guerre de 70, lui ?*

T- *Non !*

E- *Vous avez parlé : vous n'aviez plus le cœur à travailler, alors ?*

T- *Ce jour-là, non ! Ce jour-là, j'avais plus le cœur à travailler ! Parce que j'étais à la veille d'y aller, moi, à la guerre ! J'avais vingt ans ! Hé, hé ! J'avais vingt ans ! »*

De fait, la classe 1914 partira en septembre ; ajourné pour une question de poids inférieur à 50 kg, Jean Auroy ne partira qu'en novembre, sans doute pas bien plus épais, mais une première hécatombe avait déjà eu lieu, et il fallait combler les vides...

Pour la Haute-Loire , nous disposons de trois témoignages, deux oraux, l'autre écrit.

Le premier, extrêmement bref, le témoin étant peu loquace, est curieusement venu en fin d'entretien, la question ayant été omise au début, par volonté du témoin de raconter tout de suite sa guerre, après sa biographie qui, à son goût, avait dû trop durer. Il s'agit d'**André Mathieu**, né en 1896 à Landos, au sud du Puy-en-Velay ; né dans une famille paysanne, il fait son apprentissage de boulanger au Puy, puis à Landos où il se trouve en 1914 ; il sera plus tard boulanger à Saint-Haon (Haute-Loire) jusqu'en 1932, puis facteur, d'abord en Haute-Loire, puis principalement dans la Loire à Saint-Germain-Laval, de 1936 à sa retraite en 1958. La transition se fait à l'inverse de la chronologie entre les cloches de l'armistice, sonnante l'allégresse, et les cloches de la mobilisation, sonnante la tristesse :

E – *A propos de cloches : quand la guerre s'est déclarée, qu'est-ce que vous faisiez ?*

T- *J'étais avec mon patron. Il était en train d'enfourner, il a tout plaqué, et il a dit : « Débrouille-toi ! » Et lui devait partir le lendemain, quoi ! »*

Le deuxième, oral aussi, est celui de **Pierre Faure**, né en 1898 à La Chapelle d'Aurec, près de Monistrol, de parents paysans ; il sera plus tard ajusteur dans la Loire, principalement comme mécanicien ajusteur aux mines de

⁶ « Le volant » est le nom donné à la faucille en patois et en français local, dans toute la région. On aura compris que le blé, trop haut de tige, sans doute à cause de la fertilité de la terre de Limagne, et aussi par le fait d'orages, s'est aplati sur le sol, et que cela complique singulièrement la tâche des moissonneurs.

⁷ « Empatier » : entourer la blessure d'une « patte », c'est-à-dire d'un chiffon, ou au mieux, d'une pièce de tissu propre...

Montrambert, à La Ricamarie, jusqu'à sa retraite ; il a, à seize ans joué un rôle modeste, mais actif dans la mobilisation des soldats de sa commune rurale, riche en hameaux: « *Le garde-champêtre est venu chez moi, il a dit à ma mère : « Dites, vous avez un de vos garçons, là... Je peux pas aller dans les campagnes, partout, porter les affiches ; si votre garçon voulait les porter ? » C'est moi qui ai porté les affiches pour la mobilisation du 2 août 14 ! J'ai porté les affiches parce que le garde-champêtre était trop vieux ! A La Chapelle d'Aurec : c'est à côté de Monistrol. Nous étions, nous, entre La Chapelle et Monistrol. J'ai porté les affiches : un hameau de deux maisons, il fallait mettre des affiches sur les portes de grange !*

E – *Dans tous les hameaux ?*

T – *Eh oui oui oui ! J'en ai porté au moins une dizaine ; mais j'étais pas tout seul ! Parce qu'en campagne, c'est difficile ! Comment voulez-vous qu'un bonhomme, à ce moment-là (sous-entendu : sans véhicule), il puisse aller partout ?*

E- *Vous vous en souvenez, de ce jour de déclaration de guerre ?*

T- *Ah, mais bien sûr, si je m'en souviens ! J'avais deux frères qui partaient le lendemain, et deux beaux-frères !*

E- *Et c'était quelle atmosphère dans la famille ?*

T - *Ah ben, vous savez... rien qu'à porter les affiches, les femmes qui venaient lire tout de suite (ému) ça criait bien sûr ! Je m'en rappelle comme si c'était aujourd'hui ! Les gens, les femmes se mettaient à pleurer ! ».*

Nous voilà bien loin de l'atmosphère de patriotisme exacerbé décrite à l'envi par certains auteurs pour ce jour-là ; on verra qu'elle viendra parfois plus tard, dès le surlendemain, mais entre hommes, et plutôt en ville qu'en campagne.

Le troisième témoignage, écrit, émane de **Camille Richier**, né en 1890 à Saint-Julien-Chapteuil, âgé de 24 ans en 1914, agriculteur à Saint-Julien (la Chapuze) avant et après guerre ; comme celui d'Antonin Granet, il est différé ; il évoque avec un beau style dans son récit de guerre, rédigé en 1919 d'après les lettres numérotées adressées à sa famille, l'atmosphère de l'annonce de la mobilisation dans sa bourgade de Haute-Loire, et aussi son rôle de colleur d'affiches de mobilisation (journal pp. 2-3) :

« Ce 1^{er} août 1914 !!! Qui l'a vécu s'en souviendra jusqu' à la tombe.

Par les journaux, la dernière huitaine de juillet, on savait bien que la situation était très tendue en Europe, mais dans nos campagnes où la fenaison très en retard occupait au point qu'on n'avait même pas le temps de lire, et l'on avait tant vu de ces incidents pacifiquement réglés, qu'on comptait sur la sagesse de nos diplomates et l'on ne pouvait se faire une idée de la guerre, le monde étant trop civilisé, disait-on.

Mais lorsque le 1^{er} août vers 5 heures de l'après-midi retentit le tocsin sinistre, on n'eut pas besoin de demander ce que c'était ! Peut-on dire la consternation qui en quelques secondes s'abat sur le monde : le travail est abandonné. Que de larmes, que d'angoisses ! Le tocsin qui sonne lugubre est un glas immense qui perce les cœurs comme une multitude d'aiguilles. On ne rencontre que visages en pleurs, gens atterrés qui ont abandonné tout travail et ne savent pas trop ce qu'ils font.*

Je me rends à Saint-Julien aux renseignements ; peut-on concevoir l'écrasement qui règne partout tandis que sonne toujours le sinistre tocsin. En revenant, je colle ces malheureuses affiches de mobilisation générale. Je dois partir le lundi matin, comme presque tout le monde, et comme ma bonne mère est aux eaux, quel n'est pas mon malheur en me demandant si je pourrai la revoir !

Le 2 août est un dimanche : le tocsin sonne tandis qu'on se rend à la messe et quelle douleur sur tous les visages. Mr le curé en chaire exorte de son mieux, un silence morne plane partout. Avant de se quitter, on boit avec les copains ; puis une poignée de mains qui sera certainement la dernière avec quelques-uns et je suis de retour à * bonne heure. Je passe l'après-midi avec la famille, et que ma pauvre mère me manque en ce moment.».*

On a vu que ces témoignages sont essentiellement ruraux ; il se trouve que parmi mes témoins urbains, plus rares, aucun (sauf la femme de Maxime Jacquet) n'a évoqué le jour de l'annonce de la mobilisation ; ils ont davantage été frappés par le départ des régiments, qui ne se produira pas dans la même ambiance d'affliction générale. Une consternation bien compréhensible domine, qu'elle s'accompagne ou non de l'arrêt subit des activités, que l'on soit seul, en petit groupe de travailleurs, ou au milieu d'une bourgade, voire d'une ville.

Patriotisme, optimisme et illusions d'une guerre brève et victorieuse

Comment a-t-on pu passer, en deux jours, de ce sentiment d'affliction à un phénomène de mobilisation des esprits, de confiance, qui, d'après de nombreux historiens, confinait à l'enthousiasme et en la certitude d'une victoire rapide ?

Pierre Miquel dans *Les Poilus*⁸ écrit : « *La guerre n'est certes pas alors conçue comme une hécatombe programmée, plutôt comme une promenade militaire en pays facilement conquis ».*

Yves Pourcher dans *Les Jours de guerre*⁹ confirme en des termes imagés : « *Et ce fut cette grande illusion d'une guerre courte et victorieuse où le soldat français s'en irait couper les moustaches de l'orgueilleux Kaiser ».*

⁸ Pierre Miquel *Les Poilus*, collection Terre Humaine, Plon, 2000, p. 31

Un combattant de 14-18, normalien de la rue d'Ulm, écrivain, **Jacques Meyer**, rappelle une anecdote frappante dans *Les Soldats de la Grande Guerre*¹⁰ à propos du casque Adrian arrivant dans les régiments à l'automne 1915, qui montre que l'optimisme irréaliste sévissait au sommet de la hiérarchie militaire : « *Les soldats français, comme les belges, les serbes et les italiens, purent, pendant plus de trois ans, se féliciter d'être dotés de la bourguignotte*¹¹, et cela contrairement à la prédiction de Joffre, qui répondait en 1914 au colonel Pénelon, venant lui proposer un modèle de casque : « *Nous n'aurons pas le temps de les fabriquer, je tordrai les Boches avant deux mois* ».

Il est facile pour nous d'ironiser sur ce bel optimisme, puisque nous avons le recul de l'histoire. Mais même les historiens contemporains se montrent compréhensifs vis-à-vis de cet aveuglement collectif.

Jean-Baptiste Duroselle dans *La Grande Guerre des Français*¹² corrobore cette vision d'une guerre courte par les prévisions des économistes du temps: « *D'abord on a cru à la guerre courte. L'immense majorité des économistes l'avait prouvé. Avec des millions d'hommes, les ressources financières et économiques des divers pays ne permettaient pas de les prolonger au-delà de quelques mois. Ainsi mobilisa-t-on dans les troupes combattantes un grand nombre d'ouvriers qualifiés des usines de guerre. On possédait un stock de dix-sept cents obus par pièce de 75. N'était-ce pas assez ? Les Allemands eux aussi mobilisaient ces ouvriers. Mais ils avaient trois mille obus par pièce.* ».

Jean-Jacques Becker dans *1914 – Comment les Français sont entrés dans la guerre*¹³ débute son chapitre « *Les Français au mois d'août* » par cette réflexion : « *Croire en une guerre courte n'était pas absurde... La preuve, c'est que cela faillit bien arriver. Au début du mois de septembre, les Allemands furent près d'atteindre la victoire, et quelques jours plus tard, après la bataille de la Marne, les Franco-Anglais auraient pu également y prétendre, s'ils avaient été moins éprouvés, et s'ils avaient su aussi mieux exploiter leur avantage* ». Puis il s'interroge : « *Il est toutefois plus surprenant que les Français aient cru avec un tel ensemble que la guerre serait courte et victorieuse* ». Citant les notes laissées par les instituteurs charentais, invités par leurs inspecteurs d'académie, comme les autres instituteurs de France, à décrire les conditions de la mobilisation dans leur bourgade, il trouve qu'« *une guerre courte est pronostiquée 87 fois* », avec des expressions comme « *de courte durée* », voire « *de très courte durée* » ou des dates de retour prévues pour « *dans deux mois* », « *dans trois mois* », « *pour les vendanges* ». Certains sont même plus optimistes : « *A Reparsac, on imaginait être à Berlin dans un mois, à la Rochefoucauld avant un mois. A Turgon, on escomptait un conflit de 15 jours à un mois. C'était des pessimistes qui envisageaient une guerre de cinq à six mois* » (p. 492). L'étude des notes d'instituteurs d'autres départements l'amène à la même contagion optimiste, à quelques rares exceptions près. D'où l'interrogation : « *Pourquoi cette sorte d'inconscience de l'opinion publique française... ?* ». Il propose une première explication en deux variantes : « *On pourrait l'expliquer par la volonté de conjurer le sort, ou encore l'interpréter comme une manifestation verbale à laquelle on ne croyait pas* », qu'il écarte bien vite au profit d'une autre, découverte dans le *Journal inédit* de Jacques Bainville écrivant en juillet 1914 : « *Croire à la brièveté de la guerre, c'est peut-être encore une façon de ne pas croire à la guerre...* ». Becker approuve : « *Cette interprétation nous semble la bonne. L'opinion publique française ne pouvait plus rejeter l'idée du conflit, puisque le conflit était là. Mais elle était portée à le minimiser, à ne voir en lui qu'un contre-temps de brève durée dans l'écoulement normal des jours. [...]* On dit que la guerre sera courte parce qu'on souhaite qu'elle le soit » (p.496). Et on pourrait ajouter « *Et on dit qu'elle sera victorieuse parce qu'on croit qu'il ne pourra pas en être autrement.* ».¹⁴

⁹ Yves Pourcher *Les jours de guerre - La vie des Français au jour le jour entre 1914 et 1918*, éd. Plon, 1994, p. 64

¹⁰ Jacques Meyer *Les Soldats de la Grande Guerre* collection La Vie quotidienne, Hachette, 1966, p. 80

¹¹ Ce terme médiéval de « bourguignotte », apparu vers 1460 pour désigner le casque des soldats du duc de Bourgogne, a été repris « *par plaisanterie* », selon Alain Rey (*Le Robert, Dictionnaire historique de la Langue française*, tome 1, p. 479), par les soldats de la Grande Guerre pour désigner leur casque. Cependant, il est très peu usité dans les récits de guerre, et jamais dans mes témoignages oraux. Et ce n'est pas par plaisanterie qu'Apollinaire, toujours à l'affût de mots insolites, l'emploie dans le poème « *Désir* » adressé à sa fiancée Madeleine Pagès le 6 octobre 1915, peu de temps après l'introduction de ce casque dans l'équipement français : « *La tôle ondulée sous la pluie // Et sous la pluie ma bourguignotte* »

¹² Jean-Baptiste Duroselle *La Grande Guerre des Français – 1914-1918*, Perrin, 1994, p. 68

¹³ Jean-Jacques Becker *1914 – Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Presse de la fondation nationale des Sciences politiques, 1977, pp. 491 à 196

¹⁴ Il n'est pas indifférent de savoir que le même optimisme irréaliste prévaut aussi du côté de l'ennemi, chez les Allemands et les Autrichiens. En témoigne l'article du général **Jean Delmas** « *La guerre imaginée par les cinq grands états-majors* » dans l'ouvrage collectif *Guerre et Cultures 1914-1918* dirigé par J.J. Becker, J. M. Winter, G. Krumeich, A. Becker et S. Audouin-Rouzeau : « *A Moltke qui affirmait : « Nous espérons en avoir fini avec la France six semaines après l'ouverture des hostilités, ou tout au moins être assez avancés pour envoyer le gros de nos forces sur le front oriental », Conrad von Hötendorf, le chef de l'état-major autrichien, répond : « Il faut donc que nous tenions contre les Russes au moins six semaines »* (Armand Colin, 1994, p. 53). Pour ce qui est de l'opinion publique allemande, les historiens allemands contemporains remettent en cause l'idée d'une vague générale d'enthousiasme patriotique ; en atteste, dans ce même ouvrage collectif, l'article de **Wilhelm Deist**, professeur à l'Institut de Recherche militaire de Fribourg, intitulé « *Le « moral » des troupes allemandes sur le front*

Certitude d'une guerre brève et victorieuse

- Certitude décrite sans être justifiée

Dans cette sous-partie, nous serons amenés à quitter plusieurs fois l'ordre chronologique, car, pour ceux qui ne partent que plus tard (à partir de la classe 14, qui sera incorporée en septembre), c'est surtout le départ des mobilisés allant vers la gare, et plus encore la vision des trains et de leurs inscriptions optimistes qui fonde l'idée de cette certitude. Plus tard, nous aurons à revenir sur ce départ pour décrire de l'intérieur ce départ des soldats.

On pourrait classer du nord au sud du département de la Loire un éventail de ces témoignages, presque de gare en gare, bien que toutes ne se situent pas sur l'axe sud – nord Saint-Etienne – Roanne, et que beaucoup de régiments passent par Lyon pour rejoindre le front de l'Est.

A l'extrémité nord-est du département, **Eugène Troncy**, né en 1896, à Belmont-de-la-Loire (Trémontet), dans une famille d'agriculteurs, se souvient du départ des mobilisés d'août 14 à Belmont : « *Je les ai vus partir, le jour de la mobilisation, y avait une fête là-bas...enfin y était pas une fête...Ils se sont rassemblés, ils criaient, ils chantaient !*

E- *Ils chantaient, ils étaient joyeux ?*

T – *Ben joyeux...oui ! Ils partaient, ils croyaient que y allait durer trois semaines ! (rire)*

Non loin de là, en bordure de Saône-et-Loire, à Saint-Denis-de-Cabanne, **Edmond Buisson**, né en 1898 à Mars, agriculteur à Mars, se souvient des trains de mobilisés : « *Ils partaient avec des inscriptions sur le train : « Direction Berlin ! ».*

E – *Ah bon ? Vous avez vu ça, vous ?*

T – *Ben bien sûr ! A Saint-Denis-de-Cabanne ! Le train passait dans le temps ! « Direction Berlin ! » Seulement ça a pas marché... »*

Un peu plus au sud, à Roanne, un « classard » de la 18, **Charles Fraty**, ancien horloger à Roanne, déjà apprenti horloger, a vu une inscription encore plus frappante sur les trains : « *Ils sont partis...eh ben : « Vive la France, à bas les Boches¹⁵ ! » au début de la guerre, en 14, 15...Quand la guerre s'est déclarée. « Les trains de plaisir pour Berlin » ! Si, c'était marqué en toutes lettres : « Les trains de plaisir pour Berlin »*

occidental à la fin de l'année 1916 » en revenant sur le moral du peuple en août 14 : « D'après les recherches les plus récentes, l'idée que tout le peuple ait été saisi d'une grande vague d'enthousiasme national doit être revue et corrigée » (p. 93)

¹⁵ A propos du terme « Boches » qu'on trouvera souvent dans les témoignages écrits et oraux : ce mot, apparu d'après *Le Dictionnaire Historique de la Langue Française* – Le Robert, 1992, sous la direction d'**Alain Rey**, dans l'expression « *têtes de boches* » (têtes dures) en 1862 à Metz, et en aphérèse soit de « *caboche* », soit d' « *Alboche* » (Allemand) un peu avant 1870, serait devenu courant avant la guerre de 1914. Pourtant, il n'est pas usité dans nos témoignages écrits du temps dans les premiers mois de guerre ; le terme « *Prussiens* » domine, ou sa version argotique péjorative « *Pruscos* » (mais pratiquement jamais « *Uhlans* »). Ainsi **Antoine Pélessier** de Firminy écrit le 31 août 14 : « *Vers 6 heures du matin, nous sommes attaqués par les pruscos qui cherchent à nous cerner* » (l'usage de la minuscule, que l'on retrouvera aussi souvent pour « *boche* » employé comme nom étant évidemment intentionnelle, pour mieux marquer le mépris). Le chasseur alpin **Jean Genestier** de Saint-Anthème (Puy-de-Dôme) utilise le mot « *allemands* » dans sa première lettre à sa mère et à sa sœur datée du 9 août 1914, expédiée d'Embrun : « *On part pour écraser ses* bourreaux d'allemands* », et se met à utiliser « *Boches* » au bout de quelques mois ; sa lettre du 25 décembre 14 aux mêmes destinataires indique : « *Je pense bien que vous avez dut* lire sur le journal notre brave charge à ski sur les Boches, il y a eut* quelques pertes pour nous mais encore plus pour les Boches* ». L'usage le plus précoce du mot « *Boche* » dans les témoignages écrits au jour le jour (lettres ou carnets) date du 30 août 1914 : **Georges Guillen**, de Bellegarde-en-Forez, qui utilisait le mot « *Prussiens* » jusque-là dans son carnet de route, se met à écrire « *Boches* » pour la première fois, et n'emploiera plus d'autres termes, sauf dans une phrase où il peste contre les mauvais Lorrains, qui à Hublainville, vendent le vin à un prix exorbitant : 1,25 F la bouteille ; il commente, amer : « *Ceux-là, les Allemands ne leur ont pas assez fait du mal* ». Dans les témoignages oraux, « *Boches* » est omniprésent ; seuls des combattants dont la guerre s'est précocement arrêtée, comme **Marius Guinand** de Sorbiers, gravement blessé au visage le 1^{er} septembre 1914 au col de la Chipotte, dans les Vosges, peuvent préciser : « *On parlait pas des Boches à ce moment-là ; on parlait des Prussiens* ». Mais le rapprochement avec l'Allemagne d'après la seconde guerre mondiale a aussi modifié le vocabulaire des témoins oraux, interrogés entre 1974 et 2005, dans le sens du « *politiquement correct* » ; plusieurs témoins, en 1h 30 ou 2 h d'entretien, n'utilisent jamais le terme « *Boche* », sauf exceptionnellement dans une citation d'un camarade ou d'un officier qui évidemment paraîtrait incongrue avec le terme « *Allemands* ». Certains s'en expliquent ; ainsi **Armand Primpier** de Roanne déclare en 1987 : « *Je dis maintenant les Allemands depuis qu'on est...(ne va pas jusqu'à dire « amis » !) ...mais autrement on les appelait toujours les Boches ! Toujours les Boches ! J'ai un peu perdu l'habitude de dire les Boches* ». D'autres, comme **Eugène Troncy**, de Belmont-de-la-Loire, s'excusent si le mot leur échappe : « *Y en a tombé des Boches sous les 75 ! Oh ! Mettez pas Boches !* » ou bien « *Les Boches étaient malins, hein ! Oh ! Je devrais pas parler comme ça !* ». Quant aux autres sobriquets péjoratifs comme « *Fritz* » ou « *Fridolins* », ils sont très rarement utilisés.

Précisons que le terme « *Boche* » était aussi utilisé par les Anglais. Ainsi on peut lire dans *Memoirs of an Infantry Officer* publié en 1930 par l'écrivain anglais **Siegfried Sassoon**, officier d'infanterie à la guerre de 1914-1918 : « *Just on my left, Perrin, on top, and a big Boche, standing in the trench, fired ad one another ; down went the Boche* » (éd. The Faber Library,

Plus au sud, à Balbigny, **Etienne Poyet**, né en 1897, fils d'agriculteurs de Pommiers, garçon de café à Roanne en 1914, qui ne sera mobilisé qu'en décembre 1916, futur officier de police à Saint-Etienne puis à Montbrison, résidant à la retraite à Saint-Bonnet-le-Château, a vu la même inscription et constaté le même enthousiasme : « *Attention ! On avait un patriotisme qui était...remarquable ! J'ai vu passer des trains, au départ (de la guerre) moi à Balbigny : « Train de plaisir – Aller et retour pour Berlin » On chantait déjà la victoire avant d'avoir revêtu la tenue militaire ! »*

Sautons à l'extrême sud du département, à Bourg-Argental, pour suivre cette inscription d'un irréalisme provocant sur la ligne ferroviaire Saint-Etienne – Lyon. **Joseph Richard** né en 1896 à Bourg-Argental, qui aide ses parents dans la ferme du Perron, faisant face à la voie ferrée, non loin de Saint-Marcel-lès-Annonay, affirme aussi l'avoir lue :

T- « *Vous avez vu partir les soldats ?*

E- *Ah oui ! Dans le train...parce que le train, il passe en face chez nous * : « Train de plaisir pour Berlin !¹⁶ »... Ils avaient le moral ! Ils croyaient d'aller à Berlin comme ça, en train ! ».*

Cette formule-choc, attestée par les historiens (cf la note 16) a sans doute dû se répandre par la presse et se propager d'un train à l'autre, d'un trait de craie ou de peinture...

Tous les témoignages ne la contiennent pas (ce qui attesterait une reconstruction a posteriori du souvenir d'après la presse ou l'opinion collective), mais l'immense majorité fait preuve du même optimisme.

Dans cette même commune de Bourg-Argental, au hameau de la Ciove, dans la ferme familiale, **Pierre Martel** né en 1894, affecté le 3 septembre 14 au 11^e R.A. de Grenoble, voit passer début août les mobilisés de Thélis-la-Combe, et trouve le même aveuglement chez des réservistes plus âgés : « *Y en a qui partaient en chantant comme des jeunes, des vieux qui z avaient fait leur régiment, quoi ! Ils disaient : « Oh ! on va faire une période ! » (période épisodique de retour à la caserne pendant 28 jours à laquelle étaient astreints les soldats revenus à la vie active). Et puis c'était pas la même ! ...Et je les ai vus partir ! Ils passaient, on leur parlait, ils étaient peut-être 7-8 de Thélis ; ils passaient à la porte... Ils étaient contents ! Ils disaient : « On va faire notre période ! Notre promenade ! » Ils s'attendaient pas à ça, quand même ! Et y en a pas bien qui sont revenus ! »*

En remontant vers le nord, à proximité de Saint-Etienne, à L'Etrat, **Claude Murat**, né en 1896, jeune agriculteur exploitant, par suite de la mort de son père en 1909, la ferme familiale de la Côte avec sa mère et son frère de deux ans plus âgé, qui sera tué en 1917, évoque la même gaieté de groupe chez les soldats de l'Etrat à la mobilisation : « *Oh ! Ils étaient contents ! Y en avaient qui chantaient ! Ils avaient peut-être bu un canon, j'en sais rien ! Oh ! Y en avait qui croyaient d'aller à Berlin ! Vous devez l'avoir entendu dire ?*

On verra que l'explication du « canon de trop », en attendant les vrais canons du front de l'Est, se retrouvera dans un témoignage écrit cité plus avant, et peut contribuer à expliquer partiellement cette euphorie collective.

Sur la ligne Saint-Etienne- Clermont-Ferrand, se trouve Montbrison, seconde sous-préfecture du département. **Claude Maillot**, né en décembre 1896 à Montbrison, dont on verra en fin d'ouvrage quelle extraordinaire épopée internationale il vivra en 1919, alors ouvrier typographe à Montbrison, accompagne son frère plus âgé au train à la gare : « *Je faisais partie du Comité des Fêtes de Montbrison ; notre président, c'était le père Joie, qui est décédé y a pas très longtemps, le secrétaire de mairie. On a fait la fête. Puis malheureusement, le dimanche après, c'était la guerre. Mais on pensait pas du tout qu'on aurait eu la guerre. Et le lundi j'ai été accompagner mon frère qui est*

1995, p. 104; traduction: "A ma gauche, Perrin, au sommet (sur le parapet), et un grand Boche, debout dans la tranchée, tirèrent l'un sur l'autre ; le Boche s'écroula »).

Par ailleurs, du côté allemand, le terme Boche employé par les Français a été vécu comme une insulte, mais avec un rapprochement avec des peuplades dites "sauvages" qui ne manque pas d'étonner. Maurice Jacob, dans son article "*Souvenir de la guerre et Culture*" paru dans l'ouvrage collectif *Guerre et Culture 1914-1918* (Armand Colin, 1994) signale que les Allemands découvrent cruellement qu'ils sont qualifiés par les Français de Barbares « *les dénominations renvoyant à des peuplades méprisées apparaissent constamment : Huns, Vandales, Cannibales, Hottentots, et, en 1914, Boches , terme souvent interprété du côté allemand comme une abréviation de « Boschman » [= Bochimans en français, Bushmen en anglais] p. 261*

¹⁶ A propos de l'inscription « *Train de plaisir pour Berlin* » contenue dans trois de ces témoignages, ainsi que dans celui, cité plus bas, d'Antoine Souchon : cette inscription, dont on a peine aujourd'hui à imaginer qu'elle ait pu être écrite par quelqu'un d'autre qu'un romancier ou un scénariste amateur de formules-choc, tant elle paraît outrée dans son irréalisme, est attestée par **Pierre Miquel** dans *La Grande Guerre* : « *A la gare de Bel Air-Raccordement, le 4 août, les soldats du 276^e régiment d'infanterie s'embarquent devant un talus « noir de monde ». Le train est « décoré, pavoisé comme pour une fête ». D'immenses inscriptions à la craie : « Train de plaisir pour Berlin , à mort Guillaume et les Boches » ». Ces citations sont extraites de l'ouvrage de souvenirs de **Victor Boudon**, affecté au 276^e R.I., dans la compagnie de Charles Péguy : « *Avec Charles Péguy de la Lorraine à la Marne* » publié en 1916 (Hachette), donc à peu de temps du début de la guerre. Une visite au palais impérial de Compiègne m'a révélé l'origine bien antérieure à 14-18 de cette expression: "*Les trains de plaisir*" est le titre humoristique et satirique d'une série de dessins de **Daumier**, parus dans la presse, illustrant les inconvénients et les aspects insolite de ce nouveau mode de transport inventé par le XIX^e siècle. On verra que pendant la période d'occupation de l'Allemagne jusqu'au traité de Versailles, le « plaisir » sexuel que sous-tend peut-être implicitement cette formule (la conquête, de gré ou de force, des Allemandes par les soldats français vainqueurs) sera souvent au rendez-vous...*

parti le premier jour. Je l'ai accompagné à la gare avec les sapins, les drapeaux : « En route pour Berlin ! La tête à Guillaume ! On est de retour dans trois mois ! ». Et vous voyez, ça a duré cinq ans ! Les gens à l'époque étaient vraiment patriotes. Ils sont partis, comme on dit, pleins de bouillon ».

Ce « père Joie » dont parle Claude Maillet, j'ai pu l'interviewer en 1984 ; né en 1890, originaire d'une famille paysanne de Pralong, avec le père s'installant comme maréchal-ferrant à Savigneux, **André Joie**, était très connu à Montbrison comme ancien secrétaire de mairie, retraité en 1953. Il confirme cet optimisme, avec une certitude de victoire quasi vertigineuse : « On nous disait : « Vous pouvez partir tranquilles, y en a pour huit jours à peine ! Les Allemands sont fichus ; nous serons gagnants tout de suite. »

Sur la même ligne, un peu plus au nord, à Boën-sur-Lignon, **Marc Delime** de Boën, né en 1895, affûteur-outilleur, incorporé avec la classe 16 au printemps 15 après avoir été ajourné pour déficience pondérale (49 kg) oppose l'inconscience joyeuse des hommes mobilisés en août 14 et leur certitude folle d'une victoire-éclair à la détresse réaliste des femmes : « Les premiers partaient en chantant ! Mais après, brenique !* ... Les femmes pleuraient, les hommes chantaient ! ... Elles savaient qu'il y aurait des morts, forcément !... »

E- « Est-ce que c'est vrai qu'on pensait que ça n'allait pas durer longtemps ?

T – C'est vrai ! Quand ils sont partis : « Oh ! d'ici quinze jours, ils sont de retour ! » Ils disaient : « D'ici quinze jours ! » Ça a pas été vrai, hein ! Et heureusement que les Américains sont venus ! Sans ça, on allait prendre quelque chose ! ».

• Certitude d'une guerre brève et victorieuse justifiée par le patriotisme

Les témoignages précédents constataient cette certitude chez les soldats mobilisés, mais ne l'argumentaient pas. Mais il se trouve quelques témoins pour la fonder sur l'intensité du patriotisme français régnant alors, censé transcender l'énergie des combattants français et les conduire à une victoire-éclair, comme si le même patriotisme ne produisait pas les mêmes effets chez les combattants d'outre-Rhin...

C'est le cas d'**Antoine Pinay**, né en 1891, incorporé depuis l'automne 1912 comme maréchal des logis au 5^e R.A. de campagne de Besançon qu'il vient de quitter en prévision de la prochaine démobilisation de la classe 1911 en septembre: « Les gens de la guerre de 14 étaient très patriotes et sont partis presque avec enthousiasme ... Moi, je finissais mon régiment à Besançon, au 5^e régiment d'artillerie ; et je suis parti le dix juillet, en permission libérable, car j'ai rapporté mes vêtements civils, devant être libéré le premier septembre. Et nous étions convaincus que la guerre était une affaire de quelques semaines [...] On avait l'impression très nette que nous l'emporterions très facilement ».

C'est à l'école républicaine que le militant laïc convaincu qu'est **Georges Montagne**, né en 1896, tisseur à Bussières, attribue essentiellement l'enthousiasme patriotique du départ et la certitude de la victoire-éclair, mais il suppose, lui, que la même ardeur règne chez l'ennemi : « J'ai vu partir les appelés qui allaient prendre le train à Balbigny ; on les accompagnait.

E – Et ils partaient avec quel moral ?

T - Enthousiasme ! « Dans 24 heures, 48 heures, nous serons à Berlin ! » C'était écrit sur les trains ! « Nous partons pour huit jours. ». On avait un enthousiasme formidable ! On était des patriotes gonflés, vous savez, et du côté allemand, c'était pareil...

E – Mais qu'est ce qui donnait cette confiance au soldat français ?

T- Je ne sais pas. C'était, comment dirais-je ? Le républicanisme qui était créé en France. Parce que nos instituteurs nous avaient réellement instruits des libertés qu'on avait conquises petit à petit sous Marat et sous Thiers...comment qu'on avait acquis notre liberté, c'est-à-dire Liberté – Egalité – Fraternité : c'était l'enthousiasme français républicain ! ».

C'est aussi le patriotisme qu'évoque le **Père Jean Renesson**, né en 1895 à Chevrières, curé de Dancé de 1933 à sa retraite, alors séminariste au grand séminaire de Francheville (Rhône) ; cet homme de Dieu, sans état d'âme quant à l'extermination de l'ennemi, souhaite que la guerre dure assez longtemps pour que sa classe puisse y participer ! Il évoque d'abord les mobilisés d'août 1914 : « Ils disaient : « On en a pas pour longtemps ! On en fera qu'une bouchée ! », ils disaient tous...Oui, mais ça pas été comme ça ! Ça a duré longtemps ! Et nous qu'on était jeunes, on disait : « On voudrait ben que ça dure un peu pour qu'on y alle* ! » (éclat de rire)

E- Vous, vous disiez ça ! Mais vous ne saviez pas ce que c'était ! Qu'est-ce qui donnait cette confiance aux gens, en 14 ?

T : C'est le patriotisme ! Ils étaient patriotes ! Maintenant ils y sont plus ! Ils aimaient la France ! ... On était élevés dans la Revanche ! 70 ! »

Incorporé en décembre 1914 au 98^e R.I. de Roanne, puis versé au 96^e R.I. de Béziers en septembre 15, le Père Renesson sera amplement exaucé : il fera toute sa guerre dans l'infanterie et, devenu caporal, sera gazé le 20 août 1917.

• Certitude optimiste fondée sur le canon de 75 : « On parlait que de ça, du 75 » (Florent Badiou)

S'il est un canon qui a fait l'objet d'un véritable culte national, c'est bien le canon de 75¹⁷. A son propos, **Jean-Jacques Becker** écrit dans son petit dictionnaire thématique « *La première guerre mondiale* »¹⁸ : « Pour la guerre de mouvement qui avait été prévue, l'Etat-Major français avait cru que l'arme la meilleure serait un canon maniable au tir précis et rapide. Ce canon de campagne fut le « 75 », mis au point en 1897 par les capitaines Sainte-Claire Deville et Emile Rimailho. C'était, pour l'époque, une merveille technique. Son système très original de freinage pour annuler les effets du recul lui permettait de tirer avec une grande précision une vingtaine d'obus à la minute ». Cette « merveille technique » encensée par la presse dès sa conception, censée être le principal instrument de la Revanche, fut admirée et aimée par la population française au point qu'on lui consacra une « Journée du 75 » célébrée annuellement

Le témoignage succinct de **Pierre Bost** de Sauvessange (Puy de Dôme), agriculteur-géomètre-marchand de bois, né en 1896, qui sera incorporé le 9 mars 1915 au 40^e R.I. de Nîmes, donne déjà le ton de cette admiration : « Un état d'esprit... « *Y en a pas pour longtemps, ça sera vite fait ! On va y aller avec les canons de 75 ! Ils auront vite fait de comprendre ce que c'est que de nous déclarer la guerre !* » (rire).

Plus étoffé est le témoignage de **Joseph Masclaux** mineur à Roche-la-Molière, devenu sous-gouverneur puis chef de gare aux Houillères, né en 1885, incorporé comme caporal au 216^e R.I. de Montbrison dès la mobilisation, pour lui, le 75 et la mitrailleuse française Saint-Etienne doivent emporter la décision, si vite qu'il espère être rentré pour la « vogue des noix » de Firminy, grande fête locale ayant lieu en octobre : « On venait de trouver la mitrailleuse, on venait de faire des progrès avec le 75, on disait : « Avec des armes comme ça, la guerre ne peut pas durer. Je me rappelle, quand j'ai touché la main de mon chef en lui disant : « Eh ben je pars mardi »... Et comme lui, il était un peu plus vieux, il partait le quarantième jour. Je me rappelle comme si c'était aujourd'hui, je lui dis : « Oh ben ! Ecoute, quarante jours, y'aura ben quelque chose de fait, va ! Je crois bien qu'on revient... » ; je lui ai dit : « Je crois bien revenir pour faire la vogue de Firminy ».

Après ce point de vue de deux fantassins, voici celui, plus fondé, d'un futur capitaine d'artillerie : **Etienne Becouse** de Saint-Nizier-sous-Charlieu, né en 1893, incorporé le 2 août 14 comme maréchal des logis au 36^e R.Artillerie de campagne de Moulins, après deux ans de service militaire dans l'artillerie au 37^e R.A. de Bourges (engagé à 18 ans en 1911 ; sera capitaine en 39), alors dessinateur industriel à Oullins « Moi, je logeais dans la grande rue d'Oullins ; j'ai dit à la personne qui me logeait : « Je vous laisse mes vêtements. D'ici trois mois, je reviendrai les chercher ! »¹⁹ (rire)

E – *Qu'est-ce qui vous avait donné cette confiance ?*

T – *L'efficacité du canon de 75 ! Il était efficace, vous savez ! On faisait du tir à ricochet : terrible, le tir à ricochet ! Quand il y avait une vague d'assaut, par exemple, où les gens sont presque au coude à coude, le tir à ricochet... On mettait des fusées « court retard » : l'obus, s'il arrivait avec un angle de chute de moins de 25°, il ricochait et il éclatait à hauteur d'homme : y avait pas un éclat de perdu : on a fait des massacres, comme ça ! ».*

La justification de son optimisme en août 14, fondée sur ce qu'il a pu observer du 75 pendant son service militaire, se double du constat a posteriori des ravages de ce canon dans les ennemis pendant la guerre.

On l'a vu dans les deux témoignages précédents : la croyance en la brièveté d'une guerre victorieuse est étayée par une anecdote personnelle, qui a servi de support à la mémoire. C'est à une petite histoire de famille que se rattache le souvenir qui suit, prouvant avec force la confiance dans le 75 et l'optimisme patriotique, non dénué d'esprit intéressé en l'occurrence, chez des exilés qui auraient pu rester dans leur pays d'adoption. **Florent Badiou** né en 1895 à Saint-Jean Bonnefonds, monteur-bobinier à la Compagnie électrique de la Loire, puis à l'E.D.F à Saint-Etienne raconte : « Ecoutez : à ce moment-là, tout le monde pensait : « La guerre, y'en a pour trois semaines ! Tout le monde disait : « Ils vont revenir ! » Puis y a le 75 ! Oh ! On parlait que de ça, du 75 ! Le canon de 75 !... Ça donnait confiance ! Tout le monde parlait... Je pourrais vous citer un de mes cousins, des cousins, des Badiou, mais qui sont partis au Canada en 1910. Et le fils aîné avait fait son service en France. Quand la mobilisation est arrivée, il a dit : « Ben, je vais retourner en France. Le temps que je retourne en France – on va me payer mon voyage - la guerre sera finie ! » Et il a été quatre ans prisonnier ! Voilà ! Tout le monde avait dans l'esprit que la guerre pouvait pas durer, avec les armes qu'on avait ! On allait battre les Allemands en huit jours ! »

• Amalgame de plusieurs raisons d'être optimiste :

A côté de ceux qui fondent leur optimisme sur une raison bien précise, se trouve un témoin qui l'étaye par plusieurs, données dans le fil de la conversation, sans développement argumenté, mais qui parvient bien à traduire

¹⁷ Pour les profanes, le canon est appelé par le calibre de son obus exprimé en millimètres ; le canon de 75, équipant l'artillerie dite « de campagne », projette des obus de 75 mm de diamètre, et de 45 cm de long environ, avec la fusée, pesant de 5,3 kg à 7,250 kg, selon qu'il est explosif ou à balles, avec une portée maximale de 8,5 km pour l'obus à balles.

¹⁸ Jean-Jacques Becker, « *La première guerre mondiale* », coll. *Le monde de..*, MA Editions, 1985, p.14

¹⁹ Cette réflexion d'Etienne Becouse évoque celle de Sulphart, un des héros des *Croix de Bois* de **Roland Dorgelès** : « A la mobilisation, en quittant l'usine, j'ai laissé mes outils et mes bleus chez l'bistrot d'en face en lui disant : « Mettez-ça de côté, j'vous les reprendrai un de ces samedis, en rentrant de Berlin. » ». (*Les grands romans de la guerre de 14-18*, édition Omnibus, p. 291)

cette mentalité du mobilisé d'août 14 dès lors qu'il se retrouve en groupe, au coude à coude avec ses camarades. Il s'agit d'**Antoine Souchon**, né en 1893 à Lentigny ; boulanger à Neulise au moment de son incorporation, fin 1913 au 16^e R.I. de Montbrison (il sera boulanger à Roanne faubourg Mulsant après guerre) ; il part avec son régiment dès la mobilisation :

E – « *Est-ce que, quand vous partiez, vous pensiez que la guerre allait durer longtemps ?* »

T – « *Oh ma foi, non ! On était même très gais ! On avait même mis (et c'était vrai !) on avait mis : « Train de plaisir pour Berlin ! ». On voyait la guerre gagnée, quoi ! Et puis pas durer ce que ça a duré, alors là !* »

E- *Mais vous l'avez mis sur le wagon « Train de plaisir pour Berlin » ?*

T- « *Je crois que oui, qu'on y avait mis sur le wagon ! Mais je peux pas y affirmer d'y avoir vu ! Je sais qu'on a dit : « Oh ben, un train de plaisir pour Berlin » quand on parlait de Roanne, qu'on allait se battre sur le front !* »

E- *Donc, vous partiez joyeux ?*

T – *Ah oui ! Oh oui ! Oh oui ! Oh là, question de ça, en chantant, etc. « Et qu'est-ce que les Boches vont prendre ! » Je sais pas tous les noms qu'on employait, vous savez !*

E – *Qu'est-ce qui vous donnait cette confiance ?*

T- *On avait l'amour ...d'être disciplinés, quoi ! De dire : « On est les plus forts ! ». Et puis on a le matériel, on a ceci, on a cela. Et puis on disait : « Les Boches peuvent pas faire la guerre bien longtemps ! » Ou d'autres idées qu'on disait. « Les Boches ne sont pas assez nombreux, eh hein ! On a tous les autres : les Américains, etc., etc. » Et de tous les pays qui auraient dû bouger au départ, la guerre n'aurait jamais dû exister !*

E- *Eh oui ! Mais les Anglais ont bien bougé tout de suite, eux !*

T- *Ah ben, les Anglais, oui ! C'est les seuls ! C'est les seuls ! Mais le reste ! Les Américains sont venus bien après... ».*

Discipline créant un sentiment d'invincibilité (alors que cette caractéristique est plutôt attribuée à l'armée allemande), matériel performant (dont le fameux 75), faiblesse relative, notamment démographique, de l'Allemagne devant la force de la coalition de la Triple Entente (même si, de manière anachronique les Américains, tard venus en juillet 1917 –après la décision d'intervention prise en avril – sont mis en avant et les Anglais oubliés, avant ma question), tout cela devait fonder ce fameux optimisme vainqueur d'août 14, qui n'allait pas tarder à recevoir un cruel démenti...

Cette omission de l'Angleterre dans la Triple Entente, et cet optimisme fondé sur la disproportion en notre faveur des deux forces coalisées malgré la réduction par l'auteur de l'Entente aux « *tenailles franco-russe* », nous la retrouvons dans le journal d'un futur combattant : **Joseph Sorgues** né en 1895 à Romanèche-Thorins (Saône-et-Loire), instituteur au pensionnat catholique de Bellegarde de Neuville-sur-Saône qui note dans son journal à la date du lundi 3 août 1914 ses raisons d'espérer une défaite cuisante de l'Allemagne (carnet 1 p. 5) : « *Les soldats partent avec entrain, un jeune homme qui à Mâcon avait crié « A bas l'armée » a été lynché par la foule*

Nous voilà donc vraiment en guerre. L'Allemagne, qui avait déjà à son actif la fameuse dépêche d'Ems²⁰ vient de se déshonorer une fois de plus en attaquant sans déclaration de guerre une nation qui, selon la proclamation du ministre de la guerre « s'est toujours fait dans le monde le champion du Droit et de la Liberté ». Je crois que cette fois les Allemands recevront une de ces raclées qui leur ôteront l'envie de recommencer. Guillaume II joue sa vie et sa couronne, il pourrait bien perdre l'une et l'autre. L'Italie reste neutre ; d'abord elle n'a plus d'argent, la guerre d'Abyssinie et celle de Tripolitaine l'ayant ruinée, puis elle voit que ça ne serait peut-être pas prudent de soutenir ses alliés de la Triplice. La Suisse, la Belgique et la Hollande sont sur le pied de guerre pour défendre leur neutralité ; la Roumanie, le Monténégro et la Grèce soutiennent la Serbie, malgré la Bulgarie. Ah ! l'Allemagne a beau faire ; prise entre les deux branches des tenailles franco-russe, elle n'en sortira pas, quoiqu'elle ait la peau bien coriace »*

Il est à noter qu'oubliant la Grande-Bretagne, peut-être par suite d'une anglophobie historique dont nous trouverons la trace dans de nombreux témoignages de Poilus, malgré les services éminents rendus par la Grande-Bretagne et son Commonwealth, Joseph Sorgues n'envisage pas non plus l'entrée en guerre des Etats-Unis, qui sera décisive en 1917-1918.

Avis divergents quant à la rapidité de la guerre et à l'euphorie patriotique

Est-ce à dire que tout le monde partage cette inconscience collective ? Ils s'affirment très largement majoritaires parmi nos témoins qui ont été interrogés sur ce point, malgré le démenti que leur a infligé l'histoire. En revanche, très minoritaires (six !) sont ceux qui émettent des réserves, des inquiétudes, dont il est impossible de dire si elles sont le fait d'une lucidité du temps, ou d'une reconstruction a posteriori du souvenir.

²⁰ Allusion à la dépêche adressée à Bismarck le 16 juillet 1870 dans la ville d'Ems, en Rhénanie-Palatinat, à propos de la candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne, et qui, tronquée par Bismarck et communiquée aux journaux, fournit le prétexte au déclenchement de la guerre de 1870.

Antoine Mounioloux de Saint-Romain-les-Atheux, né en 1888, agriculteur, remobilisé à 26 ans au 5^e R.A. de Valence dès le début août 14, aurait été averti par les propos d'un médecin major lucide: « *Quand on a passé la visite à Valence, le docteur nous a dit : « Oh ! mes enfants, y en a pour longtemps ! » Et ça a pas manqué ! »*

Jean Giraudon, né en 1891, caporal mitrailleur au 16^e R.I. de Montbrison au moment de la mobilisation, futur lieutenant en 1935 et capitaine en 1939, constate le décalage entre l'enthousiasme patriotique des civils et ses propres craintes : « *Quand nous sommes partis, les gens ont crié : « A Berlin ! A Berlin ! A Berlin ! ». Ecoutez, moi j'étais pas bien chaud à ce moment-là !*

E – *Donc vous confirmez cette espèce d'enthousiasme qui...*

T – *Les gens criaient : « A Berlin ! » quand nous passions dans les rues de Montbrison ! Alors j'étais pas très chaud, moi... J'ai dit : « Nom de nom, on verra, on verra ! » Je pensais tout seul, moi. Je disais « On verra » parce que vous savez, je me doutais bien que les Allemands, ça allait pas les dresser (= les corriger) tout seul ! »*

Son « classard » de la classe 11, **Antoine Sibert** de Genilac, né en 1891, agriculteur-forgeur, déjà incorporé au 14^e R.A. Légère montée de Tarbes, est aussi sceptique: « *On pensait qu'elle (la guerre) allait être courte oui et non ! Parce qu'il y en avait qui disaient : « Pour user une nation, il faut longtemps ! » En effet, pour user une nation... C'est pas en trois mois, en six mois, qu'on peut user une nation...La France, elle a été surprise, complètement surprise ! »*

Ce sont aussi les forces allemandes, sous la forme d'un déséquilibre démographique criant au détriment de la France, qui incitent à la prudence un futur combattant de cinq ans plus jeune, donc que la mobilisation ne concerne pas encore, **Eugène Troncy**, de Belmont-de-la Loire, né en 1896, incorporé le 10 avril 1915 au 121^e R.I. de Montluçon, dont nous avons cité le début du témoignage : « *Je les ai vus partir, le jour de la mobilisation, y avait une fête là-bas...enfin, y était pas une fête...ils se sont rassemblés, ils criaient, ils chantaient...Ils partaient, ils croyait que y allait durer trois semaines !*

E – *Qu'est-ce qui faisait croire que ça allait être réglé rapidement à votre avis ?*

T- *Je sais pas...Ils comptaient qu'on avait d'armement en masse (rire sceptique) Mais il faut bien expliquer qu'on avait combien ? A peine 40 millions d'habitants en France ! Ils en avaient 70, ils dépassaient 70 millions, les Allemands ! Et puis y avait encore les Autrichiens ! »*

Eugène Troncy oublie qu'à côté des Français, il y a déjà les Anglais et les Russes, sans compter les Belges et les modestes Serbes, en attendant l'arrivée les forces du Commonwealth britannique, les Italiens en 1915 et les Américains en 1917...

Quant au plus jeune, **Jean-Marie Chossy** né en 1898 à Saint-Maurice en Gourgois, alors petit ouvrier agricole de 16 ans à Chambles (plus tard métallurgiste tantôt chez Holtzer, tantôt chez Verdier à Unieux), il oppose sa jeune lucidité à l'illusion de son frère plus âgé : « *Je vais monter vers Gourgois, je vais aller voir mon frère qui part demain. Il était de la classe 09, mon frère, alors il partait le lendemain... Alors, le dimanche, j'ai monté vers mes parents ; alors le lundi, mon frère est parti. En partant, je lui ai dit : « Dis donc.... » « Oh ! y en a pour huit jours ! » Je lui ai dit : « Méfie-toi que je te remplace pas ! » (prends garde que je...) Il m'a foutu une gifle, mon frère ! En effet, ils sont partis, ils étaient toute une bande, ils sont partis par Périgneux, par la gare de Marieux, là-bas... Oh ! ils étaient joyeux de faire la guerre ! Parce que tout ensemble, ils se sont mis à chanter ! Enfin réellement c'était la joie, allons ! « Oh ! Y en a pour huit jours ! Y en a pour huit jours ! A pas peur ! On les aura, les Boches ! »*

Jean-Marie Chossy a été effectivement incorporé avec sa classe en avril 1917, dans l'artillerie et y a combattu jusqu'à la fin de la guerre.

Comment étaient jugés ces minoritaires s'ils exprimaient leur scepticisme, quand ils ne recevaient pas la gifle qu'un aîné pouvait donner à son cadet de neuf ans ? Un témoignage écrit nous montre leur marginalisation, au moins parmi les sous-officiers, et sans doute les officiers. Il s'agit de celui d'**Antonin Granet**, né en 1883, instituteur à Chamboeuf, remobilisé comme sergent au 38^e R.I. de Saint-Etienne, déjà âgé de 31 ans, donc ne partant pas immédiatement, écrivant ses souvenirs deux ans après, dans son camp en Allemagne (alors qu'il vient d'être fait prisonnier en mars 1916) et évoquant sa mise à l'écart du fait de ne pas partager l'enthousiasme général dès août 14 (pp. 6 – 7) :

« *Dans la ville noire en fièvre, une activité, une foule inaccoutumée, tout un monde de mobilisés vêtus de neuf, habillés rapidement, grouillaient dans les rues trop étroites. Les képis à manchons bleus annonçant le départ prochain sillonnaient les rues dans la hâte des derniers préparatifs. Partout un bel enthousiasme et l'espoir de vaincre.*

Nous étions cantonnés dans l'école des Passementiers et nous nous languissions dans l'oisiveté nous demandant ce qu'il allait advenir de nous. Nous n'étions là que des gradés, sergents ou caporaux. (suit une énumération de noms). Dès notre arrivée et notre rassemblement nous avons naturellement discuté sur la guerre. J'étais nettement opposé aux illusionnistes de parti pris qui incriminait l'Allemagne seule d'être l'unique cause de guerre par son ambition démesurée. C'est avec un sourire ironique que je répondais aux enthousiastes qui mesuraient la distance des frontières à Berlin, côté français et côté russe. Avec l'ami Jambard, nous nous fîmes

critiquer aigrement par des aveuglés du chauvinisme, qui, ô dérision, s'empressèrent de se caser (= de s'embusquer) pour retarder leur départ».

Soldats tentés par la désertion, ne partageant pas du tout l'enthousiasme patriotique

Un pas de plus vers le scepticisme est la tentation de l'insoumission. Parmi les 160 témoins oraux, un a eu le courage de confier qu'il a été tenté par la désertion, et un autre a vraiment déserté jusqu'en mai 1915, mais son cas est particulier, car il était déjà déserteur depuis quatre mois quand la guerre a été déclarée. Il ne saurait être question de notre part d'approuver ni la tentation, ni la désertion effective, mais nous saluons l'honnêteté du témoignage. L'anonymat n'ayant pas été demandé par ces deux témoins, nous donnerons leur nom pour plus d'authenticité, sachant que leurs familles respecteront la volonté de leur aïeul. Par ailleurs, la bravoure de leur guerre les exempte totalement du reproche de lâcheté (cf biographies).

Le soldat tenté par la désertion est **Jean-Marie Penet**, né en 1893 à Cusset dans l'Allier, graveur-lithographe à Roanne avant guerre, incorporé fin 1913, déjà caporal au 38^e R.I. de Saint-Etienne au moment de la mobilisation ; il confie : *« Oui, je la sentais venir, la guerre ! C'est pas pour ça que j'étais bien content ! Je vais vous dire : je la voyais pas venir d'un bon œil, moi, cette guerre ! Et quand elle est arrivée, j'étais furieux ! Et puis je vais être sincère : si mes parents avaient voulu, moi, je passais en Suisse ! Je serais pas resté !... Moi, je l'ai pas fait à cause de mes parents, parce que mon père avait une situation qui était quand même assez bonne à Roanne, il était directeur d'une teinturerie où il était le seul à teindre la laine (ils teignaient le coton à Roanne, ils teignaient pas la laine, c'est mon père qui l'a fait) ; il avait une situation qui était enviable... »*

E – *Donc, vous l'avez fait pour vos parents ?*

T – *Je l'ai fait pour mes parents, oui !*

E – *Et vous souvenez-vous de l'assassinat de Jaurès ? De l'impression que ça a causé ?*

T – *C'est là où j'ai dit : « Y aura la guerre ! » C'est quand on a tué Jaurès ! C'est quand on a tué Jaurès ! Mais j'aurais jamais pensé que les gars soient assez nigauds pour monter dans les trains et « A Berlin ! A Berlin ! » Ils avaient l'air fin ! [...] Je vous dirai que ça a pas duré ! Ils ont vite compris ! Ah ! Ils ont vite compris, les gars ! ça a pas duré ! [...]*

E – *Vous étiez tout de même, dans les premiers jours, minoritaire par rapport à la masse ?*

T – *Oh oui ! Oui, bien sûr, bien sûr, bien sûr ! Mais sans ça... Je sais pas, moi... Vous pensez bien que si j'avais été majoritaire, on serait pas partis ! On serait partis à condition qu'on nous attache ensemble, et puis nous serions partis ! Autrement, nous serions pas partis ! ».*

L'exemple suivant va nous entraîner bien au-delà de la mobilisation d'août 1914, mais il mérite d'être retenu dans sa globalité ; l'anonymat ne sera pas non plus retenu, le témoin ayant spontanément et immédiatement abordé cet épisode (qui apparaît dans sa biographie à la fin de cet ouvrage), et la conduite ultérieure du témoin le lavant de tout soupçon de lâcheté. Il s'agit de **Baptiste Bussy**, né en 1893, mécanicien sur cycles au Coteau et à Roanne, soldat au 4^e R.A. de Besançon depuis la fin de 1913, désertant en avril 1914 à la suite d'un conflit avec un sous-officier ; il témoigne en présence de sa fille adoptive, Mlle Odette Brun : *« J'avais un sous-officier qui m'en faisait voir un peu... Un jour j'ai dit : « Vous m'en ferez pas baver bien longtemps ! » Et j'ai déserté : je suis passé en Suisse... Ce qui m'a fait partir (de Suisse), c'est que la guerre est venue, on m'a recherché quelque temps. Je suis allé à Ferney... »*

E – *La guerre s'est déclarée début août ; qu'est-ce qui vous a amené à rentrer en France ?*

T – *Je dis bien : en Suisse, les fabriques ont fermé, quoi : y avait plus de travail. Et encore moi j'ai eu de la chance ; c'était le directeur qui m'avait fait rentrer ; alors j'ai resté. Y en a qui y avait dix ans qui y étaient, ils les ont renvoyés avant moi. Quand on m'a renvoyé, moi, y avait quasi plus personne ! (rire)*

Sa fille adoptive – *Et là, tu es parti en Italie !*

E – *Je mangeais dans une cantine ; y avait un bonhomme qui était italien, il travaillait dans une imprimerie et il a perdu son travail aussi. Il m'a dit : « Je veux partir en Italie ; tu viendras avec moi, on ira chez mes parents, et ils nous trouveront ben du travail en Italie. Et on est partis. J'ai trouvé du travail chez un mécanicien de réparation de motos, de quelques voitures, de bricoles, quoi !. L'Italie n'était pas en guerre. Et puis un beau jour, l'Italie s'est mise en guerre du côté de la France (en mai 1915). Alors, j'ai dit : « Qu'est-ce que ça va devenir ? L'Italie se met en guerre, moi étant déserteur français... » J'ai pris un petit peu peur, j'ai dit : « Tiens, je vais essayer de rentrer en France, on verra bien ce que ça fera ! »*

E – *Pourtant vous saviez bien qu'en rentrant en France, vous vous exposiez à un danger ?*

T – *Ah oui, ça c'est sûr ! J'ai essayé. Au consulat, ils m'ont fait des papiers pour rentrer en France. Je suis rentré, les gendarmes m'ont pris, ils m'ont ramené à Besançon. Je suis passé en conseil de guerre. Mais c'était un conseil de guerre, comment je dirais ?, pour la frime. Alors j'ai attrapé le sursis du front (? expression qui paraît contradictoire avec la réalité qui suit) ; on m'a habillé, on m'a renvoyé sur le front tout de suite, au 4^e régiment d'artillerie de Besançon... J'étais servant de canon... ».*

Cet exemple unique de désertion parmi les 187 témoins²¹ (en comptant les témoignages écrits), désertion préalable à la déclaration de guerre, mais durant jusqu'à fin mai-début juin 1915, fait naître plusieurs réflexions ; la question du patriotisme et son corollaire, la honte d'être déserteur, donc lâche, alors que ses camarades sont au front et risquent la mort n'est jamais abordée, ni par le témoin, ni par moi-même. Il est vrai que ma discrétion a dû s'expliquer par la vision du témoin, « gueule cassée » (mâchoire arrachée, palais crevé, fosses nasales détruites) depuis le 15 décembre 1916, à la suite de l'explosion d'un obus reçu au ravin de la Couleuvre à Verdun, qui a valu au témoin 27 mois d'hospitalisation et une vie entière de handicap, avec l'impossibilité d'ingurgiter de la nourriture solide et un visage défiguré rendant souvent insoutenable le regard d'autrui. Par ailleurs, on peut s'étonner qu'un déserteur puisse ainsi vivre à l'étranger sans être vraiment inquiété pendant plus de neuf mois, et sans que sa famille paraisse l'être. Enfin, la sanction paraît d'une grande mansuétude, alors qu'en ce début de guerre les conseils de guerre prononcent des décisions terribles d'exécution pour des faits bien mineurs : conseil de guerre « pour la frime », et renvoi dans son régiment, qui se trouve être un régiment d'artillerie, donc statistiquement moins exposé au risque de mort qu'un régiment d'infanterie. Et son passé de déserteur n'empêchera pas Baptiste d'être promu brigadier...

Baptiste Bussy appartient à la catégorie des déserteurs de temps de paix venant faire leur soumission alors que la guerre est déclarée, mais à la différence de nombre d'entre eux, il ne rentre pas à la déclaration de guerre, ce qui aggrave son cas. **Jean-Jacques Becker** dans *1914 – Comment les Français sont entrés dans la guerre* (1977) signale l'exemple d'un « domestique de ferme rentré d'Espagne, mais au-delà des délais légaux » qui se voit infliger six mois de prison par le conseil de guerre de Limoges (p. 351), et constate la grande disparité des peines : « Les sanctions purent être cependant fort sévères ; trois ans de travaux publics (comprendre : de travaux forcés) à un territorial –mauvais soldat il est vrai, d'après son relevé de punitions- pour une désertion de ...trois jours » (p.351, peine infligée par le conseil de guerre de Clermont-Ferrand. Il observe que l'on devient facilement déserteur dès lors que la guerre est déclarée, puisque « la diminution du temps de « l'absence illégale » en temps de guerre de six à deux jours, a transformé en déserteurs des soldats qui avaient prolongé une permission » pour diverses raisons, parfois bonnes, comme la maladie d'une épouse. L'étude de la liasse du 3 au 28 septembre 1914 du conseil de guerre du Mans l'amène à voir le cas d'un certain X.G., de Mandu dans l'Eure-et-Loir, journalier (ouvrier agricole) condamné à deux ans de travaux publics avec ce motif de « désertion » qui nous paraît bien léger : « S'est attardé après boire. N'a pas osé rentrer. Absence de six jours » (p.359).

Le dépouillement des archives du conseil de guerre de Clermont le conduit à signaler une singularité du département de la Loire en matière de désertion à la mobilisation : « A peu près seul en France, un groupe d'anarchistes stéphanois gagne les bois au moment de la mobilisation. Un jeune ajusteur, Jean Gardant, après avoir passé quelques jours sur les pentes du Mont Pilat, fut arrêté le 6 août au Bessat avec un compagnon. Il prétendit qu'il était alors en route pour rejoindre son régiment. En fait, il fut remis aux gendarmes par les habitants du pays qui l'avaient poursuivi, étonnés par les allées et venues d'hommes jeunes. Il reconnut avoir été armé (il disposait avec son compagnon de trois revolvers) et ne fit pas mystère de ses opinions : « Je suis antimilitariste et libertaire... » (p. 351).. Le conseil de guerre de Clermont-Ferrand le condamna le 29 décembre 1914 à trois ans de prison, mais il bénéficia d'un sursis accordé par le général commandant la 13^e région, et précise en note (p.352) J.J. Becker, il « fut réhabilité après avoir été cité à l'ordre de la brigade le 19 août 1916 pour action d'éclat ».

Aucun de nos témoins stéphanois ne nous a signalé l'existence d'un tel groupe, mais la question n'a pas été posée, car je n'avais aucune connaissance de cet épisode avant la lecture de l'ouvrage de J.J. Becker.

²¹ Si l'on fait le pourcentage, on constate que ce cas unique représente 0,53% des témoins ; encore n'est-il qu'un déserteur partiel, pendant neuf mois. Cela corrobore l'observation d'**Henri Gerest** écrivant, à partir du dépouillement des Archives de la Loire, portant sur un bilan postérieur au conflit : « Rudement mis à l'épreuve, ces hommes ont obéi : les cas d'insoumissions sont exceptionnels et les désertions très rares » et précisant, à propos des désertions en note 45 de cette même page 175 : « Au plus pour les exemples cités 0,33% des mobilisés, pourcentage infime ».

Jean -Baptiste Duroselle dans *La Grande Guerre des Français* et **Pierre Miquel**, dans *La Grande Guerre*, observent aussi, au niveau national, le pourcentage très faible des insoumis. **Duroselle** : « L'état-major s'attendait à une proportion de 13% de réfractaires. Il y en eut 1, 5 pour cent » (p. 56); **Miquel** : « S'il y a eu des réformés et des ajournés, il y a eu peu d'insoumis. On redoutait 14% de défections d'origine politique ou syndicale. Pour l'armée, cela voulait dire une perte sèche de 300 000 hommes. Le pourcentage des insoumis fut infime : 1,5% » (p. 24). Cependant, ce nombre dépend aussi de la proximité de la frontière d'un pays neutre comme la Suisse ou l'Espagne, et il s'accroît avec l'allongement du conflit. **Yves Pourcher**, dans « *Les jours de guerre – La vie des Français au jour le jour entre 1914 et 1918*, cite, à propos des Pyrénées-Atlantiques, le rapport du sous-préfet de Mauléon du 19 décembre 1916, à propos d'un canton frontalier : « Dans la commune d'Urepel, sur deux cents cinquante appelés pour la mobilisation, cinq seulement n'auraient pas encore déserté. Dans les communes voisines, la proportion est approximativement la même. Le mal cantonné dans les régions immédiatement voisines de la frontière gagne aujourd'hui tout l'arrondissement » (p. 432)

Le départ des soldats : des adieux familiaux graves aux défilés patriotiques martiaux

Du début de ce chapitre, on pourrait déduire sans doute que, sauf quelques rares exceptions, les soldats mobilisés en août 1914 sont partis « *la fleur au fusil* », heureux d'accomplir leur devoir patriotique, certains de revenir vainqueurs au bout de quelques semaines, au pire de quelques mois.

Ces témoignages décrivent surtout des départs collectifs, vus le plus souvent de l'extérieur, par un tiers. Mais comment s'est passé l'arrachement de chez soi, à sa famille, que les êtres chers que l'on quitte soient des parents, des frères et sœurs, une épouse, des enfants, des amis ?

Peu de témoins ont abordé cet aspect, sans doute trop intime, ou recouvert par la vision communément admise du départ en fanfare.

Un témoin décrit simultanément l'annonce de la mobilisation et le départ immédiat de son frère, de la classe 11, venu en permission agricole ; il s'agit de **Benoît Crépet**, né en 1897 à Saint-Jean Soleymieux (hameau du Verdier), fils de paysans, agriculteur lui-même à Saint-Georges-Hauteville après son mariage :

E – « *La déclaration de guerre, comment est-ce qu'on l'a apprise, là-haut, à Saint-Jean ?* »

T- *Ben j'y étais à Saint-Jean, la matinée...même à Soleymieux. Ça parlait que de ça ! Moi, j'écoutais, j'y connaissais rien. Alors je suis venu, j'ai raconté un peu ça chez nous : « Ça se murmure, paraît-il qu'ils déclaraient la guerre...Eh ben, ça va bien » (expression de résignation, non de satisfaction !) « Un petit moment après – c'est le père Surieux qui était maire – il reçoit une dépêche pour mes parents, pour avertir mon frère – on était en train de faucher tous les deux au Mazet – qu'il fallait partir tout de suite. Alors ma mère nous appelle ; mon frère, il était en permission. Et on a entendu que pleurer ! Mon frère m'a dit : « Ça y est, la guerre est déclarée ! ». Et puis ça va... La guerre était pas complètement déclarée, mais tous les permissionnaires et tout, il fallait tous qu'on rentre. Et mon frère, lui, il s'est déshabillé, il a pas pris le temps de manger, il est parti. Aujourd'hui, ils seraient pas si pressés que ça ! Ils attendraient le lendemain ! Il est parti tout de suite, une heure après, il était à Saint-Jean ; ça a été fait ric rac ! Il était en permission agricole, et il devait partir le soir. Et c'était la matinée qu'il a reçu la dépêche pour partir. Alors tous les gens, ils étaient bouleversés ! ».*

Deux autres témoins agriculteurs évoquent brièvement la différence d'état d'esprit entre le jeune homme et le père de famille au moment du départ. **Jean-Claude Lafay**, né en 1888, menuisier – charpentier avant guerre à La Tuilière, reprenant à son compte la ferme familiale du fait de la mort de son frère aîné à la guerre, n'est pas encore marié à 26 ans en 1914 et va devoir partir aussitôt ; il suggère pudiquement cette différence :

E – « *Est-ce que c'est vrai que certains étaient presque contents de partir ? Ça paraît curieux...* »

T- *Non ! Non ! Ça faisait ben quelque chose... Le jeune qui était pas marié peut-être, comme moi... »*

Plus jeune de huit ans, **Francisque Ferret**, né en 1896 à Coise, après guerre agriculteur à Saint-Christo-en-Jarez n'est pas immédiatement concerné par la mobilisation : « *Ils partaient comme ça, sans rien dire. Celui qui laissait une famille, ça le faisait pas rire ! Les jeunes, ils avaient l'air de dire que ça serait pas grave, ils croyaient pas... Ils pensaient pas à ce qui leur pendait aux oreilles ! Moi le premier !* ».

Un témoignage écrit redonne l'atmosphère de la douloureuse séparation d'avec les siens pour qui laisse son épouse et son enfant (en l'occurrence un jeune fils), et montre comment l'état d'esprit peut changer dès lors qu'on se retrouve en communauté. Il s'agit de celui d'**Antonin Granet**, né en 1883 à Savigneux, instituteur, en poste à Chamboeuf depuis 1912, sergent au 38^e R.I. de Saint-Etienne, fait prisonnier à Verdun le 9 mars 1916, qui rédige ses souvenirs dès les premiers mois de sa captivité à partir de carnets antérieurs, retraçant d'abord les impressions vécues lors de son départ (journal pp. 4-5):

« *Je devais partir le lundi 3 août, 2^e jour de la mobilisation, au 38 Regt d'Infanterie à Saint-Etienne. Je ne puis décrire les heures tragiques précédant ce départ. Il me paraissait impossible de rester à la maison auprès de ma femme et de mon gosse chéri. A leur vue, mon cœur se gonflait et il me fallait faire effort pour ne pas mêler mes larmes aux pleurs de celle que j'affectionnais. L'émotion m'étreignait la gorge, je ne pouvais manger et je fuyais pour que des sanglots qui m'étouffaient ne puissent montrer ma douleur. Dans ces heures tristes j'ai compris plus que jamais l'étendue de l'amour qui me liait aux êtres chers que j'allais quitter. Comme je me trouve coupable, maintenant, d'avoir troublé la bonne union conjugale par des excès d'amour-propre ainsi que par des irrégularités d'humeur et de conduite.*

Le dimanche 2 août se passa en visites d'adieux, en réunion d'amis. En commun, nos craintes, nos inquiétudes diminuaient d'acuité, nous nous efforcions de paraître gais, enthousiastes même et avec les bons amis de Chamboeuf, nous terminâmes cette journée assez tard par les patriotiques Chant du Départ et la Marseillaise.

Lundi 3 août, sombre journée...le départ.. Courtes, émouvantes furent les heures précédant la cruelle séparation. ».

On trouve ici le mécanisme psychologique qui fait alterner la douleur, quand le soldat est seul avec les siens, et un semblant de gaieté, voire d'enthousiasme patriotique quand il est en communauté, ici de civils, ailleurs de mobilisés: à plusieurs, on s'encourage, et on finit par croire aux raisons de chasser le pessimisme.

A partir du moment où il quitte les siens, le soldat mobilisé d'août 1914 se retrouve en compagnie d'autres mobilisés, qui sont parfois ses frères, mais qui sont toujours les autres mobilisés du village, puis des villages

environnants, à moins qu'il n'habite une petite ville où des regroupements plus nombreux s'opèrent, en direction de la gare la plus proche. Et les groupes sont importants, dans les campagnes peuplées du début du siècle, comme dans les petites villes, puisque outre les trois classes qui sont au régiment (classes 1911, 1912 et 1913), les onze classes de l'armée de réserve (classes 1900 à 1910), les plus jeunes classes de l'armée territoriale (de 1899 à 1892, la territoriale concernant, en 1914, jusqu'à la classe 1887, soit des hommes déjà âgés de 47 ans !) sont convoquées en août.²². Comment se comportent ces hommes quand ils sont en groupe, avant d'atteindre les gares ? Cela peut-être très variable, alors que les témoignages cités plus haut sur la vision optimiste d'une victoire-éclair évoquaient des départs joyeux.

Un départ collectif grave, silencieux, est évoqué par **Antonin Compigne**, né en 1897, agriculteur à Balbigny, localité dotée d'une gare située sur la ligne de chemin de fer Saint-Etienne-Roanne-Paris, qui, de la ferme familiale située un peu à l'écart du bourg, voit converger les appelés des Monts du Lyonnais (région de Bussières, Néronde) et de la plaine du Forez au nord de Feurs:

E- « *Est-ce que vous avez vu partir les gens de 14 ?* »

T – *Oh la la ! Malheureux ! (= mon pauvre) ! Ça descendait à pleine route ! Y'avait pas des autos à ce moment-là : ça descendait tout à pied ! Et les trains ! Toutes les dix minutes, vingt minutes, il passait un train ! Les wagons de voyageurs n'abondaient pas : dans les wagons à bestiaux ! Ah oui, oui ! Toutes les dix minutes – un quart d'heure !... Ça partait...avec une musette et des baluchons qu'ils portaient ; ils étaient habillés en civil encore, bien entendu.*

E – *Est-ce qu'ils disaient quelque chose ?*

T - *Rien ! C'était... Pourtant du monde, vous savez ! On aurait dit que ça serait la foire ; ben non, vous savez. Je peux pas vous expliquer, y avait quelque chose qui...*

E – *Ils sentaient que...*

T- *Eeeeh ! Y en a une tapée (un grand nombre) qui sont descendus ce jour-là et qui sont pas remontés ! »*

Pour Antonin, qui n'a que dix-sept ans, la gravité du départ se colore du sort funeste qui attend un bon nombre de ces mobilisés, comme s'ils en avaient le pressentiment, ce qui est un thème récurrent dans nos témoignages.

A l'inverse, un départ collectif patriotique et paraissant joyeux nous est décrit par l'épouse d'**Auguste Equy**, un peu plus jeune que son mari, né en 1895 à Usson-en-Forez, agriculteur à Usson (hameau de l'Air) qui évoque le rôle mobilisateur du prêtre de la paroisse lors du départ des soldats d'Usson à la mobilisation:

Femme de T : « *Y avait un abbé d'Usson qui les a entraînés à la gare ! Qui est parti à la guerre, lui aussi, et il y est resté ! En chantant la Marseillaise, il les a embarqués ! Il est parti avec eux au train d'Usson en chantant la Marseillaise !*

E – *Est-ce que vous vous souvenez du nom de cet abbé ?*

Femme de T : *Pardonneau !*

E – *L'abbé Pardonneau ? Et lui aussi était mobilisé ?*

Femme de T - *Eh oui, il partait à la guerre. Et il est parti avec d'autres, ils étaient peut-être pas tous de sa classe, bien sûr. Et il est parti (ils l'avaient assez raconté, ça s'est assez dit) jusqu'à la gare, et à la gare, dans le train, il chantait la Marseillaise pour encourager les autres ! Ceux qui avaient trop de peine à partir. Et il y est pas venu bien vieux ! Il y est resté peut-être un an »²³.*

²² **Jean-Baptiste Duroselle** dans *La Grande Guerre des Français* (Perrin, 1994) admire la façon dont se sont faits la mobilisation puis le transport des troupes, eu égard au nombre considérable d'homme concernés : « *Mobilisation et concentration se déroulent superbement. Au 3 août, il y a 882 000 hommes sous les drapeaux (les classes 1911 – 1912 et 1913). La mobilisation consiste à transformer en soldats 2 200 000 hommes de la « réserve » (classes 1900 à 1910) et 1 540 000 hommes de la « territoriale » (classes 1886 à 1899). Le premier jour de la mobilisation était le 2 août. Elle durait seize jours. C'était un « mouvement de minuterie » que rien, un fois déclenché, ne pouvait ralentir ni accélérer. [...] En additionnant l'armée active, la réserve et la territoriale, c'est 4 622 000 hommes que la France avait effectivement sous les armes le 18 août.* » (pp. 74-75).

L'historien forézien **Henri Gerest** dans *Les Populations rurales du Montbrisonnais et la Grande guerre* (Centre d'Etudes Foréziennes, 1975) est plus précis quant aux dates d'incorporation des différentes classes : « *La mobilisation décrétée le 1^{er} août 1914 a porté sur l'ensemble des classes 1887 à 1913. Elle fut suivie, pendant la guerre, de l'appel des classes 1914 à 1919 ; ainsi furent successivement placées sous les drapeaux trente-trois classes, soit environ huit millions de Français. Les classes 1911-1912 et 1913 étaient sous les armes à la mobilisation. Les classes 1892 à 1910 furent appelées au cours du mois d'août 1914. L'appel des classes plus anciennes se fit dans les derniers mois de l'année 14 ou au début de l'année 15 – classe 1893 en septembre 14, classe 1892 en octobre, classe 1891 en novembre, classe 1890 et 1889 en avril 1915 -. Ceux des classes 1887 et 1888, qui furent rappelés à l'activité, rejoignirent en 1916, mais certains dès août 1914.* » (p.101)

²³ A propos de l'abbé Pardonneau : une plaque de marbre posée dans l'église d'Usson-en-Forez, et une notice de deux pages (pp. 174-175) dans le *Livre d'Or du Clergé diocésain de Lyon pendant la guerre 1914-1918* (édité à Lyon en 1922) nous permettent de mieux connaître la personnalité et la vie de l'abbé Louis Pardonneau, né en 1880 à Saint-Marcellin-en Forez, ordonné prêtre en 1906, vicaire à Saint-Priest-la-Prugne jusqu'en 1910, puis à Usson-en-Forez ; mobilisé dès le 3 août 1914, il fut infirmier-brancardier sur divers champs de batailles ; il trouva la mort en tant que brancardier à la 162^e division, le 22 mars

Après les démêlés récents entre l’Eglise et la République lors des lois Combes, la séparation de l’Eglise et de l’Etat, l’expulsion des congrégations, la rupture diplomatique entre la France et le Vatican, les conflits nés de l’inventaire des biens de l’Eglise, une telle attitude d’un prêtre, assurément marginale dans son aspect démonstratif, spectaculaire, ne manque pas de surprendre ; on la comprendrait plus venant d’un instituteur. Le départ collectif des soldats paraît extérieurement enthousiaste, patriotique, mais l’épouse d’Auguste Equy n’oublie pas de mentionner « *ceux qui avaient trop de peine à partir* », qui étaient sans doute nombreux ; l’initiative du prêtre, âgé de 34 ans (cf note ci-dessous), lui-même mobilisé, donnant l’exemple, parvient à les entraîner, peut-être à les galvaniser. **Jean-Baptiste Duroselle** souligne, dans *La Grande Guerre des Français*, le patriotisme des catholiques et de leur clergé : « *Sur l’élan patriotique qui anime les catholiques, les signes sont innombrables. De l’exil où ils se sont réfugiés avec leurs congrégations, les religieux affluent, soit pour obéir à leurs obligations militaires, soit en s’engageant. De plus, le statut d’ « aumôniers » continue à exister dans l’armée française. On compte 395 aumôniers « volontaires » à la fin de 1914 : beaucoup de prêtres estiment que leur vocation leur interdit de combattre directement. Ils cherchent donc à devenir aumôniers, voire simplement brancardiers* » (p. 65).

Et même parvenus à la gare, tous n’exultent pas comme pouvaient nous le faire croire les témoignages précédents portant sur la certitude d’une victoire rapide. **Marius Redon**, né en 1894 à Grand-Croix, briquetier dans l’entreprise familiale, puis chaudronnier aux aciéries de la Marine à Saint-Chamond, devenu plus tard facteur à Saint-Chamond, par suite de la perte de vision d’un œil consécutif à une blessure reçue en juin 1915, va contre l’idée communément admise : « *J’ai été à la gare les voir partir moi aussi, je pensais pas que trois mois après, j’allais faire le même départ qu’eux !*

E – *Justement, ceux qui partaient en 14, on a souvent dit qu’ils partaient presque joyeux : est-ce que c’est vrai ?*

T- *Oh ! Pas tant que ça ! Vous savez....Non ! Non ! Non ! Non ! Pas tant que ça ! Pas du tout ! Ils partaient en disant « Au revoir »... C’est que c’était pas intéressant ! Quand on est parti, nous, la classe 14, quand on est parti trois mois après²⁴, et puis qu’on arrive dans la gare de Barlin, dans le Pas-de-Calais, on a dit : « Eh ça y est ! On arrive à Berlin ! ».*

Cette localité de Barlin, située à 7 km au sud de Béthune, a dû se prêter plus d’une fois à cette parodie amère du mot d’ordre enthousiaste des trains de la mobilisation : « *A Berlin !* ». Mais les trains qui y conduisaient n’étaient plus des « *trains de plaisir* »...

Ces témoignages nous amènent à nuancer ce qu’avait de trop optimiste et irréaliste l’idée générale d’un départ en fanfare pour une guerre éclair presque gagnée d’avance. Les historiens contemporains, à la suite de Jean-Jacques Becker, corrigent la vision traditionnelle et dénoncent la construction progressive dans l’historiographie française de l’idée d’une mobilisation unanimement enthousiaste. **Jean-Jacques Becker** dans *1914 – Comment les Français sont entrés dans la guerre* (1977) observe au début du chapitre « L’annonce » : « *L’idée que la mobilisation a eu lieu dans l’enthousiasme s’est progressivement imposée dans l’historiographie contemporaine* » et signale la réaction de l’historien **André Latreille** dans *Le Monde* du 31 décembre 1964 : « *Il est temps de s’élever contre la version d’une sorte d’ivresse patriotique s’emparant des Français à la nouvelle d’une mobilisation trop facilement consentie par les dirigeants. [...] Dans l’ensemble du pays, pour l’immense masse des Français qu’atteignait et que séparait la mobilisation, la tonalité dominante fut autre : résignation grave et angoisse diffuse* » (p. 269).

En réalité, il semble que plus les soldats se retrouvent en masse, coupés des leurs, plus la tendance extérieure dominante, mais ne reflétant pas les angoisses secrètes de nombre d’entre eux, surtout si elle est stimulée par la foule des civils, porte à l’enthousiasme patriotique, dans un phénomène d’émulation collective.

Le journal de souvenirs (rédigé en 1919, d’après les lettres numérotées adressées à sa famille) de **Camille Richier** - né en 1890 à Saint-Julien-Chapteuil (Haute-Loire), agriculteur à Saint-Julien (la Chapuze) avant et après guerre- nous permet de voir comment l’on peut passer de la tristesse d’un départ individuel à l’euphorie patriotique, vis-à-vis de laquelle il conserve cependant un recul très critique ; après avoir évoqué l’atmosphère lugubre de l’annonce de la mobilisation dans sa bourgade de Haute-Loire, il décrit son départ le 3 août et la naissance, au contact des camarades et de la foule des civils, de l’enthousiasme (journal p. 4 à 6) : « *Et le lundi après un adieu combien douloureux à la famille on quitte le pays le cœur si serré qu’on pense à peine. Le coup a été si brusque qu’on en est assomés** ; peut-on se figurer ce qu’on va faire ? [...] Ce 2^e jour de la mobilisation dès le matin les routes sont pleines de voitures, de piétons, victimes résignées qui accomplissent la première étape de leur douloureux calvaire. Peut-on dire qu’on y va avec courage ? – Oui, ou tout au moins avec une résignation qu’on croit imposée par le devoir et auquel il ne vient à personne l’idée de se soustraire.

Nous arrivons à Brives (Brives-Charensac) où nous devons prendre le train ; une foule considérable y est déjà amassée, un grand nombre sont souls, et la gaieté française commençant à prendre le dessus, on entend des cris,*

1918, frappé par un éclat de 88 autrichien, près de Berry-au-Bac dans l’Aisne. Il est donc mort au terme de trois ans et demi de guerre, et non au bout d’un an, comme l’indique Mme Equy...

²⁴ La classe 1914, appelée au régiment début septembre, est pour la plupart montée au front en novembre 1914, après deux mois d’instruction seulement, car il fallait combler les vides laissés par les hécatombes des trois premiers mois de guerre...

des chansons ; il y en a même qui dansent. Mes camarades et moi nous avons pas le cœur à ça et pour beaucoup je trouve que c'est fort déplacé. Les journaux, les affiches lancent des appels patriotiques nous bourrant le crâne d'histoires à peu près inventées sur la prétendue volonté de la France qui ne veut pas la guerre qui nous est imposée par l'Allemagne. On commence à crier « à Berlin ! » ! Brives est une vraie ruche, ou plutôt un asile de « mâtto » (de fous) ; on hurle, on crie, c'est soul* c'est fou. Au passage de chaque train, une partie s'engouffre dans les wagons qui sont pleins comme un œuf, et avec les Layes (des voisins) nous ne quittons Brives que vers 5 heures du soir. Dans le train, une bande d'énergumènes hurle jusqu'à ce que la voix leur manque ou qu'assomés* par l'ivresse ils roulent morts de vin. A Saint-Etienne nous prenons jusqu'à Lyon un train de marchandise et à Lyon on quitte Jacques Layes qui va sur Montélimar. Nous arrivons à Voreppe où la ligne a été coupée par l'inondation et c'est en train que nous allons à Grenoble. Depuis le début, la douleur du pauvre Philippe Layes fait peine à voir ; on dirait que ce malheureux avait un pressentiment de ce qui allait lui arriver. Il ne sait pas trop ce qu'il fait, il est abattu, sans volonté, comme une machine ; il est arrivé là et maintenant il n'a plus la force d'aller plus loin. On casse une croûte, puis il faut se séparer puis pour regagner chacun notre quartier. »

Camille Richier signale, outre l'effet de la foule de civils et celui de la presse dans la petite ville, une composante à vrai dire bien prévisible de l'euphorie patriotique : l'ivresse des soldats, favorisée par la longue attente des trains. Gageons que la majorité de ces soldats ivres a dû quitter sa famille le cœur aussi serré que notre témoin. L'exemple de Camille Richier et de ses voisins montre que certains restent sobres et dignes, mais on comprend aisément que pour le témoin extérieur, ce soient les plus tonitruants qui produisent l'effet dominant, l'enthousiasme, que l'on attribue à tous. Quant au « pauvre Philippe Layes », il illustre un thème qui reviendra dans de nombreux témoignages : certains soldats auraient eu, bien à l'avance ou juste avant l'échéance fatale, le pressentiment de leur mort...

A Grenoble, où affluent les régiments et où la foule citadine est encore plus exaltée que dans la petite ville de Brives-Charensac, l'euphorie patriotique, saturée d'alcool et de propagande, atteint un summum qui doit refléter celui de la plupart des grandes villes (journal pp. 7-8) : « Le soir (du mardi 4 août) on va en ville ; Grenoble est archicomble de troupes ; les régiments d'active partout, mais il y a des flots de réservistes et comme la plupart ont de l'argent, les cafés n'ont plus assez de place ; la populace excitée par les affiches et une propagande contenant beaucoup d'exagération dans l'histoire encore ténébreuse des origines de la guerre, encore tout assomée* du formidable coup qu'a été la mobilisation est comme un troupeau de moutons qui va où on le pousse. On nous crie « Vive la guerre » ; on nous dit que c'est l'Allemagne qui a cherché (querelle), que l'Allemagne est l'ennemie et sans chercher d'autre preuve, on lance « A bas l'Allemagne ». Ordre est donné de pavoiser ! Oh dérision du monde, et des drapeaux flottent aux fenêtres. On crie « A bas Guillaume », « A Berlin » car dans cette populace le peu de gens qui raisonnent et qui peuvent concevoir quelques appréhensions n'osent les exprimer devant une foule ivre qui ne veut, ou ne peut comprendre qu'il puisse être autrement que ce qu'on veut croire. L'appui des Belges et surtout de l'Angleterre nous fait croire absolument invincibles ... Le mot « boches » commence à circuler : « Ah, les boches, on ne va en faire qu'une bouchée ! » Une foule en délire acclame les troupes qui embarquent, on les couvre de fleurs de vin de gâteries ; les femmes les embrassent, les troufions répondent : « à bientôt au retour de Berlin. ». A leurs aînés, ils crient : « Vous nous rejoindrez de l'autre côté du Rhin !!! »

Le mercredi, la guerre est officiellement déclarée, ce ne faisait d'ailleurs pas de doute. »

Et pourtant, même enrégimentés, les soldats, quand ils se confient à leur proche dans une dernière lettre avant le départ pour le front, laissent transparaître leur inquiétude tout en s'efforçant de rassurer leurs proches.

Frédéric Faure né en 1890 au Chambon-Feugerolles, ajusteur-ébarbeur, incorporé comme caporal au 99^e R.I. de Vienne à la mobilisation, écrit à son épouse enceinte, le 5 août 1914, veille du départ au front :

« Vienne, le 5 août 1914

Ma chère femme

Je t'écris à nouveau aujourd'hui pour te donner de mes nouvelles. Elles sont toujours très bonnes et j'espère que toi tu dois en être de même. Nous partons demain pour Longwy à 4 h 16 du soir ne te fait* aucun mauvais sang. Je crois que sa* pourra s'arranger, si ça ne s'arrange pas tu seras venger*, toi mon petit et toute ma famille. En France l'enthousiasme* règne. Il faut partir. Eh bien je part*. Ne te fait* point de mauvais sang. Donne le bonjour à tout le monde.*

A bientôt. Ton homme qui t'aime. Faure Frédéric caporal à la 8^e Cie A Vienne – Isère.

Si tu me réponds tu mettras à suivre »

A noter le décalage entre l'enthousiasme collectif et la résignation courageuse dont fait preuve Frédéric Faure ; malheureusement, ça ne s'arrangera pas pour lui ; il sera porté disparu à Foucaucourt-en-Santerre (Somme) le 25 septembre 1914, et « le petit » qui sera une petite Clotilde naîtra 20 décembre 1914, et ne connaîtra jamais son père.

Quatre jours plus tard, le 9 août, **Jean Genestier**, chasseur alpin à Embrun (12^e bataillon), né en 1892, écrit à sa mère et à sa soeur à Saint-Anthème : « On part pour écraser ses* bourreaux d'allemands*. Et si on en peut revenir en bonne santé on sera content d'avoir servit* notre patrie. On n'*est tous bien content* de partir* ». Le sergent Jean Genestier sera tué le 7 janvier 1916 au combat sur les hauteurs de l'Hartmanwillerkopf le 7 janvier 1916...

Le glissement du « *content d'avoir servi* » dans l'hypothèse du retour en « *bonne santé* » au « *tous bien contents de partir* » sans doute quelque peu forcé pour rassurer la famille fait penser à la phrase souvent citée de l'historien **Marc Bloch**, combattant de la grande Guerre : « *Les hommes n'étaient pas gais, ils étaient résolus, ce qui est mieux* ».

Parfois, les fiancées et les épouses peuvent rendre une dernière visite aux soldats, si elles habitent dans une ville de garnison. **Jean-Louis Monier**, né en 1893, agriculteur à Marols (au hameau de Chabanne), qui se trouvait déjà au régiment à Clermont-Ferrand, au 13^e escadron du Train des équipages, est encore ému, trois-quarts de siècle après, de ces furtives scènes d'adieux concernant le 16^e R.I., qui partageait ses bataillons entre Clermont-Ferrand et Montbrison : « *La mobilisation a eu lieu le samedi... Et le dimanche, comme nous ne partions pas tout de suite, nous avons été appelés, mes camarades et puis moi, à prendre la garde dans la caserne du 16^e d'Infanterie qui se trouve au centre de Clermont, et qui porte un joli nom : d'Estaing ! (rire). Et là, j'ai vu une chose qui m'a fait un peu mal au cœur : les soldats du 16^e, qui étaient des réservistes pour une plupart* partaient donc dans la nuit de ce premier dimanche de guerre. C'était le 3 ou 4 août. J'ai vu une chose qui m'a fait mal un peu. Je montais donc la garde à la porte de la caserne dans l'après-midi du dimanche. Et beaucoup de gens, surtout beaucoup de femmes, étaient donc venus voir les militaires qui partaient dans la nuit. Eh bien les portes de la caserne étaient fermées ; j'avais ordre, comme toutes les sentinelles, de ne laisser entrer personne, sauf les officiers. Et je voyais ces braves gens, ces braves femmes toujours (= tout du moins), femmes ou fiancées, j'en sais rien, qui s'embrassaient à travers les barreaux de la caserne. Ça m'avait choqué un peu, parce que quand bien même on aurait laissé la porte de la caserne ouverte, et que ces gens seraient rentrés à l'intérieur de la caserne, vous savez, la guerre n'aurait pas changé pour ça ! Mais enfin, c'était comme ça ! »*

Le départ des régiments de leur ville de garnison

* à propos du 16^e R.I. de Montbrison et de Clermont-Ferrand : l'improvisation de dernière minute

Jean Giraudon, né en 1891 à Saint-Etienne, metteur en carte en passementerie jusqu'en 1912, effectuera après la guerre une carrière militaire jusqu'en 1928 au 38^e R.I. de Saint-Etienne qu'il terminera comme adjudant chef (lieutenant de réserve en 35), puis une carrière dans les Postes terminée comme inspecteur en 1952 ; il prendra sa retraite à Bourg-Argental. En 1914, il se trouve incorporé depuis deux ans au 16^e R.I. de Montbrison (dont un bataillon se trouve à Montferrand, venu de Saint-Etienne en 1912, et un à Clermont), avec le grade de caporal; il évoque l'état d'impréparation du régiment et l'improvisation qu'elle entraîne dans un témoignage fort circonstancié :

E – « *Donc vous avez passé votre service ...*

T – *Tout au 16^{eme} ! Et alors à Montferrand, on forme une section de mitrailleuses pour le régiment : il fallait une section de mitrailleuses. Alors, on me désigne comme caporal mitrailleur, un autre collègue... (y avait deux pièces pour le régiment, deux mitrailleuses), alors je commandais une mitrailleuse, et mon collègue une aussi. Et puis nous partons vers la mobilisation, j'étais de service moi, au poste... L'adjudant m'appelle, il me dit : « Dis donc, prends la bicyclette et va vite chercher toutes les compagnies, il faut qu'elles rentrent tout de suite ! ». C'était juste avant la déclaration de guerre. Alors, ça va bien : je vais chercher tous les capitaines, je leur dis : « Rentrez tout de suite, tout de suite ! ». On rentre. Et puis vient la déclaration de guerre... Alors là, le régiment, tout le régiment vient à Montbrison, sauf nous. On les habille d'abord avant de partir, sauf nous les mitrailleurs, parce qu'on n'avait pas de chevaux, on n'avait pas ce qu'il fallait, nous avions nos mitrailleuses, c'est tout. Alors, nous sommes allés à Montbrison pour nous faire habiller, nous faire voir tout...les chevaux, toucher le matériel qu'il fallait [propos rétrospectifs sur la loi de 3 ans] Alors, on revient à Montbrison, on touche les chevaux, et puis le lieutenant me dit : « Mais vous êtes de Saint-Etienne ? » Je lui dis : « Oui ». Il me dit : « Vous connaissez personne à la Manu ? » (la Manufacture d'Armes et de Cycles). « Oh, je lui dis, si, j'ai un ami, son père est contremaître...Alors bon, c'est tout ce que je connais. ». Il me dit : « Ecoute, tu...on n'a pas assez de pièces de rechange, tu vas prendre...je vais te faire mener à Saint-Etienne en voiture, tu vas à la Manu, tu demanderas ce monsieur, et puis tu lui expliqueras ce qui nous manque. Je vais te faire une liste. » Alors, il m'a fait une liste, et puis je vais à Saint-Etienne comme ça ! En voiture, on s'arrête à tous les villages : on était arrêtés, on nous demandait des pièces d'identité, tout un tas de fourbi, vous savez...Alors, je vais à Saint-Etienne, et je dis au chauffeur : « Ecoute : mène-moi chez moi d'abord ». Alors je suis allé dire au revoir à mes parents et ma mère m'a donné deux pièces de 20 F, en or ! (rire) Elle m'a dit : « Garde-les bien, fais attention... ». Baste. Alors après je vais à la Manu, je demande monsieur Mérieux qui était contremaître. Il vient. Il me dit : « Ecoute, moi je peux pas m'occuper de ça, mais je vais t'envoyer le lieutenant Miard qui est spécialiste et qui s'occupe des mitrailleuses. Alors le lieutenant Miard s'amène ; alors je lui explique qu'on avait... qu'il manquait de pièces de rechange. Il me dit : « Mais tes pièces, les pièces que tu as, elles ont été modifiées ! ». « Ah, je lui dis, non, elles ont pas été modifiées ! » « Ah !, il me dit, nom de nom ! Ecoute : je vais te donner deux pièces modifiées toutes neuves ; mais tu diras à ton chef armurier là-bas qu'il m'envoie celles que vous avez, qu'il me les envoie tout de suite parce qu'il me reste sept mitrailleuses ! » Y avait sept mitrailleuses à la Manu au départ de la guerre ! C'est vous dire : on n'était pas bien riches !... Alors, je*

suis rentré. On avait un cheval là, y avait pas moyen de le tenir, il se couchait dès qu'on mettait...c'était sur bâts, les mitrailleuses à ce moment-là, elles étaient pas tractées encore...Il se couchait quand on lui mettait le bât sur le dos ! Les autres en ont supporté. Nous avions cinq chevaux, cinq ou six chevaux pour transporter les munitions... »

* à propos du 38^e R.I. de Saint-Etienne : l'inaptitude relative des réservistes, puis son départ

Notre témoin le plus gradé, **Jean-François Ollier**, né en 1894, fils d'un fabricant de soieries à Saint-Etienne, exercera lui-même cette activité après guerre ; engagé volontaire avec la classe 13, pour en finir au plus vite avec le régiment, il est sergent au 38^e R.I. de Saint-Etienne en août 14 ; il terminera la guerre comme capitaine, après sept blessures, et sera nommé commandant de réserve en 1934. Il décrit pour son régiment, mais sans doute aussi pour tous les autres, l'état de préparation militaire très différent des classes partant immédiatement au front, et l'inaptitude relative des classes de réservistes : « *Quand on est parti à la mobilisation, il y avait donc la classe 11 qui avait deux ans de service et qui allait être démobilisée en octobre 14 ; la classe 11, avec deux ans de service, elle était donc en bonne forme. Les classes 12 et 13 avaient dix mois de service²⁵, c'était déjà du solide !. Par contre, les réservistes que nous avons touchés, nous les régiments d'active – qui étaient des classes 10,9, 8 – des types qui avaient pris du ventre ! – ils ont eu un mal infernal au mois d'août 14 pour les marches que nous avons eues à faire pour gagner le front ! »*

* un départ de Territoriaux à Lyon (109^e R.I.T.)

Si les réservistes ont déjà « pris du ventre », qu'en est-il des territoriaux, plus âgés de dix à vingt ans ? **Amand Beyron**, né en 1891, musicien-brancardier au 99^e R.I. de Vienne, dans un bataillon encaserné au fort Lamothe de Lyon, note dans son journal le mercredi 5 août :

« Dans la matinée, à 9 heures, après la soupe avancée, la musique reçoit l'ordre d'aller à la gare de la Mouche attendre les 3 bataillons du 109^e territorial. Le général Goigoux les attend sur le quai. Dès l'arrivée des trains, la musique joue la Marseillaise qui est chantée à « tue-tête » par les territoriaux ! Ils débarquent ensuite. C'est drôle de voir ces bonhommes déjà bedonnants, les uns encore avec leurs pantalons civils et avec les pantalons rouges sur leur bras (trop courts ou trop larges). Suant à grosses gouttes, (il faisait très chaud) d'autres n'ayant pu être habillés, étant trop gros, n'ayant comme équipement qu'un képi et un fusil, mais avec cartouchières, musettes et bidon, plus l'inévitable sac. Nous les accompagnons avec des marches militaires jusqu'au Pont-du-Midi, au milieu d'acclamations indescriptibles. [...] Après le défilé (jusqu'au lycée Ampère où loge le troisième bataillon), le général Goigoux, les territoriaux et la musique du 99^e sont follement acclamés. La foule, très dense, réclame la Marseillaise, chantée avec foi et délire, chapeau bas. Deux pauvres jeunes gens à l'accent tudesque sont molestés pour ne pas s'être décoiffés pendant le chant de l'hymne français ». (journal, p.3).

On peut se demander si la proximité du témoin permettait d'entendre « l'accent tudesque » des jeunes gens molestés, et si leur incivisme était bien lié à la nationalité germanique²⁶...

Le lendemain 6 août, départ du 99^e pour le front, l'émotion plus intime est au rendez-vous : « *17h1/2-Adieu le Fort ; Adieu Lyon : le reverrons-nous ? Yeux humides de nombreux camarades* » (journal, p.4).

Dans toutes les villes de garnison se retrouve cet accompagnement des régiments par une foule enfiévrée. Comme le note **Pierre Miquel** dans *La Grande Guerre* : « *Autant la mobilisation ne soulève pas, dans l'ensemble du pays, d'enthousiasme délirant, autant le départ des mobilisés donne lieu à des manifestations patriotiques où s'expriment à l'évidence le soutien et la confiance de la population civile. La France aime son armée et compte qu'elle revienne bientôt victorieuse* » (p.37).

Sur le départ du 38^e R.I. de Saint-Etienne, nous avons deux témoignages très différents, l'un conventionnel, le second retenant une anecdote frappante.

²⁵ En fait dix mois de service pour la classe 12, incorporée en octobre 1913, et huit mois pour la classe 13, incorporée deux mois plus tard, en vertu de l'application de la loi de trois ans, votée le 7 juillet 1913

²⁶ A propos des désagréments que peut faire encourir l'« accent tudesque » ou prétendu tel : **Yves Pourcher**, auteur du bel ouvrage *Les Jours de guerre – La vie des français au jour le jour entre 1914 et 1918* a découvert aux Archives nationales ces faits survenus à Saint-Etienne le 6 août 1914 dénotant une espionnite galopante : « *A Saint-Etienne, dans la Loire, on voit des espions partout, et les plus folles rumeurs, les excès les plus graves agitent la ville. Soit c'est la calomnie, comme pour le directeur de la Brasserie nationale, né ici, mais dont le nom à consonance germanique rend suspicieux, et que l'on accuse vite d'avoir fui après avoir empoisonné sa bière et emporté un million. On va même jusqu'à prétendre qu'on aurait trouvé des bombes à son domicile. Soit ce sont les débordements et les violences ; ainsi, dans la rue d'Annonay, une jeune fille accusée par un individu d'avoir eu des relations avec un Allemand est aussitôt frappée violemment. A la gare de Chateaucieux, un Bavaois est à moitié assommé par la foule. Dans cette espionnite générale, il n'y a plus alors ni mesure ni réflexion : « Un sourd-muet a été maltraité, au Soleil (nom d'un quartier de Saint-Etienne), parce qu'on ne pouvait pas obtenir de lui qu'il parlât. La foule prétendait qu'il ne savait pas un mot de français et qu'il avait l'accent allemand. Nombreux ont été les inoffensifs passants qui ont failli être écharpés dans divers quartiers de Saint-Etienne, les uns à la suite de méprises involontaires, les autres sur la dénonciation d'individus qui veulent servir d'inavouables rancunes ou qui cachent d'odieus calculs » (A.N.- F7 – 12936 ; cité pp. 53-54)*

²⁵ Saint-Etienne comportait alors trois régiments : un régiment d'active, le 38^e R.I., son régiment de réserve créé avec le déclenchement de la guerre, le 238^e R.I., et un régiment territorial, lui aussi démesurément gonflé par le rappel des territoriaux, le 102^e R.T.

Le premier, écrit, est de l'instituteur de Chamboeuf **Antonin Granet**, né en 1883 à Savigneux, sergent au 38^e R.I. de Saint-Etienne, dont nous avons déjà cité le journal écrit en captivité en Allemagne à partir de 1916: «*Salués par les vivats de la foule de la cité laborieuse escortant ses enfants, le 102^e territorial, le 38^e et le 238^e quittèrent Saint-Etienne. Les fleurs, les hurras les avaient fêtés jusqu'à la gare où les scènes émouvantes brisaient le cœur. La grande tragédie devait commencer là-bas, aux frontières*». Il faut préciser qu'il n'est pas du premier départ du 38, figurant, avec ses 31 ans, dans les réservistes.

Le second, oral, émane de **Florent Badiou**, né en 1895 à Saint-Jean-Bonnefonds, électricien à la Compagnie électrique de la Loire et du Centre, puis monteur-bobineur à l'E.D.F. après la nationalisation des compagnies privées, ayant toujours résidé à Saint-Etienne ; il se souvient d'un incident météorologique qui a marqué la traversée de Saint-Etienne du 38^e R.I. jusqu'à la gare de Chateaucieux : «*J'ai vu partir le 38, le 38 qui était le régiment d'infanterie de Saint-Etienne...J'étais place Fourneyron. Il tombait de la grêle, mais alors vraiment de gros grêlons ! Et les soldats qui passaient avaient tous leur sac, et comme ça ce faisait à ce moment-là, la gamelle sur le sac : les grêlons qui tombaient sur les casseroles, les gamelles, faisaient un bruit ! Un bruit vraiment épouvantable ! Ah ! Ça m'a impressionné, ça !* ». Florent Badiou, qui sera incorporé avec la classe 15 mi-décembre 14 (mais au 8^e régiment du Génie, en raison de sa qualification d'électricien) fait-il inconsciemment un rapprochement symbolique avec la grêle de mitraille qui ne va pas manquer de s'abattre bientôt sur le malheureux 38 de ligne, dès la fin du mois d'août ?

* le départ du 134^e R.I. de Mâcon relaté par un intellectuel catholique patriote lecteur de la presse

Joseph Sorgues né en 1895 à Romanèche-Thorins (Saône-et-Loire), instituteur au pensionnat catholique de Bellegarde de Neuville-sur-Saône, qui sera incorporé mi-décembre 14, note dans le journal qu'il tient depuis le premier jour de la mobilisation ses observations et les faits relatés par la presse, qu'il commente. Voici, le mercredi 5 août, son résumé du départ du 134^e R.I. de Mâcon et les réflexions que sa tenue lui inspire (carnet 1, p. 9) : «*Les soldats marchent au feu comme à une fête ; le 134^e a défilé hier dans les rues de Mâcon avec des fleurs à la boutonnière et au bout des fusils, en riant, plaisantant et disant au revoir à la population (et c'est dans ce régiment qu'on avait jeté le drapeau dans les latrines). Le peuple français donne au monde un exemple admirable qui efface toutes les hontes et toutes les turpitudes de ces dernières années ; il se lève tout entier pour défendre ses autels et ses foyers, pro aris et focis²⁸, pour être le rempart généreux de la civilisation qui s'opposera à la barbarie germanique, comme il s'est déjà opposé à tant d'autres. Je suis fier d'être de ce peuple !*

Joseph Sorgues trouve dans ce départ à la guerre du 134^e R.I. des raisons de croire en une régénération religieuse, mystique, du peuple de France, dont il pense que ses dirigeants laïques l'avaient dévoyé dans une lutte contre l'Eglise et ses représentants. La suite de ses carnets développe abondamment ce thème.

Combien sont-ils à partir de notre région en ces deux premières semaines d'août ? Il est difficile de l'évaluer. Pour les trois bureaux de recrutement de la Loire, **Henri Gerest** dans *Les Populations rurales du Montbrisonnais et la Grande Guerre*²⁹ cite le chiffre fourni par les Archives Municipales de la Loire en 1923 de 137 144 soldats portant sur l'ensemble des mobilisés pendant toute la guerre. Si l'on retire les jeunes classes 14 à 19 qui ne sont pas encore mobilisées, et les vieilles classes 87 à 93 – mobilisées entre septembre 14 pour la 93 jusqu'à avril 16 pour les deux plus anciennes 88 et 87 -, on constate que 21 classes sur 33 partent en août 1914, soit grosso modo les deux tiers, les classes anciennes fournissant un nombre plus important d'exemptés ; on peut estimer ce nombre à plus de 90 000 pour ces trois bureaux, qui mordent sur les départements limitrophes, le 98^e et le 298^e de Roanne puisant assez largement ses recrues dans l'Allier, en Montagne Bourbonnaise, comme le fera apparaître le drame des Martyrs de Vingré début décembre 1914.

Ces hommes se fondent dans l'immense cohorte des soldats français âgés de 21 ans (classe 13) à 40 ans (classe 94) qui partent, émus mais confiants, en ce début d'août, emportés par une noria ferroviaire qui n'avait jamais eu de précédent, comme le montre **Pierre Miquel**, dans *La Grande Guerre*³⁰: «*Les 621 000 réservistes constituaient 25 divisions, les 184 000 territoriaux en formaient 12. Au total, avec l'active, 2 260 000 hommes, tous convoqués à la gare la plus proche de leur domicile, du deuxième au quatrième jour, selon la distance qu'ils avaient à parcourir* ». Les wagons réquisitionnés, désaffectés, reconvertis en transports de troupe, les attendaient sur les voies : plus de 10 000 trains ». Mais rappelons avec **Jean-Baptiste Duroselle** le chiffre total des mobilisés d'août déjà cité (note 20) : «*En additionnant l'armée active, la réserve et la territoriale, c'est 4 622 000 hommes que la France avait effectivement sous les armes le 18 août* ». ³¹, tous les soldats n'étant pas dirigés aussitôt vers le front.

Mais aucun ne verra Berlin (sauf quelques prisonniers) et ils ne seront pas de retour pour faire les battages, ni même les vendanges et les semailles d'automne, ou la rentrée scolaire d'octobre s'ils sont instituteurs, et la

²⁸ La citation latine «*pro aris et focis* » est déjà traduite dans ce qui précède : «*pour (défendre) ses autels et ses foyers* »

²⁹ Henri Gerest, *Les Populations rurales du Montbrisonnais et la Grande Guerre*, op.cit., p.102

³⁰ Pierre Miquel, *La Grande Guerre*, op.cit., p. 28

³¹ Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français*, op.cit., p.75

« vogue des noix » de Firminy les attendra vainement, tout comme Noël et le Jour de l'An, sauf si l'hécatombe des premiers mois de guerre laisse ceux qu'elle épargne suffisamment blessés pour qu'ils bénéficient, après hospitalisation, d'une permission de convalescence. Car les premières permissions normales ne seront instituées qu'en juillet 1915, et il faudra plusieurs mois pour que tout le monde puisse en bénéficier. En attendant, le courrier les reliera avec les êtres chers. « *Eh bien je part*. Ne te fait* point de mauvais sang* » écrivait le 4 août le pauvre caporal **Frédéric Faure**, qui n'avait plus guère qu'un mois et demi à vivre, à sa jeune épouse enceinte, pour la rassurer. Toutes les épouses, toutes les mères, toutes les fiancées, toutes les sœurs, tous les pères et les frères « se feront du mauvais sang » jusqu'à la fin de la guerre ou jusqu'à la nouvelle fatale... A moins que la « chance » ne fasse du soldat un embusqué, ou un « mobilisé en usine », ou un amputé devenu, par la force des choses, inapte au combat...

Chapitre 3

Les premiers mois de combat :
De l'illusion à la retraite

Chap. 3 – Août 1914 - Le premier mois de combat : de l'illusion à la retraite

« Dimanche 9 août – Dieu soit loué ! Les troupes françaises sont entrées en Alsace ; après un brillant combat à Altkirch, elles ont marché sur Mulhouse où elles sont entrées le vendredi 7 août à 5 heures du soir. Dans leur joie de voir arriver les troupes françaises, les Alsaciens ont arraché tous les poteaux frontière. Quel bonheur ! Le drapeau français, le drapeau tricolore flotte donc librement sur la terre d'Alsace. L'heure de la Revanche si longtemps attendue a enfin sonné ; la honte de 1870 sera effacée. Dieu soit loué ! » Journal de **Joseph Sorgues**, classe 1915, Romanèche-Thorens (Saône-et-Loire)

« Nos troupes en une douloureuse retraite ont reculé, le boche avance incendiant, assassinant, volant, violant, la population fuit, les routes en sont pleines ; où va tout ce pauvre monde ? » **Camille Richier**, classe 1910, Saint-Julien-Chapteuil (Haute-Loire).

« Alors on a débarqué, je crois que c'est à Rambervillier... Je me souviens... Et c'est là que j'ai vu les premiers blessés que les civils transportaient, avec leurs chars à bœufs, en arrière. Y avait rien pour les transporter... Toute la jeunesse, les 60 qu'on a parti, on a été zigouillés en arrivant : tués ou blessés ! » **Jean-Claude Lafay**, classe 1908, La Tuilière

« J'ai vu des morts, des blessés, j'ai reçu des éclats d'obus, mon bidon troué d'une balle, des prisonniers, des espions. Des villages en feu, des villes bombardées, c'est terrible, mais nous prendrons notre revanche et on leur fera payer tout le mal qu'ils nous ont fait en 1870 et maintenant. » - Lettre de **Marcel Granjon**, classe 1909, Saint-Etienne

Les premiers succès et l'illusion vite dissipée d'une victoire rapide ; l'accueil des populations civiles

L'armée française, dès la fin de la première semaine d'août attaque en Alsace et en Lorraine, par les Vosges avec au sud la première armée commandée par Dubail (à laquelle appartient le 14^e corps d'armée de Lyon) et au nord la deuxième armée commandée par De Castelnau (à laquelle appartient le 13^e corps d'armée de Clermont-Ferrand). La plupart des régiments d'infanterie et d'artillerie de la grande région sud-est sont donc engagés immédiatement dans le combat, avec le recours aux chasseurs alpins et aux chasseurs à pied, puisque la zone est montagneuse. Le succès d'Altkirch, puis sur les faubourgs de Mulhouse, au soir du 7 août, et enfin la prise de la ville elle-même le 8 par les troupes du général Bonneau enflamment les esprits des soldats, comme des Français. Succès facilité par le fait que la stratégie allemande a prévu de privilégier l'invasion de la Belgique pour prendre en tenaille les troupes françaises, et qu'elle va jouer du repli stratégique...

Après la citation claironnante que nous avons mise en exergue de ce chapitre, **Joseph Sorgues**, né en 1895 à Romanèche-Thorens, (Saône-et-Loire), donc pas encore incorporé, instituteur au pensionnat catholique de Neuville-sur-Saône, lecteur assidu de la presse, entonne dans son journal quotidien un vibrant hymne lyrique à l'Alsace, empreint de patriotisme et de ferveur religieuse : « Gloire à toi, noble terre d'Alsace ! Depuis 44 ans, tu te recueillais et tu prêtait l'oreille de l'autre côté des Vosges pour entendre si les soldats français ne viendraient pas enfin te délivrer de la servitude allemande. Tu as attendu longtemps parce que chez nous l'odieuse politique étouffait en nous le souci de notre œuvre et nous empêchait d'entendre tes protestations d'amour, tes appels angoissés et les Allemands forgeant des obus dans les usines Krupp. Il a fallu cette agression brutale, ce territoire violé, ce coup un peu plus fort en chair vive pour réveiller le pays et réaliser l'union de tous les Français. Mais, les voilà, cette fois, les pantalons rouges¹, et pleins d'une furieuse ardeur, d'un vif désir de venger l'oppression* et la honte, ils courent au combat et leur bras est fort et leur œil est juste parce que leur conscience est calme et parce que le Droit et la Justice les ont armés. Et dans quelques jours, ce ne sera plus à Mulhouse, mais à Strasbourg et à

¹ « Les voilà, les pantalons rouges... » : il est frappant de constater que cette synecdoque (figure de rhétorique désignant le tout, en l'occurrence l'uniforme français, donc le soldat français, par la partie) ait pu être glorieuse en ce début de guerre avant d'être vilipendée quelques mois plus tard comme une des preuves de l'incompétence de la haute hiérarchie militaire française, incapable de concevoir un uniforme de couleur neutre, permettant aux soldats de mieux se camoufler, donc de moins se désigner au tir de l'ennemi. On sait que la tenue bleu horizon n'arrivera qu'au printemps 1915 dans les unités combattantes, le pantalon rouge restant porté à l'arrière et dans les casernes (il fallait bien écouler le stock !). Rappelons à ce propos le beau film « *Le Pantalon Rouge* » qu'**Yves Boisset** a tiré du livre d'**Alain Scoff** « *Le Pantalon* » à propos du cas de François Bersot, originaire de Besançon, soldat au 60^e R.I., fusillé en février 1915 à Fontenoy (Aisne) pour avoir refusé de porter le pantalon rouge, maculé de sang car provenant d'un mort, que son lieutenant lui intimait de porter, ce qui fut considéré scandaleusement comme un refus d'obéissance en présence de l'ennemi ! On peut se référer aussi à l'ouvrage « *Les damnés de la guerre* » de **Roger Monclin**, republié par l'Union Pacifiste de France en 1978 (1^{ère} édition en 1934) ; le cas de François Bersot y est évoqué aux pages 57 à 63.

Metz qu'ils seront, et l'antique cathédrale alsacienne, non plus rouge de l'incendie et du sang, mais de bannières tricolores, retentira du joyeux Te Deum lancé par la France entière pour remercier Dieu de la délivrance et du triomphe définitif de la civilisation latine sur la barbarie germane. Dieu soit béni ! » (carnet 1, pp. 16-17).

Joseph Sorgues est, comme tous les Français à l'unisson de l'état d'esprit et du lyrisme du général en chef Joffre : « *Enfants de l'Alsace, après 44 ans d'une douloureuse attente, les soldats français foulent à nouveau le sol de notre noble pays. Ils sont les premiers ouvriers de la grande œuvre de la Revanche* ».

Hélas, il faudra déchanter : Mulhouse, prise le 8, devra être évacuée le 10 ; reprise le 19, elle sera abandonnée à l'occupation allemande...

Sur place, dans les gares, puis une fois débarqués, sur les routes, les soldats se sentent réconfortés par l'accueil des populations locales, franc-comtoises, vosgiennes, lorraines, et de façon moins unanime, alsaciennes. **Amand Beyron**, né en 1891, de Chazelles-sur-Lyon, employé dans la fabrique de tissus Dumont, futur directeur de fabriques textiles à Lyon, puis à Dolomieu (Isère), puis à Régny (Loire) avant de prendre sa retraite à Roanne, musicien-brancardier au 99^e R.I. de Vienne, écrit dans son journal à la date du vendredi 7 août (journal réécrit d'après des carnets de route, d'où l'emploi occasionnel du passé) : « *Nous arrivons à Dôle à 5 h ½ où l'on nous apporte du café avec de l'eau-de-vie. Ça nous réconforte, étant mal à notre aise pour dormir sur des banquettes mal montées et branlantes. Nous repartons rapidement pour Belfort où nous arrivons à 13 h. Nous continuons sur Epinal où nous débarquons sous un violent orage. Tout le long du trajet, dans les gares, les chemins, les talus, beaucoup de gens qui nous voyaient passer les larmes aux yeux et tachaient de nous donner fleurs, paquets, bouteilles...* ». Il est ému par un accident touchant un civil, révélateur des petits drames familiaux qui se déroulent en marge des grands déplacements de troupes : « *Avant d'arriver à Belfort, à Montbéliard, nous avons hissé une pauvre femme en pleurs, dans notre wagon, qui voulait rentrer coûte que coûte à Héricourt² pour retrouver ses enfants, n'ayant pas d'autres moyens de transport pour y parvenir, en venant d'accompagner son mari et son père mobilisés. Le train ne s'arrêtant pas à cette gare elle a sauté et elle est tombée à la renverse...(pauvre femme)* ». (journal, p.8).

Quelques jours après, en Lorraine, **Armand Primpier**, né en 1892 à Roanne, horloger avant guerre, représentant en textiles après, musicien-brancardier au 121^e R.I. de Montluçon depuis octobre 1913, à proximité de Cirey, est surtout frappé par les appels au meurtre des jeunes Lorraines qu'il imagine violées par la soldatesque teutonne : « *On a appelé ça la bataille de Cirey, mais je crois bien que le patelin où nous sommes arrivés, c'était à Machemont³, où les Allemands avaient déjà franchi la frontière avant la déclaration de guerre, depuis deux-trois jours... Et je revois encore ces jeunes filles qui avaient dû...je savais tout ce qu'elles avaient dû subir... Elles nous disaient : « Mais allez les tuer ! ». Elles pleuraient à chaudes larmes : je revois ça ». Mais il n'a pas longtemps l'illusion de la fuite des Allemands : « *Et on s'est bagarrés, là, avec les Allemands qui nous attendaient. Ils faisaient pas des tranchées : ils faisaient des talus [...] On s'est bagarrés avec les Allemands qui nous attendaient bien gentiment : ils nous ont mitraillés comme ils ont voulu ! Et alors, le plus drôle, c'est que nous n'avions pas de roulantes (de cuisines roulantes, venues plus tard) pour le ravitaillement ; on avait encore des gamelles, c'était individuel ; on se mettait sept ou huit pour aller chercher du bois. Et le soir, quand on s'est couché, on n'avait pas de couverture ! On était dans un pré... »**

Toujours en Lorraine, le conducteur de chevaux d'artillerie au 36^e R.A. de campagne de Clermont-Ferrand **Jean-Claude Lafay**, né en 1888 à La Tuilière, évoque le repli tactique des Allemands en Lorraine, au nord de Rambervillers : « *Alors on a commencé à prendre contact avec l'ennemi, pour le repousser après Rambervillier, plus loin. On a commencé de le trouver par là (environ) le 12-13 (août). Alors ils faisaient pas de la résistance. Ils reculaient facilement parce qu'ils étaient plus malins que nous : ils nous entraînaient chez eux. On a pas combattu chez nous, on a combattu chez eux. On a rentré chez eux. On a rentré en Allemagne, à Hesse⁴ ; on a rentré à Hesse, à 20 km dans l'Allemagne, par là... Alors c'est que là ils nous attendaient. Ils avaient un fortin ; ils avaient fait une tranchée de un mètre de hauteur, et y avait tout ce qu'il fallait devant nous : des pièces (des canons), des mitrailleuses et tout ! Y en avait un qui réglait le tir dans le clocher ; leur tir pour nous massacrer ! C'est là qu'on a eu le plus de pertes chez nous [...] Et on s'est replié en vitesse, de partout ! ».*

Partout, le franchissement de la frontière de l'Alsace-Lorraine occupée depuis 1870, avec la récupération symbolique du poteau-frontière, laisse un souvenir impérissable. Si l'ennemi fuit sans trop s'accrocher, on croit souvent, naïvement, que c'est devant la supériorité irrésistible des Français, jusqu'à ce qu'ils tombent sur une résistance qui les déroutent !

² Héricourt est une localité située à 11 km au nord de Montbéliard, effectivement sur la ligne de chemin de fer Montbéliard-Belfort

³ Il doit s'agir non de Machemont, qui se situe dans l'Oise, au nord de Compiègne, mais de Blamont, à 8 km à l'ouest de Cirey-sur-Vezouze, en Meurthe-et-Moselle

⁴ Le témoin confond la Lorraine annexée et l'Allemagne, la petite ville de Hesse se trouvant à 5 km au sud de Sarrebourg, en Meurthe-et-Moselle, et à proximité de Schneckenbusch où des combats importants engageant la 25^e Division (dont le 98^e R.I. de Roanne) ont eu lieu dès le 20 août

Sur l'accueil de la population alsacienne, les avis sont plus mitigés, alors que la presse célèbre à l'envi les retrouvailles des fidèles de la province perdue avec les fils de la mère Patrie naturelle, la France, après près d'un demi-siècle de séparation. On opposera deux témoignages de deux artilleurs quasi « classards », le fils de chapelier **Antoine Pinay**, né en 1891 à Saint-Symphorien-sur-Coise, futur industriel, maire de Saint-Chamond, député, ministre et président du Conseil (en 1952), et le fils d'agriculteur **Camille Richier**, né en 1890 à Saint-Julien-Chapteuil, en Haute-Loire, qui reprendra la ferme familiale, le premier maréchal des logis au 5^e R.A. de Campagne de Besançon, le second canonnier au 19^e R.A. de Montagne de Grenoble.

Antoine Pinay exalte l'accueil alsacien, dont il révèle qu'il a fait sur lui une impression si durable qu'il a influé sur une de ses décisions, malgré l'enrôlement des Alsaciens dans les rangs de la Wehrmacht dans la Seconde guerre mondiale (malgré la participation de quatorze d'entre eux au fameux massacre d'Oradour-sur-Glane des 9 et 10 juin 1944, incorporés qu'ils étaient dans la sinistre division « Das Reich ») :

E- *« Quand vous étiez en Alsace, pendant le premier mois de guerre, vous étiez accueillis comme en terre française ? »*

T- *Très très bien accueillis !*

E- *C'est tout de même frappant, cette mentalité de la population civile accueillant à bras ouverts les Français !*

T- *Oui ... et qui étaient à ce moment-là leurs ennemis !*

E- *C'est vrai qu'ils étaient leurs ennemis puisqu'ils étaient statutairement allemands !*

T- *Bien sûr ! ... Et après la dernière guerre, lors de l'occupation nazie en Allemagne, les Alsaciens ont été mobilisés aussi. Et en 1950, j'ai été ministre des Travaux Publics et des Transports, et comme ministre, j'ai eu un problème difficile à régler, qui était celui des Alsaciens qui avaient été mobilisés !*

E- *Les fameux « Malgré nous » !*

T - *C'est ça ! Et que mes prédécesseurs avaient refusé d'amnistier. Et je me souviens, quand je suis arrivé au ministère des Travaux Publics, il y avait le cas de six mille anciens cheminots qui avaient été rayés de la S.N.C.F. parce qu'ils avaient été mobilisés par les Allemands. Et un jour, j'ai pris un décret, et je les ai tous, tous réinstallés à la S.N.C.F. »*

Camille Richier, lui, ne garde pas un bon souvenir des Alsaciens, de la région de Krüt, Wesserling et Thann où il se trouve un peu plus tard, le 1^{er} septembre, après avoir reçu le baptême du feu le 28 août en Lorraine et avoir subi la retraite sous le pilonnage allemand, et il consigne sa déconvenue dans son cahier: *« Nous étions revenus à Krüt (après Thann) où nous cantonnons quelques jours, et j'avoue que de mon séjour en Alsace je n'ai pas gardé très bonne impression : ces gens m'ont eu l'air, tout en nous faisant à* peu près bon semblant, de nous détester cordialement et nous vouer à tous les diables. D'ailleurs* il me semble qu'ils n'avaient guère à se plaindre de l'administration boche ; de belles routes, des chemins de fer sillonnant le pays en tous sens, les curiosités naturelles sont fort bien organisées pour attirer les touristes ; de nombreuses usines occupent la population qui habite des maisons commodes et fort propres. Malgré les nombreuses familles⁵ ces gens respirent l'aisance et le bien-être, bien plus évidemment que chez nous. C'est pour cette principale raison qu'on ne fera jamais admettre que les alsaciens* aient jamais réellement désiré redevenir français ; d'ailleurs leur langue, la religion qu'ils pratiquent fervemment, leurs mœurs bien plus pures que chez nous sont autant de motifs qui les éloignent de nous. »*

Comme on le voit, tout en étant admiratif de la prospérité et de la bonne tenue morale et religieuse des Alsaciens (à qui il ne daigne pas donner la majuscule !), Camille Richier touche explicitement au sacro-saint credo du patriotisme français depuis 1870 : les Alsaciens annexés, malheureux, francophiles, n'aspireraient qu'au retour à la France, la mère Patrie naturelle ! En clair : les Alsaciens sont des « Boches » et ne souhaitent qu'une chose, le rester !

Mais les libérateurs se conduisent parfois en troupes d'occupation, ce qui peut expliquer des réactions hostiles. Un témoin beaucoup plus jeune que les deux précédents, puisque né en 1897, **Louis Seux**, avant guerre agriculteur à Saint-Apollinard, plus tard directeur d'usine, incorporé en juillet 1916 au 23^e R.I. de Bourg-en-Bresse, puis affecté en renfort au 360^e R.I. de Toul, se trouvera en Haute-Alsace en juillet 1917 et constatera que trois ans après son premier régiment a laissé de mauvais souvenirs dans la population : *« C'était en avant de Mulhouse, à Soppe-le-Haut, Soppe-le-Bas, Burnhaupt-le-Haut, Burnhaupt-le-Bas, tout ça... Et là y avait des habitants encore ; à 4 km du front à proprement parler, y avait des habitants. Et je me rappelle une anecdote. Sachant que j'avais été au 23^e Régiment d'Infanterie... J'avais un cousin qui avait été au 23^e en août 14, ils avaient avancé, le 23^e, en Alsace, ils avaient pris cette portion, là... Alors, croyant me faire valoir, j'ai dit : « Moi, j'ai des cousins qui avaient été au 23^e Régiment d'Infanterie et qui ont avancé... » - « Oh ben ! Ils avaient tout pillé chez nous ! ». J'aurais mieux fait de me taire ! - « Ils avaient tout pillé chez nous ! ».*

Laissons à un témoignage étranger à nos enquêtes, cité par un historien, le soin d'apporter un autre élément d'explication à l'accueil perçu comme trop tiède ou mitigé des Alsaciens. **Pierre Miquel**, dans *La Grande Guerre* cite les mémoires du **caporal Delebeye** du 14^e R.I. de Grenoble, qui constate le manque d'enthousiasme

⁵ Le sens de la phrase invite à comprendre « Malgré les familles nombreuses... »

des Alsaciens de Sainte-Marie-aux-Mines : « *Quand il entre dans Sainte-Marie-aux-Mines, dont les enseignes sont allemandes, il est très étonné de constater que la population vit en bons termes avec les autorités* ». Il reçoit les confidences d'un coiffeur : « *Les Alsaciens d'origine aiment la France, c'est certain. Beaucoup de gens ici sont nés avant l'annexion, mais aucun n'a jamais désiré un massacre général pour redevenir français ! Massacre dans lequel les Alsaciens vont trinquer dur ! Songez, caporal, qu'à Sainte-Marie seulement, il y a près d'un millier de mobilisés dans l'armée allemande* ». Et le coiffeur ajoute : « *Un de vos officiers que j'ai servi hier soir était étonné de notre manque d'enthousiasme à votre arrivée. Il ne faut pas s'en étonner. Les parents sont partout des parents. Vos fusils tueront demain aussi bien les Allemands que les Alsaciens....* ».

Ce déchirement des Alsaciens entre deux loyautés ennemies, un Poilu va le vivre de façon spectaculaire grâce à une rencontre qui paraîtrait plus que romanesque, mélodramatique, donc inventée, si ce témoin n'était pas d'une grande rigueur dans son témoignage écrit, et d'une honnêteté intellectuelle telle dans l'entretien que nous avons eu par ailleurs, qu'il ne me viendrait pas à l'esprit de douter de la véracité du fait. Il s'agit d'**Amand Beyron**, né en 1891 à Viricelles, musicien-brancardier au 99^e R.I. de Vienne, qui décrit dans son journal les déplacements de son régiment à la frontière des Vosges et de l'Alsace : débarqué à Epinal le 7 août, le régiment poursuit sa route à pied en direction des Vosges, il est à Saint-Léonard, à 10 km au sud de Saint-Dié, le 12 août, remonte sur Provençères-sur-Fave, passe la frontière d'Alsace au col de Lubine le 15 août, puis descend en Haute-Alsace par de mauvais chemins forestiers sur Sainte-Croix-aux-Mines où, le 16 août, « *les habitants attendaient les Allemands. Ils étaient contents de voir des soldats français, mais ils étaient inquiets pour les jours à venir* ». Le régiment reçoit l'ordre de se replier sur Lubine, puis progresse vers le nord en direction de Fouday, et le 19 août un combat meurtrier a lieu au village de Wildersbach, puis à Fouday où le poste de secours, établi dans les locaux de l'école, est finalement détruit. Et c'est à Fouday, ce 19 août, qu'Amand est témoin d'une scène qu'il narre longuement dans son journal, témoignant ce déchirement de certaines familles alsaciennes : « *Maisons fouillées, éventrées, les gens ont fui.. Une faible lueur me fait rentrer dans une maison près de la Mairie . Je frappe plusieurs coups sur la porte, et au bout d'un moment, la porte s'ouvre, et je me trouve devant un grand vieillard à barbe blanche qui me dit, avant que je lui parle : que faites-vous ici... ? Brièvement, je lui raconte que nous avons dans la bataille perdu notre régiment en retraite et que nous voudrions pouvoir secourir nos blessés à l'école et les évacuer si possible. Il m'offre un petit verre de schnaps et me raconte qu'il est le maire du village : deux fils, l'aîné professeur à la faculté de droit d'Ulm, et officier de réserve d'artillerie allemande ; le plus jeune est parti avec sa mère et sa sœur la veille de la déclaration de guerre, ne voulant pas être pris par les allemands*. Pendant ce temps, l'orage augmentait d'intensité. On entendait soudain un roulement de voitures sur la route. Je pensais : peut-être notre artillerie qui bat en retraite en direction de Saales⁶. Je sors, et à la lueur d'un gros éclair, sous la pluie torrentielle, je comprends mon erreur à la boule de cuivre, éclairée, qui est sur le casque noir des artilleurs allemands. Je rentre précipitamment, ne sachant que faire... A un moment après, on ouvre brusquement la porte... Ruisselant d'eau sur son ciré, un officier allemand rentre, salue et va vers le vieillard qui l'étreint en pleurant, sans mot dire... L'officier me demande ce que je fais ici... Je lui dis la détresse de notre poste de secours abandonné à l'école... Durant ce temps rapide et tragique, le roulement des canons et caissons⁷ n'arrête pas. L'officier demande à son père des nouvelles des siens partis, et lui dit : « Père, c'est terrible cette situation... il ne faut pas que ces pauvres gens soient pris, fait*-les passer par la montagne, montre leur le chemin, ils pourront peut-être s'échapper, couverts par l'orage... Adieu, Père... courage et à vous aussi.... ». Et il part en vitesse... Je tremble, je suis anéanti.... Avec le vieux maire, nous allons à l'école où nous trouvons à la lueur d'une pauvre bougie les nôtres dormant ou geignant sur la paille... Je réveille le major⁸ qui me fait répéter plusieurs fois la gravité de la situation et préciser par le maire qui s'offre à nous guider dans les mauvais chemins derrière la Mairie pour atteindre la forêt par des sentiers. Nous sommes obligés de laisser les blessés couchés et nous partons dans l'obscurité avec une dizaine de blessés pouvant marcher... Au bout d'une heure de pénible montée, le maire nous a quittés*, lui-même bouleversé et pleurant en nous souhaitant bonne chance : « Que Dieu vous vienne en aide, pauvres enfants ! ». Vers 1 heure la pluie cessa. On entendait l'orage plus au loin. La canonnade aussi s'était presque arrêtée, mais de la crête où nous étions parvenus avec beaucoup de peine, de tous côtés on voyait des lueurs des villages en flammes... »*

L'espionnisme : des ennemis au sein des populations libérées ?

On sait qu'en France une vague d'espionnisme a touché la population civile : la vague germanophobe fait considérer tout citoyen au nom allemand, ou supposé tel, comme un suspect, les magasins portant ces noms sont pillés, et l'on traque les pancartes Maggi et celles des bouillons Kub, censées contenir des indications codées pour une invasion de pays. **Jean-Jacques Becker** signale qu'à Saint-Etienne « *un malheureux , accusé d'avoir l'accent*

⁶ Saales est situé à 12 km au sud de Fouday, sur la route principale allant de Strasbourg à Saint-Dié, en traversant les Vosges par la vallée de la Bruche et le col de Saales

⁷ Les caissons sont les chariots de transport des obus, munitions diverses, et ustensiles nécessaires au régiment

⁸ « *Le major* » est l'abréviation usuelle employée pour le médecin-major, ayant grade de capitaine.

allemand, est maltraité parce qu'on ne pouvait pas obtenir qu'il parlât, et pour cause, il était sourd-muet.⁹ ». Dans son roman *Le Grand Troupeau*, **Jean Giono**, de la classe 15, qui a combattu dans la Grande Guerre, insère un bref épisode sur cette traque sordide des Allemands ou Alsaciens résidant en France, relatée dans un dialogue : « En arrivant à Annet, devant la villa « La Coquette », tu sais, on avait attaché Shumacker à la grille de devant. Je me dis : « Et pourquoi ? » Tu te souviens, c'est celui-là qui faisait de si jolis souliers. « Et pourquoi ? » je me dis. J'avance. Il était mort, mais là, mort, Delphine, mort tu sais. Le pauvre était tellement couvert de mouches qu'il en bougeait.¹⁰ ».

Sur le front vosgien ou alsacien, aux alentours de la mi-août, il ne faisait pas bon être soupçonné d'espionnage. La possession d'un téléphone, et plus encore son usage, sont éminemment suspects. Deux jours avant l'épisode relaté ci-dessus, à la date du 17 août, **Amand Beyron**, se fait l'écho dans son journal, alors que son régiment arrive après Lubine à Saulxures, dans la partie vosgienne montagnaise du Bas-Rhin, d'un cas d'espionnage qui lui a été rapporté, contenant une coïncidence si extraordinaire qu'elle paraît forgée par la propagande, ou à tout le moins la rumeur : « Guidés par un bon Alsacien du village, nous repassons la frontière et allons cantonner à Saulxures, où qq* jours avant il y avait eu un gros combat. Notre 12^e Rég^t d'artillerie qui venait d'y arriver avait été signalé aux Allemands par le directeur d'une usine de tissage assez importante qui fut abattu sur son téléphone au moment où il donnait des renseignements à l'ennemi. Peu après, une canonnade intense d'obus de 210 allemands obligeait notre régiment à se replier. De ce fait l'usine fut incendiée par nos soldats et mise à sac. Pas beau à voir la grande salle de tissage. » Le spécialiste de tissage qu'il est dans le civil déplore en connaisseur.

Deux jours auparavant encore, le 15 août, **Marius Guinand**, né en 1890 à Sorbiers, mineur puis agriculteur, réincorporé au 5^e ou 6^e Régiment d'Infanterie Coloniale de Lyon, a vécu vers Cirey l'exécution d'espions lorrains, ou supposés tels, mais la justice militaire, bien qu'impitoyable, aurait peut-être été moins expéditive : « On a pris des espions qui avaient le téléphone, on en a pris qu'on a fusillés, les gendarmes sont venus les fusiller quand on a rentré. Ils étaient en France, à Cirey. Il y a un un (soldat) qui est rentré (dans une maison), il a dit : « Mais ça sonne à la cave ! ». Il a prévenu le capitaine, il est venu, et il (l'espion) était en train de téléphoner. Alors le capitaine lui a mis la main dessus et il lui a dit : « Allez, suis-nous ! ». C'était le 15 août, il avait plu toute la nuit. « Allez ! Suis-nous ! ». Et on l'a suivi dans le bois... »

E- Vous avez fait partie du peloton ?

T – Ah ! non, c'est les gendarmes qui l'ont fusillé. Ils sont venus les chercher, ils étaient deux, l'autre avait tiré sur les mitrailleurs. Bien sûr, on ne connaissait pas, on venait d'arriver ».

Marius est un peu confus dans son récit ; il relate après l'exécution de deux espions, ou prétendus tels, sans qu'on sache si ce sont les mêmes, ou deux autres ; l'exécution n'ayant pas eu lieu sur le champ, mais quatre jours après l'arrestation, il évoque la méthode artisanale, mais ingénieuse pour empêcher les prisonniers de s'enfuir : « Tous les deux, on les a traînés quatre jours, parce qu'il y avait toujours une compagnie de garde. Alors, on leur avait enlevé tous les boutons pour qu'ils puissent pas se sauver... Ils étaient obligés de tenir leur culotte : ils avaient plus de boutons, ils pouvaient plus partir. Et puis, on leur aurait tiré dessus : on avait le fusil, on avait le droit. ». L'exécution ayant eu aussi lieu dans un bois, faite par des gendarmes, amène à penser que le fait est le même. Gageons que **Louis Pergaud**, qui sera tué en 1915, n'avait pas prévu cette version dramatique de sa « *Guerre des Boutons* »...

La semaine suivante, le 20 août, toujours en Lorraine, un autre témoin aurait vu en action un maître de l'espionnage, mais sa mise en scène de l'épisode paraît quelque peu suspecte. **Antoine Pélissier**, de Firminy, incorporé au 98^e R.I. de Roanne depuis fin novembre 1913, parti avec son régiment le 5 août 1914, se trouve le 20 août au matin vers Schneckenbush, à proximité de Sarrebourg, en Lorraine. En cette journée où il va connaître un terrible baptême du feu, il met en scène dans son récit la manœuvre hypocrite d'un « bon curé » lorrain et théâtralise à dessein ses propos pour mieux accentuer sa « traîtrise » : « Comme nous avions couchés* dehors il nous fallut dès la pointe du jour aller nous dissimuler dans un bois en attendant que la reconnaissance des positions soit faites*, et que nous puissions nous y fortifier en établissant quelques tranchées, quand nous voyons venir à nous un bon curé qui parla un peu dans ces termes à nos chefs : « Oh ! chers Français, disait-il, chapeau bas, délivrez la Lorraine de tous ces tyrans, nous souffrons sous cette domination allemande. Ah ! si vous saviez les vœux que forme la population lorraine pour vos succès. Soyez vainqueurs, nobles Français ». Puis il demanda : « Vous êtes forts ici ? ».

Ces paroles mielleuses avaient enchantées* quelques-uns de nos chefs qui, sans défiance, il est vrai, se permirent de commettre la bétise de lui dévoiler nos positions et notre force, bien faible en cet instant puisque nous attendions des renforts.

J'évite d'indiquer les noms et grades des-dits officiers, pour l'honneur du régiment, de leurs personnes et familles.

⁹ Jean-Jacques Becker, 1914_ - Comment les Français sont entrés dans la guerre, op.cit. p. 509

¹⁰ Jean Giono, *Le Grand Troupeau*, Paris 1930, éd. Folio, p. 64

Toujours est-il que c'est pas plus tôt notre curé renseigné sur notre force et position qu'il nous fausse compagnie et s'en fût où ? Simplement chez un fermier de ses complices qui possédait un téléphone dans sa cave correspondant avec l'état-major allemand installé dans le camp retranché de Saarebourg.*

Si je m'attarde ainsi sur ce détail, c'est pour vous démontrer le fonctionnement du service d'espionnage qui nous fit tant de mal et dont vous pourrez encore juger un fait au cours du combat ».

On constate qu'Antoine Péliissier n'écrit pas pour lui, mais pour le lecteur éventuel qu'il entend bien convaincre ; son récit est achevé en janvier 1915, à l'issue d'un séjour à l'hôpital, en une période où la haine du Boche et de ses suppôts est toujours intense.. Mais le traître ecclésiastique, s'il faut en croire Antoine Péliissier (dont nous ignorons l'option en matière religieuse), n'a pas dit son dernier mot ! Alors que la bataille est commencée, un fait plus qu'étrange se serait produit : « *A notre droite se trouve le 1^{er} bataillon qui reçoit l'ordre de se porter à l'attaque du village et Schneckenbush qui se trouve en face de lui, mais l'espionnage fonctionne trop bien, et le bon curé signale notre approche à l'aide des aiguilles de l'horloge de son église, ce qui fit que lorsque les Français furent dans le village, les aiguilles se mirent à tourner sans discontinuer. A ce signal les obus allemands nous délaissent un peu, nous qui étions dans le bois, pour tomber en trombe sur le village plein maintenant de nos pauvres camarades qui sont bientôt obligés de se replier complètement désorientés et effroyablement décimés ; beaucoup d'officiers et sous-officiers sont tombés à cette première bataille. »*

Le baptême du feu et la révélation pour les soldats de la valeur des officiers...ou de leur incompétence

Cette expression métaphorique de « baptême du feu » est employée spontanément par le plupart des Poilus, même de niveau d'instruction inférieur au certificat d'études, car elle fait partie du vocabulaire militaire de base. Chacun se souvient de l'endroit, et en général du jour, où il a reçu cette fameuse initiation, à la fois espérée et redoutée, même si d'autres expériences, comme la vision des premiers cadavres des régiments engagés avant le sien, ou d'un autre bataillon de son propre régiment, précèdent souvent le baptême du feu proprement dit.

Le 14 août, avec le 38^e R.I. de Saint-Etienne, où il se trouve depuis l'incorporation prématurée de la classe 13 (liée à la loi de 3 ans) depuis décembre 1913, **Henri Petit**, de Cuinzier, près de Roanne, boulanger jusqu'à son incorporation, reçoit le baptême du feu en Lorraine à Ancervillers, à 12 km au nord-est de Baccarat et découvre la défaillance d'un officier qu'il faut remplacer: « *On nous a envoyés dans l'Est. Le premier combat a eu lieu à Ancervillers. Après avoir marché 45 km avec tout le barda, chargement complet, il a fallu... Entre temps, le capitaine de ma compagnie s'est fait porter malade ! Il a été cassé, il a pas été reconnu malade, il a été cassé de militaire, sans retraite, sans rien ! Alors, il y avait à Saint-Etienne un capitaine de tirailleurs sénégalais, il nous l'ont mis comme capitaine de compagnie : un grand solide que le tout petit cheval arabe du capitaine retraité...*

E – Il avait du mal à le porter !

T- Il fallait voir ! La première fois qu'on l'a vu à cheval, à chaque pas du cheval, on croyait qu'il allait se partager en deux ! (rire). Et puis comme capitaine, des galons et des galons ! Tout un enchevêtrement ! Quelqu'un qui n'aurait pas été au courant du tout, on aurait cru à un.... général !

Mais malgré sa constellation de décorations sans doute plus que de galons (car on voit mal comment un capitaine pourrait avoir plus de trois galons), le remplaçant si gaillard d'allure se montre guère plus intrépide que son devancier : « *Mais il avait bien soin de pas se faire briller ! A un endroit où i ¹¹a chauffé pendant quatre jours, à Baccarat (la ville a sa petite célébrité avec la cristallerie), il nous a crié : « En avant, mes enfants, pour la France ! », mais lui, pffuitt ! Il a mis les bouts au moins 80 mètres à l'arrière derrière un gros foyard¹², un gros hêtre ! Et il reculait le...le combat ! Oh ! Mais il n'aurait pas resté deux minutes sur ses pieds : y avait les tireurs d'officiers ! Y avait les tireurs d'officiers ! »¹³*

Ce baptême du feu se solde par une défaite : « *Nous avons pris une bonne dérouillée au premier combat ! Et puis une fois le clairon « tin ta lam ta lam.. ; » il a fallu se lever ! Oh ! moi, j'étais couché dans un coin, mon*

¹¹ C'est un trait du français local –issu du patois– de la région de Charlieu, parmi les vieilles personnes, que de remplacer le démonstratif neutre « ce » ou « ça » par i / y .

¹² Le nom du hêtre, en français local forézien, est « fayard » (ce qui a donné un patronyme assez répandu dans la région : l'annuaire 2003 répertorie 62 Fayard à Saint-Etienne), mais les patois du nord du département prononcent « foyard », alors que ceux du sud et du sud-ouest de la Loire, au contact du nord-occitan vellave et auvergnat, ont le terme « fau » (issu du latin fagus), comme l'atteste la carte 431 du volume II de *L'Atlas Linguistique et Ethnographique du Lyonnais*, élaboré sous la direction de Mgr Pierre Gardette, avec la collaboration de Paulette Durdilly, Simone Escoffier, Henri Girodet, Marguerite Gonon et Anne-Marie Vurpas-Gaillard (publication en 1952 par l'Institut de Linguistique Romane des Facultés Catholiques de Lyon, réédition par le C.N.R.S. en 1970)

¹³ Ces « tireurs d'officiers », tireurs d'élite, existaient effectivement dans l'armée allemande, qui avait compris qu'en tuant les chefs, on désorganisait la troupe. Cela incita plus tard de nombreux officiers à ne plus se distinguer par le revolver (au lieu du fusil Lebel) ou le sabre, et à camoufler les galons d'épaule.

bouteillon¹⁴ était inutilisable tellement... Chaque fois, j'entendais un petit bruit : « pitt ! » « ttt ! » « pitt ! » : une (balle) de plus ! Mais ils pouvaient pas m'atteindre ! »

E – C'étaient des balles que vous preniez dans le bouteillon ?

T- Des balles, oui... Mais c'était à disposition des tireurs... On était trop près, pour ainsi dire ! Moi, je me trouvais trop près d'eux... Parce qu'ils étaient en surélévation dans des baraques à moutons (y avait 2 000 moutons avant la guerre à cet endroit !). Alors avant d'engager la guerre, quand nous avons pris des dispositions, le capitaine a dit : « Je sais qu'il y a deux prêtres dans la compagnie » (deux sous-officiers, en effet, qui étaient prêtres) « Faites votre devoir ; je vous donne cinq minutes pour faire votre devoir de prêtres et puis nous irons prendre position. »

E- Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils vous ont bénis ? Ils ont récité des prières ? »

Malheureusement, Henri Petit, atteint d'une surdité partielle, n'a pas entendu ma question, et se lance aussitôt dans un souvenir à la fois frappant et cuisant dont je n'ai pas trouvé une autre trace chez les historiens et les romanciers de la Grande Guerre : *Après nous sommes montés un petit grapillon* *¹⁵ où y avait des gerbes de froment qui visiblement... On avait voulu faire disparaître des cadavres. Parce que la veille, y avait eu un combat avec le 17^e d'infanterie ; le 17^e était un régiment puni !

E – C'était celui de Béziers !¹⁶

T- Oui ! Pour une grève qui avait eu lieu quelques années auparavant. Eh ben, quand le colonel a donné l'ordre de tirer, ils ont exhibé les crosses ! Les crosses en l'air !¹⁷

E – C'était l'histoire des viticulteurs, avec Marcellin Albert, dans le Midi !

T – Et là, ça m'a valu un bon coup de cravache ! J'ai cru que le bout de la cravache m'avait fendu la bouche ! La curiosité : j'ai voulu voir de quel régiment les cadavres étaient ; j'ai tiré une gerbe, j'ai eu le temps de voir « 17^e » sur les bonshommes¹⁸. Mais je vous dis bien : j'ai reçu un sacré coup de cravache, quelque chose de carabiné !

-Sa fille : Qui est-ce qui te l'a donné, ce coup de cravache ?

T – Le général d'Infreville ! Roger d'Infreville, général de brigade !

E – Mais alors, on les avait camouflés sous des tas de gerbes ?

T – On les avait camouflés pour ne pas nous décourager de voir... qu'on sache. Ce que j'ai trouvé curieux, c'est ce tas de gerbes dans un pré ! L'herbe n'avait pas donné du froment ! Alors, j'ai voulu voir, j'ai dit : « Y a du louche là-dedans ! ». Ils n'avaient pas eu le temps de les enterrer...

E – A votre avis, ils étaient nombreux ?

T – Ils étaient certainement plus de cent ! »

L'expérience immédiate de l'incompétence, et pour tout dire de la lâcheté d'un officier, **Marius Gondy**, né en 1891 à Chassigny-sous-Dun (Saône-et-Loire), fils de mineur-bourrelier décédé en 1907, valet de chambre dans le Cher puis à Paris avant son incorporation en 1912, incorporé au 80^e R.I. de Narbonne, ordonnance du capitaine (« tampon » en argot militaire) dit l'avoir faite le premier jour, guère après le 15 août quand le régiment a eu son premier engagement à 8 km de Lunéville en Lorraine. Il découvre les faiblesses de certains de ses officiers, dont son capitaine : lâcheté pour les uns, incompétence stratégique pour les autres.

« Notre premier accrochage s'est passé là. On avait des officiers, surtout le capitaine (j'étais son tampon)... j'appelle ça des officiers de salon ! D'ailleurs que j'ai pas vu longtemps : s'il y est resté 24 heures sur le champ de bataille, c'est ben tout et je pense pas... Je l'ai juste vu quelques heures parce qu'il a pas pu faire autrement, mais il s'est carapaté, et je l'ai jamais revu.

¹⁴ Le terme correct est « bouthéon » (du nom de son inventeur) qualifiant une marmite militaire de campagne, mais tous les Poilus, sous l'influence du mot « bouteille », prononcent « bouteillon »

¹⁵ « Grapillon » signifie une côte raide en patois et en français local forézien, « grapir » étant conservé en patois avec le sens de « grimper »

¹⁶ Le 17^e R.I. était effectivement le régiment qui, au moment de la grande crise viticole du Midi, à Béziers, le 20 juin 1907, avait refusé de tirer sur la foule immense de manifestants vigneron entraînés par leur chef de file charismatique Marcellin Albert, alors que la veille, les soldats du 139^e R.I. avaient tiré et tué cinq manifestants. Cela valut aux « Glorieux soldats du 17^e » une réputation révolutionnaire célébrée par une chanson, et une image détestable au sein de la hiérarchie militaire française. En 1914, le 17^e R.I. a son dépôt à Lyon, et appartient à la même division que le 38^e R.I. de Saint-Etienne où est incorporé notre témoin. Mais ce dernier se trompe quand il attribue à une « grève » (dont il ne dit pas si elle est non réprimée par le régiment, ou interne à celui-ci) l'origine de la punition frappant le fameux 17^e de ligne.

¹⁷ Ce geste est devenu symboliquement celui de la rébellion des soldats, au point que l'expression « mettre la crosse en l'air » signifie, pour tous les Poilus, se révolter, refuser d'obéir à un ordre (cf le chapitre sur les mutineries de 1917)

¹⁸ On sait que le numéro du régiment était marqué en gros chiffres de part et d'autre de l'ouverture du col de la vareuse des soldats, et pour les officiers, sur le képi aussi: j'ai sous les yeux le portrait d'un homme pour qui j'ai une tendresse particulière, car il concilie deux de mes passions : la littérature (il est l'auteur d'un roman d'adolescence inoubliable, *Le Grand Meaulnes*, paru en 1913) et la guerre de 14-18 (jeune lieutenant de 28 ans, il sera tué à la tête de sa section le 22 septembre 1914, près de Verdun, et son cadavre sera retrouvé et identifié quelque 80 ans plus tard, par un passionné) : on aura reconnu Alain Henri Alban Fournier, dit Alain-Fournier. Il porte le numéro « 88 » deux fois sur son col et une fois sur son képi, donc appartient au « 88 » R.I. , ayant son dépôt normalement à Mirande et à Lorient, les trois bataillons d'un régiments pouvant n'être pas casernés ensemble.

E – *Comment s'appelait-il ?*

T – *Cavas. Je me rappelle bien son nom : j'étais son ordonnance.*

E – *Le premier accrochage s'est passé comment ?*

T – *C'était un champ d'avoine qui était pas moissonné, à droite de Lunéville. On s'est déployé en tirailleurs dans un champ d'avoine et on faisait des bonds, comme on dit : « En avant, baïonnette au canon ! ». Et puis on avançait et nos bons officiers... Il y avait un bois qui était peut-être à 2 ou 300 mètres plus loin, un bois qui avait l'air grand¹⁹. En tout cas, il y avait une mitrailleuse au coin du bois qui nous attendait, et une autre mitrailleuse qu'on avait à gauche de nous. Quand on a été dans ce champ d'avoine, qu'on faisait des bonds en avant pour attaquer, pauvres imbéciles, alors ils nous ont descendus... Alors là, il en est resté, il en est resté comme des bredins²⁰. Les officiers voyaient pas qu'il y avait deux bonshommes au pied de la mitrailleuse qui nous attendaient de pied ferme ! On pouvait toujours y aller baïonnette au canon ! Il y avait au moins 3-400 mètres pour les attraper !*

E – *C'était une incompétence des officiers ?*

T – *Bien sûr, bien sûr ! Au premier mitraillage qu'ils faisaient, c'était pas le moment d'aller se planter là ! C'était plat... le bois était un petit peu surélevé ; ils étaient cachés dans le bois, à la lisière du bois : vous pensez bien qu'ils nous voyaient venir !*

E – *Et là, vous avez eu des pertes ?*

T – *Ah ! oui ! Il en est resté dans le champ d'avoine ! Je sais pas combien, par exemple ! On a fait demi-tour, la queue entre les jambes comme on dit... Ah ! Bougres de cons ! ... Les officiers, vous voyez, ils se croyaient en manoeuvres ! On avait fait des manoeuvres, il y avait pas longtemps. On venait du camp de Mailly. »*

Son capitaine, il le retrouve quelques mois après à Montpellier, alors que lui-même a dû être renvoyé temporairement au dépôt de Narbonne par suite d'une fièvre typhoïde contractée dans les tranchées de Belgique : « *Quand je suis retourné à Narbonne, je suis allé le voir. Figurez-vous qu'on avait appris que notre capitaine Cavas était à l'hôpital à Montpellier. On est allé le voir : il était étalé... il s'en faisait pas ! La guerre pouvait bien se faire !* »

Certains officiers se tirent au contraire avec compétence et panache de leur premier engagement militaire dans la guerre, mais le soldat de base, en ce moment où il vit sa découverte du feu, songe moins à encenser qu'à blâmer. Les éloges viendront surtout, on le verra au moment de la guerre des tranchées, quand il s'agira de montrer l'exemple au moment de l'attaque.

Parmi les officiers qui poussent le panache à l'extrême, quitte à en risquer leur vie, comme on va le voir, il convient de citer les Saint-Cyriens. **Jean-Baptiste Duroselle** dans *La Grande Guerre des Français* atteste le serment qu'on a souvent cru échappé à l'imagination des romanciers et des cinéastes, le serment de faire la première attaque en grande tenue : « *Pour le panache, l'illusion irraisonnée d'une victoire facile multiplie les gestes spectaculaires et vains. Les dessins sensationnels de J. Simont dans L'Illustration restent anodins à côté de la décision prise le 31 juillet par mille saint-cyriens : « Jurons, crie l'un d'entre eux, Gaston Voizard – qui sera tué le 8 avril 1915 – que pour aller au feu, nous serons tous en grande tenue, casoar et gants blancs ».* Selon l'auteur, cet épisode est aussi relaté par **André Ducasse** (*La Guerre raconté par les combattants*, 1930), **Jacques Meyer**, normalien combattant (*La vie quotidienne des soldats pendant la Grande guerre*, 1966) et **Gabriel Perreux** (*La vie quotidienne des civils en France pendant la Grande Guerre*, 1966).

Un de mes témoins à très forte personnalité m'a relaté cet épisode vécu dès le baptême du feu de son régiment, le 13 août dans les Vosges. **Justin Charrat**, né en 1892 à Montagnieu (Isère), tailleur de pierres dans cette localité avant guerre, puis promis à une réussite brillante sur laquelle nous reviendrons (chef comptable, puis inspecteur des contributions, puis inspecteur central du Trésor de l'Isère, commandeur de l'Ordre national du mérite et officier de la Légion d'honneur), réussite due à son intelligence et à sa persévérance après son amputation totale de la jambe et la perte de l'usage de son bras droit à la suite d'un obus reçu à Verdun, vers Fleury, le 23 juin 1916, est caporal au 11^e Bataillon de Chasseurs Alpins d'Annecy quand éclate la guerre ; le 13 août, vers Gérardmer, il vit son premier engagement meurtrier, et voit son lieutenant se faire tuer pour avoir respecté le serment des Saint-Cyriens de recevoir le baptême du feu en grande tenue !

Il témoigne oralement, très ému, ce 7 novembre 1987, à l'âge de 95 ans, en présence de sa femme, et de sa fille habitant Saint-Etienne : « *Le lieutenant Cuzin s'est sacrifié pour le serment qu'ils avaient fait. Vous savez qu'il était un Saint-Cyrien de la même classe que celui qui est devenu maréchal de France, là, vous savez... Le fils du gendarme qui est encore vivant...²¹ Eh bien, nous sommes donc partis le matin du 13 août sur les bords du lac de*

¹⁹ Ce grand bois paraît être la forêt de Parroy, qui se trouve effectivement à droite (à l'est) de Lunéville, à la distance indiquée de 8 km environ pour ce qui est de sa pointe sud, un peu au nord de Marainviller..

²⁰ Un « bredin » est un imbécile, un demeuré, dans les parlers du centre de la France (mais pas en Forez où ce terme est inconnu)

²¹ Ce maréchal de France ne peut être que le maréchal Alphonse Juin, à la différence près qu'en 1987, il est mort depuis vingt ans déjà ! Le *Quid* 1986, de Dominique et Michèle Frémy (éditions Robert Laffont et Société des Encyclopédies Quid) commence sa biographie ainsi, page 583 : « **Juin, Alphonse** (1888-1967). *Fils d'un gendarme en poste à Mostaganem (Alg.). St-Cyrien 1910. Combattant dans l'infanterie col., blessé 1915 (perd l'usage du bras droit). Capitaine 1918* » et la termine

Gérardmer... Nous sommes partis au front précisément et nous sommes arrivés à la frontière, et de la frontière nous sommes revenus, nous avons fait une marche. Et la première attaque sur les bords du lac de Gérardmer. Et le lieutenant Cuzin, ce jeune sous-lieutenant, quand nous sommes arrivés là et qu'on nous a dit que nous allions attaquer, il m'a dit : « Charat, prenez le commandement ! ». Alors j'ai dit : « Mon lieutenant, c'est pas à moi de prendre le commandement : vous êtes chef de section, moi je suis que caporal ! ». « Charat, allez, Charat, allez, je vous demande de prendre le commandement ! ». Alors il a fallu faire... De l'autre côté du lac, il y avait un hôtel qui était occupé par les Allemands, y avait une grande cour et des arbres, y avait une grande table, et les Allemands étaient en train de prendre le café ! Nous étions partis à minuit, il était à peine jour²². Et ma foi, il a fallu prendre le commandement de la section et fixer la hausse ; j'ai fixé la hausse à 1800 mètres²³. Vous savez, c'est assez difficile pour le faire : y a rien qui vous indique quand il faut traverser... quand vous avez une pièce d'eau à traverser ; je connaissais pas la largeur du lac à cet endroit. Enfin, j'ai mis la hausse à 1800 m et puis j'ai commandé le feu. Et puis, ma foi, ça s'est précipité ! Ils ont répondu ! Nous avons eu les premiers blessés/ Et nous avons fait donc demi-tour, puis nous sommes descendus pour contourner le lac, pour prendre les autres à l'envers, en bas !

E- Mais pourquoi le lieutenant Cuzin vous avait-il donné le commandement ?

T – Il m'avait donné le commandement parce qu'il venait passer ses vacances dans mon pays natal où il avait un oncle...

E – Est-ce qu'il se réservait une autre mission, lui ?

T – Il avait confiance en moi. Il m'emmenait... Nous avons fait plusieurs patrouilles rien que nous deux. Et il avait une confiance absolue en moi.

E- Vous dites qu'il a eu une mort héroïque guère de temps après ?

T- Oh ! Ce jour du 13 août ! Ce jour-là ! Alors nous sommes descendus et nous sommes arrivés dans les bois de sapins qui étaient très hauts et très serrés. Il faisait nuit en plein jour ! Et il y avait des herbes qui nous venaient jusqu'aux hanches. Et tout à coup, en avançant, j'ai entendu un grelot, un grelot comme les vaches dans la montagne. J'ai dit : « Mais y a pas de vaches par là ! ». Eh ben, c'étaient des fils de fer que les Allemands avaient placés là²⁴ ! Et quand on a marché sur le grelot, eh ben ils ont ouvert le feu ! Alors c'est à ce moment-là que le lieutenant a commencé à mettre ses gants, mettre son shako²⁵, son casoar²⁶... Et je lui ai dit : « Mon lieutenant, couchez-vous ! Mon lieutenant, couchez-vous ! Couchez-vous : vous allez prendre une balle ! ». Et il a continué, continué... Et puis il est mort comme ça. Il a reçu une balle et il est mort ! Il est mort, c'est en France, c'est pour la France !

E – Quelqu'un de quel âge ? Un jeune lieutenant ?

T - Un jeune lieutenant, il avait un an de moins que moi !

E – Donc de la 13. Donc à 21 ans !

T – Voilà !

La suite du témoignage indique par bribes que le sous-lieutenant Cuzin, faisant fonction de lieutenant, était originaire de Grenoble, qu'il a été le premier mort de guerre qu'ait vu Justin Charat, qui par ailleurs n'était pas informé à l'époque du serment des Saint-Cyriens : « J'ai su longtemps après qu'ils avaient fait le serment de prendre leurs gants blancs et leur shako à la première affaire. Et il est mort comme ça ! ».

Le sous-lieutenant Cuzin, très jeune saint-cyrien mort au combat, n'est qu'un des très nombreux élèves de Saint-Cyr-Coëtquidan à avoir payé de leur vie leur engagement dans cette guerre. Le général **André Bach**, dans

ainsi « *Maréchal 14-7-52. Elu à l'Académie fr. 1953. Hostile à la politique gaulliste de « l'Alg. Algérienne », refuse de soutenir le putsch d'avril 1961.* ». On se serait plutôt attendu, si la phrase était logique, à ce qu'il soutint le putsch du « quarteron de généraux félons » Chasles, Salan, Jouhaud et Zeller ; mais son loyalisme avait pris le dessus sur ses convictions politiques. Si le lieutenant Cuzin était effectivement de sa promotion, il était rentré à Saint-Cyr en 1910 ; or dans le témoignage, Justin Charat l'indique plus jeune que lui d'un an, donc né en 1913 ; on en conclut qu'il était soit particulièrement brillant et précoce dans ses études, en entrant à Saint-Cyr à 17 ans, soit que Justin Charat se trompe, et que le lieutenant Cuzin se trouvait en première année de Saint-Cyr alors qu'Alphonse Juin était déjà en 2^e ou 3^e année...

²² La marche d'approche a donc duré presque toute la nuit

²³ La hausse est un appareil placé sur le canon d'un fusil (en l'occurrence le fusil Lebel) ou sur une pièce d'artillerie, et qui, supportant le cran de mire, détermine avec le guidon, la ligne de mire. Justin Charat fait donc procéder au réglage des hausses de fusils pour que les balles atteignent précisément leur objectif, sur l'autre rive du lac, à la distance qu'il vient d'évaluer.

²⁴ Cette technique d'avertisseur est signalée par de nombreux témoins ; elle sera utilisée plus tard, dans la guerre de tranchées, en fixant soit des grelots, soit plus simplement des objets métalliques quelconques, sur les fils de fer barbelés interposés entre les deux lignes ennemies, afin d'avertir des tentatives de franchissement de l'adversaire.

²⁵ Le shako (mot venant du hongrois) est la coiffure militaire rigide, tronconique, à visière, surmontée d'un plumet, portée par les Saint-Cyriens ; de nos jours où la mixité s'est instaurée même dans les écoles militaires, les jeunes filles portent un autre type de coiffure.

²⁶ Le casoar (nom issu du malais *kasuvari*) est un grand oiseau coureur d'Australie et de Nouvelle-Guinée, au plumage semblable à du crin ; par synecdoque (la partie pour le tout) ce terme est utilisé pour désigner le plumet blanc et rouge ornant le shako des Saint-Cyriens, provenant à l'origine de l'oiseau casoar.

Fusillés pour l'exemple 1914-1915 nous fait mesurer l'ampleur de la saignée : « A peine arrivés à l'École, nous méditons sur la liste des 4840 disparus au cours du conflit du début du siècle. Plus évocatrice en était la répartition par promotion. On pouvait constater que, sur les 265 élèves de la « Marie-Louise » envoyés au front en août 1914, seuls 133 avaient survécu. La promotion suivante, la « Montmirail » (plus forte en effectif : 477) avait laissé 233 des siens sur le champ de bataille. Ce taux de 50% était même dépassé pour « la Croix du Drapeau » (284 tués sur 522) ainsi que pour celle de « la Grande Revanche » (421 sur 774).²⁷

Plus on avance dans le mois d'août, plus le baptême du feu de certains de nos témoins est déconnecté de la première rencontre du régiment avec le combat, de quelques jours parfois, car les régiments peuvent être engagés partiellement, tel bataillon ou telle compagnie n'ayant pas exactement la même expérience que le reste de la troupe. Le gros du 98^e R.I. de Roanne a été déjà terriblement bombardé quand la compagnie d'**Antoine Péliissier** connaît son baptême du feu le 20 août. Antoine Péliissier, né en 1893, de Firminy, incorporé au 98^e R.I. de Roanne depuis fin novembre 1913, parti avec son régiment le 5 août 1914, se trouve ce 20 août au matin aux abords de Schneckenbush, à proximité de Sarrebourg, en Lorraine. En cette journée, il va connaître un terrible baptême du feu, qu'il relate quatre mois plus tard, dans son récit de campagne, d'un ton guilleret, non dénué d'humour. Il fait dès le premier jour la découverte de ce qui sera pour beaucoup une révélation bien postérieure : la ruse allemande en matière de stratagèmes guerriers, qualifiée souvent péjorativement de « roublardise ». « Nous arrivons à la levée du canal²⁸ sans avoir perdu un seul homme, et pourtant quelle pluie de balles ! Là, nous recommençons la fusillade et les boches commencent eux à nous tourner le dos.

La fumée des villages en flammes, celle des canons qui n'ont cessés de tirer toute la journée, celle de l'explosion des obus et le brouillard montant du bas fond qui se trouve maintenant entre nous et le petit bois nous enveloppent.*

Nous avons alors dix minutes de répit, qui sont occupées par notre chef à nous surmonter ; il prévoit l'assaut final et nous y prépare.

En effet, au bout de ce temps, l'ordre arrive, et nous partons baïonnette au canon, fiers d'aller à un assaut, le cœur plein d'entrain, quelques loustics même fredonnant un air connu. Nous nous croyons forts et espérons embrocher au moins dix boches ; mais bientôt il nous faut déchanter, l'ennemi nous attire dans un piège habilement tendu. Un seul pont nous permet de traverser le canal et ma section passe la dernière, ce qui fait que nous nous déployons sur l'extrême droite du régiment et limités à notre droite par un assez fort ruisseau. En utilisant les buissons qui le borde nous avançons à couvert, et dans ce mouvement nous avons l'occasion de voir la roublardise des Allemands qui pour nous attirer plus près d'eux avaient trouvés* un moyen un peu comique et qui n'à* heureusement pour nous pas réussi.²⁹ Voici de quoi il se composait. Un fort bâtiment (un hangar d'aviation, paraît-il) batti* solidement en gros de mur avait été crénelé et percé de meurtrières par lesquelles les boches* ainsi à l'abri pensaient faire beaucoup de ravages dans nos rangs ; en avant d'eux ils avaient placés* dans des chariots pleins de paille des mannequins fabriqués avec des défroques de nos pauvres camarades tués l'après-midi et que l'on aurait pu prendre à première vue pour de vrais soldats, cachés là et faisant bravement le coup de feu, ce qui fait que si l'on s'était avancé jusqu'à eux, les boches de leurs abris nous auraient canardés avec aisance. Mais nos officiers n'ont pas tombés* dans le panneau, et quelques vies ont ainsi été épargnées. »*

Antoine Péliissier narre ensuite pendant plus d'une page comment sa section, qui n'était pas face au hangar d'aviation où l'ennemi avait fait preuve de « roublardise », se voit assigner, alors qu'il fait nuit noire une mission dangereuse : débusquer les Allemands d'une maison « occupée par des boches armés de quatre pièces de mitrailleuses » qui « prenaient nos troupes d'enfilades* par un feu meurtrier ». Une section de chasseurs à pied est demandée en renfort, et les deux sections vont avoir recours à un stratagème efficace qui l'emporte largement, dans l'esprit d'Antoine Péliissier, sur la ruse allemande précitée : « Les deux chefs se concertent une minute puis nous recevons l'ordre d'attaquer, mais voici comment. Cette maison étant une ferme était pourvue de paille et le plan de nos chefs était de la détruire par le feu. Nous avançons donc en rampant jusqu'à la grange, nous tirons chacun un peu de paille et chasseurs et biffins³⁰ entourons la maison rasant les murs à l'abri des regards des habitants, nous mettons notre paille dans les trous de caves, contre les portes d'entrées, contre celle faisant la communication de l'étable au corps d'habitation, puis en même temps sur plusieurs points nous allumons l'incendie après avoir délivré les pauvres bêtes encore attachées dans l'écurie ; alors nous abritant qui derrière un arbre, deux ou trois sous un tombereau, un autre sous une machine agricole, d'autres derrière des

²⁷ Général André Bach, op.cit., éd. Tallandier, 2003, p. 10

²⁸ Le canal de la Marne au Rhin qui passe à proximité immédiate de Schneckenbush, et qu'il faut franchir pour aller sur Sarrebourg, situé 5 km plus au nord, où se sont retranchés les Allemands.

²⁹ Le thème de la ruse de guerre allemande qui ne résiste pas à la finesse des Français est abondamment ressassé par la presse française, écrite et illustrée, surtout en début de guerre où la propagande reste assez grossière

³⁰ « Biffins » est l'appellation argotique des fantassins, les soldats de l'infanterie, appelée aussi « la biffe ». Selon *le Robert – Dictionnaire historique de la Langue française* sous la direction d'Alain Rey, « biffin », venant du terme dialectal « la biffe », nom du tissu dans certains dialectes français, a qualifié d'abord le chiffonnier (1836) et n'a pris que vers 1878 « son sens moderne de fantassin par comparaison du havresac du soldat avec la hotte du chiffonnier ».

brouettes, des buissons, nous attendons que les boches sortent pour les fusiller, ce qui ne tarde pas car nos braves boches* surpris par les flammes qui envahissent la maison cessent leurs* feux* et essaient de sortir par les fenêtres. Mais c'est ce que nous attendons derrière nos abris improvisés, et sitôt qu'un ennemi montre son casque nos fusils l'abattent.*

Nous sommes contents de notre travail et je crois qu'aucun ennemi n'est sorti vivant de cette maison. ».

Mais, en ce tout début de guerre, malgré la volonté de « tuer des Prussiens » (Antoine Péliissier écrit « Boches » ou plutôt « boches » - volontairement sans majuscule - car il rédige son récit en décembre 14 – janvier 15, le terme s'étant popularisé dans les premiers mois de guerre), les « lois » de la guerre propre - ne pas tuer les prisonniers et ne pas achever les blessés - seraient encore observées parfois, si l'on se réfère à la petite anecdote que narre ensuite Antoine Péliissier, chargé avec quatre camarades de faire le tour de la ferme incendiée pour vérifier si aucun ennemi ne se dissimule : « *Pour être sûrs d'avoir fait consciencieusement notre tâche, avant de nous retirer, il nous fallut fouiller le jardin, et c'est moi qui fut envoyé avec quatre copains. Je m'avançais donc suivi de l'un d'eux quand j'entendis tousser. Je fis demi-tour et allait* avertir mon chef. Il vint avec moi et nous recommençons nos recherches. Je ne m'étais pas trompé. Un boche était couché derrière un massif de daléas*. Alé, Verda* !³¹ lui dit l'adjudant, mais l'autre fit semblant de dormir et ne répondit pas. Un léger coup de crosse eût* le don de l'éveiller et c'est avec des Kamarates !! Kamarates !* »³² qu'il nous fit voir que nous que nous n'avions a* à faire qu'à un blessé caché la* je ne sais depuis quand. Nous lui donnons à boire et nous nous retirons, l'ordre est donné. ». La phrase d'Antoine Péliissier s'achevant ainsi, on imagine que l'ordre est donné de soigner et d'emporter le blessé, mais rien ne l'atteste.

Mais malgré cette petite victoire de la section du narrateur, le bilan de la journée pour le régiment est désastreux, comme l'attestent les lignes qui suivent la petite anecdote du blessé « faisant Kamarad » : « *C'est donc la fin de notre première journée de combat qui sonne. Il est onze heures et demie du soir, et nous sommes accablés, fourbus, depuis la nuit précédente nous n'avons rien mangés*, sauf quelques pommes et prunes que nous avons volées dans les champs. Nous sommes démoralisés parce que beaucoup de nos camarades sont tombés, et ce vacarme des grandes batailles auquel nous n'étions pas habitués nous à* complètement abasourdis.*

Enfin on se replie, on entend plus qu'une horrible et triste musique, celle des allemands* qui sonne dans Saarrebourg, une sorte de ralliement qui, avec la rencontre de tous nos blessés et morts, achève notre trouble »*

Tous les exemples qui précèdent évoquent le baptême du feu pour les fantassins, les soldats de l'infanterie. Dans l'artillerie, il est souvent vécu un peu différemment, dans la mesure où le régiment fait l'objet d'une attention particulière de l'artillerie ennemie qui veut détruire les batteries françaises, pour, dans cette guerre de mouvement, libérer sa propre infanterie de la menace de bombardement et lui permettre d'être plus mobile, et que les écoles à feu n'ont pas préparé canonniers et servants à devoir supporter une riposte, voire un déluge de feu !

C'est le 28 août que **Camille Richier**, de Saint-Julien-Chapteuil (Haute-Loire) dans les parages d'Essey-la-Côte en Lorraine (puisque après sa batterie est repliée à Séranville, à 3 km, précise le témoin), au sein de la 43^e batterie du 19^e régiment d'Artillerie de montagne de Grenoble reçoit le baptême du feu, qui diffère sensiblement de celui de l'infanterie, mais n'est pas moins terrible, et fait l'expérience de la défaite et de la retraite devant l'efficacité redoutable de l'artillerie allemande, en même temps qu'il nous renseigne sur la précarité du ravitaillement alimentaire qui prévalait dans cette période de désorganisation : « *Le 28 août nous avons l'ordre d'aller mettre en batterie. Comme pour une manœuvre* le commandant amène et installe ses batteries, vérifie si les pièces³³ sont bien alignées et a* un intervalle bien exact, comme les mulets³⁴ de la batterie de tir pour profiter*

³¹ « *Alé, Verda !* » : il faut comprendre en sabir franco-allemand « *Allez ! Wer (ist) da ?* » (« *Qui est là ?* »), les officiers français étant nettement moins à l'aise dans la langue de Goethe que leurs homologues allemands dans celle de Molière, d'après de nombreux témoignages

³² Le mot « camarade » passé en allemand (sans doute au siècle des Lumières, au moment du plein rayonnement du français ; n'oublions pas que Frédéric II de Prusse conversait et écrivait plus volontiers en français qu'en allemand, comme l'attestent ses lettres à Voltaire, qui séjourna trois ans au château Sanssouci de Postdam) sous la forme « Kamerad » est uniformément employé pendant la guerre de 14-18 par les Allemands lors des scènes de fraternisation ou pour se constituer prisonnier, afin d'afficher des intentions pacifiques et solliciter les bons traitements de l'ennemi français, au point que « *faire Kamarad* » est employé par les Poilus comme équivalent de « se rendre ». Ici, Antoine Péliissier rend compte partiellement de la prononciation allemande du mot, avec un « t » final au lieu de « d ».

³³ Un artilleur emploie presque toujours le mot « *pièce* » pour désigner un canon. Voir le très beau livre de **Paul Lintier** « *Ma Pièce* », sur-titré « *Avec une batterie de 75* » et sous-titré « *Souvenirs d'un canonnier – 1914* » publié en 1916, chez Plon, l'année de la mort de son jeune auteur, écrivain plein de promesses, tué par un éclat d'obus le 15 mars 1916 sur le front de Lorraine. Dans sa monumentale comparaison critique des divers témoignages sur la Grande Guerre « *Témoins* » (première parution en 1929, édition « Les Etincelles », réédition en 1993 par les Presses universitaires de Nancy, **Jean-Norton Cru**, qui n'a pas la louange facile, écrit à propos de cet ouvrage et de son auteur : « *Paul Lintier est l'un des trois ou quatre meilleurs auteurs de livres de guerre et parmi ceux-là il est peut-être le premier par ses dons naturels d'écrivain. C'est un grand artiste et s'il eût survécu, il aurait été un des plus brillants dans la génération littéraire de l'après-guerre* » (p. 180-181).

³⁴ Si l'artillerie de campagne et l'artillerie lourde emploient des chevaux pour tracter les canons et les caissons de munitions, l'artillerie de montagne utilise des mulets, au pied plus sûr dans les terrains accidentés, tractant des canons plus légers et

d'une bosse du terrain sont à une dizaine de mètres trop près, il nous fait reculer d'autant*, il fait avancer l'échelon³⁵ de quelques mètres et nous commençons le feu ; les pièces sont juste sur une crête peu élevée d'où en se mettant un peu moins que debout on distingue la vallée de la Mortagne où la bataille se livre après* et acharnée. Il y a quelques minutes que nous tirons quand nous sommes encadrés par trois obus de réglage³⁶ et un instant après un déluge d'enfer s'abat dans nos environs vomit* par deux batteries de 77 et une de 105³⁷. Leur tir est heureusement trop long de 50 à 100 mètres. A un moment de répit le commandant qui se trouvait un peu en avant fait recommencer le tir, mais nous ne tirons pas longtemps, car les boches* nous servent alors pendant 20 minutes ce que nous ne devons pas revoir plus terrible. Aplatis* a* terre, il nous semble que si l'on se fut mis debout on eut attrapé les obus qui ronflaient effroyablement et éclataient, nous couvrant de terre, de cailloux, de branches. Si les deux batteries n'y sont point restées, c'est grâce à ce que leurs coups étaient un peu trop longs. Dès qu'il y eut une accalmie, le commandant autour duquel étaient tombés quelques obus égarés revient plus mort que vif³⁸, saute à cheval et donnant l'ordre aux capitaines de ramener leurs batteries, se replie à toute vitesse. « Jean sans peur » observe le fait et déclare : le commandant ! ah ! l'avez-vous vu ! il va reconnaître une position mais en attendant il nous laisse là.

C'était notre baptême du feu, et il fût* rude ; lorsqu'on chargea les mulets, il y eut un peu de désordre, les officiers ne sachant pas ce qu'ils faisaient, naturellement les hommes avaient peur, et nous nous sauvâmes de cette position abandonnant nos morts, du matériel, courant comme des froussards. Ce qui avait le plus contribué a* notre débandade fut qu'un certain cavalier nous annonça* que nous n'avions aucune infanterie devant nous, et que les boches avançaient a* 500 mètres de là. »

On voit que Camille Richier juge sans complaisance son comportement et celui de ses camarades lors de ce baptême du feu. Tous les témoins n'ont pas cette lucidité et cette honnêteté intellectuelle. Dans ces quelques jours de fin août qui précèdent le transfert du régiment, le 31, à Bussang dans les Vosges, au pied du Ballon d'Alsace, puis vers Thann, en Alsace, sur les premières pentes du Vieil Armand, Camille fait l'expérience de la guerre de campagne, et rétrospectivement (car le récit est rédigé en 1919 d'après les lettres numérotées envoyées à ses parents à Saint-Julien-Chapteuil) analyse l'incurie de certains officiers, les défaillances du ravitaillement, en l'absence de cuisines roulantes qui ne viendront qu'en 1915, et la persistance du patriotisme dans son régiment alors que la désillusion s'est déjà bien installée dans d'autres unités où les pertes ont été plus nombreuses: « Pendant ces quelques jours nous avons connu la vraie guerre de campagne. Le pays presque plat et semé de rares bouquets d'arbres rendait la dissimulation très difficile et d'ailleurs* nos chefs ne s'y entendaient pas du tout. La nuit tombante arrêta a* peu près la bataille ; des avants-gardes d'infanterie restaient en ligne ; en arrière, quelques bataillons de réserve, mais le gros des troupes, et presque toute l'artillerie se repliaient à 5 ou 6 kilom. en arrière et couchaient dans des villages. Pour nous ce mouvement était assez long, ne marchant que très lentement, à l'arrivée il fallait songer a* se faire a* manger, et lorsqu'après avoir touché le ravitaillement on avait fait un peu de soupe où l'on faisait cuire la viande et les légumes, c'était presque tout ce qu'on pouvait avoir, on grillait pour la journée du lendemain un morceau de viande, et il était toujours vers minuit lorsqu'on se couchait. On avait réveil vers trois ou quatre heures, car il fallait être en position au petit jour. La journée nous avions de longs repos qu'on mettait à profit pour dormir, trompant ainsi la faim qui nous tirait. En passant a* proximité des vergers on faisait d'amples cueillettes* de fruits, prunes, pommes ou poires, et souvent c'était notre principale nourriture, car il arrivait souvent que le ravitaillement ne nous arrivait pas, et il fallait serrer la ceinture, et vivre comme on pouvait du peu qu'on trouvait a* travers le pays. Aussi quelles têtes on commençait a* avoir : nos barbes incultes ajoutées aux privations qui commençaient a* nous maigrir nous donnaient des têtes de fantômes ; nos habits qu'on ne quittait plus étaient sales ; cependant on ne se plaignait pas. C'est la guerre,

démontables en quatre éléments (tube, affût, et les deux roues) comme les 65 ou les 37, pouvant, le cas échéant, être chargés sur les bâts des mulets.

³⁵ Ici, l'échelon désigne les caissons de munitions (chariots chargés d'obus), et non le dépôt général situé à l'arrière (sens le plus fréquent). Ces caissons se trouvent à proximité des quatre pièces constituant la batterie, pour les alimenter en obus, à moins qu'un tas n'ait été fait à proximité ; des massacres sont survenus lorsqu'un obus allemand venait à tomber sur cette réserve d'obus et la faisait exploser..

³⁶ Le réglage du tir d'artillerie se faisait à partir d'un observatoire un peu élevé (arbre, clocher, tour, plus tard ballons et avions d'observation), où l'observateur, relié par signal optique ou téléphone à l'officier de batterie, aidait à déterminer la distance exacte du tir par l'envoi d'obus préliminaires (un coup un peu court étant corrigé par un tir un peu plus long, un trop à droite par un plus à gauche) de manière à obtenir ensuite le réglage exact permettant ensuite d'écraser d'obus les positions ennemies, ici les batteries françaises

³⁷ Le canon de 77 est l'équivalent allemand du fameux 75 français, canon de l'artillerie de campagne, et le 105 est le premier calibre allemand d'artillerie lourde

³⁸ On verra plus loin dans l'ouvrage que le thème de l'officier peureux est un des grands sujets de prédilection de mes témoins oraux et écrits, tout comme des carnets, journaux intimes, souvenirs postérieurs et romans de guerre. Camille Richier l'avait déjà inauguré avec le surnom historique ironique donné au capitaine « Jean sans peur » « parce qu'il se cachait comme un malfaiteur » !

disait-on ; il faut dire que nous étions encore tout imprégnés de cette ardeur patriotique, qui quoique moins bruyante, nous soutenait encore. On ne savait pas grand chose de ce qui se passait à travers la France. »

L'évacuation des blessés par des moyens de fortune : à dos d'homme, en brouette, en char à bœufs, à cheval...

Cette évacuation sera toujours problématique pendant toute la guerre de 14. Mais l'improvisation atteint des sommets en ce tout début de guerre

Jean-Claude Lafay (cl. 08), menuisier-charpentier à La Tuilière –il deviendra agriculteur par suite de la mort à la guerre de son frère aîné-, incorporé au 36^e R.A. de Clermont-Ferrand, découvre dès son arrivée dans les Vosges l'absence de moyens pour évacuer les blessés :

« Alors on a débarqué, je crois que c'est à Rambervillier³⁹...Je me souviens...Et c'est là que j'ai vu les premiers blessés que les civils transportaient, avec leurs chars à bœufs, en arrière. Y avait rien pour les transporter... Toute la jeunesse, les 60 qu'on a parti⁴⁰, on a été zigouillés en arrivant : tués ou blessés... ».

Jean-Marie Penet, né en 1893 à Cusset (Allier), graveur-lithographe à Roanne au moment de la mobilisation, futur gestionnaire de pharmacie à Feurs, caporal puis sergent au 38^e R.I. de Saint-Etienne, reçoit le baptême du feu le 14 août 1914 vers Baccarat dans les Vosges ; il a pris l'initiative d'évacuer un sous-officier blessé du 99^e R.I. de Vienne par un moyen de fortune original : *« C'était un sous-officier, il avait une balle dans le genou. Il a pris ma place dans le lit, moi j'ai couché par terre, et le matin, à l'aube, j'avais deux gars avec moi, Cognet et Cafières. Je leur ai dit : « C'est pas tout ça, les gars ; y a ben une brouette là-bas ; on va mettre notre copain dessus, là, et on va se diriger sur l'ambulance⁴¹ »! Là, c'était en pleines Vosges, le chemin de fer s'arrêtait au pays un peu plus loin, y'avait...je sais pas, 5-6 km à faire. On a véhiculé notre Emmanuel-Marie Chevaloux dans une brouette jusqu'au pays là-bas. »*

Un récit très circonstancié de sa première blessure - il en aura sept - nous est fourni par le commandant **Jean-François Ollier** (déjà sergent au 38^e R.I. de Saint-Etienne en août 14, car engagé volontaire l'an d'avant avec la classe 13), né en 1893 à Saint-Etienne, récit oral d'un seul tenant, comme écrit préalablement (et pourtant pas lu !), faisant apparaître très clairement difficulté d'être évacué au tout début de la guerre, surtout si l'on se retrouve seul quand on se réveille de l'évanouissement causé par la blessure, et aussi la nécessité vitale de ne pas se tromper de camp quand on cherche seul son chemin : *« C'était le 25 août 1914. Nous étions en train de nous battre en Lorraine, dans un champ de blé, à une vingtaine de mètres de distance des Allemands. J'ai reçu une première blessure : c'était une balle qui était restée dans mon sac, et nous avons constaté ultérieurement qu'elle avait touché ma gamelle parce qu'il m'était resté du plomb dans la peau et la balle était toute déchiquetée. Un moment après, j'ai reçu une deuxième balle qui m'a traversé le cou de part en part. Je suis immédiatement tombé knock-out et j'ai eu l'impression que c'était un obus qui m'avait coupé les deux jambes ! Je suis tombé sur le sol, côté figure, évanoui et je ne peux absolument pas réaliser combien de temps j'ai pu rester par terre. Quand je me suis éveillé, avec un sac qui me pesait étrangement sur le dos, ma première sensation a été le fait que j'ai retrouvé la sensation de mes jambes. Et petit à petit, je me suis efforcé de me débarrasser de mon sac, qui évidemment pesait atrocement, après quoi j'ai essayé, n'entendant plus rien, de me remettre d'aplomb, de me lever. Après avoir enlevé tout ce qui représentait du poids, j'ai regardé autour de moi : il n'y avait plus personne. Il y avait par terre des pantalons rouges ainsi que des cadavres allemands. Mais rien ne bougeait. Nous étions au sommet d'une colline, et j'ai constaté qu'il fallait que je m'arrange par mes propres moyens. J'ai donc commencé en titubant à faire la descente en me cramponnant à des arbustes pour ne pas tomber à nouveau. J'ai fait peut-être 200 ou 300 mètres.. Je ne m'étais pas trompé de côté : je suis retombé sur la ligne française et même sur un jeune lieutenant avec qui je m'étais battu toute la matinée et qui s'est occupé immédiatement de me faire transporter. J'ai donc été chargé au village voisin (qui était peut-être distant d'un kilomètre, que j'ai parcouru porté sur des épaules), sur un vieux char de paysans, qui évidemment n'était pas très remboursé. Nous étions là plusieurs blessés, dont certains camarades bien connus. On nous a transportés jusqu'à une ambulance qui nous a menés beaucoup plus loin. Après avoir été pansés sommairement, on nous a mis dans un train auquel il a fallu 48 heures pour faire peut-être 50 kilomètres. Personnellement, j'avais les deux bras immobilisés, et ça saignait pas mal, mais les camarades blessés voisins se sont très gentiment occupés de moi, et on a fini par nous débarquer dans une gare. Malheureusement,*

³⁹ La plupart des Poilus francisent la prononciation des noms lorrains ou alsaciens : Rambervillier pour Rambervillers, Gerbévilliers pour Gerbéviller, etc.

⁴⁰ J.C. Lafay, fait ici allusion, en exagérant les pertes, aux soixante combattants partis de sa commune de La Tuilière dès la mobilisation

⁴¹ A la guerre de 14-18, l'ambulance ne désigne pas, ordinairement, comme de nos jours, le véhicule qui transporte les blessés vers l'hôpital, mais le second lieu de soins (après le poste de secours du régiment, qui ne comporte souvent que des infirmiers-brancardiers) pourvu, lui, d'un ou de plusieurs médecins, abrité souvent dans un local de fortune comme une école, une maison réquisitionnée, voire une église en partie détruite par les bombardements, ou une baraque Adrian, abri préfabriqué que l'abondance des blessés et la difficulté de leur transport rendront vite indispensable, dès 1915.

c'était au bout du quai et j'étais sur un brancard auprès duquel ne passaient pas beaucoup de gens. Plusieurs m'ont vu, ne se sont pas occupés de moi, et tout à coup, j'ai vu arriver deux officiers médecins accompagnés de deux infirmières. Ils avaient l'air très joyeux et l'une d'elles s'est arrêtée et a fait la remarque : « Oh ! mais il est tout jeune ! ». Et toujours très gais, ils sont repartis, sans plus... Longtemps après est arrivée une infirmière, toute seule, qui m'a regardé et qui s'est occupée de moi. »

Marius Guinand, né en 1890 à Sorbiers, mineur à Saint-Jean-Bonnefonds (puits de la Chazotte) à la mobilisation, incorporé dans l'infanterie Coloniale (5^e ou 6^e R.I.C. de Lyon), va lui aussi vivre quelques jours plus tard, le 1^{er} septembre, au col de la Chipotte, dans les Vosges, cette précarité de l'évacuation des blessés (dramatisée par la crainte que l'ennemi ne les achève et par l'interdiction faite aux hommes de s'occuper d'eux), bien qu'il ait lui, la chance, de bénéficier finalement d'un fourgon, et d'une place arrachée à moins atteint que lui, après avoir beaucoup marché, puis avoir été transporté sur un cheval :

T – *« Ils étaient debout dans les tranchées... Ils tiraient... Alors, nous – le capitaine avait été tué la veille, le lieutenant avait pris le commandement... Oh ! Il était bien gentil et puis il marchait comme nous – on avançait (c'étaient des fourrés), il y en avait qui se cachaient derrière les arbres... On s'est aplati, comme ça, et c'est comme ça... Je regardais si le lieutenant disait d'avancer ou de reculer... »*

E – *Et vous avez pris quoi ?*

T – *Une balle ! Elle est entrée là, au cou, elle a pas coupé la grande artère : elle a été entamée, mais pas coupée. Je me saignais. Lui me tenait. Je sais pas si je suis resté longtemps... Alors il m'a dit : « Reste pas là, tu vas voir, ils vont attaquer, ils vont t'achever ! ». Alors, je lui ai demandé : « Enlève-moi mes équipements ! ». Alors, il m'a tout enlevé et il m'a dit : « Il faut vite t'en aller, il faut pas rester là ! ». Alors, je lui ai dit : « Eh ben, tu m'emmènes ! ». Il m'a dit : « Non, je peux pas t'emmener, tu sais bien ce qu'on a dit ! ». C'est vrai, la veille, ils avaient dit : « Défendu de s'occuper d'un blessé ! » parce qu'il y en avait trop ; quand il y avait un blessé, y en avait toujours deux ou trois pour l'emmener, et puis... Alors, j'ai dit : « Ah ! oui », et puis je suis retombé... Lui me tirait toujours. C'était pas mon heure d'être tué. La balle avait rentré là ; alors, quand elle a touché la mâchoire, la mâchoire a éclaté ; ça a tout parti : la bouche, les dents...*

E – *Ça vous avait arraché la joue ?*

T – *Ah ! oui, elle pendait... Alors le copain qui était de Sorbiers m'a dit après : « Quand je t'ai vu en aller, j'ai pensé : « Il veut pas aller bien loin ... avec ta mâchoire qui pendait ». J'avais été porté mort.⁴² »*

E – *Vous êtes resté un certain temps à terre ?*

T – *J'y sais pas... j'ai rien senti... j'ai parti... C'était pas mon heure ! Les balles sifflaient, sifflaient ! Alors, j'ai parti... j'ai parti... on était à trente mètres... (de l'ennemi).*

E – *Tout seul ? Avec cette énorme blessure ? (toujours bien visible dans le visage de l'octogénaire que j'interrogeais)*

T – *« Oui, tout seul ! Sur la route, là... Et puis y avait tout l'état-major, ils étaient bien une vingtaine, bien... Y en a un qui me crie quand je pars : « Ecoute, viens, viens-là, viens voir ! » Il me regarde et puis il me dit : « La grande artère sera des fois (peut-être) pas coupée ! » ; et puis il me dit : « T'es un Marsouin ! » (parce que les coloniaux, on les appelait les Marsouins⁴³) « les Marsouins sont courageux ! ». Et puis il y en avait un autre qui était blessé, qui s'en allait, il était blessé au bras. Il l'a appelé, il lui a dit : « Viens ici, prends-le par la main, tu l'emmèneras. » Alors, il m'a pris la main, et il voulait me faire faire le tour par la route, mais moi, je connaissais pas la route et j'ai dit : « Non, on retombera des fois sur... (les Allemands). Alors, j'ai dit : « Moi, je passe par là ! ». Et j'ai eu de la chance : je suis tombé sur les infirmiers ! Ils m'ont bien pansé, et puis ils m'ont dit : « Maintenant, tu vas à Sainte-Barbe⁴⁴, l'église, c'est l'infirmerie. ». Alors j'ai parti jusque là, et je m'assois. Les infirmiers, ils m'ont dit : « Faut pas rester là ! Ils ont repéré le clocher⁴⁵, tu vas te faire tuer ! ». J'ai dit : « S'ils me tuent, tant pis. Je veux plus marcher ». – « Non, non, il faut partir ! » - « Non, non, je peux plus ! ». Juste à ce moment, il arrive un Chasseur (alpin ou à Pied), un réserviste, qui dit : « Mais s'il pouvait tenir sur mon cheval⁴⁶, je le mènerais... ».*

⁴² « Etre porté mort » signifie être inscrit comme mort dans le bilan quotidien des pertes que doit remettre le chef de section à sa hiérarchie.

⁴³ Le terme « Marsouin » pour désigner les soldats de l'Infanterie Coloniale doit provenir d'une extension du sobriquet imagé donné aux recrues de l'infanterie de Marine : **Alain Rey**, qui ne note pas cette extension dans son *Dictionnaire historique de la Langue française* (éd. Le Robert), indique : le mot « s'applique encore, familièrement, à un marin (1828) ou à un soldat ou gradé de l'infanterie de marine (1858). Le Grand Larousse de la Langue française donne la même acception.

⁴⁴ La localité de Sainte-Barbe, au sud de Baccarat, est située à vol d'oiseau à 7 km environ du col de la Chipotte ; mais dans les Vosges l'itinéraire rectiligne est rarement praticable, surtout pour un grand blessé !

⁴⁵ Les clochers, qui, du fait de leur hauteur, pouvaient servir de lieux d'observation des positions ennemies, étaient systématiquement visés par l'artillerie adverse. D'où le danger d'installer une infirmerie dans une église dont le clocher était encore intact !

⁴⁶ Le fait pour un Chasseur d'être à cheval signale qu'il s'agit soit d'une estafette, soit d'un officier ; cependant on imagine mal un officier s'investissant dans le transport d'un blessé, alors qu'il a affaire ailleurs ; toutefois l'ordre donné plus tard à un médecin major ayant rang de capitaine plaide pour l'hypothèse de l'officier. L'indication de réserviste signale l'âge du Chasseur : il n'est plus de l'armée active.

Alors, ils m'ont pris, ils m'ont mis sur le cheval. Je me tenais la tête comme ça. Juste comme on arrivait vers les fourgons qui emmenaient les blessés, ils partaient. Le major (le médecin major) a dit : « C'est complet ! C'est complet ! ». Alors l'autre a dit : « Pas de « complet » : arrêtez ! ». Alors, il est rentré dans le premier fourgon : « Qu'est-ce tu as, toi ? Et toi ? ». Celui-là, il pleurait comme un gosse : « J'ai trop de coliques, ça me tord ! ». Alors, le major a dit : « Ecoute, mon pauvre, oui, c'est pénible, mais tu vois celui-là : il faut donner ta place : demain ce sera trop tard... ». Alors, il descend, ils me foutent dedans, et partez ! ».⁴⁷

Les défaites successives et la retraite

A propos de la découverte de l'énorme puissance de feu allemande par l'infanterie comme par l'artillerie dès cette troisième semaine d'août, **Yves Pourcher** écrit dans *Les Jours de guerre – La vie des Français au jour le jour entre 1914 et 1918*, se référant à un jeune officier dont le nom deviendra prestigieux : « Le 21 août, c'est le début de la bataille des Ardennes et le 23 la retraite, tandis que plus loin la bataille de Charleroi est une déroute. Terrible choc, affreuse vision de la puissance du feu allemand qui fauche en nombre les fantassins et dont un certain **Charles de Gaulle** décrit l'irrésistible portée : « Ceux qui survivent se couchent, atterrés, pêle-mêle avec les blessés hurlants et les humbles cadavres. Calme affecté d'officiers qui se font tuer debout, baïonnettes plantées au fusil par quelques sections obstinées, clairons qui sonnent la charge, bonds suprêmes d'isolés héroïques, rien n'y fait. En un clin d'œil, il apparaît que toute la vertu du monde ne prévaut point contre le feu ». (p.85) – note 2 Charles de Gaulle, *La France et son armée*, pp. 480-481

Antoine Péliissier de Firminy, né en 1893, dont nous avons relaté le baptême du feu le 20 août, avec le 98^e R.I. de Roanne, à Schneckenbush, au sud de Sarrebourg⁴⁸, décrit l'amorce de la retraite dès ce soir du 20 août, devant l'ampleur des pertes du régiment : « On voudrait* fuir au plus vite ce lieu de carnage mais nos forces nous trahissent. On est souvent forcé de s'arrêter alors le sommeil* joint à la fatigue nous gagnent* et tous de chaque côté* de la route, dans le fossé on se laisse tomber le sac au dos le fusil dans le bras, deux minutes et l'on repart, on fait quelques fois* trois cents mètres et un encombrement de chariots nous arrête* à nouveau, alors les hommes qui tout à l'heure auraient passé la nuit sous les balles, grisés, emportés par l'odeur de la poudre, s'endorment là brisés, tandis que les boches envoient encore au hasard* des obus dans notre direction. Après avoir fait ce manège une quinzaine de fois nous arrivons fourbus au village de Eiss⁴⁹ ou* nous passons le reste de la nuit et ou* l'on parvient à recevoir quelques vivres. »

A propos du « carnage » subi par le 98^e R.I. de Roanne ce jour là, une note laconique dans le carnet d'**Edouard Duchamp**, né en 1893 à Saint-Etienne, alors clerc d'huissier, soldat au 98^e R.I. depuis un an, avant de devenir caporal puis sergent fourrier en mai 1916, précise à la page 2 : « 20 août. Sarrebourg. Combat – baptême du feu- (800 pertes dont 2 commandants). Certes, « 800 pertes », ce n'est pas 800 tués, mais un total cumulant les morts, les blessés, les disparus et les prisonniers ; mais cela constitue l'effectif de plus de trois compagnies, et presque le quart de l'effectif total du régiment !

Antoine Péliissier ne peut pas admettre que cette défaite soit due au seul fait de la supériorité allemande ; il a narré longuement, on l'a vu, la « trahison » du « bon curé » lorrain venant s'enquérir des forces du régiment auprès des officiers du 98^e R.I. et signalant leur présence dans le bourg de Schneckenbush par la rotation folle des aiguilles du clocher ; dans son bilan de la journée, s'adressant à un lecteur éventuel, il suggère que des « trahisons » sont à l'origine de ce premier revers du régiment, entonnant un air qui reviendra bien des fois dans les témoignages

⁴⁷ Cette séquence de témoignage de Marius Guinand a eu un curieux destin : ayant fait l'objet en 1997 d'exercices de style sur l'oralité et les diverses focalisations (points de vue narratifs) en cours de français avec mes élèves de 1^e ES, le travail collectif a été mis, à la demande du proviseur qui souhaitait « meubler son site », sur le site Internet du lycée François Mauriac-Forez d'Andrézieux-Bouthéon, nouvellement créé ; récupéré par l'Académie de Lyon, il s'est retrouvé inséré sur divers sites Internet à vocation scolaire, dont un de Polynésie française www.itereva.pf/disciplines/lettres/didac/seccol/seq33.htm consacré à la guerre de 1914-1918, et a inspiré à des collégiens de 3^e de Tahiti d'émouvantes lettres où Marius Guinand annonçait sa blessure à son épouse, tout en s'efforçant de la rassurer ; il a été réutilisé en 2002 par un ouvrage collectif publié par l'I.U.F.M. de Montpellier, intitulé « *Pratiquer l'histoire littéraire au Collège, au Lycée et à l'I.U.F.M.* » ; les deux initiatives viennent de Jean-Luc Picard, professeur agrégé de Lettres au lycée Alphonse Daudet de Nîmes, auparavant en poste à Tahiti.

⁴⁸ *Le Journal des Marches et Opérations du 98^e Régiment d'Infanterie du 2 août 1914 au 6 septembre 1919* » du colonel Gaube, sur sa page de couverture, inscrit « Sarrebourg » comme la première des neuf batailles importantes livrées par le régiment pendant toute la guerre.

⁴⁹ Aucune localité de ce nom (et de cette orthographe) ne figurant des les parages de Schneckenbush, on songe soit à un hameau, soit plus simplement à la petite bourgade de Hesse, située seulement à 3 km à l'ouest de Schneckenbush et à 5 km au sud de Sarrebourg ; mais la fatigue de la bataille et la retraite sous les obus peuvent faire paraître longue une étape courte... C'est d'ailleurs ce que confirme la belle étude *Le 98^e Régiment d'Infanterie dans la Grande Guerre* que le **général Sans** a rédigée (vers 1999-2000) à partir des brèves indications du carnet d'**Edouard Duchamp**, grand-père de son épouse : « Après s'être reformé, le régiment a cantonné à Hesse ». Et à propos de la note laconique de « 800 pertes dont 2 commandants », le petit-fils par alliance de commenter : « Ce qui est considérable et témoigne de l'effroyable saignée de l'armée française, qui, en quelques semaines, va perdre plus de 200 000 hommes »

(trahisons des civils, trahison des officiers supérieurs, trahison des industriels de l'armement, en connivence avec Krupp et consorts) : « Voici par à peu près notre première journée de lutte. Journée terrible qui ne nous rapporta qu'un échec malgré la vaillance de tous les hommes. Notez bien que sans trahisons il n'y aurait certainement pas eu cette boucherie, car nos chefs étaient comme nous pleins d'ardeur, confiants et heureux de combattre ces maudits bavarois,⁵⁰ ces lâches, coupables de tant de forfaits dont nous suivions la trace depuis Romigny »

L'explication de la défaite est plus simple, et n'a pas besoin d'avoir recours au thème, rageant, mais consolateur pour la fierté de soldat, des « trahisons » ; il s'agit de la supériorité tactique et technique de l'ennemi ; analysant la position allemande, en avant de Sarrebourg, face aux pauvres 98° R.I. de Roanne et 16° R.I., de Montbrison et Clermont appartenant à la 25° Division d'infanterie, le **général Patrick Sans**, dans la belle étude (non éditée)⁵¹ qui éclaire d'un œil militaire l'itinéraire de guerre de son grand-père par alliance, **Edouard Duchamp**, écrit : « Depuis le 1^{er} août, l'ennemi avait organisé les crêtes en grand secret et d'une façon formidable : tranchées bétonnées, précédées de réseaux de fils de fer et semées de nids de mitrailleuses ; en arrière, batteries lourdes et légères d'artillerie dûment abritées. Le terrain en avant avait été repéré, mesuré et fouillé dans ses moindres replis. Des plans quadrillés étaient à la disposition des artilleurs, des fantassins et des aviateurs afin de préciser plus facilement l'emplacement des troupes et des batteries françaises. Ainsi une énorme embuscade était tendue aux armées françaises. »

La retraite du 98° R.I. se poursuit pendant quatre jours en direction du sud-ouest jusqu'à Hardancourt., à proximité de Rambervillers, dans les Vosges, soit 55 km à vol d'oiseau environ, ce qui n'est pas considérable pour des troupes fraîches, mais épuisant pour des soldats ayant livré une rude bataille, ne pouvant pas toujours suivre les routes, et harcelés par l'ennemi, et de plus à court de provisions alimentaires. **Antoine Péliissier** décrit ainsi cette retraite : « L'ennemi nous poursuit, nous nous replions sous une avalanche d'obus, repassons la frontière (de Lorraine annexée) par le même chemin, et nous nous arrêtons enfin dans les environs de Cirey, à Frémonville nous ressentons les premières fatigues, car voici près de douze heures que nous marchons sans cesse poursuivis ; enfin on dort un peu dans un hangar et le 22 on repart, toujours en se repliant, mais nous souffrons de la faim, nous n'avons pour toutes* nourriture que des racines jaunes⁵² des prunes et des pommes, l'abattement est complet chez tous.

Le 23, nous reculons encore, les marches sont extrêmement pénibles, car nous n'avons pas de nourriture et de plus l'eau est rare. Enfin nous arrivons complètement arrassés* à Azeraille vers 6 heures du soir, nous parvenons non sans peine à nous restaurer et nous faire sécher d'une averse de grêle. La matinée du 24 nous trouve sur la route de Romond et nous arrivons à Hardancourt à 7 h du soir ou* nous entrons musique en tête, nous y mangeons et nous y couchons, mais le lendemain 25 alors que nous pensions nous retirer sur Epinal (à 30 km au sud d'Hardancourt) pour nous réorganiser et nous reposer, nous prenons l'offensive et mon bataillon seul est envoyé à St Piermont (Saint-Pierremont, à 10 km au nord, sur la route de Rambervillers à Lunéville) pour protéger la retraite du 10^e cuirassier, de l'artillerie volante, de plusieurs compagnies cyclistes et d'un escadron de hussards qui passent tous en trombe et nous laissent seuls sous un terrible feu d'artillerie prussienne. »

Comme on le voit, cette retraite n'est pas une débandade, avec le souci d'entrer « musique en tête » dans la principale localité de cantonnement, Hardancourt, et de protéger la retraite d'autres régiments.

Cette retraite n'empêche pas certains régiments d'élite, plus entraînés, ou mieux commandés, de se ressaisir après une phase de débandade et de recul (où l'on peut être livré à soi-même pendant plusieurs jours, on va le voir) de gagner du terrain, et même de remporter une victoire, mais qui reste une exception dans le reflux général. A ce titre suivons l'itinéraire d'un chasseur alpin ardéchois caporal au 23^e bataillon de Chasseurs Alpains de Grasse, intégré dans ce fameux 15^e Corps de Nice dont la défaillance sera longtemps sujette à polémique.

Edmond Deloule, né en 1893, maçon dans la petite entreprise familiale de Saint-Martin-d'Ardeche, puis employé d'octroi à Paris de 1919 à 1940, par suite de la trépanation et de la perte de l'œil gauche consécutives à la blessure par éclats d'obus reçue le 15 août 1915 au Linge, en Alsace, fait un résumé pour ses parents, dans une lettre datée du 19 octobre 1914, expédiée de Méné-la-Tour (« environ de Toul, Meurthe-et-Moselle », précise-t-il) de ses déplacements et de ses combats depuis la mobilisation : « Nous sommes arrivés à Nancy le 14 (août) à 10 h du soir. Le 15 à midi nous passions la frontière en Lorraine et la campagne commençait (illisible : pour un mois ?). Nous marchames*⁵³ pendant trois jours en prenant des précautions bien sûr, mais nous ne rencontrions aucune

⁵⁰ Ces « maudits bavarois » sont les soldats de la VI^e armée du Kronprinz Ruprecht de Bavière, selon la carte figurant page 103 dans l'ouvrage de **Pierre Miquel** *La Grande Guerre*, op.cit.

⁵¹ Cette étude nous a été aimablement fournie par le fils d'Edouard Duchamp et beau-père du général Sans, **Henri Duchamp**, ancien administrateur de biens à Saint-Etienne, résidant à Saint-Galmier, et par ailleurs président de la L.I.G.E.R. pendant une longue période (fédération des « sociétés savantes » de la Loire)

⁵² « Des racines jaunes » : il s'agit non pas de racines sauvages, mais de carottes fourragères (servant à nourrir vaches et chevaux) appelées « collets-verts », ou « cols-verts » en Forez et dans sa périphérie, les « racines » étant les carottes normales, en français local

⁵³ Le témoin emploie très souvent le passé simple, mais écrit rarement l'accent circonflexe à la première personne du pluriel ; nous ne le signalerons donc pas par * pour ne pas rompre trop souvent la lecture.

résistance. C'est que les salauds attendaient à Dieuze⁵⁴ dans un camp retranché préparé depuis des mois. Le 19 au petit jour, nous attaquons les boches, un vif combat d'infanterie s'engagea vers 8 h ou 9 h, nous avons l'avantage et forçons les Prussiens à reculer encore. Le feu cessa pour l'infanterie et l'artillerie commença. Nous marchames* toute la journée sous un feu d'artillerie d'une vigueur extrême on ne pouvait pas resté* un quart d'heure en place, sans çà* les boches nous réparaient* et les obus pleuvaient de tous les cotés. Il y eut* ce jour-là environ cent morts ou blessés. Toute la nuit on fit des tranchées⁵⁵ et vers dix heures du soir la fusillade commença avec des mitrailleuse* cela dura jusqu'à 7 h du matin. Je me pensai ici nous sommes bien arrangés⁵⁶, pour le 1^{er} jour qu'on est au feu c'est pas mal. Le lendemain 20 Août à 5 h du matin cela recommença, mais alors quel spectacle : les balles, les obus pleuvaient d'une telle manière qu'il nous était impossible de riposter. On ne pouvait pas bouger la tête (illisible : « deohr » = dehors ?) dans la tranchée. Tout à coup on entendait des canonnades sur la gauche, la droite se repliait. Le lieutenant X⁵⁷ qui dit nous sommes foutus ; et en effet nous qui étions au centre nous restions seuls en place à nos positions, mais il fallu* quand même battre en retraite. Et alors ce fut une mêlée incomparable, les camarades tombaient comme des mouches, nous n'entendions que des aïe aïe aïe ou alors je suis foutu, je suis touché. Et j'attendais mon tour puisque je ne pensais pas m'en sortir, les balles pleuvaient de tous cotés* , il en passaient* entre mes jambes. A coté* pourtant mon camarade de Nîmes marchait à mes cotés* en portant son fusil à la main, une balle tape sur sa boîte de culasse, ricoche et vient lui abime* la main droite lui faisant un sillon de tout le long et la traverse dans le milieu. Je ne l'ai plus revu et j'ai appris par des blessés qu'il était en traitement à l'hôpital de Pau. Je me sorti* de la mêlée comme je pus et je rentrai dans Dieuze avec deux ou trois copains, j'accompagnai quelques blessés à l'hôpital, et ensuite nous rentrâmes dans la (illisible : manutention ? alimentation ?) allemande des (un mot totalement illisible) et nous bourrâmes nos pleines musettes de linge et de biscuit et de grenades boches, et nous nous occupâmes de trouver le bataillon, mais hélas il était tout dispersé : deux ou trois d'ici, 7 ou huit d'un autre coté, 15 de l'autre et c'étaient tous les régiments pareils. Alors ma foi comme les Prussiens avançaient toujours, nous prîmes le parti de foutre le camp. A deux ou trois kil* de la ville, je rencontre d'autres copains parmi lesquels Bussière et nous fîmes* route ensemble. On arrive dans un petit pays, c'était nuit et ma foi nous nous perdîmes* avec les autres. Nous fîmes* encore 4 ou 5 kilom. dans la nuit et nous arrivâmes* dans un autre pays la* nous primes le parti d'y coucher mais vers 2 ou 3 h. du matin les coups de fusils commençaient à peter⁵⁸ de nouveau autour du village, je m'empressait* de réveiller Bussière qui ronflait comme un ogre sans se soucier du danger qu'il encourait. Nous lacames* pas même les souliers et nous voilà parti* de nouveau. Nous marchâmes pendant trois jours sans retrouver le bataillon, enfin nous apprîmes* qu'il s'était reformé dans un village du nom de X⁵⁹. Nous y allâmes et en effet nous le trouvâmes, on nous croyait foutu* à la Cie (compagnie) et ils furent bien content* qu'on retourne. Le lendemain on attaquait de nouveau car on avait arrêté* les boches et ce jour là aucun changement. C'était le 25 le lendemain, notre artillerie parvint à les déloger et on les poursuivit toute la journée. Le lendemain on attaquait à nouveau, jusqu'à midi simple cannonade*, à 1 h alors commença la fusillade ; on déploya en tirailleurs dans un champ d'avoine et vous pouvait* croire que ça sifflait ; à la section on était trente-quatre et le soir on se conta* 17, là ou* on était parti en guerre on était 62 ; eh bien on ne restait plus que 17⁶⁰. Une fois de plus je venais de l'échapper belle ; néanmoins la journée fut belle pour nous. Nous mîmes l'ennemi en déroute et nous fîmes* 980 prisonniers parmi lesquels un commandant allemand et 3 officiers. En passant devant nous, le commandant fit en saluant à la française : « C'est bien les chasseurs ». ⁶¹. Ce combat-là vous l'avez peut-être lu sur les journaux s'appelle le Combat de Lamath ⁶² où le 23^e ⁶³ se distingua le plus de tous les régiments qui y étaient.

C'était un bataillon allemand qui faisait la relève de ses avant-postes et il paraît qu'il fut bien arrangé⁶⁴. Le lendemain nous rentrions dans Lunéville en poursuivant les boches qui battaient en retraite. Les gens de Lunéville étaient tellement contents qu'on ne pouvait pas sans* débarrasser, encore un peu les femmes, les filles

⁵⁴ Dieuze est une petite ville située à 45 km à l'est de Nancy, en Moselle

⁵⁵ On voit donc que des tranchées ont été creusées dans un but défensif dès le tout début de la guerre

⁵⁶ « Nous sommes bien arrangés » : expression de français local qui, par euphémisme, signifie : « Nous sommes dans une situation dangereuse » ; la suite de la phrase, avec l'expression « c'est pas mal » est aussi euphémisée.

⁵⁷ « Le lieutenant X » : le début du nom du lieutenant est amorcé, et biffé d'un « X » très appuyé, sans doute pour respecter les consignes qui stipulent de ne donner aucun nom, surtout de lieu (ce qu'Edmond ne respecte pas, mais les événements sont passés) afin de ne pas donner de repères à l'ennemi au cas où les lettres tomberaient entre ses mains.

⁵⁸ « Peter » est la prononciation de toute la région pour « péter », au sens propre ou métaphorique.

⁵⁹ « Un village du nom de X » : dans ce cas, le nom réel du village n'est même pas amorcé : Edmond a fait sienne la consigne de discrétion.

⁶⁰ En quelques jours de combat la section a donc perdu, en morts ou en blessés, près des trois quarts de son effectif (72,5%)

⁶¹ Cette phrase prononcée en français par le commandant allemand peut étonner ; mais mes témoins attestent que d'assez nombreux Allemands, surtout parmi les officiers, parlaient le français ; quant à un tel fair-play, d'autres témoignages recueillis en d'autres lieux, viennent le corroborer.

⁶² Lamath est une bourgade située à 8 km au sud de Lunéville et à 25 km environ au sud-est de Nancy, dans la Moselle

⁶³ Le 23^e bataillon de Chasseurs Alpains de Grasse, son régiment

⁶⁴ On aura compris que « bien arrangé » est un euphémisme modeste (ou une litote) pour dire « bien abîmé »

nous auraient embrassés. Les gens disaient « voilà nos sauveurs, ce sont eux qui sont sortis les derniers de la ville il y a 12 (chiffre 22 corrigé) jours et ce sont eux qui y rentrent les premiers (le 23) ». On poursuivit l'ennemi jusqu'aux frontières et là on se fortifia et l'on se mit sur la défensive. Nous restâmes là pendant environ 1 mois ».

Cette conduite héroïque vaut au 23^e et au 27^e bataillons de Chasseurs Alpains d'être retirés du fameux 15^e corps méridional auquel ils appartenaient pour ne pas subir l'opprobre touchant le corps qui a « flanché » de la façon la plus manifeste : « Les seuls du 15 Corps qui à ce qu'a dit le Général Pau, le 23^e et le 27 on* été enlevés du 15^e corps car ça paraîtra* la (on attendrait « les », mais il doit penser à la division) salir, car ce sont les deux seuls corps de troupe du 15 qui ont très bien marché au feu ». La fierté de son régiment fait perdre à Edmond Deloule sa syntaxe ! Cet épisode du « flanchage » du 15^e corps de Nice et de sa région a laissé dans l'opinion une suspicion injuste vis-à-vis de tous les soldats méridionaux, car elle a été abondamment médiatisée, alors qu'une disette de nouvelles du front laissait jusque là croire à l'opinion que tout se passait bien. **Pierre Miquel** dans *La Grande Guerre*⁶⁵ donne l'élément qui a déclenché le concert des médias et la fâcheuse réputation du 15^e corps : « *Le Matin* du 24 août publie un article du sénateur Gervais qui décrit la déroute du 15^e corps, dont une division se serait débandée. Les récits de témoins parlent d'un « effondrement complet de la discipline » ; des « soldats sont montés sur des charrettes de paysans », d'autres ont pris des chevaux d'officiers pour fuir plus vite. Il faut poster des gendarmes à l'arrière pour retenir les déserteurs. Les hommes prétendent avoir perdu leurs armes en traversant la Meurthe. Seuls les chasseurs alpins, venus en renfort de Nice, restent en bon ordre. ». Cette dernière phrase confirme ce qu'écrit Edmond Deloule. Pierre Miquel dénonce la relative injustice consistant à faire porter la honte sur un seul corps, qui a failli certes, mais qui n'est pas le seul, et qui, comme les autres, est partiellement excusable : « On a beaucoup polémique sur la « défaillance » du 15^e corps. Il faut remarquer que le 16^e n'était guère plus brillant. Ces troupes surmenées, attaquées en pleine retraite, n'avaient plus les moyens physiques de se défendre. »

Par ailleurs, des accidents peuvent empêcher l'arrivée des renforts. Un de nos combattants, **Georges Guillen**, né en 1890, mitrailleur au 358^e R.I. de Lyon, en évoque un après avoir reçu l'épreuve du feu en forêt de Wisenbach, à proximité du col de Sainte-Marie donnant sur la Haute-Alsace qui l'amène lui aussi à la retraite, plus pénible que pour le fantassin ordinaire, car il doit porter sa mitrailleuse : « sauver sa pièce », tel est le premier devoir de l'artilleur - *24 août – Lundi. Dès l'aube on se met au travail pour nous construire une tranchée, elle est à peine finie que voilà les obus qui rappellent pendant sept heures ; nous les saluons sans bouger pendant qu'à gauche le 249^e Régiment d'Inf. est refoulé, le centre occupé par le 358^e R^{mm} résiste toujours, nous sommes débordé* par la gauche, les Prussiens nous prennent et cherchent à nous ensercler* , il est temps que l'on battent* en retraite l'anneau de feu se ressère* de plus en plus, on est obligé* de battre en retraite sous une pluie de balles, des fusils et des mitrailleuses, ce jour sera je crois le plus sinistre de ma vie, on entend* le râle des blessés, je revois toujours le pré à pentes rapides qu'il à* faillit* (pour « fallu ») traverser avec ma pièce sur l'épôle* pour atteindre le bois ; nombre des nôtres* qui ont tombé dans le passage du pré, nous avons tout de même sauvé nos mitrailleuses, mais 11 caissons* à cartouches sons* rester* , pendant 5 km j'ai porter* ma pièce sur le dos, nous arrivons enfin à Aveline là nous rencontrons le Régiment, dans cette journée nous avons eu 256 hommes hors de combats*⁶⁶. Pendant que le Régiment se reforme une division de secours arrive, mais un peu tard. Nous entendons la fusillade, bientôt le canon se met à donner, cette fameuse division qui devait arrivé* la veille avait été arrêté* par le tamponnement d'Epinal où le 169^e Régiment d'Inf. eu* 80 morts et 60 blessés contre un train d'artillerie, ou* tous les officiers on* été tués, enfin le soir on dors* cantonner à Coinche il est 8 h. lorsque l'on y arrive. »*

Ce « tamponnement d'Epinal », qui a pu sans doute se reproduire ailleurs, avec moins de pertes, incite à réviser quelque peu le merveilleux ordonnancement que l'historien éminent (membre de l'Institut) **Jean-Baptiste Duroselle** admirait dans la noria ferroviaire conduisant les soldats d'août 14 au front, dans un jugement portant certes la semaine précédant le 24 août : « Dans une deuxième période (du 12 août 21 heures au 18 août 12 heures, 1744 trains circulèrent, à peu près sans retard. Soit un total de 4278 trains. On reste stupéfait devant l'extraordinaire précision de cette organisation grandiose ».⁶⁷

Pour avoir une idée de l'ampleur de cette retraite, on pourrait suivre le cheminement de plusieurs soldats. Mais ce même Georges Guillen notant scrupuleusement, jour après jour, ses déplacements sur son carnet, nous permet de le suivre à la trace, dans un itinéraire qui n'a rien de rectiligne ni d'une marche de plaisir, et où la part de l'improvisation, sous l'avancée de l'ennemi, paraît grande.

- 24 août - rappel de ce qui précède : intense bombardement dans la forêt de Wisenbach, sur le versant vosgien du col de Sainte-Marie-aux-Mines, et début de la retraite. → Aveline → Coinches
- 25 août : « Mardi. De bonheur*on part du cantonnement on va occuper une crête voisine et l'on commence* a* se fortifilliez*, tout à coup les obus commencent* à pleuvoir, c'est alors un affolement général, et surtout sans s'en douter on subit un mouvement d'enveloppement* car le col de Saäles⁶⁸ est

⁶⁵ Pierre Miquel, *La Grande Guerre*, op.cit. p. 111

⁶⁶ 256 hommes hors de combat, cela correspond en moyenne à l'effectif d'une compagnie, c'est-à-dire le quart d'un bataillon.

⁶⁷ Jean-Baptiste Duroselle *La Grande Guerre des Français – 1914 – 1918*, op.cit. , p. 75

⁶⁸ Le col de Saales est à une petite vingtaine de km au nord de la position où il se trouve

évacué par nos troupes, un obus tombe à côté d'une batterie, tue un adjudant, on se retire en dessus de Coinche, l'affollement* est générale* » → Coinches → Anould*

- *26 août : Anould → Champdray, sous la pluie*
- *27 août : Champdray → Dommartin-lès-Remiremont, sous la pluie encore. « Etape très dure de 24 km, les gens sont bien braves, tout le long du chemin ils nous donnent à boire »*
- *28 août : Dommartin → Remiremont : étape courte, mais perçue comme pénible, à cause de l'accumulation des marches sous le lourd équipement, et souvent la pluie : « Etape très dure les hommes sont très fatigués car depuis 15 jours on ne fait qu'a* combattre et marcher, à Remiremont les gens nous (verbe omis) une bonne hospitalité »*
- *29 août : repos à Remiremont « on en profite pour se nettoyer, les femmes nous lavent nos effets sans qu'on les payent*, on profite pour aller un peu au café car depuis 3 semaines on n y a pas été »*
- *30 août : Remiremont – Deyvillers « Départ pour Dévillers ; c'est le plus sale patelin que l'on est passé, les gens aiment mieux les boches que les Français »⁶⁹. En cinq jours de marche, le régiment aura parcouru environ 120 km à vol d'oiseau, soit nettement plus en réalité, en terrain montagneux jusqu'à Remiremont, le plus souvent soutenu par la population vosgienne, mais pas toujours !*
- *du 30 août au 9 septembre au matin, le régiment creusera des tranchées dans cette petite bourgade située dans la banlieue est d'Épinal, en vue de protéger cette ville, puis remontera ensuite vers le nord par la forêt de Rambervillers jusqu'à Doncières, petit village situé à 6 km au nord de Rambervillers, où le 12, le régiment découvrira, effaré, l'effroyable spectacle de la bataille qui s'est déroulée au tout début de septembre:*

« 12 – Samedi... On part pour aller enlever le village de Doncières, lorsque nous arrivons les derniers Allemands viennent de partir dans la nuit, le 221^e Régiment d'Inf. énervés par une longue attente les charges* à la baïonnette.*

Un horrible carnage soffre à notre vue dans une prairie a* proximité* on voyait des quantité* de cadavres autant de Français que d'Allemands, on les comptaient* par centaines. Dans une tranchée, une section entière du 15.7^{ème}⁷⁰ couchée mais morts*, plus loin 2.500 boches sont étendus pelle-mêlle* dans les tranchées, une odeur repoussante sen* dégage ; plus loin encore des soldats moitiés* enterrés, on aperçoit les intestins qui sortent et les têtes moitiés* arrachées, plus loin un Français d'ont* les boches lui ont coupés* les parties sexuelles, un Allemand⁷¹ coupés* en deux par un obus. A l'entrée du village de Doncières, une trentaine de chevaux tués et des vaches.. Doncières est complètement brûlé, dans le village la lutte à* été acharnée, les maisons sont remplies de cadavres, d'ont* on aperçoit qu'un bras, qu'une têtes*aux*milieux* des décombres. Là un Allemand, et un caporal français tenant encore en main leur fusil baïonnette, instrument de leurs mort dont il s'étaient mutuellement transper (cés : mot rogné par l'usure du coin de la feuille). On arrive à Ménarmont⁷², là on cantonne chez une brave femme qui est comme folle tant elle est contente d'être libéré* de* boches, et de revoir les Français. Je n'aurais jamais cru a* ces horreurs, et cependant c'est la petite réalité. » (carnet pp. 18-20).*

Le sort des malheureux civils

Le sort de cette femme nous ramène à celui des civils, qui jusqu'à maintenant n'apparaissent que comme pourvoyeurs occasionnels de boissons ou de vivres. Les soldats, témoins écrits plus qu'oraux puisqu'il s'agit ici de rechercher la précision de la datation en cette fin d'août et tout début de septembre 1914, qui n'est sûre que dans les relations écrites strictement contemporaines, bien qu'ils notent essentiellement les faits militaires, décrivent parfois le sort des civils touchés par la guerre.

⁶⁹Deux semaines plus tard, à Hablainville, bourgade située au nord de Baccarat, Georges Guillen aura une phrase vengeresse, qui dénote par ailleurs l'importance qu'avait le vin pour le soldat : « Un habitant d'Hablainville craignant le retour des Allemands s'empresse de nous vendre son vins*, bien qu'il est* dit la veille qu'il en avait point, il nous le vend encore 1,25 (franc) la bouteille. Ceux-là, les Allemands ne leur ont pas assez fait du mal. »

⁷⁰ Georges Guillen, en écrivant « 15.7^{ème} » et non « 157^{ème} » mélange les deux façons de désigner un régiment : l'ancienne, antérieure à la guerre de 1914, pour qui le 157^e Régiment d'infanterie s'appelle le « Quinze-Sept de ligne » ou simplement, pour les soldats, le « Quinze-Sept », et la nouvelle, qui prévaudra devant la multiplication des régiments due aux effectifs énormes enrôlés, le « 157^{ème} R.I. » ou simplement le « 157^{ème} ». La façon ancienne, plus familière, sera aussi considérée comme plus héroïque et plus historique, comme en témoigne le titre de certains historiques de régiment publiés à l'issue de la guerre.

⁷¹ Cette phrase à rallonge, à la syntaxe et à l'orthographe très incorrectes, mais à la force descriptive poignante, illustre bien l'usage psychologique de « Boche » et « Allemand » et de l'emploi ou de l'omission de la majuscule : les ennemis morts aux cotés des Français sont des « Allemands », mais les barbares qui ont mutilé le soldat français en lui coupant le sexe ne peuvent être que des ordures de « boches »...

⁷² Ménarmont est un autre village lorrain situé à 4 km au nord de Doncières, où a eu lieu cet « horrible carnage »

Camille Richier, agriculteur à Saint-Julien-Chapteuil (Haute-Loire) où il naquit en 1890, affecté au 19^e Régiment d'artillerie de Montagne de Grenoble remontant en train vers la Lorraine, découvre vers le 22 août, à l'ouest de Rambervillers, les villages lorrains en piètre état et l'exode pitoyable des civils de tous âges après le « désastre de Sarrebourg » survenu le 20 août, qu'ont dû subir le 98^e R.I. de Roanne et le 16^e R.I. de Montbrison et Clermont ; il tombe de haut, ainsi que ses camarades : « *Puis un moment comme nous pénétrons dans une gare, on nous dit : « Chatel-sur-Moselle »⁷³. Les abords sont encombrés de nombreuses troupes, on voit une multitude de civils avec des charettes* à boeufs ou chevaux, chargées de mobilier et qui fuient devant l'ennemi qui, paraît-il, n'est pas bien loin. Cette nouvelle nous atterre, nous qui croyions débarquer en pleine Allemagne, nous trouvons l'ennemi chez nous ; on commence à entendre parler du désastre de Sarrebourg : nous avons rencontré des trains de blessés tout heureux de s'en aller qui nous parlent de leur artillerie à longue portée, des tranchées que nous⁷⁴ avons trouvé* en Alsace et tout le monde crie aux trahisons dont nous avons été victimes, de la part de nombreux civils qui tout en criant vive la France nous signalent à l'ennemi.*

Les braillards ne disent plus rien, il n'y en a plus qui veulent aller à Berlin. Pour débarquer nous n'avons pas de quais, pas de ponts⁷⁵. On construit avec toute sorte* de matériaux qu'on trouve aux alentours des ponts improvisés et ce n'est pas sans peine qu'on met a* terre tous nos animaux et le matériel. Voilà comme sont outillées les gares frontières.*

A peine débarqués, on nous dirige sur l'est où l'on entend le roulement de la cannonade, la route est encombrée de troupes, de voitures de ravitaillement et de centaines de malheureux civils : vieillards, femmes et enfants conduisant des charettes* où sont entassés des vêtements, matelas, ustensiles divers. On en voit même qui poussent des petites voitures semblables à des voitures d'enfants ; de pauvres femmes portant ou trainant* des enfants exténués de fatigue qui pleurent. On les questionne, quelques-uns viennent de fort loin, nos troupes en une douloureuse retraite ont reculé, le boche avance incendiant, assassinant, volant, violant, la population fuit, les routes en sont pleines ; où va tout ce pauvre monde ;*ils n'en savent rien eux-mêmes, ils vont fuyant au hasard des routes, dans leur charrette*ils ont de quoi se couvrir un peu la nuit mais les vivres manquent et la région est si encombrée que les provisions sont bientôt épuisées. Ce spectacle de malheureux civils jetés sur la route est le plus douloureux que j'ai jamais vu, et pour comprendre ce qu'à* de cruelle* cette situation, il faut l'avoir vue. Que de larmes versent ces malheureuses femmes, les enfants pleurent, parcequ'* ils ont faim, parcequ'*ils ont froid, qu'ils sont las, et nous qu'on n'a rien on essaye de leur donner un biscuit, quelques sous. »*

Les civils lancés sur les routes de l'exode sont éminemment pitoyables, certes. Mais ne sont pas moins en détresse ceux qui surpris par les mouvements des armées ennemies, n'ayant pas pu ou voulu abandonner leurs maisons, se terrent dans les caves, quand ils n'ont pas eu à subir d'énormes pertes, du fait des bombardements, voire des massacres délibérés. **Antoine Péliissier**, de Firminy, qui vient d'être nommé caporal au 98^e R.I. de Roanne à l'issue des premiers jours de combats, la découvre au tout début de septembre vers Saint-Maurice-sur-Mortagne où le régiment s'est replié après la défaite de Schneckbusch du 20 août : « *La patrouille qui allait au village n'était forte seulement de dix hommes dont un sergent et un caporal ; j'étais celui-ci. Nous commençons nos investigations à honze* heures du soir et l'on fouillai* maisons par maisons*. Chaque groupe avait un coté* de la rue principale du village pour lui, et l'on s'arrangeait pour finir les maisons ensemble ce qui fait que chaque groupe protégeait la sortie et la rentrée de l'autre en cas d'attaque ou de surprise. Pendant ces investigations j'eus la douleur d'assister à des scènes vraiment atroces ; dans les caves, les femmes, les enfants, les vieillards s'étaient réfugiés et n'osaient sortir de la* ou* ils manquaient pourtant de tout, mais le village étant disputé par les deux ennemis avec acharnement, ses malheureux habitants étaient ainsi forcés à se cacher. Les obus et les balles y tombaient à chaque instant et par quatre fois la veille les français* y étaient venus faire assaut à la baïonnette et chaque fois nous étions repoussés par leur artillerie et leurs mitrailleuses. Aussi ces pauvres gens restaient là cloués de peur et mourant de faim.*

*Dans une maison nous trouvons une pauvre vieille femme qui veillait depuis cinq jours le corps de son mari et de sa fille tués par les obus. Ils sont tous deux dans la même caisse et en complète putréfaction. Ailleurs nous trouvons deux bons vieux, mais à notre vue ils se troublèrent et comme nous leur demandions s'ils n'avaient pas vus*d'allemands*, ils furent complètement affolés ce qui nous donna l'éveil. »*

Au terme d'une très longue narration de l'exploit de son escouade, le caporal découvre caché sous l'édrédon d'une petite chambre un « boche » dévêtu : « *Mes hommes le forcent à se vêtir et vivement nous le fimes prisonnier ainsi que le vieux qui dut nous suivre et qui fut exécuté le lendemain comme traître à son pays. »*

Continuant sa fouille, l'escouade parvient à l'église : « *Nous arrivons a* l'Eglise ; la porte est entre-ouverte mais une nausée me prend , je ne peux dire le nombre de cadavres qui pourrissent en ce lieu et je jugeai donc qu'ici nous n'avions pas a* approfondir nos fouilles : aucun être humain n'aurait pu rester là un quart d'heure.*

⁷³ Localité située à 20 km au nord d'Epinal

⁷⁴ Ici, le « nous » ne qualifie pas le régiment, qui arrive en train de Grenoble, mais « nous, les Français »

⁷⁵ Il s'agit d'un régiment d'artillerie qui évidemment, avec ses canons, ses caissons de munitions et ses chevaux, nécessite un aménagement de la gare beaucoup plus élaboré que pour de simples fantassins qui peuvent sauter du train arrêté.

Je fermai la porte, rappelai mes hommes et m'en fus trouver l'autre groupe qui gardait nos prisonniers, de plus le jour nous forçait à nous retirer. Leurs recherches n'avaient pas été aussi fructueuses, ils n'avaient trouvés à part les mêmes scènes dans les caves qu'un pauvre femme a* qui les allemands* avaient fait subir les derniers outrages, attachée sur son lit et en proie à une crise de folie furieuse. »*

Cette découverte de la détresse des civils, victimes des horreurs de la guerre sans avoir pu prendre la fuite, est typique de ce tout début de guerre, et ne se retrouvera à grande échelle qu'en 1918, lorsque reprendra la guerre de mouvement. Entre temps, les populations civiles restées dans les zones envahies auront dû s'accoutumer à la présence de l'occupant.

Les massacres perpétrés par l'ennemi

S'il est un sujet polémique en temps de guerre et après, c'est bien celui des massacres perpétrés par l'ennemi : même s'il est réel et non déformé, amplifié, par la propagande patriotique, il suffit à enflammer le désir de vengeance, ancré dans la haine de l'ennemi, perçu comme un Barbare inaccessible aux valeurs humaines les plus élémentaires, et incapable de concevoir une guerre sinon « propre », à tout le moins encadrée par quelques règles morales, à commencer par le respect des civils et des prisonniers. Il est presque indécent maintenant d'évoquer des massacres commis par les Allemands au cours des deux guerres mondiales : ils sont le plus souvent tus pour la première, et habillés du qualificatif idéologique de « nazis » pour la seconde, ce qui semble préserver notre amitié avec le peuple allemand.

Pourtant la première guerre n'en a pas manqué, et ceci dès son commencement, comme elle n'a manqué d'aucune des atrocités imaginables ; certains sont répertoriés par les anciens livres d'histoire, d'autres gisent dans les modestes témoignages de nos Poilus, comme on l'a vu pour la fin de l'extrait précédent d'Antoine Pélissier.

Amand Beyron, né en 1891 à Chazelles-sur-Lyon, musicien-brancardier au 99^e R.I. de Vienne, note dans son journal le jeudi 12 août, alors que le régiment progresse dans les Vosges au sud du col de Saales : *A la nuit, nous arrivons à Colroy-la-Grande. Les allemands* ont pillé les maisons, ont tout brûlé ou presque. Plusieurs notables ont été fusillés, dont le maire. Le curé y a échappé en se sauvant de justesse ».*

Le régiment livre bataille le 19 août, sur le versant alsacien du col de Saales, à Lubine, puis à nouveau vers le col de Saales le 24 août, et se replie sur Saint-Jean d'Ormont ; après une retraite sur Saint-Dié puis, plus à l'ouest, vers le col du Haut-Jacques, le régiment bombardé, harcelé par l'ennemi, décimé (avec un bilan effroyable le 6 septembre que consigne l'auteur : 3700 hommes tués, blessés ou hors de combat sur 3860 au départ de Lyon le 6 août⁷⁶), il se retrouve à nouveau à Saint-Jean d'Ormont le 11 septembre. Amand peut y recueillir le récit des exactions de l'ennemi commises fin août : *« Nous installons notre poste de secours dans une belle et grande maison près de la mairie où s'est installé l'état-major du 99^e et de la brigade. Quelques obus tombent sur le village, sans mal... C'est la maison du notaire, intacte. Nous sommes accueillis avec joie. D'abord ils nous réconfortent de leur mieux et nous racontent les tristes exploits des allemands rendus furieux par notre résistance acharnée et leurs énormes pertes subies : la fusillade atroce de toute la famille de l'instituteur, le maire, des notables enchaînés avec eux et avec le curé. »*

Joseph Sorgues, né en 1895 à Romanèche-Thorins, instituteur au pensionnat catholique de Neuville-sur-Saône, ne sera mobilisé qu'à partir du 20 décembre 1914 ; en attendant il fait un journal quotidien depuis le premier jour de guerre, nourri de ses observations et surtout de la lecture de la presse, où, dès le tout début de la guerre, abondent les récits, vrais, amplifiés ou parfois inventés, des atrocités allemandes censés raviver la haine contre les « Boches », les « Barbares ». Dès le 6 août, il note : *« En Alsace, ils continuent à fusiller ceux qui sont soupçonnés de porter des renseignements ; le maire de Saale* a été fusillé pour avoir essayé de porter en France la déclaration de l'état de siège en Allemagne. Lâches barbares ! Ce n'est pas par la mitraille qu'on s'attache les cœurs et qu'on empêche la marche de la civilisation et le triomphe du Droit. 17 Alsaciens qui tentaient de gagner la France ont été fusillés à Mulhouse. Patience ! Ils seront vengés ! ».*

Le lendemain 7 août, nouvelles exactions que Joseph flétrit par une ironie méprisante usant de l'antiphrase : *« Les Allemands continuent leurs exploits : à Morfontaine, près de Longwy, ils ont fusillé deux enfants de 15 ans qui avaient prévenu les gendarmes français de l'arrivée de l'ennemi ; à Blamont (Meurthe-et-Moselle) un sous-officier français blessé a été achevé par eux. Quelle bravoure ! quels héros ! ô les dignes descendants de ceux de 71 qui massacrèrent les habitants de Bazeilles, tirèrent sur les ambulances et égorgèrent les enfants au berceau ! ».*

Le 30 août, encore des atrocités, cette fois-ci en Belgique, à Louvain, suscitant en Joseph Sorgues une indignation rageuse et une proposition d'exécution massive d'otages et des désirs irrépressibles de carnage, qui ne manquent pas de surprendre chez cet intellectuel habituellement plus pondéré : *« Dimanche 30 août » - Encore un nouveau crime allemand ! Jusqu'où iront donc ces bourreaux furieux, ces monstres assoiffés de sang. Les Allemands qui gardaient Louvain ayant perdu la tête ont tiré sur ceux qui fuyaient de Malines où les Belges les avaient mis en déroute. Ils ont ensuite prétendu que c'étaient des civils qui avaient tiré et ils ont incendié la ville et*

⁷⁶ Si le régiment n'a pas reçu de renfort entre temps, cela ferait un taux de « pertes » (tués, disparus, prisonniers ou blessés) quasi inimaginable de 95,85% !

massacré la majeure partie de sa population ; tous les hommes valides ont été embarqués dans un train pour aller faire la moisson en Prusse. Louvain, la métropole intellectuelle de la Belgique dont les monuments appartenaient autant à la civilisation qu'à la nation belge, n'est plus qu'un monceau de ruines fumantes arrosées de sang innocent. Quand j'ai lu cela, j'ai été saisi d'une colère folle, bouillonnante ! Est-ce qu'on va les laisser poursuivre leur carrière ? Je serai d'avis qu'à chaque nouveau crime, on répondit en fusillant cent ou 200 prisonniers allemands : cela leur apprendrait à être plus respectueux des lois de la guerre. Quelques-uns me regarderont comme une bête enragée ; que voulez-vous, on devient féroce en voyant cela et quand on a autre chose que du sang de poulet dans les veines, on ne peut s'empêcher de bondir et d'envier ces heureux soldats de la frontière qui peuvent venger tout cela en frappant sans relâche dans la chair prussienne, faire passer leur colère en broyant les crânes, en lardant la peau et en coupant bras et jambes ! Ah ! que je voudrais être à leur place ! » (carnet 1, p. 50)

A propos de ces massacres de civils commis au tout début de la guerre, où la réalité tragique (car la destruction de Louvain et des massacres eurent effectivement lieu du 25 au 28 août, après la tuerie de 650 civils à Dinant le 23 août) est enflée par la rumeur et la propagande, l'historien **Alan Kramer**, professeur à Trinity College, à Dublin, écrit dans l'article « *Les « atrocités allemandes » : mythologie populaire, propagande et manipulations dans l'armée allemande* »⁷⁷ inclus dans l'ouvrage collectif « *Guerre et Culture 1914-1918* » : « *Des sources militaires internes à l'armée allemande ainsi que des carnets de guerre personnels peuvent corroborer les rapports officiels français et belges, et mettre hors de doute que 6 000 civils au moins furent délibérément tués par les soldats allemands durant la progression de ceux-ci en Belgique et dans le nord de la France en août-septembre 1914* ». La cause majeure de ces atrocités lui paraît être, non la barbarie, mais une peur à deux composantes : « *la peur du franc-tireur* » civil complaisamment entretenue en Allemagne par la littérature à sensation depuis la guerre de 1870 et « *la peur de la mutilation* » (énucléation, émasculatation, mains coupées) à l'encontre des soldats blessés, à propos de laquelle l'auteur stigmatise la presse et les officiers allemands agissant exciter la férocité des combattants : « *Les officiers allemands firent de leur mieux pour attiser la peur des mutilations* », citant l'exemple du journal de guerre officiel du 1^{er} régiment d'infanterie de Bavière à la date du 11 août : « *L'indignation se généralise à mesure que s'embrase la guerre populaire. A Brémenil, six soldats appartenant au régiment des gardes ont été tués et cinq sérieusement blessés par des paysans. On a retrouvé des soldats de cavalerie isolés, l'un avec les yeux arrachés, l'autre avec le ventre grand ouvert* ». Quant aux histoires de « mains coupées », elles sont les mêmes que celles qui fleurissent dans la presse française, mais on les trouve aussi dans les lettres de soldats, comme celle qu'adresse à sa famille le sous-officier au 13^e bataillon de réserve Jäger (Chasseur) Georg Döring le 19-20 août, de Vielsam en Belgique : « *A Vielsam, le curé a coupé les mains à une infirmière allemande...* » (p. 162), vision mythique qui cumule les horreurs et permet un raisonnement a fortiori : si un homme de Dieu est capable d'une telle atrocité à l'encontre d'une femme, de quoi ne seront pas capables des civils armés de fusils de chasse et de couteaux à l'encontre de soldats, valides ou blessés ? La manipulation des esprits prépare la terreur qui prépare le massacre...

Cependant **Pierre Miquel** dans *La Grande Guerre* (Arthème Fayard, 1983) montre que les repréailles à l'encontre des populations civiles font l'objet d'un plan concerté par les autorités allemandes : « *La répétition des actes de violence envers la population civile de Lorraine n'est certainement pas l'effet du hasard. La peur des partisans peut expliquer des réactions individuelles de groupes de combattants, non un comportement systématique : dans la zone des armées, les Allemands ont décidé de faire régner l'ordre par la terreur. Au moindre incident, ils ont des instructions pour incendier et fusiller des otages* » (p. 116). Et d'énumérer les fusillades d'otages de Badonviller (11 morts), de Nomény (70 morts) et de Gerbéviller (50 morts) ; ce dernier village-martyr sera visité par Joseph Sorgues le 6 août 1915 avec son régiment, le 160^e R.I., et le capitaine fera une harangue pour flétrir les assassins et aviver dans les soldats la haine de l'ennemi, comme nous le verrons plus avant. Pour preuve de ce plan délibéré, Pierre Miquel cite une directive du 22 août du Conseil des ministres allemand : « *Prendre des otages nombreux parmi les maires et principalement les instituteurs et les percepteurs* ».

Pillage des maisons et détressement des cadavres par les soldats français

Les soldats français sont loin d'être exemplaires, eux aussi. Il leur arrive de s'en prendre aux civils (on l'a vu brièvement à propos du régiment qui avait laissé un si mauvais souvenir resté dans les esprits trois ans après, en avant de Mulhouse) , non pour les molester, mais pour les voler, et notamment piller les caves ou les biens facilement transportables. Une troupe, en débandade, ou momentanément désœuvrée, si elle n'est pas solidement encadrée par des officiers à poigne, inflexibles voire impitoyables, peut se livrer à bien des excès. C'est ce que narre sans fard **Camille Richier**, agriculteur à Saint-Julien-Chapteuil (Haute-Loire) à propos de son propre régiment, le 19^e R.A. de Montagne de Grenoble, dans la dernière semaine d'août, vers Hardancourt, au nord de Rambervillers : « *Le parc est formé et l'on attend des ordres, lorsque l'on sait qu'on peut prendre du vin⁷⁸ dans une cave voisine qui a été ouverte par un homme qui s'en disait le propriétaire et qui était on ne sait trop un*

⁷⁷ Alan Kramer, article inclus dans l'ouvrage collectif *Guerre et Cultures – 1914 – 1918*, sous la direction de Jean-Jacques Becker, Jay M. Winter, Gerd Krumeich, Annette Becket et Stéphane Audouin-Rouzeau, , Armand Colin, 1994, pp. 147-164.

⁷⁸ Il s'agit sans aucun doute d'une possibilité objective, non d'une autorisation dûment signifiée !

*espion ou un voisin méchant qui fit piller la cave.*⁷⁹ *Bientôt tout le monde revient avec des petits tonneaux de vin, des bouteilles de vin vieux, des liqueurs, du champagne, de l'eau de vie* ; c'est une abondance, c'est un déluge ; si nous avons à boire, nous n'avons presque rien à manger, on ramasse des prunes sur les arbres, des poires etc. ; une heure après la très grande partie des hommes sont ivres morts ; la cave au dire* des habitants contenait plus de 200 000 litres de vin⁸⁰, des demi-muids⁸¹ sont percés a* coups de pioches, une grande partie du vin se perd et la cave en est inondée. Le commandant a vent de la chose, des gendarmes sont placés de garde, mais on a une large provision. Le soir pour souper nous n'avons pas grand chose ; dans les jardins on a ramassé quelques légumes, nous avons un bout de lard mais pas de sel. On ne trouve comme habitants que deux religieuses qui nous donnent quelques grammes de sel.*

Il y a un assez bon nombre de troupes en réserve, mais le très grand nombre est ivre mort, un bon nombre profitant de l'abandon du pays, fouillant les maisons, plus tard un individu de ma batterie montrait des bagues provenant du pillage. »

Ce pillage de maisons civiles peut nous paraître aujourd'hui une des conséquences quasi inévitables de la guerre. Or le Code de Justice militaire, à son article 254, prévoyait des peines impitoyables pour ces débordements, répertoriées dans la très longue « *nomenclature alphabétique des crimes et délits et peines y attachées* » figurant à la fin du livret militaire de chaque soldat. L'article 254 stipule que le « *pillage commis en bande, soit avec arme ou force ouverte, soit avec bris de clôture ou violence* » est passible de « *mort avec dégradation militaire* » et que le « *pillage dans les autres cas* » est puni de « *réclusion* », sans que la durée de la peine de réclusion soit indiquée⁸². Quant à l'ivresse publique du soldat, elle est aussi réprimée, mais de manière évidemment plus légère et graduée ; selon la loi du 23 janvier 1873, la première faute entraîne une peine de « *6 jours à un mois de prison* », alors que la quatrième faute (la mention ne va pas au-delà) ou troisième récidive « *dans le délai de douze mois après la troisième condamnation* » est passible de « *6 jours à 6 mois de prison* » : on voit que la latitude de sanction est large !

Le 26 ou le 27 août, alors qu'il n'a pas encore reçu le baptême du feu (ce sera fait le 28), le régiment de **Camille Richier** s'est replié un peu vers l'ouest, vers Essey-la-Côte, à 15 km au nord-ouest de Rambervillers, sur les contreforts entourant la vallée de la Mortagne. Le village offre les mêmes traces de pillage paraissant imputables à l'ennemi, vu leur ampleur: « *Nous restons d'abord trois jours sans aucun ravitaillement, on vit de prunes et de pommes de terre ; on couche à la belle étoile, nous avons déjà dénommé notre capitaine « Jean sans peur » parcequ'il se cache comme un malfaiteur bien que nous soyons encore à l'arrière. Un jour nous étions dans un petit village nommé Essey la Côte ; village lorrain assez coquet composé d'une trentaine de maisons allignées* le long de la route, une église, mairie bureau de poste, deux ou trois cafés et épiceries. Au moment où nous y passons ce pauvre village est fort abimé* ; à l'entrée nous avons vu les cadavres de quelques soldats français, force maisons sont crevées par des obus, les portes et fenêtres sont ouvertes ou arrachées et dans l'intérieur des habitations on remarque les traces évidentes du pillage : meubles renversés, éventrés, linge dispersé à travers le parquet, tiroirs arrachés etc. Il ne reste que très peu d'habitants, et en leur causant nous les plaignons du mal que leur ont fait les boches, mais quelle n'est pas notre stupéfaction en apprenant que pas un boche n'a mis les pieds ici, et que le pillage est l'œuvre des français**⁸³

Le pillage est une chose éminemment répréhensible, mais le fait de détrousser les cadavres le surpasse en immoralité. C'est pourtant cela que Camille Richier verra une semaine plus tard en Alsace, vers Thann, faisant peser sur les brancardiers un opprobre sans doute injuste pour beaucoup d'entre eux, ce qui nous amène à relativiser la généralisation de ses assertions : « *De l'infanterie principalement, une foule de vampires quittaient leurs postes et se livraient au pillage des caves et des maisons abandonnées, voire même des cadavres. Il faut dire que dans cette ignoble besogne un grand nombre de brancardiers, tout en ayant l'air de chercher les papiers ou la plaque d'identité du mort, trouvaient surtout le portemonnaie* ou la ceinture garnie d'or qu'avaient presque tous les réservistes, et leur coup fait, laissaient le cadavre les poches renversées, déboutonné. Et leur moindre souci*

⁷⁹ On veut bien croire cette version de Camille Richier qui exonère son régiment de l'initiative du pillage, mais nombre de témoignages attestent qu'il n'est nul besoin pour un régiment français d'un tel intermédiaire indelicat pour mettre à sac une cave, voire une maison

⁸⁰ Rapporté à l'effectif moyen d'un régiment d'artillerie de montagne, plus léger que les régiments d'infanterie, cela ferait presque 100 litres de vin par soldat ! Mais comme l'indique Camille Richier plus loin « *une grande partie de vin se perd* », son régiment a pu recevoir le renfort d'autres régiments, et l'estimation des voisins pouvait être exagérée...

⁸¹ Le muid est une ancienne mesure de capacité pour les liquides, très variable selon les régions ; le *Grand Larousse de la Langue Française* indique que « *le muid de vin variait de 270 à 788 litres* » ; mais pour notre région, au XXe siècle, le muid valait environ 500 litres (c'était le plus gros des tonneaux dans une cave importante) et le demi-muid en valait donc 250, soit un peu plus qu'une « pièce » (200 litres) et plus du double d'une « cenpote » (100 litres ; originellement « cent pots », soit nettement moins)

⁸² Livret militaire (page 51) de mon grand-père paternel Michel Barou, né en 1865 à Chazelles-sur-Lavieu (Loire), « *cultivateur* », libéré de toute obligation militaire le 1^{er} novembre 1911 à l'âge de 46 ans.

⁸³ Comme pour « *boches* » dans cette même phrase, l'absence de majuscule à « *des français* » est un indice de mépris

était de rechercher leur identité ou lui donner une sépulture. Crime ignoble qui fait frémir et qui, hélas, fut si fréquent ! »

Rumeurs de trahison par des officiers français

A ce moment-là, le moral du régiment de **Camille Richier** transféré en train à Bussang, dans les Vosges, avant de passer en Alsace, s'affaisse, avec l'avalanche de mauvaises nouvelles et la circulation de rumeurs de trahison : « Dès notre arrivée commence à* courir le bruit de mauvaises nouvelles ; bientôt on affiche des proclamations du gouvernement qui quitte Paris⁸⁴. C'est pour nous un coup terrible ! Nous n'avons eu depuis la dépêche annonçant une bataille en Belgique aucune nouvelle ; les proclamations atténuent autant que possible la vision de la débâcle, mais, et ce sera la honte du gouvernement, la fuite de Paris en dit si long. Depuis quelques jours, on entend dire tout bas que nous sommes trahis, vendus ; des officiers livrent leurs troupes aux boches qui les massacrent ou les font prisonnières ; des trains entiers en entrant en gare d'Etival (Vosges)⁸⁵ n'ont qu'à se rendre aux boches qui occupent la gare. En allant embarquer on passe devant une fosse qu'on achève de combler et où l'on vient de fusiller un colonel et un commandant de coloniaux qui ont fait massacrer leur régiment » . Et Camille rajoute sur son texte : « Lire en marge ». La précision donnée postérieurement en travers de page, dans la marge, est la suivante : « Dans la suite, par les journaux, nous savons que le point dont je parle ici est bien réel ; il n'y a pas de colonel, mais c'est le commandant Wolff des coloniaux qui fut bien fusillé. ». Le texte original se poursuit ainsi, confirmant la rumeur de la « trahison » de certains civils lorrains et même de soldats : « Sur les lignes, nous avons vus* des civils qui, par les mouvements d'un troupeau ou d'autres signaux, font repérer* les batteries ou nos troupes de réserve. Une multitude de fantassins, sans équipement, sans armes, disant chercher leurs unités, cachant souvent des espions. Un jour il fut décrété contre ces isolés des mesures très sévères sans doute utiles, mais qui aboutirent trop souvent hélas à faire fusiller des malheureux innocents, quelquefois même commandés de service. Un jour, un homme de ma batterie ayant été laissé dans un village pour indiquer au convoi le chemin à prendre pour nous rejoindre, faillit être pris pour un de ces rodeurs* et ne dut son salut qu'à l'arrivée du convoi. »

Dans son ouvrage *Fusillés pour l'exemple 1914-1915* le **général André Bach** cite in extenso le télégramme qui rend compte de l'exécution du commandant Wolff :

« Un télégramme signé du général de Castelnau, commandant une des cinq armées françaises, la II^e, parvient au grand quartier général :

« 2 septembre 1914 – 15h40 - Etat-major de Neuves-Maisons à état-major Bar-sur-Aube

Ai l'honneur vous rendre compte que le nommé Wolff (Frédéric, Henri), chef de bataillon 36^e infanterie coloniale, condamné le 1^{er} septembre par conseil de guerre du quartier général II^e armée à peine de mort pour tentative de capitulation en rase campagne et provocation à la fuite en présence de l'ennemi a été exécuté le même jour à 18h30 sans incident. Nécessités de la discipline m'ont paru exiger impérieusement exécution rapide de sentence. »

On voit que le motif de l'exécution de cet officier supérieur relaté par Camille Richier (avoir fait « massacrer » son régiment) n'a aucun rapport avec le motif réel qu'expose le général de Castelnau, mais il est plus plausible et admissible par le soldat de base. Cet exemple servira pendant longtemps à montrer à la troupe que même les officiers peuvent être « fusillés pour l'exemple ».

L'effet désastreux sur le moral des civils de l'arrivée des premiers trains de blessés : le cas de Saint-Etienne

Yves Pourcher dans *Les Jours de guerre – La vie des Français au jour le jour entre 1914 et 1918* évoque cette arrivée à Saint-Etienne du premier convoi de blessés des combats d'août : « A Saint-Etienne, le 22 août à 4 heures du matin, 195 soldats blessés aux combats de La Plaine, dans les Vosges, des cols de Sainte-Marie-aux-Mines et du Bonhomme arrivent en gare, aussitôt dirigés vers les différents hôpitaux de la ville. On en attend 168 autres pour le lendemain soir. [...] La succession des convois transportant les blessés fait entrer le pays dans la réalité de la guerre » (p. 87, référence aux Archives Nationales F7- 12936, Loire, le 23 août 1914)

Non seulement la vue des blessés démoralise la population, mais plus encore leur description de la guerre, d'autant plus que la population a été sevrée de nouvelles par les journaux : « Dans tous les lieux de soins, les

⁸⁴ Pierre Miquel dans *La Grande Guerre* (op.cit, p. 164), après avoir décrit l'exode massif de nombreux Parisiens dès les derniers jours d'août devant l'impressionnante avancée allemande en direction de Paris, note : « Le gouvernement a lui-même quitté la capitale, à la demande expresse de Gallieni. Le 2 septembre à 11 heures du soir la rame est partie pour Bordeaux. Plusieurs trains ont suivi, dont l'un transportait la précieuse réserve métallique de la banque de France : plus de 1400 tonnes d'or et 3 000 d'argent. »

⁸⁵ Etival-Clairefontaine se trouve sur la ligne ferroviaire qui relie Saint-Dié à Baccarat, à mi-distance entre ces deux villes, à 4 km au sud-est de Raon l'Etape

hommes parlent, semant la consternation et affolant les autorités. Les récits lézardent l'édifice officiel fait de dissimulation, d'oublis et d'optimisme à tout crin » (p. 89)

Cet événement, **Antonin Granet** l'a vécu : né en 1883 à Savigneux, instituteur, en poste à Chamboeuf depuis 1912, sergent au 38^e R.I. de Saint-Etienne, fait prisonnier à Verdun le 9 mars 1916, il décrit dans le journal qu'il rédige dès les premiers mois de sa captivité à partir de carnets antérieurs, l'arrivée des premiers blessés à Saint-Etienne fin août 14 car lui-même, réserviste, ne partira que le 7 septembre (journal p. 9) : « *Le 23 août eu lieu un premier départ en renfort au 38^e qui avait donné et dû subir de grandes pertes car le détachement comprenait 800 hommes. Les premiers blessés arrivèrent dans les nombreux hôpitaux installés dans la ville. Oh ! l'horrible vision que celle de ces corps inertes, couverts d'habits souillés, aux pansements sanguinolents, aux visages livides. Je reçus un coup au cœur lorsque je vis un matin ces fantômes presque sans vie portés sur les civières au Lycée (Claude Fauriel) transformé en ambulance. Je me souviens aussi d'un jour de garde au grand hôpital et je revois encore les visages anxieux des mères, des épouses, des frères ou sœurs venant pour voir leur cher mutilé.. . »*

Et presque simultanément arrivent les premiers prisonniers allemands : « *Des convois de prisonniers allemands arrivèrent aussi plus ou moins molestés par une foule sauvage qui se laissa aller trop souvent à des brutalités sanglantes sur de pauvres hères dont le crime était le plus souvent de porter un nom allemand. Je fus écoeuré des procédés de la populace envers des êtres faciles à rendre inoffensifs par d'autres moyens qu'une justice trop sommaire ».*

Mais tout le monde n'a pas la noblesse d'âme et la fibre humanitaire d'Antonin Granet...

Cette réaction n'est pas propre à Saint-Etienne. **Henri Gerest** note à propos des réactions de la population montbrisonnaise, dans *Les Populations rurales du Montbrisonnais et la Grande guerre* (p. 100) : « *Une autre réaction significative de l'opinion est à relever, même si elle se limite à la population de Montbrison car elle révèle un état d'esprit sans doute général : il s'agit de l'hostilité déclarée avec laquelle sont accueillis les premiers prisonniers allemands dirigés sur cette ville. Deux cent quatre prisonniers y sont arrivés le 31 août et ont été fort mal reçus par la population, si bien que l'autorité militaire a été amenée à prendre des mesures particulières d'ordre, sans lesquelles « nous aurions peut-être à enregistrer des excès regrettables » et le journal recommande le calme et le sang-froid, sans que pour autant les sentiments de fond soient en rien modifiés : « certes de toutes façons nous les haïssons »* (citations extraites du n° du 5 septembre 1914 du journal *Le Montbrisonnais*)

Chapitre 4

La bataille de la Marne

Chap. 4 – La bataille de la Marne

*"Tous les soirs, à la Marne, on s'est battu comme du temps de Napoléon [...] Avancer en progressant par bonds, jusqu'à qu'on allait à la baïonnette... On se battait en général quand on était presque sur le point de se rencontrer. On commandait la charge, alors les clairons sonnaient, et puis on marchait au pas cadencé avec la baïonnette au bout du fusil"- **Joseph Masclaux**, classe 1905, Roche-la-Molière*

*" Mais, il est arrivé un autre obus, lui, ça l'a tapé en pleine tête, ça l'a tué. Il m'a crié: "Adieu, Peillon!" qu'il m'a crié. Et moi, ça m'a... J'avais le bras tout emporté et puis deux balles dans le coude. Je l'ai regardé, et puis je suis tombé dans les pommes" – **Joannès Peillon**, classe 1906, Saint-Etienne, Montbrison*

*« Ça allait mieux après la bataille de la Marne ! Mais avant ! C'est la bataille de la Marne qui a été terrible, qui les a reculés ! Et puis une fois qu'on les a eu reculés... Moi, j'ai été blessé, j'ai tombé, j'ai été évacué avec tous les blessés qu'il y avait : y avait des Allemands, y avait des Français, tout mélangés ! On passait la nuit ensemble ! Et puis les Allemands s'étant reculés, ils sont venus pour nous relever, les infirmiers... » -**Antoine Sibert** , classe 1911, Génillac*

*« D'abord, ce qui les a perdus, les Allemands, en 14.... Ils seraient bien venus à Paris s'ils avaient pas trouvé...à boire ! C'est la Champagne qui les a arrêtés ! Ils se sont couflés ! » – **Joseph Richard**, classe 1916, Bourg-Argental*

Après la défaite d'août, et les pertes effroyables de l'armée française, la route vers Paris semble ouverte aux armées allemandes. Son avant-garde est aux portes de la capitale le 3 septembre, alors que la veille, à 11 h du soir, le gouvernement est parti pour Bordeaux, à la demande du gouverneur de Paris, le général Galliéni, suivi par les trains emportant les réserves d'or de la Banque de France. **Pierre Miquel** écrit: *"Pour la division de cavalerie prussienne qui poursuit les Français, après avoir bousculé les Anglais, jusqu'à Gonesse, Paris est presque en vue: 17 kilomètres! Les hussards à tête de mort qui ont pris Verberie, Senlis et Chantilly, galopent au pillage, ivres de joie."*¹. Puis va se produire, du 6 au 9 septembre, cette incroyable inversion du cours des événements qu'est la bataille de la Marne, née de fautes tactiques allemandes, de choix judicieux de l'Etat-Major français, du courage des soldats français bien secondés par leurs camarades anglais. Laissons **Jean-Jacques Becker**, dans son petit ouvrage de vulgarisation *La première guerre mondiale*² donner un résumé très succinct de cette bataille complexe qui s'est étirée sur 200 km, de Creil dans l'Oise à Vitry-le-François dans la Marne:

"A l'est, entre Provins et Verdun les armées allemandes essaient d'enfoncer le front français: des combats particulièrement violents ont lieu dans les marais de Saint-Gond où la 9^e armée française (général Foch) résiste difficilement. Mais la partie la plus importante de la bataille se déroule à l'ouest. Pour faire face à la 6^e armée du général Maunoury, von Kluck se retourne vers l'ouest, mais ce faisant il crée une brèche de 30 à 40 kms entre lui et la II^e armée du général von Bulow dans laquelle – après quelques hésitations – peuvent s'engouffrer les troupes anglaises du maréchal French et l'aile gauche de la 5^e armée française (général Franchet d'Espérey). La I^{re} armée allemande risque alors d'être prise à revers et la II^e armée (von Bulow) d'être attaquée sur son flanc. Le commandant en chef allemand, le général von Moltke (ou plutôt son envoyé sur le champ de bataille, le lieutenant-colonel Hentsch) est obligé de donner l'ordre de la retraite.

Dans l'opinion publique, ce fut plus un immense soulagement que l'enthousiasme qui se manifesta à l'annonce de la victoire.

Le général Joffre crut un moment à la victoire décisive, mais il apparut au bout de quelques jours que les Allemands avaient réussi à s'installer solidement sur la ligne de l'Aisne dont les troupes françaises épuisées ne pouvaient les déloger.

Les pertes françaises pour les batailles livrées aux frontières et la bataille de la Marne étaient déjà de 250 000 morts;"

L'ordre du jour du général Joffre du 6 septembre

Antoine Pinay (cl. 11), industriel tanneur, futur maire de Saint-Chamond, futur député, sénateur et ministre, et futur Président du conseil en 1952, maréchal des logis au 5e R.A. de campagne de Besançon, a participé aux combats d'Alsace en août 14, puis à la bataille de la Marne. Il conserve un souvenir ému du fameux ordre du jour du 6 septembre, qu'il attribue cependant à Foch, alors qu'il émane de Joffre: *"Le moral était bon et quand, arrivés au Bourget, nous nous sommes arrêtés et qu'on nous a lus l'ordre du jour de Foch, cet ordre du jour sensationnel,*

¹ Pierre Miquel, *La grande Guerre*, éditions Fayard, 1983, p. 167

² Jean-Jacques Becker, *La première guerre mondiale*, collection "Le monde de..." , MA Editions, 1985, p. 116

quand on lit: "L'heure est arrivée de ne plus regarder en arrière etc." et "On doit se faire tuer sur place plutôt que de reculer"! Tout le monde a dit: "Ah ben, enfin!" Non, moi je me souviens avec quelle joie on a commencé la bataille de la Marne!"

E- Vous attendiez cette détermination!

T- C'est ça! On était affligé de reculer comme nous le faisons depuis trois semaines"

Antoine Pinay conserve la substance de cet ordre du jour de Joffre que *L'Illustration* du 12 au 19 septembre 1914 (p. 202) cite in extenso alors qu'il est souvent tronqué: "Au moment où s'engage une bataille d'où dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière; tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée."

Parfois, cet ordre du jour n'est pas connu précisément, mais son contenu approximatif est intégré à un discours d'un officier supérieur. Ainsi **Claudius Ferréol** (cl. 12), agriculteur à Bouthéon, incorporé depuis 1913 au 17^e R.I., a participé aussi à la bataille de la Marne: "On a pris à reculer un peu (rire). Alors après, le général nous a dit: "On va partir dans la Marne! Mais il faudra se faire tuer sur place, mais pas bouger!" (rire). Il évoque après très sobrement sa première blessure, et son immense chance: "Dans la Marne, on était en tirailleurs... On était couché, là, tous les deux. Y a un obus qui a tombé au milieu de nous: il a pas éclaté! On était couvert de boue tous les deux! Et ça m'a rendu sourd! Depuis y a une oreille qui est devenue sourde, un peu".

L'évocation des combats

La bataille de la Marne, par sa brièveté, est une bataille bien individualisée, même si ceux qui combattent loin de la Marne proprement dite (la rivière ou le département) n'ont pas toujours le sentiment qu'ils ont participé à cette bataille. Elle a est encore l'expression du guerre de mouvement, avec des affrontements sur les terrains les plus divers, des poursuites des Allemands se retirant, et d'intenses duels d'artillerie. Elle est aussi l'occasion d'initiatives surprenantes, comme l'atteste le premier témoignage, en raison de l'hécatombe dans les rangs des officiers et sous-officiers, tout comme les rangs des soldats.

Justin Charrat (cl. 12), tailleur de pierre à Montagnieu en Isère avant la guerre, qui connaîtra ensuite un destin extraordinaire par suite de la reconversion imposée par son amputation de la jambe de fin juin 1916 (chef-comptable d'une usine de tissage de 600 personnes dans les années 20, puis fonctionnaire des impôts parvenant au grade d'inspecteur central du Trésor de l'Isère) est caporal au 11^e B.C.A. de Grenoble au début de la guerre. Après les premiers combats d'août 14 dans les Vosges, vers Gérardmer, il se trouve engagé dans la bataille de la Marne, qui va révéler son aptitude à l'initiative et au commandement: "Il a fallu rentrer d'Alsace quand la bataille de la Marne allait se produire. On sentait les Allemands attaquer... Et nous restions (nous n'avions plus de gradés), nous restions trois caporaux! Trois caporaux, pas de sous-officiers! Tous blessés, évacués. Alors nous restions trois caporaux pour commander la compagnie³. Moi, j'ai ben fait ce que j'ai pu, mais c'est ben moi qui ai dit aux deux autres caporaux: "Il faut que quelqu'un prenne le commandement!. Moi, voilà ce que j'ai fait: j'ai fait la relève des sentinelles". On y allait toutes les deux heures, faut placer les petits postes⁴. "J'ai fait toutes les manoeuvres, par conséquent j'en ai assez; il faut aller chercher les réserves aussi la nuit. Par conséquent, il faut que l'un de nous commande, prenne le commandement, désigne les patrouilles, et tout et tout..." Alors j'interroge l'un des deux: "Tu prends le commandement, toi?" – Ah! Je suis pas venu pour faire le con! Démerde-toi!" Et puis l'autre: "Moi non plus! Démerde-toi!". Alors, je me suis démerdé! Et j'ai commencé précisément par faire la relève des sentinelles, faire les petits postes et faire la relève des sentinelles toutes les deux heures. Et quand vous avez fini de faire la relève pendant deux heures, il fallait recommencer de l'autre côté. Sitôt en face de nous, y avait les Allemands qui attaquaient"

E- Et on acceptait bien votre autorité?

T- Ah oui! Oui, oui! Oh oui, là, les copains m'acceptaient. D'abord, je donnais l'exemple. Oui, je disais pas: "Il faut faire ça!" - "Suivez-moi!" J'ai eu un anarchiste! Oh! Il faut que je vous dise. J'ai eu un anarchiste. Un jour, il arrive, on venait de faire une pause, et il voulait pas porter de sac: "Alors, moi je veux pas porter de sac!" – "Comment, tu veux pas porter de sac! On fait comme les copains! Tu porteras ton sac comme tout le monde!" – "Non, non, non! Je porte pas de sac!" – "Avec quoi vas-tu t'habiller quand tu vas aller sous la pluie, que tu seras tout trempé, si tu n'as pas une chemise sèche à prendre! Tu seras tranquille, hein?". Alors, ce gars-là, savez-vous ce qu'il sort? Il sort des musettes... Dans l'une, y avait toutes ses réserves de balles, dans l'autre, elle était pleine de grenades! - "Voilà! Et puis pour mes chaussures, eh ben, regarde!". Alors là il tire son béret: il y avait ses

³ La compagnie (autour de 250 hommes en temps normal) est habituellement commandée par un capitaine, assisté de lieutenants, et de sous-officiers et hommes de troupe promus (sergents, caporaux). Un caporal ne dirige qu'une escouade (12 hommes).

⁴ Le petit poste est un poste de surveillance avancé par rapport à la compagnie, où l'on place deux sentinelles destinées à donner l'alarme en cas d'approche de l'ennemi.

*chemises et ses caleçons dans son béret! Vous me direz qu'il était grand, il était énorme.*⁵ Alors, je lui dis: "Ben, débrouille-toi!" . Eh ben, ce gars-là, un jour, je lui dis: "Mais t'es anarchiste? Tu ne veux obéir à personne? Et pourquoi tu m'obéis à moi?" – "Ah! il m'a répondu, à toi c'est pas pareil. Parce que toi, tu nous dis pas: "Allez prendre le poste là-bas! Tu nous dis: "Nous allons prendre le poste. Suivez moi!" Et on te suit!"

E- *Il est important de donner l'exemple! Pour être obéi et aimé...*

T – *Oui, voilà: pour être obéi! Oui! Alors ça a commencé comme ça. Et puis cette bataille de la Marne, j'ai donc pris le commandement, et j'ai fait que ça! Que marcher! Que marcher! Parce qu'il fallait placer le petit poste, désigner les sentinelles et les places, puis les relève toutes les deux heures. Quand j'avais placé les sentinelles, celles qui étaient au début, il fallait les relever, puis continuer. Et il y avait toujours quelque chose à faire. Et la nuit, il fallait faire le rapport. Y avait personne pour faire le rapport de la compagnie, alors c'est moi qui faisais les rapports: donner le nom des blessés, et des tués et les évacués pour maladie ou autre. Il fallait faire le dessin précis de l'endroit occupé sur le terrain, et puis aller chercher le ravitaillement en vivres et en munitions. Et quand on avait fait tout ça, le jour était venu, et il fallait continuer. Voilà ce que j'ai fait pendant quinze jours. C'est moi qui ai commandé la compagnie, la 5^e compagnie du 11^e Bataillon de Chasseurs, à la bataille de la Marne... "*

Pour ceux qui ont combattu à la bataille de la Marne, et qui ont vécu la guerre de tranchées ensuite, il y a parfois le sentiment d'avoir connu une guerre à l'ancienne, en rase campagne, en tirailleurs, même si les duels d'artillerie ont atteint une puissance inégalée jusque là.

Joseph Masclaux (cl. 05), mineur à Roche-la Molière avant la guerre, devenu plus tard sous-gouverneur à la mine jusqu'en 1931, puis chef de gare aux Houillères jusqu'à sa retraite en 1948, est caporal au 216^e R.I. de Montbrison (il deviendra sergent); après les combats d'Alsace en août, mais qui ne semblent pas concerner sa compagnie, le régiment est engagé dans la bataille de la Marne. Il a le sentiment de s'être battu "comme du temps de Napoléon":

"Vous savez que les Boches avançaient très vite pour venir à Paris. Eh bien, je me suis battu quatre jours à la bataille de la Marne, j'ai eu de la chance de ne pas arriver jusqu'à la baïonnette⁶. Nous étions de la réserve. C'était toujours l'active⁷ ou même certains groupes de réservistes, mais enfin le gros.. J'ai jamais tiré un coup de fusil avant la bataille de la Marne! Mais à la bataille de la Marne, nous sommes partis le matin à 6 heures. Tout par un coup, vers les 7-8 heures, un barrouin, un barouf! Jamais... Ecoutez, j'avais dans mon jeune âge vu des faits d'armes sur les livres. Et je me disais quand on se trouvait dans une position comme je voyais, c'est qu'on était pris en traîtrise, qu'on pouvait pas s'en dégager. Mais alors des coups d'obus de 70! (s'ensuit une petite controverse sur canons de 70 ou de 77; le témoin tient à 70)

Tous les soirs, à la Marne, on s'est battu comme du temps de Napoléon. Alors, vous savez peut-être pas bien ça. On marchait, on avançait toujours par bonds, parce que sitôt que vous étiez repérés, on vous tirait dessus, et c'était pas pour ça que l'obus tombait à côté de vous, il allait à droite, à gauche, bien sûr... Avancer en progressant par bonds, jusqu'à qu'on allait à la baïonnette... On se battait en général quand on était presque sur le point de se rencontrer. On commandait la charge, alors les clairons sonnaient, et puis on marchait au pas cadencé avec la baïonnette au bout du fusil, en étant debout, en avant... Mais je vous dis bien: je me suis jamais trouvé face à face avec un fusil... Nous étions nombreux, vous savez, mais les Boches aussi étaient nombreux!

E- *Qu'est-ce que ça vous faisait d'avancer face à l'ennemi?*

T- *Et bien on marchait jusqu'à qu'on tombait! On éprouvait un sentiment de destruction.. Bien sûr, on appréhendait de devoir attaquer à la baïonnette! Ah oui! C'est ce qui paraissait le pire! Je suis été à la baïonnette quand il y avait la charge, que c'étaient les derniers...réellement sans se choquer, mais j'ai jamais vu quelqu'un devant ma baïonnette!*

E- *Vous n'avez jamais eu à embrocher quelqu'un?*

T- *Jamais!*

E- *Mais c'est ce qu'on redoutait le plus?*

E- *Ah oui! Ah oui! Quand on avait marché à la baïonnette, y a des fois, y avait presque plus personne à côté de vous, personne pour commander: on se mettait dans un coin, un abri, et puis on attendait qu'on sonne "Cessez le feu" Alors quand on sonnait "Cessez le feu", personne tirait plus, et les brancardiers commençaient leur travail sur le champ de bataille, ils ramassaient les blessés..."*

On aperçoit à la fin de ce témoignage ce qui sera une constante quasi générale parmi les témoignages recueillis: le témoin ne joue pas au héros, n'hésite pas à évoquer sa peur de devoir attaquer à la baïonnette, et confesse que l'on cherche volontiers à se protéger dès lors qu'on n'est pas à portée de vue d'un officier qui peut vous le reprocher et, qui sait, enclencher le fatal engrenage du conseil de guerre.

Trois blessés de la Marne qui y achèvent leur guerre

⁵ Il s'agit du très grand béret de chasseur alpin.

⁶ Donc la chance de ne pas arriver au combat au corps à corps, le plus redouté.

⁷ Le témoin veut dire qu'au tout début de la guerre on engageait dans le combat en priorité les régiments d'active comportant les soldats en âge de faire leur service militaire (de 21 à 24 ans), alors que son régiment (le 216^e R.I. réserve du 16^e R.I. de Montbrison) est constitué de réservistes plus âgés; lui-même a 29 ans en 1914.

Si la bataille de la Marne est généralement circonscrite par les dates du 6 au 9 septembre, avec la décision de repli des armées allemandes sur l'Aisne, elle émerge d'une série d'affrontements, qui, sur cette partie du front, ont commencé avant le 6 et se sont poursuivis au-delà du 9, notamment avec la poursuite de l'armée allemande. Le récits des trois soldats blessés qui suivent permettent de comprendre le calvaire des blessés quand les conditions d'évacuation ne sont pas prêtes, que l'on reste étendu sur le champ de bataille, que les hôpitaux sont submergés par l'afflux de ces blessés, et d'apprécier la part de chance qui intervient pour certains.

Antoine Sibert (cl. 11), agriculteur –forgeron à Genilac, incorporé au 14^e R.A. montée de Tarbes, gravement atteint le 4 septembre 14 à La Ferté-Gaucher par des éclats d'obus qui lui perforèrent le poumon gauche, s'est retrouvé mêlé aux blessés français et allemands de la bataille de la Marne qui a débuté le 6, et a été évacué avec eux:

"C'est comme moi quand j'ai été blessé, on avait passé la nuit couché dans le fossé... Et j'avais froid, moi! J'ai demandé... J'avais froid! Je tire un manteau qui était à côté de moi. Je m'étais bien couvert quoi, avec ce manteau. Et j'avais passé la nuit comme ça, froidement. C'était le manteau d'un Allemand qui était couché à côté de moi, qui était mort, quoi! Que voulez-vous! C'est la pagaille, quoi!"

Il revient sur l'épisode un peu plus tard:

"On s'est bombardé la veille pendant... Il fallait reprendre l'offensive, quoi! L'offensive avait été donnée, il fallait la prendre! Et tout le monde était porté de bonne volonté! Et on se battit, on se battit, jusqu'à ce qu'on reculât⁸ les Allemands! Malgré qu'on n'était pas armé comme eux! Mais on avait eu le temps, un mois, de s'armer un peu en France!

E- *Ça allait mieux en septembre qu'au mois d'août alors?*

T- *Ça allait mieux après la bataille de la Marne! Mais avant! C'est la bataille de la Marne qui a été terrible, qui les a reculés! Et puis une fois qu'on les a eu reculés... Moi, j'ai été blessé, j'ai tombé, j'ai été évacué avec tous les blessés qu'il y avait: y avait des Allemands, y avait des Français, tout mélangés! (petit rire). On passait la nuit ensemble. Et puis les Allemands s'étant reculés, ils sont venus pour nous relever, les infirmiers. Alors ils mettaient les Français dans un wagon, et ils mettaient les Allemands dans un autre wagon. Et on a été évacué jusqu'à Nantes: les hôpitaux étaient déjà pleins par ici!"*

Après deux mois d'hôpital à Nantes, puis une très longue hospitalisation à Bourgneuf-en-Retz, face à l'île de Noirmoutier et une convalescence très pénible due à sa grande gêne respiratoire, Antoine Sibert sera réformé à titre définitif en 1916.

Joannès Peillon (cl. 06), boulanger à Saint-Etienne après la guerre, incorporé au 38^e R.I. de Saint-Etienne, a été grièvement blessé aux deux bras, par éclat d'obus et par balles, à la bataille de la Marne, le 7 septembre 1914, a vu son caporal mourir à ses côtés, et a passé aussi une nuit sur le champ de bataille: *"J'ai été blessé au début, le 7 septembre 14. On était en ligne et puis on avançait. Eux, ils nous tiraient dessus. C'est à ce moment-là, en avançant, que pas mal nous avons été blessés. C'est un obus: quand il a éclaté, ça m'a cassé le coude, là. Et puis après...J'avais mon copain qui était à côté de moi, le caporal, qui m'a dit: "Que veux-tu que je te fasse?" Je lui ai dit: "Mets-moi mon sac puis ma vareuse devant!". On avançait par bonds, vous comprenez. Alors, il m'a pris mon sac, et il me l'a mis devant mon nez. Et il s'est remis en place. Mais, il est arrivé un autre obus, lui, ça l'a tapé en pleine tête, ça l'a tué. Il m'a crié: "Adieu, Peillon!" qu'il m'a crié. Et moi, ça m'a... J'avais le bras tout emporté et puis deux balles dans le coude. Je l'ai regardé, et puis je suis tombé dans les pommes. Il se grattait comme ça, et puis il a plus bougé."*

E- *Il a eu le temps de vous parler quand même?*

T- *Ah ben, il m'a dit: "Adieu, Peillon!" qu'il m'a fait: c'est tout. "Adieu, Peillon!" Alors, je l'ai regardé, et comme j'avais pris mon compte aussi, j'ai tombé dans les pommes aussi tout de suite. Et puis les autres sont partis: on s'occupait pas de ceux qui restaient, tant pis! Alors, je suis resté toute la nuit avec lui, Coquelet, qui était à côté, et puis d'autres qui étaient étendus! Et Coquelet était mort, lui, il avait été tué. Ça a été une nuit, je me rappelle, on était couché, le temps était sec, on entendait le roulement d'artillerie sur la terre, ça résonnait... [bribes de conversation sur ses blessures] J'ai passé la nuit, on entendait le roulement des machins d'artillerie, je me souviens. Et puis la bataille a repris le 8 septembre au matin: c'était infernal, ça crachait de partout. J'ai dit à Coquelet qui était mort à côté de moi: "Mon vieux Coquelet, je vais pas tarder d'aller te rejoindre; y en a pas pour longtemps!" Ça tombait à plein... La mort a pas voulu de moi... Le 8, j'ai pu me relever sur mes genoux. Je suis reparti avec mes bras comme ça, et puis... Parce que Coquelet, quand j'étais blessé, il m'a coupé tout mon équipement, les cartouchières, le sac, tout ça: il m'a libéré de tout ça: c'était déjà quelque chose, vous comprenez. Alors je suis parti du côté où on était venu. Et sur la route, c'était jonché de blessés; dans un endroit, y en avait au moins une dizaine qui étaient étendus, de types, là!*

E- *Les brancardiers n'avaient pas eu le temps de passer?*

T- *Oh non! C'était en pleine bataille. Et puis j'ai continué, j'ai retrouvé des compagnies de mon régiment, des compagnies qui étaient éparpillées un peu plus loin ... Sur une ferme, y avait le drapeau de la Croix Rouge: je me*

⁸ Antoine Sibert a spontanément employé le passé simple et l'imparfait du subjonctif!

dirigeai de ce côté, vous comprenez. Et j'ai senti des balles qui me passaient dans les oreilles; je me disais: "Tu veux⁹ pas aller bien loin!" Et puis, en effet... Je m'en suis tiré quand même: c'est que je devais pas y passer. Parce que les balles... j'entendais que quiner, quiner¹⁰ autour de mes oreilles! C'était pas mon heure, tout simplement!

E – Donc vous avez pu arriver à la Croix Rouge?

T- Non! Je suis arrivé sur un tertre, là-haut, qui avait des meules de paille, comme ça. Puis dans une meule de paille, y avait des officiers qui étaient là.. Et puis je me suis adossé contre une meule de paille, j'ai perdu connaissance, j'ai dégringolé...Alors, y a un officier qui était là, qui a dit à un bonhomme, des brancardiers du 305 qui passaient: "Enlevez cet homme, emmenez-le à l'infirmerie!" Y avait une grande ferme qui servait d'infirmerie, avec le drapeau de la Croix Rouge dessus. Alors ils m'ont pris sur un brancard et ils m'ont emmené à la ferme de la Croix Rouge...

E – Et là, on ne vous a pas opéré?

T- Oh! On opérât pas! Rien du tout! On était des centaines là-dedans, dans la cour de cette ferme! Y avait une grande cuisine. Quand je me suis rappliqué, je me rappelle, j'ai dit au cuisinier... J'avais faim, vous comprenez, y avait un moment qu'on bouffait rien du tout! Je lui dis: "Donne-moi quelque chose à manger". Il m'a dit: "Oh! c'est défendu! Ils veulent pas!" Alors, il m'a donné un quart de bouillon gras: ça m'a fait du bien. Et puis je suis reparti dans la cour. Et puis, à un moment, le tir allemand s'allongeait, on voyait les obus qui venaient éclater sur nous. Alors y en a un qui est venu dire: "Ceux qui ont des jambes, partez, parce que c'est bombardé!" En effet, c'était bombardé. Alors, moi qui avais des jambes, j'ai foutu le camp dans le village."

Finalement, Joannès est transporté à la gare la plus proche, évacué par un train de wagons à bestiaux jusqu'à Paris, puis jusqu'à Rennes où la gare est transformée en hôpital, et où il échappe de peu à l'amputation d'un bras: "Dans cet hôpital, j'y suis resté six mois. J'ai fait un mois et demi de campagne et j'ai fait six mois d'hôpital! Parce que j'avais le bras qui était cassé, là, et puis qui suppurait toujours; et dans l'articulation, y avait des morceaux d'os, puis des morceaux de plomb qui infectaient. Le bras était infecté, quoi! Le médecin voulait même me couper le bras! C'est une sœur qui a dit: "Non, il faut pas lui couper, laissez-le quand même!"

E – On amputait facilement à l'époque, je crois...

T – Oh! Ils demandaient qu'à tailler! On voyait que des gens qui couraient avec des bras... On y faisait pas attention...

Joannès sera réformé définitivement en 1915. Il concède avoir reçu "la bonne blessure" appelée aussi la "fine blessure": "Bien sûr! C'était ce qu'on appelait la bonne blessure à ce moment-là. Surtout dans les abattis¹¹, hein!". Mais sa blessure constituera un lourd handicap pour son métier de boulanger.

Il donne par ailleurs un témoignage intéressant, et original par son impartialité, sur la pénurie de nourriture pendant la bataille de la Marne, frappant encore plus les officiers, selon lui: "Oh! On parlait pas de manger! on mangeait rien du tout! Un croûton de pain! J'ai vu notre commandant, le commandant Maillard, au cours de la bataille, eh bien un trognon de pain qu'il a trouvé par terre, il l'a ramassé et il l'a mangé, hein! Un trognon de pain qu'il a trouvé par terre! Le commandant Maillard! Y avait rien à bouffer. Le ravitaillement ne venait pas! Et surtout pour les officiers, qui n'avaient pas de sac. Nous, nous avons toujours du ravitaillement, des biscuits, des machins. Mais les officiers, ils avaient pas de sac, ils avaient rien!"

Le dernier témoin blessé est le plus connu de toute la liste, à vrai dire le seul connu à l'échelon national: **Antoine Pinay**, alors maréchal des logis au 5^e R.A. de campagne dont nous avons présenté la réaction à l'ordre du jour du général Joffre.

Il raconte, dans un témoignage recueilli dans sa maison de Saint-Chamond, le 19 septembre 1987, quatre ans avant sa mort à 100 ans, en décembre 1991, comment sa blessure le troisième jour de la bataille de la Marne a achevé sa participation à la guerre de 1914-1918¹² et comment il a failli être amputé de l'avant-bras droit: "Le 9 septembre, j'ai été blessé entre Meaux et Nanteuil-le-Haudouin. Nous étions en batterie, nous tirions, et nous avons reçu des obus: plusieurs obus devant, derrière, très près. Puis il y en a un qui est tombé sur le canon de ma pièce, a tué des hommes, et blessé. Nous sommes restés deux, deux vivants, le pointeur et moi-même... J'étais chef de la quatrième pièce. [suit une séquence sur l'organisation de la batterie] Je suis tombé, bien entendu. On m'a chargé sur un brancard et on m'a emmené en arrière des pièces, et je suis resté là assez longtemps, jusqu'à ce que le bombardement se soit calmé, pour qu'on m'emmène un peu plus loin. Et nous sommes restés deux jours dans une ferme abritée, attendant qu'un train vienne pour nous emmener en arrière. Et il est arrivé un train qui amenait du

⁹ "Tu veux pas aller bien loin!" : en français local forézien, vouloir est employé pour le futur proche, au sens d'aller ("Tu vas pas aller bien loin")

¹⁰ "Quiner" qualifie en patois et en français local forézien un bruit aigu, hurlement ou gémissement, généralement employé pour un animal: le cochon quine quand on le saigne, un chien quine quand il a mal.

¹¹ "surtout dans les abattis" : formule humoristique pour désigner les membres (comme ceux de la volaille), la blessure aux membres étant censée moins dangereuse que la blessure au tronc ou à la tête

¹² A ce propos, il convient de signaler qu'existe un lien entre Antoine Pinay et le mythe de Verdun. Un historien aussi célèbre (et académicien de surcroît) que René Rémond participant à une émission spéciale des *Jours du siècle* sur Antoine Pinay, à France-Inter, le 28 novembre 1996, a affirmé par deux fois qu'Antoine Pinay avait été blessé à Verdun et bénéficiait ainsi de l'aura du blessé de Verdun quand il est devenu Président du Conseil en 1952.

matériel d'artillerie. On a très rapidement nettoyé les wagons où étaient installés les chevaux et le matériel, et nous sommes partis. Là-dessus, pendant deux jours, nous avons cherché un hôpital qui veuille bien nous accueillir"

E- Mais vous étiez tout de même pansé? Est-ce que vous aviez eu un pansement?

T- Oh! J'étais pansé avec mon pansement individuel. Je n'avais rien autre. Je n'avais jamais été pansé par des professionnels de la médecine. Tous les militaires avaient un pansement individuel dans leurs poches, et c'est avec ce pansement individuel qu'on m'a fait un pansement. Mais je sentais très bien que ma blessure s'infectait. Alors, nous sommes allés au Havre, nous sommes allés à Dieppe; nous sommes allés dans différentes villes, et partout où nous arrivions les hôpitaux étaient pleins, et nous repartions plus loin. Et nous sommes arrivés à Chartres. Et à Chartres, le train s'est arrêté en gare, et on a descendu les plus grands malades. Et moi, j'avais une... ma blessure s'infectait, je le sentais très bien. Je suis allé aux toilettes pendant qu'on enlevait les blessés, et j'ai laissé partir mon train, et on m'a emmené à l'Hôpital, l'Hôtel-Dieu de Chartres, avec les plus grands blessés, et là on m'a pansé. Et alors ma blessure était très très infectée et j'ai eu une chance inouïe, car j'étais sur la table d'opération, on était en train de me raser le bras pendant que le chirurgien se lavait les mains pour m'amputer de l'avant-bras. Le chirurgien s'appelait le docteur Allaume, je me rappelle très bien. Et le maire de Chartres, c'était un médecin, c'était le frère du général Maunoury, c'était le docteur Maunoury. Et pendant que le médecin se lavait les mains et qu'on me rasait le bras, il est rentré dans la salle d'opération; il venait d'amputer un de ses neveux à Bourges. Il y a une raison pour que je vous donne ce détail. Et alors, il est allé trouver le docteur Allaume, je les ai entendus bavarder un petit peu: "Qu'est-ce qui est arrivé?". Le docteur Allaume lui a dit: "Eh bien, l'hôpital est plein, et il est arrivé un train de blessés et nous n'avons que de grands blessés". Puis alors, il lui a dit à un moment donné: "Et celui-là, qu'est-ce que tu vas lui faire?". Alors, ils sont venus, il est venu vers moi et il lui a dit: "Ben voilà, je vais l'amputer." Et le docteur Maunoury m'a pris le bras, m'a tâté, et il a dit: "Moi, je ne l'amputerais pas!". Il lui dit: "Mais si je ne l'ampute pas aujourd'hui, demain il aura de la gangrène, et au lieu de lui laisser l'articulation du coude, je serai obligé de le désarticuler!". Et alors, le docteur Maunoury lui dit: "Mais c'est à nous d'empêcher la gangrène! Essayons!". Et alors ils ont fait venir une sorte de plat étroit, vous savez, comme les plats dans lesquels on fait cuire les poissons. Ils m'ont mis le bras, ils m'ont fait un tas de trous (il y a d'ailleurs quelques traces encore, quelques petites blessures). Ils m'ont fait un tas de trous dans le bras qui était très enflé, qui sentait vraiment mauvais. Et puis ils ont pressé les deux côtés pour faire tomber le pus. Et quand ils ont eu bien vidé le bras du pus, ils m'ont vidé une bouteille d'eau oxygénée sur le bras. Puis ils m'ont fait un gros pansement, et le docteur Maunoury a dit: "Ecoute, mon petit, je crois que tu garderas ton bras." Et le lendemain, on m'a repansé, et il m'a dit: "Eh ben, tu garderas ton bras". J'ai eu une chance inouïe, car ils auraient crevé en revenant de Bourges, ou ils auraient trouvé un passage à niveau fermé, ils auraient perdu un quart d'heure: j'étais amputé!"

Ramené à Lyon au début de novembre 1914, soigné à l'hôpital Desgenettes, puis dans divers hôpitaux lyonnais jusqu'à la fin de 1916, Antoine Pinay sera réformé définitivement en 1917. Il gardera toute sa vie trois doigts paralysés et insensibles à la main droite. Aurait-il fait la même carrière politique s'il avait été amputé du bras droit?

Antoine Pinay, Joannès Peillon et Antoine Sibert, et d'autres ont vu leur guerre s'arrêter au bout d'un mois de campagne, car après une longue hospitalisation, ils seront considérés comme totalement inaptes au combat, et réformés à titre définitif. Tous n'auront pas cette "chance" relative...

L'accueil enthousiaste de la victoire de la Marne et la naissance de l'expression "le miracle de la Marne"

Etienne Becouse (né en 1893, mais engagé en 1911), dessinateur industriel à Lyon avant la guerre, contremaître aux usines Seguin à Lyon jusqu'en 1939, puis vigneron à Saint-Nizier-sous-Charlieu, est maréchal des logis au 36^e R.A de campagne de Moulins (il sera capitaine lors de la seconde guerre); après des combats en Lorraine, son régiment d'artillerie est ramené en chemin de fer dans l'Oise en septembre, ce qui le conduit à emprunter, le 12 septembre, la ligne de ceinture de Paris, et à assister à la liesse de la victoire de la Marne. Il donne une bonne idée de cet enthousiasme dans ses « *Souvenirs de guerre du capitaine B.* » (pages 30-31):

12 septembre – Dans une gare proche d'Epinal nous embarquons. Puis la division entière se retrouve en gare de Villeneuve-Saint-Georges où tous les trains ont convergé. Par des journaux que nous tendent des employés du P.L.M. nous apprenons la victoire de la Marne.

Le train s'ébranle de nouveau en empruntant la ligne de ceinture: Montmorency, Enghien... l'enthousiasme devient délire tant il est vrai que les parisiens n'ont rien à envier aux méridionaux. Souvent, le train stoppe; aux passages à niveau, dans les gares, la foule nous acclame, brandit des journaux, se précipite aux portières les bras encombrés de victuailles: du jambon, du pain, des poulets rôtis, du vin vieux, elle nous offre ce qu'elle a de meilleur, d'un seul élan, d'une seule joie reconnaissante. Chaque homme peut se régaler au moins d'une tranche de jambon et d'une bonne bouteille.¹³*

Dans les wagons, le courage et la bonne humeur renaissent. Pourtant des femmes pleurent à la vue de notre air éreinté, de nos vêtements déchirés, de nos caissons et boucliers de canons cabossés.

¹³ E. Becouse rajoute ici en note: "Ce régime coupa la dysenterie qui nus anémiait"

Personne ne sait où nous allons. Le Capitaine pas plus que nous. A chaque gare, il reçoit un pli cacheté valable jusqu'à la halte suivante. Enfin à Creil, dont la gare a été brûlée par les Allemands, nous recevons l'ordre de débarquer et de nous diriger sur Compiègne."

Toutefois, en analysant les titres des journaux de l'époque, **Jean-Jacques Becker** dans sa monumentale étude *1914: comment les Français sont entrés dans la guerre* en est amené à relativiser cet enthousiasme: "*aucun titre ne dépasse deux colonnes de largeur, les caractères sont de taille fort modeste. La largeur des titres était, il est vrai, réglementée par la censure, mais si la nouvelle de la victoire avait vraiment provoqué des transports d'allégresse, les directeurs de journaux n'auraient-ils pas transgressé les instructions officielles?"*¹⁴. Aussi est-il tenté de parler plus de soulagement que d'enthousiasme, l'allégresse de la victoire de la Marne lui paraissant une sorte de construction mémorielle a posteriori. Mais le témoignage d'Etienne Becouse, pour ponctuel qu'il soit, ne paraît pas sujet à caution... Nous pourrions par ailleurs invoquer l'hebdomadaire très diffusé, *L'Illustration*, qui dans son numéro du 12 au 19 septembre 1914, titre sans ambages, mais pas en couverture, cet hebdomadaire ayant une "une" uniforme dans tous ses numéros: "*LA GUERRE – Victoire franco-anglaise et victoire russe*" et se réfère à l'expression retenue par l'histoire de "*victoire incontestable*" du général Joffre: "*C'est une grande victoire, une victoire incontestable*" selon les termes mêmes employés par le général Joffre dans son ordre du jour de félicitations à ses armées".

Le "*miracle de la Marne*" et ses explications

La victoire de la Marne, si inespérée, a souvent été qualifiée de "*miracle de la Marne*", expression entendue dans son sens profane de surprise extraordinaire, mais aussi dans son sens religieux plein, d'intervention divine. Selon **Jean-Jacques Becker**, dans l'ouvrage précité, le premier à avoir employé cette expression, souvent reprise après, serait **Maurice Barrès**, romancier, journaliste et député, chantre de la droite nationaliste, dans un article de décembre 1914: "*Le premier à avoir utilisé le terme est vraisemblablement Maurice Barrès, dans un article du 22 décembre 1914, où il affirmait: "C'est l'éternel miracle français, le miracle de Jeanne d'Arc...la sainte et patronne de la France"*¹⁵. Rien d'étonnant à ce qu'un homme comme Barrès attribue à Jeanne d'Arc, bien qu'elle ne soit pas encore canonisée (elle le sera en 1920, après avoir été béatifiée en 1909), l'intercession auprès de Dieu, car la sainte guerrière est invoquée pour protéger l'armée française dans toutes les paroisses de France, comme en témoignent l'installation de statues dans de nombreuses églises et l'érection de statues publiques monumentales dans les villes, comme à Saint-Etienne.

Mais Barrès n'a dû que reprendre une explication religieuse qui a fleuri dès l'obtention de la victoire, en septembre, s'il faut en croire deux de nos témoignages.

Ainsi **Antonia Reymondon**, née en 1893, jeune mariée depuis avril 14, âgée de 19 ans, agricultrice, écrit, non sans un léger scepticisme le 17 septembre 1914 de son hameau de Sabonnaire, à Saint-Maurice-en-Gourgois à son mari Eugène, né en 1878, à ce moment sergent au 3^e B.C.A. de Barcelonnette: « *Il y a quelque temps il nous avait été dit que l'on voyait une étoile qui représentait le drapeau français. Nous en doutions. Mais il paraît que c'est réel. On ne peut la voir qu'avec une longue vue. Plusieurs personnes de la commune l'on* aperçue et mardi dernier Antony Neyron de la Rivière nous a dit qu'il l'avait vu* lui-même, qu'on distinguait parfaitement la lance et que la poignée du drapeau paraissait brillante comme de l'or. On prétend que c'est signe de victoire. Tu diras peut-être que je te conte une blague mais c'est tel qu'on nous l'a dit* ». On voit se renouveler ici une vision dont on a eu une version juste à la déclaration de guerre (témoignage Gazel de La Chamba, cité au chapitre correspondant).

Beaucoup plus affirmatif est le très croyant **Joseph Sorgues** (cl. 15), originaire de Romanèche-Thorins (Saône-et-Loire), enseignant au pensionnat catholique de Belleville-sur-Saône, qui ne doute pas de l'origine divine de ce miracle de la Marne. Impatient de partir se battre, il écrit dans son journal à la date du samedi 12 septembre 1914: "*Notre succès s'affirme, les Allemands ont reculé de 60 km en 4 jours, depuis le 8 septembre. Serait-il permis de voir là une coïncidence, les prières adressées à Marie en ce jour*¹⁶ *auraient-elles décidé de la retraite allemande? Bossuet l'avait déjà dit: "Les mains levées vers le ciel enfoncent plus de bataillons ennemis que les mains armées de javelots." C'est encore plus vrai aujourd'hui que la France est divisée en deux armées: l'une combat et verse son sang à la frontière, et l'autre prie et fait monter l'encens à l'intérieur du pays. Dans chaque paroisse, la foule émue et recueillie se rassemble tous les jours, matin et soir, pour implorer la protection du Dieu des armées pour nos soldats et notre Patrie. Prions, oui, prions sans cesse et nous aurons la victoire.*" On retrouve ici la division médiévale entre "bellatores" et oratores", à ceci près que les combattants ne sont plus des chevaliers nobles, et les orants pas que les membres du clergé...

Cependant d'autres Poilus ont une explication plus profane, et diminuant quelque peu le rôle de la bravoure des armées française et anglaise.

Armand Primpier (cl. 12) de Roanne, horloger avant guerre, représentant en textiles après, musicien-brancardier au 121^e R.I. de Montluçon, se trouve, après la Lorraine, dans l'Oise au moment de la bataille de la

¹⁴ Jean-Jacques Becker, *1914: Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1977, p. 560

¹⁵ Jean-Jacques Becker, *1914: comment les français sont entrés dans la guerre*, op.cit., p. 565.

¹⁶ Rappelons que le 8 septembre est la fête de la Nativité de la Vierge Marie, une des grandes fêtes mariales.

Marne. Il reprend spontanément l'expression de l'époque, le "miracle de la Marne". : *"y avait absolument rien d'organisé! On s'est battu bêtement! Alors que les Allemands! O yo yo yo! Vous savez, je comprends pas que... la Marne, c'est un peu le miracle! C'est un peu le miracle, la Marne!"*

A ce "miracle de la Marne", Armand Primpier donne une explication plus prosaïque que l'intervention divine, au point qu'il parle de *"bouteille de la Marne"*, reprenant sans doute un jeu de mots familier parmi les soldats, en transposant son expérience d'une bataille de juillet 1918: *"Je les ai vus à Château-Thierry, quand les Allemands avaient percé là-bas. On s'était battu, nous, on les a arrêtés à La Ferté-Milon ... Et les Allemands ont pris une dérouillée! J'ai compris un peu la bouteille de la Marne! Parce qu'à la Marne, quand les Français se sont retirés, ils (les Allemands) sont tombés dans les caves de champagne, et je pense qu'ils s'en sont pas privés! Eh ben, La Ferté-Milon, ça a été pareil. Les Allemands étaient pas habitués au champagne... Parce que derrière les meules de paille, on a trouvé des "cadavres", des types qui étaient saouls, des Allemands!*

T – *Donc pour vous, une des explications de la victoire française de la Marne...*

T- *Oh! Je crois que le vin a joué!"*

Marius Verdier (cl. 17), agriculteur à Rozier-en-Donzy, incorporé en janvier 1916 avec sa classe, atteste que cette explication par la "bouteille de la Marne" a connu un large écho: *"En 14, la France a été blackboulée... La bataille de la Marne n'a pas duré longtemps. Comme y en a beaucoup qui l'ont dit à ce moment-là... Ils disaient que s'ils (les Allemands) sont pas arrivés à Paris, c'est à cause qu'ils ont trop bu de champagne! Ça se disait beaucoup! (rire) Parce qu'ils sont passés en Champagne, du côté de Reims, d'Epernay, ils sont rentrés dans les caves... Ça se disait! En rigolant peut-être, mais y avait ben un peu de vrai! Je l'ai entendu dire par des anciens qui avaient fait la guerre en 14, qui étaient au régiment à ce moment-là..."*

Joseph Richard (cl. 16), agriculteur à Bourg-Argental, qui sera incorporé au 2^e Régiment de Zouaves de Lyon en avril 1915, corrobore encore cette rumeur: *"D'abord, ce qui les a perdus, les Allemands en 14... Ils seraient bien venus à Paris s'ils avaient pas trouvé...à boire! C'est la Champagne qui les a arrêtés! Ils se sont couflés!"¹⁷ (rire général). Ah! mais c'est vrai! Mais c'est vrai! Ils seraient venus à Paris du premier coup, en 14!"*

Est-ce un hasard que ces témoignages sur le rôle néfaste du champagne pour l'efficacité de l'armée allemande émanent de Poilus trop jeunes pour avoir combattu à la Marne, et qu'aucun de ceux qui y ont combattu n'en fait état? Désacralise-t-on une victoire à laquelle on a contribué? Ou ne cherche-t-on pas à désacraliser une victoire trop pesante, à laquelle on n'a pas participé, quand on n'en remporte plus?

Un avis divergent

A propos de la bataille de la Marne, un de nos témoins, un seul, émet une vision négative. Mais on sait qu'un seul témoignage recueilli peut refléter une opinion répandue bien au-delà de son auteur, surtout quand elle se réfère aux rumeurs courant alors parmi les soldats.

Antonin Cote (cl. 16) agriculteur à La Prugne (Allier), puis par suite de son mariage agriculteur à Saint-Priest-La-Prugne (Loire), qui n'a pas combattu à la Marne puisqu'il n'a été incorporé avec sa classe qu'en décembre 1914 (au 121^e R.I. de Montluçon), ne partage pas l'euphorie générale à propos de la victoire de la Marne, et donne un témoignage qui reflète des rumeurs qui ont couru sur la trahison des chefs:

T- *"J'ai toujours entendu dire que le général Joffre... Vous avez entendu parler de Joffre?"*

E- *Ah ben bien sûr!*

T- *C'était un vrai Boche! Un vrai Boche! Et c'était lui le chef de tous les gros de chez nous!*

E- *Ah bon? Vous l'avez entendu dire?*

T- *Oui! Que c'était le vrai Boche! Il aimait mieux les Allemands que les Français! ... Il nous faisait ben tirer des obus, à la bataille de la Marne (c'est une grande bataille, on l'a gagnée, nous), il faisait tirer des obus à blanc, voulant dire: "Ils sont à bout! Les Français sont à bout de calle! Ils tirent des obus à blanc! Ils en ont plus d'autres!" . Les obus à blanc, ça pétait aussi fort que les autres, mais ça faisait pas de mal! C'était du carton! Et ben il en faisait tirer des bons et des mauvais! Alors pour faire voir qu'on était à bout de forces!*

E- *Ah bon? Vous pensez que c'était une trahison alors?*

T- *Parfaitement! Et soi-disant que c'était vrai! Joffre, le Joffre, était mieux pour les Allemands que pour nous!"*

On retrouvera plusieurs fois, mais à propos de défaites, comme celle du Chemin des Dames en 1917, ce thème de la trahison des chefs portée par une vision socialisante consciente ou inconsciente (*"Un vrai Boche! Et c'était lui le chef de tous les gros de chez nous"*).

L'arrivée des prisonniers allemands de la Marne à l'intérieur du pays

Jean Roche (cl 14) ouvrier dans une filature de coton à Lay, puis après guerre employé aux usines Conté (crayons) à Régny puis Jalla (tissu éponge) et enfin employé à l'arsenal de Roanne à partir de 1938, se souvient d'avoir vu arriver à Clermont-Ferrand, où il venait juste, avec la classe 14, d'être incorporé au 92^e R.I., les premiers

¹⁷ *"Ils se sont couflés"*: ils se sont emplies...de champagne!

Allemands faits prisonniers à la bataille de la Marne: "Une nuit, on a entendu des bruits toute la nuit, les camions qui rentraient à la caserne: c'étaient les premiers prisonniers allemands que l'armée française avait faits à la bataille de la Marne. Alors on ne savait plus où les mettre! On les bourrait dans les chambres comme on pouvait! Et comme j'étais cabo (caporal) j'étais chargé avec deux types de leur porter du bouillon. On avait fait cuire de la viande de bœuf, on leur portait du bouillon, je leur donnais ça. Ils avaient pas de quart, je leur prêtais un quart les uns aux autres... Alors, je me souviens, j'ai tapé sur l'épaule à un, je lui ai fait voir mon képi, il a répondu: "Nein! Nein!" Oh! ils étaient patriotes! Ils étaient prisonniers, mais patriotes!"

E- Et comment est-ce qu'ils étaient accueillis, ces premiers prisonniers allemands?

T- A Clermont-Ferrand, je vous dis, y a des femmes qui les accompagnaient... De la gare on les amenait en prison, ils avaient pas fait de mal mais... qui était à côté de la caserne du 92. Je me rappelle souvent, y avait une équipe de soldats français qui les encadrait... Les femmes tapaient dessus! Les femmes couraient après, les soldats français les écartaient, mais elles revenaient avec l'ombrelle pour leur taper dessus!"

Il valait mieux pour eux, sans aucun doute, être poursuivis à coup d'ombrelles par des auvergnates vindicatives plutôt que de périr sur le champ de bataille, ou d'être abattus lors de leur reddition, comme le cas est arrivé...

En marge de la bataille de la Marne: la naissance du mythe de l'enfant-soldat Emile Desprès

Joseph Sorgues, né en 1895 à Romanèche-Thorins, instituteur au pensionnat catholique de Neuville-sur-Saône, ne sera mobilisé qu'à partir du 20 décembre 1914 ; comme on l'a vu, il s'est exalté sur le "miracle de la Marne" à qui il a pleinement donné le sens religieux de l'expression. Quelques jours après, faisant suite aux atrocités allemandes de fin août dénoncées dans les journaux en septembre, il relate le 18 septembre l'exécution d'**Emile Desprès** qui allait devenir le prototype de l'enfant héroïque, une fois son histoire mythifiée par la presse, les monologues et la chanson, et chante son panégyrique empreint de ferveur patriotique et chrétienne : « *Les journaux publient une histoire qui s'est passée dans le Nord et que je ne veux pas manquer de lire à mes élèves pour leur inspirer de l'admiration pour un si bel héroïsme. En arrivant près de Lille, au coron d'Ouchy, les Allemands entrés dans une ferme houspillaient la maîtresse de maison ; dans un coin gisait un soldat français grièvement blessé au bassin d'un éclat d'obus qui, ne pouvant supporter les obscénités et la lâcheté ignoble du lieutenant allemand à l'égard d'une femme, l'abattit d'un coup de revolver. Grand émoi ! les soldats féroces prennent le sergent et, à coups de poing et de pied, le traînent jusqu'au pied d'un mur où se trouvaient déjà quinze malheureux mineurs qu'on allait fusiller. Pendant qu'on allait chercher un officier pour commander le feu, le sergent, brûlé de fièvre, avise un gamin de 14 ans, Emile Desprès, qui se trouvait là et lui demande à boire. L'enfant bondit et rapporte de l'eau au blessé qui boit avidement ; mais il est saisi, jeté aussi à terre et piétiné, et on le met avec les condamnés pour le fusiller, lui aussi. Mais le capitaine allemand, barbare et féroce, dit au gamin : « Tu ne seras pas fusillé à condition que tu tues toi-même le sergent. Il te demandait à boire, tu vas lui envoyer du plomb. » Le gamin prend le fusil, vise en face le sergent, puis au commandement de « feu ! », se retourne agilement et abat à bout portant la bête féroce qui venait de lui commander ce crime. Il fut aussitôt criblé de balles et lardé de coups de baïonnettes. Admirable enfant ! Digne frère des Bara, des Viala¹⁸ et de tant d'autres dont s'enorgueillit notre pays. Je suppose que la belle petite âme est montée tout droit là-haut, pour dire à ceux qui tombèrent en 1870 que leurs fils n'ont pas dégénéré et que tout le monde chez nous est animé de la même haine contre l'Allemand envahisseur et cruel. Tu as bien mérité le monument qu'on va t'élever, pour lequel une souscription est déjà ouverte dans ton pays ; ce monument dira à tous tes petits frères de France comment tu es mort, et ton histoire, racontée partout, mettra dans leurs veines au sang pur le frémissement des belles actions et des nobles héroïsmes ! »*

La chanson « *Sur la mort de l'enfant Emile Desprès* » ainsi que celle « *Sur la mort de l'enfant de sept ans aux yeux rieurs* » tué par les Uhlans m'avaient été spontanément chantées lors de mon enquête de thèse, en 1975, à Sury-le-Comtal par **Benoît Baudet**, ancien maçon né en 1904, qui les avaient apprises à l'école publique. Une enquête sur Internet révèle que les rues « *Emile Desprès* » abondent en France, même si, sans doute, ce nom n'évoque plus grand chose pour l'immense majorité des gens.

Stéphane Audouin-Rouzeau analyse longuement ce mythe dans sa contribution « *L'enfance héroïque en 1914-1918* » à l'ouvrage collectif *Guerre et Cultures 1914 – 1918*¹⁹. Il affirme que « *L'enfant-héros le plus célébré – et de très loin – par la propagande, et totalement oublié depuis, fut Emile Desprès, emblème à lui seul de*

¹⁸ Joseph Bara (1779 – 1793) et Joseph Agricol Viala (1780-1793) sont deux enfants-héros de la I^{ère} République, encensés par les livres d'histoire de la III^{ème} pour servir de modèles d'attachement indéfectible à la République. Le premier, natif de Palaiseau, suivant l'armée républicaine, fut pris par des Chouans, près de Cholet, en décembre 1793 ; sommé de crier « *Vive le Roi !* », il cria « *Vive la République !* » et fut exécuté ; le second, né à Avignon, fut tué la même année, en juillet, à treize ans, en tentant de détruire un pont pour empêcher les royalistes de traverser la Durance. Cet engagement héroïque au côté des « *Bleus* », contre les Royalistes, les excluait en revanche des manuels des écoles confessionnelles...

¹⁹ *Guerre et Cultures 1914 – 1918*, ouvrage collectif dirigé par Jean-Jacques Becker, Jay M. Winter, Gerd Krumeich, Annette Becker et Stéphane Audouin-Rouzeau, Armand Colin, 1994 ; article pp. 173-182

l'héroïsme juvénile en temps de guerre » et raconte d'abord son histoire dans un récit similaire, dans ses grandes lignes, à celui de Joseph Sorgues, hormis l'origine : Lourches et non Ouchy. Puis il révèle que ce drame est la « *version déformée d'un fait réel* », Emile Desprès s'appelant en fait Victor Dujardin, et étant âgé de 18 ans et non de 14 : si le changement de nom (imputable à quoi ou qui ?) ne modifie pas l'histoire, le rajeunissement de la victime rajoute au pathétique, donc à son héroïsme, et à la barbarie de ses assassins. La force du mythe vient de ce que ce « *Bara du premier conflit mondial* » incarne, dans son statut d'enfant usant de la ruse pour retourner le fusil sur l'officier allemand inhumain, « *la victoire du faible sur la brute, de la morale sur la violence aveugle* » (p. 178), et devient représentatif de tous les enfants de France, et, à travers eux, de la noblesse et de l'héroïsme de l'âme française : « *Après tout, un enfant français était, parce que né français, un héros potentiel. Et le monde des adultes pouvait trouver là un motif de satisfaction, puisque c'était lui qui, par la formation dispensée avant-guerre, était à l'origine d'un tel gisement héroïque* ». [...] *Les enfants-héros d'aujourd'hui annonçaient les futurs adultes-héros de demain. Ils annonçaient surtout la victoire, prochaine, inévitable.* » (p. 179). Ajoutons, comme le sent bien Joseph Sorgues, qu'ils donnaient aussi un puissant motif pour haïr davantage l'ennemi en confirmant sa nature fondamentale de Barbare, à la pseudo-Kultur profondément inhumaine !

Un an après, la fameuse "victoire de la Marne" ne laisse pas que des images glorieuses dans l'esprit de ceux qui l'ont vécue. Ainsi **Etienne Tanty**, élève de khâgne à Paris, dont les lettres à sa famille sont parues sous le titre « *Les Violettes des tranchées – Lettres d'un Poilu qui n'aimait pas la guerre* », écrit dans sa lettre du 14 août 1915 évoquant l'année précédente: : « *Huit jours après, c'était Guise, la retraite et la bataille gigantesque de la Marne, quand on avançait à travers les campagnes ravagées et pleines de l'odeur de la mort, les carcasses des chevaux crevés ou déchiquetés par les obus, sous le soleil de septembre, les cadavres debout, aux figures noires, adossés aux maisons à l'entrée de Montmirail, les files de tirailleurs face à terre, fauchés par la mitraille dans la plaine sinistre de gueux et jetés dans des chariots, roides, dans l'attitude vivante où la mort les avait surpris, pêle-mêle entassés comme des lapins après une chasse* »²⁰

J'ai pu constater, à travers mes entretiens avec les Poilus, de 83 (en 1974) à 108 ans (en 2005) que le passage des décennies n'a pu enlever, même s'il en a affaibli la cruelle vivacité, ces images d'horreur de l'esprit de ceux qui les ont vues. La persistance rétinienne est ici implacable...

²⁰ Etienne TANTY « *Les Violettes des tranchées – Lettres d'un Poilu qui n'aimait pas la guerre* », avec une préface d'Annette Becker, édité en 2002 par France Bleu et Editions italiques, p. 502

Chapitre 5

Automne 1914 :
Aspects de l'évolution de la guerre

Chap. 5 - Automne 1914 : aspects de l'évolution de la guerre

"Eh ben on a avancé, mais on était à des kilomètres: plus de dix kilomètres, et il en sortait toujours! Et tout le monde était sur le terrain! C'est là que j'ai perdu la confiance! Ah oui, je l'avais déjà guère, mais alors là, je l'ai complètement perdue! "Ah, j'ai dit, on veut nous faire massacrer!". **Antoine Souchon**, classe 1913, Lentigny - Roanne

"Ça présentait aucun intérêt, de gagner un kilomètre: qu'est-ce que ça pouvait bien foutre!... Je parle de ça parce que je l'ai vu et que j'en ai discuté avec des amis avec qui on en a parlé pour d'autres coins. On faisait des attaques comme ça pourquoi? Parce que les chefs avaient peur qu'on leur reproche de pas attaquer!". **Jean-François Ollier**, classe 1913 (mais né en 1894), sergent en 14, futur capitaine en 18, et futur commandant de réserve en 34 – Saint-Etienne

"On profite de l'accalmie pour parcourir le champ de bataille et ramasser les grands blessés très nombreux. C'est sinistre à regarder, des morceaux de cadavres allemands et français mélangés dans le corps à corps". **Amand Beyron**, classe 1911, brancardier, Chazelles-sur-Lyon -Roanne

"Nous étions sur une crête, ma section, on était déployé en tirailleurs, et on avait en face de nous un bois. Et les Allemands étaient à la lisière de ce bois. Je voyais un peu bouger et on était canardé. Je vous garantis qu'on entendait siffler les balles. Ils nous avaient vus, eux, certainement. Et heureusement y avait des tranchées, on avait fait des tranchées » - **Joseph Gilfaud**, classe 1912, Ambierle

Des régiments déjà décimés en septembre 1914: le cas du 99^e R.I. de Vienne

On a vu dans les chapitres III et IV combien la saignée de la dernière quinzaine d'août, avec les combats d'Alsace et de Lorraine, et celle de la bataille de la Marne, pourtant une victoire, avait été épouvantable. Rappelons l'estimation de **Jean-Jacques Becker** déjà citée: "*Les pertes françaises pour les batailles livrées aux frontières et la bataille de la Marne étaient déjà de 250 000 morts*"¹. Mais comme tous les grands chiffres, celui-ci ne parle pas vraiment. Un document écrit précis va nous permettre d'évaluer ces pertes au niveau d'un régiment, sans doute exceptionnellement touché (sinon l'armée française aurait été presque anéantie au bout d'un mois et demi de combat), le 99^e R.I. de Vienne.

Amand Beyron (cl. 11), natif de Chazelles-sur-Lyon où son père, décédé en 1915, possédait une fabrique de chapeaux, bachelier, puis élève de l'Ecole supérieure de Tissage de Lyon, directeur après la guerre de plusieurs usines de fabrication textile pour le groupe Boussac, dont l'usine de Régnny dans la Loire, retraité à Roanne, a rédigé un journal de guerre écrit d'après ses carnets de guerre; musicien-brancardier au 99^e R.I. de Vienne (dont un bataillon est caserné à Lyon), il a tenu un compte précis des divers faits survenus au régiment, en même temps qu'à lui.. Son régiment a été engagé en août dans les Vosges, vers Epinal et Saint-Dié, puis en Alsace vers Sainte-Marie-aux-Mines, et décimé. Le compte minutieux qu'il donne à la date du dimanche 6 septembre 1914 permet de mesurer l'effroyable saignée du régiment :

"Nuit assez calme; on avait besoin d'un peu de repos et pour pouvoir manger un peu de soupe. Dans la matinée arrivent des renforts: 800 hommes envoyés d'urgence du dépôt de Vienne et d'autres dépôts de régiments du 14^e C.A. (Corps d'Armée) (99^e – 30^e 697^e et 140^e)

Effectif au départ de Lyon le 6 août:	3860 hommes
Pertes: tués, blessés, hors combats*	3700 "
Il reste au régiment le 6 sept ^{bre}	160 "
(Reçu au 5 sept ^{bre} des renforts, environ	2000)
A Vanémont, il restait ce jour 6 sept ^{bre} environ	500
soit	660
+	800
Il était temps de recevoir de nouveaux renforts	1460 »

En un mois, du 6 août (départ de Lyon) au 6 septembre, le régiment ne comporte plus que 160 hommes valides aux deux bataillons auxquels il faut ajouter les 500 hommes du premier bataillon, cantonné à Vanémont, à 20 km au nord de Gérardmer, dans les Vosges, qui n'a pas été engagé dans le dernier combat d'Alsace. Le régiment a donc perdu en un mois (tués, blessés, disparus, prisonniers sans doute) 3860 hommes – 660 = 3200 hommes, soit **82,9%** de son effectif! Et si l'on calcule sur les deux bataillons qui ont effectué tous les combats, en les estimant à 2/3 de l'effectif total de départ, soit 2573 hommes, comme il n'en reste plus que 160, les pertes (2413 hommes) se montent au pourcentage incroyable de **93,8 %!** Les renforts du 5 septembre (environ 2000 hommes)

¹ Jean-Jacques Becker, *La première guerre mondiale*, collection "Le monde de...", MA Editions, 1985, p. 116

et ceux du 6 (800) ajoutés aux 660 qui restent des combats d'août et de début septembre permettent de remonter les effectifs à 3 460, mais ce n'est plus le même régiment! Il est presque entièrement renouvelé. On mesure le flegme sidérant d'Amand Beyron concluant sobrement par cette formule euphémisée: "*Il était temps de recevoir de nouveaux renforts*"...

Ce nouveau régiment va-t-il connaître une assez longue période de repos lui permettant de panser ses plaies? Même pas. Transporté en train dans la Somme, il va livrer, du 23 au 25 septembre, la très meurtrière bataille de Framerville-Herleville, à 12-15 km au sud-ouest de Péronne. A la date du 25 septembre, Amand, le brancardier, écrit:

"Vendredi 25 septembre - A 6 heures violente canonnade sur nos lignes. L'aide-major et son médecin auxiliaire, blessés par éclats d'obus, sont évacués. Le nouveau commandant du 2^e bataillon, Duparc, est blessé grièvement et évacué. Les capitaines Bonnet, Michaux et Furtin le sont aussi. Vers 10 heures beaucoup de blessés arrivent des lignes de feu. Les allemands attaquent en force et avancent, appuyés par leur artillerie; quelques compagnies du 22^e et du 99^e réunies, devant un feu nourri des mitrailleuses allemandes retranchées dans les maisons, les fusillent à bout portant, et se replient sur Framerville avec notre poste de secours. L'artillerie allemande tirent* sur le village avec obus incendiaires, qu'ils avaient déjà brûlé à moitié le 29 août à leur première avance sur Paris. Vers le soir, notre infanterie qui s'est ressaisie attaque, avec le colonel Arbey en tête, les allemands*, par une charge à la baïonnette qui les fait reculer jusqu'aux premières maisons d'Erleville, mais avec beaucoup de pertes des 2 côtés. Avec le sergent Deygas (le seul gradé qui reste au poste de secours) nous nous réfugions dans une ferme intacte pour profiter d'un moment d'accalmie, pour manger un peu et ramener avec nous du linge propre pour faire des pansements, ayant épuisé tout ce que nous avons, et demander d'urgence à la division des pansements, alcool, teinture d'iode et remplacer la voiture ambulance détruite par obus, et des brancards. Dans la nuit, on nous apporte sur un brancard de fusils le colonel Arbey du 99^e mortellement blessé et qui meurt à l'arrivée. Il fut tué dans la charge à la baïonnette à la tête de son régiment. Toute la nuit, jusqu'à l'aube, défilé lamentable de blessés, rapidement évacués par ambulances divisionnaires sur l'arrière, à Montdidier".*

Amand rajoute en marge, avec une autre encre, manifestement plus tard: "*Grande bataille de Framerville et Erleville où le 99^e perdit 90% de son effectif*". Ce régiment, décimé à 83% début septembre, le serait à une proportion encore plus considérable à la fin de ce même mois de septembre! On comprend que l'année 1914 soit celle qui ait fourni le plus de tués sur nos monuments aux morts!

Le lendemain, 26 septembre, un répit dans les bombardements permet aux brancardiers de parcourir le champ de bataille: "*Vers 16 heures, l'artillerie allemande se calme, et l'ordre donné pour nous, de contre-attaquer de suite sur toute la ligne. Le restant du 99^e, presque complètement décimé, passe sous le commandement du commandant Dumas du 4^e Rég. colonial. On profite de l'accalmie pour parcourir le champ de bataille et ramasser les grands blessés très nombreux. C'est sinistre à regarder, des morceaux de cadavres allemands et français mélangés dans le corps à corps. A l'entrée d'un petit bois, sur la grand'route, près de 1500 allemands* fauchés par un groupe de notre 54^e Rég^t d'artillerie qui tirait sur eux à mitraille², à vue sur 300 mètres. Notre 75 est vraiment* un bon canon...*" Comme on le voit, la pitié et le patriotisme se partagent le cœur du narrateur.

Quant aux funérailles du colonel Arbey, tué à la tête de son régiment, elle fournit à Amand l'occasion d'une description poignante dans sa sobriété, ce même 25 septembre: "*A 17h ½ à l'église de Framerville qui finit de brûler, enterrement du colonel Arbey du 99^e. Le curé et ses clergeons nous ont aidé à creuser sa fosse au cimetière à côté de l'église. Le corps était porté par les sapeurs du régiment et musiciens, à tour de rôle. Suivaient le général Sorbet, commandant la 28^e D.I. et ses officiers supérieurs des divisions voisines; le drapeau du 99^e porté par le lieutenant Bercier de la C.H.R., une compagnie en armes, et de nombreux officiers des régiments voisins. Absoute à l'église, lugubre sous la canonnade qui continuait de plus en plus forte, et qui n'était éclairée que par qq. petits cierges et l'incendie du village. Dans la nuit, amenés par des paysans restés et réquisitionnés, sur des voitures, des charrettes*, des grands blessés recueillis sur le champ de bataille et que l'on évacuait rapidement à l'arrière".*

Parmi les morts de septembre 14, le cas d'un disparu: le caporal Frédéric Faure (cl.10)

Parmi les 27 témoins sur lesquels je possède des documents écrits, figure un seul soldat disparu (qui va donc représenter à lui seul dans cet ouvrage cette forme de mort), soldat présumé mort le 25 septembre 1914, à Foucaucourt-en-Santerre, au sud-ouest de Péronne dans la Somme: le caporal **Frédéric Faure** (cl. 10), du Chambon-Feugerolles, incorporé à ce même 99^e R.I. de Vienne à la mobilisation, puis versé au 22^e R.I. de Bourgoin début septembre. Prenons le temps d'évoquer la figure de cet unique disparu, à travers les quelques documents fournis par sa fille Clotilde, née trois mois après sa disparition. Clotilde Faure, épouse Besson, m'écrivait le 11 novembre 1987, répondant à un appel passé dans le journal local *La Tribune-Le Progrès*: "*Ce matin j'ai pleuré* lorsque j'ai lu votre article sur le journal, que de sacrifices pour ces maudites guerres. Je suis née le 20/12/14, mon cher Papa a été tué à Foucaucourt dans la Somme le 25/9/14 à* 24 ans*", et m'informe des

² Tirer à mitraille signifie tirer avec des obus contenant des fragments d'acier, des billes de plomb (shrapnells) qui provoquent une gerbe d'éclats très meurtrière.

conséquences pour elle: "Les Pupilles de la Nation n'ont rien fait pour moi, a* 13 ans, j'étais en usine, si Papa avait été de ce monde, j'aurai* continué mes études, ou appris un métier. Maman était remariée et pas question a* cela."

Frédéric, de son métier ajusteur-ébarbeur en usine au Chambon-Feugerolles, marié depuis un mois et demi (le 14 juin) écrivait le 5 août, de Vienne, à sa jeune épouse Marie, tailleuse de limes, qu'il savait enceinte: "Nous partons demain pour Longwy, à 4 heures 16 du soir. Ne te fait* aucun mauvais sang, je crois que sa* pourra s'arranger, si sa* ne s'arrange pas tu seras venger* toi, mon petit, et toute la famille. En France l'enthousiasme* règne, il faut partir. Eh bien je part*. Ne te fait* point de mauvais sang. Donne le bonjour à tout le monde.

A bientôt . Ton homme qui t'aime , Faure Frédéric

Le 9 septembre, il lui signale son changement de régiment, et inclut dans sa courte lettre une phrase qui se veut rassurante, mais qui est lourde de sens: "Je te dirais que je me porte toujours bien et quant à la guerre ça ne me fait plus rien". Dans sa lettre du 20, il s'inquiète de ne pas avoir reçu de courrier d'elle depuis son départ de Vienne, le 5 août, et il termine par cet avis laconique, mais optimiste sur la guerre: "Nous fichons une raclée* aux boches* et ils tombent comme des mouches . Faure Frédéric". La dernière lettre, très brève, porte une date difficile à lire, où, après un 2 un 9 semble se superposer à un 0 (mais le 29 septembre est impossible puisqu'il a disparu le 25): il annonce avoir reçu deux cartes datées du 20 et une lettre du 21 septembre). Une lettre de sa femme du 18 septembre, retrouvée sans doute dans son sac après sa disparition, précise qu'elle non plus n'a reçu aucune lettre entre le début août et le 18 septembre, et elle s'efforce de le rassurer: "Je reste toujours chez ma sœur, je vais aussi bien souvent chez toi³. Ne tire pas peine⁴ de moi, je suis bien."

Le 25 septembre, Frédéric disparaît, sans doute enterré par un obus. Le 9 octobre, sa femme lui écrit encore: "Mon cher Frédéric, Je m'empresse de faire réponse à ta lettre que j'ai reçu* aujourd'hui. Je suis heureuse que tu sois toujours (en bonne santé) et moi malgré ma position j'en suis toujours de même. J'espère bien que tu seras de retour au moment de ma délivrance. Je suis toujours bien courageuse car j'ai l'espérance de te revoir bientôt et que nous pourrons* enfin vivre heureux avec notre enfant. Ne tire pas peine⁵ de moi..." Elle signe: "Ta femme pour la vie – Marie Faure"...

Le 27 octobre, soit un mois après la disparition de son époux, Marie écrit encore, sur une carte postale militaire réglementaire, et s'inquiète: "Mon cher Frédéric Deux mots pour te dire que je suis toujours en bonne santé et que j'attends avec impatience de tes nouvelles car je t'ai envoyé* du papier à lettre* et des enveloppes* et voilà* un mois que je n'ai rien reçu. Ecris moi le plutôt* possible je languie* . J'espère que tu es toujours en bonne santé et que tu es toujours bien courageux. Je termine en t'embrassant bien fort. Ta femme qui t'aime et ne cesse de penser à toi – Marie Faure". Au dos, à côté de l'adresse militaire de Frédéric, à Bourgoin (Isère), lieu du dépôt du régiment, figure un tampon portant la mention: "Retour à l'expéditeur"...

Marie Faure a fait des recherches, pendant toute la guerre, et a fait aussi écrire des parents, comme le cousin de son mari, E. Robert, qui écrit au colonel du 22^e R.I. le 12 février 1915. En guise de réponse, au dos de cette demande, un tout petit mot avec tampon du régiment, daté de Bourgoin le 25/2/1915, émanant du "chef de bureau de Cte", répond laconiquement: "Le Caporal Faure Frédéric Alexandre a été signalé comme disparu le 25 septembre 1914, mais la nouvelle ne nous a jamais été confirmée". Elle a eu aussi recours à un prestigieux médiateur, le roi d'Espagne, Alphonse XIII, dont les services ont eu une vocation humanitaire pendant la guerre de 1914- 1918, la neutralité de l'Espagne lui permettant d'intervenir dans les deux camps, surtout pour les prisonniers de guerre. **Jean-Jacques Becker**, dans le petit ouvrage déjà cité *La première guerre mondiale*, signale ce rôle de médiateur humanitaire avec une arrière-pensée politique louable dont l'Espagne et la monarchie auraient tiré prestige et considération: "Alphonse XIII, dont le rôle humanitaire envers les prisonniers de guerre, les populations des territoires occupés, les blessés et les disparus fut important, était animé d'une arrière-pensée obsessionnelle: être médiateur en vue de la cessation des hostilités. Dès 1914, il avait sondé les belligérants à cet effet. Courroucé par les initiatives de Wilson, et ayant proposé au pape Benoît XV l'Escorial comme refuge, en cas d'entrée en guerre de l'Italie, il pensait même à faire de Madrid le siège d'une future conférence de la paix."⁶

La revue *L'Illustration*, dans son numéro du 26 mai 1917, consacre deux pages bien documentées et très élogieuses à cette mission, sous le titre "Le roi Alphonse XIII et les œuvres de guerre". On y lit: "Alphonse XIII est si populaire en France que, dès les premières semaines de la guerre, des mères ou des épouses françaises eurent l'idée de faire appel à ses sentiments chevaleresques d'humanité pour obtenir des nouvelles d'un fils ou d'un époux disparu. Le monarque, obéissant à sa générosité spontanée, prescrivit aussitôt une enquête et des recherches. Il obtint, dans un certain nombre de cas, des résultats inespérés; et, de là, naquit l'idée d'un service spécial chargé, sous l'impulsion personnelle du souverain, d'instruire les demandes concernant les prisonniers. Ainsi se transforma et s'élargit le secrétariat particulier du roi, dont le personnel permanent dut bientôt s'adjoindre un nombre respectable de collaborateurs auxiliaires. Aujourd'hui c'est un véritable ministère de la charité qui fonctionne,

³ Il faut comprendre que Marie, tout en demeurant chez sa sœur (sens local du mot "rester") va souvent rendre visite à ses beaux-parents; le couple nouvellement formé a pourtant une maison, comme l'indique la lettre du 9 octobre.

⁴ « Ne tire pas peine » signifie « ne t'inquiète pas ». C'est une locution encore très usitée en Forez

⁵ L'expression « tirer peine », encore très usuelle en Forez signifie « se faire du souci, être préoccupé par... »

⁶ Jean-Jacques Becker, *La première guerre mondiale*, collection "Le monde de..." , M.A. Editions, Paris 1985, p. 59

dans les étages supérieurs du palais, sous la direction de deux éminents diplomates: S. Exc. Don Emilio-Maria de Torrès, ministre plénipotentiaire et secrétaire particulier de Sa Majesté, et M. le Comte de la Union, secrétaire d'ambassade, descendant d'une des plus nobles familles d'Espagne".⁷

C'est bien le long paraphe du secrétaire particulier d'Alphonse XIII qui paraît figurer au bas de la réponse à Marie Faure, ce qu'atteste le cachet de "El Secretario particular de S.M. El Rey" dans le coin supérieur gauche. La lettre, daté du "Palais Royal de Madrid le 19 août 1915", rédigée en français et dactylographiée (ce qui indique une lettre circulaire) sauf pour quelques mentions manuscrites, a ce contenu, cité in extenso: "Mme,

J'ai l'honneur de vous informer que d'après les ordres que j'ai reçu de Sa Majesté le Roi, mon Auguste Maître*, et selon les désirs que vous avez bien voulu exprimer par votre aimable lettre, je me suis empressé d'écrire à L'Ambassadeur d'Espagne à Berlin en le priant instamment de faire les démarches nécessaires pour obtenir des renseignements* au sujet de votre mari M. Faure Frédéric.*

Aussitôt que ces nouvelles me seront parvenues, je vous les transmettrai sans délai.

Sa Majesté me charge aussi de vous dire combien sont fervents les vœux qu'Elle forme pour que ces nouvelles soient satisfaisantes.

Avec l'assurance de ma considération distinguée"

En effet, tout disparu est susceptible d'avoir été fait prisonnier, et d'avoir été envoyé dans un camp si éloigné en Allemagne qu'il ne peut pas écrire, ou que son courrier ne peut pas être acheminé, à moins qu'il ne soit hospitalisé en France et incapable d'écrire: frêle espoir, mais auquel s'accroche les familles! Et ce frêle espoir est encore entretenu l'année suivante, en février 1916, par une note manuscrite émanant de son régiment:

"En campagne 25 février 16

Madame, D'après les renseignements recueillis auprès de militaires, nous avons eu à la Compagnie le caporal Faure Frédéric qui venait du 99^e d'inf^{rie} et qui est présumé disparu depuis le 1^{er} octobre 1914. Nous regrettons de ne pouvoir vous donner plus amples renseignements, tout porte à croire qu'il a été fait prisonnier à cette même date. Veuillez agréer, Madame, mes respectueuses salutations

(signature illisible)

Finalement, c'est un jugement du tribunal de Saint-Etienne rendu le 28 juillet 1920, soit six ans après les faits, qui déclarera que Frédéric Faure est mort pour la France le 25 septembre 1914 à Foucaucourt (Somme), comme l'indique sa fiche militaire accessible par le site Internet memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr. Que d'attente vaine et de souffrances pour cette pauvre épouse et pour sa petite Clotilde! Petite Clotilde devenue vieille (73 ans) qui répond à ma lettre, le 22 novembre 1987, en me vieillissant d'une façon touchante: "Comme votre lettre m'a fait plaisir, il me semblait que c'était Papa qui me donnait de ses nouvelles. Vous seuls Anciens combattants vous pouvez me comprendre, j'ai été traumatisée même avant ma naissance, les lettres que Maman écrivait en 1914 lui revenaient. Aussi je suis instable..."

L'aspect très meurtrier des attaques en rase campagne

Ces attaques, inaugurées avec les premiers combats d'août, vont se poursuivre sans discontinuer jusqu'au milieu de l'automne 14, en novembre, où le front commence à se stabiliser et les soldats à s'enterrer de manière massive. Elles seront toujours très meurtrières.

Jean-Louis Monier (cl. 13) agriculteur à Marols, a eu la chance d'être maintenu dans le train des équipages (où il effectuait son service militaire) pendant le début de sa guerre, avant d'être versé dans l'infanterie en 1916. Il a bien connu en 1914 et en 1915 les grandes étendues de l'Oise et de la Somme, et dénonce ces attaques en pays plat qui décimaient les régiments: "Je sais que le 216 de Montbrison⁸, le régiment du pays où y avait beaucoup de gens d'ici, on les a fait attaquer dans ces régions où j'étais et il y avait rien pour se défendre! C'était un champ de betteraves, parce qu'ils faisaient beaucoup de betteraves dans ces pays, des betteraves à sucre... Mais ils se sont fait tuer, déprofiter⁹, quoi! Parce qu'ils avaient rien pour se mettre à l'abri! Rien! Quand tu étais dans un champ de carottes¹⁰ qui ont 20 centimètres de haut, qu'est-ce que vous voulez! (rire) Et puis ça n'empêche pas une balle d'arriver!"

La même observation est faite par **Jean Girodet** (cl. 08), propriétaire après guerre d'un atelier de tissage de soieries à Bourg-Argental dont il a été maire, de 1945 à 1952, qui, avec le 22^e R.I. de Bourgoin, où se trouvait le caporal disparu Frédéric Faure, a combattu à la fois en Alsace en août et dans la Somme du 25 septembre au 14 décembre, jour où il a été grièvement blessé aux deux jambes vers Péronne, à Foucaucourt-en-Santerre: "Le 18 août nous avons reçu une frottée formidable à Willer¹¹ [...] On reculait continuellement, continuellement.

⁷ Revue *L'Illustration* du 26 mai 1917, n° 3873 (75^e année), pp. 484-485 (pagination semestrielle).

⁸ Le 216^e R.I. est le régiment de réserve (pour les soldats de réserve, âgés de 25 à 32 ans) du 16^e R.I. de Montbrison, régiment d'active (soldats en âge de faire leur régiment: de 21 à 24 ans depuis 1913, avec une incorporation plus précoce pour les jeunes classes pendant la durée de la guerre)

⁹ "Déprofiter", en patois et en français local foréziens, signifie abîmer de façon irrémédiable

¹⁰ La betterave est appelée "carotte" en patois et en français local foréziens, et la carotte... "racine"!

¹¹ Willer-sur-Thur, en Alsace, à 2 km de Thann et environ 10 km du Vieil Armand (Hartmannwillerkopf)

D'ailleurs, le général qui commandait (je m'en rappelle pas le nom), il a été limogé!... C'était une pagaille! Et ça reculait! [...] Après nous avons été transportés dans la Somme. Alors, dans la Somme, on a eu des pertes, en arrivant, formidables!... D'ailleurs, on n'avait pas les arbres, les forêts pour nous cacher et nous mettre à l'abri: c'était en rase campagne"

Antoine Souchon (cl 13) né à Lentigny, boulanger à Roanne après la guerre, incorporé au 16^e R.I. de Montbrison en décembre 1913 évoque sa première grande bataille en rase campagne, dans la Somme, en septembre ou octobre 14, à partir de boyaux de départ. Le témoin ne se souvient pas de la localité où cette bataille a eu lieu¹². Il livre un long récit inspiré, oratoire, parfois halluciné, où le sentiment d'être promis, quasi offert au massacre sur une immense plaine revient comme une obsession, récit dans lequel les interventions de l'enquêteur vont, exceptionnellement, être effacées (hormis celles qui désambiguïsent le sens), ainsi que quelques hésitations du témoin:

"On nous a fait attaquer à deux heures de l'après-midi, ce que j'ai jamais rien compris! J'y ai encore pas digéré, ça! ... En plein jour, se déployer sur un terrain nu comme ça (la table), plat comme une carte, rien! .. On est sorti là, le terrain qui était plat: la Somme, c'est plat... C'était plat! Tout plat! Mais c'était grand, pfffou!!! On voyait, nous, qu'on était, je sais pas, peut-être la trentième rangée pour avancer, tous les deux-trois cents mètres. On faisait des bonds! Et on faisait des bonds! Et il sortait toujours dans les boyaux, je sais pas quelle envergure... C'était cette guerre, cette attaque. Parce qu'il est sorti, je sais pas moi... On se détournait (= retournait) : "Ah! dis donc, il en sort toujours!" Et on voyait assez loin, c'était plat comme ça! Et le temps était assez beau, ça me semble. "Eh bien, je me disais, mais enfin, avec tous ces hommes-là, où iront-ils?" Pas d'abri! Rien! C'était plat! Ni bois ni grand chose! C'était que de la culture, je sais pas quoi: betteraves ou autre chose, mais des bricoles comme ça. Mais y avait pas de bois: on pouvait pas se cacher... Alors, ils nous ont laissé déboucher, je sais pas, moi: des milliers d'hommes. Sortir de ces boyaux là... Je sais pas quelle armée que c'était, comme on dirait, que c'était une guerre de corps d'armée... de section..."

E- De division?

T- *Oui. Eh ben on a avancé, mais on était à des kilomètres: plus de dix kilomètres, et il en sortait toujours! Et tout le monde était sur le terrain! C'est là que j'ai perdu la confiance! Ah oui, je l'avais déjà guère, mais alors là, je l'ai complètement perdue! "Ah, j'ai dit, on veut nous faire massacrer!" j'ai dit. Parce qu'on fait pas une guerre comme ça, à foutre des millions et des millions¹³ d'hommes sur le terrain! Et pas d'artillerie, rien, rien! Nu! Et même si vous vous promenez, quoi, tranquille comme ça! Pas un coup de canon! Pas de mitrailleuses¹⁴! Rien! Rien! Rien! Rien! Et on allait attaquer un petit bois... Oh! qui était peut-être ben... y avait peut-être ben quatre-cinq kilomètres, peut-être davantage. Eh ben cette plaine que je vois de mes yeux, c'était couvert que de Poilus, que de Poilus, que de Poilus! Et en avant! Ils avançaient méthodiquement, à la méthode française, de faire des bonds.. Alors on faisait un bond de cent mètres et puis couchés! Et puis faire un petit trou... en cas que l'attaque se déclenche, pour se mettre à l'abri..*

E- La riposte, vous voulez dire?

T- *Et puis de là, cent mètres plus loin! Mais y en avait de ces cent mètres là à faire! Pendant des kilomètres! Des kilomètres, ils ont fait ça! Et puis arrivé... soi-disant, on allait prendre un petit bois qui était à peu près... On nous dit: "Ils sont dans un petit bois là-bas, à tel endroit!" Alors les types qui étaient en tête, ils ont dit: "Nom de Dieu! Comment ça se fait! On a donc point d'artillerie!"¹⁵ Pas un coup de canon! Pas un coup de canon! Et je vous dis, y en avait du monde sur le terrain, que c'était en rase campagne, quoi! Ils ont fait un petit trou¹⁶, comme je vous dis, avec la petite bêche, mais c'est tout ce qu'on peut faire! On peut pas faire plus grand! Et puis encore on vous empêchait ben de travailler parce que chez eux, c'était les mitraillettes¹⁷ constamment, et ça n'arrêtait pas! Ils ont commencé, là... Oh! les premières... Je revois encore...*

E- Les premières vagues ne sont pas arrivées au petit bois?

T- *Les premiers sont arrivés, ils (les Allemands) ont pas déclenché l'attaque à moins de ...deux cents, trois cents mètres*

¹² La consultation de l'historique du 16^e R.I. sur cette période fait apparaître un chapitre "Les combats de Picardie (16-sep. 6 octobre) dont le combat le plus développé est celui de Dreslincourt-Pimprez (16-17 sept.), mais il s'agit de la défense du village de Dreslincourt par le régiment, ce qui ne correspond pas à la bataille décrite par Antoine Souchon. En revanche, le combat devant Lassigny (du 22 au 25 sept.), à l'est de Noyon, décrit ensuite correspond davantage à l'ampleur de la bataille, avec d'autres régiments: "détachements de la 26^e D.I (division d'infanterie), tirailleurs coloniaux, fractions du 4^e C.A." (corps d'armée): "Le 16^e est d'abord placé en réserve partielle, puis coopère à des actions très vives sur la croupe de l'Arbre de Canny, La Taulette, la Malmaison; enfin le 25, il occupe Fresnières et Crapaumesnil" (Historique du 16^e R.I. p. 13). Après, aucun grand engagement n'est signalé jusqu'à la fin de l'année 14, le régiment cantonnant à Canny-sur-Matz.

¹³ On comprend que l'indignation d'Antoine Souchon lui fait perdre le sens des proportions.

¹⁴ Il faut comprendre: pas de coups de canons français (sauf à la fin) et pas de mitrailleuses dans nos rangs, pour soutenir notre attaque. L'installation d'une mitrailleuse sur son trépidant prend un peu de temps, et suppose un arrêt des vagues d'assaut.

¹⁵ Les fantassins s'étonnent que l'artillerie française ne soutienne pas leur attaque en bombardant pas les positions ennemies

¹⁶ Le point de vue d'Antoine alterne entre la position d'acteur et celui de spectateur de ses camarades des vagues d'assaut qui précède, d'où le "ils" qui renvoie aux "types qui étaient en tête".

¹⁷ Antoine Souchon doit vouloir dire "les mitrailleuses"

E- *Donc ils attendaient que tout le monde soit sur la plaine?*

T- *Voilà! Alors quand ils sont là, quand les premiers sont là, eh ben on massacre tout le reste! Et c'est exactement ce qui s'est fait! Et point d'artillerie! Alors après, quelques coups de canon qui ont tombé... Oh! peut-être une dizaine de coups de canon qui tombaient... "Ah! on a dit, mais c'est ben nos 75, ça!". Mais ils tombaient chez nous!"¹⁸*

E- *Trop court!*

T- *Une* obus chez nous, une ou deux chez eux: c'était mal réglé, quoi! Et je sais pas à quoi ça tenait, mais y avait ben aussi une raison...¹⁹ Bref! Et ça a duré, monsieur, oh! ... Ils ont déclenché l'attaque peut-être à... vu qu'il faisait clair, quoi! Je sais pas, moi, c'était... le soir. Y avait longtemps qu'on était sur le terrain déjà.. Mais ça s'est déclenché le soir, peut-être vers les... oh! je me rappelle pas... peut-être trois heures ...l'après-midi²⁰... un temps comme ça²¹. Et alors, je vous dis bien: pas d'artillerie! Là, j'ai rien compris! J'ai dit: "Ben y a quelque chose qui ne tourne pas rond! Où est notre artillerie?" Là, on pouvait pas dire qu'elle pouvait pas venir, qu'elle savait pas où on était: on était plus d'un corps d'armée sur le terrain! Et l'artillerie doit ben suivre!*

E- *Donc ça a été mal préparé, quoi!*

T- *Voilà! Mal préparé! Alors là, j'ai bien fini de perdre ma confiance, j'ai dit: "C'est une guerre de..." On pouvait pas dire que c'était une guerre de religion, non, c'était pas ça! Non c'était... personnellement, j'ai dit: "C'est la destruction de l'homme!". Voilà, ce que je me suis dit: "Ils veulent nous faire détruire!", j'ai dit. Nous envoyer sur des terrains plats! Et puis nous laisser approcher... laisser sortir des millions d'hommes des boyaux, Et quand c'était tout sur terre²², ils ont bombardé derrière, qu'on pouvait pas retourner dans les boyaux! Ils bombardaient là! Et puis jusqu'aux premières lignes, y avait dix kilomètres! Et je sais pas la largeur que ça tenait, moi! Et à partir de 3 heures, oh oui, ça a commencé à trois heures jusqu'à grand nuit! Grand nuit, ça tapait encore, les mitrailleuses trrrrrrrr ta ta ta! Là, je sais pas, les gens... On entendait crier les gens qui étaient blessés! Ah! ça je m'en rappellerai...²³...réellement bien, ça! ... On a été obligé de rester là encore longtemps, parce que quand la nuit est venue, les blessés qu'ont pu se traîner... Mais pour retourner de leur côté, dans les boyaux! Il y en a qui ont pas pu arriver. Ils étaient trop blessés, quoi! Nous, quand on a fait la relève, on s'est entravé (c'était la nuit) on s'est entravé dans les morts! Les fusils et tout ce qui s'ensuit! Eh ben, on se dit: "Mon vieux! Y en a eu, un massacre!" Alors là, c'est encore la chose que je comprends pas! Parce qu'avant, l'artillerie, elle doit bombarder les positions! On l'avait pas vue! On l'avait pas vue!" [bribes d'échanges]*

E- *Dans le mois d'octobre, quelque chose comme ça?*

T- *Oui, le mois d'octobre... les jours étaient pas trop longs... Mais alors je me rappelle de voir sortir... je peux pas vous dire si c'était une bataille de corps d'armée, mais c'était d'une envergure formidable! Parce qu'il y a des milliers de gens qui ont sorti de là-dedans! Et pas d'artillerie! C'est ce qui m'a... ça m'a complètement dégoûté! Ah! je vous dis, monsieur!"*

Au cours de ce long témoignage inspiré, presque halluciné, d'un quasi centenaire (96 ans), on voit réapparaître, obsédante, la thèse du complot: Antoine et ses camarades, devant la stratégie employée de déployer en plein jour sur la plaine immense et nue des milliers de soldats, offerts aux mitrailleuses ennemies, devant l'absence ou la rareté du soutien de l'artillerie française, et les coups trop courts qui tombent dans leurs rangs, et peut-être les coups en arrière pour rendre difficile le retour des blessés, pensent qu'ils sont délibérément sacrifiés par l'Etat-major français, sans que soit formulée la conclusion ultime: l'entente avec l'Etat-major allemand pour donner plus d'ampleur au massacre.... D'où la perte de confiance, qui revient comme un leitmotiv.

L'arrivée des convois de blessés dans le pays

Ces grandes batailles moins connues qui ont succédé à la bataille de la Marne font des hécatombes, mais aux dizaines de milliers de morts s'ajoutent un nombre plus important de blessés que les populations civiles voient arriver, ce qui affecte leur moral. Le dimanche 27 septembre, **Joseph Sorgues** (cl. 15) de Romanèche-Thorins (Saône-et-Loire), enseignant au pensionnat catholique de Neuville-sur-Saône, qui attend impatientement le départ au front de la classe 15, note dans son journal avec son style d'une haute tenue: "8 heures – On nous annonce 80 blessés pour 10 heures. Immédiatement nous préparons tout et nous descendons à la gare, munis d'un brassard de la Croix-Rouge. Cinq ou six autos réquisitionnées arrivent avec nous. Le train arrive de Lyon, tout un train

¹⁸ Le reproche fait à l'artillerie française de mal régler son tir et de donc de tirer sur l'infanterie française est courant, et correspond à une réalité indéniable, mais amplifiée.

¹⁹ On a ici un reflet de la thèse du complot contre les soldats: de l'entente de l'Etat-major français avec l'Etat-major allemand pour massacrer les soldats!

²⁰ Les indications "le soir" et "trois heures de l'après-midi" sont contradictoires, mais on comprend qu'il y a, dans l'esprit du témoin, à la fois le souvenir qu'il est resté longtemps sur le terrain et sans doute une impression visuelle de ciel sombre. Il indique plus tard que la bataille a dû durer de 15 h jusqu'après la tombée de la nuit.

²¹ "Un temps comme ça": comme celui du jour de cet entretien (6 avril 1989), mais je n'ai aucun souvenir du temps qu'il faisait ce jour-là!

²² Il faut comprendre: quand tous les fantassins français se sont retrouvés sur la plaine.

²³ On a l'impression qu'Antoine amorce la phrase "je m'en rappellerai jusqu'à ma mort"; il a 96 ans au moment de l'entretien...

sanitaire qui va transporter les blessés à Neuville et à Villefranche. J'aide à descendre les blessés, ils sont couverts de terre et tout bandés; l'un d'eux a reçu une balle dans la poitrine qui n'a pas encore été extraite et on est obligé de l'emporter sur un brancard. Quel triste spectacle! Ces malheureux sont fourbus d'abord d'être restés 5 jours dans les tranchées, puis 42 heures en chemin de fer. Il y en a d'un peu partout, des fantassins, des chasseurs, des artilleurs, des tringlots²⁴, un aviateur, un capitaine et deux sous-lieutenants. J'en connais un de Saint-Romain, un nommé Granger qui s'est engagé au 134^e ²⁵ pour la loi de 3 ans. Plusieurs ont l'air très jeune, portent des scapulaires et des médailles. Tous viennent de l'Argonne²⁶.

Tout Neuville faisait la haie sur leur passage. Arrivés au pensionnat, ils se sont lavés ou bien on les a lavés et j'ai admiré le dévouement de nos infirmières volontaires qui, sans répugnance aucune, lavaient et embaumaient les pieds des soldats, ces pieds qui avaient marché deux mois, et qui les traitaient avec une tendresse de mère. C'est alors que j'ai vu d'un coup les laideurs et les beautés de la guerre, ces soldats amaigris, pâles et souillés de sang, aux yeux hagards, au regard presque inconscient, n'aspirant qu'au repos, ces vêtements déchirés, tachés de boue, et jetés en désordre sur leurs corps tremblant de fièvre et de souffrance; d'autre part, ces grandes dames aux riches toilettes que recouvrait le tablier blanc à croix rouge, aux mains fines qui lavaient avec des soins touchants ces bras, ces têtes et ces jambes malpropres, couverts de la poussière de vingt batailles, ces oreilles encore retentissantes de l'effroyable canonnade, ces yeux qui avaient conservé la terrible vision de l'enfer, de la mort fauchant sans relâche autour d'eux; tout ce dévouement, cette tendresse, ce contraste m'ont profondément ému, plus que la vue des blessés eux-mêmes. Je me suis rendu utile autant que j'ai pu."

Sous la plume de Joseph Sorgues, tout pétri de culture et de références chrétiennes, on sent, dans les belles infirmières lavant et « embaumant » les pieds des soldats blessés, l'image implicite de Marie-Madeleine lavant les pieds ensanglantés du Christ. Notons que c'était une constante, dans la France entière, que les "grandes dames" de la bourgeoisie, voire de l'aristocratie, se dévouassent comme infirmières bénévoles (voir le chapitre « Guérir » évoquant les hospitalisations des blessés).

Le déclin de la guerre de mouvement: des trous individuels de protection à la tranchée

Antoine Souchon (cl 13) né à Lentigny, boulanger à Roanne après la guerre, incorporé au 16^e R.I. de Montbrison en décembre 1913 évoque sa première bataille en rase campagne, dans la Somme, en septembre ou octobre 14, où le besoin de se protéger se faisait cruellement sentir et où le trou individuel était le premier moyen de protection:

E- *Au début de la guerre, il n'y avait pas de tranchées? Au tout début?*

T- *Non, non! C'était la rase campagne. On faisait que des... Quand on était pris sous le feu des mitrailleuses, et ben on faisait des petits trous avec la petite pelle-bêche, et on foutait le sac là-devant! Et on se foutait derrière! Et ben, une balle vous attrapait, vous perçait le sac..."*

Puis il évoque comment on en est venu aux tranchées:

Apparition des premières tranchées

"Et puis alors là, ça s'est tout communiqué. Ils ont fait des lignes! Votre trou, vous le faisiez grand comme ça et il touchait l'autre! Et puis de l'autre à un autre. Et on mettait la terre bien devant, qui formait le parapet. Alors, vous comprenez, ça se faisait tout du long, les tranchées..."

E- *C'est pas en une heure qu'on arrivait à faire un trou pour s'abriter!*

T – *Oh! non non! Puis ça dépend sur quel terrain que vous tombez! Si vous tombez sur des cailloux, un terrain caillouteux, un terrain argileux, on ne pouvait pas le creuser comme on voulait! On ne pouvait pas parce que l'outil, ça collait. C'était très très très... On en faisait pas grand, vous savez, dans une journée!"*

Apparition de la tranchée

Jean-Louis Monier (cl. 13), agriculteur à Marols, explique, avec une certaine distance par rapport aux faits puisqu'en début de guerre il est au train des équipages, comment est apparue la tranchée quand elle n'a pas été imposée par la nécessité de protéger une bourgade ou une ville, comme dans les premières tranchées creusées pendant la guerre de mouvement: *"Au début, la tactique du soldat, du fantassin, c'était avec sa pelle de faire un petit trou pour se cacher. Et puis alors tout doucement, tout doucement, on a commencé de faire des tranchées pour se cacher..."*

E- *Parce que le front ne bougeait pas?*

²⁴ En argot militaire un "tringlot ou "trainglot" est un soldat du Train des équipages.

²⁵ Le 134 "de ligne" (R.I.) est le régiment de Mâcon, en Saône-et-Loire. proche de son lieu de naissance (Romanèche-Thorins)

²⁶ L'Argonne est le massif boisé situé entre la plaine de Champagne et la vallée de la Meuse, où de nombreux combats se sont déroulés dès le début de la guerre.

T- *Le front ne bougeait pas tellement, quoi. Alors ces soldats... c'est certain d'une chose, c'est qu'ils étaient plutôt terrassiers que soldats. Et puis y avait quand même des coups de main*²⁷. *L'artillerie était bien moins puissante qu'à la fin de la guerre; ça se compare pas. Là ils ont creusé ces tranchées avec tous les boyaux pour desservir les tranchées, avec tout le fourbillage*²⁸ ... "

Pierre Faure (cl. 18) né à Monistrol-sur-Loire (Haute-Loire), devenu ajusteur aux mines de Montrambert, à La Ricamarie, n'a pas connu le début des tranchées, puisqu'il n'a été incorporé qu'en mai 1917, au 16^e R.I. de Montbrison, avec la classe 18. Mais il a retrouvé spontanément le besoin de protection de soi, qui du trou individuel, a conduit au creusement des tranchées: *"Vous savez que du temps de la guerre, ce qui est le plus... c'est la tête! On cherche toujours à garantir sa tête, voyez! Tout le temps! Tout le temps! On était dans un coin, on faisait tout de suite un trou pour mettre la tête dedans, quand les balles vous passaient dessus, voyez!"*

Dates d'apparition des tranchées en 1914

Traditionnellement, on associe l'entrée dans la guerre des tranchées à l'année 1915; or de nombreux soldats ont connu les tranchées dès 1914, et certains, rares, dès le premier mois de guerre, d'où un petit retour en arrière, pour repérer, d'août à novembre 1914, les premières occurrences de la tranchée, dans l'expérience de nos témoins présents à la guerre dès les premiers jours. On comprendra pourquoi les témoignages écrits à l'époque, beaucoup plus fiables quant à la datation précise, seront privilégiés par rapports aux témoignages oraux.

Le 19 août en Lorraine, à Dieuze:

Edmond Deloule (cl. 13) de Saint-Martin d'Ardèche, réformé en 1917 par suite de graves blessures, employé à l'octroi à Paris après guerre, est incorporé au 23^e B.C.A. de Grasse : le premier combat se déroule le 19 août 1914 à Dieuze, au nord-est de Nancy, en Lorraine, et il fait déjà état du creusement de tranchées dans sa grande lettre récapitulative à ses parents datée du 19 octobre 1914: *"Le 19 au petit jour nous attaquâmes les boches, un vif combat d'infanterie s'engagea mais vers 8 h ou 9 h nous avons l'avantage et forçâmes les Prussiens à reculer encore. Le feu cessa pour l'infanterie et l'artillerie commença. Nous restâmes toute la journée sous un feu d'artillerie d'une vigueur extrême, on ne pouvait pas rester un quart d'heure en place, sans ça les boches* nous repéraient et les obus pleuvaient de tous les côtés. Il y eut ce jour-là environ cent morts ou blessés. Toute la nuit on fit des tranchées et vers dix heures la fusillade commença avec des mitrailleuses, cela dura jusqu'à 8 heures du matin. Je me pensai ici nous sommes bien arrangés pour le 1^{er} jour qu'on est au feu c'est pas mal"*

On voit donc clairement que le creusement de tranchées a été décidé à la suite du feu d'artillerie allemand, afin de s'en protéger autant que faire se peut.

Le 21 août en Lorraine, à Hesse,

Antoine Pélissier (cl. 13) de Firminy, contremaître en teinturerie après guerre, incorporé au 98^e R.I. de Roanne, participe aux premiers combats en Lorraine le 20 août, vers Sarrebourg, et note le lendemain dans son journal: *"Le 21 au matin obligés de nous replier nous passons la journée à occuper des tranchées en arrière de Ess"*²⁹. Il y a donc occupation de tranchées creusées auparavant.

Le 24 août dans les Vosges, à Raon l'Etape:

Joseph Gilfaud (cl. 12) vigneron et épicier à Ambierle, incorporé en octobre 1913 au 17^e R.I. d'Epinal, se souvient précisément que le 24 août 1914, jour de sa capture par les Allemands à Raon l'Etape, dans les Vosges, des tranchées étaient déjà creusées. Il commence à raconter comment il a été fait prisonnier: *"Nous étions sur une crête, ma section, on était déployé en tirailleurs, et on avait en face de nous un bois. Et les Allemands étaient à la lisière de ce bois. Je voyais un peu bouger et on était canardé. Je vous garantis qu'on entendait siffler les balles. Ils nous avaient vus, eux, certainement. Et heureusement y avait des tranchées, on avait fait des tranchées, mais on n'était pas dans la tranchée. Je me souviens être couché dans un champ..."*. Comme Joseph, fait prisonnier, n'a pas revu la France avant fin décembre 1918, il n'a pas pu confondre ces tranchées avec d'autres.

Le 24 août à Wissembach (Alsace)

Georges Guillen (cl.09) de Bellegarde-en-Forez, employé à Feurs dans une compagnie de téléphone après guerre, puis faisant une carrière militaire jusqu'en 1940, terminée comme adjudant-chef, suivie d'un emploi de gardien à l'usine France-Rayonne de Roanne, nous donne dans son carnet-itinéraire tenu au jour le jour, une date fiable pour une apparition de tranchées. Le 24 août, en forêt de Wissembach, près de Sainte-Marie-aux Mines (Alsace), son régiment, le 358^e R.I. de Lyon creuse sa première tranchée, alors que la veille il a occupé des tranchées déjà faites au col de Sainte-Marie: *"24 août. Lundi. Dès l'aube on se met au travail pour nous construire*

²⁷ Un coup de main est une attaque surprise, diurne ou nocturne, entreprise par un petit groupe de soldats, pour se saisir d'un petit poste ennemi, de sentinelles, afin de faire des prisonniers et les interroger sur leurs positions. Parfois cela désigne une attaque d'un plus grand groupe (une section de 50 hommes) sur un petit secteur ennemi.

²⁸ Ce terme de "fourbillage", qui n'est attesté par aucun dictionnaire, paraît un néologisme personnel à partir de "fourbi", qui en argot militaire, désigne l'ensemble des armes et des effets d'un soldat.

²⁹ Il s'agit de Hesse, à 5 km environ au sud de Sarrebourg, proche de Schneckebush où s'est produit le baptême du feu du 98^e R.I.

une tranchée. Elle est à peine finie que voilà les obus qui rappliquent pendant 7 heures. Nous les saluons sans bouger"

Fin août dans les Vosges, à Saint-Maurice-sur-Mortagne:

Etienne Becouse (né en 1893, mais engagé à 18 ans, en 1911), dessinateur industriel à Lyon avant guerre, puis contremaître aux usines Seguin de Lyon jusqu'en 1939, et enfin vigneron exploitant à Saint-Nizier-sous-Charlieu, est mobilisé en août 14 comme maréchal des logis au 36^e R.A. de campagne de Moulins. Dès fin août 14 (il y arrive le 25) dans les Vosges, vers Saint-Maurice-sur-Mortagne, il constate que l'infanterie a déjà commencé à creuser des tranchées, alors que par une manoeuvre audacieuse, son capitaine (il le deviendra lui-même plus tard) a fait installer les canons de 75 devant les fantassins pour compenser leur manque de portée face aux canons lourds de 210 ennemis: *"L'infanterie était à une quinzaine de mètres derrière, dans les tranchées. Ils commençaient à creuser des tranchées à ce moment-là. Puis y avait des tranchées allemandes déjà, là, où y avait des cadavres allemands"*.

Ces tranchées de Saint-Maurice sur Mortagne, **Edouard Duchamp** (cl 13), clerc d'huissier à Saint-Etienne avant guerre, huissier après guerre dans la même ville et à Montbrison, les occupe dès le 29 août, avec son régiment, le 98^e R.I. de Roanne: *"29- St Maurice- Prenons pour la première fois tranchées"* note-t-il laconiquement dans son carnet.

Selon le capitaine **Etienne Becouse**, il était prévisible depuis la guerre russo-japonaise de 1904 que le conflit pouvait évoluer vers la guerre de tranchées: *"Quand y a eu la guerre en 1904: y a eu la guerre entre la Russie et le Japon. Alors y a des officiers qui ont suivi les opérations, des officiers français. Quand ils sont revenus ils ont dit au gouvernement: "Les Allemands s'enterrent!" (rectifie) Les Russes s'enterrent! Ils font des tranchées!" Alors on leur a répondu: "Les tranchées, mais ça se tourne!" . Ça se tourne à condition qu'elles soient pas continues! Alors on n'a pas du tout modifié la façon de faire la guerre. On parlait simplement de charges à la baïonnette, comme en 70, quoi!"*

Du 30 août au 5 septembre, dans les Vosges, à Epinal:

Le 358^e R.I de Lyon, régiment de **Georges Guillen**, qui a creusé sa première tranchée le 24 août entre Wisembach et le col de Sainte-Marie en bordure d'Alsace, ayant fait une grande retraite de sept jours se trouve, à Remiremont dans les Vosges le 30, où Georges donne cette note laconique et amère sur son carnet: *"30 août – Dimanche. Départ pour Dévillers . C'est le plus sale patelin que l'on a passé, les gens aiment mieux les boches que les Français."* Dévillers est proche d'Epinal où le régiment va, dès le 31, commencer à creuser des tranchées pour la défense de la ville: *"31 août . Lundi. On prépare la défense d'Epinal par d'immense tranchées. 1^{er} septembre . Mercredi. Même travail. "* . La mention "même travail" se répète toute la semaine, sans autres commentaires, jusqu'au samedi 5. Le dimanche 6, le régiment part pour Charmois. Un régiment entier (et peut-être d'autres) a donc été employé pendant une semaine à creuser les tranchées de défense de la ville d'Epinal. Un mois plus tard, le jeudi 1^{er} octobre, Georges note dans son carnet l'admiration que lui inspirent les tranchées complexes d'Hablainville, vers Baccarat: *"Continuation de nos travaux de retranchement à Hablainville; c'est un véritable fort tant les retranchements sont considérables, se* sont de véritables terriers que l'on s'est construit, on est à l'abri des obus, on peut y dormir à l'aise."* Ces tranchées de défense d'une ville découlent d'une longue tradition militaire de protection d'un lieu à défendre contre l'assiégeant; mais dans le cas des tranchées d'Hablainville, la fonction d'abri l'emporte sur la vocation défensive, et préfigure ce qui sera la tranchée traditionnelle de la Grande Guerre.

Dès sept 14 vers Ypres, en Belgique:

André Joie (cl 10) de Montbrison, qui y sera secrétaire de mairie pendant des décennies, sergent au 5^e R.I. Coloniale de Lyon, arrive à la mi-septembre 1914 vers Ypres en Belgique, venant d'Alsace; il trouve déjà des tranchées, peu profondes en raison de la présence de l'eau dans le sous-sol: *"En Belgique y avait des tranchées de commencées. Ceux qui étaient passé avant nous avaient fait des tranchées plus ou moins profondes, de 50-80 cm, où il fallait se baisser"*

En octobre 14 à Chuignes, dans la Somme

Amand Beyron (cl. 11), musicien-brancardier au 99^e R.I. de Vienne, dont nous avons cité le journal pour illustrer les pertes effroyables subies par son régiment dans le premier mois de guerre, relate sobrement le premier creusement de tranchées le 29 septembre 1914 à Chuignes, dans la Somme: *"Mardi 29 septembre. Le 2^e bataillon creuse des tranchées et se fortifie rapidement en prévision d'une nouvelle attaque. Quelques blessés viennent dans la matinée se faire panser et évacuer..."*

Le 5 octobre, le nouveau chef du régiment, (le précédent, le colonel Arbey, ayant été tué) ordonne même aux brancardiers de creuser des tranchées: *"En raison de bombardements inopinés sur le village, le nouveau chef du régiment, le lieutenant-colonel Marty qui vient des chasseurs alpins, nous fait faire des tranchées et abris profonds, étampés³⁰, autour de notre groupe, pour nous y réfugier à la 1^{ere} alerte. Nous faisons ce travail avec joie et nous l'exécuterons de notre mieux. Je fais le terrassier et commence à savoir manier la pelle. Nous faisons le tour du village pour ramasser poutres, planches de maisons éventrées par les obus, pour parfaire nos installations, avec*

³⁰ "Etampés" paraît être un terme régional signifiant "étayés", à rapprocher peut-être du mot "étamperche" ou "étemperche" que le Grand Larousse de la Langue Française définit comme une "longue perche utilisée par les maçons pour dresser leurs échafaudages";

l'aide de sapeurs de la C.H.R.³¹. Le régiment, lui aussi, fait des aménagements dans les tranchées, et si le calme relatif continue, nous pourrions bien passer ici l'hiver".

On comprend que la proximité d'un village détruit offre une abondance de matériaux d'étayage dont on ne dispose pas en rase campagne. Retenons que les tranchées sont creusées ici aussi pour se protéger des obus, et que chacun en comprend l'intérêt, si tous prennent, comme Armand, le travail "avec joie" et non comme une corvée de plus. Quant au "calme relatif", il est très relatif, puisqu'il survient une semaine après la grande bataille qui a mis hors de combat les 9/10èmes du régiment...

Moins de deux mois plus tard, le 29 novembre 1914, le régiment s'étant déplacé vers de quelques kilomètres vers Faÿ /Cappy, le groupe de musiciens –brancardiers est à la recherche d'un nouvel abri, qu'il trouve dans la cave d'une maison détruite: *"Dans la soirée, afin de trouver un coin pour nous mettre à l'abri de la pluie, nous trouvons une cave épatante, la maison effondrée dessus par des obus. Nous y transportons le fourneau, l'arrangeons par une plate-forme et nous nous servons d'une bouche d'aéragage pour y faire passer le tuyau de poêle. Au bout d'un moment, il fait très chaud. L'idée de nous y installer nous vient à l'esprit. Je fais venir le sous-chef Nicolas qui accepte, ravi. Une ½ heure après, nous étions installés avec beaucoup de paille apportée par chacun de nous. Bonne nuit reposante dans une douce chaleur. Vers 22 heures, nous avons un moment d'alerte. Violente fusillade avec de nombreuses balles qui arrivent jusqu'à nous. Toute la nuit il en fut ainsi, mais au chaud, à l'abri, nous avons quand même bien dormi".*

La chance et la débrouillardise permettent de temps à autre de trouver une relative sécurité et un peu de confort. Il va sans dire que de tels aménagements sont inaccessibles aux fantassins de première ligne, mais ils peuvent éventuellement en bénéficier si leur séjour en deuxième ligne, ou en repos, leur en fournit l'occasion.

Début novembre 14 à Vingré, dans l'Aisne

Jean Blanchard (cl. 99), agriculteur à Ambierle, incorporé fin septembre 14 au 298^e R.I. de Roanne, après deux mois passés au 104^e R.I. territorial, est arrivé dans le secteur de Nouvron-Vingré, à 15 km à l'ouest de Soissons fin septembre; ses lettres et cartes à Michelle, sa jeune épouse, ne mentionne pas en octobre l'existence de tranchées, peut-être parce qu'il paraît plus cantonné à Nouvron qu'au hameau de Vingré où se trouve le front, hameau qui sera indissolublement lié, comme nous le verrons à la tragédie des "Martyrs de Vingré" exécutés le 4 décembre. Jean mentionne pour la première fois les tranchées dans sa lettre à Michelle du 10 novembre -il ne sait pas qu'il a moins d'un mois à vivre-, sans lui expliquer ce que c'est, comme si la notion allait de soi, car elle lui est devenue familière (à lui): *"Aujourd'hui, dans la nuit, nous sommes parti* du village et nous sommes revenu* dans les tranchées ou* nous étions auparavant. Nous devons y rester quelques jours et puis retourner au village. Nous n'y sommes pas tant en sureté* mais tant que la situation restera stationnaire, comme elle a été jusqu'ici, nous ne courons pas grand danger. Nous y sommes moins à l'abri des intempéries, le temps est toujours pas mauvais, toujours du brouillard, et un peu plus froid aussi."* Dans sa lettre du lendemain, il indique qu'il a commencé le "terrassement" dans ce lieu qu'il n'a pas le droit de nommer: *"Ma chère Michelle, c'est à la même place qu'hier que je te récrit*, j'ai travaillé un petit peu ce matin au terrassement avec Francisque pendant une heure et c'est tout ce que j'ai fait."* Francisque Durantet, d'Ambierle comme lui, sera aussi un des six "Martyrs de Vingré". Le 15 novembre enfin, répondant à Michelle qui s'inquiète de savoir s'il s'est déjà battu, il s'efforce de la rassurer en décrivant sa vie dans les tranchées, selon un rythme qui paraît bien rodé, et avec un réseau qui se développe par le creusement de nouvelles tranchées plus proches de l'ennemi: *"Ma chère Michelle,*

Je viens de recevoir ta lettre du 8 nov. ou tu me demande* si je me suis battu. Si je ne te le dis pas, c'est que je veux pas t'effrayer. Je m'empresse de te répondre de suite pour te dire toute la vérité et ce que nous faisons depuis que nous sommes ici; avant tout, je puis te dire que je n'est* encore point vu d'allemands* ni que je leur est* pas tiré dessus; ils ne sont pas loin de nous il est vraie*, nous sommes dans des tranchées creusée* dans la terre à 1 m 50 ou 2 m et dedans on ne risque de* rien. il y en a plusieurs les unes derrières* les autres reliées entre elles par des boyaux creusés à la même profondeur. Nous passons 2 ou 3 jours dedans puis nous retournons au village, au cantonnement, pour 2 jours et nous revenons aux tranchées, une fois aux premières, une fois aux dernières, nous nous changeons par compagnie. Voilà ce que nous avons fait depuis que je suis ici. La semaine dernière, on nous a mené* dans un autre village en arrière pour six jours de repos, nous devons y retourner demain soir si il n'y a pas contrordre. Tous les jours en entend peter* le fusil et siffler les balles mais, je te le dis, à moins d'imprudence, on risque de* rien, que quand on en fait faire une nouvelle tranchée plus près d'eux; c'est ce qui est arrivé pour notre pauvre Daupras, ça a été la journée la plus dangereuse pour nous. Mais à présent, je pense que sa* va plus avancer tant qu'il n'y aura pas de changement car on est très près d'eux et on a pas besoin de lever la tête sans risquer une balle. On est bien tout le temps au danger, mais ce n'est pas dangereux comme les batailles."* Comme on le voit, le souci de rassurer l'épouse cède progressivement le pas devant le souci documentaire, qui ne manquera pas de l'inquiéter!

En novembre 14 à Albert, dans la Somme

Jean Fontaney (cl. 12) de Montrond-les-Bains, instituteur, puis professeur et enfin directeur des écoles normales de Parthenay puis de Poitiers, engagé volontaire malgré son exemption pour faiblesse de constitution, découvre avec son régiment, le 55^e R.I. de Nantes, en novembre 1914 les tranchées déjà creusées, vers Albert,

³¹ C.H.R. : compagnie hors rang, non combattante.

dans la Somme *"Au bout de deux mois (d'instruction) je suis parti au front. J'y arrive, dans la Somme. La ville la plus proche du front c'était Albert, à moitié démolie. C'était le grand cantonnement quand nous venions au repos. Et nous avons occupé des tranchées qui avaient été occupées et bâties avant nous, assez profondes, avec en avant un parapet, et une banquette pour le tir, et en arrière, des petits gourbis taillés et recouverts, les uns avec la tôle, les autres avec des toiles cirées, d'autres avec rien du tout. Et nous nous sommes logés là-dedans. Chacun avait avant nous apporté un peu de paille et quelquefois des cartons; c'était notre lieu de repos...et d'alerte en première ligne. Puis il y avait une tranchée un peu plus en arrière qu'on appelait la deuxième ligne, mais y avait à peu près personne. La tactique c'était tout le monde en première ligne. Le secteur était assez paisible, nous passions sept jours, les tranchées allemandes étaient à 150-200 mètres. On tiraillait."*

Fin novembre 14 dans la Somme, à Fontaine-lès-Cappy:

Justin Charrat (cl. 12), tailleur de pierres en Isère à Montagnieu (Isère), promis à une carrière spectaculaire après la guerre malgré son amputation de la jambe, qui le verra achever son itinéraire comme inspecteur central du Trésor de l'Isère, incorporé au 11^e Bataillon de Chasseurs d'Annecy, après avoir combattu dans les Vosges et à la Marne, arrive comme sergent dans la Somme fin novembre 1914, vers Fontaine-lès-Cappy: *"Nous étions fin novembre, parce que nous couchions sur la terre et la terre était gelée. La terre était gelée, on couchait dessus quand même; on n'avait pas de paille, on n'avait rien du tout! ... Nous avons fait des tranchées dans la Somme avant d'aller en Belgique.. C'est moi qui les ai faites! 1500 mètres de tranchées entre le château de Fontaine-lès-Cappy et la Somme.*

E – *La rivière, donc?*

T – *La Somme, oui. C'est moi qui ai fait faire les tranchées à mes hommes avec nos petites cuillères³², nos pelles-pioches. Nous n'avons rien, nous n'avons pas d'outillage. Oh! Quand on voyait les tranchées des Allemands, il y avait tout l'outillage de série, des pelles-bêches, et tout et tout et tout!³³ Nous n'avons rien, enfin bref! nous l'avons fait"*

En décembre 14, dans l'Aisne, vers Saint-Quentin

Jean Pouzerat (cl. 13) agriculteur à Arfeuilles et au Breuil (Allier) monte au front en décembre 1914 vers Saint-Quentin, dans l'Aisne, et découvre un secteur où il faut creuser les tranchées le long d'une route pour accéder plus sûrement à la première ligne: *"A ce moment, y avait encore rien! Alors tous les soirs, la nuit, il fallait faire les tranchées, hein! Tous les soirs, fallait prendre la pioche et faire les tranchées pour arriver en première ligne... La route d'Arras, là, on la cavalait tous les jours, alors y avait des blessés. Alors il fallait faire les tranchées tout le long pour arriver en première ligne"*

On a donc vu comment, de sporadiques au tout début de la guerre, en août-septembre, les tranchées ont commencé à se multiplier tout au long de l'automne, avec la fin de la *"course à la mer"* et le début de la fixation du front.

La pénurie en pièces et en munitions d'artillerie

Plusieurs témoins, dont des artilleurs, bien placés pour le voir, signalent le rationnement en obus dès octobre 1914.

Etienne Becouse, né à Lyon en 1893, dessinateur industriel à Oullins, futur contremaître aux usines Seguin de Lyon, puis « gentleman »- vigneron à Saint-Nizier-sous-Charlieu à partir de 1941, a déjà évoqué, en tant que maréchal des logis au 36^e R. d'artillerie de campagne de Moulins dès la mobilisation (il sera capitaine d'artillerie au régiment d'Issoire en 1939-1940, puis prisonnier un an), le manque cruel d'artillerie lourde dans l'armée française en août 1914. Mais c'est à un rationnement des munitions qu'il assiste dès le troisième mois de guerre ! *« A partir du mois d'octobre (1914), on avait le droit de tirer 40 coups par batterie seulement par jour ! »*. Quarante coups par batterie, cela fait dix coups journaliers par canon, la batterie comportant quatre canons...Son récit de guerre confirme le témoignage oral ; à la date du 5 octobre, il mentionne : *« Nous sommes à partir de ce moment très limités en munitions. On ne doit pas tirer plus de 40 coups par jour. Les Allemands avaient, comme nous-mêmes, prévu une guerre courte et devaient, eux aussi, manquer d'obus. »* (page 53).

Un fantassin, **Justin Charrat**, né en 1892 à Montagnieu (Isère), tailleur de pierre avant-guerre, avant son amputation de la jambe et son grave blessure à l'épaule reçue à Verdun en juin 1916, caporal au 11^e Bataillon de Chasseurs d'Annecy à la mobilisation, a, lui, constaté lors de la première bataille de la Somme, à l'automne 1914, le cruel manque de munitions pour les canons de 75 : *« Oh ! Y en avait pas d'artillerie ! Ou très peu ! Notre artillerie...nous avions le canon de 75 qui était parfait, mais y'avait pas de munitions ! J'ai vu le canon de 75 tirer à blanc³⁴ pour faire du bruit, pour faire peur aux Allemands, oui ! Eh oui ! J'ai vu ça en 14 ! »*

Son témoignage est précisé par le plus gradé de nos témoins, **Jean-François Ollier** (né en 1894, mais incorporé à sa demande en 1913 avec la classe 13), futur patron d'une fabrique de soieries à Saint-Etienne, déjà sergent au 38^e R.I. en août 1914 –il finira la guerre comme capitaine, après sept blessures et six citations, et

³² On imagine mal des soldats creusant des tranchées à la petite cuillère! Le terme est utilisé comme synonyme familier et humoristique du nom adéquat de l'instrument qui suit, la pelle-pioche.

³³ Ce thème de la supériorité de l'équipement allemand est une constante dans les témoignages, tant écrits qu'oraux.

³⁴ C'est-à-dire avec une simple charge de poudre, évidemment inoffensive pour l'ennemi

deviendra commandant de réserve en 1934 – qui a vécu la pauvreté en armement au tout début de la guerre: *"Nous faisons l'arrière-garde du 38 d'Infanterie en Lorraine avec vingt fusils Lebel! Au début de la guerre, y avait en tout et pour tout au régiment deux mitrailleuses! Après, quand on a pu, beaucoup plus tard... Le machin normal de mitrailleuses... Je reviens: le régiment égale trois bataillons, un bataillon égale trois compagnies de ligne et une compagnie de mitrailleuses avec huit mitrailleuses. Une compagnie, donc huit mitrailleuses pour un bataillon, c'est déjà pas mal! Mais en août 14, quand on est parti d'ici (de Saint-Étienne), le régiment avait deux mitrailleuses! [...]. Quant à l'artillerie, elle n'est pas mieux lotie, hormis le célèbre canon de 75 à qui l'on voue un culte national: "Nous n'avions presque que des canons de 75, qui était un canon excellent, mais de petit calibre. Il portait à une certaine distance qui n'avait rien à voir avec l'artillerie lourde allemande. Il a fallu des années pour fabriquer tout ça! . Je prétends qu'au bout de deux ans, fin 16, nous n'étions pas encore outillés suffisamment"*

En dehors, de la faiblesse en mitrailleuses et en artillerie lourde, il met aussi en cause la tactique employée: *"On a avancé peut-être encore de 500 mètres? A quel prix! A quoi ça rimait! On avait gagné un kilomètre de terrain! ...Ça présentait aucun intérêt, de gagner un kilomètre: qu'est-ce que ça pouvait bien foutre!...Je parle de ça parce que je l'ai vu et que j'en ai discuté avec des amis avec qui on en a parlé pour d'autres coins. On faisait des attaques comme ça pourquoi? Parce que les chefs avaient peur qu'on leur reproche de pas attaquer! Et, pour moi, on aurait dû faire des préparations d'artillerie³⁵, comme on faisait après deux ans de guerre, pour essayer de démolir un peu la tranchée allemande. Mais on aurait dû faire le double de préparation d'artillerie et on n'aurait pas dû faire attaquer tant qu'on n'était pas sûr que c'était vraiment bien démolie, là bas! Il y a eu des faiblesses, c'est inimaginable! C'est ceux qui l'ont vu et l'ont payé de leur peau qui peuvent s'en rendre compte! C'est inimaginable les bêtises qu'on a faites!"*

Les difficultés du ravitaillement alimentaire au début de la guerre

Georges Guillen, né en 1889 à Bellegarde-en-Forez, incorporé au 358^e R.I. de Lyon, a connu le baptême du feu le 23 août en forêt de Wisembach, en Haute-Alsace. Après la retraite, après plusieurs jours passés à Deyvillers, à creuser des tranchées pour protéger la ville d'Épinal, il se retrouve le 9 septembre à l'ouest de Rambervillers, épuisé par les marches forcées sous les bombardements et le manque de ravitaillement. Il note ce jour-là dans son carnet qu'il tient chaque jour : *«Terrible marche de nuit a* travers la forêt de Rambervillers* sous la pluie et dans la boue jusqu'aux genoux, pendant 10 h a* marche forcée vers l'ennemie*. Le désordre règne dans le rang, les hommes sont exténués ; nous arrivons a* 3 h du matin au bivouac dans les bois de Romont³⁶. Mouillés jusqu'aux os, pendant deux jours on reste ainsi, les obus nous cherchent, ils éclatent tout autour de nous. »*

Mais parfois une bonne fortune se présente, et le soldat en campagne, affamé, ne la laisse pas échapper. C'est ce qui arrive à Georges Guillen et à son escouade le lendemain : *« 10 – Jeudi - même situation que la veille, le soir on va cantonner a* Romont ; dans une maison abandonnée on trouve deux lapins, abandonnée* ou oublié*, puis une bouteille de Champagne dans la cave, on s'empresse de faire cuire les deux lapins au plus vite possible car la faim nous tiraille. »* (carnet pp. 16-17)

Manifestement, avec tous les déplacements quelque peu erratiques des régiments, l'intendance ne suit pas. Mais selon Georges Guillen, qui se trouve à Hablainville³⁷ entre le 17 septembre et le 24 octobre, creusant des tranchées, et participant à la bataille victorieuse du 24 septembre, il est pire manque que le manque de nourriture ; ainsi il écrit le jeudi 1^{er} octobre : *« On souffre toujours du manque de ravitaillement, surtout du tabac et des feuilles (à cigarettes), nos poches sont soigneusement retournées pour en extraire les moindres parcelles de tabac ; on fait des cigarettes avec du papier journal».*

À côté de la nourriture, la boisson demeure aussi un besoin impérieux, et pas n'importe laquelle : le vin, dont on verra quelle importance capitale, à la fois physiologique et psychologique, il va prendre dans le mode de vie du Poilu, au fur et à mesure du prolongement de la guerre. Pour peu qu'il reste des habitants dans les localités où cantonnent les troupes (et il en reste toujours en ce début de guerre, même dans les villages martyrs comme Nomény) on peut se procurer du vin, mais encore faut-il qu'il soit vendu à un prix abordable ! Le 25 septembre, après la victoire de la veille, Georges Guillen fulmine contre un menteur et un exploiteur d'Hablainville, un de ces « mercantis » qui vont s'enrichir sur le dos des soldats : *« Un abitant* d'Hablainville craignant le retour des Allemands s'empresse de nous vendre son vin, bien qu'il est* dit la veille qu'il en avait point, il nous le vend encore 1,25 la bouteille³⁸. Ceux-là les Allemands ne leur ont pas assez fait du* mal ».*

³⁵ Des "préparations d'artillerie": des bombardements intensifs pendant plusieurs heures sur les lignes ennemies afin de les affaiblir, voire de les écraser, avant de lancer l'assaut de l'infanterie.

³⁶ Romont est une localité située à 3 km de Rambervillers, mais le bois de Romont est au sud, rattaché à l'immense forêt de Rambervillers ; précisons que le régiment a traversé toute cette forêt, sans doute par des chemins forestiers, venant de Deyvillers, au nord d'Épinal.

³⁷ Hablainville (Meurthe-et-Moselle) est un village lorrain se trouvant à 10 km au nord de Baccarat, donc à 25 km au nord de Rambervillers

³⁸ Ce prix d'un franc vingt-cinq la bouteille est en effet exorbitant ; les témoignages indiquent un prix raisonnable, en ce début de guerre, variant de 25 à 35 centimes la bouteille. Nous précisons que la solde du soldat (appelée « prêt du soldat ») de 2^{ème} classe est au début de la guerre de 1 sou par jour, soit 5 centimes, et de 4 sous pour un caporal, soit 20 centimes (témoignage de

Ce qui complique la question de la nourriture, c'est aussi l'absence de ces cuisines roulantes qui arriveront en 1915, lorsque le front, stabilisé, permettra un ravitaillement plus régulier, une installation à l'abri d'un vallon, si le terrain le permet, de la cuisine roulante, et des cuisiniers permanents, quitte à faire plusieurs kilomètres la nuit pour aller au ravitaillement. **Armand Primpier** (cl. 12), de Roanne, incorporé au 121^e R.I. de Montluçon, a vécu dans les premiers mois de guerre cette insécurité du ravitaillement: *"Ils nous ont mitraillés comme ils ont voulu! Et alors, le plus drôle, c'est que nous n'avions pas de roulantes pour le ravitaillement: on avait encore des gamelles! C'était individuel, on se mettait sept ou huit pour aller chercher du bois. Et le soir, quand on s'est couché, on n'avait pas de couvertures..."*

Le patriotisme s'est-il maintenu au delà de sa flambée d'août 14 ?

Il convient de s'interroger sur l'état d'esprit des soldats, mais aussi des nouvelles recrues, en cet automne 14: le patriotisme de la mobilisation s'est-il maintenu, alors que les soldats au front, et les futurs incorporés à l'arrière, ont connaissance de l'importance des pertes et des blessés? Nous manquons de témoignages à ce sujet. Retenons cependant, non pour les opposer, mais pour les rapprocher, ceux de deux jeunes instituteurs, l'un laïc, l'autre confessionnel.

L'instituteur laïc formé à l'Ecole normale de Montbrison, futur directeur d'Ecole Normale de Poitiers et de Parthenay, **Jean Fontaney** né en 1892 à Montrond (pas encore les Bains!), au hameau de Meylieu, ajourné au service militaire en 13, définitivement exempté au printemps 14 pour faiblesse de constitution va pourtant s'engager pour la durée de la guerre le 20 septembre 14, par patriotisme bien nuancé, pour conserver l'estime de soi et par devoir familial: *« non pas parce que j'étais cocardier, non plus parce que je croyais que la guerre était une marche joyeuse vers Berlin (on était déjà fixé un peu) mais simplement vis-à-vis de moi. Comme pour avoir bonne conscience et parce que dans ma famille je comprenais mal que mes deux aînés soient partis et risquent de mourir pendant que moi je restais célibataire et en somme... embusqué, comme on disait... »*

Nous reviendrons longuement, plus tard, sur ce thème des embusqués et sur le mépris et l'exécration qu'ils engendrent parmi ceux qui risquent leur vie au front.

Plus jeune de trois ans, **Joseph Sorgues** de Romanèche-Thorins (Saône-et-Loire), né en 1895, instituteur libre au pensionnat de Bellegarde de Neuville-sur-Saône, formé à l'Ecole normale libre Gerson de Lyon, est plus démonstratif et plus ouvertement patriotique. Il exulte de joie dans son journal quand il est pris au conseil de révision le 8 octobre 1914: *« Jeudi 8 octobre – Dieu soit loué! Je suis bon pour le service, je serai soldat! Nous sommes partis 28 (conscrits de Romanèche de la classe 15), il y en a eu 23 de pris. J'avais le numéro 71, le même que celui de mon père; je pèse 56 kg et j'ai (sic) 1m 65. Marius Moreau est ajourné; Marcel Mortet est pris ainsi que Rollin et Ballandras. Je suis content, j'aurais embrassé le major, le préfet, le général, les maires, les gendarmes, les camarades, tout le monde quoi, tout le monde y aurait passé! »* (carnet 2, p. 8).

Relatant un épisode paru dans la presse, le retour à Montpellier, au dépôt du « 81^e de ligne » d'un drapeau déchiqueté, la cérémonie organisée se concluant par le baiser au drapeau du vieux père d'un des deux portedrapeaux déjà tués au combat, il improvise dans son journal, le 15 octobre 1914, un hymne vibrant de lyrisme et de patriotisme en l'honneur du drapeau français, ou plutôt du drapeau de son futur régiment, dans lequel il voit à la fois l'incarnation de la France éternelle depuis ses origines gauloises, dans ses composantes catholique et républicaine – la première surtout – et le symbole de l'amour qu'il porte à sa famille et à son petit pays natal, Romanèche. On notera la triple interprétation des trois couleurs, à la fois agreste, religieuse et patriotique:

« M. Servent père s'approche alors du drapeau et, sur l'étoffe souillée par la boue glorieuse des tranchées, le vieillard pose ses lèvres en un glorieux et fervent baiser. Dans le défilé, les vétérans et les jeunes recrues, tout le monde pleurait. Je comprends cette émotion. O toi, beau drapeau de mon régiment que je ne connais pas encore, je t'aime déjà et je te respecte qui que tu sois, sortant tout neuf de la caserne ou revenant tout sanglant du champ de bataille. Je te jure que je défendrai jusqu'à la mort; dans les longues marches, je te suivrai des yeux, je te contemplerai avec amour, vivante image du sacrifice: je verrai passer dans tes plis flottants l'honnête figure de mon père, le regard plein de tendresse de ma mère, le doux sourire de mes sœurs, les cheveux blonds de mon frère; je verrai l'azur de mon ciel, la blancheur de nos lys, la pourpre de nos grappes vermeilles; je verrai passer le casque de Vercingétorix, le sceptre de Charlemagne, la croix rouge de saint Louis, le bûcher de Jeanne d'Arc, l'armure de Bayard, le panache blanc de Henri IV, l'échafaud de Louis XVI. Je verrai en toi toute la France, la sainte patrie, depuis la Flandre jusqu'aux Pyrénées, de la Bretagne jusqu'au Rhin, depuis le mineur du Nord jusqu'au marin de la Provence, depuis Clovis jusqu'à Déroulède (barré, remplacé par) MacMahon, depuis l'auteur

Justin Charrat, entre autres). Il faut donc, en octobre 14, 25 jours de solde pour un soldat de base et 6 jours de solde à un caporal pour se payer une bouteille à 1,25 franc! On comprend la fureur de Georges Guillen, d'autant plus qu'il y a gros à parier que ce vin était de piètre qualité... La guerre durant, cette solde sera considérablement augmentée. Joseph Sorgues, citant la presse (donc une source fiable) dans son journal le 4 août 1918, indique que la dernière augmentation de la solde la porte de 25 centimes à 50 centimes pour un soldat de 2^eme classe en zone des armées (donc 10 fois la somme de 1914) et de 42 centimes à 75 centimes pour un caporal (donc presque 4 fois la somme de 1914: le caporal a perdu du pouvoir d'achat par rapport au simple soldat!). Mais l'inflation aura aussi fait des ravages en quatre ans!

de la Chanson de Roland jusqu'à l'auteur des Chants du Soldats. Etoffe glorieuse toute constellée de victoires et de grandes actions, bleue comme notre ciel, blanche comme nos lys d'automne, rouge comme notre sang généreux qui a fécondé toute la terre, pour toi je saurai lutter, je saurai souffrir, je saurai mourir. Tes trois couleurs nous donnent une grande leçon ; le bleu nous indique le paradis que nous devons mériter, le blanc, la pureté de notre âme que nous devons conserver, le rouge le sang que nous devons verser pour garantir l'intégrité de notre foi et de notre territoire. O cher drapeau, à toi ma vie jusqu'à la fin !"*

En attendant de partir le 23 décembre, il cultive le patriotisme de ses élèves du pensionnat de Neuville en les informant sur l'évolution du front tout en n'oubliant pas des aventures plus romanesques (carnet 2, p.21)

:Mardi 27 octobre... « Mes petits s'intéressent beaucoup à la guerre. Tous les matins, au réfectoire, je leur lis les nouvelles du jour et les communiqués officiels de 15 heures et de 23 h ; à midi, les principaux faits de guerre qu'ils peuvent admirer et le soir, les aventures de l'immortel Robinson Crusoe les passionnent à tel point qu'ils oublient de manger. Nous avons une carte des opérations sur le théâtre oriental de la guerre que j'ai collée sur du carton et que j'ai fixée au mur. Cette carte est constellée de petits drapeaux anglais, français, belges, allemands qui marquent les positions des armées respectives que je change chaque jour suivant les nouvelles. Je veux aussi mettre les portraits de nos trois grands chefs, Joffre, Pau et de Castelnau, pour que mes petits apprennent à les connaître, à les admirer et à les aimer, ces hommes-là. »

Le maintien du patriotisme, malgré les revers, les morts, et l'usure de la guerre est aussi affaire de tempérament, de sensibilité et de circonstances. Ainsi, au delà de 1914, en mars 1915, alors qu'il vient d'être promu adjudant au 153^e R.I. Territoriale, et change de compagnie, un soldat aguerrri, l'agriculteur **François Baizet** de Chassigny-sous-Dun (Saône et Loire), déjà âgé de 38 ans (cl. 97), est très ému quand il reçoit un cadeau de la part des hommes de la section dont il était chargé comme sergent (il deviendra adjudant). Il note le 18 mars dans son deuxième carnet (qui est en fait le septième, les cinq premiers ayant été perdus): *"La section s'est cotisée et elle m'offre en souvenir une jolie pipe et une boîte de 100 ninas (cigarillos). Debouzy, un ingénieur, m'adresse quelques paroles de félicitations et de regret de séparation. Je suis très touché et très ému. Je remercie mes hommes simplement, je ne suis qu'un paysan ne sachant pas faire de discours, mais mon cœur vibre à l'unisson des autres. Et ce n'est pas fini: mon chef de section, le S.Lt Trappier à la section un lunch en mon honneur et tous ensemble, nous trinquons et buvons à la victoire de la France, à la victoire que tous nous voudrions prochaine. Que c'est beau, officiers et soldats réunis dans la même pensée, dont les aspirations tendent au même but, s'aimant et s'aidant d'une affection mutuelle. Là, plus de différence de caste, de parti ou de rang social. Tous des frères voulant défendre et venger la mère Patrie."*

Le témoignage de patriotisme vaut à la fois pour lui et pour ses camarades. Mais l'émotion liée aux circonstances de cette séparation et de ce geste de gratitude peut l'amplifier...



Chapitre 6

Drames de l'automne 1914
dans les deux régiments de Roanne,
le 98^e R.I. et le 298^e R.I :

La mort du capitaine Déchelette,
l'exécution du lieutenant Chapelant,
puis des six Martyrs de Vingré

Chap. 6 - Drames de l'automne 1914 dans les deux régiments de Roanne, le 98^e R.I. et le 298^e RI: la mort du capitaine Déchelette, l'exécution du lieutenant Chapelant puis des six Martyrs de Vingré

"Je plains bien Madame Joseph Déchelette qui va recevoir un coup bien rude et imprévu, car son mari est resté ici de son plein gré, sa mission étant simplement de conduire un détachement de territoriaux jusqu'à nous." - Lettre du commandant au 298^e R.I. de Roanne **Georges Thivel** à sa femme Henriette, datée du 5 octobre 1914, à propos de la mort, la veille, du capitaine **Joseph Déchelette**.

"... Y a eu une contre-attaque: on a repris tout ça, dont le sous-lieutenant qui avait été blessé. Eh bien, il a passé au conseil de guerre comme il pouvait, il était blessé... On l'a attaché sur un brancard et on lui a flanqué douze balles dans la peau! C'est le colonel Didier du 98 qui a fait ça!" - **Armand Primpier** (cl. 12) de Roanne à propos de l'exécution du **lieutenant Chapelant**, du 98^e R.I. de Roanne.

"Nous n'avons point d'enfant, je te rends la parole que tu m'as donnée de m'aimer toujours et de n'aimer que moi, tu es jeune encore, reforme toi une autre famille si tu trouve un mari digne de toi et qui pratique la religion, épouse le, je te dégage de la parole que tu m'a donnée, garde moi un bon souvenir et ne m'oublie pas dans tes prières." - Extrait de la lettre de **Jean Blanchard** d'Ambierle, un des six Martyrs de Vingré, tous soldats au 298^e R.I. de Roanne, écrite à sa femme Michelle dans la nuit précédant son exécution.¹

Toute mort est un drame, surtout quand elle survient précocement par rapport à l'échéance "naturelle" de l'âge, ce qui est le cas des morts de soldats. Mais il est des personnalités, ou des circonstances qui la rendent plus dramatique encore. Nous nous arrêterons dans ce chapitre à trois événements touchant les deux régiments de Roanne qui ont marqué les esprits des combattants comme des civils, deux ayant eu même un retentissement national après la victoire de 1918

La mort du capitaine Joseph Déchelette le 4 octobre 1914

Nous disposons du témoignage du commandant **Georges Thivel**, chef de bataillon au 298^e R.I. de Roanne, dans « *Cahier Journalier du Commandant Georges Thivel 1914-1915* », en version « tapuscrite »² (p. 21), à la date du 2 décembre, donc deux mois après les faits. Il livre un témoignage émouvant sur la mort du capitaine **Joseph Déchelette**³, du 298^e R.I., un des grands archéologues français du tout début du XX^e siècle, avec son œuvre majeure « *Manuel d'archéologie préhistorique, celtique et gallo-romaine* », suivant sa magistrale étude sur « *Les vases céramiques ornés de la Gaule romaine* » (1904), ouvrages accompagnés de quelque 170 articles savants sur l'archéologie. Il était propriétaire du majestueux hôtel de Valence à Roanne qu'il avait transformé en centre de documentation archéologique européen (avec des livres des principaux spécialistes du temps), devenu le musée de Roanne (qui porte désormais son nom) dont il avait été le conservateur pendant plus de deux décennies –depuis 1882- avant sa mort au combat, le 4 octobre 1914, à Vingré, (à 15 km à l'ouest de Soissons, dans l'Aisne), mort particulièrement héroïque car ce savant avait été volontaire pour accompagner un détachement de territoriaux et pour les commander sur le front alors que son âge (52 ans en 1914) le dispensait de toute réincorporation: « *Le colonel*⁴ *tient un petit conseil de guerre à l'entrée sud-est du ravin, le 5^e bataillon compagnie Déchelette va déboucher en tête sur la cote 142, il sera appuyé à gauche par une autre compagnie et si le mouvement tardif réussit, je me porterai en avant avec tout mon bataillon. Ce mouvement tardif est voué à l'insuccès. Je reprends ma*

¹ Pour l'orthographe réelle de l'original, voir la suite du chapitre

² Ce « *Cahier journalier du Commandant Georges Thivel* » a été dactylographié par un de ses descendants, **Vincent Lemaire**, de Saint-Denis-sur-Loire (Loir-et-Cher) et m'a été aimablement communiqué par **Marcel Régné** de Saint-Germain Laval

³ **Joseph Déchelette** (Roanne 1862 - Vingré 1914), fils d'industriel roannais du tissage, élève (comme Antoine Pinay vingt ans après) des Frères Maristes de Saint-Chamond jusqu'à son baccalauréat, a d'abord été commis voyageur dans tous les pays méditerranéens (il parlait sept langues) pour l'entreprise familiale; ces voyages d'affaires lui ont donné le virus de l'archéologie. Membre de deux sociétés savantes, la Diana de Montbrison et la Société Eduenne d'Autun, il se formera méthodiquement à cette discipline jusqu'à en devenir un des maîtres, mettant sa fortune au service de sa passion. Après sa mort le 4 octobre 1914, qui causa un profond chagrin chez les Roannais et chez les archéologues français et les érudits de notre grande région, il fut enterré à Vingré, puis après la guerre, dans un cimetière militaire proche, au milieu de ses hommes. Le 23 juin 1920, son buste fut déposé au musée archéologique de Saint-Germain-en-Laye et salué par le Maréchal Joffre, avec la devise suivante inscrite dans le marbre: « *Galliae antiquae laborem dedit, vitam novae* » (« Il donna son travail à la Gaule ancienne, et sa vie à la Gaule nouvelle » = la France).

⁴ Le colonel est le lieutenant-colonel Pinoteau, récemment arrivé à la tête du régiment, le 1^{er} octobre.

place et où je découvre tout le terrain et je vois la compagnie Déchelette qui se porte courageusement en avant, mais à mesure qu'elle débouche, elle est fauchée par les feux de l'artillerie de flanc. Au bout de 10 minutes, elle recule et le mouvement est manqué. Le capitaine Déchelette a été blessé à mort et transporté à Vingré⁵, presque tous les hommes qui le suivaient sont tombés, tués ou blessés ». (p.14).

Le témoignage est à la fois plus circonstancié, plus intime et plus émouvant dans la lettre qu'adresse Georges Thivel à son épouse Henriette le 5 octobre⁶, soit le lendemain même de la mort du capitaine: : « Je t'écrivais hier que le capitaine Déchelette avait été blessé en entraînant sa compagnie à l'attaque d'une position sous un feu violent d'artillerie et d'infanterie. Aujourd'hui, c'est avec une profonde tristesse que je viens d'apprendre son décès ; ses blessures étaient plus graves que je ne le croyais.

Il avait été atteint le 3 octobre à 5 heures du soir et il est mort le 4 à 1 heure après-midi.

Sa mort a été particulièrement édifiante, sa résignation très grande et il a eu la consolation d'avoir un aumônier qui a pu arriver à son chevet. Une de ses préoccupations avant de mourir était de savoir si le terrain conquis grâce à son courage avait été conservé : il a eu la satisfaction d'apprendre que sa compagnie y était restée et avait construit des tranchées pendant la nuit.*

Le colonel qui commande le régiment a fait paraître un ordre du jour où il fait ressortir les brillantes qualités, le courage et la bonté de Monsieur Joseph Déchelette.

Il a été enterré hier soir au hameau de Vingré en un point où il sera facile de retrouver son corps et on lui a fabriqué tant bien que mal un cercueil. Il est placé à côté d'un autre officier. Son secrétaire l'a assisté jusqu'à la fin et a pu recueillir ses dernières volontés. Tous les souvenirs personnels ont été mis de côté et parviendront par le régiment qui se chargera d'avertir la famille. Je te donne néanmoins les détails que je connais pour que tu puisses les communiquer à la famille s'il y a lieu. Je plains bien Madame Joseph Déchelette qui va recevoir un coup bien rude et imprévu, car son mari est resté ici de son plein gré, sa mission étant simplement de conduire un détachement de territoriaux jusqu'à nous. »*

Dans sa sépulture provisoire du hameau de Vingré (il sera plus tard transféré dans un cimetière militaire assez proche), Joseph Déchelette, le héros encensé, recevra deux mois plus tard la compagnie de six réprouvés du 298^e R.I., les six Martyrs de Vingré, exécutés pour l'exemple comme on le verra bientôt.

L'exécution du lieutenant Chapelant le 11 octobre 1914

La deuxième mort individuelle, toujours en ce début d'octobre 1914, ne sera pas héroïque, mais infamante, et ne cesse pas de torturer l'esprit de ceux qui ont connaissance de ce fait, même près d'un siècle après. Elle concerne l'exécution d'un jeune sous-lieutenant du régiment d'active de Roanne, le 98^e R.I., **Jean-Julien Chapelant**. Nous ne disposons pas, à l'inverse des deux autres cas, de documents locaux pour éclairer ce drame, hormis deux témoignages de Poilus du Roannais, les autres témoignages étant fragmentaires et inexacts.

Retenons d'abord, pour montrer l'impact émotionnel de cette exécution sur les Poilus de notre région, le témoignage d'**Armand Primpier** (cl. 12) de Roanne, horloger avant guerre, représentant en textiles après, musicien-brancardier au 121^e R.I. de Montluçon, dont le régiment est dans l'Oise au moment de l'affaire: "*Il y a eu une histoire épouvantable avec le 98, quand nous sommes revenus. On a retrouvé un bataillon qui était là, et on nous a raconté une chose épouvantable. Les Allemands avaient attaqué sur le 98 et ils avaient cravaté la compagnie de mitrailleuses, c'est-à-dire quatre mitrailleuses et le sous-lieutenant... Y a eu une contre-attaque: on a repris tout ça, dont le sous-lieutenant qui avait été blessé. Eh bien, il a passé au conseil de guerre comme il pouvait, il était blessé... On l'a attaché sur un brancard et on lui a flanqué douze balles dans la peau! C'est le colonel Didier du 98 qui a fait ça! Et l'officier...le sous-lieutenant qui s'appelait... (ne parvient pas à retrouver son nom). Ça, c'est officiel sur la place de Roanne! Ça s'est passé dans le secteur du 98, au Bois des Loges, à Conchy-les-Pots"*

E- *Et pourquoi on a fait ça? Parce qu'on le considérait comme un traître?*

T- *Parce qu'il s'était pas défendu! Le mot "traître" est peut-être pas valable, mais... Pour s'être rendu, pour pas s'être défendu... Et il a été fusillé sur son brancard! Je me demande, les types qui ont tiré, hein!"*

Plus circonstancié est le témoignage, à la fois écrit et oral, d'**Etienne Becouse**, de Saint-Nizier-sous-Charlieu.

⁵ Comme on l'a vu dans une note précédente, le capitaine Déchelette recevra une tombe provisoire dans le hameau de Vingré, à proximité des corps des six fusillés qui viendront le rejoindre deux mois plus tard, le 4 décembre : curieuse fraternité de la tombe entre l'officier, héros au nom déjà célèbre, et les six réprouvés obscurs (sauf après leur réhabilitation) voués à être honnis de l'armée !

⁶ Ces lettres de Georges Thivel à son épouse ont été dactylographiées par leur descendant Vincent Lemaire, de Saint-Denis-sur-Loire, sous le titre « *Correspondance aux armées du commandant Georges Thivel 1914-1915* » (11 pages), le document m'ayant été aussi transmis par Marcel Régny de Saint-Germain-Laval, créateur et rédacteur de l'excellente revue locale « Aix-Echos », qui a fait paraître deux numéros spéciaux (n° 43 et 44) en janvier et avril 2000 sur la guerre de 14-18 vécue par les Poilus du Roannais, et en particulier au drame des Martyrs de Vingré.

Etienne Becouse (né en 1893, mais affilié à la classe 11 en raison d'un départ volontaire au régiment à 18 ans, en 1911), futur capitaine, est en 1914 maréchal des logis au 36^e R.A. de campagne de Moulins, et se trouve dans le secteur de Conchy-les-Pots, dans l'Oise de l'automne 1914 à l'été 1915, dans le secteur où a eu lieu "l'affaire Chapelant". Dans ses *Souvenirs de campagne du capitaine B.*, écrits juste après la Grande Guerre, il donne une vision succincte et assez détachée de l'épisode. Précisons que dans la version initiale, dactylographiée, de son texte, tous les noms propres sont changés, mais que le nom exact a été rétabli par ses soins à la main ensuite, à côté du nom modifié. Nous donnerons les deux, en mettant en gras le nom authentique: "*Alors commencent les récits plus ou moins exagérés. Chacun raconte ses histoires. Le colonel Dulier [Didier] accuse le lieutenant Chapeau [Chapelant] de s'être rendu; le fait fusiller sur son brancard, alors qu'il a les deux jambes gravement blessées par des éclats d'obus. Pourtant d'après lui, et quelques blessés qui l'entouraient, il avait reçu l'ordre de reddition de son Capitaine. Ce dernier ayant été tué, il fut impossible de contrôler le fait. On ne saura jamais la vérité, mais nous ne pouvons pas oublier la cruauté de ce Colonel faisant fusiller un blessé*". Une note précise en bas de page, à propos du ce Colonel: "*Il devint général par la suite, au cours de la guerre*"; cette sécheresse condamne implicitement le colonel cruel. Plus tard, le capitaine Becouse, relisant son texte, a ajouté cette précision au verso de la page, en employant cette fois-ci le vrai nom: "*Après la guerre, les parents du lieutenant Chapelant* (instituteur dans le civil) entamèrent une action en justice contre le général Didier (ex-colonel). Mais après plusieurs mois, le procès se termina en queue de poisson, faute de preuves formelles.*"

Ayant lu le texte que m'avait prêté Etienne Becouse, pour que je puisse le photocopier, je suis revenu chez lui, dans sa belle demeure de Saint-Nizier-sous-Charlieu le 31 décembre 1987, dix jours après ma première visite, et l'ai interrogé notamment sur l'affaire Chapelant. Voici son récit, beaucoup plus circonstancié, surtout concernant le rôle de son régiment d'artillerie, récit dont j'ôte mes questions, sauf lorsqu'elles orientent la réponse:

E – *Est-ce que vous pouvez me le détailler, cet épisode du colonel Didier et du lieutenant Chapelant?*

T – *Alors, le 1^{er} octobre, en 14, les Allemands débouchant de Crapeaumesnil⁷ ont attaqué en masse, comme je l'ai déjà expliqué, en trois vagues successives. Les principaux attaquant faisaient partie du régiment poméranien, le 149^e Poméranien, c'était un régiment d'élite. Alors la première vague a submergé une compagnie du 16^e d'Infanterie où le lieutenant Chapelant...*

E - *Le 16^e de Montbrison?*

T- *De Montbrison, oui. Et alors, y a une section qui était commandée par le lieutenant Chapelant (qui a été blessé gravement aux jambes par un éclat d'obus)...*

E- *Est-ce que le lieutenant était originaire de la région?*

T- – *Non, il était de l'Ardèche!⁸ Il était instituteur.. Et alors sa section avait été submergée, et la section s'est rendue. Et puis il y a eu une contre-attaque; la première vague a été stoppée et puis il y a eu un groupe du 36^e d'Artillerie qui a fait barrage derrière pour empêcher qu'ils reculent; et alors, un autre groupe a fait barrage devant, sur la première vague⁹... Attendez: autant pour moi! La première vague, après, s'est rendue; ils ont été contre-attaqués, ils se sont rendus, ils étaient 1700 environ, la première vague. Et puis après, y a eu une deuxième vague; alors là, on a fait barrage derrière avec un groupe d'artillerie pour les empêcher de reculer, et un autre groupe a fait le barrage devant, et puis après, les gens¹⁰ qui étaient dans l'intervalle, y a eu le ratissage; c'est-à-dire qu'on progressait, on faisait des tirs progressifs de 50 m en 50 m, et puis on reculait de façon à anéantir complètement ces gens-là... Alors les Allemands, dans cette histoire-là, ont perdu environ 3 000 morts¹¹. Mais la contre-attaque a délivré en somme la section du lieutenant Chapelant, et le colonel Didier l'a accusé de s'être rendu alors que les ordres étaient de tenir jusqu'au bout.*

E- *Jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la mort!*

T- *Jusqu'à la mort, oui! Et il paraît que le lieutenant Chapelant avait reçu un ordre de son capitaine de se rendre, puisque toute la compagnie avait été submergée. Mais le capitaine a été tué et finalement on n'a pas de preuve... Alors, le colonel Didier a fait passer le lieutenant Chapelant au conseil de guerre, avec les officiers de l'état-major. Et il a été condamné à mort, malgré qu'il était blessé. On l'a fait attacher sur un brancard, de façon à pouvoir le fusiller! Il avait des graves blessures aux jambes. Les deux jambes étaient pas coupées, mais avec des éclats d'obus qui avaient fait des graves blessures. Alors, là c'est inadmissible, qu'on fusille un blessé attaché sur un brancard! Alors les parents du lieutenant Chapelant, après, ont porté plainte.*

⁷ Crapeaumesnil est à 5 km au sud de Roye, dans l'Oise

⁸ On voit que le témoin a une vision étroitement circonscrite de la région, l'Ardèche étant pourtant limitrophe de la Loire par sa pointe Nord. En fait Chapelant est d'Ampuis, dans le Rhône, sur la rive droite (donc ardéchoise) du Rhône, à 5 km au sud-est de Vienne (qui, sur la rive gauche, est dans l'Isère). Il se peut donc que sa famille soit ardéchoise d'origine, Ampuis n'étant distant que d'une quinzaine de km de la pointe nord de l'Ardèche (région de Serrières).

⁹ On comprend que le 36^e R. d'artillerie de Moulins, auquel appartient Etienne Becouse, par des tirs de barrage longs et courts, cherche à isoler le régiment allemand, pour l'empêcher de battre en retraite, et essayer de l'anéantir

¹⁰ Ces "gens" sont évidemment des soldats allemands du régiment de Poméranie

¹¹ Cette version éclaire l'affaire Chapelant sur le plan stratégique; elle s'inscrit dans une petite victoire militaire française, et non dans un recul général des Français sous la poussée allemande.

E – Après la guerre?

T – Après la guerre!

E – L'histoire s'est quand même ébruitée?

T – Bien sûr! Oui, parce qu'il y a eu des témoins, n'est-ce pas! Y a eu des soldats qui ont raconté l'histoire. Alors ils ont attaqué en justice le colonel Didier, qui était devenu général depuis. Et finalement, comme y avait pas de preuves formelles, et puis tout l'après-guerre, y a eu des bouleversements dans tous les sens, finalement c'est tombé en quenouille, quoi! Ça a fini en queue de poisson, quoi!

E – A la section, le seul jugé, le seul condamné, ça a été le lieutenant? Les autres n'ont pas été jugés?

T – Ah non, non! Le capitaine aurait été jugé s'il s'était rendu, qu'il n'ait pas été tué!

On voit que le capitaine Becouse ne se prononce pas sur la culpabilité ou l'innocence, en termes militaires et non moraux, de Chapelant, mais qu'il se révolte contre le fait de fusiller un blessé; c'est d'ailleurs ce point qui a le plus révolté dans ce qu'il est convenu d'appeler "*l'affaire Chapelant*".

Reprenons les faits. Le 98^e R.I., en cet automne 1914, ne se trouve pas dans le même secteur que son régiment de réserve, le 298^e R.I., mais plus de 50 km au nord-ouest, au bois des Loges, aux confins de l'Oise et de la Somme, entre Lassigny et Roye.

"*L'affaire Chapelant*" demeure, un siècle après l'exécution du sous-lieutenant Jean-Julien Chapelant, pétrie de mystères et de contradictions. Si l'on lit la petite brochure de 38 pages *L'Affaire Chapelant*, de M^e **Henri Guernut**, secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme, éditée en 1924, reprenant son discours prononcé à Lyon le 28 septembre 1924, en présence du père de la victime, ou le chapitre que lui consacre **Roger Monclin** en 1934 dans *Les Damnés de la guerre*, il ne fait aucun doute que la justice militaire a fait exécuter un innocent, avec précipitation et cynisme, en bafouant le droit le plus élémentaire. Si l'on lit les 13 références que lui consacre **Nicolas Offenstadt** dans son ouvrage de 1999 *Les fusillés de la grande guerre et la mémoire collective (1914-1999)* on ne peut se prononcer, l'historien se montrant très prudent sur la question cruciale de la reddition. En revanche, le récit de 5 pages (pp. 379-383) contenu dans l'ouvrage, paru en 2003, du général **André Bach** (ancien chef du SHAT¹² de Vincennes) *Fusillés pour l'exemple 1914-1915*, ne laisse pas de doute sur sa culpabilité. Nous ne prendrons pas parti, même si la figure du jeune saint-cyrien sous-lieutenant de 23 ans, éclairée par les nombreux témoignages de ses hommes que rapportent les deux premiers auteurs, paraît éminemment sympathique et valeureuse.

Jean-Julien Chapelant, né à Ampuis, dans le Rhône, a 23 ans en 1914. Il commande la petite section de mitrailleurs du 3^e bataillon du 98^e R.I. de Roanne. Au petit matin du 7 octobre 1914, au bois des Loges, vers Crapeaumesnil, se produit une violente attaque allemande, précédée d'un bombardement; Chapelant perd la plupart de ses mitrailleurs, ainsi que son supérieur, le capitaine Rigaud, ce qui lui confère le commandement. Les deux mitrailleuses sont l'une après l'autre mises hors d'usage par les obus: Chapelant ordonne aux survivants de se défendre avec leurs mousquetons (fusils à canon plus court, donc plus maniables pour des mitrailleurs). Il apprend l'encercllement de ce qu'il reste de la compagnie par un autre chef de section, le sergent-major Girodias, qui finit par se rendre. Là les faits relatés divergent: soit Chapelant, n'ayant plus que quatre mitrailleurs sans mitrailleuse avec lui, encerclé par les Allemands, est contraint à se rendre avec les quatre hommes; soit il le fait de son plein gré. **N. Offenstadt** est dubitatif sur ce point, en écrivant: "*il semble s'être rendu*". **H. Guernut** conteste la reddition volontaire en produisant les témoignages des hommes qui l'accompagnent déposant au procès de Riom (sauf un, tué entre temps, mais qui aurait confié à un camarade cité sa certitude que Chapelant ne s'est pas rendu). De même, la grave blessure qu'il reçoit aux jambes est attribuée dans un cas aux Allemands, au moment de la capture, dans l'autre cas aux Français, à cause d'un stratagème ennemi que décrit le **général Bach**: "*L'officier allemand qui l'avait accueilli lui avait alors intimé l'ordre de repartir vers les lignes françaises pour exhorter les soldats encore au combat à se rendre. Chapelant était sorti de la tranchée allemande en agitant un mouchoir blanc. En réponse, on avait ouvert le feu depuis les îlots de résistance et il était tombé entre les lignes, la jambe fracassée par une balle française. Les Allemands n'étaient pas allés le rechercher et il était resté sur le terrain deux jours et deux nuits sans secours*". (p. 379). Pour **N. Offenstadt**, moins affirmatif: "*Envoyé par l'ennemi entre les lignes, il aurait agité un mouchoir blanc*". Pour ses deux défenseurs, **H. Guernut** et **R. Monclin**, Chapelant aurait tenté de s'évader des lignes ennemies, n'étant donc pas manipulé par l'officier allemand, mais n'aurait pu rejoindre nos lignes à cause de sa blessure. Trois auteurs tombent d'accord sur les deux jours passés par Chapelant sur le terrain, entre les lignes, blessé à ne pouvoir bouger, mais **N. Offenstadt** ne mentionne pas cette épreuve, écrivant "*et [il aurait] reçu à ce moment une balle française à la jambe. Des brancardiers le ramènent dans les lignes françaises*".

A partir du moment où le jeune sous-lieutenant est récupéré par les brancardiers français, le 9 octobre, les faits ne divergent plus sensiblement chez les auteurs, mais les interprétations oui. Ce même jour, il subit un interrogatoire d'un officier de l'état-major du colonel Pentel, qui, précise le **général Bach**, avait reçu cette directive comminatoire, bien qu'habilement euphémisée, du général Demange commandant le 25^e Division: "*Le sous-*

¹² SHAT : Service Historique de l'Armée de Terre

lieutenant Chapelant doit être immédiatement livré au conseil de guerre spécial du 98^e R.I., lequel saura, je n'en doute pas, faire son devoir. ". Le général Bach ne met pas en doute la validité du procès-verbal d'interrogatoire du 9 octobre signé par Chapelant "dans lequel celui-ci reconnaissait avoir dit aux quatre mitrailleurs qui l'entouraient: "Suivons" et rajoute à propos du conseil de guerre du 10 octobre: "A l'audience, Chapelant n'avait pas nié ce fait.". **Henri Guernut** la conteste énergiquement, et fait valoir qu'il s'agit d'un simple acte d'accusation, et non un interrogatoire notant questions de l'enquêteur et réponses de l'accusé. Il produit par ailleurs le témoignage du greffier de l'audience du 10 octobre à l'issue de laquelle la condamnation a été prononcée, **M. Rochard**, dans le civil cleric de notaire à Roanne: "Il n'est pas à ma connaissance que le sous-lieutenant Chapelant ait fait avant l'audience des aveux écrits; au contraire, c'est moi qui ai assisté, en qualité de greffier, le commissaire-rapporteur, lieutenant Lenoël, dans l'interrogatoire préalable qu'il a fait subir avant l'audience à l'accusé, interrogatoire au cours duquel le sous-lieutenant Chapelant a énergiquement protesté de son innocence". Par ailleurs, le fait que, dans la hâte, le rapport du commissaire-rapporteur, qui aurait dû être présenté au conseil, n'a été rédigé que le 17 octobre, soit 6 jours après l'exécution, n'invalide pas les aveux selon le général Bach, alors qu'il entraîne la nullité du jugement pour **M^e Henri Guernut** et pour **Roger Montclin**.

Toujours est-il que le 10 octobre au matin, la condamnation à mort du jeune sous-lieutenant est prononcée par le conseil de guerre spécial, sous la présidence du colonel Didier. Celui-ci avait reçu le jour même, du général Demange commandant la division, ce mot terrible : "Mon cher Didier, Je comprends et partage vos scrupules. Mais la dure loi nous domine tous les deux. Vous trouverez demain avec l'aide de votre médecin le moyen de mettre debout ce malheureux avant de le faire tomber" (cité par le **général Bach** p. 381). Les "scrupules" du colonel Didier paraissent être de pure forme vis-à-vis de son supérieur pour **Roger Monclin**, qui rapporte ce propos entendu par le greffier M. Rochard avant le conseil de guerre: "Vous entendez, il faut me le fusiller." L'exécution de Chapelant pose en effet un problème "technique": comment fusiller un homme que sa grave blessure à la jambe (ou aux jambes: ce n'est pas clair) empêche de pouvoir se tenir debout contre le poteau d'exécution? La solution trouvée contribua à accentuer l'indignation des soldats, et plus tard de l'opinion publique: le 11 octobre, à 9 h 45 , le jeune condamné blessé fut attaché sur son brancard, son brancard ficelé au peloton d'exécution, et fusillé ainsi! **Roger Monclin** termine son chapitre consacré à Chapelant par une longue lettre adressée au père du fusillé par le **docteur Paul Guichaud**, témoin visuel du drame; retenons-en cet extrait: "En route, votre fils m'a dit: "Le colonel m'a offert son revolver pour que je me tue; je lui ai répondu que je n'avais pas à me tuer, que j'avais fait mon devoir. Il m'a dit aussi qu'il avait demandé à être guéri avant d'être traduit en Conseil de guerre, qu'on lui avait refusé.

Arrivé sur le lieu de l'exécution, votre fils en me touchant la main m'a dit adieu et ajouta: "Je meurs innocent, on le saura plus tard." C'est moi qui l'ai attaché sur le brancard et l'adjutant qui commandait le peloton lui a bandé les yeux. Etait présent l'aumônier Lestrade qui lui a fait baiser le Christ et l'a encouragé.

Lorsque votre fils a été attaché et qu'il a eu les yeux bandés, le peloton d'exécution qui était dissimulé dans un bosquet, s'avança et tira. Votre fils était mort." (p. 108).

Le père du jeune homme se lança, dès novembre 1914, dans une longue quête de récits de témoins visuels pour obtenir la réhabilitation de son fils, et chercha à se faire communiquer les pièces de la procédure; le ministre de la guerre refusa le 28 janvier 1916. Après l'armistice, sa lutte fut relayée par la Ligue des Droits de l'Homme et par l'Union des Mutilés et Anciens Combattants qui obtinrent de nombreux témoignages favorables au fusillé, démentant la reddition volontaire, qui, paraissant dans la presse, touchèrent l'opinion publique. Mais la procédure s'enlisa, et ce n'est que le 6 juillet 1934, soit vingt ans après l'exécution, que la Cour spéciale de justice militaire rendit son verdict: malgré des circonstances atténuantes dont aurait pu bénéficier l'accusé ("*sa fatigue physique*" ... "*sa dépression morale*" ... "*son jeune âge*" ... "*son manque d'expérience*"), il n'y avait pas lieu de casser le jugement du 10 octobre 1914, " la culpabilité étant établie."¹³ Ce jugement souleva d'indignation tous ceux qui s'étaient mobilisés en faveur du jeune sous-lieutenant. Cette décision est analysée ainsi par **N. Offenstadt** dans un sous-chapitre intitulé "*Le mystère Chapelant*": "*Les raisons de ce refus n'apparaissent pas clairement. On peut émettre l'hypothèse que la qualité d'officier du fusillé incite les juges à la sévérité. Le fondement même de l'autorité est en jeu. Si l'homme de troupe peut fléchir, l'officier, lui, doit montrer l'exemple. [...] A cela s'ajoute le soupçon de trahison de la part de Chapelant.*" (p. 107).

La réhabilitation de Chapelant ne fut jamais prononcée. Mais son cas pathétique émut plus tard des millions de gens dans le monde, sans qu'ils connaissent son identité. En effet, il inspira, avec d'autres cas de fusillés, le romancier canadien **Humphrey Cobb** qui, en 1935, publia *Paths of Glory*: le cinéaste américain **Stanley Kubrick**, touché par la valeur humaine de ce livre, l'adapta, en 1957, dans un superbe film intitulé aussi *Paths of Glory*, connu du public français sous le titre *Les Sentiers de la Gloire*, qui, jugé antimilitariste, subit plus de quinze ans d'interdiction en France. Le nom de Chapelant n'y apparaît pas, mais un personnage le représente. Ce film au titre ironique, est sans doute un des meilleurs réquisitoires qui soit contre l'inhumanité de la justice militaire et une satire féroce de l'ambition de certains généraux plus soucieux de carrière personnelle que d'économie de la vie des hommes...

¹³ Le texte entier est donné par le général André Bach dans son ouvrage « *Fusillés pour l'exemple 1914-1915* », p. 383.

J'ai écrit ces lignes il y a environ huit ans. Aujourd'hui, 10 novembre 2012, un article de *La Croix* apporté par un voisin et ami François Merle m'apprend, par un entretien avec **M. Kader Arif**, ministre délégué aux Anciens combattants (ému par une lettre que lui avaient envoyé les collégiens d'Ampuis) que le sous-lieutenant Chapelant vient enfin d'être réhabilité, 98 ans après son exécution ! Citons le ministre dans la conclusion de l'entretien avec le journaliste de *La Croix*, **Antoine Fouchet** : « *Les fusillés ont toute leur place dans l'histoire de notre nation, ainsi que l'ont rappelé Lionel Jospin en 1998 et Nicolas Sarkozy en 2008. Il nous appartient aujourd'hui de poursuivre ce travail de mémoire. C'est pourquoi j'ai décidé de faire un premier geste en attribuant la mention « Mort pour la France » à Jean-Julien-Marie Chapelant, sous-lieutenant natif d'Ampuis, dans le Rhône, accusé de désertion et fusillé le 11 octobre 1914, alors qu'il venait en réalité d'échapper aux Allemands qui l'avaient fait prisonnier.* »

La réalité est un peu plus complexe, comme on l'a vu. Mais pourquoi avoir attendu près d'un siècle pour réhabiliter la mémoire du jeune instituteur saint-cyrien ?

L'exécution des six "Martyrs de Vingré" le 4 décembre 1914

« *Cette affaire, une des plus tristes de la guerre...* »

Louis Barthou, ministre de la Guerre dans une déclaration au Sénat, le mardi 28 juin 1921

Ma chère Claudine,

« *C'est bien pour la dernière fois que je t'écris, car nous venons de passer au conseil de guerre, je ne te reverrai plus en ce monde, peut-être nous nous reverrons dans l'autre monde, car si je meurs ce n'est pas ma faute, mais nous mourons pour les autres. Je n'ai rien à me reprocher, j'ai vu l'aumônier et je me suis bien confessé, et le plus malheureux pour moi, c'est de ne plus te voir, et ainsi que mes pauvres enfants. Ma pauvre amie, il faut donc se séparer, nous qui étions si bien unis ensemble, il faut donc nous séparer. Mon Dieu, que vas-tu faire seule maintenant, seule avec les deux petits enfants ? Enfin Dieu te viendra en aide...* »

Début de l'ultime lettre à son épouse Claudine (avec deux fils de 6 et 2 ans) de **Francisque Durantet**, soldat au 298^e R.I., agriculteur à Ambierle (Loire), 36 ans, fusillé à Vingré le 4 décembre 1914.

« *3 décembre 11h ½ du soir*

« *Ma chère Bien aimée, c'est dans une grande détresse que je me mets à t'écrire et si Dieu et la Ste Vierge ne me viennent en aide c'est pour la dernière fois. Je suis dans une telle détresse et une telle douleur que je ne sais trouver tout ce que je voudrais pouvoir te dire et je vois d'ici quand tu vas lire ces lignes tout ce que tu vas souffrir, ma pauvre amie qui m'est si chère. Pardonne moi tout ce que tu vas souffrir par moi. Je serais dans le désespoir complet si je n'avais la foi et la religion pour me soutenir dans ce moment si terrible pour moi car je suis dans la position la plus terrible qui puisse exister pour moi car je n'ai plus longtemps à vivre, à moins que Dieu par un miracle de sa bonté ne me vienne en aide...* »¹⁴

Début de l'ultime lettre à son épouse Michelle de **Jean Blanchard**, soldat au 298^e R.I., agriculteur à Ambierle (Loire), 35 ans, fusillé à Vingré le 4 décembre 1914.

« *Je suis enterré à Vingré.*

Dernier adieu, chère petite femme. C'est fini pour moi. Adieu à tous, pour la vie. Dernière lettre de moi, décédé au 298^e régiment d'infanterie, 19^e compagnie, pour un motif dont je ne sais pas bien la raison. Les officiers ont tous les torts et c'est nous qui sommes condamnés pour eux. »

Extrait de l'ultime lettre à son épouse Marie-Nathalie de **Jean Quinault**, soldat au 298^e R.I., agriculteur à Vallon-en-Sully (Allier), 28 ans, fusillé à Vingré le 4 décembre 1914.

Au début de la guerre, les régiments, plus encore de réserve que d'active, ont un recrutement principalement local, au sens large, ce qui expliquera que sur les six victimes, cinq soient de la même région, deux du Roannais (de la localité d'Ambierle) et trois du département limitrophe de la Loire, l'Allier (de La Guillermie, Tréteau et Vallon-en-Sully). Le sixième, le caporal, est lui de l'Orne (Breteuil-sur-Iton).

L'affaire des Martyrs de Vingré, après avoir été, dans l'après-guerre, une des principales affaires de réhabilitation de soldats exécutés (elle fut promulguée par la Cour de Cassation le 28 janvier 1921, après deux ans de campagne médiatique résultant de la mobilisation d'anciens camarades des fusillés ayant su se faire entendre de la presse régionale et nationale), est revenue dans l'actualité dans les années 1998-2004, à la suite de diverses publications. Certaines destinées au grand public: ainsi deux des ultimes lettres des fusillés de Vingré, celles de

¹⁴ Pour l'orthographe originale des lettres de fusillés, se reporter à la suite du chapitre

Jean Blanchard¹⁵ et d'Henri Floch, ont été intégrées dans le recueil de lettres *Paroles de Poilus*, paru en novembre 1998, et qui a connu un succès éditorial considérable (près de deux millions d'exemplaires à ce jour, notamment lus et étudiés par les lycéens à l'instigation de leurs professeurs). D'autres émanant d'historiens sont destinées aux étudiants en histoire et aux universitaires, mais ont mordu sur le lectorat cultivé: il s'agit surtout des *Fusillés de la grande Guerre et la mémoire collective 1914-1999* de **Nicolas Offenstadt** paru en novembre 1999¹⁶, qui ne fait pas moins de 19 références, parfois très longues, à l'affaire des Martyrs de Vingré (et fait figurer la cérémonie de l'inauguration du monument des Fusillés de Vingré, en avril 1925, en illustration de sa couverture) et, paru en 2003, de l'ouvrage plus général du **général André Bach**, ancien chef du SHAT de Vincennes (Service Historique de l'Armée de Terre): *Fusillés pour l'exemple 1914-1915*¹⁷ qui consacre quatre pages (pp. 405-408) à l'affaire de Vingré. La télévision, en l'occurrence la chaîne culturelle Arte, a diffusé un film documentaire en novembre 2003 qui traitait, entre autres, de cet épisode dramatique, avec la participation du général Bach. A l'échelon local, parmi ce mouvement de résurgence de l'affaire de Vingré, citons aussi en 2000 les deux numéros très documentés sur la guerre de 14-18 de la revue Aix-Echos de **Marcel Régné** (avec 10 pages consacrés aux fusillés de Vingré dans le numéro de janvier 2000) et en avril 2004 la parution de l'étude exhaustive de **Jean-Antoine Forges** *Les fusillés de Vingré*¹⁸. Pour ma part, j'ai d'abord connu ce drame à travers l'épais et minutieux dossier constitué au fil des décennies par le conservateur du musée d'Ambierle, **Robert Bouiller** et son épouse **Madeleine**, devenus depuis des amis.¹⁹ A ceux-ci revient le mérite d'avoir su retrouver et mobiliser les descendants des six familles de fusillés, ainsi que les Ligériens sensibilisés au drame de Vingré, pour organiser un voyage en car de deux jours, les 16 et 17 avril 1999, et en collaboration avec **Jean-Luc Pamart**, dynamique président de l'Association Soissonnais 14-18, agriculteur à la ferme de Confrécourt²⁰, proche de Nouvron-Vingré, une cérémonie du souvenir sur les lieux mêmes de l'exécution, avec participation des élus locaux et de militaires²¹. Un autre voyage a été organisé par les mêmes instigateurs pour le 90^{ème} anniversaire de l'exécution, le 4 décembre 2004, avec la participation des descendants des fusillés, avec une belle cérémonie à la fois civile et militaire, où les ultimes lettres des exécutés ont été lues par les enfants de Nouvron-Vingré et où, à l'issue d'un discours poignant du président du conseil général de l'Aisne, les six fusillés ont été faits "citoyens d'honneur du département de l'Aisne". Aucun des participants n'oubliera le spectacle bouleversant de ses six torches brûlant dans la nuit, au fond du champ où se trouve depuis 1925 le monument des réhabilités, figurant les six poteaux d'exécution, et dont deux brûlaient encore le lendemain matin... Par ailleurs, **la fille de Jean-Luc Pamart, Marie**, a contribué elle aussi à cette résurrection de l'affaire de Vingré avec son beau mémoire de maîtrise soutenu à la Sorbonne en octobre 2003: *La Mémoire des Fusillés de Vingré*.

Par ailleurs, un lien personnel d'amitié noué avec **Madame Thérèse Guillaud** et son mari m'a permis d'avoir accès à la correspondance échangée entre Jean Blanchard, un des fusillés, et sa femme Michelle, mère de Madame Guillaud, ce qui nous permettra d'éclairer davantage l'affaire par les écrits de Jean Blanchard. Paradoxalement, parmi les 160 Poilus interviewés par mes soins, entre 1974 et 2005, pas plus de 12 ont évoqué l'affaire de Vingré, et, sauf deux, de manière lacunaire et erronée, la rattachant le plus souvent aux mutineries de 1917. En revanche, on le verra, j'ai pu recueillir un témoignage écrit d'époque: le carnet d'un témoin visuel, **Jean-Baptiste Grousseau**.

L'origine du drame : l'affaire du 27 novembre 1914

Le 298^e R.I. de Roanne, régiment de réserve du 98^e R.I., a glorieusement combattu au début de la guerre, notamment à la bataille de la Marne, au point de recevoir – distinction rare !- la légion d'honneur à épingle sur son drapeau, le 11 novembre 1914, premier régiment de réserve à être honoré de la sorte, pour avoir pris le drapeau du 36^e Régiment de Fusiliers allemand, le 7 septembre. Depuis la mi-septembre, il est à l'ouest de Soissons, dans le secteur de Nouvron-Vingré, et a commencé de creuser des tranchées, avec des combats fréquents contre les

¹⁵ Cette lettre a été envoyée aux éditions de Radio-France par mes soins, après les appels quasi quotidiens répétés pendant deux mois, de mars à mai 1998, sur les ondes de France-Inter et France-Culture, grâce à l'autorisation qu'a bien voulu me donner **Thérèse Guillaud**, née Duverger en 1931, dernière enfant de la veuve remariée de Jean Blanchard, admirable gardienne du souvenir et des lettres du premier mari de sa mère. La lettre a été retenue à la fois dans l'édition bon marché de *Paroles de Poilus* (éd. Folio) et dans l'édition de luxe (éd. Tallandier), beaucoup plus restreinte: 41 lettres seulement, sur les plus de 8 000 reçues par les promoteurs de l'opération dirigée par **Jean-Pierre Guéno** et **Yves Laplume**

¹⁶ Parution aux éditions Odile Jacob

¹⁷ Parution aux éditions Tallandier

¹⁸ **Jean-Antoine Forges**, *Les fusillés de Vingré*, 110 p, publication de l'Association "Ceux du Roannais", avril 2004

¹⁹ Il conviendrait de citer aussi, parmi les modes de diffusion de la connaissance de l'affaire de Vingré, la belle exposition réalisée par **Robert Bouiller** au musée d'Ambierle, d'avril à novembre 2004, intitulée *Souvenirs familiaux de la Grande Guerre*, pour laquelle j'ai eu l'honneur de faire une conférence sur les Martyrs de Vingré, le 8 mai 2004.

²⁰ Le bulletin de cette association Soissonnais 14-18, animée par **Jean-Luc Pamart**, a beaucoup fait dans cette région de l'Aisne si riche en souvenirs de la Grande Guerre, pour perpétuer le souvenir de l'iniquité judiciaire et du drame humain qu'a été l'affaire de Vingré.

²¹ Un compte-rendu de cette cérémonie se trouve dans l'ouvrage de **Nicolas Offenstadt**, *Les fusillés de la Grande Guerre et la Mémoire Collective (1914-1999)*, pp. 151-153

Allemands. C'est le 27 novembre, en fin d'après-midi, alors que la nuit commence à tomber, que débute le premier acte de la tragédie. Nous en retiendrons deux relations, une par une des futures victimes, Jean Blanchard, l'autre par celui qui a le plus œuvré pour la réhabilitation des Fusillés de Vingré, le sergent **Claude Lafloque** de Vichy, qui n'était alors que caporal.

Le carnet de Jean Blanchard

Aux pages 27 puis 26 de son agenda, Jean Blanchard, qui écrit de 4 à 6 lignes par jour habituellement, n'en consacre guère plus du double à ce qui lui apparaît manifestement comme un incident sans gravité :

Page du vendredi 27 novembre: " arrivée aux tranchées à 1 h du matin, un peu de pluie, veillons la nuit. Voir la suite au 26 jeudi page avant"

Page du jeudi 26 : (mention en travers "Journée du 27 N.", délimitant un paragraphe inséré entre deux mentions relatives au jeudi, donc manifestement écrites le vendredi, puisque l'espacement ne pouvait pas être prévu) « restons dans la tranchée de 3 h du soir à la nuit, les mortiers de 421 tire* sur la tranchée et la détruit* à notre droite et la démolit* ainsi que le bout de la notre* ; a* la nuit sitôt la soupe mangée, on crie sauvez-vous, les allemands* étaient rentrés* avaient fait 9 prisonniers à la 1^e section²² et arrivaient dans notre tranchée. On se sauve par le boyau jusqu'à la ligne de mitrailleuse* puis on remonte à notre tranchée et on les chasse ; ils nous avaient fait un prisonniers* et vidé quelques sacs. Passons le reste de la nuit à veiller. »

Les jours suivants, le carnet de Jean Blanchard ne contient que quelques lignes décrivant la routine de la vie au front, sans la moindre mention d'une enquête en cours, et le jour fatidique du Conseil de guerre, le jeudi 3 décembre, il mentionne laconiquement : « réveil au jour, descend* à la visite », avec une inscription en travers : « recois* un colis ». Donc il est clair que Jean Blanchard n'a aucunement conscience que l'effroyable machine de la justice militaire s'est mise en marche, et qu'elle va le broyer...

Le témoignage de Claude Lafloque:

Ce témoignage très circonstancié du sergent, caporal au moment des faits, Claude Lafloque, de Vichy, témoin visuel, le premier artisan et le principal acteur de la réhabilitation des six Martyrs de Vingré, rapporté dans un long article du « Télégramme du Centre » du 10 sept. 1919, auquel le président de l'Amicale des Anciens du 298^e a renvoyé le journaliste **Albert Carte** « considérant celui-ci comme seul compétent qualifié pour parler de cette affaire », constitue le document d'époque le plus éclairant sur les faits. Sa longueur considérable m'oblige à pratiquer des coupes, mais la partie proprement événementielle sera soigneusement conservée.

« J'étais caporal à la section dont faisaient partie les vingt-quatre hommes qui furent traduits en Conseil de Guerre, et j'occupais les tranchées avec eux lorsque survinrent les événements motivant leur condamnation, et je vécus douloureusement avec tous nos camarades de la 19^e compagnie, et même du régiment, les heures pénibles qui précédèrent et suivirent le prononcé du jugement, atteignant six de nos camarades qui nous parut à tous, dès le premier instant, aussi injuste que cruelles.

Je me jurais alors, que si je revenais de la guerre, mes premiers efforts seraient consacrés à la réhabilitation de ces victimes, et dès le lendemain qui suivit ces tristes incidents, je commençais la constitution d'un dossier concernant le cas de mes malheureux camarades. [...]

Après avoir longuement évoqué la demande de révision constituée à son instigation par les six familles, et précisé que s'il avait accepté d'intervenir dans la presse, c'est que l'affaire de la demande de réhabilitation s'étant ébruitée, les journaux, mal renseignés, rapportaient des erreurs monumentales qui pouvaient nuire au futur procès, le sergent Lafloque en vient aux faits :

« Le 27 novembre 1914, le 298^e, qui faisait partie de la 63^e D. (Division), tenait les lignes du secteur nord-ouest de Vingré. Ce jour-là, à partir de 13 heures, les boches* commencèrent à bombarder le secteur occupé par la 19^e compagnie.

A partir de 15 h., le bombardement devint plus intense sur l'emplacement de la première section, dont la tranchée sembla inhabitable par suite du bouleversement des terres du parapet. L'officier chef de section, qui était en même temps chef du premier peloton (première et deuxième sections) donna l'ordre de l'évacuer et de n'y laisser qu'un service de huit guetteurs, sous les ordres du caporal de Voguë.

Après la tombée de la nuit, vers 17 heures 15, les boches* firent leur « coup de main » sur la première section. Le caporal de Voguë et ses hommes furent capturés sans avoir tiré un coup de fusil. Les boches* se dirigèrent ensuite vers la gauche (deuxième section) dont la première ligne était occupée par une demi-section (24 hommes).

²² Ces neuf prisonniers sont le caporal de Voguë et huit hommes de son escouade, qui, accusés de s'être rendus délibérément à l'ennemi, seront condamnés à mort par contumace par le conseil de guerre du 3 décembre 1914, et, revenus de captivité, seront blanchis par le jugement du 13^e corps d'armée, à Clermont-Ferrand, le 5 octobre 1921.

Il faisait nuit depuis une demi-heure. Le service de nuit comportant toute la section en première ligne et qui devait être pris à 16 h 30 ne l'était pas encore à 17 h 30²³. Les hommes, très espacés, ne pouvaient avoir aucune cohésion entre eux.

L'autre demi-section, qui aurait dû être en ligne à 16 h 30, était dans un abri avec officier²⁴ et sous-officiers à quelques mètres en arrière.

Les premiers hommes de la demi-section en ligne, surpris de voir arriver les boches* du côté de la première demi-section, se replièrent les uns après les autres, pour ne pas être faits prisonniers, vers l'abri de la section où se trouvaient les chefs.

Lorsque ces hommes arrivèrent, l'officier, au lieu de commander d'aller en avant, commanda d'aller occuper la tranchée de résistance assez éloignée en arrière, où se rendit toute la section. »

On touche là au point crucial: l'officier, en l'occurrence le sous-lieutenant **Paulaud**, a bel et bien donné l'ordre de repli (plusieurs témoins l'attesteront au procès de réhabilitation), qui annulait l'initiative spontanée des hommes, donc l'accusation possible d' "abandon de poste en face de l'ennemi".

Et Lafloque de poursuivre: " Arrivés à cette tranchée, le commandant de compagnie²⁵ survint, venant de Vingré. Il commanda « en avant » et toute la section remonte sans hésitation réoccuper la tranchée de première ligne où il n'y avait plus de boches*.

Le secteur reprit sa vie normale et pendant les jours qui suivirent, il n'apparut à personne que des hommes s'étaient rendus coupables d'abandon de poste."

C'est, nous l'avons vu, l'impression tranquille que donne aussi le carnet de Jean Blanchard dans les jours qui suivent l'affaire du 27. Et Claude Lafloque poursuit en argumentant: "Etant donné l'éloignement entre les guetteurs, chaque homme étant livré à lui-même, ils se sont repliés comme cela se produit toujours, lors d'une attaque brusque, pour chercher un chef qui donne un ordre

A la suite de ces faits, les deux caporaux²⁶ et 28 soldats de la demi-section²⁷ en ligne furent traduits devant un conseil de guerre, pour abandon de poste en face de l'ennemi.

Les accusés qui, malgré tout, avaient conscience de ne pas avoir manqué au devoir, ne voyaient pas la faute grave dont on les accusait. Ils n'ont pas fait connaître à l'instruction les faits ci-dessus, ne voulant pas mettre en cause leurs chefs ».

Ce silence sur un fait capital, qui va se retourner contre eux (mais les aurait-on cru et la parole d'un soldat valait-elle celle d'un officier en ces circonstances?), provient, comme cela sera dit à l'instruction du procès de réhabilitation, de la pression exercée par le sous-lieutenant sur ses hommes pour qu'ils "collent" à la version officielle en l'échange de mansuétude: promesse fallacieuse! Et Claude Lafloque donne ensuite cette précision incroyable:

« Les caporaux de la demi-section de l'abri (Bardet et moi) ainsi que les hommes, n'avons pas été interrogés, aucun renseignement ne nous a été demandé par l'instruction.²⁸

Le Conseil de guerre spécial de la 63^e division s'est tenu le 3 décembre à 18 heures. Un caporal et 17 hommes ont été acquittés. Un caporal et cinq soldats ont été condamnés à mort. Ces derniers ont été fusillés le lendemain matin, à 7 heures.

Cette condamnation a jeté la consternation dans le régiment. Et la question que tous se posaient était : « Pourquoi six ? ». Les mieux renseignés répondaient : « C'est à titre d'exemple, paraît-il » C'était assurément la réponse la plus plausible.

Tels sont résumés les faits tels qu'ils résultent de mes souvenirs, des notes que j'ai écrites le lendemain du jugement pour m'en servir si je revenais de la guerre. »

On verra que le sergent Claude Lafloque tiendra superbement sa promesse, et après deux ans (1919-1920) de patient montage du dossier de réhabilitation, obtiendra finalement gain de cause. Mais son interview est encore, vis-à-vis des officiers responsables, truffé de non-dits, de crainte de compromettre la cause de ses six malheureux

²³ Le sergent Lafloque ne l'explique pas, mais il est clair qu'il y a déjà là une négligence de commandement manifeste ! Si c'était la seule ! Mais c'est celle dont tout découlera.

²⁴ Il convient de retenir son nom, car il va être capital dans le drame : c'est le **sous-lieutenant Paulaud** ; mais en sept. 19 la censure et la loi d'amnistie en préparation –elle sera votée le 24 octobre- ne permettent pas de le citer, et Claude Lafloque ne veut en aucun cas compromettre par une maladresse les chances d'éventuel succès du futur procès de réhabilitation

²⁵ Il s'agit du **lieutenant Paupier**; il manquait déjà des capitaines pour assumer ce poste qui leur est normalement dévolu.

²⁶ Il s'agit du **caporal Floch**, futur fusillé, et du **caporal Venuat**, qui échappera à la sentence fatale.

²⁷ Le journaliste a dû mal noter, car il paraît peu pensable que le sergent Lafloque se trompe sur le nombre de soldats, qui est de 24 (en incluant les deux caporaux) et non de 28 + 2 caporaux. La suite de l'entretien va le prouver, avec l'indication du nombre d'acquittés : 1 caporal et 17 hommes, et du nombre de condamnés à mort : 1 caporal et 5 hommes, ce qui fait bien un total de 24.

²⁸ On mesure à quel point cette instruction a été bâclée et orientée pour charger les soldats de base, dans le souci d'en arriver au plus vite à la condamnation !

camarades, car l'armée ne reconnaît pas aisément ses torts, et le réflexe corporatiste de la « Grande Muette » jouera une fois de plus.

La triple clé du drame : le mensonge d'un sous-lieutenant, une instruction bâclée et orientée et la volonté de faire des exemples de l'Etat-major

Le mensonge du **sous-lieutenant Paulaud** est avéré: bien qu'il ait toujours nié avoir donné l'ordre de repli des hommes sur la tranchée de résistance (d'abord à son supérieur, **le lieutenant Paupier**, puis en faisant un rapport accablant pour les hommes dont il a dénoncé la panique qu'il aurait tenté en vain de contrôler, rapport sur lequel s'est fondé la condamnation, et enfin au cours des deux procès de 1921), il est clair que le lieutenant Paulaud a menti. Il s'est trouvé cinq témoins pour avoir le courage de le dire dans la phase d'enquête qui a précédé le procès de réhabilitation: les **sergents Lafloque et Grimaud** (caporaux en 1914), les **soldats Bardet, Darlet et Lardon**, cités par **Maître Nicolaÿ**, avocat à la Cour de Cassation, représentant des veuves des victimes, dans sa plaidoirie du 28 janvier 1921) ainsi que le **sergent Montcoudiol**, non cité; les archives militaires de Vincennes montrent qu'un des futurs fusillés, **Pierre Gay**, l'a dit aussi (mémoire de maîtrise de **Marie Pamart**, p.19), de sorte que l'avocat général, à la Cour de Cassation, le 29 janvier 21, a pu déclarer : « *Paulaud a évidemment donné l'ordre de repli, puis menti à ce propos* » (mémoire de Marie Pamart, p. 21). Il suit en cela le rapport du général commandant le XIII^e corps d'armée, responsable de la synthèse des témoignages recueillis pendant l'été 1920, en vue de la procédure de réhabilitation : « *le sous-lieutenant Paulaud avait perdu absolument toute sa présence d'esprit, il n'a pas pensé à contre-attaquer, et c'est certainement lui qui a donné l'ordre d'occuper la tranchée de seconde ligne : tous les témoins sont formels sur ce point* ». Une note du ministère retrouvée par Marie Pamart dans les archives de Vincennes va même plus loin dans la formulation de la faute de l'officier (p. 22) : « *Le lieutenant Paulaud, commandant la section, n'a pas su par son attitude, maintenir les hommes à leurs postes ; il les a au contraire entraînés vers l'arrière et leur a donné l'ordre de s'installer dans la tranchée de résistance* ». Le **capitaine Charles Bodé**, alors sous-lieutenant au 298^e R.I. et chef de section d'une autre compagnie, chargé de défendre les accusés au conseil de guerre, confirme encore cet ordre de repli (qu'il ignorait au moment du conseil de guerre) dans un article du journal de Verneuil-sur-Avre où il réside, *Le Vernolien*, le 6 février 1921, soit une semaine après le jugement de la Cour de Cassation: "*Le sous-lieutenant Paulaud, sortant de l'abri, commanda: "Allons occuper la tranchée de résistance". Nicolas Offenstadt* conclut à partir des archives de Vincennes : « *Leur chef de section, le sous-lieutenant Paulaud, les accable alors même qu'il a donné un ordre de repli* » (p. 34) Non content d'avoir menti, Paulaud a persuadé les hommes de ne pas varier de la version officielle de l'affolement spontané, puis les a chargés, pour se couvrir dans son rapport écrit (car s'il a donné un ordre qui ne lui a pas été donné par son supérieur, c'est lui qu'on peut accuser d'abandon de poste en présence de l'ennemi !). Car on fusille aussi des officiers : le commandant Frédéric Wolff, du 36^e R.I.C., a été le premier condamné à mort, exécuté le 1^{er} sept, et de nombreux autres ont suivi. Mais cet ordre de repli, on ne le connaît pas officiellement en décembre 1914 (sauf les témoins qui se taisent, ou qu'on refuse d'interroger), on l'apprendra en 1920 et ce sera l'élément essentiel de la réhabilitation de janvier 21, puis on l'oubliera sciemment en octobre 1921, au moment du jugement de Paulaud devant le conseil de guerre de Clermont-Ferrand, qui l'acquittera, au grand dam des anciens combattants ! Cette question de l'ordre donné ou pas est essentielle, car si les soldats ont reculé sur ordre, il n'y a plus de possibilité de les poursuivre pour « *abandon de poste en présence de l'ennemi* », car le poste, c'est l'officier qui le définit par son ordre !

Quant à la volonté de l'Etat-Major de faire des exemples, elle est patente aux yeux des historiens actuels : elle résulte, dans ces premiers mois de guerre, de l'accumulation des ordres provenant du Grand Quartier Général aux généraux commandant les corps d'armées, qui les relaient auprès de leurs subordonnés généraux, puis aux colonels commandant chaque régiment. Le **général André Bach**, qui a longuement analysé ces correspondances, conclut, à propos de la démission des politiques au profit de l'armée : « *Il s'agit la mise en place d'un système de terrorisation, institué par l'autorité légale, qui prévient que la justice sera impitoyable, et que le pouvoir représentant la volonté nationale se refusera à intervenir et à vérifier le bien-fondé des décisions prises par la justice militaire* » (p. 241). Il cite une lettre du 11 octobre 1914 du **général Joffre**, commandant en chef des armées, au général de Castenau, commandant une des armées, à propos des condamnations capitales prononcées par les conseils de guerres spéciaux qui se sont mis en place le mois précédent : « *L'exécution sans délai est donc la règle et la proposition de commutation l'exception* » (p. 392). De son côté, **Nicolas Offenstadt**, dans *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999, pp. 19-20)* constate le fait et l'explique : « *Les premiers mois de conflit se sont avérés très difficiles pour les soldats français (retraite surprise, adaptation à la guerre de tranchées, période du grignotage...) et la justice des conseils de guerre –renforcée par les conseils de guerre spéciaux parfois nommés cours martiales – s'est exercée avec sévérité, d'autant plus que le contrôle du pouvoir civil est alors lointain. Les conseils de guerre spéciaux sont établis en septembre 1914 pour parer aux problèmes de discipline des débuts de la guerre. Les procédures y sont simplifiées et accélérées par rapport aux conseils de guerre ordinaires : pas d'instruction, moins de juges, pas de recours en révision ou de pourvoi en cassation. L'usage du droit de grâce est par ailleurs suspendu pour les condamnations capitales des tribunaux*

militaires, sauf si l'officier qui a ordonné la mise en jugement propose la commutation de la peine (le 1^{er} septembre 1914). De même, le 10 août 1914, le recours en révision est supprimé pour tous les conseils de guerre aux armées. Ainsi, comme le souligne Vincent Suard²⁹ « il y a certainement plus de fusillés entre septembre 1914 et juin 1915 que pour l'ensemble de la durée ultérieure du conflit » ».

Ces fusillés du début de la guerre liés aux procédures expéditives des conseils de guerres spéciaux, le **général Bach** les a minutieusement comptés. Il dénombre une moyenne de 50 exécutions par mois de sept. à déc. 1914, et de 25 par mois en 1915. Il comptabilise un minimum de 200 exécutions en 1914, en 4 mois, avec un sommet en octobre (67) qui ne sera plus jamais dépassé, et un minimum de 300 pour toute l'année 15, avec deux pics (en mars : 55 et en novembre : 59). Sur ces 500 exécutés, 430 soldats français (les 70 autres étant des civils – notamment alsaciens ou lorrains- suspectés d'espionnage ou des Allemands, exécutés après jugement, pour pillage ou violence). 430 soldats en seize mois, alors que le reste de la guerre qui durera encore trente-quatre mois en comportera environ 180, ce qui aboutit à 610, et que les fameuses mutineries de 1917 n'aboutiront qu'à (la restriction est horrible!) une cinquantaine d'exécutions, selon le spécialiste de la question **Guy Pédroncini**. Entre temps, en 1916, les conseils de guerre spéciaux auront été supprimés.

Les six martyrs de Vingré font partie des 31 fusillés de décembre 1914. Dans le cas de Vingré on a, a posteriori, une illustration de cette volonté militaire supérieure de faire des exemples : au procès de Paulaud, début octobre 1921, l'aumônier du régiment, l'**abbé Maurice Dubourg**, qui a assisté aux derniers moments des condamnés, indique qu'il a rencontré le **colonel Pinoteau**, commandant le 298^e R.I. le matin du conseil de guerre du 3 décembre : « Le 3 décembre 1914, je passai incidemment à Vingré. Je croisai un groupe d'officiers. L'un d'eux se détacha : le colonel Pinoteau. Il me demanda si je pouvais, le lendemain, venir assister des condamnés à mort. » Et reprenant le récit, **Henry Andraud**, journaliste de *La Montagne* témoin au procès, et futur député, précise : « Et l'abbé Dubourg affirma formellement que Pinoteau ajouta : « Il y aura vingt-quatre ou au moins douze exécutions ». Le sergent fourrier **Montcoudiol**, ayant rencontré avant le conseil de guerre le lieutenant Paupier, chef direct de Paulaud, corrobore cette volonté répressive extrême: ainsi exprimé l'espoir que tout se passe pour le mieux, il s'est vu répondre: "Pas autant que vous croyez. Il y aura des condamnations à mort". Cette décision proviendrait du **général de Villaret**, commandant le corps d'armée, puisque son subordonné, le général Julien n'aurait, dans le courrier lié à la phase d'instruction, proposé qu'une "sanction disciplinaire de huit jours supplémentaires en première ligne", selon **Jean-Antoine Forges**.

Cette volonté de faire des exemples se concrétise par une enquête préliminaire bâclée et orientée, une pression sur les témoins et les inculpés, et un refus d'entendre les témoins à décharge. **Claude Lafloque**, dans le long témoignage que nous avons cité, a déjà indiqué que les deux caporaux de l'époque, devenus sergents après (dont lui) ainsi que les soldats des deux escouades qu'ils commandent -en principe chaque escouade comporte 12 hommes- qui se trouvaient à l'abri avec le lieutenant Paulaud n'ont pas été interrogés ; or si certains pouvaient entendre ce qu'a dit Paulaud, c'est bien eux ! **Marie Pamart** montre que le **commandant Guignot**, chargé de l'enquête, a refusé d'entendre des témoins : « Chargé de l'enquête, il a interrogé Paulaud, prenant son témoignage comme base du rapport qu'il avait à transmettre au colonel Pinoteau. Seulement il a refusé d'entendre plusieurs témoins, comme le sergent Grenier, dont la version des faits aurait été favorable aux accusés » (p.32). Quant à la pression du sous-lieutenant Paulaud sur les témoins, elle réside en deux attitudes attestées plus tard par plusieurs témoins : l'assurance que l'enquête préliminaire n'était qu'une pure formalité de type administratif, sans conséquences graves, et l'obligation de soutenir la thèse de la panique générale devant l'irruption soudaine des Allemands, par la tranchée déjà prise à l'escouade du caporal de Vogüé faite prisonnière. Ainsi **Maître Nicolaj**, l'avocat des veuves, au procès de réhabilitation de janvier 1921, rapporte, entre autres ces propos des soldats Darlet et Lardon: "Quand l'état-major est venu faire une enquête, le sous-lieutenant Paulaud ne cessait de nous répéter qu'il fallait dire que c'était une panique et qu'il n'y aurait rien" (**Darlet**) – "L'instruction a été totalement orientée par le sous-lieutenant Paulaud qui ne cessait de répéter que l'affaire n'aurait pas de suite, qu'il s'agissait d'une simple panique momentanée" (**Lardon**). Le sergent fourrier **Montcoudiol** rapporte également ce propos qu'il aurait entendu de **Claude Pettelet**, futur condamné, avant le conseil: "C'est ma première punition, mais, nous a-t-on dit, c'est pour la forme, nous serons tous acquittés, heureusement! Toutefois, je me garderai d'en parler à ma famille".³⁰ »

²⁹ Vincent Suard, article « La Justice militaire française et la peine de mort au début de la Première Guerre mondiale », paru dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* de janvier-mars 1994, pp. 136-153

³⁰ Rapporté par Jean-Antoine Forges, *Les Fusillés de Vingré*, p. 26

Le conseil de guerre spécial du 3 décembre 1914, à Vingré

Le seul document officiel précis qu'on ait est celui du *Journal de Marche et des Opérations du 298^e R.I.*,³¹ dont la relation de l'événement du 27 novembre n'a pas été donnée, car elle est plus que succincte et anonyme, et ne dit rien sur l'amorce du drame : « A 16 heures, l'artillerie allemande démolit une partie des tranchées de la Maison détruite. La ½ section qui l'occupait est obligée de se retirer dans les boyaux. Après le bombardement, lorsqu'elle veut retourner dans la tranchée, elle la trouve occupée par la patrouille allemande –ce qui est faux mais plus glorieux- qu'elle déloge immédiatement et put reprendre ses emplacements ». Elle est plus précise pour le conseil de guerre :

« 3 décembre.

Vingré- A 17 heures réunion du Conseil du Guerre spécial du 298^e sous la présidence du Lt colonel Pinoteau. Juges : MM le Lt Diot et l'adjudant Pothonnier. L'avocat désigné est M. le Lt Bodé ; la séance est terminée à 19 h 30 ; 6 des accusés prévenus d'abandon de poste en présence de l'ennemi : le caporal Floch, les soldats Petelet, Gay, Quinault, Blanchard et Durantet sont condamnés à la peine de mort, les autres sont acquittés.

On règle donc le sort de 24 hommes, dont 6 sont condamnés à mort, en deux heures et demie ! Sans compter qu'on en profite aussi pour condamner à mort par contumace les neuf prisonniers de l'escouade du caporal de Voguë, qui ne peuvent avoir été faits prisonniers que par lâcheté ! 15 hommes condamnés à morts en 150 minutes, cela fait 10 minutes pour décider de la mort de chaque homme !

Marie Pamart précise dans son mémoire « *le lieutenant Bodé, chargé de défendre les vingt-quatre accusés, n'est prévenu que deux heures avant que ne débute le Conseil de Guerre ; il n'a pas le temps de tous les interroger et demande une grâce collégiale. Le Lieutenant Achalme, commissaire du gouvernement, demande quant à lui la peine de mort pour les vingt-quatre soldats. Mais les ordres sont « finalement » de ne fusiller que six hommes, tirés au hasard.* » (p. 12). Cette dernière expression est très importante, car elle annule une contre-vérité qu'on trouve dans tous les textes apologétiques depuis 1921 : on aurait procédé à une reconstitution de l'ordre dans lequel les inculpés auraient quitté leur tranchée (et eux, ne sachant pas l'importance capitale que cela prendrait, s'étaient laissé placer un peu n'importe comment), et quand la décision avait été prise de n'en fusiller que six, on aurait pris les six premiers. Cette erreur bien intentionnée vient du fait qu'après coup, le commissaire-rapporteur, écrivant sous les instructions du commandant Guignot à destination du général de Villaret, a justifié ainsi le choix de six. **Nicolas Offenstadt**, dans son ouvrage de 1999, dénonce clairement le second mensonge : « *Six sont condamnés à mort. Après l'exécution, le commissaire-rapporteur justifie, par un mensonge, le choix des victimes. Il écrit que n'ont été condamnés à mort que "ceux qui se trouvaient à l'extrémité droite de la tranchée, et qui avaient provoqué la panique en poussant des cris et en reculant"* [note 86: rapport du 9 décembre 1914, Dossier Vingré, série J, SHAT = Service Historique de l'Armée de Terre). Or la simple réflexion portant sur le cas de deux des six condamnés aurait dû alerter les commentateurs : le caporal Floch et le soldat Pierre Gay, ayant d'abord été faits prisonniers par les Allemands, puis ayant réussi à leur échapper à la faveur de l'obscurité, n'ont pas pu être dans les premiers à fuir ! Il aurait beaucoup mieux valu pour eux qu'ils restent prisonniers : c'est ce qu'ils disent dans leur dernière lettre. Mais pour eux l'accusation d' « *abandon de poste en présence de l'ennemi* » devient encore plus mensongère et odieuse ! C'est donc le hasard, et peut-être le tirage au sort, au moment des délibérations, qui a envoyé six hommes à la mort ! Floch a sans doute été condamné car il était caporal, mais l'autre caporal (Venuat) de l'autre escouade ne l'a pas été.

Les 18 acquittés se verront infliger deux mois de prison ! Ecoper de deux mois de prison ou de la peine de mort pour la même inculpation, de surcroît mensongère, quelle iniquité ! Et à quoi tient la vie ou la mort ! La même note du ministère de la Justice (citée pour la responsabilité de Paulaud dans l'entraînement à l'arrière des hommes) retrouvée par **Marie Pamart** dans les Archives de Vincennes indique : « *Les 6 condamnés à mort n'étaient pas plus coupables que les 18 acquittés* » (p. 22). Quelle meilleure démonstration de la si lugubre formule : « *Fusillés pour l'exemple* » ?

La dernière nuit et les ultimes lettres des condamnés à leur épouse

Cette dernière nuit, ils l'ont passée, surveillés par des sentinelles qui étaient leurs camarades, dans une belle cave voûtée que nous avons visitée lors de la cérémonie de Vingré du 16 avril 1999, qui se trouve environ à trente mètres du lieu de l'exécution. Tous ont écrit à leur épouse, car tous sont mariés, ayant entre 28 ans (les plus jeunes : Claude Pettelet et Jean Quinault) et 36 ans (le plus âgé : Francisque Durantet) : on est dans un régiment de réserve où les soldats sont plus âgés.³²

³¹ J.M.O. que j'ai désormais en ma possession, grâce à la générosité de Robert et Madeleine Bouiller, qui m'ont offert leur exemplaire personnel

³² Cela nous permet, au passage, de redresser une erreur très souvent commise dans les médias, évoquant les Poilus, comme des soldats de 20 ans ; il ne faut pas oublier que 32 classes d'âge ont finalement été mobilisées, de la classe 1887 (qui avait donc 47 ans en 1914, et qui constituait au-delà de 40 ans, les Territoriaux) à la classe 1918 ; mais en 1914, la classe 14 (ayant 20 ans dans l'année) a été mobilisée en septembre, et la classe 15 en décembre.

En dehors d'écrire, ils ont dû sans doute beaucoup discuter, protester. **Marie Pamart**, qui est des environs de Vingré (de la ferme de Confrécourt) rapporte dans son mémoire un témoignage local qui fait frémir : « *Une habitante de Vingré a raconté par la suite qu'elle les avait entendu hurler toute la nuit* » (p. 12) . On sait, par le témoignage de **l'abbé Dubourg**, l'aumônier, qu'ils se sont confessés au matin, avec l'abbé et un des ses confrères à 7 heures, juste avant l'exécution fixée à 7 h 30 ; on aurait pu espérer que le secours des aumôniers leur soit accordé moins chichement...

La dernière lettre de chaque condamné à son épouse est connue, mais pas toujours avec la conservation scrupuleuse de l'original³³. On arrive là à la partie la plus émouvante de cette affaire, et il convient de céder la parole aux six victimes, sans couper leurs lettres à leurs épouses, qui sont sensiblement plus jeunes que leurs maris, ayant entre 21 et 31 ans, deux d'entre elles (Mmes Durantet et Pettelet) étant mères... **Madame Ratinier**, nièce du fusillé **Pierre Gay**, a raconté à **Marie Pamart** que sa grand-mère a entendu hurler Marie Gay quand elle a pris connaissance de la lettre ! Il semble impossible de concevoir, même avec la plus bienveillante des empathies, quels ont dû être l'immense chagrin et la profonde révolte de chacune...

Lettre d'**Henry Floch**, caporal au 298^e R.I de Roanne, huissier de justice de paix à Breteuil-sur-Iton (Orne), 33 ans, marié depuis 1910, sans enfant, à sa femme **Lucie**, 31 ans³⁴:

« Ma bien chère Lucie,

Quand cette lettre te parviendra, je serai mort fusillé. Voici pourquoi : le 27 novembre, vers 5 heures du soir, après un violent bombardement de deux heures, dans une tranchée de première ligne et alors que nous finissions la soupe, des Allemands se sont amenés dans la tranchée, m'ont fait prisonnier avec deux autres camarades. J'ai profité d'un moment de bousculade pour m'échapper des mains des Allemands. J'ai suivi mes camarades, et ensuite j'ai été accusé d'abandon de poste en présence de l'ennemi.

Nous sommes passés vingt-quatre hier soir au Conseil de guerre. Six ont été condamnés à mort dont moi. Je ne suis pas plus coupable que les autres, mais il faut un exemple. Mon portefeuille te parviendra et ce qu'il y a dedans.

Je te fais mes derniers adieux à la hâte, les larmes aux yeux, l'âme en peine. Je te demande à genoux humblement pardon de toute la peine que je vais te causer et l'embarras dans lequel je vais te mettre...

Ma petite Lucie, encore une fois, pardon.

Je vais me confesser à l'instant, et espère te revoir dans un monde meilleur. Je meurs innocent du crime d'abandon de poste qui m'est reproché. Si au lieu de m'échapper des Allemands, j'étais resté prisonnier, j'aurais encore la vie sauve. C'est la fatalité.

Ma dernière pensée à toi jusqu'au bout.

Henry Floch »

Le cas du caporal Floch, comme celui de Pierre Gay, que nous verrons après, est particulièrement marqué par la fatalité : voici deux hommes qui, tout d'abord faits prisonniers des Allemands ce 27 novembre 14, parviennent à s'échapper à la faveur de la confusion et de la nuit tombante, croient se sauver, et en fait se jettent dans la gueule du loup, en l'occurrence la justice militaire française, avide en ce début de guerre d'exemples frappants pour impressionner les hommes qu'on juge, à tort, indisciplinés et démoralisés. Par ailleurs, on sait que les chefs militaires trop vieux ou trop incompetents (plus d'une centaine, soit 40 % environ du grade de général, qui lui-même en comporte plusieurs) à qui le Haut Commandement a attribué aussi l'immense échec de fin août 1914, l'invasion d'une dizaine de départements français, et l'arrivée des Allemands presque aux portes de Paris (à 17 km dans l'avancée la plus en pointe : « *Pour la division de cavalerie prussienne qui poursuit les Français, après avoir bousculé les Anglais, jusqu'à Gonesse, Paris est presque en vue : 17 kilomètres !* » écrit **Pierre Miquel**³⁵) au début septembre, avant le « miracle de la Marne » (6-10 septembre) ont été envoyés loin du front, en résidence forcée dans la XII^{ème} région militaire, dont le centre était Limoges, d'où le néologisme « *limoger* », qui depuis, s'est implanté en français.

Lettre de **Pierre Gay**, soldat au 298^e R.I., agriculteur à Tréteau (Allier), 30 ans, marié depuis 1912, sans enfant, à sa femme **Marie**, 21 ans :

³³ Indication liminaire : ces lettres, comme beaucoup à l'époque, sont peu ou pas ponctuées ; nous rétablissons, pour celles dont nous avons la photocopie de l'original, une ponctuation la plus minimale qui soit, tout en respectant scrupuleusement les fautes d'orthographe, (pour les deux d'Ambierle et pour Claude Pettelet dont nous avons les originaux) signalées par *, ainsi que la présentation, avec la quasi absence de paragraphes. Il faut dire que quand on écrit la dernière lettre de sa vie à sa femme, à ses parents, à ses enfants, on a soin d'utiliser tout l'espace disponible...

³⁴ Cette lettre fait suite à celle de Jean Blanchard dans « *Paroles de Poilus* », en version Librio (p. 87), lettres regroupées sous la direction de **Jean-Pierre Guéno** et d'**Yves Laplume** ; en revanche elle n'a pas été retenue dans l'édition de luxe Tallandier.

³⁵ P. Miquel, *La Grande Guerre*, éditions Fayard, 1983, 663 pages, p. 167

Ma chère femme,

Le 27 novembre, à 3 heures du soir, l'artillerie allemande s'est mise à bombarder les tranchées – pendant deux heures. La première section, qui était à notre droite, a évacué sa tranchée sans qu'on le sache. Vers 5 h 30 du soir, nous mangions la soupe en veillant devant nos créneaux quand tout à coup les Allemands viennent de la tranchée de la première section. On nous croise la baïonnette en disant : « Rendez-vous ! Haut les mains ! On vous fusille ! »³⁶. Je me suis vu prisonnier avec un autre de mon escouade. Je saisis un moment d'inattention pour m'échapper. Il y avait un pare-éclats³⁷ en face de moi. Je me suis jeté en face au risque de me faire tuer par les balles, et comme je n'ai plus vu de camarade je suis descendu par la tranchée pour rejoindre ma section et nous sommes remontés pour réoccuper la tranchée. Le lendemain tous les officiers et chefs de section étaient bien à leur poste et nous, pour ne pas être restés prisonniers des Allemands³⁸, nous avons passé en Conseil de guerre, toute la demi-section. Tous les autres ont été acquittés et nous avons été six condamnés qui ne sont pas plus coupables que les autres, mais si nous mourons pour les autres, nous serons vengés par Dieu.*

Pardonne-moi bien de la peine que je vais te faire, ainsi qu'à mes pauvres parents. Je vais demander l'aumônier pour me confesser. On ne me le refusera pas. Je suis innocent.

Adieu ! Je ne sais plus quoi te mettre, moi qui avais tant de choses à te dire. Oh ! Pardonne moi encore une fois, ainsi que mes chers parents. Je n'ai plus peur de la mort puisque je suis innocent du fait qu'on nous reproche.

Pierre Gay »

Marcel Régny, qui reproduit cette lettre dans son numéro spécial d'Aix-Echos n°43, de janvier 2000, et qui a participé au voyage-pèlerinage au Chemin des Dames et à Vingré des 16 et 17 avril 1999, organisé par **Madeleine** et **Robert Bouiller** d'Ambierle, a recueilli au cours de ce voyage les impressions de la nièce de Pierre Gay, **Marthe Ratinier**. Elle lui a déclaré à propos de son père, plus jeune (de la classe 15, donc incorporé en décembre 1914) et de son oncle, le fusillé : « *Mon père fait le récit de ce qu'il a vécu au cours de la guerre. Il est parti six jours après que son frère ait été fusillé. Il fallait avoir du courage ! Et leurs pauvres parents, qui en avaient encore deux autres au front !* » Quatre fils incorporés, cela n'était pas rare dans les familles nombreuses de la campagne. Mais rares sont celles où ils sont tous revenus³⁹ ; un mort, ou deux, voire plus, c'était monnaie courante...

Lettre de **Claude Pettelet**, soldat au 298^e R.I., agriculteur à La Guillermie (Allier), 28 ans, marié depuis 1906, un jeune fils Jérôme de 3 ans, à sa femme **Marie**, 26 ans, et à ses parents⁴⁰ :

Vingray le 4-12-1914*

Chère Femme et parents – Je vous écris cette lettre pour vous annoncer une mauvaise nouvelle au sujet des prisonniers qu'ils nous ont fait. Nous on s'est sauvé et on croyait de sauver sa vie mais pas du tout je suis⁴¹ été appelé devant le Conseil de Guerre avec toute la demie section dont je faisais partie on est 6 qui sont condamnés à mort. Quel ennui pour vous et surtout pour mon Jérôme que j'aimais tant, mais je te le recommande, aies en soin*

³⁶ Ces menaces adressées en français, par un Allemand, sans doute officier, ne doivent pas surprendre : tous mes témoins signalent que les Allemands parlaient beaucoup mieux le français que les Français l'allemand ; cela apparaît notamment au cours des scènes de fraternisation.

³⁷ Un pare-éclats est en général une interruption d'une tranchée rectiligne par un coude, fait au moment du creusement de la tranchée, pour éviter qu'un éclat d'obus ou un tir de mitrailleuse longitudinal ne prenne la tranchée en enfilade sur une grande longueur et tue beaucoup de soldats ; mais ce peut être aussi une protection métallique (avec des créneaux de tir) installée sur le parapet de terre de la tranchée pour éviter des éclats d'obus rasants. Ici, il s'agit du pare-éclats de terre, puisqu'il peut offrir une cachette inespérée à Pierre Gay.

³⁸ Ce « nous » peut être compris de deux manières ; soit de façon restrictive « *le caporal Floch et moi* », car tous deux se sont trouvés un moment prisonniers des Allemands et ont pu s'échapper, en se jetant sans le savoir dans un danger bien plus grand ; soit de manière extensive « *nous tous* », car, en effet, les 24 soldats de la demi-section auraient pu se laisser prendre par les Allemands, et auraient eu la vie sauve. Mais en ce début de guerre, on croit encore assez généralement que les Allemands ont tendance à exécuter les prisonniers.

³⁹ Dans la famille de mon grand-père maternel, qui comportait dix enfants, les **Surieux** de Vioville (commune de Chazelles-sur-Lavieu) trois garçons sur les cinq sont morts de la guerre de 14 ; seuls ont survécu mon grand-père Jean, mort en 1916, alors que je n'avais que 14 ans, et mon grand oncle Jean-Pierre (témoin n°1 de mes enquêtes) qui a eu la chance d'être prisonnier dès octobre 1914. Une de leurs soeurs, Mariette, a eu son mari tué aussi, nommé **Giroud**, père des industriels montbrisonnais Germain Giroud (poupées Gégé) et Marcel Giroud (fauteuils G.G.). En revanche mon grand-père paternel, **Michel Barou** (de Chatelville, mon hameau natal, commune de Chazelles-sur-Lavieu aussi) aîné de la famille né en 1865, était déjà trop âgé (49 ans en 1914) pour être incorporé ; mais ses frères l'ont été.

⁴⁰ Cette lettre est retranscrite d'après la photocopie de l'original remise par son petit-fils **Jean-Claude** et son épouse, participant au voyage du souvenir à Vingré les 16 et 17 avril 1999, et datée du jour même de l'exécution, le 4 décembre, donc ayant été écrite dans la nuit après minuit, sachant que l'exécution a eu lieu à 7 h 30 du matin.

⁴¹ L'usage de l'auxiliaire « être » au lieu d' « avoir » est courant dans toute notre grande région, à la fois dans les patois et en français local, surtout parmi les personnes âgées.

autant que tu pourras et tu diras à ton père que je lui recommande son filleul⁴² de faire ce qu'il pourra pour lui puisque c'est fini pour moi. Mon motif qu'ils m'ont porté c'est « abandon de poste en présence de l'ennemi ». Je n'ai toujours⁴³ pas tué ni volé et celui qui nous a condamné*⁴⁴ j'espère de le voir un jour devant Dieu. Pour moi, j'ai demandé le prêtre, il nous sera sûrement pas refusé et j'espère que je ne tremblerai pas au moment de l'exécution. Ça ne doit pas être un crime en se confessant à ne pas être digne du ciel. Dès que tu auras reçu ma lettre, tu me feras faire mon service⁴⁵ et tu me feras dire des messes, tu inviteras tous mes amis tel* que Félix Giraud du Pilord⁴⁶ et Mélanie et quand tu vendras à Massomé⁴⁷, tu feras ton possible pour que Mélanie l'achète. Cher* femme je vous invite tous, c'est à dire* toi, mon père, ma mère et mon oncle, à avoir un bon accord ensemble et à avoir soin de Jérôme le reste de vos jours. Je vous le souhaite et j'espère que vous m'accorderez cette faveur. Chère femme, la compagnie demande grâce pour nous au général⁴⁸ mais il ne faut pas compter sur ça pour être acquitté, mais enfin ne te fais pas de l'ennui pour ça, il y en a d'autres. Je fais cette lettre et je la donne à un copain et je lui dis de la faire partir que quand je serai mort, quand vous la recevrai* tout sera fini. Je termine en vous embrassant tous et en espérant de se revoir dans le ciel il n'y a plus que là que l'on peut se revoir. Il y en a beaucoup du pays qui sont avec moi ils diront toujours⁴⁹ que ma faute n'était pas grave. Je vous embrasse tous et je vous dit* adieu. Je regrette.

Pettelet Claude »

Jean-Daniel Destemberg, médecin au Brou-Vernet (Allier), précise dans son ouvrage *Les Chemins de l'Histoire 1914-1918*⁵⁰ que le fils du fusillé, Jérôme, pour qui Claude s'inquiète tant dans son ultime lettre, décédé en 1992, fils qu'il a rencontré, a été l'objet, en 1921 et vers 1935, de deux signes spectaculaires de réhabilitation de la mémoire et de l'honneur de son père : « Si un jour, vous aviez rencontré Jérôme Pettelet, le fils du fusillé de Vingré, il vous aurait dit qu'on lui épingla sur la poitrine la Croix de Guerre et la Médaille militaire de son père, et que, pendant son service militaire dans le même régiment que son père, vingt ans après, il dut obligatoirement les porter sur son uniforme. ».

Lettre de **Jean Quinaut**⁵¹, agriculteur à Vallon-en Sully (Allier), 28 ans, marié depuis le 13 juin 1914, sans enfant, à sa femme **Marie-Nathalie**, 25 ans :

« Ma chère femme,

Je t'écris mes dernières nouvelles. C'est fini pour moi. C'est bien triste. J'ai pas le courage. Je me [...] ⁵². Pour toi, tu ne me verras plus. Il nous est arrivé une histoire dans la compagnie. Nous sommes passé* vingt-quatre au Conseil de guerre. Nous sommes six condamnés à mort. Moi, je suis dans les six et je ne suis pas plus coupable que les camarades, mais notre vie est sacrifiée pour les autres.

Ah ! autre chose : si vous pouvez m'emmener à Vallon. Je suis enterré à Vingré.

Dernier adieu, chère petite femme. C'est fini pour moi. Adieu à tous, pour la vie. Dernière lettre de moi, décédé au 298^e régiment d'infanterie, 19^e compagnie, pour un motif dont je ne sais pas bien la raison. Les officiers ont tous les torts et c'est nous qui sommes condamnés pour eux. Ceux qui s'en iront pourront te raconter. Jamais

⁴² La coutume de désigner le grand-père (en général paternel, mais ici maternel) comme parrain du premier fils était fréquente dans nos campagnes

⁴³ « Toujours » en français local, dans ce contexte, signifie « au moins »

⁴⁴ « Celui qui nous a condamné » : ce singulier ne peut que désigner le président du Conseil de Guerre spécial, le lieutenant-colonel **Pinoteau**, commandant le 298^e R.I.

⁴⁵ Il faut comprendre: "mon service funéraire", c'est-à-dire la messe de funérailles.

⁴⁶ Ce n'est pas un nom noble à particule, mais le nom d'un hameau accolé au nom de l'ami Félix Giraud, comme il est d'usage à la campagne, notamment pour distinguer des homonymes.

⁴⁷ Massomé est le nom d'une terre ou d'un pré que possède Claude Pettelet, qu'il envisageait sans doute de vendre avant son départ à la guerre, puisqu'il sait déjà que cela intéresse Mélanie.

⁴⁸ Ce général est le général **de Villaret**, commandant le corps d'armée.

⁴⁹ « Ils diront toujours » ne signifie pas, comme en français standard, « ils diront constamment », mais « ils diront au moins », conformément à un sens adversatif fréquent de « toujours » (déjà vu plus haut) en français de notre région ; Claude Pettelet attend de ses camarades de l'Allier qu'ils défendent son honneur, une fois rentrés « au pays », ce qu'ils feront.

⁵⁰ Jean-Daniel Destemberg, *Les Chemins de l'Histoire, 1914-1918*, Editions du Signe, 1996, chap. consacré à Claude Pettelet, pp. 43-45

⁵¹ La graphie Quinaud, qui se rencontre dans divers documents, dont la fiche des archives de l'armée, est fautive selon la famille vue lors du voyage du souvenir des 16 et 17 avril 1999

⁵² La mention "ici quelques mots illisibles" figure dans les 3 documents qui donnent le texte de cette lettre, recopiant manifestement le texte du dossier du musée d'Ambierle. Un coup de téléphone à la famille n'a pu résoudre cette question car l'original n'a pas été conservé.

j'aurai cru finir mes jours à Vingré et surtout d'être fusillé pour si peu de choses et n'être pas coupable. Ça ne s'est jamais vu une affaire comme cela.

Jean »

Cette lettre, la plus brève des six, est la seule à accuser clairement les officiers, à se projeter déjà dans la réalité concrète de la mort (« *je suis enterré à Vingré* »), et à manifester si fortement le désir de voir son corps rapatrié dans la terre natale bourbonnaise, d'être enterré au cimetière de son cher Vallon (en Sully). Non seulement son vœu sera exaucé, mais les familles des cinq autres fusillés auront aussi à cœur de ramener la dépouille de leur martyr dans le cimetière de leur village...

Lettre de Francisque Durantet, soldat au 298^e R.I., agriculteur à Ambierle (Loire), 36 ans, marié depuis 1906, deux fils de 2 et 6 ans, Henri et Jean-Claude, dit Pierre, à sa femme **Claudine**, 31 ans :

« Vendredi 4 décembre

Ma chère Claudine,

« C'est bien pour la dernière fois que je t'écri, car nous ~~sommes~~ venons de passer au conseil de guerre, je ne reverrai plus en ce monde, peut-être nous nous reverrons dans l'autre monde, car si je mort* ce n'est pas ma faute, mais nous mourrons*⁵³ pour les autres. Je n'est* rien à me reprocher, j'ai vu l'aumônier et je me suis bien confessé, et le plus malheureux pour moi, c'est de ne plus te voir, et ainsi que mes pauvres enfants. Ma pauvre amie, il faut donc se séparer, nous qui étions si bien unie* ensemble, il faut donc nous séparer. Mon Dieu, que va* tu faire seule maintenant, seule avec les deux petits enfants ? Enfin Dieu te viendra en aide. Ne te décourage pas ma chère amie, si je mort* je mort* la conscience tranquile*, je n'est* pas fait de mal à personne, si je suis puni, la punition vien* tout simplement d'une bagatelle qui s'est produit* par un homme qui a crié : Sauvez-vous, voilà les bôches*, et tout le monde se sont mis⁵⁴ en déroute, nous étions 24 et sur le nombre nous avons été 6 qui ~~av~~-étaient pris, ses* bien malheureux pour nous, mais enfin c'est notre destinée. Je te dis bien adieu, adieu, et dit* bien adieu à toute la famille pour moi. Est* bien soin de mes petits enfants, je t'embrasse bien des fois, car c'est bien fini pour moi, je te dis une autre fois aurevoir*.*

Francisque Durantet »

Cette lettre, rendue encore plus émouvante par son orthographe chancelante, n'explique presque rien des faits qui ont entraîné le conseil de guerre et la condamnation à mort ; en revanche, elle traduit de manière poignante le chagrin et l'inquiétude de laisse seule l'épouse avec les deux petits enfants à élever.

Lettre de Jean Blanchard⁵⁵ agriculteur à Ambierle (Loire), 35 ans, marié depuis 1912, sans enfant, à sa femme **Michelle**, 23 ans :

3 décembre 11h ½ du soir

Ma chère Bien aimée c'est dans une grande détresse que je me met à t'écrire et si Dieu et la St * Vierge ne me vienne* en aide c'est pour la dernière fois. Je suis dans une telle détresse ~~que~~ et une telle douleur que je ne sais trouver tout ce que je voudrais pouvoir te dire et je vois d'ici quand tu va* lire ces lignes tout ce que tu va* souffrir ma pauvre amie qui m'est si chère. Pardonne moi tout ce que tu va* souffrir par moi. Je serais dans le désespoir complet si je n'avais la foi et la religion pour me soutenir dans ce moment si terrible pour moi car je suis dans la position la plus terrible qui puisse exister pour moi car je n'est* plus longtemps à vivre, à moins que Dieu par un miracle de sa bonté ne me vienne en aide . Je vais tacher* en quelques mots de te dire ma situation mais je*

⁵³ « *Nous mourrons* pour les autres* » : la logique du style assez maladroit de Francisque incite à voir là un présent (donc avec une faute d'orthographe, pour « *nous mourons* »), et non un futur, ce qui serait une graphie correcte ; mais le futur sous cette forme appartient à un registre soutenu, la forme courante dans notre région, comme dans bien d'autres, surtout au début du XXe siècle, étant « *nous mourirons* »

⁵⁴ « *Tout le monde se sont mis* » : en français régional, pour les personnes âgées patoisantes, l'expression « *tout le monde* » est sentie comme un pluriel (et non un singulier collectif), équivalent de « *les gens* », d'où l'accord au pluriel.

⁵⁵ Cette lettre de 8 pages, de loin la plus longue de toutes, sera donnée sous sa forme initiale, au crayon, écrite par Jean dans la cave-prison de Vingré, la nuit précédant l'exécution, et non sous celle la copie faite par Michelle à la plume qui a été publiée dans *Paroles de Poilus*, avec l'orthographe rectifiée ; toutefois, pour la compréhension de la lettre, nous la donnons avec une ponctuation minimale, Jean Blanchard ne ponctuant presque pas, et ne mettant pas de majuscules aux débuts de phrases décelés d'après le sens. Elle figure dans les deux versions de *Paroles de Poilus*. **Thérèse Guillaot**, dernière enfant issue du remariage de Michelle Blanchard, m'avait autorisé, après bien des hésitations, à l'envoyer en mai 1998 à Radio-France, qui sollicitait des témoignages pour l'ouvrage en chantier *Paroles de Poilus*. Elle a été lue à Vingré, devant le monument érigé en 1925 en hommage aux six Martyrs, par la même Thérèse Guillaot, lors de la cérémonie du souvenir du 16 avril 1999.

ne sais si je pourrais* je ne m'en sens guère le courage. Le 27 N. à la nuit étant dans ma tranchée face à l'ennemi, les allemands* nous ont surpris, et nous ont jeté la panique parmi nous, dans notre tranchée. Nous nous sommes retirés dans une tranchée arrière, ~~pour~~ et nous sommes retournés reprendre nos places presque aussitôt ; résultat : une dizaine de prisonniers à la compagnie dont 1 à mon escouade⁵⁶. Pour cette faute, nous avons passé aujourd'hui soir l'escouade 24 h.⁵⁷ au conseil de guerre et hélas nous sommes 6 pour payer pour tous ; je ne puis ten* expliquer davantage ma chère amie, je souffre trop, l'ami Darlet⁵⁸ pourra mieux te l'expliquer . J'ai la conscience tranquille et me soumet* entièrement à la volonté de Dieu qui le veut ainsi, c'est ce qui me donne la force de pouvoir t'écrire ces mots, ma chère bien aimée qui m'a rendu si heureux le temps que j'ai passé près de toi et dont j'avais tant l'espoir de te retrouver. Le 30 N^{bre} 1 décembre au matin on nous a fait déposer sur ce qu'il s'était passé et quand j'ai vu l'accusation qui était porté* contre nous et dont personne ne pouvait se douter, j'ai pleuré une partie de la journée et n'est* pas eu la force de t'écrire ; le lendemain je n'est* pu te faire que ma carte. Ce matin, sur l'affirmation qu'on disait que ce ne serait rien⁵⁹, j'avais repris courage et t'est* écrit comme d'habitude ; mais ce soir ma bien aimée, je ne puis trouver des mots pour te dire ma souffrance. Tout me serait préférable à ma position, mais comme Dieu sur la Croix, je boirai jusqu'à la lie le calice de douleur⁶⁰. Adieu ma Michelle adieu ma chérie, puisque c'est la volonté de Dieu de nous séparer sur la terre, j'espère bien qu'il nous réunira au ciel où je te donne rendez-vous, l'aumonier* ne me sera pas refusé et je me confierai bien sincèrement à lui. Ce qui me fait le plus souffrir de tout est le déshonneur pour toi pour nos parents et nos familles, mais crois-le bien ma chère bien aimée, sur notre amour, je ne crois pas avoir mérité ce chatiment* pas plus que mes malheureux camarades qui sont avec moi : ce sera la conscience en paix que je paraîtrais devant Dieu à qui j'offre toutes mes peines et mes souffrances et me soumet* entièrement à sa volonté ; il me reste encore un petit espoir d'être gracié*, oh bien petit, mais la S^e Vierge est si bonne et si puissante et j'ai tant confiance en elle que je ne puis désespérer entièrement : N.D. de Fourvière⁶¹ à qui j'avais promi* que nous irions tout* les deux en pèlerinage, que nous ferions la communion dans son église et que nous donnerions cinq francs pour l'achèvement de sa basilique ; N.D. de Lourdes que j'avais promi* d'aller prier avec toi [« avec toi » est rajouté au-dessus de la ligne] au prochain pèlerinage dans son église pour demander a* Dieu la grâce de persévérer dans la vie de bon chrétien que je me proposait* que nous mènerions tout* les deux ensemble si je retournais près de toi, nous abandonneront pas. Et si elle⁶² ne m'exauce pas en cette vie, j'espère qu'elles m'exauceront en l'autre. Pardonne moi tout ce que tu va* souffrir par moi, ma bien aimée, toi que j'ai de plus cher sur la terre, toi que j'aurais voulu* rendre si heureuse en vivant chrétiennement ensemble si j'étais retourné près de toi. Sois bien courageuse, pratique bien la religion, va souvent à la communion : c'est là que tu trouvera* le plus de consolation et le plus de force pour supporter cette cruelle épreuve. Oh ! si je n'avais cette foi en Dieu, en quel désespoir je serais ! Lui seul me donne la force de pouvoir écrire ces pages. Oh ! bénis soit* mes parents qui m'ont appris à la connaître ! Mes pauvres parents, ma pauvre mère mon pauvre père [« mon pauvre père » est rajouté en petits caractères au-dessus de la ligne] que vont-ils devenir quand ils vont apprendre [la première version, clairement identifiable sous les corrections, ne concerne que sa « pauvre mère » : « que va-t-elle devenir quand elle va apprendre... »] ce que je

⁵⁶ Cette « dizaine de prisonniers à ma compagnie » n'appartient pas (sauf un, signalé) à la demi-section (24 hommes) dont fait partie l'escouade de **Jean Blanchard**, mais à l'autre demi-section, qui a été surprise avant par les Allemands, d'où l'arrivée de ces derniers par la tranchée, et non par en face, ce qui a si fort étonné et effrayé la demi-section de Jean Blanchard

⁵⁷ Jean Blanchard comptabilisant 24 hommes dans l'escouade, regroupe en fait l'effectif de deux escouades, soit une demi-section.

^{58 58} L'ami **Darlet** est un autre compatriote d'Ambierle incorporé au 298^e R.I., présent dans le groupe de 24 hommes, jugé mais faisant partie des 18 presque acquittés (deux mois de prison) ; il témoignera en 1920 au cours de l'instruction menée en vue du procès de réhabilitation.

⁵⁹ Cette « affirmation qu'on disait que ce ne serait rien » est aussi une des composantes essentielles du drame de Vingré : jusqu'au conseil de guerre du 3 décembre au soir, les inculpés ont cru qu'ils avaient affaire à une démarche militaire de type administratif qui devrait se solder par une peine de principe.

⁶⁰ Par cette expression, Jean Blanchard identifie son sacrifice à celui du Christ crucifié ; Jésus, au mont des Oliviers, demande à son divin Père d'éloigner de lui la coupe, ou le « calice de douleur » de l'imminente crucifixion, puis aussitôt l'accepte : « Père, si tu veux, écarte de moi cette coupe. Toutefois, que soit faite non ma volonté mais la tienne », formule qu'il répète pendant son agonie sur la croix (Evangile selon Saint Luc, XII, 42, traduction de Jean Grosjean et Michel Léturmy en édition Pléiade N.R.F.)

⁶¹ La basilique érigée sur la colline de Fourvière, à Lyon, de style néo-byzantin, due à l'architecte lyonnais Bossan, avait été érigée à la suite d'un vœu de l'archevêque du diocèse de Lyon, Mgr de Genouilhac, si la Vierge protégeait la ville de l'invasion des Prussiens ; la guerre de 1870 s'étant achevée par la défaite éclair qu'on sait, avec l'armée française prisonnière à Sedan, y compris l'empereur Napoléon III, les Prussiens n'eurent pas à occuper Lyon ! En 1914 elle avait été inaugurée depuis une petite vingtaine d'années, mais des éléments restaient à construire ou décorer, notamment dans la crypte, d'où le vœu de Jean de faire un don pour son achèvement

⁶² On attend « elles » au lieu de « elle », car Jean Blanchard invoque les deux Vierges, celle de Fourvière et celle de Lourdes ; mais il est évident que le sens prend le pas sur la grammaire : c'est à la Vierge unique, mère de Jésus, qu'il pense ici. En revanche, il fait l'accord attendu au pluriel un peu plus loin dans la phrase : « j'espère qu'elles m'exauceront en l'autre ».

suis devenu. Oh ! ma bien aimée, ma chère Michelle, prend* en bien soin de mes pauvres parents tant qu'ils seront de ce monde⁶³ sois leur consolation et leur soutien dans la douleur [cette dernière expression : « et leur...douleur » est rajoutée au-dessus de la ligne], je te les laisse à tes bons soins, dis leur bien que je n'est* pas mérité cette punition si dure et que nous nous retrouverons tous en l'autre monde ; assiste les à leurs derniers moments et Dieu t'en récompensera. Demande pardon pour moi à tes bons parents, dis leur bien que je les aimait* beaucoup et qu'ils ne m'oublie* pas dans leurs prières, que j'étais heureux d'être devenu leur fils et de pouvoir les soutenir et en avoir soin sur leurs sur leurs [l'expression est répétée par inadvertance, car Jean vient de changer de page] vieux jours. Mais puisque Dieu en a jugé autrement, que sa volonté soit faite et non la mienne⁶⁴. Tu demanderas pardon aussi pour moi à mon frère, ainsi qu'à toutes nos familles⁶⁵, de l'ennui qu'ils vont éprouver par moi ; dis-leur bien que je m'en vais la conscience tranquille et que je n'est* pas mérité une si dure punition, et qu'ils ne m'oublient pas dans leurs prières. A toi, ma bien aimée, mon épouse si chère, je te le répète, je n'est rien fait de plus que les autres, et je ne crois pas, sur ma conscience, avoir mérité cette punition. Je te donne tout ce qui m'appartient* ceci est ma volonté, j'espère qu'on ne te contrariera* pas, j'en est* la conviction. Tu prendra* bien soin de nos parents. Tu les assistera* dans leurs besoins, tu me remplacera* le plus que tu pourra* auprès d'eux, c'est une chose que je te recommande beaucoup et que j'espère bien tu ne me refusera* pas, j'en ait* la certitude. Sois toujours une bonne chrétienne, pratique bien la religion : c'est là ou* tu trouvera* le plus de consolation et le plus de bonheur sur terre, ~~je te rend~~⁶⁶ nous n'avons point d'enfant, je te rend la parole que tu m'a* donné* de m'aimer toujours et de n'aimer que moi, tu est* jeune encore⁶⁷, reforme toi une autre famille si tu trouve un mari digne de toi et qui pratique la religion, épouse le, je te dégage de la parole que tu m'a donné*, garde moi un bon souvenir et ne m'oublie* pas dans tes prières⁶⁸. Tu me fera* dire des messes, ceci à ta volonté, et tu priera* bien pour moi, je me voue à la miséricorde de Dieu et me met* sous la protection de la 5^e Vierge dont je demande son secours, de N^e Dame du Mont Carmel dont je porte le scapulaire⁶⁹ que tu m'a* donné, et te donne rendez-vous au ciel ou* j'espère que Dieu nous réunira. Au revoir la-haut* ma chère épouse.

La lettre n'est pas signée, contrairement à la version qu'en donne *Paroles de Poilus*, qui signe à la façon moderne « Jean ». Il faut préciser que Jean est au bas de sa huitième page, et que les trois dernières lignes sont écrites en plus petit, et serrées : il a occupé l'espace de papier alloué jusqu'au dernier centimètre carré... Précisons encore que la copie de la lettre réalisée par Michelle, sur laquelle s'appuient les deux éditions de *Paroles de Poilus*,

⁶³ Les parents de Jean, Mathieu et Michelle Marie, née Marguet, sont aussi cultivateurs à Ambierle (à « La Sentinelle »), et sans doute déjà âgés, pour avoir un grand fils de 35 ans.

⁶⁴ C'est la deuxième fois dans la lettre, après le « calice de douleur » que l'on retrouve textuellement une citation de l'Évangile, toujours emprunté à l'épisode douloureux de la crucifixion de Jésus, auquel implicitement s'identifie le condamné à mort ; Jean Blanchard est un chrétien exemplaire, pénétré par l'esprit et la lettre de l'Évangile

⁶⁵ Il faut comprendre « ainsi qu'à tous nos parents, proches ou éloignés »

⁶⁶ « Je te rend » est barré : il est clair que **Jean Blanchard** veut terminer sa lettre par ce qui est l'apothéose de sa bonté et de sa générosité : la permission donnée à son épouse **Michelle** de se remarier ; mais il raye « je te rend », qu'il va reprendre à la ligne suivante, pour insérer un argument de poids : « nous n'avons point d'enfant » favorisant ce remariage, et donnant à Michelle le bonheur d'être mère un jour. Il faut rappeler que Michelle et Jean ne sont mariés que depuis deux ans ; Michelle connaîtra six fois le bonheur de la maternité avec son nouvel époux, **Jean-Baptiste Duverger**, boulanger à Ambierle, Poilu ayant perdu sa femme, morte de la grippe espagnole, et leur petite dernière sera **Marie-Thérèse**, née en 1931, qui a pris tellement à cœur la réhabilitation de l'honneur du premier mari de sa mère.

⁶⁷ Michelle n'a alors que 23 ans, étant de 13 ans plus jeune que Jean.

⁶⁸ Cette générosité admirable envers son épouse Michelle, qu'il délivre de sa promesse de l'aimer toujours et de n'aimer que lui, qu'il incite à se remarier et à fonder une famille, évoque inmanquablement pour moi les derniers mots écrits à sa fiancée **Mélinée** d'un autre fusillé, de l'autre guerre, dans ses derniers moments, le 21 février 44, avant de tomber sous les balles allemandes avec 22 de ses camarades, le Résistant **Michel Manouchian**, Arménien qui avait choisi la France, chef du groupe de F.T.P – M.O.I., dont **Louis Aragon** a sublimé les propos dans les vers inoubliables du poème *Stances pour se Souvenir*, plus connu sous le nom de *L'Affiche Rouge*, du nom de la célèbre affiche où l'occupant prétendait stigmatiser les « terroristes » de l' « armée du crime » :

« Bonheur à tous Bonheur à ceux qui vont survivre / Je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand » // « Adieu la peine et le plaisir Adieu les roses / Adieu la vie adieu la lumière et le vent / Marie-toi sois heureuse et pense à moi souvent / Toi qui va demeurer dans la beauté des choses / Quant tout sera fini plus tard en Erivan » (capitale de l'Arménie) // « Un grand soleil d'hiver éclaire la colline / Que la nature est belle et que le coeur me fend / La justice viendra sur nos pas triomphants / Ma Mélinée ô mon amour mon orpheline / Et je te dis de vivre et d'avoir un enfant ».

⁶⁹ Le port du scapulaire, relique de saint ou de la Vierge (petit carré d'étoffe ayant touché une statue ou un lieu –grotte de Lourdes par exemple- considérés comme sacrés, porté autour du cou, à même la peau) était courant chez les Poilus. Ici Jean fait référence à Notre-Dame du Mont Carmel, monastère situé dans l'état actuel d'Israël, au-dessus de Haïfa ; c'est donc une troisième Vierge qui est invoquée, issue de la Terre Sainte, beaucoup plus lointaine que celles de Fourvière et de Lourdes. Rappelons que de ce vocable est issu l'ordre masculin des Carmes et féminin des Carmélites, le premier étant fondé en 1245, et réformé par Saint Jean de la Croix en 1593 ; le second, fondé un peu plus tard, fut réformé en 1592 par Sainte Thérèse d'Avila.

ne comporte pas non plus de signature. Il faut être fidèle jusqu'au bout au texte exact d'un homme qui va mourir, et respecter son orthographe, même fautive...

Cette lettre, effectivement, toute irradiée de religion et d'esprit de sacrifice, et d'amour immense pour sa jeune épouse, « *ferait pleurer des pierres* » (selon l'expression de **M. Labourier**, responsable de l'association des Poilus de Roanne, dans un article du « *Poilu de la Loire* », revue des anciens combattants, article reproduit le *Journal de Roanne* du 6 mars 1921) et il est difficile de la lire sans pleurer⁷⁰, surtout dans la partie finale où Jean pousse l'héroïque générosité jusqu'à « rendre sa parole » à Michelle et l'inciter à se remarier. **Thérèse Guillaot**, sa plus jeune fille, nous a confié que c'était en effet cette autorisation explicitement formulée qui avait poussé sa mère à se remarier ; mais elle n'oubliera jamais son premier mari. Sa fille évoque avec beaucoup d'émotion les multiples heures que sa mère a passées en pleurs (surtout lors de son deuxième veuvage) en relisant les lettres de son premier mari, religieusement conservées par elles dans une boîte, dans une armoire, ainsi qu'à contempler les objets qu'il avait voulu lui transmettre (sa montre, son couteau, des médailles pieuses). Une précision qui paraîtra incroyable : le portrait des deux époux morts, celui du fusillé Jean Blanchard, et celui de la veuve du second mari de Michelle, Jean-Baptiste Duverger, combattant de 14-18, morte en 1918 de la grippe espagnole, étaient côte à côte, dans la chambre conjugale ! Et Thérèse Guillaot, née Duverger, de confier : « *On y était habitué : on les considérait comme nos parents du Ciel !* ».

Cette lettre de huit pages n'est pas l'ultime de Jean Blanchard, qui, dans cette nuit qui précède l'exécution le lendemain à l'aube, va encore écrire quatre pages à ses beaux-parents⁷¹, n'ayant pas le courage de le faire pour ses propres parents.

Revenant plus brièvement sur l'épisode du conseil de guerre, il s'excuse auprès d'eux du déshonneur qui va rejaillir sur leur famille et les assure de son innocence. Il les charge de prévenir leur fille avec ménagement : « *je viens de faire une lettre pour Michelle que je vous ferais* envoyer avec celle-la* et dont vous pourrez* prendre connaissance afin de la préparer à la recevoir, je n'ose l'envoyer à elle, je crains trop l'émotion qu'elle va éprouver, ainsi que mes parents.* ». Une phrase de révolte contenue, absente de la lettre à Michelle, lui vient sous la plume : « *je ne puis me figurer être dans un tel cas et pour une telle chose, je me demande si il* y a une justice sur terre pour qu'il arrive de telles choses, mais croyez-le bien, je vous le répète, je paraîtrais* devant Dieu la conscience en paix et sans avoir pu mériter une telle punition* ». Mais sa brève révolte est surmontée par l'attitude du chrétien exemplaire qui se plie à ce qu'il considère comme la volonté divine et qui sublime son drame en épreuve qui lui vaudra des grâces pour entrer en Paradis : « *croyez-le bien chers Parents que j'ai la conscience bien tranquille et que je subirais* la punition avec courage puisque c'est la volonté de Dieu et je sais qu'il est juste et me tiendra compte de mes souffrances.* » Sa ferme croyance au Paradis va jusqu'à leur laisser espérer de lui une protection à partir du Ciel, quand il les supplie de soutenir ses propres parents : « *je redoute l'émotion qu'ils vont éprouver, soutenez-les, consolez-les, ne les laissez pas seul* et si dans l'autre monde, je pouvais faire quelque chose pour vous, je vous en serais reconnaissant* ». Il les assure du bonheur connu avec leur fille, et avec eux, les appelant même ses « parents » : « *Soyez bien courageux aussi [« aussi » est rajouté au-dessus de la ligne], mes pauvres parents, dont j'étais si heureux d'être devenu votre fils, ne m'oubliez pas dans vos prières* ».

Deux éléments nouveaux apparaissent, par rapport à la lettre à Michelle : d'abord la compassion pour l'autre soldat d'Ambierle condamné à mort, son ami Francisque Durantet, et pour son épouse Claudine et l'indication de l'acquittement d'un autre soldat du village, Claude Darlet : « *6 doivent payer pour tous, je suis du nombre avec Francisque, pauvre Claudine, comme elle est à plaindre, Darlet était avec nous, mais il a été acquitté, il pourra vous donner les détails de ce qui s'est passé* ». Ensuite, la précision sur la nature de l'espoir ténu qu'il laissait à peine entrevoir à Michelle dans deux phrases : « *je n'est* plus longtemps à vivre, à moins que Dieu par un miracle de sa bonté ne me vienne en aide* » et « *il me reste encore un petit espoir d'être gracié*, oh bien petit* » ; ainsi il termine sa lettre aux parents de Michelle sur cette note d'espoir fragile, qui est en fait une patrouille presque suicidaire : « *Nous avons fait demander par notre commandant de compagnie si on pouvait aller sur les lignes ennemies faire des reconnaissances, je ne sais si il* nous l'accorderont. Adieu mes bons Parents, au revoir au paradis, je vous donne rendez-vous.* ». Finalement, Jean a plus d'espoir en la bonté de Dieu qu'en l'humanité de l'Etat-major ; la suite imminente prouvera qu'il a raison...

Michelle Blanchard a reçu aussi, avec la lettre fatale, quelques objets de son mari, enveloppés dans un petit papier, avec un texte qui contient sans doute les derniers mots écrits par Jean : « *Voici ce que j'ai sur moi ma montre mon porte-monnaie qui contient 11 F 20 le mandat que tu m'a* envoyé et que je n'est* pas touché* » + rajouté sur le côté gauche : « *mon couteau et quatre médailles je tiendrais bien à ce que tu les reçoives* » Fin du mot : « *j'espère qu'on vous y fera parvenir j'ai encore toutes les lettres que tu m'a* écrite* dans mon sac et sur*

⁷⁰ Pour l'avoir fait chaque année, le 4 décembre, depuis 1990, à mes élèves du lycée François Mauriac- Forez d'Andrézieux-Bouthéon, près de Saint Etienne, je puis assurer que c'est presque impossible...

⁷¹ Thérèse Guillaot m'a confié, à propos de ces deux lettres et des douze pages qu'elles représentent, la première commencée à 23 h 30, comme c'est indiqué : « *Ma mère était très fière que son mari ait écrit si longuement, toute la nuit !* »

moi j'ai encore tous les effets que tu m'a* envoyé* et ceux que j'avais auparavant ». Le condamné envoie ses modestes biens de soldat à son épouse, comme un dernier gage d'amour...

On pourrait analyser longuement ces lettres, les comparer, mais il y a presque quelque indécence à la faire. Face à de telles lettres, si émouvantes, on pourrait dire en reprenant **Alfred de Vigny**, que « *Seul le silence est grand* ». Signalons simplement que toutes expriment l'amour profond pour l'épouse et les enfants quand il y en a, l'affection pour la famille, le sentiment de la honte qu'on va lui infliger, l'incompréhension et plus ou moins fortement la révolte d'être condamné en étant innocent. Toutes expriment, à un degré plus ou moins fort, la foi chrétienne et l'ultime espoir de retrouvailles dans l'au-delà. Une seule proclame fermement la culpabilité des officiers, celle de **Jean Quinault** : *"Les officiers ont tous les torts et c'est nous qui sommes condamnés pour eux."*

Ceux qui visiteront Vingré pourront désormais lire in extenso chacune de ces lettres, gravées sur plexiglass, avec la photo de chaque fusillé en habit militaire⁷², sur cinq des maisons du village et sous un pont, qui portaient depuis le milieu des années 20 le nom des six fusillés, sur une petite plaque de marbre...

L'exécution du 4 décembre 1914 au matin

La version officielle ne doit pas être cherchée dans *L'Historique du 298^e R.I* où toute l'affaire des fusillés de Vingré est totalement escamotée (cf infra), mais dans le *Journal des Marches et Opérations du 298^e* rédigé par le **colonel Gaube**, ou écrit sous ses auspices :

« 4 décembre.

Vingré- L'exécution des six condamnés à mort a lieu à 7 h 30, à 200 m à l'ouest du calvaire de Vingré, situé à l'embranchement des deux chemins allant à Nouvron. Assistent à la parade d'exécution : les 4 Cies de réserve du 298^e ; 2 Cies du 216^e et une Cie du 238^e. Les troupes sont commandées par le Lt Colonel Pinoteau. Les condamnés qui ont passé la nuit dans la prison du poste de police sont amenés à 7 h 30 par un piquet de 30 hommes et fusillés. Après l'exécution qui se passe sans incident, les troupes défilent devant les cadavres et rentrent dans leur cantonnement.

La nuit est employé à l'aménagement des tranchées, principalement à la pose des créneaux. Pertes : 6 morts, 2 blessés. »

Le lieu ne s'invente pas : « à l'ouest du calvaire de Vingré, situé à l'embranchement des deux chemins allant à Nouvron ». Voilà une exécution qui se place doublement sous le signe de la croix, celle du calvaire, et celle de la croisée des chemins ! Jean Blanchard avait rapproché son sort de la Passion du Christ : « *Comme Dieu sur la croix, je boirai jusqu'à la lie le calice de la douleur* »...

Quant à la mention finale : « *pertes : 6 morts* », outre sa scandaleuse hypocrisie qui assimile à des morts tués par l'ennemi les fusillés par la justice française, elle trouve son écho dans les fiches officielles de pertes que nous pouvons maintenant consulter grâce au site memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr . Les fiches des 6 fusillés y figurent, avec, initialement, tout comme les 1 350 000 de leurs camarades tués au combat, par l'ennemi, la mention de 1914 « *Tué à l'ennemi* ». Seule la fiche de Jean Quinault a une mention rajoutée par la même main, qui constitue un horrible euphémisme : « *Événement de guerre* ». Il y a donc eu très clairement une volonté de dissimulation. En revanche, après la réhabilitation de 1921, une autre écriture, rayant ou pas la première mention, indique enfin la vérité sur les six fiches : "*Fusillé et réhabilité*"

Face à cette discrétion militaire officielle (l'escamotage total étant scandaleux, et l'euphémisation plus que douteuse moralement !), nous disposons pour l'exécution de trois témoignages écrits par des témoins visuels :

Le premier est celui d'un officier, le **commandant Georges Thivel**, chef de bataillon au 298^e R.I., le régiment des condamnés, dans son cahier journalier édité en version « tapuscrite » :

« Tout ce monde passa en conseil de guerre et 6 furent condamnés à mort pour abandon de poste devant l'ennemi. L'exécution fut fixée au lendemain du jugement 4 décembre à 7 heures du matin. C'est moi qui étais de jour et ai dû en fixer les détails. Ces hommes sont morts courageusement. Bien triste cérémonie qui eût lieu dans les jardins du centre de Vingré au nord de la route, en présence de toutes les troupes disponibles. Dans mes papiers se trouve le détail des dispositions prises et je n'insiste pas sur cet incident lugubre qui a dû faire une profonde impression sur tous les spectateurs et surtout sur les acteurs ! ».*

Malgré quelques mots de commisération et une formule admirative pour la dignité de la mort des « acteurs », on ne peut s'empêcher de réagir défavorablement devant ce témoignage du chef de bataillon, dont on a pu voir pourtant la sensibilité dans la lettre adressée à son épouse le lendemain de la mort du capitaine Joseph Déchelette, le 4 octobre. Non seulement il colle à la version officielle d'abandon de poste devant l'ennemi (alors qu'au moment de la rédaction, il connaît sans doute la responsabilité énorme de son subordonné, le sous-lieutenant

⁷² Cette initiative très heureuse, réalisée avant la cérémonie de décembre 2004, à l'instigation de **Jean-Luc Pamart**, président de l'association « *Soissonnais 14-18* » et de la municipalité de Nouvron (qui a depuis accolé le nom du hameau à celui du bourg, s'appelant désormais « *Nouvron-Vingré* »), confère une charge émotionnelle encore plus grande à la visite du hameau de Vingré.

Paulaud) , mais témoigne d'un certain mépris pour les six victimes, les six « *acteurs* »: le drame est minimisé en « *incident* », même si cet « *incident* » est intensifié avec l'adjectif « *lugubre* » à la fin, il est minimisé aussi par la brièveté de la narration qui le réduit en effet à ce qu'on pourrait appeler, en pastichant un homme politique contemporain , à « *un point de détail de l'Histoire* », ou au moins de l'histoire du 298^e R.I. dans la Grande Guerre, et la formule globalisante et méprisante « *Tout ce monde* » ne manque pas de choquer !

Le second est celui de l'aumônier du 298^e R.I., l'**abbé Maurice Dubourg**, qui, avec un confrère, a confessé à 7 heures du matin les condamnés, dans une lettre du 11 décembre adressée à Michelle Blanchard :

« *Oh ! le bon chrétien que votre mari ! Jusqu'à la dernière minute il m'a édifié. Plusieurs fois nous nous sommes embrassés comme deux amis... Puis nous avons quitté la petite cave et nous nous sommes acheminés vers le lieu de l'exécution. Votre mari et ses camarades ont marché d'un pas très énergique. Ils n'ont pas eu la moindre faiblesse. Nous nous sommes dit un suprême adieu ; quelques secondes après les six camarades tombaient morts, pendant que nous priions pour eux, mon confrère et moi. Nous avons béni la fosse où ils ont été enterrés. Depuis ce jour, j'ai célébré une fois la Ste Messe pour votre mari. »*

Le troisième est celui d'un sergent figurant parmi mes témoins écrits : **Jean-Baptiste Grousson**, caporal puis sergent fourrier au 298^e R.I., originaire de Saint-Etienne, qui écrit dans son carnet tenu au jour le jour :

« *4 X^{bre73} à 4^{h/2} du matin réveil pour exécution à 6^h à Vingré, de 6 soldats ayant abandonné leur poste surpris par les allemands* , avec Jules je fais partie du peloton qui les encadrent* baïonnette au canon, pour les mener au lieu d'exécution où le régiment est réuni (19^{ème} C^{ie}) les aumoniers* leur parlent et les embrassent, on leur lie les mains qu'on attache ensuite à un poteau, on leur bande les yeux, l'adj^t Delmote qui commande le peloton d'exécution, abaisse son sabre, 72 fusils⁷⁴ partent à la fois (dont Eyraud) et ces 6 martyrs tombent sans un cri, un sous-officier vient leur donner le coup de grâce et on fait défiler tout le régiment devant ces 6 corps pantelants. Spectacle inoubliable et saisissant l'un avait 5 enfant, l'autre 3. Etaient présents, Col^l Pinoteau, lieu^t Diot, médecin Mallet, lieu^t Brandejac. »*

« *5 X^{bre} De garde dans les bois de Vingré avec Jules, les balles pleuvent autour de nous... »*

On ne peut s'empêcher de penser que si Jean-Baptiste Grousson nomme ainsi à la fin les chefs militaires (et le médecin major) qui président à l'exécution, il les flétrit implicitement, et les désigne à la future vindicte publique, au tribunal de l'Histoire. Par ailleurs, son témoignage, beaucoup plus humain et sensible, malgré sa brièveté, que celui du commandant Thivel, exprime à la fois du choc de l'horreur et de la pitié pour les six martyrs. Bien avant que l'opinion publique les nomme ainsi pour l'Histoire, Jean-Baptiste Grousson trouve spontanément le mot juste « *martyrs* », le jour même de l'exécution. Quant au régiment défilant devant les « *corps pantelants* » -autre expression très juste, et frappante- , il confirme que ces six-là ont bien été exécutés « *pour l'exemple !* »

Nous disposons enfin du témoignage très bref⁷⁵ d'un soldat du 298^e R.I., **Etienne Dubessy**, originaire de Saint-Jean-le-Puy, qui sera tué le 30 juin 1916 à Contrisson, dans la Meuse; il écrit laconiquement dans son carnet comment il a dû creuser la fosse des fusillés :

« *vendredis* 4 de minuit a* quatre heures du matin faire une fausse* pour mètre* les six pauvre* camarade* que l'on a fusillier* a* la première heures et après ille* a fallus* les entterée*. Le soir remontér* aux tranchér*. la nuit repos dans l'abri*. »*

Une note transmise en 1988 par un de mes correspondants, répondant à l'appel du journal "*Le Pays Roannais*", diffusé bien au-delà du Roannais, **M. Jean Suchet** de Bihorel-lès-Rouen, en Seine-Maritime, note trouvée dans les papiers de son oncle **Antoine Sabas**, sergent au 1^{er} Régiment de Tirailleurs Marocains au moment de sa mort, le 3 mars 1916, nous apprend que, bien loin d'être étouffée, l'affaire des six fusillés a été utilisée comme un exemple dissuasif. Voici l'intégralité de cette note de commandement:

"A lire pendant 3 jours de suite

Le G^{al} Cdt la 6^e armée fait connaître à tous les corps et services sous ses ordres que le Conseil de guerre de la 63^e Division d'Inf^{rie} dans la séance du 3 Décembre 1914⁷⁶

Le Caporal Floch

Les soldats Gay, Pettelet, Guinaud, Durantet et Blanchard du 298^e Régt d'Inf^{rie}*

Coupables du crime d'abandon de poste en présence de l'ennemi et les a, en conséquence, condamnés à la peine de mort.

Ils ont été exécutés à Vingré le 14⁷⁷X^e 1914

⁷³ Cette façon abrégée de noter la date, assez fréquente dans les carnets de guerre et les correspondances, est très déroutante pour le lecteur moderne, qui interprète le X majuscule comme un dix en chiffre romain (donc renvoyant à octobre, dixième mois de l'année) alors qu'il faut y voir une notation phonétique, venant sans doute de la connaissance du latin : X = « *decem* » = décembre. Elle est utilisée pour tous les mois finissant par « *bre* », de septembre à décembre.

⁷⁴ 72 fusils pour 6 prisonniers : la norme réglementaire de 12 fusils (dont un chargé à blanc) par fusillé est respectée...

⁷⁵ Document aimablement confié par **M. Bernard Grosbellet**, ex-proviseur du lycée privé Saint-Paul de Roanne

⁷⁶ La phrase est incomplète, il y manque "a jugé"... ("coupables")

Tous sont morts très courageusement"

Il est bien temps de leur rendre un dernier hommage, en leur reconnaissant une mort courageuse! Ou ne serait-ce pas une façon indirecte et sournoise d'apprendre aux soldats entendant cette proclamation trois jours de suite que, n'ayant pas protesté à l'ultime moment contre l'iniquité du verdict, les six fusillés s'avouaient coupables?

La réhabilitation de janvier 1921

Nous avons dû, dans ce long développement, dépasser souvent l'année 1914, dans la mesure où les faits ne devenaient clairs qu'avec les témoignages recueillis dans l'après-guerre, en vue du procès de réhabilitation. Nous allons clore ce chapitre en nous projetant au-delà de la fin de la guerre. Plus de six ans vont s'écouler, du 4 décembre 1914 à fin janvier 1921, pour que la flétrissure qui avait marqué la mémoire de ces hommes, pour que le déshonneur qui s'était attaché à leur famille, soient enfin lavés. Car ils avaient bien raison de craindre le déshonneur, dans leurs ultimes lettres.

Nicolas Offenstadt écrit, dans *Les Fusillés de la Grande Guerre*, à propos de l'opprobre qui a pesé sur les familles des fusillés: « *Lorsque les soldats sont morts, ce sont les familles qui héritent, en quelque sorte, de la condamnation. Elles peuvent être exclues de la communauté villageoise ou du quartier par le regard des autres puis de la communauté nationale puisque la mort de leur proche ne donne pas lieu aux compensations symboliques et pécuniaires des "morts pour la France* » *Le frère du caporal Floch, un des fusillés de Vingré, témoigne: "Nous avons vécu dans cette atmosphère affreuse de la suspicion illégitime et la honte injustifiée"* [note 288: Allocution d'**Emile Floch**, frère d'Henri, le caporal fusillé, le 5 avril 1925, lors de l'inauguration du monument de Vingré]. « *Le fils de Pettelet, un autre fusillé de Vingré, est retiré de l'école publique. La veuve Pettelet, qui a reçu des menaces, se promène, selon la mémoire familiale, avec un pistolet, ... pour y parer.*" [Note 289: Entretien avec **Jean-Claude Pettelet**, petit-fils du fusillé, Vingré, 17 avril 1999].

Cet opprobre local est d'autant plus grand, que s'il faut en croire Nicolas Offenstadt, à propos d'une autre affaire (celle de Désiré Maillot), le jugement est affiché à la porte de la mairie du lieu où habitaient les condamnés. Selon un de mes témoins les plus fiables par l'exactitude de sa mémoire, interrogé en février 1990, cet affichage a dû se produire à Ambierle, même si l'on peut douter de la formulation qu'il annonce. Il s'agit d'**Armand Molière**, de Cours-la-Ville, comptable, cl. 13 (né en 1895 à Bussières, mais engagé volontaire à 18 ans en 1913, qui a fait la guerre comme artilleur au 112^e R. d'Artillerie Lourde) :

« *Les fusillés de Vingré... y'en avait d'Ambierle ! Ambierle, c'était, je peux pas dire le berceau de ma famille parce que ma famille était originaire d'Arfeuilles, dans l'Allier. Mais je connaissais bien Ambierle, j'avais mes grands-parents qui y habitaient, j'y allais enfant en vacances. »*

E – *Et alors, on en a parlé de cette histoire ?*

T – *Oui ! On a su qu'on avait affiché, pas à leur porte à eux, mais à la porte de la mairie : « Untel, Untel mort à tel endroit, mort en lâche ! » . Voilà ce qu'on a su à ce moment-là !"*

La campagne pour obtenir la réhabilitation a duré toute l'année 1920. L'artisan infatigable en a été **Claude Lafloque**, de Vichy, caporal puis sergent au 298^e R.I., dont nous avons longuement cité le témoignage sur l'événement du 27 novembre rapporté par *Le Télégramme du Centre* le 10 septembre 1919. Il a écrit à toutes les familles de fusillés, il a fait appel à ses anciens camarades du 298^e R.I. pour recueillir leur témoignage et les convaincre de témoigner devant le conseil de guerre spécial de Clermont-Ferrand. Au niveau national, c'est l'UNC (Union Nationale des Combattants) qui comptait plus de 500 000 adhérents, et son avocat attitré **M^e Nicolaÿ**, qui ont mené campagne, notamment par le biais de la publication mensuelle de l'UNC, *La Voix du Combattant*, qui a focalisé tous ses efforts sur l'affaire de Vingré pendant l'année 1920, et remis un mémoire au Ministre de la Guerre **Louis Barthou**. Celui-ci désigne un rapporteur, le conseiller d'Etat **Mercier**, qui entend 16 témoins en décembre 1920 et janvier 1921. Cinq témoins, dont Claude Lafloque, lui apportent le fait nouveau qui permettait de déclencher le procès de réhabilitation : ils affirment qu'ils ont bien entendu le sous-lieutenant Paulaud donner l'ordre de repli.

La réhabilitation solennelle par la Cour de Cassation est prononcée à l'issue de sa séance des 28 et 29 janvier 1921 : elle déclare que les six fusillés ont été condamnés à tort et accorde à leur veuve le statut de veuve de guerre, et leur octroie des compensations financières : la pension annuelle de 2 000 F rétroactive depuis le jour de l'exécution, et le versement de 1000 F annuel pour chaque orphelin jusqu'à sa majorité.

Cette décision est concrétisée par une cérémonie solennelle de réhabilitation au casino de Vichy le 20 mars 1921 : comme c'est la section UNC de Vichy, à laquelle appartient Claude Lafloque, qui a porté l'initiative de la réhabilitation, et que trois fusillés sont de l'Allier et deux de la Loire, cette cérémonie vise à traduire dans les esprits de la région la réhabilitation légale de la Cour de Cassation. Lors du banquet dans la grande salle du nouveau casino, six fauteuils vides représentant les six victimes sont recouverts de drapeaux tricolores. Les six

⁷⁷ C'est une erreur: l'exécution a été faite le 4, non le 14. Faut-il en déduire que cette note a été décidée dix jours après l'exécution, afin de donner plus d'ampleur à la sentence, et frapper plus de soldats, ou n'est-ce qu'une simple bévue d'un secrétaire?

veuves y assistent, en deuil. Puis le cortège se dirige vers le Casino des fleurs ; là, les clairons retentissent, et à l'appel de chacun des noms des « *martyrs de Vingré* » les combattants présents répondent : « *Mort au Champ d'Honneur* ». On remet à chaque veuve un Diplôme de réhabilitation ⁷⁸ qui figurera en bonne place dans chaque intérieur.

Une autre réhabilitation solennelle aura lieu à Vingré même, le 5 avril 1925, avec l'inauguration d'un monument aux six fusillés érigé par ses camarades du 298^e R.I.. Cette cérémonie, dont la photographie fait la couverture du livre de Nicolas Offenstadt sur les fusillés de la grande guerre, s'est déroulée aussi en présence des veuves des victimes, de frères et sœurs, des anciens du 298^e et des autorités civiles et militaires du Soissonnais. Le monument, en forme de pyramide tronquée, porte une palme en bronze doré sur chacun des côtés, et sur une face, une plaque de marbre avec cette inscription : « *Dans ce champ sont tombés glorieusement le caporal Floch, les soldats Blanchard, Durantet, Gay, Pettelet, et Quinault du 298^e R.I. fusillés le 4 décembre 1914, réhabilités solennellement par la Cour de cassation le 29 janvier 1921* » et sur le socle de la pyramide, cette autre inscription : « *Hommage des Anciens Combattants du 298^e R.I. à la mémoire des Camarades morts innocents victimes de l'exemple* ». C'est devant ce monument qu'ont eu lieu les cérémonies dont il a été question au début de ce chapitre, le 16 avril 1999. et le 4 décembre 2004, cette dernière cérémonie faisant des six fusillés des « *Citoyens d'Honneur de l'Aisne* ». Les familles ont pu témoigner alors que la réhabilitation de 1921 n'avaient pas fait taire les suspicions, les rancoeurs, voire la haine, et qu'au fil du siècle, comme le montre bien le beau mémoire de maîtrise (soutenu en 2003) de **Marie Pamart**, qui a interviewé les descendants des fusillés, ceux-ci avaient dû porter le fardeau de la condamnation inique de décembre 1914.

C'est en vain qu'on chercherait des traces de cette "affaire de Vingré" dans "*L'Historique du 298^e régiment d'infanterie*" publié à Roanne en 1921, l'année même de la réhabilitation (en janvier) par la cour de Cassation. Un condensé escamote la période du 13 novembre au 1^{er} février 15 : "*Cette attaque du 12 novembre (1914) marque la stabilisation du front sur le plateau de Nouvron pour de longs mois. Le régime d'occupation du secteur est organisé de la manière suivante entre les régiments de la division: douze jours en première ligne et six jours au repos. Jusqu'au premier février 1915, le régiment travaille sans relâche, perfectionne ses installations, construit des abris...*"⁷⁹. Cette omission, qui ne peut pas être due à la négligence ou à l'oubli étant donné le retentissement immense qu'a eu l'affaire, incite à être très circonspect vis-à-vis de ces historiques de régiment, qui ne retiennent que les faits glorieux, ou avouables...

Un très bel hommage aux Martyrs de Vingré a été rendu en 2010 par le film très sensible « *Rue des Martyrs de Vingré* », de 52 mn, de **Caroline Puig-Grenetier**, jeune cinéaste stéphanoise vivant à Saint-Just-sur-Loire.⁸⁰

D'autres exécutés à la même période dans le secteur de Vingré

Les six fusillés de Vingré ne sont pas une exception. En ce début de guerre, où la vie des hommes ne semble pas compter tant on la dilapide dans des attaques vouées à l'échec et où la discipline militaire est d'une rare rigueur, pour ne pas dire cruauté, d'autres soldats français tombent sous les balles de leurs camarades, voire sous le coup de revolver d'un de leurs officiers, dans le cas d'une exécution sommaire, parfaitement "réglementaire". Le général **André Bach**, ancien chef du SHAT (service Historique de l'Armée de Terre) du fort de Vincennes, dans son remarquable ouvrage *Fusillés pour l'exemple 1914-1915* publié en 2003, établit à partir d'une exploration minutieuse des archives militaires de Vincennes, une moyenne de 50 exécutions par mois de septembre à décembre 1914, et de 25 par mois en 1915 pour toute l'armée française, avec un sommet de 67 en octobre 1914 (le mois de l'exécution du lieutenant Chapelant), l'année 15 ayant eu deux pics de 55 en mars et de 59 en novembre. Sur ces 500 exécutés environ en dix-sept mois (200 environ de sept. à décembre 14, 300 environ en 1915), soit dix fois plus que le nombre d'exécutés après les mutineries de 1917, il y a 430 soldats français, les 70 autres étant des civils, notamment Alsaciens ou Lorrains, suspectés d'espionnage, ou des Allemands, exécutés après jugement, pour pillage ou violence. La suite de la guerre, soit trente quatre mois, sera relativement plus clémente, ou moins impitoyable, avec 180 exécutés, alors qu'elle comporte l'épisode collectif des mutineries de 1917.

Jean-Baptiste Grousseau (cl. 95), caporal faisant office de sergent fourrier au 298^e R.I. de Roanne (depuis le 1^{er} novembre 1914), après l'avoir été au 38^e R.I. de Saint-Etienne, dont on a lu le bref mais poignant témoignage sur

⁷⁸ Le professeur de Lettres que je suis a été frappé par la faute de français que comporte ce diplôme : je cite le début du texte concernant Jean Blanchard = *Diplôme de réhabilitation à la mémoire du soldat Blanchard Jean du 298^e R.I. condamné à mort innocemment le 3 décembre 1914* » : en bon français cela signifie qu'on l'a condamné à mort de manière innocente (donc que ses juges étaient innocents de la condamnation à mort qu'ils prononçaient) et non condamné alors que Blanchard était innocent ! Certes, la faute sur l'usage de l'adverbe est malencontreuse, mais on pourrait dire que le sort s'acharne sur les six fusillés même dans leur diplôme de réhabilitation !

⁷⁹ "*Historique du 298^e Régiment d'Infanterie*, p. 14, Roanne, 1921, imprimerie Maurice Souchier

⁸⁰ Des localités inaugurant une « *rue des Martyrs de Vingré* », ou des organismes culturels (Bibliothèque Municipale de Saint-Etienne, par exemple), nous ont plusieurs fois associés en tandem, ma conférence précédant son film, avec des réponses aux auditeurs-spectateurs faites par nous deux à la fin...

l'exécution des six martyrs, dresse dans son carnet - sans doute dans le premier semestre 1915, puisque la dernière exécution connue, celle de Lucien Bersot, date du 15 février 1915 - un croquis du secteur de Vingré et un bilan des "Militaires de la 6^e armée, condamnés à mort et exécutés depuis le début de la Guerre pour abandon de poste ou faute grave".

Sur son croquis figure l'emplacement des six croix avec la mention "les 6 fusillés"; mais non loin, sont dessinées aussi six autres croix alignées avec la mention troublante "Cimetière Balle à la tête". Cette expression ne peut que renvoyer à des exécutions sommaires, effectuées sans jugement...

Quant au récapitulatif des exécutés après jugement, pour le seul secteur de Vingré et des environs, occupé par la 6^e armée, il comporte 26 soldats (19 français nommés, 7 algériens non nommés), dans une période qui doit courir du 19 octobre 14 au printemps 1915. En voici la reproduction:

"Militaires de la 6^e armée, condamnés à mort et exécutés depuis le début de la Guerre pour abandon de poste ou faute grave :

<i>Abadie Louis</i>	<i>soldat</i>	<i>346^e Inf.rie</i>	<i>abandon de poste 17 9bre 1914</i>
<i>Brosse Alphonse</i>	<i>sergent</i>	<i>238^e</i>	<i>d</i>
<i>Boursout Jean</i>	<i>soldat</i>	<i>238^e</i>	<i>d</i>

<i>Floch Paul</i>	<i>caporal</i>	<i>298^e</i>	<i>abandon de poste 4 Xbre 1914</i>
<i>Petelet Ch.</i>	<i>soldat</i>	<i>298^e</i>	
<i>Gay Pierre</i>	<i>"</i>		
<i>Quinaud J.</i>	<i>"</i>		
<i>Blanchard J.</i>	<i>"</i>		
<i>Durantet F.</i>	<i>"</i>		

<i>Leymarie L.</i>	<i>soldat</i>	<i>305^e Inf.rie</i>	<i>abandon de poste</i>
<i>Grataloup J.</i>	<i>"</i>	<i>238^e "</i>	<i>et mutilation volontaire</i>
<i>Guiraud E.</i>	<i>"</i>	<i>42^e "</i>	<i>abandon</i>
<i>Jolbert Henri</i>	<i>"</i>	<i>42^e "</i>	<i>"</i>
<i>Chipaux Jules</i>	<i>"</i>	<i>42^e "</i>	<i>voies de fait envers supérieur</i>
<i>Bersot Lucien</i>	<i>"</i>	<i>60^e "</i>	<i>refus d'obéissance</i>

<i>Rulle</i>	<i>soldat</i>	<i>98^e</i>	<i>abandon de poste sous le feu</i>
<i>Colona Bizzi</i>	<i>sergent</i>	<i>7^e terl</i>	<i>"</i>
<i>Pringent Pierre</i>	<i>soldat</i>	<i>318^e</i>	<i>"</i>

soldat Rochelemagne du 238^e fusillé à Vignolles 21/5 *outrages à supérieur?*
et 7 tirailleurs algériens pour abandon de poste 1^{er} et 2^e tirail."

Ce sont donc 5 soldats de régiments d'active (42^e R.I. de Belfort; 60^e R.I. de Besançon et 98^e R.I. de Roanne), 13 soldats de régiments de réserve (238^e R.I. de Saint-Etienne, 298^e R.I. de Roanne, 305^e R.I. de Riom, 318^e R.I. de Quimper et 346^e R.I. de Castelnaudary), 1 soldat de la Territoriale et 7 tirailleurs algériens non identifiés du 1^{er} R.T. de Blidah et Aix-en-Provence, et du 2^e de Mostaganem et aussi Aix (dépôt pour la métropole) qui sont exécutés pour la seule 6^e Armée dans une période de six mois environ! En tout 26 dans ce secteur de Vingré, et ceci en moins de six mois ! Encore faudrait-il ajouter, pour le 98^e R.I. de Roanne, le lieutenant Chapelant (fusillé le 11 octobre 1914) qu'omet de citer le sergent Grousson. On voit que les régiments de la Loire et de l'Allier ne comportent pas moins de onze fusillés, et la Haute-Saône trois!

Les cas bien connus des historiens: celui des **six martyrs de Vingré**, condamnés à mort sur le faux témoignage de leur lieutenant qui, pour se couvrir vis-à-vis de son supérieur, n'a pas voulu reconnaître avoir donné l'ordre de repli, celui de **Léonard Leymarie**, (né le 24 janvier 1880 à Seillac, en Corrèze) faussement accusé de s'être mutilé et exécuté le 12 décembre 1914⁸¹, celui de **Lucien Bersot**, (né le 7 juin 1881 à Authoison, en Haute-Saône) accusé avec raison d'avoir refusé de revêtir un pantalon maculé de sang pris sur un mort, brouille transformée en "refus d'obéissance devant l'ennemi" (qui était à 11 km!) et pour cela condamné à mort, et exécuté le 13 février 1915⁸², tous fusillés puis réhabilités, incitent à considérer avec suspicion les motifs officiels d'exécution figurant

⁸¹ Sa dernière lettre, rendu plus poignante encore, si faire se peut, par sa brièveté et son orthographe incertaine, figure après celles de Jean Blanchard et d'Henry Floch dans *Paroles de Poilus*, pp. 87-88 (édition Libro - Radio France, sous la direction de Jean-Pierre Guéno et Yves Laplume, 1998)

⁸² A propos de François Bersot: voir le livre "*Le Pantalon* » d'**Alain Scoff** (éd. J.C. Lattès, 1982) et le beau film qu'en a tiré **Yves Boisset**, sous ce même titre, en 1997.

dans le carnet de J.B. Grousseau. Il est à remarquer que L. Leymarie et L. Bersot y sont accusés "*d'abandon de poste*", ce qui n'est qu'un maquillage grossier de la faute qu'on peut leur imputer.

J'ai fait une recherche pour chacun des dix neuf noms signalés sur le site Internet officiel des Archives Militaires de Vincennes memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr: pour les 19 exécutés français nommés, 10 fiches s'y trouvent: comme on l'a vu, 5 des 6 "martyrs de Vingré" (l'exception étant le caporal Floch), et 5 autres: **Louis Abadie** (né le 19 août 1882 à Peyraube, dans les Hautes Pyrénées), **Lucien Bersot**, **Jules Chipaux** (né le 22 décembre 1890 à Frahier en Haute-Saône), Henri Jolbert (né le 15 octobre 1889 à Luxeuil-les-Bains en Haute-Saône) et **Léonard Leymarie**. Ce ne sont pas des soldats de vingt ans, leur âge allant de 24 ans (Jules Chipaux) à 36 ans (Francisque Durantet), sept ayant dépassé trente ans; la moyenne arithmétique de leur âge au moment de l'exécution est de 33,9 ans. On sait que les six martyrs de Vingré étaient mariés, on le suppose de la plupart des autres: des veuves et des orphelins vont devoir vivre avec ce poids de honte et sans le soutien du chef de famille! Par ailleurs, on constate que tous portaient sur leur fiche la mention mensongère, dissimulatrice "*Tué à l'ennemi*", tout comme tous leurs camarades morts au combat, avant qu'une autre main, pour huit d'entre eux (les six "martyrs de Vingré" plus L. Bersot et L. Leymarie) ne vienne, bien des années après, biffer cette mention pour la remplacer par "*Fusillé (et) réhabilité*"...

Comme le constate le général **André Bach**, la justice militaire, sous sa forme sommaire du conseil de guerre ou sous sa forme encore plus expéditive d'exécution sommaire sans jugement ("*balle à la tête*"), notamment lors d'une défaillance d'un soldat au moment de l'attaque (refus ou impossibilité de monter sur le parapet pour se lancer dans l'assaut) a été impitoyable et souvent inique en ce début de guerre, et a vraiment fusillé pour l'exemple...



Chapitre 7

Décembre 1914 :
Fraternisations et bilans

Chap. 7 – Décembre 1914: fraternisations et bilans

« Tous les jours, pour Noël, ils nous appelaient, ils nous disaient: "Faites la moitié du chemin!". Alors, nous, on les laissait faire la moitié du chemin. Alors, nous on y allait: une poignée de mains... Ils nous donnaient des cigares, nous on leur donnait rien, on avait rien! Seulement, ça a duré un certain temps... Puis on s'est aperçu d'autre chose: c'est qu'ils nous repéraient nos coins! » - **François Potin**, classe 1914, de Gennetines (Allier), puis vivant à Saint-Just-en-Chevalet (Loire)

« L'Allemand repartit sans encombre. Une ½ heure après, de nouveau le drapeau blanc du côté allemand s'agita, on lui répondit de la même façon et un groupe arrivé tout déséquipé en courant, et en dégringolant dans notre tranchée où ils passèrent le reste de la nuit »- Récit écrit d' **Amand Beyron**, classe 1911, de Chazelles-sur-Lyon

« Mais ils se bavardaient d'une tranchée à l'autre! Et ils avaient sympathisé! Le caporal a porté du chocolat aux Allemands et les Allemands nous apportaient des cigarettes! Ça n'a pas duré parce que c'est arrivé à la division, ça a bardé! Ça, je peux vous assurer qu'on a un caporal qui a porté du chocolat et qu'il a rapporté des cigarettes! » - **Armand Primpier**, classe 1912, de Roanne.

Fraternisations de Noël 1914

Dans l'impitoyable massacre porté par la haine de l'ennemi (sur laquelle nous reviendrons, car il convient de nuancer), il existe des moments de répit miraculeux. Le simple fait de suspendre les hostilités pendant quelques heures en constitue un. Parfois, il y a même entente tacite pour ne pas s'agresser, quand l'un des deux camps, ou les deux, doit s'exposer pour remplir une tâche: récupérer des blessés sur le champ de bataille, faire une corvée d'eau, effectuer une patrouille de reconnaissance... Un nombre important de mes témoins m'a décrit ces ententes tacites, mais comme elles se répartissent sur la durée totale de la guerre, nous les étudierons plus loin. Au-delà de l'entente tacite se place ce qu'il est convenu d'appeler "*la fraternisation*", venant d'une initiative individuelle le plus souvent, mais portée par un accord collectif des soldats de base d'une petite portion du front, appartenant à l'unité de base de l'armée qu'est l'escouade d'une dizaine ou douzaine d'hommes (quand elle se trouve dans un endroit qui lui assure une toute relative autonomie), ou à une unité plus grande comme la section (quatre escouades: une cinquantaine d'hommes) ou la compagnie (quatre sections), voire, dans des cas exceptionnels, touchant un régiment entier. La révision de l'histoire dans un sens humanitaire qui a marqué la fin du XX^e siècle, adossé à l'amitié franco-allemande de la seconde moitié de ce siècle, a fait croire au grand public que les fraternisations ont touché toute l'armée. C'est aussi la généralisation qu'en ont tiré la plupart des journaux après les deux films sur ce thème: en 2003, "*La tranchée des espoirs*" de **Jean-Louis Lorenzi** et en 2005, "*Joyeux Noël*" de **Christophe Rossignon**, film présenté au festival de Cannes, montrant un match de football organisé pour Noël 1914 entre soldats écossais et français d'une part, allemands d'autre part. Or cette généralisation est loin d'être le cas: sur mes 187 témoins, 12 seulement évoquent des cas de fraternisations, dont ils n'ont pas toujours été les témoins visuels, le plus souvent en période de Noël-Jour de l'an, mais pas exclusivement: 4 pour la fin de l'année 14, 4 pour la fin de l'année 15, 1 en 16, 2 en 17 – dont une pour le Chemin des Dames-, 1 non datée. Attachons-nous aux témoignages concernant l'année 14, les plus circonstanciés, l'un montrant précisément que la fraternisation a précédé le jour de Noël 1914, date à laquelle les historiens font commencer les fraternisations, ce jour s'avérant évidemment propice au fait avec la nostalgie de la fête familiale qu'il ravive, le désir de paix contenu dans sa signification chrétienne, rappelé par le pape Benoît XV qui avait souhaité que s'instaure une trêve de Noël entre les belligérants.

Armand Primpier (cl 12), de Roanne, horloger à Lyon avant 1914, devenu représentant en textiles après guerre par suite de l'affaiblissement de sa vision dû à l'effet de l'ypérite, est en Belgique avec le 121^e R.I. de Montluçon (où il est musicien-brancardier) à Noël 1914. Une compagnie de son régiment y a vécu une scène de fraternisation qui le laisse admiratif trois quarts de siècle après, le 4 août 1987, bien qu'il n'en ait pas été le témoin visuel: "Ah ben, en Belgique, je peux vous raconter quelque chose de magnifique. On était là-bas... Dans les Allemands, c'est incroyable la quantité qui parlait le français! Et presque comme père et mère! Et les tranchées étaient si proches... on était dans l'eau, là-bas, la Maison du Passeur, c'était dans l'eau. Je peux pas me rappeler quelle compagnie (y avait qu'un bataillon en Belgique)... Moi, j'étais vraiment embusqué au régiment parce que j'étais toujours à la musique, c'est-à-dire tout à fait à l'arrière. Mais à l'avant, ce que je peux vous dire, c'est qu'il y a un caporal, un caporal d'une machine (d'une escouade) qui parlait allemand... Mais ils se bavardaient d'une tranchée à l'autre! Et ils avaient sympathisé! Le caporal a porté du chocolat aux Allemands et les Allemands nous apportaient des cigarettes! Ça n'a pas duré parce que c'est arrivé à la division, ça a bardé! Ça, je peux vous assurer qu'on a un caporal qui a porté du chocolat et qu'il a rapporté des cigarettes! C'est en Belgique!"

On aura remarqué la variante: dans la première version, ce sont les Allemands qui apportent eux-mêmes les cigarettes; dans le second, le caporal français revient de la tranchée allemande avec des cigarettes, ce qui est moins spectaculaire. Et on notera que l'état-major ("*la division*"), mise en fureur par la nouvelle de la fraternisation, a soin de le faire cesser aussitôt.

François Potin (classe 14), originaire de Gennetines (Allier), ouvrier agricole dans l'Allier avant la guerre, ayant travaillé dans la maçonnerie après-guerre, avant de venir dans les années 30 s'installer à Saint-Just-en-Chevalet (Loire) pour y soigner ses poumons gazés, a passé la fin de l'année 1914 en forêt d'Apremont, au sud de Saint-Mihiel dans la Meuse, avec son régiment, le 81^e R.I. de Cosnes-sur-Loire. Il ne partage pas la vision idyllique de la fraternisation de son camarade: "*Y a des Boches qui causaient bien le français! Mieux que nous! Y en a qui avaient travaillé chez nous, tandis que chez nous, y en avait pas un qui causait l'allemand... Dans la forêt d'Apremont, on était à trente mètres (des Allemands). Tous les jours, pour Noël, ils nous appelaient, ils nous disaient: "Faites la moitié du chemin!". Alors, nous, on les laissait faire la moitié du chemin. Alors, nous on y allait: une poignée de mains... Ils nous donnaient des cigares, nous on leur donnait rien, on avait rien! Seulement, ça a duré un certain temps... Puis on s'est aperçu d'autre chose: c'est qu'ils nous repéraient nos coins! Et après, le lendemain, on recevait des torpilles partout! Parce qu'ils regardaient partout! C'était pas pour nos beaux yeux qu'ils faisaient ça, c'était pour voir où qu'étaient nos obus de réserve!¹ Alors, on s'est aperçu de ça! On s'est dit: "Les gars, maintenant, les Boches, faut plus fraterniser avec eux! La seule manière de leur répondre, c'est à coup de fusils!" Après, ça a été fini! Ils nous ont rappelés, l'année d'après²; moi, j'étais dans un petit poste.³ Et y en a un qui m'a dit: "Vous êtes pas civilisés, chez vous!"*

Enq.: *Il l'a dit en français?"*

F.P. – *Oui, oui, comme nous! Il causait si bien le français que nous. J'ai dit: "Pourquoi, Qu'est-ce que t'es, toi?". Il m'a dit: "On est les lions de Bavière!"⁴. Alors moi, j'ai dit: "Moi, je suis le dompteur des lions!"⁵. J'ai tiré un coup de fusil. J'ai pas pu l'attraper, bien sûr, je le voyais pas! Mais ça a été fini depuis. Ils nous ont joué un tour, mais ça a été fini: on voulait plus! Ils sont traîtres, les Boches!"*

Enq.: *Donc vous pensez que c'était pas par amitié?*

F.P. – *Non, non, non! C'était pour voir nos obus de réserve! Et puis de nouveau l'artillerie nous bombardait après et ils tuaient des gars; Oh! Ils étaient malins! C'était des traîtres, des vrais traîtres!"*

Cette vision négative de la fraternisation, qui est celle de l'état-major (elle permet l'observation des tranchées françaises, outre qu'elle atténue la haine de l'ennemi, ce qui est fâcheux quand on doit le tuer!), est partagée par des soldats de base, sans qu'il me soit possible d'en évaluer la proportion par rapport à ceux qui croient les Allemands sincères. Par ailleurs, on notera un point commun avec le témoignage précédent: l'étonnement devant la connaissance du français chez les Allemands, fait qui a nécessairement facilité la fraternisation, car comment vaincre la méfiance et la peur quand on ne se comprend pas?

Deux témoignages écrits permettent de donner plus de précision sur deux cas de fraternisation. On va voir que le premier précède d'un mois cette période de Noël 1914, toujours donnée par les historiens comme ayant marqué le début des tentatives de fraternisation.

Antonin Granet (cl. 13) né à Savigneux, instituteur après guerre essentiellement à Chamboeuf (1912-1914 puis 1919-1940, retraité à Montrond-les-Bains, a rédigé en captivité, à partir de mars 1916, le récit de sa guerre. Avec le recul que lui donne son état de prisonnier et son début de connaissance du pays de l'ennemi, cet intellectuel, sergent au 38^e R.I. de Saint-Etienne, décrit la fraternisation qui s'est amorcée avant Noël 14, dans la seconde quinzaine de novembre, dans l'Oise, à la cote 124, au Hamel, vers Ribécourt, à 20 km au nord de Compiègne, entre son régiment et les Allemands, les ennemis étant déjà dans leurs tranchées respectives:

"Je dois signaler ici un fait qui nous parut extraordinaire, un essai d'ailleurs réussi de fraternisation franco-allemande. A des invitations de se rendre volontairement comme prisonniers, invitations faites au moyen d'écriteaux placés bien en avant des lignes, les Allemands répondirent de même par l'envoi de journaux et un désir écrit d'entrevue à heure fixe (10 h matin). Quelle ne fut donc pas notre surprise, lorsque par une matinée

¹ Voir les obus de réserve présentait au moins deux intérêts: évaluer les munitions des Français et repérer l'emplacement ce de stock, dont quelques obus bien ajustés pouvaient provoquer l'explosion, destructrice de matériel, mais aussi d'hommes.

² "*L'année d'après*": le témoin ne précise pas si c'est au début de l'année 1915, dans le même secteur de la forêt d'Apremont, ou à Noël 1915.

³ Un petit poste est un poste de guet, installé un peu en avant de la tranchée, tenu en général par deux sentinelles (ici, François Potin paraît seul) pour surveiller l'arrivée éventuelle de l'ennemi et prévenir les siens.

⁴ "*On est les lions de Bavière*": consulté par Internet sur ce point, un ami et collègue allemand, Jochem Hollerbach, de Furtwangen en Forêt Noire, m'indique que ce Bavaois devait être un sergent de l'armée de Bavière dont l'uniforme avait des boutons portant un lion, repris des armoiries de Bavière créées en 1835 par Louis I^{er}, roi de Bavière, comportant deux lions couronnés: un bleu et le lion d'or, symbole depuis 1214 de la maison des Wittelsbach. L'armée allemande n'avait pas unifié ses uniformes, car les armées de Bavière, du Wurtemberg et de Saxe n'avaient pas perdu toutes leurs prérogatives après l'unification allemande de 1871.

⁵ Cela n'est pas faire injure au témoin de penser que cette réplique théâtrale a sans doute été forgée plus tard, sous cette forme-là... Ou alors, François Potin conserve une acuité d'esprit remarquable en dépit du danger!

brumeuse, à l'heure convenue, nous vîmes un grand diable d'Allemand bondir sur le talus de sa tranchée, puis suivi de deux camarades s'avancer vers nous. Denis qui connaît la langue germanique ainsi que deux hommes vont à leur rencontre. Au milieu de la clairière s'échangent des poignées de main, des mots de salutation, tabac, cigares et cigarettes. En face une ligne de casques apparaissent*, des bravos retentissent de part et d'autre, le court entretien se termine. 3 jours de suite les mêmes faits se reproduisirent et cessèrent par ordre supérieur en raison d'ailleurs de la grande affluence de curieux à ce spectacle inusité. Nous n'avons qu'une confiance très limitée à ces marques d'amitié, nous flairons le stratagème et redoublons de surveillance. Pourtant tout se passe normalement; le profit de ces entrevues fut de pouvoir exécuter en plein jour des travaux en pleine vue de l'ennemi sans être dérangé, le mot d'ordre étant convenu de ne pas tirer dans la journée sans motif express. Un soir, deux Alsaciens se rendirent à nous, ils nous racontèrent que l'intention du capitaine allemand, instigateur de la chose, était d'attirer de plus en plus près les Français trop confiants et de les faire saisir captifs.

Pareille chose s'étant produite à maints endroits du front, des ordres généraux sévères furent donnés pour faire cesser ces relations qualifiées en haut lieu de criminelles. Toujours est-il que par l'accord de paix tacite fait avec nos voisins gênants nous pûmes jouir d'une bonne tranquillité pendant une quinzaine de jours.

Décembre est arrivé avec son tribut de neige...

On a ici deux formes d'entente avec l'ennemi: la fraternisation suivie de l'entente tacite de ne pas se tirer dessus. Il est clair que le sergent Granet, un an et demi après les faits, toujours patriote (il évoluera pourtant vers une compréhension de l'ennemi) n'est pas convaincu de la sincérité des Allemands qui ont pris l'initiative de la fraternisation. On peut s'interroger: les deux Alsaciens qui ont fait défection ont-ils dit vrai et monnayé leur accueil par une "révélation" qui convenait à l'Etat-major, ou bien ont-ils menti pour justifier leur reddition, leur volonté d'abandonner des alliés aussi "fourbes", et peut-être n'être plus considérés comme des prisonniers ennemis?

Amand Beyron (cl. 11) de Chazelles-sur-Lyon, fils de fabricant de chapeaux, bachelier, après guerre directeur de plusieurs usines textiles dont celle de Régnay, retraité à Roanne, a été aussi témoin de scènes de fraternisation en décembre 1914, du 25 au 31, qu'il relate dans son journal rédigé après guerre d'après ses carnets du front, qu'il recopie le plus souvent, tout en changeant le temps parfois (du présent au passé). Son régiment, le 99^e R.I. de Vienne, où il est musicien-brancardier, se trouve alors à Chuignes, dans la Somme, à 15 km à l'ouest de Péronne. Cette fraternisation est attestée sur Internet, dans le *Calendrier des événements de la guerre 1914-1918 ayant trait à la Somme* pour la localité très proche de Chuignes (3 km), Foucaucourt-en-Santerre, avec une indication très succincte: "25 décembre 1914 - Fraternisation sur le front à Foucaucourt: 300 Bavares fraternisent jusqu'au 1^{er} janvier avec les G.B.". Selon le témoignage d'Amand Beyron, ils fraternisèrent aussi avec les Français, ce que confirme l'article d'**Alain Barluet** « *Les fraternisations de Noël* » dans le numéro spécial de la revue *Histoire* consacré à la Grande Guerre en janvier 1988⁶, à partir du *Journal de Marche et des opérations du 99^e R.I.*: "A Foucaucourt, dans la Somme, où le 99^e régiment d'infanterie fait face aux lignes d'une unité bavaroise, près de 300 Bavares sortent de leurs tranchées, sans armes, et s'avancent jusqu'à mi-distance des lignes françaises, avec à leur tête un sous-officier. Ce dernier fait part au capitaine français, qui s'était approché pour parlementer, de la grande lassitude des hommes, mais ne semble pas vouloir se rendre. Les jours suivants, la trêve se prolonge et les soldats échangent du pain, du cognac, des cartes postales. Un chien parfaitement dressé assure les communications entre les lignes. Ces relations se poursuivent jusqu'au 1^{er} janvier, date à laquelle les Bavares y mettent fin brusquement. Le lendemain, un lieutenant allemand revient seul vers les lignes françaises pour expliquer la raison de cette rupture: les officiers supérieurs, qui ont participé à la fraternisation, ont craint soudainement des hommes de troupes à communiquer entre eux (JMO, 99^e régiment d'infanterie".)

Amand Beyron en fournit une version plus circonstanciée et sensiblement différente, notamment sur la raison de la rupture de la fraternisation.

Le premier épisode commence le 24 décembre par une reddition de prisonniers qui paraît avoir amorcé la première fraternisation, en dehors de la date qui est la veille de Noël: "Jeudi 24 décembre- [...] "A 15 heures on nous amena 8 prisonniers allemands à notre salle.⁷ On va chercher Jomaron pour les interroger en allemand, et on les emmène* ensuite au P.C. du colonel, où le chef (de la musique) s'est rendu avec un officier du bataillon en repos avec les prisonniers. J'ai été autorisé à les suivre. Voici ce qui s'est passé: hier, à la tombée de la nuit, en face des tranchées de notre 10^e C^{ie}, la sentinelle voit s'agiter, par 3 fois, un drapeau blanc. Il avertit son lieutenant qui fait aussitôt agiter un drapeau blanc ou plutôt un "chiffon blanc"⁸. Un allemand* avec son drapeau blanc vient en courant et tombe dans les tranchées. On n'a pas tiré sur lui. Il est interrogé par le lieutenant et un soldat "Dreyfuss"⁹ bleu de la classe 14 et arrivé depuis peu de Lyon, et neveu du capitaine "Dreyfus" qui commande la

⁶ Alain Barluet, "Les fraternisations de Noël", n° spécial de *L'Histoire* de janvier 1988: "14-18: Mourir pour la Patrie, pp. 77-79

⁷ La salle servant de lieu de répétition aux musiciens-brancardiers.

⁸ On comprend qu'Amand Beyron rectifie "drapeau blanc" en "chiffon blanc": cette dernière formulation enlève la valeur symbolique du drapeau blanc, la reddition..

⁹ On s'étonne de voir, dans la même phrase, le nom commun au neveu et à l'oncle (présenté plus loin comme le cousin germain du célèbre capitaine) orthographié de deux manières différentes, et entouré de guillemets qu'Etiemble appellerait "prophylactiques".

3^e C^{ie} du 1^{er} bataillon. Cet allemand leur a dit qu'il était alsacien, étudiant en droit à Strasbourg et que plusieurs camarades, alsaciens eux aussi, voulaient désertier, mais ils ne voudraient pas être canardés entre les lignes, pour ne pas donner l'éveil. Ce fut d'accord. L'allemand* reparti sans encombre. Une ½ heure après, de nouveau le drapeau blanc du côté allemand s'agita, on lui répondit de la même façon et un groupe arrivé tout déséquipé en courant, et en dégringolant dans notre tranchée où ils passèrent le reste de la nuit. Au petit matin, encadré par 8 soldats, ils vinrent à Chuignes et furent gardés à vue par des gendarmes attachés à la brigade. Au P.C. du colonel ils répondirent aux questions posées et filèrent ensuite à la division à Pragart... Dans la nuit les allemands* fraternisèrent vite avec nos soldats, échangèrent cigarettes, cigares, tabac et buvant du café...et en attendant le jour, donnèrent au lieutenant français des renseignements sur ce qui se passait du côté Allemand*. avec le grand désir de voir finir la guerre." La page s'achève par une évocation du soldat Dreyfus, relié au célèbre capitaine Dreyfus.

On voit donc que c'est l'accord donné par les Français à la demande, par l'émissaire alsacien, de désertion sans fusillade française du groupe d'Alsaciens, et la promesse tenue, qui amorcent la fraternisation, fraternisation qui aurait tourné quelque peu à la trahison, si effectivement des "renseignements sur ce qui se passait du côté Allemand*" ont été donnés aux Français. Cette nuit de fraternisation est la nuit de Noël, fait qu'Amand ne signale pas, mais qui a dû évidemment compter. Si l'on compare avec les faits relatés par Antonin Granet un mois plus tôt, on voit que dans son cas l'initiative du rapprochement ne vient pas d'Alsaciens négociant les conditions de sécurité de leur reddition, mais d'Allemands; toutefois des Alsaciens interviennent aussi après coup, dans le récit de Granet, et "révèlent" la ruse de leur capitaine (familiariser avec les Français pour pouvoir faire des prisonniers plus facilement) qui pervertit la sincérité de la fraternisation. Dans les deux cas, les objets échangés sont les mêmes: tabac en vrac, cigares, cigarettes. Dans le récit d'Antonin Granet, quelques hommes sont les délégués des deux groupes nationaux et fraternisent dans le no man's land entre les lignes ennemies, devenues provisoirement amies, alors que dans le récit d'Amand Beyron, tous semblent participer à l'échange, dont on ne connaît pas précisément le lieu où il se déroule.

Le 29 décembre, Amand Beyron revient sur l'affaire et signale une consigne de silence manifestement imposée par les officiers, transmise lors de la répétition des musiciens: "A la répétition, le chef nous dit d'éviter de dire dans nos lettres le nom des endroits où nous sommes, et surtout de parler de la fraternisation qui a eu lieu entre les lignes des tranchées avec les Bavaoïses d'en face, de manière à ne pas ébruiter l'affaire (cet état de chose ne dura que 5 à 6 jours. Les Bavaoïses étant relevés par la Garde Prussienne qui n'avait pas le même esprit.).

Cette dernière remarque, faite lors de la phase de rédaction suivant la fin de la guerre, débordant le simple recopiage du carnet, corrobore tout à fait l'opinion quasi unanime de mes témoins, qui établissent une démarcation très nette entre Bavaoïses, catholiques, bons vivants et "humains", censés être plus proches du tempérament français, et Prussiens, protestants et militaristes, inflexibles dans leur attitude guerrière. On voit que la fraternisation a duré tout de même presque toute la semaine séparant Noël du Jour de l'An ("5 à 6 jours") ce qui n'est pas mince, et a dû alerter l'Etat-major, à moins que ce ne soient les officiers du régiment qui aient pris d'eux-mêmes la décision d'imposer le silence sur un fait qui les mettait gravement en cause aux yeux de leurs supérieurs hiérarchiques...

Cette alerte de l'Etat-major est pourtant attestée par les propos du mercredi 30 décembre: "Il a gelé fortement dans la nuit, ce qui a supprimé la boue. Les marques de sympathie entre nos soldats et les bavaoïses* d'en face continuent. Le général Barret est monté aux tranchées pour se rendre compte par lui-même de ce qui se passait. D'après ce que j'ai entendu raconter au P.C. du colonel, un officier Bavaoïse* aurait posé 4 questions:

- 1^e Oui ou non, est-ce la France qui avait déclaré la guerre?
- 2^e Avions-nous eu beaucoup de pertes dans les 1eres batailles?
- 3^e Le rôle de l'Angleterre dans cette affaire?
- 4^e Que pensait-on de l'Italie???....

On voit mal comment ces questions pourraient influencer sur les fraternisations, dans un sens ou dans l'autre, et pourquoi l'officier bavaoïse serait ignorant des trois premiers points.

Le jeudi 31 décembre, la question passe un peu au second plan pour Amand Beyron, qui ne consacre à ces faits que six lignes sur les vingt que comporte cette journée. La première mention est: "Dans les tranchées, les bavaoïses* d'en face continuent leur 5^e journée de fraternisation en attendant leur relève par les prussiens*. Aucun coup de feu n'est tiré de part et d'autre". La seconde, sept lignes plus loin, est: "A la tombée du jour, les bavaoïses* d'en face, alertés brusquement, annoncent leur relève rapide, dans la nuit par une division de la Garde Prussienne Impériale. On nous souhaite bonne chance, mais adieu à la "fraternisation"..."

Il est regrettable que les modalités pratiques de cette circulation d'informations (est-ce le "chien parfaitement dressé" qu'évoque A. Barluet?) ne soient pas indiquées. Juste après, Amand se lance dans une réflexion morale dont on aimerait bien savoir si elle figurait sur le carnet recopié de janvier 1915, ou si elle est un rajout du narrateur d'après-guerre: "Ceux qui tuent sur ordre sont plus humains que les "Puissants" qui se déclarent la guerre, car ce sont des pauvres types qui se font tuer lamentablement pour l'orgueil et la rapine de ces tristes individus. Ainsi va le "pauvre monde". Il va sans dire que si c'est l'Amand du Jour de l'An 1915 qui écrit cela, l'esprit de la fraternisation a laissé des traces en lui...

Le 2 janvier, Amand Beyron note encore: *"En fin de nuit, fusillade sur les lignes, signe que les bavarois* sont partis, et que les prussiens* de la garde du "Kaiser" est arrivée"*.

Le 4 janvier, il revient une dernière fois sur l'épisode de la fraternisation: *"Dans l'entourage du P.C. de la brigade où je suis allé aider le secrétaire du général à faire des "cartes", on reparle de la fameuse fraternisation "bavaroise" avec nos soldats, entre les lignes de feu, et croyant que c'est une fumisterie de leur part, bien calculée, pour mettre tranquillement en place des tranchées souterraines d'arrivée à nos tranchées pour les faire sauter avec des grosses mines... C'est peut-être possible, ... On verra bien par la suite. Avec les boches* il faut s'attendre à tout... Du reste, un renseignement venant d'une tranchée en avant du château de Fontaine¹⁰ signale que, depuis hier, surtout la nuit, on entendait des bruits sourds de "coups de pioche"."*

Ainsi la fraternisation de Noël 1914 a vécu, et Amand Beyron commence à évoluer, comme l'a fait Antonin Granet, comme l'a spontanément pensé François Potin, vers la suspicion envers les Allemands, fussent-ils Bavarois: cette fraternisation qui paraissait si sincère n'aurait (peut-être, car il doute encore) été qu'une ruse ennemie pour préparer un mauvais coup, ici le creusement d'une galerie de sape pour la guerre des mines qui s'amorce. Le rêve d'entente entre les peuples, dans le temps symbolique commémorant la naissance de l'Enfant Jésus, est passé...

Pourtant le 7 janvier, Amand Beyron recopie la lettre d'un "officier bavarois" anonyme dont il a eu connaissance à la brigade, lettre manifestement en français et destinée à un officier français tout aussi anonyme. Il est difficile de déterminer si c'est un document authentique effectivement envoyé par un officier bavarois francophone, ou si c'est un faux (avec quelques fautes habiles, d'orthographe, de syntaxe et de ponctuation) forgé par l'Etat-major pour détruire l'effet psychologique des fraternisations sur les soldats français qui y ont participé, et "prouver" qu'elles ne sont que le produit de la ruse allemande. Le fait que ce ne soit qu'une copie interdit évidemment aux témoins de l'identifier par la graphie, l'écriture manuscrite gothique allemande étant très différente à l'époque de la graphie française courante. Mais il ne semble pas qu'Amand ait soupçonné que cela ait pu être un faux, comme l'indique notamment son "Sans commentaires" final.

"A la brigade où j'ai été faire des "cartes" on m'a fait lire une copie d'une lettre d'un officier bavarois à un officier français, au moment de la fraternisation, pendant la semaine entre Noël et le premier janvier:

Camarades, nous vous remercions des journées de calme et de fraternité que vous apporté bien. Nous avons su, aussi que vous deviez affranchir vos lettres. Ça ne fait pas chez nous... Camarades, combien de tranchées allez-vous creuser encore, vous êtes bien appliqués, mais les paysans devront travailler beaucoup après la guerre pour les faire disparaître... Ne voulez-vous pas avoir la bonté de nous apporter des journaux français avec des bons mots. Nous nous réouïssons* beaucoup. N'avez-vous pas froid dans vos tranchées. Avez-vous encore du charbon... Camarade, les soldats allemands sont très bons, et les habitants français, derrière notre position, sont heureux que notre territoire est en les mains des allemands. Les russes sont vaincus par le général Hindenburg. Il n'est plus possible que les allemands soient vaincus. C'est pourquoi nous vous invitons à vous rendre à nous. Vous n'êtes pas encore en danger et vous aurez bien à manger et à boire. Au revoir, mes camarades.(*Sans commentaires*) ».*

Cette fraternisation révèle en tout cas la naissance d'un sentiment d'humanité et de solidarité entre les combattants ennemis; comme l'écrit **Pierre Miquel**, qui évoque brièvement cette question des fraternisations de la fin de l'année 1914 dans son monumental ouvrage *La Grande Guerre*: *"Les soldats commencent à se sentir du même bord, contre l'arrière qui les oublie."*¹¹

Cette même journée du 7 janvier 1915 fournit par ailleurs, dans le journal d'Amand Beyron, un renseignement intéressant concernant l'arrivée de la nouvelle tenue du combattant français, et donc l'abandon du fameux pantalon rouge si aisé à repérer par l'ennemi: *"Il y en a qui prétendent qu'on irait au repos à Amiens ou alentours* et qu'on serait habillés avec une nouvelle tenue en "bleu clair" et qu'on commence à fabriquer à Vienne, ensuite on partirait dans une destination inconnue."* Rappelons que Vienne est le lieu du dépôt du 99^e R.I. où se trouve Amand; cela n'indique donc pas une fabrication unique centralisée à Vienne.

Du point de vue allemand, une belle description et une fine analyse des causes diverses des fraternisations de Noël 1914, mais entre Allemands et Anglais, nous est fournie par **Wilhelm Diest**, de l'Institut de Recherches Militaires de Fribourg, au début de son article *"Le "moral" des troupes allemandes sur le front occidental à la fin de l'année 1916"*, article inclus dans l'ouvrage collectif à direction franco-germano-anglaise (JJ. Becker, A. Becker, S. Audouin-Rouzeau, G. Krumeich, Jay Winter) *Guerre et Cultures 1914-1918*).

Ayant cité la déclaration faite par le chef d'Etat-major général von Falkenhayn au chancelier du Reich von Bethmann Hollweg, le 18 novembre 1914, selon laquelle l'armée allemande n'était plus *"qu'un instrument brisé"* totalisant des pertes (tués, blessés, disparus, prisonniers) de 675 974 hommes pour les quatre mois de combat d'août à novembre, Wilhelm Dienst y voit la première cause des fraternisations. Il enchaîne: *"La trêve spontanée de Noël 1914 paraît donc s'insérer parfaitement dans cette situation. On peut résumer brièvement les faits de ce phénomène extrêmement remarquable et difficile à classifier. Durant les journées de Noël une trêve non officielle*

¹⁰ Il s'agit de Fontaine -lès-Cappy, à proximité de Chuignes, où Amand a été témoin des scènes de fraternisation.

¹¹ Pierre Miquel, *La Grande Guerre*, op. cit. , pp. 223

régnait sur les deux tiers du front germano-anglais, de Messine à Neuve-Chapelle¹², trêve qui avait à certains endroits commencé dans les journées précédant Noël. Les formes que prit cette trêve varièrent énormément selon les unités. Il fut des endroits où les armes se turent simplement; ailleurs, les occupants des tranchées se rencontrèrent dans le no man's land, se parlèrent et échangèrent avec ardeur de la nourriture, du tabac et des objets particuliers. Ça et là, des officiers passèrent des accords formels convenant à la situation. L'événement le plus émouvant fut sans doute un service religieux commun des hommes du 6^e "Gordon Highlanders" et du 15^e régiment d'infanterie "Prince Friedrich" des Pays-Bas (2^e régiment westphalien) à l'occasion de l'enterrement de ceux qui avaient été tués dans le no man's land. Les occupants des tranchées se distrayaient surtout pendant les soirées en entonnant des chants religieux et des chansons populaires. Le temps favorisa ces événements: la pluie qui avait rendu la vie presque insupportable dans la boue des tranchées arrêta de tomber, et le 2 décembre, le gel fit son apparition. La boue et l'eau se figèrent dans les fossés. De part et d'autre, les commandants observèrent ces événements surprenants avec une grande méfiance et donnèrent des ordres pour mettre fin de manière plus ou moins abrupte à ces activités. Sur les fronts germano-français et germano-belge, il n'y eut que quelques rencontres très courtes, mais plus souvent une trêve tacite. Pour ne pas créer d'impressions fausses, nous devons ajouter qu'à certains endroits du front il y eut aussi pendant les fêtes de Noël des combats acharnés, par exemple dans les Vosges, sur l'Hartmannswillerkopf."

Outre les pertes énormes entraînant une baisse de moral des troupes, une soif de paix, et l'amélioration du temps par l'arrêt de la pluie remplacée par le gel, Wilhelm Deist va proposer d'autres raisons qui convergent, que nous bornerons à énumérer: "*l'initiative du pape*" qui avait appelé à la trêve (mais on pourrait objecter que les Anglais ne sont pas majoritairement catholiques, et que les Prussiens sont principalement luthériens, les Protestants ne reconnaissant pas l'autorité du pape), l'afflux de "*dons patriotiques à l'occasion de ce premier Noël de guerre*", les fortes traditions allemandes associées à Noël: "*Enfin, les rites de Noël allemands, émotionnels et sentimentaux, les chants de Noël et les lumières sur les parapets incitèrent à de premières prises de contact, surtout du côté allemand.*". Il résume son exposé par une belle citation de Modris Eksteins dans *Tanz über Gräben* ("*Danse sur les Tombes*", paru en 1990) "*L'esprit de la fête de Noël avait conquis le champ de bataille, voilà tout.*"¹³

A peu de chose près, toutes ces raisons pourraient être reprises pour expliquer les fraternisations du côté des soldats français, "*l'initiative du pape*" Benoît XV ayant sans doute plus d'impact chez eux, très majoritairement catholiques que chez des peuples surtout Protestants (sauf la Bavière très catholique), sauf qu'il commence à être, dès son élection en 1914, soupçonné de germanophilie, soupçon qui s'amplifiera avec son offre de paix du 1^{er} août 1917.

Noël et Jour de l'An au front: menus améliorés et cadeaux

Devoir passer la période des fêtes de fin d'année au front, peu s'y attendaient sans doute au début d'août. Aussi peut-on noter de la part de l'intendance militaire un souci d'améliorer l'ordinaire, voire de faire de menus cadeaux, pour soutenir le moral des soldats, en un temps où les permissions n'existent pas encore.

Jean Genestier (classe 12), de Saint-Anthème, agriculteur, caporal au 12^{ème} bataillon de Chasseurs Alpains d'Embrun dans sa lettre du 21 décembre 1914 adressée à sa mère et à sa soeur, lettre expédiée de "*l'armée d'Alsace*" (sans autre indication de lieu), se réjouit du futur menu de Noël qui a dû être annoncé à l'avance pour remonter le moral des troupes: "*Le jour de Noël* on fait réveillon dans les tranchées, nous avons des poulets rôtis, dinde, et toutes sortes de désert*, du vin à volonté, avec un bon cigare après*". C'est sans doute plus qu'il n'avait chez lui, dans la petite ferme familiale de Seignibrard.

Jean-Baptiste Grousson (classe 95), alors gareur dans une usine de tissage à Bourg-Argental, caporal adjoint au sergent-fourrier, dans une compagnie du 298^e R.I. de Roanne, qui a vécu la tragédie de Vingré début décembre, toujours à Vingré en cette fin d'année, note dans son carnet de guerre le repas nettement amélioré du Jour de l'An et les chants qui ne font pas oublier la guerre et la séparation d'avec les siens: "*1^{er} janvier 1915. [...] A 9 h nôtre* artillerie souhaite la bonne année aux allemands* en leur adressant q.q.* (= quelques) obus. De midi à midi ½ soupe, confiture, chocolat, 1 mandarine pour 2, 1 bouteille de champagne pour 5, 1 cigare, 1 quart de vin, le tout pris avec Heyraud, Maloron, Damour, Grousson, Limousin, à genoux sur la paille des grottes¹⁴, la gorge se serre à cette souvenance des Iers de l'an en famille, et pourtant quelle différence?* à la lueur des bougies, sur la paille dans des grottes, armés, prêts à partir. Le soir à 5 heures, casse-croûte encore ensemble, puis coucher à 8h1/2 dans les grottes (au poste) d'où on entend les nôtres chanter le chant du départ et montagnes des Pyrénées (c'est du pays). On chante ici et on meurt 200 mètres plus haut*". Cruelle contradiction de la guerre, mais chaque bon moment est arraché à la mort qui rôde...

Amand Beyron (classe 11) de Chazelles-sur-Lyon, avant guerre cadre dans l'entreprise de tissage de son beau-père, futur directeur de diverses usines de tissage, puis retraité à Roanne, musicien-brancardier au 99^e R.I. de

¹² Messines se trouve en Belgique, en Flandre Occidentale, à 25 km au nord de Lille environ. Neuve-Chapelle se trouve en France, à 15 km environ de Lille aussi, mais au sud-ouest. La zone concernée n'est donc pas très grande

¹³ Wilhelm Deist, article au titre cité, dans "*Guerres et Cultures 1914 – 1918*", éditions Armand Colin, 1994, pp. 94-95

¹⁴ Ces grottes sont les "creutes" de Confrécourt, à proximité du hameau de Vingré, immenses carrières souterraines taillées dans la craie, où les soldats pouvaient s'abriter des bombardements quand ils ne tenaient pas les tranchées

Roanne, se trouve à Chuignes, dans la Somme, au moment du nouvel an 1915, et il détaille en connaisseur dans son journal, à la fin de son récit des faits du vendredi 1^{er} janvier 1915, les ingrédients du repas cumulant "gâteries" familiales et gâteries du père Joffre à ses troupes: "Avec les frères Charvet, Robin et Jomaron, à la salle de répétition, nous faisons un bon petit repas, avec les gâteries envoyées par nos familles et celles touchées la veille, à chacun de nous, par le général Joffre à ses soldats du front (par son rapport du 10 X^{bte}) soit pour nous: 1 bouteille de champagne pour 4 (très bon) de la maison Gauthier frères "carte bleue" d'Epinay, avec jambon, noix, pommes, mandarines, chocolat, petits fours, cigarettes, tabac fin pour pipe, et d'un petit carton dans le paquet: "A mes chers petits soldats – Général Joffre".....¹⁵ Au moment de commencer notre "super mâchon"¹⁶ arrive Jaubert (un soyeux lyonnais), lieutenant à la 2^e compagnie, avec le cuisinier du capitaine Fourquet du train de combat (restaurateur avenue de Saxe à Lyon) qui restent avec nous partager notre repas. La soirée fut joyeuse et nos deux invités de la dernière heure passèrent la nuit avec nous, en utilisant nos belles "peaux de mouton"¹⁷ sorties du placard- Tout le monde dormit bien et bien contents* de notre 1^{er} de l'an".

En comparant les descriptions du même repas du premier de l'an données par Jean-Baptiste Grousseau et par Amand Beyrond, on ne peut manquer de trouver le second plus plantureux, et plus généreux de la part du général Joffre (une bouteille de champagne pour quatre et non pour cinq, plus de variété dans le tabac, plus de friandises) dont le nom est cité dans le second récit seulement. Le généralissime aurait-il été inégalitaire dans ses dons à ses "chers petits soldats"? Ou la part des gâteries familiales plus importante (et non démarquée de celle de l'Etat) dans la compagnie des musiciens-brancardiers du 99^e R.I. dont le simple fait d'appartenir à la musique suffit à révéler l'origine sociale plus élevée, l'apprentissage musical reflétant presque automatiquement une origine bourgeoise à cette époque? Il se peut aussi que l'ingéniosité (ou l'honnêteté?) de l'intendance d'un régiment dépasse celle d'un autre...

En dehors des colis familiaux, plus fournis qu'à l'ordinaire, les soldats reçoivent aussi quelques effets et cadeaux de l'armée. **Etienne Becouse** les évoque brièvement: "Noël arrive, nous recevons des chandails, des passe-montagne; des pipes du père Joffre".

En cette période des "fêtes" de la fin de l'année 14, les soldats français ne sont pas les seuls à recevoir de petites attentions de la part des autorités militaires ou civiles de leur pays. En témoigne, pour l'armée anglaise, la célèbre petite boîte de la princesse Mary, devenue objet de collection dont je possède un exemplaire. Elle se présente comme une belle boîte de cuivre jaune de dimensions 13 cm x 9cm x 3 cm, avec un couvercle décoré qui se soulève, articulé par une charnière. Sa décoration, en cuivre repoussé, représente au centre le gracieux profil de la princesse Mary, seule fille du roi George V et de la reine Mary, petite-fille de la reine Victoria, âgée de 17 ans en 1914, profil entouré d'une couronne de lauriers et du monogramme "M" de part et d'autre. Le pourtour du couvercle s'orne d'accessoires guerriers ou patriotiques (épée avec lauriers, proues de bateaux de guerre, drapeaux repliés) et porte huit inscriptions: deux au centre, en haut et en bas du portrait de la princesse: en haut, en latin, "*Imperium britannicum*", en bas en anglais "*Christmas 1914*". Les six autres sont les noms des puissances alliées de l'Angleterre (ou plutôt de l'Empire Britannique), placées en fonction de leur importance: à la hauteur des deux "M", "*France*" et "*Russia*"; dans les quatre coins, en tournant et en commençant au coin supérieur gauche: "*Belgium*", puis "*Japan*", puis en bas "*Montenegro*" et enfin "*Servia*". Cette boîte adressée à tous les soldats britanniques du front, ainsi qu'aux marins, et au personnel soignant (la première fabrication est de 498 000 unités) contenait pour les fumeurs une pipe, du tabac pour pipe, un paquet de vingt cigarettes et un briquet; pour les non fumeurs un stylo en forme de balle, du papier à lettres avec enveloppes et un paquet de bonbons; pour les infirmières, des chocolats; les soldats Sikhs avaient droit à du sucre candi et des épices. Chaque boîte renfermait aussi une photographie de la princesse Mary et une carte de Noël souhaitant "*a victorious new year*"...Le tout avait été financé par une souscription nationale lancée dès le 14 octobre 1914 par une lettre de la princesse Mary à ses compatriotes reproduite par les journaux: "*I want you now to help me to send a Christmas present from the whole of the nation to every sailor afloat and every soldier at the front [...] Could there be anything more likely to hearten them in their struggle than a present received straight from home on Christmas day?*" ("*Je veux que vous m'aidiez à envoyer un cadeau de Noël à chaque marin à bord et à chaque soldat sur le front [...] Pourrait-il y avoir autre chose plus propre à les reconforter - ou "les encourager"- dans leur combat qu'un cadeau venant directement de chez eux le jour de Noël?*")

Il est à remarquer que le cadeau britannique était plus personnalisé que le cadeau français, jouant sur le lien affectif fort que tout Anglais entretient, sauf exception, avec la famille royale, avec de surcroît l'élément attendrissant que constitue la figure d'une jeune et jolie princesse.

Cette petite boîte a généralement été conservée par les Poilus anglais, et 90 ans après, les derniers s'en souviennent encore. Ainsi, dans le bel ouvrage de **Max Arthur** *Last Post* recueillant les souvenirs des 21 derniers vétérans britanniques de la Grande Guerre, publié en 2005, le premier présenté, le sergent Alfred Anderson du 5^e Bataillon de la Black Watch (Garde Noire) né le 25 juin 1896, raconte: "*On that first Christmas we got our*

¹⁵ On peut raisonnablement penser que ces points de suspension remplacent le texte du général Joffre à ses soldats, qu'Amand Beyrond n'a pas jugé bon de reproduire, et dont je n'ai pu trouver la mention ailleurs.

¹⁶ Le mâchon est un terme du parler lyonnais désignant un petit repas.

¹⁷ Des pelisses en peaux de mouton ont été distribuées dès le premier hiver de guerre pour protéger les soldats du froid.

Christmas box – a metal box filled with cigarettes. In it was a card which said, 'With best wishes for a Happy Christmas and a Victorious New Year, from the Princess Mary and friends at home'. I'd no use for the cigarettes, so I gave them to my friends [...] I used the empty box to keep the New Testament my mother had given me. In it she had written, 'September 5, 1914. To Alfred Anderson. A present from Mother' –it fitted the box perfectly. That's the only thing I brought home from the war." Traduction: "Pour ce premier Noël, nous avons reçu notre boîte de Noël: une boîte métallique remplie de cigarettes. A l'intérieur, il y avait une carte qui disait: "Meilleurs vœux pour un Noël heureux et une nouvelle Année victorieuse, de la part de la Princesse Mary et d'amis restés en Angleterre" Je n'étais pas intéressé par les cigarettes: je les ai données à mes amis. [...] J'ai utilisé la boîte vide pour y conserver le Nouveau Testament que ma mère m'avait donné. Comme dédicace, elle avait écrit: "5 septembre 1914. A Alfred Anderson. Un cadeau de sa Mère." Il rentrait parfaitement dans la boîte. C'est la seule chose que j'ai rapportée de la guerre."

Comme nous le verrons, les Poilus aimaient rapporter des trophées de la guerre. Alfred Anderson fait exception, et nul doute que c'est un mélange de sentiment filial, de patriotisme mêlé à l'attachement à la famille royale, et de sentiment religieux qui lui a fait accorder tant d'importance à cette boîte...¹⁸

Bilan des pertes de 1914

On n'a pas toujours conscience, dans l'opinion publique, de l'importance considérable des pertes subies par l'armée française en 1914, ne serait-ce que parce que les monuments aux morts, quand ils énumèrent les morts par année et non par liste alphabétique non datée, donnent une fausse impression, puisque l'année 1914 est mise en parallèle avec les quatre années qui ont suivi, alors qu'elle n'a comporté que cinq mois de guerre, et que les combats n'ont commencé vraiment qu'à la troisième semaine d'août.

Pour les 4 premiers mois de guerre (de début août à fin novembre 14), les pertes totales ont été évaluées à environ 150 000 hommes par mois, donc 600 000. **Pierre Miquel** écrit, en tentant ce bilan: "*L'infanterie a trop souffert: les renforts énormes envoyés depuis le début de la guerre ont été absorbés par les unités: plus d'un million d'hommes dans l'armée française – ce qui signifie que 200 000 fantassins supplémentaires ont été envoyés dans les lignes chaque mois, jusqu'en novembre, à seule fin de compenser les pertes des unités. Si les armées n'ont reçu en décembre que 120 000 hommes de renfort, c'est en raison des intempéries et du manque de munitions. Le 1^{er} bureau de l'état-major diffusa le 21 février (1915) une note sur l'utilisation des réserves des dépôts: "Les ressources paraîtraient suffire pour alimenter [l'infanterie] pendant près de 5 mois, à raison de 12 000 hommes par mois. Mais il faut observer que depuis le début de la guerre jusqu'au 26 novembre (4 mois), les pertes ont été beaucoup plus considérables: 911 000 hommes de renfort envoyés à l'infanterie, soit plus de 200 000 par mois pendant cette période. Il est donc prudent de se baser sur un chiffre de perte de 150 000 hommes en moyenne par mois"* (souligné par moi). Et Pierre Miquel de poursuivre, pour les pertes du camp ennemi: "*Quant à l'armée allemande, le maréchal French estime ses pertes –trop largement sans doute – à deux millions sur les deux fronts*"¹⁹ pendant la même période.²⁰

Qu'en est-il si l'on rapporte les pertes des cinq premiers mois de guerre (ceux de l'année 1914) aux pertes des autres années de guerre, pour un régiment donné? Le décompte fourni pour le 98^e R.I. de Roanne, à la fin du *Journal des Marches et Opérations du 98^e R.I.*, rédigé sous l'autorité du **colonel Gaube**, permet de prendre la mesure de l'effroyable saignée de ce début de guerre. Nous reprenons les grandes catégories qu'il distingue, qui fournissent des renseignements utiles sur, non pas la nature exacte de la mort, mais son type: morts sur le champ de bataille ("*Militaires tués à l'ennemi*") ou présumés morts ("*Militaires disparus déclarés décédés*", morts au cours du transport, à l'ambulance ou dans un hôpital, voire chez eux ("*Morts décédés des suites de blessures*"), cette dernière catégorie étant séparée des morts par maladies ("*Militaires décédés de maladie*")

¹⁸ Max Arthur *Last Post – The final word from our First World War soldiers*, publié en 2005 par l'éditeur Weidenfeld & Nicolson, pp. 16-17

¹⁹ Les deux fronts: le front français, et le front oriental, principalement russe.

²⁰ Pierre Miquel, *La Grande Guerre*, op.cit., p. 221

Tableau reconstitué d'après la liste nominative fournie à la fin de l'ouvrage, et selon les 4 catégories définies

	1914		1915		1916		1917		1918		1919...		Total
Tués à l'ennemi	344	31,2%	41	3,7%	298	27 %	259	23,5%	160	14,5%			1102
Disparus décédés	179	64,1%	1	0,4%	19	6,8%	75	26,9%	5	2%			279
Décédés blessures	265	52%	30	5,8%	93	17,9%	57	11%	69	13%	5	1%	519
Décédés maladie	27	22%	24	19,5%	10	8,7%	17	13,8%	36	29,3%	9	7,3%	123
Total	815	40,3%	96	4,7%	420	20,8%	408	20,2%	270	13,3%	14	0,7%	2023

N.B. % arrondi au 1/10 e le plus proche, donc pouvant excéder un peu 100%.

Ce tableau traduit éloquemment l'effroyable saignée de 1914 pour un régiment engagé dès août dans des combats meurtriers de Lorraine (Sarrebouurg, Xafféwillers, Saint-Maurice-sur-Mortagne) puis dès la mi- septembre dans l'Aisne au nord de Compiègne (Ribécourt, Béthancourt, Bois des Loges au sud de Roye), et à qui l'on épargnera en 1915 des engagements aussi meurtriers, en le plaçant en "*cantonement de rafraîchissement*" pendant une partie de l'année. 815 soldats et officiers tués, enterrés par des obus, ou laissés sur le champ de bataille sans pouvoir être ensevelis par suite de la retraite entre autres, ou décédés après coup, cela représente plus de 40% de tous les morts de la guerre de ce régiment! Ce pourcentage effarant n'est le résultat que de cinq mois de guerre, et même moins, puisque la première bataille, celle de Sarrebouurg, n'a été engagée que le 20 août, date enregistrée pour les premiers décès (27 dans les "*tués à l'ennemi*"), la principale saignée étant celle des combats des Loges dans les premiers jours d'octobre (135 dans les mêmes "*tués à l'ennemi*"). Si l'on compte les pertes en mois de guerre, en étendant les effets de la guerre jusqu'à la fin de 1918 (car, on le voit bien, des blessés ou des malades sont morts au-delà du 11 novembre), en excluant les années 1919-1920, avec leurs 14 victimes mortes en temps de paix armée (jusqu'au traité de Versailles de fin juin 1919) ou de paix, on constate que chaque mois de conflit de 1914 compte pour 815 : 5 = 163 morts, alors que les 48 mois de 1915-16-17-18 totalisent 2023 morts – (815 + 14) = 1194 morts, soit une moyenne de presque 25 morts (24,88). A quoi aboutit cette macabre comptabilité? A évaluer que chaque mois de 1914 a été plus de six fois plus meurtrier (163 : 24,9 = 6,55) que la moyenne de chacun des mois de guerre qui a suivi, pour ce régiment, et infiniment plus que les mois de 1915. Et pourtant dans les années 16-17-18 le 98^e RI ne sera pas épargné, au point d'être titulaire de quatre citations à l'ordre de l'armée.

Ce pourcentage atterrant de 40,3% est dépassé par le 52% des décédés après blessures, traduisant sans nul doute la précarité de l'organisation sanitaire des premiers temps de guerre, et la gravité des blessures dans une guerre d'attaque, sans le port du casque qui n'arrivera qu'un an après, et par le 64,1% des disparus décédés, dont l'explication principale paraît être plus l'incapacité à repérer et à ensevelir les morts dans une situation de retraite que par le bouleversement des terres labourées par les obus d'artillerie lourde enfouissant les cadavres; en effet cette artillerie ennemie verra son ampleur et son efficacité progresser au cours des années, et les chiffres des disparus décédés seront bien moindres, même dans le secteur de Verdun (Le Mort-Homme) en 1916

L'importance de la saignée de 1914 est confirmée mais dans des proportions moindres par deux documents locaux dont nous disposons: celui de deux localités proches, la commune rurale de Saint-Maurice-en-Gourgois, et la bourgade mi-ouvrière mi-agricole à cette époque de Saint-Just-sur-Loire, qui sera rattachée bien après à la localité presque jumelle située de l'autre côté de la Loire, Saint-Rambert, les deux étant situées non loin de Saint-Etienne, la première sur le plateau de Saint-Bonnet-le-Château, la seconde en bordure sud de la plaine du Forez.

Ces deux documents sont deux martyrologes de types différents.

Le premier est "*L'Almanach paroissial de Saint-Maurice-en-Gourgois* pour l'année 1920²¹", donnant la "*liste complète et définitive*" de "*Nos glorieux Morts de la grande Guerre*", ceci sur trois pages, précisant le nom du mort, son hameau d'origine (ou le bourg), le jour et le lieu de sa mort. Les 71 morts de la commune, qui comptait 1611 habitants au recensement de 1911, comme le précise l'Almanach (elle en avait compté jusqu'à 2626 au recensement de 1846!) se répartissent ainsi par année :

	1914	1915	1916	1917	1918	1919/20	Total
nombre de morts	21	17	12	7	13	1	71
%	29,6%	23,9%	16,9%	9,9%	18,3%	1,4%	
nombre de morts par mois de guerre	4,2	1,4	1	0,6	1,1		

²¹ édité en 1920 à Saint-Etienne par l'Imprimerie de l'Institution des Sourds-Muets

Ainsi, c'est bien aussi 1914 qui dans la brièveté de ses cinq mois se révèle la plus meurtrière des années de guerre, même si ses 29,6% des pertes n'atteignent pas les 40,3% du 98° R.I. de Roanne, les soldats étant répartis dans des régiments divers, non précisés, dont certains n'ont sans doute pas affronté l'ennemi tout de suite. En revanche, c'est 1915 qui vient en second dans le palmarès des années meurtrières, à la grande différence du 98° R.I..

Si l'on ramène au nombre de morts par mois de guerre, la mortalité de 1914 saute davantage aux yeux: avec ses 4,2 morts par mois (toujours en rappelant que les trois premières semaines d'août, la plupart des régiments ne voient pas le feu), pour Saint-Maurice, 1914 est grosso modo 3 fois plus meurtrier que 1915, 4 fois plus que 1916 ou 1918, et 7 fois plus que 1917!

Le second martyrologe, celui de Saint-Just-sur-Loire, est lui exclusivement consacré à la célébration des glorieux disparus. C'est un des ces "*Livres d'Or*" que de nombreuses communes ont consacrés à leurs disparus, malheureusement très difficiles à trouver maintenant²². Edité en 1924 par la *Société fraternelle des Combattants et vétérans*, épais de 150 pages, il comporte sur sa page de garde la mention suivante: "*GLOIRE, HONNEUR, AMOUR ET RECONNAISSANCE à NOS CHERS CONCITOYENS Soldats modèles de vaillance Valeureux combattants DE LA GRANDE GUERRE Sublimes artisans de la plus grande Victoire du Monde que l'Histoire consacrera A L'IMMORTALITE.*"

Chaque soldat est représenté par sa photo; on mentionne son lieu et sa date de naissance, sa profession, un bref itinéraire de guerre, le lieu et la date de sa mort, sa ou ses citations ou médailles; il est aussi fait mention du nom de la veuve et des orphelins.

	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921/23	
nombre de morts	29	24	21	13	18	4	5	2	116
%	25%	20,6%	18,1%	11,2%	15,5%	3,4%	4,3%	0,9% x 2	
nombre de morts par mois de guerre	5,8	2	1,8	1,1	1,5				

A Saint-Just, l'année 1914 ne représente "plus que" le quart (25%) de la totalité des soldats tués, soit un peu moins que pour Saint-Maurice-en-Gourgois. L'explication la plus évidente est que n'étant pas exclusivement cultivateurs (seulement 29 morts sur 116 ont cette profession), les soldats sont moins systématiquement affectés dans l'arme la plus meurtrière, l'infanterie. Ils sont "ventilés" sur 64 régiments différents, ce qui relativise l'opinion largement répandue sur l'affectation essentiellement régionale des soldats. Ce sont tout de même des régiments départementaux ou du département voisin du Rhône, qui enregistrent le plus de pertes: 8 morts au 216° R.I. (dont 7 en 1914) et 7 morts au 16° R.I. de Montbrison (dont 5 en 1914), 5 au 75° R.I. et 4 au 6° R.I. Coloniale, tous deux de Lyon (4 et 3 en 1914). En revanche, le régiment le plus proche, le 38° R.I., celui de Saint-Etienne, tout comme celui de Roanne, le 98° R.I., ne comptent "que" deux morts.

Si l'on effectue le même calcul par mois de guerre que dans les deux exemples précédents, on constate que chacun de cinq mois de 1914 est 2,9 fois plus meurtrier que les mois de 1915, 3,2 fois que 1916, 3,9 fois que 1918 et 5,3 fois que 1917, qui apparaît, comme pour Saint-Maurice-en-Gourgois, l'année la moins fatale. En revanche, comme pour Saint-Maurice, mais à l'opposé de l'exemple du 98° R.I., c'est 1915 qui vient en seconde position dans ce palmarès tragique.

Qu'en est-il du moral des soldats en cette fin de 1914?

Il va sans dire qu'interrogés dans les années 1970-1980, les témoins oraux ne pouvaient guère restituer avec fidélité l'état de leur moral après cinq mois de guerre, s'ils étaient dans les soldats incorporés depuis le début des hostilités (une soixantaine parmi nos témoins). Les témoignages écrits ne nous livrent pas beaucoup plus de renseignements, soit parce ce qu'ils ne livrent pas d'états d'âme, se limitant aux déplacements consignés dans un carnet, soit parce que les carnets du début de la guerre ont été perdus (cas de **François Baizet** de Chassigny-sous-Dun), soit parce qu'ils émanent de soldats plus jeunes, incorporés plus tardivement.

On dispose néanmoins de trois témoignages écrits à cette période-là, assez différents, deux émanant d'intellectuels pas encore au front, l'autre d'un simple soldat. **Joseph Devaux**, né en 1879 à Belmont-de-la Loire, ancien séminariste bachelier ayant amorcé des études de théologie à Paris (Saint-Sulpice), puis s'étant marié et étant devenu cadre au Crédit Lyonnais est incorporé depuis le mois d'août, mais par chance, est resté au dépôt de son régiment, au 100° R.I. de Tulle, où il s'occupe de tâches administratives relatives aux blessés. Hospitalisé lui-même pour congestion en décembre 1914, il est à même de sonder le moral des blessés revenant du front, et découvre la

²² Je remercie Claire Vial, de Saint-Just-sur-Loire, arrière-petite fille du sergent Benoît Vial, et mon élève en classe de BTS en 2003-4, d'avoir bien voulu me prêter cet ouvrage qui avait été pieusement conservé dans les archives familiales.

baisse de leur moral, qui contraste avec les histoires édifiantes que véhicule la presse et à laquelle croient encore certains civils. Ainsi, il écrit à sa femme Eugénie, le 14 décembre 1914, à propos d'une lettre de sa sœur: "*Jeanne me parle dans une de ses lettres de l'enthousiasme des blessés pour leur retour au feu; ils sont loin de ressembler à ceux qui m'entourent, leurs propos sur la France, la patrie, le gouvernement sont tels que je suis intervenu plusieurs fois contre les outrages dont on couvrait notre pays et notre nation*".

Beaucoup plus jeune, car né en 1895, **Joseph Sorgues** de Romanèche-Thorins (Saône-et-Loire), enseignant au pensionnat catholique de Bellegarde à Neuville-sur-Saône, vient juste d'être incorporé au 23^e R.I. de Bourg-en-Bresse le 20 décembre 1914, donc ne fait que commencer sa période d'instruction. Dans son journal tenu quotidiennement, il fait un bilan en cette fin d'année 14, dans lequel la connaissance des faits tragiques n'altère pas l'enthousiasme patriotique et la foi dans la régénération morale du pays, et il formule longuement des vœux pour 1915 dans son style soutenu, oratoire, visionnaire de moraliste chrétien:

*"Jeudi 31 Décembre- C'est aujourd'hui le dernier jour de cette année 1914 qui finit si tragiquement à la lueur des coups de feu et au bruit du canon pour un si grand nombre d'hommes. Qu'elle en aura apporté des larmes et des deuils, dans les foyers français, cette année terrible, mais non année maudite! Elle a réalisé la communion de toutes les âmes françaises, a mis fin à nos querelles débilantes en nous faisant dresser l'œil et l'oreille aux aguets du côté de la Frontière. Elle nous a montré les qualités de notre race: celles qu'on lui reconnaissait: bravoure, courage, générosité, et celles qu'on lui déniait: patience, endurance et persévérance, elle a montré que sous la mince couche de septicisme*gouaillieur qui semblait faire du Français une machine à se moquer de tout, il y avait cette foi vivifiante, cet enthousiasme généreux pour toutes les grandes causes qui fait du soldat français le premier soldat du monde. Année 1914, les mères en deuil et les orphelins en larmes te maudiront, mais les historiens, les bons patriotes et les peuples opprimés te béniront, car tu auras marqué une nouvelle ère dans l'histoire, tu auras vu le triomphe de notre patrie renaissante, tu auras entendu la clameur de joyeuse délivrance des esclaves de l'empire allemand.*

Je ne pensais pas te finir à la caserne, année 1914²³. Après avoir si bien commencé jusqu'au 15 juillet et au voyage de Roanne, tu as été troublée comme une journée d'été par un coup de tonnerre: la guerre franco-allemande. Après m'avoir laissé deux mois à ne rien faire, pendant les vacances, après m'avoir permis de faire quinze jours de classe et deux mois de surveillance²⁴ tu m'as arrachée à ma famille chérie, à mes petits élèves, à mes amis fidèles, à mes travaux paisibles et tu m'as jeté dans une caserne, au milieu de gens que je ne connais pas, en face d'un dur labeur, d'un destin cruel qui comporte deux mois d'entraînement rapide, puis des fatigues, des privations, des souffrances, la mort enfin. Elle n'est pas réjouissante, la perspective que tu as ouverte devant mes yeux; je donnerai beaucoup pour savoir où je finirai l'année 1915²⁵. . Mais telle que tu as été, je te bénis, car tu n'as été que la servante de Dieu, tu as fait de moi un soldat, un de ceux qui livreront le bon combat, un de ceux peut-être qui verront la France resplendissante au soleil de la victoire, guidant à nouveau les nations vers le bien. Tu as fait de moi un homme qui souffre, qui aime, qui vit. Et au moment où tu vas t'évanouir dans le passé sans fin pour faire place à 1915, je me recueille et je te remercie profondément. Je demande à Dieu au seuil du nouvel an de vouloir bien panser les plaies de mon cher pays; de ne pas délaisser les mères qui ont perdu leurs fils, les épouses qui pleurent leurs maris, les orphelins qui réclament leurs pères; de protéger ma famille, mon père et ma mère qui m'aiment tant, mon frère et mes sœurs dont je ne recevrai pas cette année le fraternel baiser du premier de l'an, ma bonne grand-mère qui a eu tant de chagrin à mon départ, tous les autres membres de ma famille, surtout ceux qui luttent sur le front; de garder sains et saufs le pensionnat, ma seconde famille, et tous ceux que j'y ai connus et aimés. Et si, ce soir, à minuit, je me réveille, dans le silence de la chambrée, je vous demanderai, ô mon Dieu, de bénir tous mes camarades de régiment, tous mes chefs, de fortifier les bons, de ramener les mauvais au bien, je vous supplierai enfin de faire de moi le modèle des soldats, de veiller sur moi à la guerre et de revenir au plus tôt à ma chère carrière".*

Cette longue page inspirée, écrite comme il l'indique à la fin "*au cercle, après une longue marche militaire de 20 kilomètres*", donne une idée de la grandeur d'âme et de la qualité intellectuelle et morale de Joseph Sorgues. Elle inscrit son destin dans le destin de la France, dans une vision patriotique et religieuse inspirant respect et admiration.. On retrouve là le thème de la régénération morale de la communauté nationale par la guerre si fréquent chez les intellectuels catholiques.

Plus modestement, sans théoriser, mais à meilleur droit, car il a combattu depuis août 14 en Alsace avec son 12^e bataillon de chasseurs alpins, le journalier agricole de Saint-Anthème (hameau de Seignibrard) **Jean Genestier**, caporal, écrit à sa mère et à sa sœur le 21 décembre 1914 (lettre localisée par "*Armée d'Alsace*") pour les remercier de leur colis (contenant "*une paire de chaussette, une tablette de chocolat, deux paires de ...-illisible-, un paquet*

²³ Joseph Sorgues veut dire que si la guerre n'avait pas éclaté, il n'aurait pas été à la caserne en décembre 14, puisque son départ au régiment aurait eu lieu normalement en octobre 1915, à 20 ans (âge d'incorporation depuis la loi de 3 ans de 1913).

²⁴ En prévision de son départ à la guerre en décembre, Joseph Sorgues a été remplacé dans son poste d'enseignant, mais il a conservé un travail de surveillance

²⁵ L'année 1915, Joseph Sorgues la finira sur un lit d'hôpital, dans une annexe du Val de Grâce, à Paris, ayant reçu une balle dans la colonne vertébrale le 25 septembre à Ripont, le premier jour de la grande offensive de Champagne. Après une longue hospitalisation, il sera versé dans le service auxiliaire le 5 avril 1917.

de tabac avec 10 cigares, un peigne, deux glace et papier à lettre") et leur donne quelques nouvelles rassurantes qui pourtant laissent filtrer la dure réalité: "Au pays, il y a beaucoup de la neige, on marche en skis. Je pense bien que vous avez dû lire sur le journal notre brave charge en skis sur les Boches. Il y a eut quelques pertes pour nous mais plus encore pour les Boches. Moi je m'en tirer* toujours en bonne santé". Après leur avoir souhaité une "bonne et heureuse année et une parfaite santé", il évoque l'espoir de "se revoir* après la guerre tous en bonne santé" et revient sur ses conditions de vie sans s'apitoyer: "En ce moment, c'est la triste saison pour nous, on n* est toujours dans les tranchées, avec la neige qui nous tombe sur le dos, il n'y à* plus la vie. Enfin on se débrouille toujours*, et on se fait pas du mauvais sans* pour sa*, on chante toujours* son petit refrain, pour nous encourager". Il évoque en fin de lettre, comme on l'a vu le repas de Noël tout proche et l'incertitude sur le jour de l'an: "Et le jour du premier de l'an on n'en ses* (sait) rien encore. Peut-être qu'on sera plus au même endroit, et défois* se battre toute la journée". Pour les rassurer une fois de plus, il fait précéder sa signature de "Votre fils en parfaite santé" et la fait suivre par la formule de fierté régimentaire qui clôt plusieurs de ses lettres: "Honneur et courage aux chasseurs Vive le 12^e Alpin".*

Certes, c'est une lettre de circonstance, écrite à l'occasion de la fin de l'année, visant à rassurer deux êtres chers, mais l'énergie et la détermination l'emportent, et la "triste saison" est plus imputée à la neige qu'à la perspective de futures batailles.

Jean Ginestier ne verra pas la fin de la guerre: promu sergent, de retour en Alsace, il sera tué le 7 janvier 1916 pendant une attaques sur les hauteurs du Vieil Armand ou Hartmanwillerkopf. Joseph Devaux non plus: promu sous-lieutenant, grièvement blessé le 30 octobre 1918 à la bataille de Bagnogne (Ardenne) il mourra de ses blessures le 6 novembre 1918 à l'hôpital complémentaire de Mont-Notre-Dame, dans l'Aisne.

Que tirer de ces trois témoignages si différents, écrits l'un pour soi (Joseph Sorgues), les deux autres pour les familles? Que malgré le découragement aisément compréhensible, celui des blessés que morigène Joseph Devaux, l'énergie de se battre et le moral subsistent...

Un autre bilan est fait a posteriori, presque deux ans après, en captivité en Allemagne, par l'instituteur **Antonin Granet** (cl. 03), en poste à Chamboeuf avant la guerre; capturé le 9 mars 1916 à Verdun, près du fort de Vaux, il entreprend en Allemagne d'écrire son récit de guerre, et fait de ce Noël 14 un bilan désabusé comparant les folles illusions du début de guerre et la réalité de l'invasion allemande:

"Fin décembre, Noël! Nous devions manger la dinde truffée et boire le champagne sur les bords du Rhin, avait dit, ici-même, à des dames de la Croix Rouge et fin septembre le Com¹ Gerber. O vaines illusions! Le Rhin coule encore dans son lit et les bruits de bataille ne sont pour lui que lointains. Seul sur ce petit coin d'Alsace reconquis peut-il entendre distinctement la voix du canon français? Mais la ligne qui s'étend des Vosges à la mer du Nord avec le saillant sur l'Oise à 80 km de Paris, cette ligne hérissée d'armements, criblée de projectiles passe bien loin de ces charmantes rives du fleuve tant envié"

“L’Alsace-Lorraine, c’était la grande question ! On n’évoquait que la question de l’Alsace et de la Lorraine, et les gens de ma génération savaient, avaient l’impression qu’un beau jour il faudrait se battre pour récupérer l’Alsace et la Lorraine.”

Antoine Pinay, né en 1891,
maire de Saint-Chamond, député, sénateur,
ministre et Président du Conseil en 1952